

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*Traités et Engagements internationaux
enregistrés par le Secrétariat de la
Société des Nations*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series :

*Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the
League of Nations*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*Traités et Engagements internationaux
enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations*

VOLUME CLVII

1935

N° 3601-3618

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
N° 3601. — Grèce et Suède :	
Accord concernant les échanges commerciaux entre les deux pays. Signé à Athènes, le 17 janvier 1935... ..	9
N° 3602. — Etats-Unis d'Amérique et Chili :	
Echange de notes comportant un arrangement relatif à l'échange de communications émanant de tierces personnes par des stations radiotélégraphiques d'amateurs. Santiago, les 2 et 17 août 1934	15
N° 3603. — Etats-Unis d'Amérique et France :	
Avenant à la Convention du 29 juillet 1929, pour l'échange des mandats-poste entre l'Office postal des Etats-Unis d'Amérique, d'une part, et les Offices postaux des pays du Levant sous mandat français, d'autre part. Signé à Paris, le 8 octobre 1934 ...	21
N° 3604. — Arabie Saoudienne (Hedjaz, Nedjed et Dépendances) et Inde :	
Arrangement entre l'Office des postes du Hedjaz, Nedjed et Dépendances et l'Office des postes de l'Inde concernant l'échange des mandats-poste, signé à La Mecque, le 9 septembre 1931, et à New Delhi, le 9 novembre 1931, et échange de notes y relatif, La Mecque, le 20 juin 1933, et New Delhi, le 15 septembre 1933	35
N° 3605. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Inde et Yémen :	
Traité d'amitié et de collaboration, signé à Sanaa, le 11 février 1934, et échange de notes y relatif, Sanaa, le 10 février 1934	63
N° 3606. — Chine et Inde :	
Arrangement entre l'Office des postes de la Chine et l'Office des postes de l'Inde relatif à l'échange des mandats-poste. Signé à Shanghai, le 11 mai 1934, et à Simla, le 13 juin 1934	77

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series :

*Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations*

VOLUME CLVII

1935

Nos. 3601-3618

TABLE OF CONTENTS.

	Page
No. 3601. — Greece and Sweden :	
Agreement regarding Commercial Exchanges between the Two Countries. Signed at Athens, January 17th, 1935	9
No. 3602. — United States of America and Chile :	
Exchange of Notes constituting an Arrangement regarding Radio Communications between Amateur Stations on behalf of Third Parties. Santiago, August 2nd and 17th, 1934 ...	15
No. 3603. — United States of America and France :	
Supplementary Agreement modifying the Convention of July 29th, 1929, for the Exchange of Money Orders between the Postal Administration of the United States of America and that of the Countries of the Levant under French Mandate. Signed at Paris, October 8th, 1934	21
No. 3604. — Saudi Arabia (Hedjaz, Nejd and Dependencies) and India :	
Arrangement between the Post Office of Hedjaz, Nejd and Dependencies and the Post Office of India for an Exchange of Money Orders, signed at Mecca, September 9th, 1931, and at New Delhi, November 9th, 1931, and Exchange of Notes relating thereto, Mecca, June 20th, 1933, and New Delhi, September 15th, 1933... ..	35
No. 3605. — Great Britain and Northern Ireland and India and Yemen :	
Treaty of Friendship and Mutual Co-operation, signed at San'a, February 11th, 1934, and Exchange of Notes relating thereto, San'a, February 10th, 1934	63
No. 3606. — China and India :	
Arrangement between the Post Office of China and the Post Office of India for the Exchange of Money Orders. Signed at Shanghai, May 11th, 1934, and at Simla, June 13th, 1934	77

N° 3607. — Indochine et Malaisie :

Pages

Arrangement entre l'Office des postes de l'Indochine et l'Office des postes de la Malaisie concernant le service des colis postaux, et règlement d'application y annexé. Signés à Kuala-Lumpur, le 28 septembre 1934, et à Hanoi, le 8 octobre 1934 95

N° 3608. — Indes néerlandaises et Malaisie :

Arrangement entre l'Office des postes des Indes néerlandaises et l'Office des postes de la Malaisie relatif à l'échange des mandats de poste. Signé à Bandoeng, le 18 octobre 1934, et à Kuala-Lumpur, le 30 octobre 1934 127

N° 3609. — Autriche et Yougoslavie :

Traité de commerce 145
 comportant en annexes :
 Deux annexes tarifaires 152
 Un protocole final 192
 Une convention relative aux épizooties, avec protocole final, dispositions relatives à la désinfection des wagons de chemins de fer et des navires, et convention relative au pacage 202
 Une convention relative à la réglementation du trafic frontalier 232
 Une convention relative au trafic touristique dans la zone frontière 246
 Signés à Beograd, le 9 mars 1932.

N° 3610. — Turquie et Union des Républiques soviétiques socialistes :

Traité d'amitié et de neutralité, avec trois protocoles annexes, signés à Paris, le 17 décembre 1925, et protocole relatif à l'échange des ratifications, signé à Istamboul, le 29 juin 1926 353
 Protocole prorogeant le Traité d'amitié et de neutralité du 17 décembre 1925, signé à Ankara, le 17 décembre 1929, et protocole relatif à l'échange des ratifications, signé à Moscou, le 28 juillet 1930 360
 Protocole complétant les dispositions de l'article 2 du Protocole du 17 décembre 1929 concernant la prolongation du Traité d'amitié et de neutralité entre les deux pays, et protocole de signature. Signés à Ankara, le 7 mars 1931 364
 Protocole prorogeant le Traité d'amitié et de neutralité du 17 décembre 1925 et les trois protocoles y annexés de la même date, ainsi que le Protocole de prolongation du 17 décembre 1929 et le Protocole du 7 mars 1931. Signé à Ankara, le 30 octobre 1931 366

N° 3611. — Afghhanistan et Union des Républiques soviétiques socialistes :

Traité de neutralité et de non-agression. Signé à Kaboul, le 24 juin 1931 371

N° 3612. — Allemagne et Union des Républiques soviétiques socialistes :

Protocole prorogeant le Traité du 24 avril 1926 et la Convention de conciliation du 25 janvier 1929. Signé à Moscou, le 24 juin 1931 383

N° 3613. — Finlande et Union des Républiques soviétiques socialistes :

Traité de non-agression et de règlement pacifique des conflits, et protocole de signature. Signés à Helsinki, le 21 janvier 1932 393

	Page
No. 3607. — Indo-China and Malaya :	
Agreement between the Post Office of Indo-China and the Post Office of Malaya for the Exchange of Parcels by Parcel Post, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Kuala Lumpur, September 28th, 1934, and at Hanoi, October 8th, 1934	95
No. 3608. — Netherlands Indies and Malaya :	
Money Order Agreement between the Post Office of the Netherlands Indies and the Post Office of Malaya. Signed at Bandoeng, October 18th, 1934, and at Kuala Lumpur, October 30th, 1934	127
No. 3609. — Austria and Yugoslavia :	
Treaty of Commerce	145
having as Annexes :	
Two Tariff Annexes	153
A Final Protocol	193
A Convention on Epizootic Diseases, with Final Protocol, Provisions regarding the Disinfection of Railway Trucks and Ships, and Convention regarding Pasturage	203
A Convention regarding the Regulation of Frontier Traffic	233
A Convention regarding Tourist Traffic in the Frontier Zone	247
Signed at Belgrade, March 9th, 1932.	
No. 3610. — Turkey and Union of Soviet Socialist Republics :	
Treaty of Friendship and Neutrality, with three annexed Protocols, signed at Paris, December 17th, 1925, and Protocol concerning the Exchange of Ratifications, signed at Istanbul, June 29th, 1926	353
Protocol concerning the Prolongation of the Treaty of Friendship and Neutrality of December 17th, 1925, signed at Ankara, December 17th, 1929, and Protocol regarding the Exchange of Ratifications, signed at Moscow, July 28th, 1930	361
Protocol completing the Provisions of Article 2 of the Protocol of December 17th, 1929, concerning the Prolongation of the Treaty of Friendship and Neutrality between the Two Countries, and Protocol of Signature. Signed at Ankara, March 7th, 1931	365
Protocol concerning the Prolongation of the Treaty of Friendship and Neutrality of December 17th, 1925, the three annexed Protocols of the same Date, as well as the Protocol of Prolongation of December 17th, 1929, and the Protocol of March 7th, 1931. Signed at Ankara, October 30th, 1931	367
No. 3611. — Afghanistan and Union of Soviet Socialist Republics :	
Treaty of Neutrality and Non-Aggression. Signed at Kabul, June 24th, 1931	371
No. 3612. — Germany and Union of Soviet Socialist Republics :	
Protocol concerning the Prolongation of the Treaty of April 24th, 1926, and the Convention of Conciliation of January 25th, 1929. Signed at Moscow, June 24th, 1931	383
No. 3613. — Finland and Union of Soviet Socialist Republics :	
Treaty of Non-Aggression and Pacific Settlement of Disputes, and Protocol of Signature. Signed at Helsinki, January 21st, 1932	393

	Pages
N° 3614. — Finlande et Union des Républiques soviétiques socialistes :	
Convention de conciliation. Signée à Helsinki, le 22 avril 1932	401
N° 3615. — France et Union des Républiques soviétiques socialistes :	
Pacte de non-agression. Signé à Paris, le 29 novembre 1932	411
N° 3616. — France et Union des Républiques soviétiques socialistes :	
Convention relative à la procédure de conciliation. Signée à Paris, le 29 novembre 1932...	421
N° 3617. — Pologne et Union des Républiques soviétiques socialistes :	
Protocole prorogeant jusqu'au 31 décembre 1945 le Pacte de non-agression du 25 juillet 1932, et protocole final. Signés à Moscou, le 5 mai 1934... ..	431
N° 3618. — Etats-Unis d'Amérique et Lituanie :	
Traité additionnel au Traité d'extradition du 9 avril 1924. Signé à Washington, le 17 mai 1934	441

	Page
No. 3614. — Finland and Union of Soviet Socialist Republics :	
Convention of Conciliation. Signed at Helsinki, April 22nd, 1932	401
No. 3615. — France and Union of Soviet Socialist Republics :	
Pact of Non-Aggression. Signed at Paris, November 29th, 1932	411
No. 3616. — France and Union of Soviet Socialist Republics :	
Convention relating to Conciliation Procedure. Signed at Paris, November 29th, 1932	421
No. 3617. — Poland and Union of Soviet Socialist Republics :	
Protocol renewing until December 31st, 1945, the Pact of Non-Aggression of July 25th, 1932, and Final Protocol. Signed at Moscow, May 5th, 1934	431
No. 3618. — United States of America and Lithuania :	
Supplementary Treaty to the Extradition Treaty of April 9th, 1924. Signed at Washington, May 17th, 1934... ..	441

N° 3601.

GRÈCE ET SUÈDE

Accord concernant les échanges commerciaux entre les deux pays. Signé à Athènes, le 17 janvier 1935.

GREECE AND SWEDEN

Agreement regarding Commercial Exchanges between the Two Countries. Signed at Athens, January 17th, 1935.

N^o 3601. — ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE ET LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE CONCERNANT LES ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LES DEUX PAYS. SIGNÉ A ATHÈNES, LE 17 JANVIER 1935.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 31 janvier 1935.

Dans le but de faciliter les échanges commerciaux entre la SUÈDE et la GRÈCE et de permettre la continuation dans le cadre de ces échanges, des achats de tabacs grecs par Aktiebolaget Svenska Tobaksmonopolet, il a été convenu entre :

Son Excellence Monsieur O. W. WINTHER, ministre de Suède à Athènes, dûment autorisé par son gouvernement, et
Son Excellence Monsieur P. TSALDARIS, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères *a. i.*,

ce qui suit :

I. Le Gouvernement suédois s'engage à recommander à Aktiebolaget Svenska Tobaksmonopolet d'acheter pendant le courant de l'année 1935 des tabacs grecs de la récolte 1934 dans les plus larges limites compatibles avec ses besoins.

II. Tous montants en devises provenant :

1) Des achats de tabacs de la récolte de 1934 et versés par Aktiebolaget Svenska Tobaksmonopolet, ses représentants et fournisseurs en Grèce, à la Banque de Grèce, soit directement, soit par l'entremise d'une banque établie dans le pays et autorisée à traiter des opérations de change ;

2) Du solde éventuellement existant le 31 décembre 1934 à l'actif de la Suède par suite de l'application de l'Accord du 29 décembre 1933 ;

3) D'achats par le marché suédois durant l'année 1935 de marchandises grecques autres que le tabac de la récolte de 1934 importées en Suède ; seront employés exclusivement à l'achat de marchandises suédoises à importer en Grèce.

III. Le règlement des créances résultant de l'achat des marchandises importées de chacun des deux pays dans l'autre, continuera à s'effectuer, tout comme jusqu'ici, par l'octroi, dans le cadre des règlements en vigueur dans le pays respectif, et le libre transfert des devises nécessaires au paiement de la valeur des marchandises considérées.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3601. — AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE HELLENIC REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN REGARDING COMMERCIAL EXCHANGES BETWEEN THE TWO COUNTRIES. SIGNED AT ATHENS, JANUARY 17TH, 1935.

French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place January 31st, 1935.

In order to facilitate trade between SWEDEN and GREECE and to enable Aktiebolaget Svenska Tabaksmonopolet to continue, as part of that trade, to purchase Greek tobacco :

His Excellency Monsieur O. W. WINTHER, Swedish Minister at Athens, duly authorised by his Government, and

His Excellency Monsieur P. TSALDARIS, President of the Council, Minister for Foreign Affairs *ad interim* ;

have agreed as follows :

I. The Swedish Government undertakes to recommend Aktiebolaget Svenska Tobaksmonopolet to purchase during the year 1935 as much Greek tobacco of the 1934 crop as is compatible with its requirements.

II. All foreign exchange accruing from :

(1) Purchases of tobacco of the 1934 crop paid by Aktiebolaget Svenska Tobaksmonopolet, its representatives and suppliers in Greece to the Bank of Greece, whether direct or through a bank established in the country and authorised to undertake exchange transactions ;

(2) Any balance standing to the credit of Sweden on December 31st, 1934, through the application of the Agreement of December 29th, 1933 ;

(3) Purchases on the Swedish market during the year 1935 of Greek goods other than tobacco of the 1934 crop imported into Sweden ; shall be used solely for purchasing Swedish goods for importation into Greece.

III. The sums due in respect of purchases of goods imported from either country into the other shall continue to be settled as heretofore by the grant, in accordance with the regulations in force in the respective countries, and the free transfer of sufficient foreign exchange to cover the value of the goods.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

IV. La Banque de Grèce tiendra un compte d'ordre statistique des paiements effectués comme ci-dessus pour l'achat des marchandises en provenance de chacun des deux pays et importées dans l'autre.

Ce compte sera libellé en francs suisses, les remises créditées sur celui-ci devant être établies par la conversion, aux fins de comptabilité, de la monnaie, inscrite sur les factures des marchandises respectives, en francs suisses au cours du jour, suivant le bulletin de la Banque de Grèce. D'un commun accord, les Parties pourront porter leur choix sur une autre devise que le franc suisse, si cela était jugé nécessaire.

V. Le Gouvernement hellénique s'engage, au cas où un solde actif en faveur de la Grèce venait à se présenter à la fin de chacun des deux semestres de la durée du présent accord sur le compte susvisé tenu à la Banque de Grèce, de prendre toutes les mesures indiquées pour la liquidation de cet actif dans le plus bref délai possible par l'achat de marchandises suédoises à importer en Grèce.

VI. Toutefois, si, malgré les efforts des deux Parties pour maintenir un équilibre de leurs échanges commerciaux, il demeurerait, à la date du 31 décembre 1935, un solde en faveur de l'une d'elles, celui-ci sera soumis au régime de la compensation, généralement visé par le présent accord.

VII. Dans la mesure du possible, et sans préjudice des règlements en vigueur en Grèce sur les importations, cet accord sera appliqué de manière à ne pas entraver l'écoulement en Grèce des marchandises suédoises normalement absorbées par ce marché.

VIII. Toute cession de change par Aktiebolaget Svenska Tobaksmonopolet ou par ses représentants et fournisseurs en Grèce sera assujettie à la retenue légale, décomptée au cours de l'ancienne parité, aussi longtemps que cette retenue est imposée par la loi.

Le change importé comme ci-dessus confère à Tobaksmonopolet la faculté d'exporter, soit lui-même directement, soit par l'intermédiaire de ses représentants et fournisseurs, la quantité correspondante de tabacs.

IX. Le Gouvernement hellénique s'engage à autoriser au profit de ceux de ses ressortissants qui ont à régler en Suède des dettes commerciales arriérées résultant d'échanges commerciaux et contractées antérieurement au 26 avril 1932, l'exportation d'un pourcentage semestriel de change étranger de 15 % du montant de ces dettes, à accorder, sur la demande des débiteurs grecs intéressés, pendant la durée du présent accord.

Le transfert de ce change sera autorisé, sans préjudice du transfert du change correspondant aux intérêts moratoires, prévus par la loi monétaire hellénique du 26 avril 1932.

X. Le présent accord est conclu pour une durée d'une année à partir du 1^{er} janvier 1935.

Fait en double exemplaire pour un seul et même objet.

En foi de quoi le présent accord a été signé ce jourd'hui le 17 janvier 1935.

W. WINTHER.

P. TSALDARIS.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 26 janvier 1935.

Le Chef des Archives :

Torsten Gihl.

IV. The Bank of Greece shall keep a statistical account of the payments effected as above for the purchase of goods from either country imported into the other.

This account shall be kept in Swiss francs, the amounts credited thereto being fixed by the conversion, for accounting purposes, of the sums shown in the invoices for the various goods into Swiss francs at the current rate published in the official price-list of the Bank of Greece. The Parties may, by joint agreement, select any exchange other than Swiss francs, should this be considered necessary.

V. In the event of the above-mentioned account at the Bank of Greece showing a credit balance in favour of Greece at the end of either of the two half-years during which the present Agreement is in force, the Hellenic Government agrees to take all the necessary steps to settle this amount as soon as possible by purchasing Swedish goods for importation into Greece.

VI. Should, however, any sums remain due to either country on December 31st, 1935, in spite of the efforts of both Parties to maintain a balance of trade, such sums shall be subject to the clearing system in general contemplated by the present Agreement.

VII. In so far as possible, and without prejudice to the import regulations in force in Greece, this Agreement shall be applied in such a way as not to hamper the disposal in Greece of the Swedish goods normally absorbed by that market.

VIII. Any exchange transfer effected by Aktiebolaget Svenska Tobaksmonopolet or its representatives and suppliers in Greece shall be subject to the legal deduction, reckoned at the former parity rate for such time as that deduction is required by law.

The importation of exchange as above shall confer on Tobaksmonopolet the right to export, either direct or through its representatives and suppliers, a corresponding amount of tobacco.

IX. The Hellenic Government agrees, for the benefit of such of its nationals as have outstanding commercial debts to settle in Sweden in respect of trade, such debts having been contracted prior to April 26th, 1932, to authorise the export of a half-yearly percentage of foreign exchange to the value of 15 % of the amount of such debts, to be granted at the request of the Greek debtors concerned, as long as the present Agreement is in force.

The transfer of this exchange shall be authorised without prejudice to the transfer of exchange corresponding to the amount of the moratorium interest as laid down by the Hellenic Monetary Law of April 26th, 1932.

X. The present Agreement shall be concluded for a period of one year from January 1st, 1935.

Done in duplicate for one and the same purpose.

In faith whereof the present Agreement has been signed to-day, the 17th day of January, 1935.

W. WINTHER.

P. TSALDARIS.

N° 3602.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET CHILI**

Echange de notes comportant un arrangement relatif à l'échange de communications émanant de tierces personnes par des stations radio-télégraphiques d'amateurs. Santiago, les 2 et 17 août 1934.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND CHILE**

Exchange of Notes constituting an Arrangement regarding Radio Communications between Amateur Stations on behalf of Third Parties. Santiago, August 2nd and 17th, 1934.

No. 3602. — EXCHANGE OF NOTES¹
BETWEEN THE GOVERNMENT
OF THE UNITED STATES OF
AMERICA AND THE GOVERN-
MENT OF CHILE CONSTITUT-
ING AN ARRANGEMENT RE-
GARDING RADIO COMMUNICA-
TIONS BETWEEN AMATEUR
STATIONS ON BEHALF OF
THIRD PARTIES. SANTIAGO,
AUGUST 2ND AND 17TH, 1934.

Nº 3602. — CANJE DE NOTAS¹
ENTRE LOS GOBIERNOS DE
LOS ESTADOS UNIDOS DE
AMERICA Y DE CHILE ESTA-
BLECIENDO UN ARREGLO
PARA EL CANJE INTERNACIO-
NAL DE MENSAJES DE TERCE-
ROS POR LAS ESTACIONES
DE RADIO DE AFICIONADOS.
SANTIAGO, 2 Y 17 DE AGOSTO
DE 1934.

*English and Spanish official texts communicated
by the Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary of the United States of America
at Berne. The registration of this Exchange
of Notes took place February 4th, 1935.*

*Textes officiels anglais et espagnol communiqués
par l'envoyé extraordinaire et ministre pléni-
potentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne.
L'enregistrement de cet échange de notes a eu
lieu le 4 février 1935.*

I.

EMBASSY
OF THE UNITED STATES OF AMERICA.

No. 127.

SANTIAGO, August 2nd, 1934.

EXCELLENCY,

In view of the important services rendered by amateurs in the development of radio communication and the desirability of liberalizing the restrictions dealing with such amateurs, I have the honor to confirm to Your Excellency the terms of the following understanding between our respective Governments, as provided for in Article 8 of the Radio Regulations² annexed to the International Telecommunication Convention of Madrid, 1932 :

Amateur radio stations of Chile and of the United States may interchange messages on behalf of third parties, provided that such messages shall be of the character that would not normally be sent by any existing means of electrical communication or except for the availability of the amateur stations, and on which no compensation must be directly or indirectly paid.

This Arrangement shall apply to the United States and its territories and possessions, including Alaska, the Hawaiian Islands, Puerto Rico, the Virgin Islands, the Panama Canal [Zone] and the Philippine Islands.

This Arrangement shall be subject to termination by either Government on sixty days' notice to the other Government, by further arrangement between the two Governments

¹ Entré en vigueur le 17 août 1934.

² Vol. CLI, page 278, de ce recueil.

¹ Came into force August 17th, 1934.

² Vol. CLI, page 279, of this Series.

dealing with the same subject, or by the enactment of legislation in either country inconsistent therewith.

It is understood that the above-stated Arrangement will be effective on the date of the receipt of a note from the Chilean Government stating its acceptance thereof.

I avail myself of this opportunity to reiterate to Your Excellency the assurances of my highest and most distinguished consideration.

Hal SEVIER.

His Excellency
Señor don Miguel Cruchaga T.,
Minister for Foreign Affairs,
Santiago.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

II.

REPÚBLICA DE CHILE.
MINISTERIO
DE RELACIONES EXTERIORES.
DEPARTAMENTO DIPLOMÁTICO.
Nº 04976.

SANTIAGO, 17 de Agosto de 1934.

SEÑOR EMBAJADOR :

Tengo el honor de dar respuesta a la atenta nota de V. E. Nº 127 de 2 del mes en curso. Teniendo en vista los importantes servicios prestados por los aficionados al desarrollo de las radio-comunicaciones y en el deseo de disminuir las restricciones que les afectan, confirmo a V. E. los términos del acuerdo entre ambos Gobiernos que modifica lo dispuesto en el Art. 8 del Reglamento de Radio anexo a la Convención Internacional de Telecomunicación de Madrid de 1932 :

Las estaciones de radio de aficionados de Chile y de los Estados Unidos, pueden intercambiar mensajes de terceras personas, siempre que tales mensajes sean de tal índole que no serian normalmente transmitidos por ningun medio existente de comunicación electrica si no se dispusiere de las estaciones de aficionados, y con

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

II.

REPUBLIC OF CHILE.
MINISTRY
OF FOREIGN RELATIONS.
DIPLOMATIC DEPARTMENT.
No. 04976.

SANTIAGO, August 17th, 1934.

MR. AMBASSADOR,

I have the honor to reply to Your Excellency's courteous note No. 127 of the 2nd of the current month. Having in view the important services rendered by amateurs in the development of radio communications and with the desire of liberalizing the restrictions dealing with them, I confirm to Your Excellency the terms of the understanding between the two Governments which modifies the provision of Article 8 of the Radio Regulations annexed to the International Telecommunication Convention of Madrid of 1932 :

Amateur radio stations of Chile and of the United States may interchange messages of third parties, provided that such messages are of such a character that they would not normally be transmitted by any existing means of electrical communication if it were not for the availability of the amateur stations, and with respect to

¹ Traduction du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

¹ Translation of the Government of the United States of America.

relación a los cuales no puede percibirse directa ni indirectamente retribución alguna.

Este arreglo será aplicado a los Estados Unidos y a sus territorios y posesiones, incluso Alaska, las Islas Hawai, Puerto Rico, las Islas Virginiás, la Zona del Canal de Panamá, e Islas Filipinas.

Podrá ponerse término a este acuerdo por cualquiera de los dos Gobiernos mediante una notificación al otro Gobierno hecha con sesenta días de anticipación, por acuerdo entre los dos Gobiernos relacionado con el mismo asunto, o a causa de disposiciones legales en cualesquiera de los dos países que fueren incompatibles con esta disposición.

Este acuerdo empieza a regir desde la fecha de la presente comunicación.

Aprovecho esta oportunidad para reiterar a V.E. las seguridades de mi más alta y distinguida consideración.

Miguel CRUCHAGA T.

Al Excmo. Señor Hal Sevier
Embajador Extraordinario y
Plenipotenciario de los
Estados Unidos.

Certified to be a true and complete textual copy of the original notes exchanged in the languages in which they were signed.

*For the Secretary of State
of the United States of America :*

C. E. MacEachran,
Chief Clerk and Administrative Assistant.

which no compensation whatever can be collected.

This Arrangement shall apply to the United States and its territories and possessions, including Alaska, the Hawaiian Islands, Puerto Rico, the Virgin Islands, the Panama Canal Zone, and the Philippine Islands.

This Arrangement can be terminated by either of the two Governments by giving 60 days' advance notification to the other Government, by agreement between the two Governments dealing with the same subject, or because of legal provisions in either of the two countries which are incompatible with this provision.

This agreement takes effect from the date of the present communication.

I avail myself of this opportunity to reiterate to Your Excellency the assurances of my highest and most distinguished consideration.

Miguel CRUCHAGA T.

His Excellency
Mr. Hal Sevier,
Ambassador Extraordinary
and Plenipotentiary
of the United States.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3602. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE GOUVERNEMENT DU CHILI COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF A L'ÉCHANGE DE COMMUNICATIONS ÉMANANT DE TIERCES PERSONNES PAR DES STATIONS RADIOTÉLÉGRAPHIQUES D'AMATEURS. SANTIAGO, LES 2 ET 17 AOUT 1934.

I.

AMBASSADE
DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

N^o 127.

SANTIAGO, le 2 août 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Considérant les services importants que rendent les amateurs dans le développement des radiocommunications et l'intérêt qu'il y aurait à rendre moins strictes les restrictions qui leur sont imposées, j'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence les termes de l'accord suivant conclu entre nos gouvernements respectifs, ainsi qu'il est prévu à l'article 8 du règlement général des radiocommunications annexé à la Convention internationale des télécommunications signée à Madrid en 1932 :

Les stations radioélectriques d'amateurs au Chili et aux Etats-Unis peuvent échanger des messages pour le compte de tierces personnes à condition, d'une part, que ces messages aient un caractère tel qu'ils ne seraient pas normalement transmis par aucun moyen existant de communication électrique ou qu'ils ne seraient pas transmis s'il n'existait pas de stations d'amateurs et, d'autre part, que leur transmission ne donne lieu à aucune rémunération directe ou indirecte.

Le présent arrangement s'appliquera aux Etats-Unis et à leurs territoires et possessions, y compris l'Alaska, les îles Hawaï, Porto-Rico, les îles Vierges, la zone du canal de Panama et les îles Philippines.

Il pourra être mis fin au présent arrangement par l'un ou l'autre des deux gouvernements moyennant un préavis de soixante jours donné à l'autre gouvernement, par un autre arrangement conclu entre les deux gouvernements sur le même sujet, ou par l'adoption dans l'un ou l'autre des deux pays d'une législation incompatible avec ses dispositions.

Il est entendu que l'arrangement ci-dessus prendra effet à la date de la réception d'une note par laquelle le Gouvernement chilien signifiera son agrément.

Je saisis cette occasion, etc.

Hal SEVIER.

A Son Excellence

Monsieur Miguel Cruchaga T.,
Ministre des Affaires étrangères,
Santiago.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

RÉPUBLIQUE DU CHILI.
MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DIVISION DIPLOMATIQUE.
N° 04976.

SANTIAGO, le 17 août 1934.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur de répondre à l'aimable note de Votre Excellence N° 127, en date du 2 courant. Considérant les services importants que rendent les amateurs dans le développement des radiocommunications, et en vue de rendre moins strictes les restrictions qui leur sont imposées, je confirme à Votre Excellence les termes de l'accord intervenu entre les deux gouvernements qui modifie les dispositions de l'article 8 du règlement général des radiocommunications annexé à la Convention internationale des télécommunications signée à Madrid en 1932 :

Les stations radioélectriques d'amateurs au Chili et aux Etats-Unis peuvent échanger des messages pour le compte de tierces personnes à condition, d'une part, que ces messages aient un caractère tel qu'ils ne seraient pas normalement transmis par aucun moyen existant de communication électrique ou qu'ils ne seraient pas transmis s'il n'existait pas de stations d'amateurs et, d'autre part, que leur transmission ne donne lieu à aucune rémunération directe ou indirecte.

Le présent arrangement s'appliquera aux Etats-Unis et à leurs territoires et possessions, y compris l'Alaska, les îles Hawaï, Porto-Rico, les îles Vierges, la zone du canal de Panama et les îles Philippines.

Il pourra être mis fin au présent arrangement par l'un ou l'autre des deux gouvernements moyennant un préavis de soixante jours donné à l'autre gouvernement, par un autre arrangement conclu entre les deux gouvernements sur le même sujet, ou par l'adoption dans l'un ou l'autre des deux pays d'une législation incompatible avec ses dispositions.

Cet accord prendra effet à dater de la présente communication.

Je saisis cette occasion, etc.

Miguel CRUCHAGA T.

Son Excellence
Monsieur Hal Sevier,
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire
des Etats-Unis.

N° 3603.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET FRANCE**

Avenant à la Convention du 29 juillet 1929, pour l'échange des mandats-poste entre l'Office postal des Etats-Unis d'Amérique, d'une part, et les Offices postaux des pays du Levant sous mandat français, d'autre part. Signé à Paris, le 8 octobre 1934.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND FRANCE**

Supplementary Agreement modifying the Convention of July 29th, 1929, for the Exchange of Money Orders between the Postal Administration of the United States of America and that of the Countries of the Levant under French Mandate. Signed at Paris, October 8th, 1934.

N^o 3603. — AVENANT ¹ A LA CONVENTION DU 29 JUILLET 1929, POUR L'ÉCHANGE DES MANDATS-POSTE ENTRE L'OFFICE POSTAL DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, D'UNE PART, ET LES OFFICES POSTAUX DES PAYS DU LEVANT SOUS MANDAT FRANÇAIS, D'AUTRE PART. SIGNÉ A PARIS, LE 8 OCTOBRE 1934.

Textes officiels français et anglais communiqués par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement de cet avenant a eu lieu le 4 février 1935.

LE GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont reconnus, par les actes internationaux, sur la Syrie et le Liban, étant désireux de modifier la Convention du 29 juillet 1929, pour l'échange de mandats-poste entre l'Office postal des Etats-Unis d'Amérique d'une part, et les Offices postaux des Pays du Levant sous mandat français d'autre part,

Les soussignés, Jesse Isidor STRAUS, ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique, et Louis BARTHO, ministre des Affaires étrangères de la République française, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs se sont mis d'accord sur les articles suivants :

Article premier.

Les dispositions des articles ci-après de la Convention du 29 juillet 1929 sont remplacées par les suivantes :

Article quatre : Le montant de chaque titre sera exprimé, pour les mandats émis aux Etats-Unis d'Amérique, en francs et centimes français, pour ceux émis dans les Pays du Levant sous mandat français, en dollars et cents américains.

La conversion en monnaie du pays de destination sera opérée par les bureaux (bureaux d'échange ou bureaux émetteurs, suivant le cas) ressortissant à l'administration centrale du pays d'origine ; celle-ci fixera le taux de conversion pratiqué par ses propres bureaux.

Dans la conversion, les fractions de cent seront négligées.

Article cinq : Chacune des administrations centrales aura la faculté de fixer, d'accord avec sa correspondante, le chiffre maximum d'émission de chaque mandat. Ce chiffre ne pourra dépasser cent (100) dollars pour les mandats émis dans les Pays du Levant sous mandat français ou deux mille (2.000) francs français pour ceux émis aux Etats-Unis d'Amérique.

Article treize : Chacun des bureaux d'échange des Pays du Levant sous mandat français communiquera au bureau d'échange de New-York le détail des sommes encaissées en vue de leur paiement aux Etats-Unis ; celui de New-York transmettra aux bureaux d'échange des Pays du Levant sous mandat français le détail des sommes encaissées en vue de leur paiement dans la circonscription territoriale de chacun de ces bureaux.

¹ Entré en vigueur le 15 novembre 1934.

No. 3603. — SUPPLEMENTARY AGREEMENT¹ MODIFYING THE CONVENTION OF JULY 29TH, 1929, FOR THE EXCHANGE OF MONEY ORDERS BETWEEN THE POSTAL ADMINISTRATION OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND THAT OF THE COUNTRIES OF THE LEVANT UNDER FRENCH MANDATE. SIGNED AT PARIS, OCTOBER 8TH, 1934.

French and English official texts communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne. The registration of this Supplementary Agreement took place February 4th, 1935.

THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA and THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC, acting by virtue of the powers accorded by the international acts regarding Syria and Lebanon, being desirous of modifying the Convention of July 29th, 1929, for the exchange of money orders between the Postal Administration of the United States of America on the one hand, and that of the Countries of the Levant under French Mandate on the other,

The undersigned, to wit : Jesse Isidor STRAUS, Ambassador of the United States of America, and Louis BARTHO, Minister for Foreign Affairs of the French Republic, duly authorized by their respective Governments, have agreed upon the following Articles :

Article I.

The provisions of the Articles enumerated below of the Convention of July 29th, 1929, are replaced by the following :

Article Four : The amounts of orders issued in the United States of America shall be expressed in French francs and centimes ; those issued in the Countries of the Levant under French Mandate in United States dollars and cents.

The conversion into the money of the country of destination shall be effected by the offices (exchange offices or issuing offices as the case may be) under the jurisdiction of the administration of the country of origin, which will determine the rate of conversion used by its own offices.

In the conversion no account shall be taken of fractions of a cent.

Article Five : Each of the administrations is empowered, by agreement with the other, to fix the maximum amount for which a money order may be drawn. This sum, however, shall not exceed one hundred (100) dollars for orders issued in the Countries of the Levant under French Mandate, or two thousand (2,000) French francs for those issued in the United States of America.

Article Thirteen : Each of the exchange offices of the Countries of the Levant under French Mandate will certify to the exchange office of New York the particulars of the sums deposited for payment in the United States ; the New York office will certify to the exchange offices of the Countries of the Levant under French Mandate the particulars of the sums deposited for payment in the territorial jurisdiction of each of those offices.

¹ In force as from November 15th, 1934.

Les listes d'avis employées à cet effet seront conformes au modèle A ci-annexé.

En vue de prévenir les inconvénients résultant de la perte d'une de ces listes, chaque bureau transmettra, en même temps que chaque liste, un duplicata de la liste précédente.

Article dix-sept : Dès l'arrivée d'une liste d'avis au bureau d'échange destinataire, celui-ci après vérification, établira au profit des bénéficiaires, les titres dont le montant est égal aux sommes spécifiées dans la liste ; il les transmettra, soit aux destinataires, soit aux bureaux payeurs, selon la réglementation en vigueur dans l'Office destinataire.

Article dix-neuf : A la fin de chaque trimestre, chacune des administrations centrales établira et transmettra à l'autre un relevé des mandats-poste émis par les bureaux ressortissant à sa correspondante qui, non payés à l'expiration du délai de douze mois faisant suite au mois de l'émission, seront périmés au cours du trimestre écoulé (voir appendice B). Le cas échéant, un relevé « Néant » sera transmis.

Article vingt : L'Inspection générale des Postes et des Télégraphes à Beyrouth adressera à « The Third Assistant Postmaster General, Division of Money Orders, Washington, D. C. », aussitôt que possible après la fin de chaque trimestre, et en double exemplaire un compte comprenant les articles suivants :

a) Au crédit des Etats-Unis d'Amérique :

1. Le total des listes d'avis envoyées par les bureaux d'échange des Pays du Levant sous mandat français dans le courant du trimestre, diminué du montant des mandats périmés, ou annulés, ou dont le remboursement a été autorisé dans les Pays du Levant sous mandat français pendant la même période.

2. La bonification de $\frac{1}{2}$ pour cent sur le montant des mandats payés aux Etats-Unis d'Amérique.

b) Au crédit des Pays du Levant sous mandat français :

1. Le total des listes envoyées par le bureau d'échange de New-York dans le courant du trimestre, diminué du montant des mandats périmés ou annulés ou dont le remboursement a été autorisé aux Etats-Unis durant la même période.

2. La bonification de $\frac{1}{2}$ pour cent sur le montant des mandats payés dans les Pays du Levant sous mandat français.

c) La balance de ces comptes :

Pour l'établissement de cette balance, la créance la plus faible sera convertie en la monnaie de la créance la plus forte, en prenant pour base de conversion le cours moyen officiel du change dans le pays débiteur pendant la période à laquelle le compte se rapportera. Les différences ultérieurement constatées seront reprises dans le premier compte trimestriel à intervenir.

Ce compte, établi sur une formule analogue à l'appendice E devra être accompagné des relevés :

a) Des listes d'avis transmises pendant le trimestre dans les deux sens (appendice D).

b) Des mandats périmés, annulés ou remboursés (appendices B et C).

Une copie du compte, dûment approuvée, sera retournée à l'Inspection générale des Postes et des Télégraphes à Beyrouth.

Article vingt et un : Lorsqu'au courant du trimestre, le montant total des mandats émis par l'une des administrations correspondantes dépassera de douze mille (12.000) francs-or celui des titres émis par l'autre, l'administration centrale créditrice aura le droit de demander à l'administration centrale débitrice le versement d'un solde de provision, jusqu'à concurrence des trois-quarts de la créance. Ce paiement devra être effectué dans les huit jours qui suivront la réception de la demande du créancier.

En cas de non-versement dans le délai susindiqué, les sommes dues porteront intérêts à raison de 7 pour cent l'an du jour de l'expiration de ce délai au jour du paiement.

The advice lists used for this purpose will conform to model A, hereto annexed. To obviate the inconvenience which would result from the loss of one of these lists, the exchange offices will transmit with each list a duplicate of the preceding one.

Article Seventeen : Immediately upon the arrival of an advice list at the exchange office of destination, the latter, after verification, will reissue in favor of the payees money orders for the sums specified in the list, and will transmit them either to the payees or the paying offices according to the regulations in force in the administration of destination.

Article Nineteen : At the end of the quarter each of the two administrations will prepare and send to the other a statement of the money orders issued by the post offices belonging to the other which, having remained unpaid for twelve months following the month in which they were issued, have become invalid during the quarter (see Appendix B). If there are no void orders, the statement will read " No Void Orders ".

Article Twenty : The Inspector General of Posts and Telegraphs at Beyrouth will send to " The Third Assistant Postmaster General, Division of Money Orders, Washington, D. C. ", as soon as possible after the end of each quarter an account, in duplicate, showing the following items :

(a) To the credit of the United States of America :

(1) The total of the advice lists sent by the exchange offices of the Countries of the Levant under French Mandate during the quarter, less the amount of void or cancelled orders or orders authorized to be repaid in the Countries of the Levant under French Mandate during that period.

(2) The commission of $\frac{1}{2}$ per cent on the amount of orders paid in the United States of America.

(b) To the credit of the Countries of the Levant under French Mandate :

(1) The total of the advice lists sent by the exchange office of New York during the quarter, less the amount of void or cancelled orders or orders authorized to be repaid in the United States during that period.

(2) The commission of $\frac{1}{2}$ per cent on the amount of orders paid in the Countries of the Levant under French Mandate.

(c) The balance of these accounts :

To determine this balance the smaller credit will be converted into the money of the country having the larger credit, the basis of conversion being the mean of the official rate of exchange in the debtor country during the period to which the account relates. Any differences subsequently ascertained will be taken up in the next following quarterly account.

This account, prepared on a form like Appendix E, shall be accompanied by statements showing :

(a) The advice lists sent in both directions during the quarter (Appendix D).

(b) The invalid, cancelled or repaid orders (Appendices B and C).

One copy of the account duly approved shall be returned to the Inspector General of Posts and Telegraphs at Beyrouth.

Article Twenty-one : When during the course of a quarter the total amount of the orders issued by one of the administrations shall exceed by twelve thousand (12,000) gold francs that of the orders issued by the other, the creditor administration shall have the right to require of the debtor administration payment of a provisional balance amounting to three-fourths of the sum due. This payment shall be made within eight days following the receipt of the creditor's claim.

In case of non-payment within that period, the sum due shall bear interest at the rate of 7 per cent annually from the expiration of the time limit until the date of payment.

Article vingt-deux : La balance d'un compte général devra être versée par l'Office débiteur quinze jours au plus après la date de réception du compte général reconnu exact.

Les versements visés tant au présent article qu'à l'article 21 seront effectués au moyen de traites tirées suivant le cas, soit sur New-York, soit sur Paris, et dans la monnaie du pays créditeur, sans perte pour ce dernier.

Toute somme restant due par l'une des administrations centrales à l'autre à l'expiration du délai de six mois qui suivra la période pour laquelle le compte a été établi portera intérêts à raison de 7 pour cent.

Article 2.

Les appendices A, B, C, D, E, F et G de la Convention initiale sont remplacés par ceux joints au présent avenant (A, B, C, D et E).

Article 3.

Les dispositions du présent avenant entreront en vigueur à une date fixée d'un commun accord entre l'Inspection générale des Postes et des Télégraphes à Beyrouth et l'Office américain et seront promulguées conformément aux lois respectives des deux pays.

Elles resteront en vigueur dans les mêmes conditions et pendant la même durée que la Convention du 29 juillet 1929.

En foi de quoi les soussignés ont signé le présent avenant et y ont apposé leur sceau.

Fait en double et signé à Paris le huit octobre 1934.

(Seal) (Signed) Louis BARTHOU.

Article Twenty-two : The balance of a general account shall be paid by the debtor administration fifteen days at the latest, after the receipt of the account acknowledged as correct.

The payments referred to in the present Article as well as in Article Twenty-one, shall be made by means of bills of exchange drawn on New York or on Paris as the case may be, and in the money of the creditor country without loss to the latter.

Any sum remaining due by one administration to the other at the expiration of six months following the period to which the account relates shall bear interest at the rate of 7 per cent annually.

Article 2.

The Appendices A, B, C, D, E, F and G of the original Convention are superseded by those attached to the present supplementary Agreement (A, B, C, D and E).

Article 3.

The provisions of the present supplementary Agreement shall take effect at a date to be agreed upon by the Inspector General of Posts and Telegraphs at Beyrouth and the Administration of the United States and will be promulgated in accordance with the respective laws of the two countries.

They will continue in force under the same conditions and for the same period as the Convention of July 29th, 1929.

In testimony whereof the undersigned have signed the present supplementary Agreement and have affixed thereto their seal.

Done in duplicate and signed at Paris, the eighth of October (huit Octobre) 1934.

(Seal) (Signed) Jesse Isidor STRAUS.

APPENDICE A
(anciens A et B)

Bureau d'échange
de

Bordereau N°
Feuille N°

Bordereau des mandats émis { aux¹
dans¹
à la date du et payables { aux²
dans²
Taux de conversion

Date d'émission	Numéro international du mandat	Numéro original du mandat	Bureau d'origine	Nom de l'expéditeur	Nom du destinataire	Adresse du destinataire	Montant du titre en		A employer par le bureau d'échange de		Observations
							Monnaie du pays d'origine	Monnaie du pays de destination	Numéro du mandat définitif	Bureau de paiement	

Etabli par
¹ Office d'origine.
² Office de destination.
 Contrôlé par¹

APPENDICE B
(ancien C)

Bordereau des mandats émis { aux¹
dans¹
payables par les² pendant le trimestre 19...., qui n'ont pas été payés dans les douze mois suivant celui de leur émission et sont, par conséquent, périmés dans le pays d'origine.

Numéro du bordereau	Date du bordereau	Numéro international du titre	Numéro d'origine	Date d'émission	Bureau d'origine	Bureau de destination	Montant		
							\$	¢	c.

¹ Office d'origine.
² Office de destination.

APPENDIX A.
(Former A and B.)

List No. of Exchange Office
Sheet No. of

List of Money Orders issued in the¹
under date of and payable in the²

Rate of conversion

Date of issue	Inter-national number of order	Original number of order	Issuing Office	Name of remitter	Name of payee	Address of payee	Amount of order in		For the use of the Exchange Office of		Remarks
							Money of country of issue	Money of country of payment	Number of reissued order	Office of payment	

Prepared by Examined by¹

¹ Office of Origin.
² Office of Destination.

APPENDIX B.
(Former C.)

List of Money Orders issued in the¹

payable by the² during the quarter of 19... which have not been paid within twelve months following that of their issue, and are, consequently, invalid in the country of origin.

Number of list	Date of list	International number of order	Original number	Date of issue	Issuing Office	Paying Office	Amount	
							\$	¢
							Fr.	c.

¹ Issuing Office.
² Paying Office.

APPENDICE C
(anciens F et G)

Bordereau de mandats-poste émis en
annulés ou dont le remboursement a été autorisé par l'
et dont le montant total a été déduit du crédit des
dans le compte du trimestre 19...

Numéro du bordereau	Date du bordereau	Numéro international du titre	Numéro d'origine du titre	Bureau d'émission	Montant		Observations
					\$	£	
					Fr.	c.	

APPENDICE D
(ancien E)

..... trimestre 19...

Bordereau des mandats-poste tirés de
sur l' pendant le trimestre ci-dessus mentionné.

Numéros des bordereaux	Numéros internationaux des mandats suivant bordereau		Total des bordereaux		Observations
	de	à	\$	£	
			Fr.	c.	

Total des listes

APPENDIX C.
(Former F and G.)

List of money orders issued in
cancelled or authorized to be repaid for
the aggregate amount of which has been deducted from the credit of
in the account for the quarter of ...

Number of list	Date of list	International number of order	Original number of order	Issuing Office	Amount		Remarks
					\$	£	
					Fr.	c.	

APPENDIX D.
(Former E.)

..... quarter of 19...

List of money orders drawn by
on during the quarter mentioned above.

Numbers of lists	International numbers of the orders according to list		Total of the lists		Remarks
	From	To	\$	£	
			Fr.	c.	

Total of lists

APPENDICE E

Compte général des mandats-poste échangés entre les Etats-Unis d'Amérique et les Pays du Levant sous mandat français pendant le trimestre 193...

CRÉDIT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE			CRÉDIT DES PAYS DU LEVANT SOUS MANDAT FRANÇAIS		
	\$	¢		Fr.	c.
Montant total des titres émis dans les Pays du Levant sous mandat français (voir bordereau D)			Montant total des titres émis aux Etats-Unis d'Amérique (voir bordereau D)		
A déduire :			A déduire :		
Titres annulés ou périmés ou remboursés dans les Pays du Levant sous mandat français (voir bordereaux B et C)			Titres annulés ou périmés ou remboursés aux Etats-Unis d'Amérique (voir bordereaux B et C)		
Commission de ½ pour cent sur le montant total des mandats payés aux Etats-Unis d'Amérique			Commission de ½ pour cent sur le montant total des mandats payés dans les Pays du Levant sous mandat français		
Montant total du crédit des Etats-Unis d'Amérique			Montant total du crédit des pays du Levant sous mandat français		
Conversion au taux de					
Balance					

Acomptes {

Solde au crédit de l'Office de
débit

Dressé à le

.....
 (signature)

Vu et accepté
 à le

 (signature)

November 5, 1934.

I certify that the attached document is a true and complete textual copy of the "Supplementary Agreement modifying the Convention of July 29th, 1929, for the exchange of money orders between the Postal Administration of the United States of America and that of the Countries of the Levant under French Mandate", and that the original of this Agreement, prepared in English and French only, was signed at Paris on October 8th, 1934, by the American Ambassador and the French Minister for Foreign Affairs, respectively.

James A. Farley,
 Postmaster General.
 C. E. M.

APPENDIX E.

General Account of the Money-order Transactions between the United States of America and the Countries of the Levant under French Mandate during the Quarter of 193...

CREDIT OF THE UNITED STATES OF AMERICA			CREDIT OF THE COUNTRIES OF THE LEVANT UNDER FRENCH MANDATE		
	\$	¢		Fr.	c.
Total amount of money orders issued in the Countries of the Levant under French Mandate (see Statement D)			Total amount of money orders issued in the United States of America (see Statement D)		
To be deducted			To be deducted :		
Orders canceled, invalid or repaid in the Countries of the Levant under French Mandate (see Statements B and C)			Orders canceled, invalid or repaid in the United States of America (see Statements B and C)		
Commission of ½ per cent on total amount of orders paid in the United States of America			Commission of ½ per cent on total amount of orders paid in the Countries of the Levant under French Mandate		
Total of credit of United States of America			Total credit of the Countries of the Levant under French Mandate		
Conversion at rate of					
Balance					

Payments on account {

Balance of the $\frac{\text{credit}}{\text{debit}}$ of the

Prepared at the

Accepted
 at the

 (Signature)

(Signature)

November 5th, 1934.

I certify that the attached document is a true and complete textual copy of the "Supplementary Agreement modifying the Convention of July 29th, 1929, for the exchange of money orders between the Postal Administration of the United States of America and that of the Countries of the Levant under French Mandate", and that the original of this Agreement, prepared in English and French only, was signed at Paris on October 8th, 1934, by the American Ambassador and the French Minister for Foreign Affairs, respectively.

James A. Farley,
 Postmaster General.
 C. E. M.

N° 3604.

**ARABIE SAOUDIENNE
(HEDJAZ, NEDJED
ET DÉPENDANCES) ET INDE**

Arrangement entre l'Office des Postes du Hedjaz, Nedjed et Dépendances et l'Office des Postes de l'Inde concernant l'échange des mandats-poste, signé à La Mecque, le 9 septembre 1931, et à New Delhi, le 9 novembre 1931, et échange de notes y relatif, La Mecque, le 20 juin 1933, et New Delhi, le 15 septembre 1933.

**SAUDI ARABIA (HEDJAZ, NEJD
AND DEPENDENCIES) AND INDIA**

Arrangement between the Post Office of Hedjaz, Nejd and Dependencies and the Post Office of India for an Exchange of Money Orders, signed at Mecca, September 9th, 1931, and at New Delhi, November 9th, 1931, and Exchange of Notes relating thereto, Mecca, June 20th, 1933, and New Delhi, September 15th, 1933.

No. 3604. — ARRANGEMENT¹ BETWEEN THE POST OFFICE OF HEDJAZ, NEJD AND DEPENDENCIES AND THE POST OFFICE OF INDIA FOR AN EXCHANGE OF MONEY ORDERS. SIGNED AT MECCA, SEPTEMBER 9TH, 1931, AND AT NEW DELHI, NOVEMBER 9TH, 1931.

English and Arabic official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Arrangement took place February 4th, 1935.

Textes officiels anglais et arabe communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 4 février 1935.

In order to establish an exchange of money orders between India and Hedjaz, Nejd and Dependencies, the undersigned, duly authorised for that purpose, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

There shall be a regular exchange for money orders between India and Hedjaz, Nejd and Dependencies by means of the mail services usually employed for the exchange of correspondence.

Article 2.

The money order business between the two countries shall be performed exclusively through offices of exchange communicating with each other by means of lists, as is explained more particularly below, the money orders being made out and forwarded to the payees by the office of exchange of the country in which the orders are payable. The offices of exchange shall be, on the side of India, Bombay and Aden, and on the side of Hedjaz, Nejd and Dependencies, Jeddah.

Article 3.

The amount of the orders exchanged in both directions shall be expressed in English sterling money.

Article 4.

The maximum amount for which a money order may be drawn in either country upon the other shall be £40 (forty pounds sterling).

Article 5.

No money order shall contain a fractional part of a penny.

¹ In force as from January 2nd, 1932.

¹ Entré en vigueur le 2 janvier 1932.

Article 6.

The manner and conditions of issuing money orders in either country shall be governed by the regulations in force for the time being in the country of issue.

Article 7.

The cost of the money orders, *i. e.*, the amounts to be paid for them by the remitters in the currency of the country of issue, shall be governed by the regulations in force for the time being in the country of issue.

Each country shall communicate to the other the regulations relating to the charges for money orders issued, in force for the time being.

Article 8.

Applications by remitters for the alteration or correction of the name of the payee shall be received under the regulations of the country of issue, and forwarded to the country of payment for disposal under its regulations, accompanied by such information as may be necessary for the identification of the particular orders referred to.

Applications by remitters for repayment of orders shall be received and forwarded in like manner, the repayment being made only under the authority of the country of payment and according to the regulations of the country of issue.

Article 9.

The conversion of money orders drawn by one country upon the other into the currency of the country of payment shall be governed by the regulations in force for the time being in the country of payment.

Each country shall communicate to the other the regulations in force from time to time relating to the conversion of money orders, expressed in sterling money, into its own currency, for the purposes of payment.

Article 10.

The manner and conditions of paying orders, including stoppage of payment, renewal of orders, issue of duplicate orders, and other services affecting payment shall be governed by the regulations in force for the time being in the country of payment.

Article 11.

The amount of money orders not ultimately paid, *i. e.*, of money orders which become void under the regulations of the country of payment, shall belong to the country of issue.

Article 12.

The country of issue which collects the money from remitters shall account to the country of payment for the total amount of the orders issued, together with one half per cent. additional on the total by way of commission.

Article 13.

The offices of exchange shall communicate to each other, by each mail, the particulars of money orders issued by means of lists in the annexed forms marked A and AA giving all particulars for which provision is made in the forms.

The particulars as to names shall include the surname and at least the initial of one Christian name, both of the remitter and of the payee (or, in the case of native of India, the name, tribe or caste, and father's name), or the name of the firm or company who are the remitters or payees. The address of the payee must be given fully and precisely, as on it depends the determination by the receiving office of exchange of the office where the order shall be made payable.

Article 14.

Besides the particulars of money orders issued, the lists mentioned in Article 13 shall contain particulars of orders authorised to be repaid to the remitters.

Article 15.

Blank lists shall be forwarded in case there shall be no money orders to communicate.

Article 16.

Should any list not be received in due course, the despatching office shall, on receiving information to that effect, transmit without delay a duplicate thereof.

Article 17.

The lists despatched from each office of exchange shall be numbered consecutively, commencing with No. 1 for the first list of each calendar year, and these numbers shall be termed the "List Numbers".

Article 18.

The entries in the lists respecting orders issued shall also bear consecutive numbers, commencing with No. 1 for each list, and these numbers shall be termed the "Entry Numbers".

Article 19.

Each list shall be carefully verified by the receiving office of exchange, and corrected when it contains simple errors, such corrections being communicated to the despatching office of exchange.

Article 20.

When a list shall contain errors or irregularities which cannot be rectified without previous communication with the despatching office, the receiving office shall request an explanation from the despatching office. This explanation shall be given with as little delay as possible, and in the meantime the payment of orders dependent on the irregular entries shall be suspended.

Article 21.

As soon as the Bombay office of exchange shall have received from Hedjaz, Nejd and Dependencies all lists bearing dates in any quarter, these lists, as well as the Indian lists bearing dates in the same quarter, shall be made the subject of a Quarterly Account in the annexed form B.

Article 22.

The total of a list as rendered shall be carried to the Quarterly Account mentioned in Article 21 and any alteration to the total shall be made by addition to or deduction from the total of a subsequent list, the adjusted total of the latter after the addition or deduction has been made being carried to the Account.

Article 23.

The Account shall also include under the head of " Special Items " any items of account not otherwise provided for, a Detailed Statement of such special items being annexed to the Account, and correspondence or other documents forming the authority for each special item being quoted opposite to it in the statement.

Article 24.

A copy of the account mentioned in Article 21 shall be forwarded to the Jeddah office of exchange with payment by bill of exchange drawn in favour of the Postmaster-General, Hedjaz, for credit of the Government of Hedjaz, Nejd and Dependencies if the balance be in favour of Hedjaz, Nejd and Dependencies. If the balance be in favour of India, payment should be made by bill of exchange payable on demand drawn in favour of the Accountant-General, India Office, London. In the latter case, the bill of exchange shall be sent to the Accountant-General, India Office, direct and an intimation of the amount of the remittance together with an advice as to the account period to which the remittance relates shall be sent to the Accountant-General, Posts and Telegraphs, Delhi.

Article 25.

If in the interval between two quarterly adjustments, either of the two Postal Administrations shall find, on balancing the lists actually received against those actually despatched, that it owes the other Administration a sum exceeding £1,000, the indebted Administration shall at once or as soon as may be practicable remit the amount of its debt. This payment shall be treated as an instalment towards the adjustment of the next quarterly account.

Article 26.

Each office shall have authority to suspend temporarily the exchange of money orders in case the course of exchange or any other circumstances shall give rise to abuses or cause detriment to the revenue.

Article 27.

For ordinary correspondence affecting the preparation, transmission or correction of lists, accounts, etc., the offices of exchange shall be the media of communication, but in matters involving questions other than those of detail, the offices of correspondence shall be the office of the Director-General of Posts and Telegraphs, India, on the one hand, and that of the Postmaster-General, Hedjaz, on the other.

Article 28.

The department charged with the control of money orders in either country shall have authority to adopt any additional rules (if not repugnant to the foregoing) for the greater security against fraud or for the better working of the system generally. All such additional rules, however, shall be communicated by the one department to the other.

Article 29.

The Postal Administrations of India and Hedjaz, Nejd and Dependencies shall also each be entitled to transmit money orders through the medium of the other Administration to any country with which the latter exchanges money orders, on terms to be settled beforehand by common consent between the two Postal Administrations.

Article 30.

The present Arrangement shall take effect on the 2nd January 1932. It shall then continue in force until it shall be modified or determined by mutual consent of the Contracting Parties, or until one year after the date on which one of the Contracting Parties shall have notified the other of its intention to determine it.

Executed in duplicate and signed

At New Delhi the ninth day
of November 1931.
(*Sd.*) H. A. SAMS,
*Director General
of Posts and Telegraphs, India.*

At Mecca the ninth day
of September 1931.
(*Sd.*) Abdullah KĀZIM,
*Postmaster-General,
Hedjaz, Nejd and Dependencies.*

A.
From Bombay to Jeddah.
Aden

List No....., dated.....

List of Money Orders drawn in India upon Hedjaz, Nejd and Dependencies.

Particulars to be furnished by the Indian Office						For the use of the Hedjaz Office			
Entry number	Date of receipt given to remitter	Office by which the money was received	Name and address of remitter	Name of payee	Address of payee	Amount of order	Equivalent in Hedjaz money	Number of Hedjaz money order	Remarks
						£	s.	d.	
					Total				

List of Void Money Orders, as well as of Money Orders for the Repayment of which to the Remitters in Hedjaz, Nejd and Dependencies Authority is hereby given.

(AA) List in which the Orders were originally included					For the use of the Hedjaz Office		
List number	Date	Entry number	Name and address of remitter as given therein	Amount of order	Equivalent in Hedjaz money	Number of Hedjaz money order	Remarks
				£	s.	d.	
			Total				

N.B. — Void orders entered in this list should be distinguished by the word "Void" added opposite to the number in column 1.

AA. Bombay.
From Jeddah to Aden.

List No., dated

List of Money Orders drawn in Hedjaz, Nejd and Dependencies upon India.

Particulars to be furnished by the Hedjaz Office					For the use of the Indian Office						
Entry number	Original number of money order	Office in which the money order was paid in	Name and address of remitter	Name of payee	Address of payee	Amount of order	Equivalent in Indian money	Office where payable	Number of Indian money order	Date of Indian money order	Remarks
						£ s. d.					
Total											

List of Void Money Orders, as well as of Money Orders for the Repayment of which to the Remitters in India Authority is hereby given.

Indian (A) List in which the orders were originally included					For the use of the Indian Office				
List number	Date	Entry number	Name and address of remitter as given therein	Amount of order	Equivalent in Indian money	Office where payable	Number of Indian money order	Date of Indian money order	Remarks
				£ s. d.					
Total									

N.B. — Void orders entered in this list should be distinguished by the word "Void" added opposite to the number in column 1.

FORM B.

Account of Money Order Exchanges between Hedjaz, Nejd and Dependencies and India, prepared by the Bombay Office for the Quarter ending

TO THE CREDIT OF HEDJAZ.				TO THE CREDIT OF INDIA.					
For orders drawn by India by means of the following Indian (A) lists bearing dates in the above quarter.				For orders drawn by Hedjaz by means of the following (AA) lists bearing dates in the above quarter.					
List number	Final entry number of list	Amount of orders			List number	Final entry number of list	Amount of orders		
		£	s.	d.			£	s.	d.
Total				Total					
Commission on above at ½ per cent				Commission on above at ½ per cent					
Void orders and orders for the repayment of which to the remitters in Hedjaz, Nejd and Dependencies authority was given in the Indian lists above mentioned				Void orders and orders for the repayment of which to the remitters in India authority was given in the Hedjaz lists above mentioned					
Remittance on account				Remittance on account					
Special items detailed in annexure				Special items detailed in annexure					
Balance in favour of India				Balance in favour of Hedjaz, Nejd and Dependencies					
Total				Total					

EXCHANGE OF NOTES.

I.

ROYAUME DE L'ARABIE SOUDITE.

DIRECTION GÉNÉRALE
DES POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES.

No. 240.

SUPERINTENDENT, FOREIGN POSTS, BOMBAY, INDIA.

MECCA, *June 20th*, 1933.

SIR,

I have the honour to inform you that the General Account of the Postal Money Orders exchanged between your Administration and ours is usually done once every three months.

It seems to me that it would be better if this account will be done once every one month as it is the case now between the other Administrations and ours.

So, I shall be very much obliged if you allow me to forward this suggestion to you, hoping it will meet with your approval.

I have the honour to be, Sir, Yours most obediently,

A. KĀZIM,
*General-Director
of Posts, Telegraphs and Telephones.*

II.

INDIAN POSTS
AND TELEGRAPHS DEPARTMENT

No. F. M. -331/33.

FROM THE DIRECTOR-GENERAL OF POSTS AND TELEGRAPHS, INDIA, TO THE DIRECTOR-GENERAL OF POSTS, TELEGRAPHS AND TELEPHONES, MECCA, HEDJAZ, NEJD AND DEPENDENCIES (SAUDI ARABIA).

Dated NEW DELHI, *the 15th September* 1933.

SIR,

In continuation of this office letter No. F. M. -331/33 dated 2nd August 1933, I am directed to say that the Director-General is agreeable to the proposal made in your letter No. 240 dated 20th June 1933 to the address of the Superintendent, Foreign Post, Bombay, which aimed at laying down that the account for the exchange of money orders between India and Saudi Arabia (formerly known as Hedjaz, Nejd and Dependencies) should be prepared and settled monthly, instead of quarterly. This measure necessitates slight alterations in Articles 21, 22 and 25 of the Arrangement governing the exchange of money orders between our two countries and the form B annexed to the Arrangement, as shown in the accompanying documents, and I am to request that the executed copy of the Arrangement on record in your office may kindly be amended accordingly.

2. Accounts will be prepared and settled in accordance with the new arrangement with effect from the account for the month of October 1933, and instructions to this effect are being issued to the Bombay office of account in this country.

I have the honour to be, Sir, your most obedient servant.

J. N. PAL,
Assistant Deputy Director-General.

D. A. : Articles 21, 22 and 25 of Arrangement and form B referred to.

ARTICLES 21, 22 AND 25 OF THE ARRANGEMENT FOR AN EXCHANGE OF MONEY ORDERS BETWEEN THE POST OFFICE OF INDIA AND THE POST OFFICE OF HEDJAZ, NEJD AND DEPENDENCIES (NOW KNOWN AS SAUDI ARABIA).

Article 21.

As soon as the Bombay office of exchange shall have received from Hedjaz, Nejd and Dependencies (Saudi Arabia) all lists bearing dates in any month, these lists, as well as the Indian lists bearing dates in the same month, shall be made the subject of a monthly account in the annexed form B.

Article 22.

The total of a list as rendered shall be carried to the monthly account mentioned in Article 21 and any alteration to the total shall be made by addition to or deduction from the total of a subsequent list, the adjusted total of the latter, after the addition or deduction has been made, being carried to the account.

Article 25.

If, in the interval between two monthly adjustments, either of the two Postal Administrations shall find, on balancing the lists actually received against those actually despatched, that it owes the other Administration a sum exceeding £1,000, the indebted Administration shall at once or as soon as may be practicable remit the amount of its debt. This payment shall be treated as an instalment towards the adjustment of the next monthly account.

FORM B.

Account of Money Order Exchanges between Hedjaz, Nejd and Dependencies (now known as Saudi Arabia) and India, prepared by the Bombay Office for the Month of

TO THE CREDIT OF HEDJAZ. (Saudi Arabia.)			TO THE CREDIT OF INDIA.							
For orders drawn by India by means of the following Indian (A) lists bearing dates in the above month.			For orders drawn by Hedjaz (Saudi Arabia) by means of the following (AA) lists bearing dates in the above month.							
List number	Final entry number of list	Amount of orders			List number	Final entry number of list	Amount of orders			
		£	s.	d.			£	s.	d.	
Total					Total					
Commission on above at ½ per cent					Commission on above at ½ per cent					
Void orders and orders for the repayment of which to the remitters in Hedjaz, Nejd and Dependencies (Saudi Arabia) authority was given in the Indian lists above mentioned .					Void orders and orders for the repayment of which to the remitters in India authority was given in the Hedjaz (Saudi Arabia) lists above mentioned .					
Remittance on account					Remittance on account					
Special items detailed in annexure					Special items detailed in annexure					
Balance in favour of India					Balance in favour of Hedjaz, Nejd and Dependencies (Saudi Arabia)					
Total					Total					

TEXTE ARABE. — ARABIC TEXT.

N° 3604.

بسم الله الرحمن الرحيم

رغبة في إنشاء تبادل الحوالات المالية بين الهند من جهة وبين الحجاز ونجد وطحقاتها من جهة ثانية فان -
الروميين ادناء والمخوليين غرضاً تاماً لذلك الغاية . قد اتفقا على ما يأتي .

المادة الاولى

ينشأ تبادل منتظم في الحوالات المالية بين الهند والحجاز ونجد وطحقاتها بواسطة بواخر البريد التي تستعمل
في المادة لنقل الاخبارات .

المادة الثانية

تجرى عملية تبادل الحوالات المالية بين البلاد ^{التي} بواسطة مكاتب التبادل فقط التي تتخاطب مع بعضها بطريق -
الكشوف الموضحة فيما يلقى . اما الحوالات المالية فانها تكتب ثم ترسل الى العرسل اليهم من قبل مكتب التبادل
في البلاد التي تدفع الحوالات فيها . وسيكون مكتبها التبادل في الهند مكاتبها بمباي وهدن ومكتب التبادل في -
الحجاز ونجد وطحقاتها مكتب بريد جدة .

المادة الثالثة

مبالغ الحوالات المتبادلة بين الادارتين يجب ان تكتب بالعملة الانكليزية .

المادة الرابعة

اقصى مبلغ تحسب به حوالة مالية من احدى الادارتين على الاخرى يجب الا يزيد عن اربعين جنيتها انكليزياً .

المادة الخامسة

يجب الا تحوى الحوالات المالية كسور البنس .

المادة السادسة

طريقة اصدار الحوالات المالية وشروطها في كلتا البلادين تكون خاضعة للوائح السارية المعمول في بلاد الاصل
وقت تصدير الحوالة .

المادة السابعة

اجرة الحوالات المالية اى المبلغ الذي يدفعه المرسلون بمحطة بلد التصدير تكون خاضعة للوائح وقوانين بلدة
الاصدار المعمول بها في ذلك الوقت . وعلى كل بلدة ان تخطر الاخرى بالوائح الخاصة باجرة الحوالات المالية
النصول في ذلك الوقت .

المادة الثامنة

طلبات المرسلين من تغيير أو تصحيح في اسم المرسل إليه تكون خاضعة للوائح بلد المصدر وترسل للبلد الدائمة لكي تجرى المعاملة عليها طبقا للوائحها ويلزم ان تكون مصحوبة بالمعلومات الضرورية لمعرفة تلك - الحوالات الخاصة المشار اليها . وطلبات المرسلين لاسترجاع قيمة حوالاتهم تؤخذ منهم وتقدم بنفس الطريقة المشار اليها ويحصل الدفع فقط تحت سلطة البلد الدائمة وطبقا لشروط لوائح بلد الاصدار .

المادة التاسعة

تحويل قيمة الحوالات المالية المصحوبة من بلد العملة البلد الدائمة يكون خاضعا للوائح البلد . الدائمة المعمول بها في ذلك الوقت وعلى كل بلد ايضا ان يقدم من وقت الى آخر لوائحها المعمول بها والخاصة بتحويل العملة موضحة بالعملة الانكليزية وما يقابلها بعملتها الخاصة تسهيلا لاجراء طلباته

المادة العاشرة

طريقة دفع الحوالات المالية وشروطها بما في ذلك ايقاف الدفع او تجديد الحوالة او تعديل نسخ ثانيا من الحوالات او الاثبات الاخرى التي لها مماس بالدفع تكون خاضعة للوائح المشار اليها المعمول في ذلك الوقت في البلاد الدائمة .

المادة الحادية عشرة

قيمة الحوالات المالية التي لم تدفع في النهاية اي الحوالات المالية التي تعتبر باطله بموجب لوائح البلد . الدائمة تكون عائدة لبلد المصدر .

المادة الثانية عشرة

تعمل بلدة المصدر التي تجميع الودود من المحولين حسابا بكل القيمة المحول بها على البلد الاخرى . وتقدم لها مع اضافة نصف من المائة على المجموع في مقابل العمولة التي تستحقها .

المادة الثالثة عشرة

مكاتب تبادل الحوالات المالية تتخبر مع بعضها في كل برزء وترسل تاسميل الحوالات المالية التي سحبت . مند على الاخرى بالجداول (او ١١) المرفقة نماذجها عليه ويبين فيها كل المعلومات المشروحة في النماذج التفاصيل الخاصة بالاسماء يلزم ان تتضمن اللقب . وعلى الاقل الحروف الرئيسية من الاسم الاول لكل المرء والمرسل اليه (او في حالة الهنود الوطنيين يجب ان يذكر الاسم واسم التهيئة والطبقة واسم الوالد) او اسم البيت التجاري او الشركة المرسله او المرسله اليها . ويجب ان يكون عنوان المرسل اليه مذكورا بكامله . وبالضبط لان عليه يتوقف معرفة المكتب الذي يدفع قيمة الحوالات المالية قبل مكتب التبادل الذي استلم الحوالات المالية .

المادة الرابعة عشرة

علارة على التفاصيل الخاصة بالحوالات المالية المصدرة فان الكشوف المذكورة في المادة (١٣) يلزم ان تحتوي
ايضا المعلومات الخاصة بالحوالات المالية المصحح برد قيمتها الى المرسلين .

المادة الخامسة عشرة

في حالة عدم وجود جداول مالية يقتضى ان ترسل الكشوف ايضا خالية .

المادة السادسة عشرة

اذ لم يدل كشف ما في ميعاده فعلى مكتب التصدير عند معرفة ذلك ان يوسل بلا تأخير نسخة ثانية منه .

المادة السابعة عشرة

يجب ان ترقم الحوالات المالية المرسلة من مكاتب التصدير بالارقام المتسلسلة التي تهدي من رقم (١) لا
كشف يوسل منذ دخول السنة الجديدة وتسمى هذه الارقام (ارقام الكشوف) .

المادة الثامنة عشرة

يجب ان ترقم الحوالات المالية المذكورة في كل كشف بارقام متسلسلة تهدي من رقم (١) بكل كشف وتسمى هذه
الارقام (ارقام القيد) .

المادة التاسعة عشرة

يحقق كل كشف بواسطة المكتب المحول عليه وحين وجود غلطات بسيطة به يصحح ويرسل التصحيح لمكتب -
تصدير الحوالة المالية .

المادة العشرون

اذا وجدت اخطا او شذوذا في احد الكشوف ولم يكن تصحيحها بدون المخابرة مع مكتب التصدير فان -
المكتب المحول عليه يطلب عند ذلك اخطاها من مكتب التصدير ويلزم ارسال الايضاح باسرع ما يمكن وفي نفس
الوقت يوقف دفع الحوالة المالية التي بها الخطا والمخالفة .

المادة الحادية والعشرون

حينما يتلقى مكتب التبادل بهيوى من الحجاز ونجد وطبقاتها جميع الكشوف التي تحبل التواريخ الواقعة خلال
نفس الشهر فهذه الكشوف والكشوف الصادرة من الهند ومورخة في نفس ذلك الفصل يعمل بها حسب -
نهاى شهرى طبقا للكشف (ب) ال مرفق طيه .

المادة الثانية والعشرون

ينقل مجموع الكشف المبين به الى كشف حساب الشهر المذكور بالمادة الحادية والعشرون فاذا وجب - تعديل في المجموع بعد قيده فيكون بواسطة الجمع او الطرح من الجدول التالي له وبعد عملية الجمع والطرح اللازمة يعتمد نقله الى الحساب النهائي .

المادة الثالثة والعشرون

يجب ان يحوى كشف الحساب ايضا تحت عنوان (اقليم خاصة) اى قدم اعصابى ليس له مكان ويلزم ان يحسب هذا الحساب ايضاح مفصل مثل مكاتبات اورثاقتى تشير الى ذلك الموضوع وتكون اساسا له تذكر ازاء المبلغ فى خلاصة الحساب .

المادة الرابعة والعشرون

توسل صورة من كشف الحساب المذكور بالمادة الحادية والعشرون الى مكتب التبادل بجددة مع حوالة مالية - مسحوقة لامر مدير البريد العام بالحجاز ونجد وملحقاتها معتمدة لحساب الحجاز ونجد وملحقاتها اذا كان رصيد الحساب فى مصلحة الحجاز ونجد وملحقاتها مع حوالة مالية تدفع لدى الطلب ومسحوقة لامر المحاسب العام فى وزارة الهند بلندن اذا كان الرصيد فى مصلحة الهند . وفى هذه الحالة الاخيرة توسل الحوالة المالية الى - المحاسب العام فى وزارة الهند بلندن واسا ويرسل ايضا بلاغ عن الحوالة المالية مع اشعار عن حساب الشهر الى المحاسب العام للبريد والبرق بدلهى .

المادة الخامسة والعشرون

اذا وجد فى خلال اى شهر ان احدى المصطلحتين مدينة للاخرى بعد مقابلة كشف الحوالات المرسله منها فعلا والمرسله لها فعلا بمبلغ يزيد عن اقسامه انكليزى فعلى الادارة المدينة ان توسل فى الحال وبغاية الجهد المبلغ المدينة به وهذا المبلغ المدفوع يعتبر كدفعة لتقريب تسوية حساب الشهر التالى .

المادة السادسة والعشرون

لكل من الادارتين الحق فى ان توقف مؤقتا دفع الحوالات المالية وذلك فى حالة ما اذا كان مجرى العمل او اى طوارئ اخرى يمكن ان يتسبب عنها ارتباك فوضو للدخل .

المادة السابعة والعشرون

المكاتبات العادية الخاصة بتحصير او صدور او نقل او تصحيح الكشف او الحسابات الخ تكون المخابرات بنائها فيما بين مكاتب التبادل ولكن فى الامور التى تصل مواضع عبر المدينة لعلاء فمكاتب المظاهرة - تكون مكتب المدير العام للبريد والبرق بالهند من جهة ومكتب مدير البريد العام بالحجاز ونجد وملحقاتها من جهة الاخرى .

المادة الثامنة والعشرون

الذ قلم الـ مختص بموافقة الـ حوالاـت المالية في كل ادارة له السلطة في اضافة القواعد اللازمة (بشرط الا تحسن ما تقدم من شروط) لزيادة الاحتياـس ضد الاختلاس او لتحسين طرق المعاملات على الجمهور ومثل هذه - القواعد يجب ان تبلغها الادارة الواحدة الى الاخرى .

المادة التاسعة والعشرون

يحق لكل من ادارتي الهند والحجاز ونجد وملحقاتها تحويل حوالاـت مالية بواسطة الاخرى لاي بلد تعطل مهمل بشرط ان يخلق على ذلك مقدما بين الادارتين .

المادة الثلاثون

يسرى فـعول هذه الاثـافية ابتداء من اول اكتوبر ٣١ ويستمر العمل بها الى ان تعدل او ينتهي فـعولها بوضي الطرفين المتعاقدين او بعد انتهاء مدة الستة من تاريخ اشعار احد الطرفين للثاني بعزمه على انهاء العمل بها .

صلت من اربع صور اثنتين بالعربية واثنتين بالانكليزية

مكة في الـ يوم ٢٦ من شهر ربي سنة ١٣٥٠

الموافق لليوم التاسع من شهر سبتمبر ١٩٣١

المدير العام للبريد والبرق والـاتفون في الحجاز

ونجد وملحقـاتها

المدير العام للبريد والبرق في الهند

في الـ يوم من شهر

جوى تهيضها طبقا للصورة الاصلية

المدير العام للبرق والبريد



¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3604. — ARRANGEMENT ENTRE L'OFFICE DES POSTES DU HEDJAZ, NEDJED ET DÉPENDANCES ET L'OFFICE DES POSTES DE L'INDE CONCERNANT L'ÉCHANGE DES MANDATS-POSTE. SIGNÉ A LA MECQUE, LE 9 SEPTEMBRE 1931, ET A NEW DELHI, LE 9 NOVEMBRE 1931.

Afin d'établir un échange de mandats-poste entre l'Inde, d'une part, le Hedjaz, Nedjed et Dépendances, d'autre part, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Il sera institué un service régulier d'échange de mandats-poste entre l'Inde, d'une part, le Hedjaz, Nedjed et Dépendances, d'autre part, au moyen des courriers postaux habituellement employés pour l'échange des correspondances.

Article 2.

Le service des mandats-poste entre les deux pays s'effectuera exclusivement par l'intermédiaire de bureaux d'échange communiquant entre eux au moyen de listes, ainsi qu'il est expliqué plus en détail ci-après ; les mandats-poste seront établis et transmis aux destinataires par le bureau d'échange du pays dans lequel ils sont payables. Les bureaux d'échange seront, pour l'Inde, ceux de Bombay et d'Aden, et pour le Hedjaz, Nedjed et Dépendances, celui de Djeddah.

Article 3.

Le montant des mandats-poste échangés dans les deux directions sera exprimé en monnaie légale anglaise.

Article 4.

Le montant maximum des mandats-poste émis dans l'un des deux pays et payables dans l'autre sera de £40 (quarante livres sterling).

Article 5.

Aucun mandat ne devra comporter de fraction de penny.

Article 6.

Les modalités et les conditions d'émission des mandats-poste, dans l'un et l'autre pays, seront régies par les règlements en vigueur dans le pays d'émission.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 7.

Le coût des mandats-poste, c'est-à-dire le montant que les expéditeurs devront verser pour ces mandats dans la monnaie du pays d'émission, sera déterminé d'après les règlements en vigueur dans le pays d'émission.

Chaque pays communiquera à l'autre les règlements, en vigueur sur son territoire, concernant les taxes perçues pour l'émission de mandats-poste.

Article 8.

Toute demande de l'expéditeur tendant à la modification ou à la rectification du nom du destinataire sera accueillie conformément aux règlements du pays d'émission et transmise, avec tous les renseignements qui pourraient être nécessaires pour identifier les mandats dont il s'agit, au pays de paiement, qui y donnera suite conformément à ses règlements.

Toute demande de remboursement d'un mandat, adressée par l'expéditeur, sera accueillie et transmise de la même manière ; le remboursement ne pourra avoir lieu que sur autorisation du pays de paiement et conformément aux règlements du pays d'émission.

Article 9.

La conversion, en la monnaie du pays de paiement, du montant des mandats-poste émis par l'un des pays sur l'autre, s'effectuera conformément aux règlements en vigueur dans le pays de paiement.

Chacun des deux pays communiquera à l'autre les règlements, en vigueur sur son territoire, concernant la conversion en sa propre monnaie, aux fins de paiement, des mandats-poste établis en monnaie légale anglaise.

Article 10.

Les modalités et les conditions de paiement des mandats-poste, y compris la suspension du paiement, le renouvellement des mandats, l'émission de duplicata de mandats, et toutes autres opérations concernant le paiement, seront régies par les règlements en vigueur dans le pays de paiement.

Article 11.

Le montant des mandats-poste qui n'auront pu être payés, c'est-à-dire des mandats-poste qui seront périmés en vertu des règlements du pays de paiement, sera acquis au pays d'émission.

Article 12.

Le pays d'émission qui encaisse les sommes versées par les expéditeurs portera au crédit du pays de paiement le montant total des mandats émis et, en outre, une commission égale à un demi pour cent de ce total.

Article 13.

Les bureaux d'échange se communiqueront mutuellement, par chaque courrier, le détail des mandats-poste émis ; ils utiliseront à cet effet des listes conformes aux formulaires A et AA ci-annexés, et donneront toutes les indications prévues dans ces modèles.

Les indications relatives aux noms devront comprendre le nom de famille et au moins l'initiale d'un prénom, tant de l'expéditeur que du destinataire (ou, dans le cas d'indigènes de l'Inde, le nom, la tribu ou caste, et le nom du père), ou le nom de la maison ou de la société expéditrice ou destinataire. L'adresse du destinataire devra être indiquée en entier et d'une manière précise, car c'est d'après cette indication que le bureau d'échange récepteur déterminera quel est le bureau où le mandat sera payable.

Article 14.

Outre les détails concernant les mandats-poste émis, les listes mentionnées à l'article 13 devront indiquer le détail des mandats-poste dont le remboursement aux expéditeurs a été autorisé.

Article 15.

En l'absence de mandats-poste à transmettre, les listes devront être expédiées en blanc.

Article 16.

Au cas où une liste ne parviendrait pas à destination en temps voulu, le bureau expéditeur devra, lorsqu'il en sera avisé, transmettre sans délai un duplicata de cette liste.

Article 17.

Les listes expédiées par chaque bureau d'échange porteront un numéro d'ordre dont la série commencera, pour la première liste de chaque année civile, par le numéro 1, et ces numéros seront appelés « numéros de liste ».

Article 18.

Les inscriptions dans les listes, relatives aux mandats émis, porteront également un numéro d'ordre dont la série commencera par le numéro 1, et ces numéros seront appelés « numéros d'inscription ».

Article 19.

Chaque liste sera soigneusement vérifiée par le bureau d'échange récepteur, et sera rectifiée lorsqu'elle contiendra des erreurs évidentes. Les rectifications seront communiquées au bureau d'échange expéditeur.

Article 20.

Lorsqu'une liste contiendra des erreurs ou des irrégularités que le bureau récepteur ne sera pas en mesure de rectifier sans consulter, au préalable, le bureau expéditeur, il demandera des éclaircissements à ce dernier, qui devra les lui fournir dans le plus bref délai possible. Dans l'intervalle, le paiement des mandats-poste correspondant à des inscriptions irrégulières sera suspendu.

Article 21.

Dès que le bureau d'échange de Bombay aura reçu du Hedjaz, Nedjed et Dépendances toutes les listes datées d'un même trimestre, il établira, à l'aide de ces listes et de celles de l'Inde qui se rapportent au même trimestre, un décompte trimestriel conforme au formulaire B ci-annexé.

Article 22.

Le total de chaque liste tel qu'il aura été arrêté sera porté dans le décompte trimestriel mentionné à l'article 21, et toute modification de ce total s'effectuera par voie d'addition ou de déduction portant sur le total de la liste suivante ; le total de cette dernière liste ainsi rectifié, après que lesdites additions ou déductions auront été opérées, sera inscrit dans le décompte.

Article 23.

Le décompte comprendra également, sous la rubrique « Articles spéciaux », tous les éléments de compte non autrement prévus, et un relevé détaillé de ces articles spéciaux sera annexé au décompte. La correspondance ou autres documents constituant les pièces justificatives de chaque article spécial seront indiqués en regard de cet article dans le relevé.

Article 24.

Un exemplaire du décompte mentionné à l'article 21 sera adressé au bureau d'échange de Djeddah, et, si le solde est en faveur du Hedjaz, Nedjed et Dépendances, le paiement s'effectuera au moyen d'une lettre de change tirée en faveur du « Postmaster-General » du Hedjaz, au crédit du Gouvernement du Hedjaz. Si le solde est en faveur de l'Inde, le paiement s'effectuera par lettre de change payable à vue, tirée en faveur de l'« Accountant-General », India Office, Londres. Dans ce dernier cas, la lettre de change sera adressée directement à l'« Accountant-General », India Office, et l'indication du montant de la remise, ainsi qu'un avis relatif à la période à laquelle se rapporte la remise, sera envoyée à l'« Accountant-General » des Postes et Télégraphes, à Delhi.

Article 25.

Si, dans l'intervalle entre deux règlements trimestriels, l'une des deux administrations des postes constate, en comparant les listes effectivement reçues et celles qui ont été effectivement expédiées, qu'elle doit à l'autre administration une somme dépassant 1.000 livres sterling, l'administration débitrice opérera immédiatement ou aussitôt que possible le versement de la somme due. Ce paiement sera considéré comme un acompte sur le règlement trimestriel suivant.

Article 26.

Chaque administration aura le droit de suspendre temporairement l'échange des mandats-poste au cas où le cours du change ou toute autre circonstance donnerait lieu à des abus ou entraînerait une perte de recettes.

Article 27.

Pour la correspondance ordinaire relative à l'établissement, à la transmission ou à la rectification des listes, à la comptabilité, etc., les bureaux d'échange correspondront entre eux, mais, pour ce qui a trait aux questions autres que les questions de détail, la correspondance sera échangée entre la Direction générale des Postes et Télégraphes de l'Inde, d'une part, et le bureau du « Postmaster-General » du Hedjaz, d'autre part.

Article 28.

L'administration chargée de contrôler le service des mandats-poste dans chaque pays aura le droit d'adopter des règles supplémentaires (qui, cependant, devront être compatibles avec les

dispositions ci-dessus) en vue de se protéger plus efficacement contre la fraude ou d'améliorer le fonctionnement général du système. Toutes ces règles supplémentaires devront, toutefois, être communiquées à l'autre administration.

Article 29.

Les administrations des postes de l'Inde et du Hedjaz, Nedjed et Dépendances, auront également chacune le droit de transmettre des mandats-poste, par l'intermédiaire de l'autre administration, à tout pays avec lequel cette dernière échange des mandats-poste ; les conditions de cette transmission seront fixées à l'avance et d'un commun accord par les deux administrations des postes.

Article 30.

Le présent accord entrera en vigueur le 2 janvier 1932. Il sera valable jusqu'à ce qu'il ait été amendé ou dénoncé d'un commun accord par les Parties contractantes, ou jusqu'à l'expiration d'une année à dater du jour où l'une des Parties contractantes aura notifié à l'autre Partie son intention de le dénoncer.

Fait en double exemplaire et signé

A New Delhi, le neuf novembre 1931.

(Signé) H. A. SAMS,
Directeur général
des Postes et Télégraphes de l'Inde.

A La Mecque, le neuf septembre 1931.

(Signé) Abdullah KAZIM,
« Postmaster-General »
du Hedjaz, Nedjed et Dépendances.

A
De Bombay à Djeddah.
Aden

Liste N° datée du.....

Liste des mandats-poste émis dans l'Inde sur le Hedjaz, Nedjed et Dépendances.

A remplir par l'administration indienne					A remplir par l'administration du Hedjaz				
Numéro d'inscription	Date du reçu délivré à l'expéditeur	Bureau où le versement a été effectué	Nom et adresse de l'expéditeur	Nom du destinataire	Adresse du destinataire	Montant du mandat	Equivalent en monnaie du Hedjaz	Numéro du mandat-poste du Hedjaz	Observations
						£	s.	d.	
Total									

Liste des mandats-poste périmés, ainsi que des mandats-poste dont le remboursement aux expéditeurs, dans le Hedjaz, Nedjed et Dépendances, est autorisé par la présente.

Liste (AA) dans laquelle les mandats-poste figuraient à l'origine				A l'usage du bureau d'échange du Hedjaz			
Numéro de liste	Date	Numéro d'inscription	Nom et adresse de l'expéditeur tels qu'ils figurent dans la liste	Montant du mandat	Equivalent en monnaie du Hedjaz	Numéro du mandat-poste du Hedjaz	Observations
				£	s.	d.	
Total							

N. B. — On distinguera les mandats-poste périmés inscrits dans cette liste en ajoutant le mot « périmé » en regard du numéro, dans la colonne I.

AA

De Djeddah à Bombay
Aden

Liste N° datée du.....

Liste des mandats-poste émis dans le Hedjaz, Nedjed et Dépendances sur l'Inde.

A remplir par l'administration du Hedjaz				A remplir par l'administration indienne							
Numéro d'inscription	Numéro d'origine du mandat-poste	Bureau où le versement a été effectué	Nom et adresse de l'expéditeur	Nom du destinataire	Adresse du destinataire	Montant du mandat	Equivalent en monnaie indienne	Bureau où le mandat est payable	Numéro du mandat-poste indien	Date du mandat-poste indien	Observations
						£	s.	d.			
Total											

Liste des mandats-poste périmés, ainsi que des mandats-poste dont le remboursement aux expéditeurs dans l'Inde est autorisé par la présente.

Liste indienne (A) dans laquelle les mandats-poste figuraient à l'origine				A remplir par l'administration indienne					
Numéro de liste	Date	Numéro d'inscription	Nom et adresse de l'expéditeur tels qu'ils figurent dans la liste	Montant du mandat	Equivalent en monnaie indienne	Bureau où le mandat est payable	Numéro du mandat-poste indien	Date du mandat-poste indien	Observations
				£	s.	d.			
Total									

N. B. — On distinguera les mandats-poste périmés inscrits dans cette liste en ajoutant le mot « périmé » en regard du numéro, dans la colonne I.

FORMULAIRE B

Décompte des échanges de mandats-poste entre le Hedjaz, Nedjed et Dépendances et l'Inde, établi par le bureau de Bombay pour le trimestre prenant fin le

AU CRÉDIT DU HEDJAZ.				AU CRÉDIT DE L'INDE.						
Pour les mandats-poste émis dans l'Inde d'après les listes indiennes (A) ci-après datées du trimestre ci-dessus.				Pour les mandats-poste émis au Hedjaz d'après les listes ci-après (AA) datées du trimestre ci-dessus.						
Numéro de liste	Numéro d'inscription final de la liste	Montant des mandats			Numéro de liste	Numéro d'inscription final de la liste	Montant des mandats			
		£	s.	d.			£	s.	d.	
Total							Total			
Commission de ½ % sur le total ci-dessus							Commission de ½ % sur le total ci-dessus			
Mandats périmés et mandats dont le remboursement aux expéditeurs, au Hedjaz, Nedjed et Dépendances, a été autorisé dans les listes indiennes susmentionnées							Mandats périmés et mandats dont le remboursement aux expéditeurs, dans l'Inde, a été autorisé dans les listes du Hedjaz susmentionnées			
Remise à titre d'acompte							Remise à titre d'acompte			
Articles spéciaux dont le détail est fourni dans le relevé annexé							Articles spéciaux dont le détail est fourni dans le relevé annexé			
Solde en faveur de l'Inde							Solde en faveur du Hedjaz, Nedjed et Dépendances			
Total							Total			

ÉCHANGE DE NOTES

I.

ROYAUME
DE L'ARABIE SAOUDIENNE.
DIRECTION GÉNÉRALE DES POSTES,
TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES.
N° 240.

MONSIEUR LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES POSTES ÉTRANGÈRES, BOMBAY (INDE).

LA MECQUE, le 20 juin 1933.

MONSIEUR LE DIRECTEUR GÉNÉRAL,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le décompte général des mandats-poste échangés entre votre administration et la nôtre est en général établi tous les trois mois.

Il me semble qu'il serait préférable que ce décompte fût établi tous les mois, comme c'est le cas actuellement entre les autres administrations et la nôtre.

Je me permets donc de vous soumettre cette suggestion, espérant qu'elle aura votre approbation.
Veuillez agréer, etc.

A. KAZIM,
Directeur général
des Postes, Télégraphes et Téléphones.

II.

DÉPARTEMENT DES POSTES
ET TÉLÉGRAPHES DE L'INDE.
N° F. M. -331/33.

DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES POSTES ET TÉLÉGRAPHES DE L'INDE AU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES, LA MECQUE, HEDJAZ, NEDJED ET DÉPENDANCES (ARABIE SAOUDIENNE).

Datée de NEW DELHI, le 15 septembre 1933.

MONSIEUR LE DIRECTEUR GÉNÉRAL,

Comme suite à la lettre de notre administration N° F. M.-331/33, en date du 2 août 1933, je suis chargé de porter à votre connaissance que le Directeur général accepte la proposition faite dans votre lettre N° 240, en date du 20 juin 1933, au « Superintendent » des Postes étrangères, à Bombay, et tendant à ce que le décompte des mandats-poste échangés entre l'Inde et l'Arabie saoudienne (connue auparavant sous le nom de Hedjaz, Nedjed et Dépendances) soit établi et réglé tous les mois au lieu de l'être tous les trimestres. Cette mesure nécessite de légères modifications des articles 21, 22 et 25 de l'arrangement régissant l'échange des mandats-poste entre nos deux pays, ainsi que du formulaire B annexé à l'arrangement, comme il est indiqué dans les documents ci-joints, et je suis chargé de vous demander de bien vouloir veiller à ce que l'exemplaire signé de l'arrangement qui figure dans les archives de votre administration soit amendé en conséquence.

2. Les décomptes seront établis et réglés conformément aux nouvelles dispositions à partir du décompte afférent au mois d'octobre 1933. Des instructions à cet effet sont données au bureau de comptabilité de Bombay, pour l'Inde.

Veuillez agréer, etc.

J. N. PAL,
Sous-Directeur général adjoint.

Annexes : Articles 21, 22 et 25 de l'arrangement et formulaire B.

ARTICLES 21, 22 ET 25 DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT L'ÉCHANGE DES MANDATS-POSTE ENTRE L'OFFICE DES POSTES DE L'INDE, D'UNE PART, ET L'OFFICE DES POSTES DU HEDJAZ, NEDJED ET DÉPENDANCES (CONNU MAINTENANT SOUS LE NOM D'ARABIE SAOUDIENNE), D'AUTRE PART.

Article 21.

Dès que le bureau d'échange de Bombay aura reçu du Hedjaz, Nedjed et Dépendances (Arabie saoudienne) toutes les listes datées d'un même mois, il établira, à l'aide de ces listes et de celles de l'Inde qui se rapportent au même mois, un décompte mensuel conforme au formulaire B ci-annexé.

Article 22.

Le total de chaque liste, tel qu'il aura été arrêté, sera porté dans le décompte mensuel mentionné à l'article 21, et toute modification de ce total s'effectuera par voie d'addition ou de déduction portant sur le total de la liste suivante ; le total de cette dernière liste ainsi rectifié, après que lesdites additions ou déductions auront été opérées, sera inscrit dans le décompte.

Article 25.

Si, dans l'intervalle entre deux règlements mensuels, l'une des deux administrations des Postes constate, en comparant les listes effectivement reçues et celles qui ont été effectivement expédiées, qu'elle doit à l'autre administration une somme dépassant 1.000 livres sterling, l'administration débitrice opérera immédiatement ou aussitôt que possible le versement de la somme due. Ce paiement sera considéré comme un acompte sur le règlement mensuel suivant.

FORMULAIRE B

Décompte des échanges de mandats-poste entre le Hedjaz, Nedjed et Dépendances (Arabie saoudienne) et l'Inde, établi par le bureau de Bombay pour le mois de

AU CRÉDIT DU HEDJAZ. (Arabie saoudienne.)			AU CRÉDIT DE L'INDE.								
Pour les mandats-poste émis dans l'Inde d'après les listes indiennes (A) ci-après datées du mois ci-dessus.			Pour les mandats-poste émis au Hedjaz (Arabie saoudienne) d'après les listes ci-après (AA) datées du mois ci-dessus.								
Numéro de liste	Numéro d'inscription final de la liste	Montant des mandats			Numéro de liste	Numéro d'inscription final de la liste	Montant des mandats				
		£	s.	d.			£	s.	d.		
Total						Total					
Commission de ½ % sur le total ci-dessus						Commission de ½ % sur le total ci-dessus					
Mandats périmés et mandats dont le remboursement aux expéditeurs, au Hedjaz, Nedjed et Dépendances (Arabie saoudienne), a été autorisé dans les listes indiennes susmentionnées						Mandats périmés et mandats dont le remboursement aux expéditeurs, dans l'Inde, a été autorisé dans les listes du Hedjaz (Arabie saoudienne) susmentionnées . .					
Remise à titre d'acompte						Remise à titre d'acompte					
Articles spéciaux dont le détail est fourni dans le relevé annexé . .						Articles spéciaux dont le détail est fourni dans le relevé annexé . .					
Solde en faveur de l'Inde						Solde en faveur du Hedjaz, Nedjed et Dépendances (Arabie saoudienne)					
Total						Total					

N° 3605.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET INDE ET YÉMEN**

Traité d'amitié et de collaboration,
signé à Sanaa, le 11 février 1934,
et échange de notes y relatif,
Sanaa, le 10 février 1934.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND INDIA AND YEMEN**

Treaty of Friendship and Mutual
Co-operation, signed at San'a,
February 11th, 1934, and Ex-
change of Notes relating thereto,
San'a, February 10th, 1934.

No. 3605. — TREATY¹ OF FRIENDSHIP AND MUTUAL CO-OPERATION BETWEEN HIS MAJESTY IN RESPECT OF THE UNITED KINGDOM AND OF INDIA AND THE KING OF THE YEMEN. SIGNED AT SAN'A, FEBRUARY 11TH, 1934.

English and Arabic official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Treaty took place February 4th, 1935.

Textes officiels anglais et arabe communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 4 février 1935.

PREAMBLE.

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, on the one part, and HIS MAJESTY THE KING OF THE YEMEN, THE IMAM, on the other part, being desirous of entering into a Treaty on a basis of friendship and co-operation for their mutual benefit, have resolved to conclude this Treaty and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

FOR GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND :

Lieutenant-Colonel Bernard Rawdon REILLY, C.I.E., O.B.E. ;

FOR INDIA :

Lieutenant-Colonel Bernard Rawdon REILLY, C.I.E., O.B.E. ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE YEMEN, THE IMAM :

The Qadhi Muhammad RAGHEB-BIN-RAFIQ ;

Who, having communicated their full powers, found in good order and due form, have agreed as follows :

Article 1.

His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, acknowledges the complete and absolute independence of His Majesty the King of the Yemen, the Imam, and his kingdom in all affairs of whatsoever kind.

Article 2.

There shall always be peace and friendship between the High Contracting Parties, who undertake to maintain good relations with each other in every respect.

¹ The exchange of ratifications took place at San'a, September 4th, 1934.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Sanaa, le 4 septembre 1934.

Article 3.

The settlement of the question of the southern frontier of the Yemen is deferred pending the conclusion, in whatever way may be agreed upon by both High Contracting Parties in a spirit of friendship and complete concord, free from any dispute or difference, of the negotiations which shall take place between them before the expiry of the period of the present Treaty.

Pending the conclusion of the negotiations referred to in the preceding paragraph, the High Contracting Parties agree to maintain the situation existing in regard to the frontier on the date of the signature of this Treaty, and both High Contracting Parties undertake that they will prevent, by all means at their disposal, any violation by their forces of the above-mentioned frontier, and any interference by their subjects, or from their side of that frontier, with the affairs of the people inhabiting the other side of the said frontier.

Article 4.

After the coming into force of the present Treaty, the High Contracting Parties shall, by mutual agreement and concord, enter into such agreements as shall be necessary for the regulation of commercial and economic affairs, based on the principles of general international practice.

Article 5.

1. The subjects of each of the High Contracting Parties who wish to trade in the territories of the other shall be amenable to the local laws and decrees, and shall receive equal treatment to that enjoyed by the subjects of the most-favoured Power.

2. Similarly, the vessels of each of the High Contracting Parties and their cargoes shall receive, in the ports of the territories of the other, treatment equal to that accorded to the vessels and their cargoes of the most-favoured Power, and the passengers in such vessels shall be treated in the ports of the territories of the other Party in the same manner as those in the vessels of the most-favoured Power therein.

3. For the purposes of this Article in relation to His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India :

(a) The word " territories " shall be deemed to mean the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, India and all His Majesty's colonies, protectorates and all mandated territories in respect of which the mandate is exercised by His Majesty's Government in the United Kingdom.

(b) The word " subjects " shall be deemed to mean all subjects of His Majesty wherever domiciled, all the inhabitants of countries under His Majesty's protection, and, similarly, all companies incorporated in any of His Majesty's territories shall be deemed to be subjects of His Majesty.

(c) The word " vessels " shall be deemed to mean all merchant vessels registered in any part of the British Commonwealth of Nations.

Article 6.

This Treaty shall be the basis of all subsequent agreements that may be concluded between the High Contracting Parties now and in the future for the purposes of friendship and amity. The High Contracting Parties undertake not to assist nor to connive at any action directed against the friendship and concord now sincerely existing between them.

Article 7.

The present Treaty shall be ratified as soon as possible after signature, and the instruments of ratification shall be exchanged at San'a. It shall come into force on the date of the exchange of ratifications, and shall thereafter remain in force for a period of forty years.

And in witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

This Treaty is done in two copies, in the English and Arabic languages, and, should doubt arise as to the interpretation of any of these Articles, both High Contracting Parties shall rely on the Arabic text.

Done at San'a, in the Yemen, this eleventh day of February, 1934, A.D. (corresponding to the twenty-sixth day of Shawwal, 1352, A.H.).

(L. S.) Muhammad RAGHEB-BIN-RAFIQ.

(L. S.) B. R. REILLY.

N° 3605. TEXTE ARABE. — ARABIC TEXT

معاودة الصداقة والتعاون البادئ

المقدمة

بما ان جلالة ملك بريطانيا العظمى وبارندا والمالك البريطانية خاف البحار الهند
من جهة و جلالة ملك البرمن حضرة الامام من الجهة الاخرى رغبة في الوصول الى معاهدة على اساس الصداقة
والتعاون لمنفعة الطرفين قد قررا عقد هذه المعاهدة وعبنا بصفة المنهدين المفوضين :
جلالة ملك بريطانيا العظمى وبارندا والمالك البريطانية خلف البحار قمبر الهند
عن بريطانيا العظمى وبارندا الشمالية : حضرة صاحب السعادة اللفت الكونول بارزو رودون بلي س. ي. ١٠. ١٠. ١٠. ب. ١٠. الخرم
عن الهند : حضرة صاحب السعادة اللفت الكونول بارزو رودون بلي س. ي. ١٠. ١٠. ١٠. ب. ١٠. الخرم
جلالة ملك البرمن حضرة الامام

حضرة صاحب السعادة القاضي محمد رغب بن رفیق حفظه الله
الذان بتبليغ ادراق تفويضهما وتخبين صحهما على شكل حسن انقطاعا باناني :-

المادة الاولى :

يعترف جلالة ملك بريطانيا العظمى وبارندا والمالك البريطانية خلف البحار و قمبر الهند
باستقلال جلالة ملك البرمن حضرة الامام ومملكته استقلالا كابدلا مطلقا في جميع النورهما كان زعمها .

المادة الثانية :

يسود السلم والصداقة بين الطرفين المتعاهدين الساميين الذين يتهدان بالمحافظة على
حسن العدايق بينهما من كل الوجوه .

المادة الثالثة

بوجوب البت في مسألة الحدود الجغرافية البينية الى ان تتم مفاوضات تجرى بينهما قبل انتهاء مدة هذه المعاهدة باشر احدى الفرقان المتعاهدان البيان عليه بجملة ودون وانفاذ اكمال بدون احداث اي منازعة او مخالفة .

والى ان تتم المفاوضات المشار اليها في الفقرة السابقة الذكر فالفرقان المتعاهدان البيان بقبول ان تبقى الحالة احاضرة فيما يتعلق بالحدود في تاريخ التوقيع على هذه المعاهدة وبتمه الفرعان المتعاهدان البيان ان يمتد لكل طرف من الوسائل التي تعهد من قوتها في الحدود المذكورة والتي تدخل من اياها من جانبها او من جانبها في شئون الاممالي القاطنين في الجانب الاخر من الحدود المذكورة .

المادة الرابعة

سيقتد الفرعان المتعاهدان البيان بالعمل بالمعاهدة احاضرة ما يلزم من المعاهدات لتنظيم الامور التجارية والاقتصادية على اساس المبادئ الروتينية العامة مع التزامي التوافق بينهما .

المادة الخامسة

(١) رعايا كل من الفرقين المتعاهدين الساسين الذين يقصدون التجارة في بلاد الفرقين الاخر يكونون تابعين للقوانين والاحكام المحلية ويمتثلون بنفس المعاملة التي تتمتع بها رعايا الدولة الاكثر رعاية

بمايع المادة الخامسة

(٢) كذلك سفن كل من الفريقين المتعاهدين السابيين وسفنها تنمى في موانئ بلاد الفريق الآخر بنفس المعاملة التي تتمتع بها سفن الدولة الأكثر رعاية وسفنها . وتعامل ركاب تلك السفن في موانئ بلاد الفريق الآخر بنفس ما يعامل به من كان في سفن الدولة الأكثر رعاية هناك .

(٣) لفرض بهذه المادة يتعلق بجلالة ملك بريطانيا العظمى و إيرلندا والمملكة البريطانية خلف البحار وقبر الهنـد :

(١) لفظة (بلاد) يبنى ان بعد معناها مملكة بريطانيا العظمى المتحدة و إيرلندا الشمالية والجنوبية وجميع مستعمرات جلالة و البلاد المحمية وجميع البلاد المنتدب عليها من قبل حكومة جلالة في المملكة المتحدة .

(ب) لفظة (رعابا) يبنى ان يعى معناها جميع رعابا جلالة انما تكونا وجميع اهل البلاد التي تحت حماية جلالة . و كذلك جميع الشركات المؤسسة في اى بلد من بلاد جلالة تعتبر من رعابا جلالة .

(ج) لفظة (سفن) يبنى ان يعى معناها جميع السفن التجارية المسجلة في اى بلد من بلاد اتحاد الشعوب البريطانية .

المادة السادسة


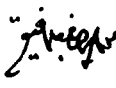
هذه المعاهدة تكون اساسا لكل ما يكون الاتفاق عليه من المعاهدات المتابعة بين الفريقين المتعاهدين السابين علاوة استقبالا في معنى تقوية الوداد والصداقة وتهدد الفريقين المتعاهدين السابين

تاييج المادة السادسة

بعدم اعطاء المساعدة والمساعدة لاي حركة ضد المواد والاتفاق القائم الصميم بينهما

المادة السابعة

بصادق على هذه المعاهدة باسرع وقت ممكن بعد التوقيع وتبادل حجج التصديق في صنعها
ويجمل بها من تاييج تبادل حجج التصديق وفيما بعد تبقى معمولاً بها لمدة اربعين سنة
وتعزير ذلك وقع المنادون المفاوضان المشار اليهما امضاً هما على المعاهدة الخاصة
ووضعا ختمها عليهما.

وقد نظمت هذه المعاهدة نسخين باللغتين الانكليزية والعربية واذا انشأت شكون
في تفسير شي من هذه المواد فالفريقان المتعاقدان الساميان بعنده ان النص العربي حوز
في صنعها بين في اليوم السادس والعشرين من شهر ثوال ١٣٥٤ للهجرة (يقابل به اليوم كادى عشر من
شهر فبراير ١٩٣٤ ميلادى) -  - 

EXCHANGE OF NOTES.

No. 1.

LIEUTENANT-COLONEL REILLY TO THE IMAM.

من المندوب المفوض لجلالة ملك بريطانيا العظمى الى جلالة ملك البنج حاضرة الامام يحيى بن محمد حميد الدين
ابوالنسر

يا صاحب الجلالة

لي الشرف ان اشير الى محادثتي مع مندوب جلالتكم المفوض المتعلقة بالرغبة
الحاضرة عند جميع الاعم المتنورة في الاتحاد لانقاذ تجارة الرقيق والاستفسار
عما اذا كنتم جلالتكم تكلنونني من تبليغ حكومة جلالة ملك بريطانيا العظمى
تلكيات جلالتكم في مساعدتكم بكل ما لديكم من الوسائل في سعي المنع تجارة
الرقيق الافريقي عن طريق البحر .

وتفضلوا بقبول فائق احتراماتي سيدي

صحيح بي ار رايلي

المندوب المفوض لجلالة ملك بريطانيا العظمى

صنعاء، بتاريخ ١٠ فبراير ١٩٣٤ سنة الموافق ٥ شوال ١٣٥٢

1 TRADUCTION. — TRANSLATION.

YOUR MAJESTY,

I have the honour to refer to my conversations with your Majesty's Plenipotentiary relating to the present common desire of all enlightened nations to co-operate in the suppression of the slave trade, and to enquire whether your Majesty will enable me to convey to His Britannic Majesty's Government your Majesty's assurance that you will by every possible means assist them in their endeavours to prevent the African slave trade by sea.

(Respects.)

B. R. REILLY,
His Britannic Majesty's Commissioner
and Plenipotentiary.

SAN'A, February 10th, 1934 (Shawwal 25th, 1352, A.H.).

No. 2.

THE IMAM TO LIEUTENANT-COLONEL REILLY.

(Seal)

بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ

With inscription :
حَقِّمِ أَمِيرَ الْمُؤْمِنِينَ الْمُتَّقِينَ عَلَى اللَّهِ رَبِّ الْعَالَمِينَ
الامام محمد بن محمد حميد الدين رضه الله

حضرة صاحب السعادة المندوب المفوض السامي السرياني والي عدن المحترم نبدي بعبارة الكمال
الاحترام وجزا بالحر كم العالي المرحوم بهال عسلا احادي بيان ما نرغبون فيه من الايضاح عن تأكيد
حكومتنا في منع تجارة الرق نحن نعيد جباكم العالي انا نوافن على من بيع الرقيق الا فرغى و سنار
كافة نطالبنا بانه لاجد لمنه من جميع ابلاد والمواني المتوكلية وتقبلوا احازم به الاحترام تحريزا الى ٢٦
١٣٥٤

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

IN THE NAME OF GOD THE MERCIFUL AND COMPASSIONATE !

After tendering our sincere respects, in reply to your esteemed note dated the 25th Shawwal, 1352 (corresponding to the 10th February, 1934), wherein you expressed a desire to have assurances from our Government as to the prohibition of the slave trade, we inform your Excellency that we agree to the prohibition of the African slave traffic, and we will command all our 'Amils (Governors) to do their utmost to prevent it in all the Mutawakkili (Yemen) country and ports.

(Respects.)

(L. S.)

SAN'A, *Shawwal* 25th, 1352, A.H. (*February 10th, 1934*).

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3605. — TRAITÉ D'AMITIÉ ET DE COLLABORATION ENTRE SA MAJESTÉ POUR LE ROYAUME-UNI ET L'INDE ET LE ROI DU YÉMEN. SIGNÉ A SANAA, LE 11 FÉVRIER 1934.

PRÉAMBULE

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES, d'une part, et SA MAJESTÉ LE ROI DU YÉMEN, L'IMAM, d'autre part, désireux de conclure pour leur avantage réciproque un traité sur des bases d'amitié et de coopération, ont décidé de conclure le présent traité et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

POUR LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD :

Le lieutenant-colonel Bernard Rawdon REILLY, C.I.E., O.B.E. ;

POUR L'INDE :

Le lieutenant-colonel Bernard Rawdon REILLY, C.I.E., O.B.E. ;

SA MAJESTÉ LE ROI DU YÉMEN, L'IMAM :

Le cadî Muhammad RAGHEB-BIN-RAFIQ ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes, reconnaît l'indépendance entière et absolue de Sa Majesté le Roi du Yémen, l'Imam, et de son royaume dans toutes les affaires quelles qu'elles soient.

Article 2.

Il y aura toujours paix et amitié entre les Hautes Parties contractantes, qui s'engagent à maintenir entre elles de bonnes relations à tous égards.

Article 3.

Le règlement de la question de la frontière méridionale du Yémen est ajourné en attendant la conclusion, selon les modalités dont pourront convenir les deux Hautes Parties contractantes dans un esprit d'amitié et d'entière concorde, excluant tout conflit ou différend, des négociations qui auront lieu entre elles avant l'expiration de la période de validité du présent traité.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

En attendant la conclusion des négociations visées à l'alinéa précédent, les Hautes Parties contractantes conviennent de maintenir, en ce qui concerne la frontière, la situation existant à la date de la signature du présent traité ; elles s'engagent à empêcher, par tous les moyens dont elles disposent, toute violation, par leurs forces, de la frontière susmentionnée et toute ingérence de la part de leurs sujets ou en provenance de leur côté de ladite frontière, dans les affaires des populations habitant l'autre côté de cette frontière.

Article 4.

Après l'entrée en vigueur du présent traité, les Hautes Parties contractantes, par un accord et une entente réciproques, concluront les arrangements nécessaires pour régler les affaires commerciales et économiques, d'après les principes consacrés de la pratique internationale.

Article 5.

1. Les sujets de chacune des Hautes Parties contractantes qui désireront se livrer au commerce dans les territoires de l'autre Partie seront soumis aux lois et règlements locaux et bénéficieront d'un traitement égal à celui des sujets de la Puissance la plus favorisée.

2. De même, les navires de chacune des Hautes Parties contractantes et leurs cargaisons bénéficieront, dans les ports des territoires de l'autre Partie, du même traitement que les navires de la Puissance la plus favorisée et leurs cargaisons, et les passagers de ces navires seront traités, dans les ports des territoires de l'autre Partie, de la même manière que ceux des navires de la Puissance la plus favorisée.

3. Aux fins du présent article, en ce qui concerne Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes :

a) Le mot « territoires » sera considéré comme visant le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, l'Inde et toutes les colonies et protectorats de Sa Majesté, ainsi que tous les territoires sous mandat pour lesquels le mandat est exercé par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni.

b) Le mot « sujets » sera considéré comme visant tous les sujets de Sa Majesté, quel que soit leur domicile, tous les habitants des pays placés sous la protection de Sa Majesté ; de même, toutes les sociétés constituées dans l'un quelconque des territoires de Sa Majesté seront considérées comme sujets de Sa Majesté.

c) Le mot « navires » sera considéré comme visant tous les navires de commerce immatriculés dans une partie quelconque du Commonwealth britannique de Nations.

Article 6.

Le présent traité constituera la base de tous les autres accords que les Hautes Parties contractantes pourront conclure maintenant et à l'avenir, dans l'intérêt de leur amitié et de leur bonne intelligence. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à ne pas participer à une action quelconque qui serait contraire à l'amitié et à l'entente sincères établies entre elles et à ne pas encourager une telle action.

Article 7.

Le présent traité sera ratifié aussitôt que possible après sa signature, et les instruments de ratification seront échangés à Sanaa. Il entrera en vigueur à la date de l'échange des ratifications et demeurera en vigueur pendant une période de quarante années.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Le présent traité est établi en deux exemplaires, en langue anglaise et en langue arabe, et, au cas où l'interprétation de l'un quelconque de ces articles donnerait lieu à des doutes, les deux Hautes Parties contractantes se référeront au texte arabe.

Fait à Sanaa, dans le Yémen, le onze février 1934 de l'ère chrétienne (correspondant au vingt-sixième jour de Shawwal 1352 de l'hégire).

(L. S.) Muhammad RAGHEB-BIN-RAFIQ.

(L. S.) B. R. REILLY.

ÉCHANGE DE NOTES

N° 1.

LE LIEUTENANT-COLONEL REILLY A L'IMAM.

SIRE,

J'ai l'honneur de me référer à mes entretiens avec le plénipotentiaire de Votre Majesté, relatifs au désir unanime qu'éprouvent actuellement toutes les nations civilisées d'unir leurs efforts en vue de l'abolition de la traite des esclaves, et de demander si Votre Majesté me permettra de transmettre au Gouvernement de Sa Majesté britannique l'assurance de Votre Majesté qu'elle appuiera par tous les moyens possibles les efforts de mon gouvernement tendant à empêcher la traite des esclaves africains par mer.

(Respects).

B. R. REILLY,
*Commissaire et Plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique.*

SANAA, le 10 février 1934 (25 Shawwal 1352 de l'hégire).

N° 2.

L'IMAM AU LIEUTENANT-COLONEL REILLY.

AU NOM DU DIEU CLÉMENT ET MISÉRICORDIEUX !

Comme suite à votre note du 25 Shawwal 1352 (correspondant au 10 février 1934), par laquelle vous avez exprimé le désir d'obtenir de notre gouvernement des assurances quant à l'interdiction de la traite des esclaves, nous informons Votre Excellence que nous acceptons l'interdiction de la traite des esclaves africains et que nous ordonnerons à tous nos gouverneurs de faire les efforts les plus énergiques pour l'empêcher dans tout le pays et dans tous les ports du Yémen.

(Respects).

(L. S.)

SANAA, le 25 Shawwal 1352 de l'hégire (10 février 1934).

N° 3606.

CHINE ET INDE

Arrangement entre l'Office des postes de la Chine et l'Office des postes de l'Inde relatif à l'échange des mandats-poste. Signé à Shanghai, le 11 mai 1934, et à Simla, le 13 juin 1934.

CHINA AND INDIA

Arrangement between the Post Office of China and the Post Office of India for the Exchange of Money Orders. Signed at Shanghai, May 11th, 1934, and at Simla, June 13th, 1934.

No. 3606. — ARRANGEMENT¹ BETWEEN THE POST OFFICE OF CHINA AND THE POST OFFICE OF INDIA FOR THE EXCHANGE OF MONEY ORDERS. SIGNED AT SHANGHAI, MAY 11TH, 1934, AND AT SIMLA, JUNE 13TH, 1934.

English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Arrangement took place February 4th, 1935.

In order to establish an exchange of money orders between British India and the Republic of China, the undersigned, duly authorised for that purpose, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

There shall be a regular exchange of money orders between India and the Republic of China by means of the usual mail services by which correspondence is exchanged.

Article 2.

The money order business between the two countries shall be performed exclusively through offices of exchange communicating with each other by means of lists, as explained more particularly below, the money orders being made out and forwarded to the payees by the office of exchange of the country in which the orders are payable. The offices of exchange shall be, on the side of India, Bombay, Calcutta, Madras and Rangoon, or any other office selected by the Director-General of Posts and Telegraphs, India, and on the side of China, Shanghai and Canton, or any other office selected by the Director-General of Postal Remittances and Savings Banks, China.

Article 3.

The amount of orders exchanged in both directions shall be expressed in Indian currency.

Article 4.

The maximum amount for which a money order may be drawn in either country upon the other shall be Rs. 600.

Article 5.

No money order shall contain a fractional part of an anna.

¹ Came into force July 1st, 1934.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3606. — ARRANGEMENT ² ENTRE L'OFFICE DES POSTES DE LA CHINE ET L'OFFICE DES POSTES DE L'INDE, RELATIF A L'ÉCHANGE DES MANDATS-POSTE. SIGNÉ A SHANGHAI, LE 11 MAI 1934, ET A SIMLA, LE 13 JUIN 1934.

Texte officiel anglais communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 4 février 1935.

Afin d'établir un échange de mandats-poste entre l'Inde britannique et la République de Chine, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des articles ci-après :

Article premier.

Il sera institué un service d'échange de mandats-poste entre l'Inde et la République de Chine au moyen des courriers postaux habituellement employés pour l'échange des correspondances.

Article 2.

Le service des mandats-poste entre les deux pays s'effectuera exclusivement par l'intermédiaire de bureaux d'échange communiquant entre eux au moyen de listes, ainsi qu'il est expliqué plus en détail ci-après ; les mandats-poste seront établis et transmis aux destinataires par le bureau d'échange du pays dans lequel ils sont payables. Les bureaux d'échange seront, pour l'Inde, Bombay, Calcutta, Madras et Rangoon, ou tout autre bureau choisi par le Directeur général des Postes et Télégraphes de l'Inde, et, pour la Chine, Shanghai et Canton, ou tout autre bureau choisi par le Directeur général du service des envois de fonds par la poste et des caisses d'épargne de Chine.

Article 3.

Le montant des mandats-poste échangés de part et d'autre sera libellé en monnaie indienne.

Article 4.

Le montant maximum des mandats-poste émis dans l'un des deux pays et payables dans l'autre sera de 600 roupies.

Article 5.

Aucun mandat ne comprendra de fraction d'anna.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Entré en vigueur le 1^{er} juillet 1934.

Article 6.

The manner and conditions of issuing money orders in either country shall be governed by the regulations in force for the time being in the country of issue.

Article 7.

The Indian and the Chinese Postal Administrations shall each have power to fix, from time to time, the rates of commission to be charged on all money orders which they may respectively issue.

Each Postal Administration shall communicate to the other the regulations relating to the charges for money orders issued in force for the time being.

Article 8.

Applications by remitters for the alteration or correction of the name of the payee shall be received under the regulations of the country of issue and forwarded to the country of payment for disposal under its regulations, accompanied by such information as may be necessary for the identification of the particular orders referred to.

Applications by remitters for repayment of orders shall be received and forwarded in like manner. Repayment of an order shall not, however, be made until it has been ascertained through the Indian office of exchange concerned, if such order is payable in India, or through the office of the Director-General of Postal Remittances and Savings Banks, Shanghai, if such order is payable in China, that the order has not been paid and that the said office authorises repayment.

Article 9.

The conversion of money orders into the currency of China shall be governed by the regulations in force for the time being in China.

The Post Office of China shall communicate to the Post Office of India the regulations for the time being in force relating to the conversion of money orders expressed in Indian currency into its own currency for the purpose of payment.

Article 10.

The manner and conditions of paying orders, including stoppage of payment, renewal of orders, issue of duplicate orders and other services affecting payment shall be governed by the regulations in force for the time being in the country of payment.

Article 11.

The amount of money orders not ultimately paid, *i. e.*, of orders which become void under the regulations of the country of payment, shall belong to the country of issue.

Article 12.

The country of issue which collects the money from remitters shall account to the country of payment for the total amount of the orders issued, together with one-half per cent. additional on the total by way of commission.

Article 13.

The corresponding offices of exchange shall communicate to each other by each mail the particulars of money orders issued by means of lists in the annexed forms A and AA, giving all particulars for which provision is made in the forms.

Article 6.

Les modalités et conditions d'émission des mandats-poste dans l'un et l'autre pays seront déterminées par les règlements en vigueur dans le pays d'émission.

Article 7.

Les Administrations postales chinoise et indienne auront le droit de fixer de temps à autre le taux des commissions à percevoir sur tous les mandats que chacune d'elles pourra émettre.

Chaque administration postale communiquera à l'autre les règlements en vigueur concernant les taxes perçues pour l'émission des mandats-poste.

Article 8.

Toute demande de l'expéditeur tendant à la modification ou à la rectification du nom du destinataire sera accueillie conformément aux règlements du pays d'émission et transmise, avec tous les renseignements qui pourront être nécessaires pour identifier les mandats dont il s'agit, au pays de paiement, qui y donnera suite conformément à ses règlements.

Toute demande de remboursement d'un mandat adressée par un expéditeur sera accueillie et transmise de la même manière. Toutefois, le remboursement d'un mandat ne pourra avoir lieu que lorsque le bureau d'échange indien intéressé, si le mandat est payable dans l'Inde, ou le bureau du Directeur général des envois de fonds par la poste et des caisses d'épargne, à Shanghai, si le mandat est payable en Chine, aura fait savoir que le mandat n'a pas été payé et que ledit bureau autorise le remboursement.

Article 9.

La conversion des mandats-poste en monnaie chinoise s'effectuera conformément aux règlements en vigueur en Chine.

L'Office postal de la Chine communiquera à l'Office postal de l'Inde les règlements en vigueur au sujet de la conversion en sa propre monnaie, aux fins de paiement, des mandats-poste libellés en monnaie indienne.

Article 10.

Les modalités et conditions de paiement des mandats-poste, y compris la suspension de paiement, le renouvellement des mandats, l'émission de duplicata de mandats, etc., et toutes autres opérations concernant le paiement seront régies par les règlements en vigueur dans le pays de paiement.

Article 11.

Le montant des mandats-poste qui n'auront pu être payés, c'est-à-dire des mandats-poste qui seront périmés en vertu des règlements du pays de paiement, sera acquis au pays d'émission.

Article 12.

Le pays d'émission qui encaisse les sommes versées par les expéditeurs portera au crédit du pays de paiement le montant total des mandats émis et, en outre, une commission égale à un demi pour cent de ce total.

Article 13.

Les bureaux d'échange correspondants se communiqueront mutuellement par chaque courrier le détail des mandats-poste émis ; ils utiliseront à cet effet des listes conformes aux formulaires ci-annexés A et AA, en donnant toutes les indications prévues dans ces formulaires.

The offices of exchange in India shall forward with the lists they prepare the separate slips, giving particulars of the payees' names and addresses in Chinese characters, provided for below.

The particulars as to names shall include the full surname and Christian (or corresponding) name or at least the initial of one Christian (or corresponding) name both of the remitter and of the payee, or the name of the firm or company who are the remitters or the payees. If, however, a Christian (or corresponding) name or an initial cannot be given, an order may nevertheless be issued at the remitter's risk. In the case of natives of India, the particulars as to name shall also include tribe or caste and father's name.

In the case of orders payable to Chinese persons in China, the remitter shall be required to furnish, if possible, the full surname and address of the payee and, on a separate slip, the same particulars in Chinese characters.

The address of the payee must be given fully and precisely, as on it depends the determination by the receiving office of exchange of the office where the order shall be made payable.

Article 14.

Besides the particulars of money orders issued, the lists, mentioned in Article 13, despatched by the offices of exchange in India to the offices of exchange in China shall contain particulars of orders originating in China authorised to be repaid to the remitters and of orders which have become void.

In the case of the lists despatched by China, however, particulars of orders originating in India authorised to be repaid to the remitters and of orders which have become void shall not be included therein, but in separate statements prepared and forwarded every month by the office of the Director-General of Postal Remittances and Savings Banks, Shanghai, to the Calcutta office of exchange, for inclusion by the latter of the total amount in the monthly account mentioned in Article 22.

Article 15.

Blank lists shall be forwarded, in case there shall be no money orders to communicate.

Article 16.

Should any list fail to be received in due course, the despatching office shall, on receiving information to that effect, transmit without delay a duplicate thereof.

Article 17.

The lists despatched from each office of exchange shall be numbered consecutively, commencing with No. 1 for the first list of each calendar year, and these numbers shall be termed the "List Numbers".

Article 18.

The entries in the lists respecting orders issued shall also bear consecutive numbers, commencing with No. 1 for each list, and these numbers shall be termed the "Entry Numbers".

Article 19.

Each list shall be carefully verified by the receiving office of exchange, and corrected when it contains simple errors, such corrections being communicated to the despatching office of exchange.

Les bureaux d'échange de l'Inde joindront aux listes qu'ils préparent les feuillets séparés prévus ci-dessous, qui indiqueront en caractères chinois le nom et l'adresse des destinataires.

Les indications relatives aux noms devront comprendre en toutes lettres le nom de famille et le prénom, ou tout au moins l'initiale d'un prénom, tant de l'expéditeur que du destinataire, ou le nom de la maison ou compagnie expéditrice ou destinataire. Toutefois, si l'on ne peut indiquer un prénom ou l'initiale de celui-ci, un mandat pourra être émis aux risques et périls de l'expéditeur. S'il s'agit d'indigènes de l'Inde, les indications relatives au nom comprendront aussi le nom de la tribu ou de la caste et celui du père.

S'il s'agit de mandats payables à des Chinois en Chine, l'expéditeur sera tenu de fournir, si possible, le nom de famille complet et l'adresse exacte du destinataire et, sur un feuillet séparé, les mêmes indications en caractères chinois.

L'adresse du destinataire devra être indiquée en entier et d'une manière précise, car c'est d'après cette indication que le bureau d'échange récepteur déterminera quel est le bureau où le mandat sera payable.

Article 14.

Outre les détails concernant les mandats-poste émis, les listes mentionnées à l'article 13, expédiées par les bureaux d'échange de l'Inde aux bureaux d'échange de Chine, indiqueront le détail des mandats-poste originaires de Chine dont le remboursement aux expéditeurs a été autorisé ainsi que des mandats périmés.

Toutefois, pour les listes envoyées par la Chine, les indications relatives aux mandats en provenance de l'Inde dont le remboursement à l'expéditeur a été autorisé, ainsi qu'à tout mandat périmé, n'y seront pas portées ; elles figureront dans des relevés séparés, préparés et transmis tous les mois par le bureau du Directeur général des envois de fonds par la poste et des caisses d'épargne, à Shanghai, au bureau d'échange de Calcutta, à charge pour celui-ci d'inscrire le montant total dans les décomptes mensuels mentionnés à l'article 22.

Article 15.

En l'absence de mandats-poste à transmettre, les listes devront être expédiées en blanc.

Article 16.

Au cas où une liste ne parviendrait pas à destination en temps voulu, le bureau expéditeur devra, lorsqu'il en sera avisé, transmettre sans délai un duplicata de cette liste.

Article 17.

Les listes expédiées par chacun des bureaux d'échange porteront un numéro d'ordre dont la série commencera, pour la première liste de chaque année civile, par le numéro 1, et ces numéros seront appelés « numéros de liste ».

Article 18.

Les inscriptions dans les listes relatives aux mandats émis porteront également un numéro d'ordre dont la série commencera par le numéro 1 pour chaque liste, et ces numéros seront appelés « numéros d'inscription ».

Article 19.

Chaque liste sera soigneusement vérifiée par le bureau d'échange récepteur et sera rectifiée lorsqu'elle contiendra de simples erreurs ; ces rectifications seront communiquées au bureau d'échange expéditeur.

Article 20.

When a list shall contain errors or irregularities which cannot be rectified without previous communication with the despatching office, the receiving office shall request an explanation from the despatching office.

This explanation shall be given with as little delay as possible, and in the meantime the payment of orders dependent on the irregular entries shall be suspended.

Article 21.

The remitter of a money order may obtain an advice of payment of the order by paying in advance, to the exclusive profit of the Administration of the country of issue, a charge to be fixed by the country of origin of the money order.

The advice of payment shall be on a form in accordance with or analogous to the annexed specimen (Appendix " C ").

The advice of payment shall be prepared by the paying office, and shall be transmitted direct to the remitter either by the office of payment or by the exchange office of the country of payment.

The advice of payment of a " through " money order (see Article 30) shall be sent through the appropriate office of exchange of the two Administrations, and any application for an advice of payment made subsequent to the issue of the order shall be sent in the same manner.

Article 22.

As soon as the Calcutta office of exchange shall have received all the lists from China in form AA bearing dates in any month, these lists, as well as the lists in form A from India bearing dates in the same month, shall be made the subject of a monthly account in the annexed form B.

Article 23.

The account mentioned in Article 22 shall be based on the lists as corrected by the receiving offices, any entries at the time under suspension pending explanation being excluded.

Article 24.

The account shall also include, under the head of " special items ", any necessary adjustments of previous accounts (such as adjustments on account of suspended entries) as well as any other items of account not otherwise provided for, a detailed statement of such special items being annexed to the account, and the correspondence or other documents forming the authority for each special item being quoted opposite it in the statement.

Article 25.

A copy of the account mentioned in Article 22 shall be forwarded to the office of the Director-General of Postal Remittances and Savings Banks, Shanghai, for payment by bill of exchange on Calcutta if the balance be in favour of India and accompanied by a bill of exchange or draft in Indian currency payable on demand at Calcutta if the balance be in favour of China.

Any amount remaining due from one Administration to the other at the expiration of six months following the period covered by the relative account shall thenceforth be subject to interest at the rate of 7 per cent. per annum. The interest shall be carried to the debit of the Administration in arrear in the following account.

Article 20.

Lorsqu'une liste contiendra des erreurs ou des irrégularités que le bureau récepteur ne sera pas en mesure de rectifier sans consulter au préalable le bureau expéditeur, le bureau récepteur demandera des éclaircissements au bureau expéditeur, qui devra les lui fournir dans le plus bref délai possible. Dans l'intervalle, le paiement des mandats-poste correspondant à des inscriptions irrégulières sera suspendu.

Article 21.

L'expéditeur d'un mandat-poste pourra obtenir un avis de paiement du mandat en acquittant par avance une taxe qui sera fixée par le pays d'émission du mandat et dont le montant sera acquis en totalité à l'administration postale de ce pays.

L'avis de paiement sera établi sur un formulaire conforme ou analogue au modèle ci-annexé (annexe C).

L'avis de paiement sera rempli par le bureau de paiement et transmis directement à l'expéditeur, soit par ce bureau, soit par le bureau d'échange du pays de paiement.

L'avis de paiement d'un mandat-poste « en transit » (voir article 30) sera transmis par l'intermédiaire du bureau d'échange intéressé des deux administrations, et toute demande d'avis de paiement présentée postérieurement à l'émission du mandat sera transmise de la même manière.

Article 22.

Dès que le bureau d'échange de Calcutta aura reçu de Chine toutes les listes du formulaire AA datées d'un mois donné, il établira à l'aide de ces listes et de celles du formulaire A en provenance de l'Inde, datées du même mois, un décompte mensuel conforme au formulaire B ci-annexé.

Article 23.

Le décompte mentionné à l'article 22 sera établi d'après les listes rectifiées par les bureaux récepteurs, à l'exception des inscriptions relatives aux mandats dont le paiement serait suspendu en attendant des éclaircissements.

Article 24.

Le décompte comprendra également sous la rubrique « articles spéciaux » toutes les rectifications nécessaires relatives aux comptes précédents (telles que les rectifications concernant des mandats dont le paiement a été suspendu), ainsi que tous les autres éléments de compte non autrement prévus ; il sera annexé au décompte un relevé détaillé de ces articles spéciaux dans lequel seront indiquées, en regard de chaque article, les pièces justificatives — correspondances ou autres documents.

Article 25.

Un exemplaire du décompte mentionné à l'article 22 sera adressé au bureau du Directeur général des envois de fonds par la poste et des caisses d'épargne, à Shanghai, qui réglera ce compte par lettre de change sur Calcutta si le solde est en faveur de l'Inde ; si le solde est en faveur de la Chine, il sera joint au décompte une lettre de change ou une traite en monnaie indienne payable à vue à Calcutta.

Toute somme restant due par l'une des administrations à l'autre, à l'expiration des six mois qui suivront la période visée par le décompte, portera intérêt, à partir de ce moment, au taux annuel de 7 pour cent. Les intérêts seront inscrits, dans le compte suivant, au débit de l'administration redevable de cette somme.

Article 26.

If in the interval between two monthly adjustments, either of the two Postal Administrations shall find, on balancing the lists actually received against those actually despatched, that it owes the other Administration a sum exceeding Rs. 5,000, the indebted Administration shall at once, or as soon as may be practicable, remit the amount of its debt. This payment shall be treated as an instalment towards the adjustment of the next monthly account.

Article 27.

Each Postal Administration shall have authority to suspend temporarily the exchange of money orders, in case the course of exchange or any other circumstances shall give rise to abuses or cause detriment to the revenue.

Article 28.

For ordinary correspondence affecting the preparation, transmission, or correction of lists, accounts, etc., the offices of exchange shall be the medium, but in matters involving questions other than details, the offices of correspondence shall be the office of the Director-General of Posts and Telegraphs, India, on the one hand, and the office of the Director-General of Postal Remittances and Savings Banks, Shanghai, on the other hand.

Article 29.

The Department charged with the control of money orders in either country shall have authority to adopt any additional rules (if not repugnant to the foregoing) for the greater security against fraud, or for the better working of the system generally. All such additional rules, however, shall be communicated by the one Department to the other.

Article 30.

The Postal Administrations of India and China shall also each be entitled to transmit money orders through the medium of the other Administration to any country with which the latter exchanges money orders, on terms to be settled beforehand by common consent between the two Postal Administrations.

Article 31.

The present Arrangement shall take effect on the first of July 1934. It shall then continue in force until it shall be modified or determined by mutual consent of the Contracting Parties or until one year after the date on which one of the Contracting Parties shall have notified the other of its intention to terminate it.

Done in duplicate and signed.

At Simla, the 13th June 1934.

G. V. BEWOOR,
*Director-General of Posts
and Telegraphs, India.*

At Shanghai, the 11th May, 1934.

(Sd.) PAO SHU TANG,
*Director-General of Postal Remittances
and Savings Banks, China.*

Article 26.

Si, dans l'intervalle de deux règlements mensuels, l'une des deux administrations postales constate, en comparant les listes effectivement reçues et celles qui ont été effectivement expédiées, qu'elle doit à l'autre administration une somme supérieure à 5.000 roupies, l'administration débitrice s'acquittera immédiatement, ou aussitôt que possible, du montant de sa dette. Ce paiement sera considéré comme un acompte sur le règlement du décompte mensuel suivant.

Article 27.

Chacune des deux administrations postales aura le droit de suspendre provisoirement l'échange des mandats-poste, au cas où le cours du change ou toute autre circonstance donnerait lieu à des abus ou entraînerait une perte de recettes.

Article 28.

Pour la correspondance ordinaire concernant l'établissement, la transmission ou la rectification des listes, des comptes, etc., ce seront les bureaux d'échange qui serviront d'intermédiaires, mais, pour ce qui a trait à des questions autres que des questions de détail, la correspondance sera échangée entre le bureau du Directeur général des Postes et Télégraphes de l'Inde, d'une part, et le bureau du Directeur général des envois de fonds par la poste et des caisses d'épargne, à Shanghai, d'autre part.

Article 29.

Le service chargé de contrôler les mandats-poste dans chaque pays aura le droit d'adopter des règles additionnelles (qui ne devront pas être incompatibles avec les dispositions ci-dessus), en vue de se protéger plus efficacement contre la fraude ou d'améliorer le fonctionnement général du système. Toutefois, toutes ces règles additionnelles devront être communiquées par ce service à celui de l'autre administration.

Article 30.

Les Administrations postales de l'Inde et de la Chine auront également, l'une et l'autre, le droit de transmettre des mandats-poste par l'intermédiaire de l'autre administration à destination de tout pays avec lequel cette dernière échange des mandats-poste; les conditions de cette transmission seront fixées à l'avance et d'un commun accord par les deux administrations postales.

Article 31.

Le présent arrangement entrera en vigueur le premier juillet 1934. Il restera valable jusqu'à ce qu'il ait été modifié ou dénoncé d'un commun accord par les Parties contractantes ou jusqu'à l'expiration d'une période d'un an à dater du jour où l'une des Parties contractantes aura notifié à l'autre son intention de le dénoncer.

Fait en double exemplaire et signé,

A Simla, le 13 juin 1934.

*Le Directeur général des Postes
et Télégraphes de l'Inde :*

G. V. BEWOOR.

A Shanghai, le 11 mai 1934.

*Le Directeur général des envois de fonds par la poste
et des caisses d'épargne de Chine :*

(Signé) PAO SHU TANG.

A.

From Calcutta/Bombay/Madras/Rangoon to Shanghai/Canton.

List No. dated

List of Money Orders drawn in India upon China.

Particulars to be furnished by the Indian Office					For the use of the Chinese Office				
Entry number	Date of receipt given to remitter	Office by which the money was received	Name and address of remitter	Name of payee	Address of payee	Amount of order	Equivalent in Chinese money.	Number of Chinese money order	Remarks
						Rs.	as.		
					Total				

List of Void Money Orders, as well as of Money Orders for the Repayment of which to the Remitters in China Authority is hereby given.

(AA.) List in which the orders were originally included					For the use of the Chinese Office			
List number	Date	Entry number	Name and address of remitter as given therein	Amount of order	Equivalent in Chinese money	Number of Chinese money order	Remarks	
				Rs.	as.			
			Total					

N.B. — Void orders entered in this list should be distinguished by the word "void" added opposite to the number in column 1.

A

De Calcutta/Bombay/Madras/Rangoon à Shanghai/Canton.

Liste N° Le

Liste des mandats-poste tirés dans l'Inde sur la Chine.

A remplir par le Bureau indien				A l'usage du Bureau chinois					
Numéro d'inscription	Date du reçu remis à l'expéditeur	Bureau où le versement a été effectué	Nom et adresse de l'expéditeur	Nom du destinataire	Adresse du destinataire	Montant du mandat	Equivalent en monnaie chinoise	Numéro du mandat-poste chinois	Observations
						Rs.	as.		
Total									

Liste des mandats-poste périmés ainsi que des mandats-poste dont le remboursement aux expéditeurs en Chine est autorisé par la présente.

(AA) Liste dans laquelle figuraient à l'origine les mandats-poste				A l'usage du Bureau chinois			
Numéro de liste	Date	Numéro d'inscription	Nom et adresse de l'expéditeur tels qu'ils figurent dans la liste	Montant du mandat	Equivalent en monnaie chinoise	Numéro du mandat-poste chinois	Observations
				Rs.	as.		
Total							

N. B. — On distinguera les mandats-poste périmés inscrits dans cette liste en ajoutant le mot « périmé » en regard du numéro dans la colonne I.

AA.

From Shanghai/Canton to Calcutta/Bombay/Madras/Rangoon.

List of Money Orders drawn in China upon India.

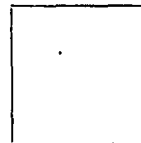
Entry number	Particulars to be furnished by the Chinese Office of Exchange						Particulars to be inserted by the Indian Office of Exchange		
	Original number of the money order	Office at which the money order was paid in	Name and address of the remitter	Name of the person to whom the money order is to be paid	Address of the person to whom the money is to be paid	Amount received in China	Amount to be paid in India	Number of the internal money order	Office at which the amount is to be paid
						Cts.	Rs. as.		
						Total			

FORM B.

Account of Money Order Exchanges between China and India prepared by the Calcutta Office
for the Month of

TO THE CREDIT OF CHINA.				TO THE CREDIT OF INDIA.			
For orders drawn by India by means of the following Indian (A) lists bearing dates in the above month.				For orders drawn by China by means of the following (AA) lists bearing dates in the above month.			
List number	Final entry number of list	Amount of orders		List number	Final entry number of list	Amount of orders	
		Rs.	as.			Rs.	as.
Total				Total			
Commission on above at ½ per cent				Commission on above at ½ per cent			
Void orders and orders for the repayment of which to the remitters in China authority was given in the India lists above mentioned				Void orders and orders for the repayment of which to the remitters in India authority was given by the Postal Administration of China			
Remittance on account				Remittance on account			
Special items detailed in annexure				Special items detailed in annexure			
Balance in favour of India				Balance in favour of China			
Total				Total			

APPENDIX C.

AVIS DE PAYEMENT
ADVICE OF PAYMENT.

Timbre du Bureau expéditeur.
Stamp of Office of Origin.

POST OFFICE OF

Mandat N°

Money order No.

Montant du mandat

Amount of order

Emis par le Bureau de à

Issued by the Post Office of to

le

on the

au profit de M (*Lieu de destination*)

payable to (*Place of destination*)

à (*Pays de destination*)

at (*Country of destination*)

Service des Postes

On Postal Service

Le soussigné déclare que le mandat mentionné au recto a été dûment payé le 193....

The undersigned certifies that the money order described on the other side was duly paid on the

Signature du destinataire ou de l'agent du bureau payeur.

Of the payee or paying officer.

.....



Timbre du bureau payeur.

Stamp of paying office.

Cet avis doit être signé par le bénéficiaire ou, si les règlements du pays de destination le comportent, par l'agent du bureau payeur et renvoyé par le premier courrier directement à l'expéditeur du mandat. ¶

This advice must be signed by the payee or, if the regulations of the country of destination allow it, by the paying officer, and returned by the first post directly to the remitter.

N° 3607.

INDOCHINE ET MALAISIE

Arrangement entre l'Office des postes de l'Indochine et l'Office des postes de la Malaisie concernant le service des colis postaux, et règlement d'application y annexé. Signés à Kuala-Lumpur, le 28 septembre 1934, et à Hanoï, le 8 octobre 1934.

INDO-CHINA AND MALAYA

Agreement between the Post Office of Indo-China and the Post Office of Malaya for the Exchange of Parcels by Parcel Post, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Kuala Lumpur, September 28th, 1934, and at Hanoi, October 8th, 1934.

N^o 3607. — ARRANGEMENT¹ ENTRE L'OFFICE DES POSTES DE L'INDOCHINE ET L'OFFICE DES POSTES DE LA MALAISIE CONCERNANT LE SERVICE DES COLIS POSTAUX. SIGNÉ A KUALA-LUMPUR, LE 28 SEPTEMBRE 1934, ET A HANOI, LE 8 OCTOBRE 1934.

Textes officiels français et anglais communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 4 février 1935.

Les bureaux de poste de la Malaisie et de l'Indochine sont d'accord pour effectuer régulièrement un service direct d'échange de colis postaux entre la Malaisie et l'Indochine.

Dans le présent arrangement et le règlement de détail joint, le terme « Malaisie » désigne les Etablissements des Détroits, les Etats fédérés malais de Perak, Selangor, Negri Sembilan et Pahang et les Etats malais sous le protectorat anglais qui pourront subséquentement faire partie de l'Union postale malaise.

ARRANGEMENT

Article premier.

LIMITE DE POIDS ET DE DIMENSIONS.

1. Un colis pour l'Indochine déposé en Malaisie ne pourra pas dépasser 22 livres en poids, 3 pieds 6 pouces en longueur, ou 6 pieds en longueur et plus grand pourtour combinés et un colis à destination de la Malaisie déposé en Indochine ne pourra pas dépasser 10 kilogrammes en poids, 1 m. 05 en longueur et 1 m. 80 en longueur et plus grand pourtour combinés.

2. En ce qui concerne la pesée et les dimensions d'un colis, le point de vue du bureau expéditeur sera accepté, sauf en cas d'erreur évidente.

Article 2.

TRANSIT DES COLIS.

Les deux administrations postales garantissent le droit de transit à travers leur territoire respectif des colis à destination ou en provenance de tous pays avec lesquels elles ont des relations postales. Les colis en transit seront soumis aux dispositions du présent arrangement et des règlements de détail toutes les fois qu'elles leur sont applicables.

Article 3.

AFFRANCHISSEMENT. TAXES.

1. L'affranchissement des colis postaux est obligatoire, sauf lorsqu'il s'agit de colis réexpédiés ou renvoyés à l'origine.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} novembre 1934.

No. 3607. — AGREEMENT¹ BETWEEN THE POST OFFICE OF INDO-CHINA AND THE POST OFFICE OF MALAYA FOR THE EXCHANGE OF PARCELS BY PARCEL POST. SIGNED AT KUALA LUMPUR, SEPTEMBER 28TH, 1934, AND AT HANOI, OCTOBER 8TH, 1934.

French and English official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place February 4th, 1935.

The Post Offices of Malaya and Indo-China agree to effect a regular direct exchange of parcels between Malaya and Indo-China.

In this Agreement and the Detailed Regulations appended the expression " Malaya " means the Straits Settlements, the Federated Malay States of Perak, Selangor, Negri Sembilan, and Pahang and any Malay State under British protection which may subsequently form part of the Malayan Postal Union.

AGREEMENT.

Article 1.

LIMITS OF WEIGHT AND SIZE.

1. A parcel for Indo-China posted in Malaya shall not exceed 22 pounds in weight, 3 feet 6 inches in length or 6 feet in length and girth combined ; and a parcel for Malaya posted in Indo-China shall not exceed 10 kilogrammes in weight, 1.05 metres in length and 1.80 metres in length and girth combined.

2. As regards the exact calculation of the weight and dimensions of a parcel, the view of the despatching Office shall be accepted, except in a case of obvious error.

Article 2.

TRANSIT OF PARCELS.

The two Post Offices guarantee the right of transit for parcels over their territory to or from any country with which they respectively have parcel post communication. Transit parcels shall be subject to the provisions of this Agreement and to the Detailed Regulations so far as these are applicable.

Article 3.

PREPAYMENT OF POSTAGE. RATES.

1. The prepayment of the postage on parcels shall be compulsory, except in the case of redirected or returned parcels.

¹ Came into force November 1st, 1934.

2. La taxe se compose des droits revenant à chaque office prenant part au transport par terre ou par mer.

Article 4.

PART TERRITORIALE.

Les colis expédiés d'un des deux pays pour être délivrés dans l'autre seront soumis aux tarifs suivants : les parts territoriales de la Malaisie seront respectivement de Fr. 0,80, 1,40, 2,00 et 3,00 pour les colis ne pesant pas plus de 1, 3, 5 et 10 kilogrammes ; et les parts territoriales de l'Indochine seront respectivement de Fr. 0,85, 1,25 et 2,25 pour les colis dont le poids ne dépasse pas 1, 5 et 10 kilogrammes. A titre exceptionnel, en ce qui concerne les colis adressés aux bureaux éloignés (dont une liste sera fournie par l'Administration indochinoise), les parts territoriales de l'Indochine seront respectivement de Fr. 1,35, 1,75 et 2,75 pour les colis ne pesant pas plus de 1, 5 et 10 kilogrammes ; et pour les bureaux du territoire de Kouang-Tchéou-Wan, les quotes-parts revenant à l'Indochine seront respectivement de Fr. 1,05, 1,60 et 2,85 pour les colis dont le poids ne dépasse pas 1, 5 et 10 kilogrammes.

L'Administration des postes de l'Indochine se réserve le droit de modifier ces taxes en conformité des modifications de tarifs décidées par le Congrès international du Caire de 1934.

L'Office postal de Malaisie se réserve le droit de modifier ces parts territoriales suivant les modifications de tarifs qui pourront intervenir concernant ses échanges de colis postaux avec tout autre pays.

Article 5.

TARIF MARITIME.

Chacune des deux administrations aura la faculté de fixer le tarif pour tout service maritime dont elle dispose.

Article 6.

PAIEMENT DES DROITS DE DOUANE.

L'Administration des postes de l'Indochine pourra percevoir, pour délivrance à la douane et décharge par la douane, ou pour délivrance à la douane seulement, une taxe ne dépassant pas 50 centimes par colis ou telle autre taxe que fixeront les conventions postérieures à l'Arrangement du Caire de 1934.

L'Administration des postes de la Malaisie pourra, d'une façon générale, percevoir telle taxe qu'elle fixera de temps en temps pour les services similaires dans ses relations postales (service de colis postaux) avec les autres pays.

Article 7.

DOUANE ET AUTRES TAXES NON POSTALES.

Les droits de douane et autres taxes non postales seront payés par le destinataire des colis, sauf les cas où il en serait stipulé autrement dans le présent arrangement.

Article 8.

PROHIBITIONS.

1. Il est interdit d'introduire dans un colis postal :

- a)* Des articles qui, de par leur nature ou leur emballage, peuvent constituer une source de danger pour les employés du bureau de poste, ou salir ou abîmer les autres colis ;
- b)* Des explosifs, des matières inflammables ou des substances dangereuses (y compris les capsules, les cartouches et les allumettes) ;

2. The postage shall be made up of the sums accruing to each Office taking part in the conveyance by land or sea.

Article 4.

TERRITORIAL RATE.

For parcels despatched from one of the two countries for delivery in the other, the territorial rates of Malaya shall be francs 0.80, 1.40, 2.00 and 3.00 for parcels not exceeding 1, 3, 5 and 10 kilogrammes respectively; and the territorial rates of Indo-China shall be francs 0.85, 1.25 and 2.25 for parcels not exceeding 1, 5 and 10 kilogrammes respectively. Exceptionally, for parcels addressed to distant offices (a list of which shall be furnished by the Post Office of Indo-China) the territorial rates of Indo-China shall be francs 1.35, 1.75 and 2.75 for parcels not exceeding 1, 5 and 10 kilogrammes respectively, and for offices in the Territory of Kouang-Tcheou-Wan the territorial rates of Indo-China shall be francs 1.05, 1.60 and 2.85 for parcels not exceeding 1, 5 and 10 kilogrammes respectively.

The Post Office of Indo-China reserves the right to vary its charges in accordance with any modifications which may be introduced in the matter of charges by international conventions subsequent to the Cairo Agreement of 1934.

The Post Office of Malaya reserves the right to vary its territorial rates in accordance with any alterations of these charges which may be decided upon in connection with its parcel post relations with other countries generally.

Article 5.

SEA RATE.

Each of the two Post Offices shall be entitled to fix the rate for any sea service which it provides.

Article 6.

FEE FOR CLEARANCE THROUGH THE CUSTOMS.

The Post Office of Indo-China may collect, in respect of delivery to the Customs and clearance through the Customs or in respect of delivery to the Customs only, a fee not exceeding 50 centimes per parcel or such other charge as international conventions subsequent to the Cairo Agreement of 1934 shall fix. The Post Office of Malaya may collect such fee as it may from time to time fix for similar services in its parcel post relations with other countries generally.

Article 7.

CUSTOMS AND OTHER NON-POSTAL CHARGES.

Customs charges or other non-postal charges shall be paid by the addressees of parcels, except as provided otherwise in this Agreement.

Article 8.

PROHIBITIONS.

1. It is forbidden to enclose in a postal parcel :
 - (a) Articles which from their nature or packing may be a source of danger to the officers of the Post Office or soil or damage other parcels ;
 - (b) Explosive, inflammable, or dangerous substances (including loaded metal caps, live cartridges and matches) ;

- c) Des articles de nature obscène ou immorale ;
- d) Des articles dont l'admission n'est pas permise par la loi ou par la douane ou par d'autres réglementations ;
- e) Des lettres, notes ou documents ayant le caractère d'une correspondance d'actualité et personnelle, ou des paquets de toutes sortes portant une adresse autre que celle du destinataire du colis ou des personnes demeurant ensemble avec lui.
(Il est, cependant, permis d'insérer dans un colis une facture (non fermée) ayant toutes les particularités constitutives d'une facture) ;
- f) Des animaux vivants (excepté les abeilles qui devront être enfermées dans des boîtes en vue d'éviter tout danger pour les employés des postes et de permettre de s'assurer du contenu).

2. Il est, en outre, interdit d'expédier de la monnaie, du platine, de l'or ou de l'argent, tant ouvrés que non ouvrés, des pierres précieuses, des bijoux ou autres articles précieux dans des colis non assurés à destination des pays qui autorisent l'assurance.

3. Un colis qui a été admis par erreur par la poste sera retourné au pays d'origine, à moins que l'administration postale du pays de destination ne soit autorisée par sa législation à en disposer autrement.

Néanmoins, le fait qu'un colis contient une lettre ou une communication constituant une correspondance d'actualité ou personnelle, n'entraînera, en aucun cas, son renvoi dans le pays d'origine.

4. Les explosifs, les matières inflammables ou les substances dangereuses et les articles de nature obscène ou immorale ne seront pas retournés dans le pays d'origine ; l'administration qui les aura découverts dans les courriers en disposera conformément à ses règlements intérieurs.

5. Si un colis admis par erreur par la poste n'est ni retourné au pays d'origine ni délivré au destinataire, l'administration du pays d'origine sera informée, d'une manière précise, du sort réservé audit colis de façon qu'elle puisse prendre des mesures nécessaires à son sujet.

Article 9.

AVIS DE RÉCEPTION.

L'expéditeur pourra recevoir un avis de réception pour un colis valeur déclarée sous les conditions prescrites pour les colis postaux par la Convention de l'Union postale. Un avis de réception ne peut pas être délivré pour un colis non assuré.

Article 10.

RÉEXPÉDITION.

1. Un colis pourra être réexpédié à la suite du changement d'adresse du destinataire dans le pays de destination. L'Administration des postes du pays de destination pourra percevoir, pour la réexpédition, la taxe prévue par ses règlements intérieurs. De même, un colis pourra être réexpédié d'un des deux pays adhérant au présent arrangement, à l'autre, pourvu que le colis remplisse les conditions requises pour son nouveau voyage et que, ainsi qu'il est de règle, une surtaxe soit payée d'avance au moment de la réexpédition ou qu'un document probant soit produit qui affirme que le destinataire la paiera.

2. Les taxes complémentaires dues pour la réexpédition et non payées par le destinataire ou son représentant ne seront pas annulées en cas de nouvelle réexpédition ou de renvoi au pays d'origine. Elles seront perçues sur le destinataire ou l'expéditeur, suivant le cas, sans préjudice du paiement de telles autres taxes spéciales que l'administration du pays de destination n'aura pas consenti à annuler.

- (c) Articles of an obscene or immoral nature ;
- (d) Articles the admission of which is not permitted by law or by the Customs or other regulations ;
- (e) Letters, notes or documents having the character of an actual and personal correspondence, or packets of any kind bearing an address other than that of the addressee of the parcel or of persons dwelling with him.
(It is, however, permissible to enclose in a parcel an open invoice confined to the particulars which constitute an invoice) ;
- (f) Live animals (except bees, which must be enclosed in boxes so as to avoid all danger to postal officers and to allow the contents to be ascertained).

2. It is, moreover, forbidden to send coin, platinum, gold or silver, whether manufactured or unmanufactured, precious stones, jewels or other precious articles in uninsured parcels addressed to countries which admit insurance.

3. A parcel which has been wrongly admitted to the post shall be returned to the country of origin, unless the Post Office of the country of destination is authorised by its legislation to dispose of it otherwise.

Nevertheless, the fact that a parcel contains a letter or communication which constitutes an actual or personal correspondence shall not, in any case, entail its return to the country of origin.

4. Explosive, inflammable or dangerous substances and articles of an obscene or immoral nature shall not be returned to the country of origin ; they shall be disposed of by the Post Office which has found them in the mails in accordance with its own internal regulations.

5. If a parcel wrongly admitted to the post is neither returned to origin nor delivered to the addressee, the Post Office of the country of origin shall be informed in a precise manner of the treatment accorded to the parcel in order that it may take such steps as are necessary.

Article 9.

ADVICE OF DELIVERY.

The sender may obtain an advice of delivery for an insured parcel under the conditions prescribed for postal packets by the Convention of the Postal Union. An advice of delivery cannot be obtained for an uninsured parcel.

Article 10.

REDIRECTION.

1. A parcel may be redirected in consequence of the addressee's change of address in the country of destination. The Post Office of the country of destination may collect the redirection charge prescribed by its internal regulations. Similarly, a parcel may be redirected from one of the two countries which are Parties to this Agreement to another country, provided that the parcel complies with the conditions required for its further conveyance and provided as a rule that the extra postage is prepaid at the time of redirection or documentary evidence is produced that the addressee will pay it.

2. Additional charges, levied in respect of redirection and not paid by the addressee or his representative, shall not be cancelled in case of further redirection or of return to origin, but shall be collected from the addressee or from the sender, as the case may be, without prejudice to the payment of any special charges incurred which the Post Office of the country of destination does not agree to cancel.

Article 11.

COLIS MAL DIRIGÉS.

Les colis reçus par erreur ou mal dirigés seront transmis en vertu des dispositions de l'article 16, sections 1 et 2 des règlements de détail.

Article 12.

REBUTS.

1. Sauf demande contraire de l'expéditeur, un colis qui ne peut pas être délivré sera retourné à ce dernier sans notification préalable et à ses frais après le délai prescrit par les règlements de l'administration postale du pays de destination. Cependant, un colis qui est définitivement refusé par le destinataire, sera retourné immédiatement.

2. L'expéditeur pourra demander, au moment de l'expédition, que son colis, au cas où il ne pourrait pas être livré à son adresse, soit, ou bien considéré comme abandonné ou bien présenté à une deuxième adresse dans le pays de destination. Aucune autre demande n'est admise. Si l'expéditeur use de cette faculté, sa demande figurera dans le bulletin d'expédition et sera conforme ou analogue à une des formules suivantes :

« Si la livraison à l'adresse n'est pas possible, abandonner. »

« Si la livraison à l'adresse n'est pas possible, livrer à »

La même demande sera également inscrite sur l'emballage du colis.

3. Les taxes dues pour les colis non livrés et retournés seront perçues suivant les dispositions de l'article 27.

Article 13.

ANNULATION DES DROITS DE DOUANE.

Les deux Parties souscrivant au présent arrangement doivent agir auprès de leurs administrations douanières respectives en vue d'annuler les droits de douane sur les colis qui sont retournés dans le pays d'origine, abandonnés par les expéditeurs, détruits ou réexpédiés sur un troisième pays.

Article 14.

VENTE. DESTRUCTION.

Les articles menacés de détérioration ou de corruption — et ceux-ci seulement — pourront être vendus immédiatement sans avis préalable ou formalité judiciaire même lorsqu'ils seront en transit à l'aller ou au retour. Si pour une raison quelconque une vente est impossible, les articles abîmés ou pourris pourront être détruits.

Article 15.

COLIS ABANDONNÉS.

Les colis qui ne peuvent être livrés à leurs destinataires et abandonnés par les expéditeurs ne seront pas renvoyés par l'administration des postes du pays de destination, qui en disposera conformément à sa législation. Aucune réclamation ne pourra être faite par l'administration du pays de destination contre celle du pays d'origine au sujet de tels colis.

Article 11.

MISSENT PARCELS.

Parcels received out of course, or wrongly allowed to be despatched, shall be transmitted in accordance with the provisions of Article 10, Sections 1 and 2, of the Detailed Regulations.

Article 12.

NON-DELIVERY.

1. In the absence of a request by the sender to the contrary, a parcel which cannot be delivered shall be returned to the sender without previous notification and at his expense after retention for the period prescribed by the regulations of the Post Office of the country of destination. Nevertheless, a parcel which is definitely refused by the addressee shall be returned immediately.

2. The sender may request at the time of posting that, if the parcel cannot be delivered as addressed, it may be either (a) treated as abandoned, or (b) tendered for delivery at a second address in the country of destination. No other alternative is admissible. If the sender avails himself of this facility, his request must appear on the Despatch Note and must be in conformity with, or analogous to, one of the following forms :

“ If not deliverable as addressed, abandon ”.

“ If not deliverable as addressed, deliver to

The same request must also be written on the cover of the parcel.

3. The charges due on returned undelivered parcels shall be recovered in accordance with the provisions of Article 27.

Article 13.

CANCELLATION OF CUSTOMS CHARGES.

Both Parties to this Agreement undertake to urge their respective Customs Departments to cancel Customs charges on parcels which are returned to the country of origin, abandoned by the senders, destroyed, or redirected to a third country.

Article 14.

SALE. DESTRUCTION.

Articles in danger of deterioration or corruption, and these only, may be sold immediately, even when in transit on the outward or return journey, without previous notice or judicial formality. If for any reason a sale is impossible, the spoilt or putrid articles shall be destroyed.

Article 15.

ABANDONED PARCELS.

Parcels which cannot be delivered to the addressees and which the senders have abandoned shall not be returned by the Post Office of the country of destination, but shall be treated in accordance with its legislation. No claim shall be made by the Post Office of the country of destination against the Post Office of the country of origin in respect of such parcels.

Article 16.

RÉCLAMATIONS.

1. Un droit ne dépassant pas un franc pourra être perçu pour chaque réclamation concernant un colis.

Aucun droit ne sera perçu si l'expéditeur a déjà payé une taxe spéciale pour un avis de livraison (accusé de réception).

2. Les réclamations ne pourront être déposées que dans le délai d'un an à partir du jour qui suit la date de mise à la poste.

3. Quand une réclamation est le résultat d'une irrégularité dans le service postal, les droits de réclamation seront remboursés.

Article 17.

COLIS VALEUR DÉCLARÉE. TAXES ET CONDITIONS.

1. Les colis pourront être assurés jusqu'à concurrence de 2.000 francs.

2. Les droits d'assurance, que l'office d'origine fixera, seront perçus sur la valeur déclarée par tranche de 300 francs ou fraction de 300 francs.

L'office postal du pays d'origine pourra, en outre, percevoir sur l'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée une surtaxe d'expédition ne pouvant excéder 50 centimes.

3. L'expéditeur d'un colis valeur déclarée recevra sans frais au moment de la mise à la poste, un reçu pour son colis.

Article 18.

DÉCLARATION FRAUDULEUSE.

La valeur déclarée ne pourra dépasser la valeur réelle du contenu du colis et de son emballage, mais il est permis de déclarer seulement une partie de cette valeur.

La déclaration frauduleuse d'un colis pour une somme supérieure à sa valeur réelle tombera sous le coup des dispositions prévues par les lois du pays d'origine.

Un colis dont le contenu n'a aucune valeur pécuniaire pourra, cependant, être assuré pour une somme nominale afin d'obtenir la sauvegarde du système d'assurance.

Article 19.

RESPONSABILITÉ POUR PERTE, SOUSTRACTION OU DOMMAGE.

1. Sauf dans les cas prévus à l'article suivant, les deux administrations postales seront responsables de la perte des colis ou de la perte, de la spoliation ou des avaries du contenu des colis ou d'une partie de ce contenu.

L'expéditeur a droit, de ce chef, à une indemnité équivalente au montant réel de la perte, de la spoliation ou des avaries. En ce qui concerne les colis ordinaires, le montant de l'indemnité n'excédera pas 10 francs pour un colis ne pesant pas plus d'un kilogramme (2 livres), 25 francs pour un colis dont le poids est supérieur à un kilogramme mais ne dépasse pas 5 kilogrammes (11 livres) et 40 francs pour un colis pesant plus de 5 kilogrammes mais moins de 10 kilogrammes (22 livres). Pour un colis avec valeur déclarée le montant de l'indemnité ne dépassera pas la valeur pour laquelle il a été déclaré.

Au cas où la perte, la spoliation ou l'avarie survient dans le service du pays de destination, l'administration dudit pays indemniserà le destinataire par ses propres moyens et ce sans consulter l'administration du pays d'origine, pourvu que le destinataire fasse la preuve que l'expéditeur a abandonné, en sa faveur, ses droits à indemnité.

Article 16.

ENQUIRIES.

1. A fee not exceeding 1 franc may be charged for every enquiry concerning a parcel.

No fee shall be charged if the sender has already paid the special fee for an Advice of Delivery.

2. Enquiries shall be admitted only within the period of one year from the day following the date of posting.

3. When an enquiry is the outcome of an irregularity in the postal service, the enquiry fee shall be refunded.

Article 17.

INSURED PARCELS. RATES AND CONDITIONS.

1. Parcels may be insured up to a limit of 2,000 francs.

2. An insurance fee, to be fixed by the Office of origin, shall be charged for each 300 francs or part thereof of the insured value. The Post Office of the country of origin shall be entitled also to collect from the sender of an insured parcel a despatch fee not exceeding 50 centimes.

3. The sender of an insured parcel shall receive without charge, at the time of posting, a receipt for his parcel.

Article 18.

FRAUDULENT INSURANCE.

The insured value may not exceed the actual value of the contents of the parcel and the packing, but it is permitted to insure only part of this value.

The fraudulent insurance of a parcel for a sum exceeding the actual value shall be subject to any legal proceedings which may be admitted by the laws of the country of origin.

A parcel of which the contents have no pecuniary value may, however, be insured for a nominal sum in order to obtain the safeguards of the insurance system.

Article 19.

RESPONSIBILITY FOR LOSS, ABSTRACTION OR DAMAGE.

1. Except in the cases mentioned in the following Article, the two Post Offices shall be responsible for the loss of parcels and for the loss, abstraction or damage of their contents or of a part thereof.

The sender is entitled under this head to compensation corresponding to the actual amount of the loss, abstraction or damage. For uninsured parcels the amount of compensation shall not exceed 10 francs for a parcel not exceeding one kilogramme (2 lb.), 25 francs for a parcel exceeding one kilogramme but not exceeding five kilogrammes (11 lb.) and 40 francs for a parcel exceeding five kilogrammes but not exceeding ten kilogrammes (22 lb.) in weight. For an insured parcel the amount of compensation shall not exceed the amount for which it was insured.

In cases where the loss, abstraction or damage occurs in the service of the country of destination, the Post Office of the country of destination may pay compensation to the addressee at its own expense and without consulting the Post Office of the country of origin, provided that the addressee can prove that the sender has waived his rights in the addressee's favour.

2. Pour le calcul du montant de l'indemnité, la perte indirecte ou le manque à gagner n'entreront pas en ligne de compte.
3. L'indemnité sera calculée d'après le prix sur place des marchandises de même nature et au jour où les marchandises en cause auront été acceptées en vue d'être expédiées.
4. Dans le cas où une indemnité sera allouée pour perte, destruction ou spoliation complète d'un colis, l'expéditeur aura droit aussi au remboursement des frais de transport.
5. Dans tous les cas, les droits d'assurance seront acquis à l'administration intéressée.

Article 20.

EXCEPTIONS AU PRINCIPE DE RESPONSABILITÉ.

Les deux administrations seront exemptes de toute responsabilité :

- a)* En cas de force majeure ;
- b)* Quand elles ne sont pas en mesure de renseigner sur le sort des colis à la suite de la destruction des documents officiels occasionnée par des cas de force majeure ;
- c)* Quand le dommage provient de la faute ou de la négligence de l'expéditeur, ou de la nature même de l'objet ;
- d)* Pour les colis dont le contenu tombe sous le coup d'une des prohibitions mentionnées à l'article 8 ;
- e)* Pour les colis qui ont été frauduleusement déclarés pour une somme dépassant la valeur réelle du contenu et de l'emballage ;
- f)* Pour les colis pour lesquels une réclamation n'a pas été faite dans le délai imparti par l'article 16 ;
- g)* En ce qui concerne les colis contenant des pierres précieuses, de la bijouterie ou tout autre article en or, en platine ou en argent d'une valeur supérieure à 2.500 francs et non enfermés dans une boîte dont la dimension est imposée par l'article 6, section 3, des règlements de détail.

Article 21.

FIN DE LA RESPONSABILITÉ.

Les deux administrations cesseront d'être responsables des colis qui ont été livrés conformément à leurs règlements intérieurs et pour lesquels les propriétaires ou leurs agents ont accepté sans réserve la livraison.

Article 22.

PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ.

Le paiement de l'indemnité sera assuré par l'administration des postes du pays d'origine sauf dans les cas prévus à l'article 19, section 1, où le paiement sera effectué par l'administration du pays de destination. L'administration du pays d'origine pourra cependant autoriser l'administration du pays de destination à s'entendre avec l'expéditeur, après avoir obtenu le consentement de ce dernier. L'administration qui a payé l'indemnité conserve les droits de réclamation contre l'administration responsable.

Article 23.

DÉLAI DE PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ.

1. L'indemnité sera payée le plus vite possible et, au plus tard, dans le délai d'une année à compter du jour qui suit la date de la réclamation.
2. L'administration des postes du pays d'origine est autorisée à régler l'expéditeur au nom de l'autre administration si celle-ci, après avoir été dûment informée de la demande d'indemnité, a laissé passer 9 mois sans prendre de décision.

2. In calculating the amount of compensation, indirect loss or loss of profits shall not be taken into consideration.
3. Compensation shall be calculated on the current price of goods of the same nature at the place and time at which the goods were accepted for transmission.
4. Where compensation is due for the loss, destruction or complete damage of a parcel or for the abstraction of the whole of the contents, the sender is entitled to the return of the postage also.
5. In all cases the insurance fees shall be retained by the Post Offices concerned.

Article 20.

EXCEPTIONS TO THE PRINCIPLE OF RESPONSIBILITY.

The two Post Offices shall be relieved of all responsibility :

- (a) In cases beyond control (*force majeure*) ;
- (b) When they are unable to account for parcels in consequence of the destruction of official documents through a cause beyond control (*force majeure*) ;
- (c) When the damage has been caused by the fault or negligence of the sender, or when it arises from the nature of the article ;
- (d) For parcels of which the contents fall under the ban of one of the prohibitions mentioned in Article 8 ;
- (e) For parcels which have been fraudulently insured for a sum exceeding the actual value of the contents and packing ;
- (f) In respect of parcels regarding which enquiry has not been made within the period prescribed by Article 16 ;
- (g) In respect of any parcels containing precious stones, jewellery or any article of gold, platinum or silver exceeding 2,500 francs in value not packed in a box of the size prescribed by Article 6, Section 3, of the Detailed Regulations.

Article 21.

TERMINATION OF RESPONSIBILITY.

The two Post Offices shall cease to be responsible for parcels which have been delivered in accordance with their internal regulations and of which the owners or their agents have accepted delivery without reservation.

Article 22.

PAYMENT OF COMPENSATION.

The payment of compensation shall be undertaken by the Post Office of the country of origin except in the cases indicated in Article 19, Section 1, where payment is made by the Post Office of the country of destination. The Post Office of the country of origin may, however, after obtaining the sender's consent, authorise the Post Office of the country of destination to settle with the addressee. The paying Post Office retains the right to make a claim against the Post Office responsible.

Article 23.

PERIOD FOR PAYMENT OF COMPENSATION.

1. Compensation shall be paid as soon as possible and, at the latest, within one year from the day following the date of the enquiry.
2. The Post Office of the country of origin is authorised to settle with the sender on behalf of the other Post Office if the latter, after being duly informed of the application, has let nine months pass without giving a decision in the matter.

3. L'administration du pays d'origine pourra, à titre exceptionnel, retarder le règlement de l'indemnité pendant une période d'une année toutes les fois que la question de responsabilité ne pourra pas être tranchée par suite des circonstances indépendantes de la volonté des administrations intéressées.

Article 24.

DÉTERMINATION DE LA RESPONSABILITÉ.

1. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'office qui, ayant reçu le colis de l'autre office sans formuler de réserves et étant mis en possession de tous les moyens réglementaires d'investigation, ne peut établir, ni la délivrance au destinataire, ni s'il y a lieu, la transmission régulière à un autre office.

2. Dans le cas d'un colis expédié d'un des deux pays pour être délivré dans l'autre, si la perte, la spoliation ou l'avarie a lieu en cours de transport sans qu'il soit possible d'établir dans le service de quel pays le fait s'est produit, les deux administrations supportent le dommage par parts égales.

3. Le même principe est, autant que possible, appliqué quand d'autres administrations sont en cause dans l'acheminement d'un colis. Toutefois, pour les colis expédiés en transit par l'un des deux offices à travers l'autre, en aucun cas ceux-ci ne sont tenus pour responsables quand la perte, la spoliation ou le dommage se produisent dans un service n'admettant pas de responsabilité.

4. Les droits de douane et autres dont l'annulation n'a pu être obtenue tombent à la charge de l'administration responsable de la perte, de la spoliation ou de l'avarie.

5. Par le fait du paiement de l'indemnité et jusqu'à concurrence de son montant, l'administration responsable est subrogée dans les droits de la personne qui a reçu l'indemnité, pour tout recours éventuel, soit contre le destinataire, soit contre l'expéditeur ou contre les tiers.

Toutefois, si ultérieurement un colis considéré comme perdu est retrouvé entièrement ou partiellement, la personne à qui l'indemnité a été payée doit être avisée qu'il lui est loisible de prendre possession de l'envoi contre restitution du montant de l'indemnité payée.

Article 25.

REMBOURSEMENT DE L'INDEMNITÉ A L'ADMINISTRATION DES POSTES DU PAYS D'ORIGINE.

L'administration responsable ou pour le compte de laquelle le paiement a été effectué en vertu de l'article 22, est tenue de rembourser le montant de l'indemnité dans un délai de trois mois après la notification du paiement. Ce montant sera recouvré sur l'administration responsable sur les comptes prévus à l'article 22, paragraphe 2, des règlements de détail.

L'administration dont la responsabilité a été clairement prouvée et qui avait auparavant refusé de payer l'indemnité supportera toutes les dépenses accessoires résultant du délai injustifié de paiement.

Article 26.

BONIFICATIONS DE TRANSPORT.

Pour chaque colis expédié d'un des deux pays en vue d'être délivré dans l'autre, le bureau d'expédition allouera au bureau de destination les bonifications qui lui reviennent en vertu des dispositions des articles 4 et 5.

Pour chaque colis expédié d'un des deux pays en vue de transiter par l'autre, le bureau d'expédition allouera à l'autre bureau les bonifications dues pour l'acheminement et l'assurance du colis.

3. The Post Office of the country of origin may, exceptionally, postpone the settlement of compensation beyond the period of one year when the question of responsibility cannot be settled owing to circumstances over which the Post Offices concerned have no control.

Article 24.

INCIDENCE OF COST OF COMPENSATION.

1. Until the contrary is proved, responsibility shall rest with the Post Office which, having received the parcel from the other Post Office without making any reservation and having been furnished with all the particulars for investigation prescribed by the regulations, cannot establish either proper delivery to the addressee or his agent or regular transfer to the following Post Office, as the case may be.

2. If in the case of a parcel despatched from one of the two countries for delivery in the other the loss, abstraction or damage has occurred in course of conveyance without its being possible to prove in the service of which country the irregularity took place, the two Post Offices shall bear in equal shares the amount of compensation.

3. The same principle shall, as far as possible, be applied when other Post Offices are concerned in the conveyance of a parcel. Nevertheless, in the case of parcels sent in transit from one of the two countries through the other, neither of the two Post Offices shall be held responsible when the loss, abstraction or damage has taken place in a service in which responsibility is not accepted.

4. Customs and other charges which it has not been possible to cancel shall be borne by the Post Office responsible for the loss, damage or abstraction.

5. By paying compensation the Post Office concerned takes over, to the extent of the amount paid, the rights of the person who has received compensation in any action which may be taken against the addressee, the sender or a third party.

If a parcel which has been regarded as lost is subsequently found, in whole or in part, the person to whom compensation has been paid shall be informed that he is at liberty to take possession of the parcel against repayment of the amount paid as compensation.

Article 25.

REPAYMENT OF THE COMPENSATION TO THE POST OFFICE OF THE COUNTRY OF ORIGIN.

The Post Office responsible or on whose account the payment is made in accordance with Article 22 is bound to repay the amount of the compensation within a period of three months after notification of payment. The amount shall be recovered from the Post Office responsible through the Accounts provided for in Article 22, Section 2, of the Detailed Regulations.

The Post Office of which the responsibility is duly proved and which has originally declined to pay compensation is bound to bear all the additional charges resulting from the unwarranted delay in payment.

Article 26.

CREDITS FOR CONVEYANCE.

For each parcel despatched from one of the two countries for delivery in the other, the despatching Office shall allow to the Office of destination the rates which accrue to it by virtue of the provisions of Articles 4 and 5.

For each parcel despatched from one of the two countries in transit through the other, the despatching Office shall allow to the other Office the rates due for the conveyance and insurance of the parcel.

Article 27.

RÉCLAMATIONS EN CAS DE RÉEXPÉDITION OU DE RETOUR.

En cas de réexpédition ou de retour d'un colis d'un pays à l'autre, l'administration qui procède à la retransmission réclamera à l'autre administration les taxes dues à elle-même ou à toute autre administration prenant part à la réexpédition ou au renvoi. La réclamation sera faite au vu du bulletin indiquant le courrier par lequel ce colis est expédié.

Article 28.

TAXE POUR LA RÉEXPÉDITION DANS LE PAYS DE DESTINATION.

En cas d'une nouvelle réexpédition ou de retour au pays d'origine, la taxe de réexpédition prévue à l'article 10, section 2, reviendra au pays qui a réexpédié le colis, dans les limites de son propre territoire.

Article 29.

TAXES DIVERSES.

1. Les taxes suivantes seront retenues en entier par le bureau qui les avait perçues :
 - a) Taxe pour l'avis de réception mentionné à l'article 9 ;
 - b) Taxe pour la réclamation mentionnée à l'article 16, section 1.
2. Le droit pour acquit de douane mentionné à l'article 6 sera retenu par l'administration du pays de destination.

Article 30.

DROIT D'ASSURANCE.

En ce qui concerne les colis avec valeur déclarée, l'administration des postes du pays d'origine allouera au bureau de poste du pays de destination, pour rétribuer son service territorial, une quote-part de 5 centimes par tranche de 300 francs ou fraction de 300 francs sur la valeur déclarée, exception faite des bureaux du territoire de Kouang-Tchéou-Wan pour lesquels un droit additionnel de 10 centimes par 300 francs sur la valeur déclarée est exigible. Si l'administration du pays de destination dispose d'un service maritime, l'administration du pays d'origine lui allouera un droit additionnel de 10 centimes par tranche de 300 francs ou fraction de 300 francs sur la valeur déclarée.

Article 31.

DISPOSITIONS DIVERSES.

1. Les francs et centimes mentionnés au présent arrangement sont les francs-or et les centimes sont ceux définis dans la Convention de l'Union postale.
2. Les colis postaux ne seront pas assujettis à d'autres taxes que celles considérées dans le présent arrangement sauf en cas de consentement mutuel des deux administrations postales.
3. Dans des circonstances exceptionnelles, l'une quelconque des administrations pourra suspendre temporairement le service des colis postaux, soit entièrement soit partiellement, à charge par elle d'en donner immédiatement avis, par télégraphe si c'est nécessaire, à l'autre administration.
4. Les deux administrations ont établi les règlements de détail suivants pour assurer l'exécution du présent arrangement. D'autres détails d'application non contraires aux dispositions générales du présent arrangement et non prévus aux règlements de détail, pourront être réglés de temps en temps par consentement mutuel.

Article 27.

CLAIMS IN CASE OF REDIRECTION OR RETURN.

In case of the redirection or of the return of a parcel from one country to the other, the retransmitting Post Office shall claim from the other Post Office the charges due to it and to any other Post Office taking part in the redirection or return. The claim shall be made on the Parcel Bill relating to the Mail in which the parcel is forwarded.

Article 28.

CHARGE FOR REDIRECTION IN THE COUNTRY OF DESTINATION.

In the case of further redirection or of the return to the country of origin, the redirection charge prescribed by Article 10, Section 2, shall accrue to the country which redirected the parcel within its own territory.

Article 29.

MISCELLANEOUS FEES.

1. The following fees shall be retained in full by the Office which has collected them :
 - (a) The fee for Advice of Delivery referred to in Article 9 ;
 - (b) The enquiry fee referred to in Article 16, Section 1.
2. The fee for Customs clearance referred to in Article 6 shall be retained by the Post Office of the country of destination.

Article 30.

INSURANCE FEE.

In respect of insured parcels, the Post Office of the country of origin shall allow to the Post Office of the country of destination for territorial service a rate of 5 centimes for each 500 francs of insured value or fraction thereof, except for offices in the Territory of Kouang-Tcheou-Wan, for which an additional credit of 10 centimes for each 300 francs of insured value is payable. If the Post Office of the country of destination provides the sea service, the Post Office of the country of origin shall allow an additional rate of 10 centimes for each 300 francs of insured value or fraction thereof.

Article 31.

MISCELLANEOUS PROVISIONS.

1. The francs and centimes mentioned in this Agreement are gold francs and centimes as defined in the Postal Union Convention.
2. Parcels shall not be subjected to any postal charge other than those contemplated in this Agreement except by mutual consent of the two Post Offices.
3. In extraordinary circumstances either Post Office may temporarily suspend the Parcel Post, either entirely or partially, on condition of giving immediate notice, if necessary by telegraph, to the other Post Office.
4. The two Post Offices have drawn up the following Detailed Regulations for ensuring the execution of the present Agreement. Further matters of detail, not inconsistent with the general provisions of this Agreement and not provided for in the Detailed Regulations, may be arranged from time to time by mutual consent.

5. Les législations intérieures de la Malaisie et de l'Indochine resteront applicables dans tous les cas qui ne sont pas stipulés au présent arrangement et aux règlements de détail pris pour son application.

Article 32.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE L'ARRANGEMENT.

Le présent arrangement entrera en vigueur le premier novembre 1934 et restera valable tant que ne sera pas expiré le délai d'un an à compter de la date à laquelle il aura été dénoncé par l'une ou l'autre des deux administrations.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés pour la circonstance, ont signé le présent arrangement et y ont apposé leur sceau.

Fait en double à Kuala-Lumpur le 28 septembre 1934 et à Hanoï le 8 octobre 1934.

*Le Directeur des Postes,
des Télégraphes et des Téléphones
de l'Indochine :*

(Sgd.) DEFURNE.

HANOÏ, le 8 octobre 1934.

*Le Directeur général
des Postes et des Télégraphes
de la Malaisie :*

(Sgd.) T. P. COE.

28 septembre 1934.

Approuvé.

Hanoï, le 22 octobre 1934.

*Le Gouverneur général de l'Indochine,
Par délégation,*

*Secrétaire général du Gouvernement
général de l'Indochine :*

(Sgd.) Yves de Châtel.

RÈGLEMENT DE DÉTAIL

POUR L'APPLICATION DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT LE SERVICE DE COLIS POSTAUX ENTRE LA MALAISIE ET L'INDOCHINE EN DATE DES 28 SEPTEMBRE ET 8 OCTOBRE 1934.

Article premier.

ACHEMINEMENT.

1. Chaque administration postale dirigera, par les voies et moyens qu'elle emploie pour ses propres colis postaux, les colis postaux qui lui sont livrés par l'autre administration en vue du transit à travers son territoire.

2. Les colis postaux envoyés en fausse direction seront retransmis à leur destination exacte par la route la plus directe à la disposition du bureau chargé de les retransmettre.

Article 2.

MÉTHODE DE TRANSMISSION. PROVISIONS DE SACS.

1. L'échange de colis postaux entre les deux pays sera effectué par les bureaux désignés par l'arrangement intervenu entre les deux administrations.

5. The internal legislation of Malaya and Indo-China shall remain applicable as regards everything not provided for by the stipulations contained in the present Agreement and in the Detailed Regulations for its execution.

Article 32.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE AGREEMENT.

This Agreement shall come into force on the 1st day of November, 1934, and shall remain in force until the expiration of one year from the date on which it may be denounced by either of the two Post Offices.

In witness whereof the undersigned, duly authorised for that purpose, have signed the present Agreement, and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate at Kuala Lumpur the 28th day of September, 1934, and at Hanoi the 8th day of October, 1934.

(Sgd.) DEFURNE,
Director
Posts, Telegraphs and Telephones,
Indo-China.
 HANOI, the 8th October, 1934.

(Sgd.) T. P. COE,
Ag. Director-General
of Posts and Telegraphs,
Malaya.
 28th September, 1934.

Approuvé.

Hanoï, le 22 octobre 1934.

Le Gouverneur général de l'Indochine,
Par délégation,
Secrétaire général du Gouvernement
général de l'Indochine :
 (Sgd.) Yves de Châtel.

DETAILED REGULATIONS

FOR CARRYING OUT THE PARCEL POST AGREEMENT BETWEEN MALAYA AND INDO-CHINA,
 DATED SEPTEMBER 28TH AND OCTOBER 8TH, 1934.

Article 1.

CIRCULATION.

1. Each Post Office shall forward by the routes and means which it uses for its own parcels, parcels delivered to it by the other Post Office for conveyance in transit through its territory.

2. Missent parcels shall be retransmitted to their proper destination by the most direct route at the disposal of the Office retransmitting them.

Article 2.

METHOD OF TRANSMISSION. PROVISIONS OF BAGS.

1. The exchange of parcels between the two countries shall be effected by the Offices appointed by agreement between the two Post Offices.

2. Les colis postaux seront échangés entre les deux pays dans des sacs dûment fermés et scellés.

Sauf convention contraire, la transmission des colis expédiés par l'un des deux pays contractants en vue de leur transit à travers l'autre, sera effectuée « à découvert ».

3. Une étiquette indiquant le bureau d'échange d'origine et le bureau d'échange de destination sera attachée au sac. Le nombre de colis contenus dans le sac sera inscrit au dos de l'étiquette.

4. Le sac contenant le bulletin d'expédition et les autres documents sera distinctement étiqueté.

5. Les colis valeur déclarée seront expédiés dans des sacs séparés, dont les étiquettes seront marquées d'un signe distinctif qui sera, de temps à autre, agréé par les deux administrations.

6. Le poids de tout sac de colis postaux ne dépassera pas 36 kilogrammes (80 livres).

7. Les colis sont expédiés dans des sacs fournis par l'administration du pays d'origine. Les sacs doivent être retournés vides par le pays destinataire, par le plus prochain courrier.

8. Le nombre de sacs ainsi retournés est consigné sur une feuille de route.

9. Chaque office peut être tenu de payer la valeur de tout sac non retourné à l'origine. La responsabilité pour perte de sacs vides est déterminée d'après les principes édictés à l'article 24 de l'arrangement pour la perte de colis.

Article 3.

RENSEIGNEMENTS A FOURNIR.

I. Chaque administration postale communiquera à l'autre au moyen d'un tableau :

- a) Le nom des localités à destination desquelles elle peut diriger les colis qui lui sont confiés ;
- b) Les routes utilisables pour la transmission des mêmes colis à partir du point d'entrée dans son territoire ou dans son service ;
- c) Le montant total à créditer, pour son compte, par l'autre administration pour chaque destination ;
- d) Le nombre de déclarations en douane qui doivent accompagner chaque colis ;
- e) Et tous autres renseignements nécessaires.

2. Chaque administration fera connaître à l'autre administration le nom des pays à destination desquels elle a l'intention de diriger ses colis postaux en les faisant transiter à travers le territoire de cette dernière administration à moins que, dans des cas particuliers, le nombre de colis en question ne soit insignifiant.

Article 4.

FIXATION DES ÉQUIVALENCES.

En fixant les taxes de colis postaux, l'une ou l'autre administration sera libre d'adopter telles équivalences approximatives qui conviendront à sa propre monnaie.

Article 5.

CONDITIONNEMENT DES COLIS.

a) Tout colis portera l'adresse exacte du destinataire en caractères romains. Les adresses écrites au crayon ne seront pas admises ; mais les colis dont l'adresse aura été écrite au moyen d'un crayon « polycopie » sur un endroit précédemment mouillé seront acceptés. L'adresse sera écrite sur le colis lui-même ou sur une étiquette solidement attachée au colis afin qu'elle ne se détache pas. L'expéditeur d'un colis sera invité à y insérer une copie de l'adresse en même temps que l'indication de sa propre adresse ;

2. Parcels shall be exchanged between the two countries in bags duly fastened and sealed. In the absence of any arrangement to the contrary, the transmission of parcels sent by one of the two contracting countries in transit through the other shall be effected "à découvert".
3. A label showing the Office of Exchange of origin and the Office of Exchange of destination shall be attached to the neck of each bag, the number of parcels contained in the bag being indicated on the back of the label.
4. The bag containing the Parcel Bill and other documents shall be distinctively labelled.
5. Insured parcels shall be forwarded in separate bags ; and the labels of these bags shall be marked with any distinctive symbol that may from time to time be agreed upon by the two Post Offices.
6. The weight of any bag of parcels shall not exceed 36 kilogrammes (80 pounds avoirdupois).
7. The parcels shall be despatched in bags provided by the despatching Post Office. The bags must be returned empty by the receiving Post Office by the next despatch.
8. The number of bags so returned shall be advised on the parcel bill.
9. Each Post Office shall be required to make good the value of any bags which it fails to return. Responsibility for the loss of empty bags shall be determined on the principles prescribed for the loss of parcels in Article 24 of the Agreement.

Article 3.

INFORMATION TO BE FURNISHED.

1. Each Post Office shall communicate to the other by means of a table :
 - (a) The names of the countries to which it can forward parcels handed over to it ;
 - (b) The routes available for the transmission of the said parcels from the point of entry into its territory or into its service ;
 - (c) The total amount to be credited to it by the other Post Office for each destination ;
 - (d) The number of Customs Declarations which must accompany each parcel ;
 - (e) Any other necessary information.
2. Each Post Office shall make known to the other the names of the countries to which it intends to send parcels in transit through the other, unless in any particular case the number of parcels concerned is insignificant.

Article 4.

FIXING OF EQUIVALENTS.

In fixing the charges for parcels, either Post Office shall be at liberty to adopt such approximate equivalents as may be convenient in its own currency.

Article 5.

MAKE-UP OF PARCELS.

Every parcel shall :

- (a) Bear the exact address of the addressee in Roman characters. Addresses in pencil shall not be allowed, provided that parcels bearing addresses written with copying-ink pencil on a surface previously damped shall be accepted. The address shall be written on the parcel itself or on a label so firmly attached to it that it cannot become detached. The sender of a parcel shall be advised to enclose in the parcel a copy of the address together with a note of his own address ;

b) Tout colis sera emballé d'une manière convenable pour la durée du voyage et pour la protection du contenu ; il doit être scellé par des cachets identiques à la cire, par des plombs ou par un autre moyen avec empreinte ou marque spéciale uniforme de l'expéditeur.

Les articles susceptibles de faire du mal aux employés de la poste ou d'abîmer les autres colis, seront emballés de manière à éviter tout risque.

Article 6.

EMBALLAGE SPÉCIAL.

1. Les liquides et les substances qui se liquéfient facilement seront mis dans deux récipients. Entre le premier récipient (bouteille, flacon, pot, boîte, etc.) et le second (boîte en métal ou en bois solide) sera ménagé un espace qui sera rempli de sciure de bois, de son ou d'autre matière absorbante en cas de casse.

2. Les couleurs en poudre sèche telle que l'« aniline », etc., ne seront admises que si elles sont enfermées dans des boîtes solides en métal placées dans des boîtes en bois avec de la sciure de bois entre les deux récipients.

3. Tout colis contenant des pierres précieuses, de la bijouterie ou d'autres articles en or, en argent ou en platine d'une valeur supérieure à 2.500 francs sera emballé dans une boîte qui ne devra pas mesurer plus de 3 pieds 6 pouces (1 m. 05) en longueur et circonférence combinées.

Article 7.

BULLETINS D'EXPÉDITION ET DÉCLARATIONS EN DOUANE.

1. Chaque colis sera accompagné d'un bulletin d'expédition et de déclarations en douane conformément aux règlements du pays de destination.

2. Cependant, un simple bulletin d'expédition et un simple jeu de déclarations en douane pourront suffire pour deux ou trois (mais pas plus) colis ordinaires postés au même moment par un expéditeur pour un même destinataire. Cette disposition ne s'appliquera pas aux colis postaux avec valeur déclarée.

3. Les deux administrations postales ne sont pas responsables de l'exactitude des déclarations en douane.

Article 8.

AVIS DE RÉCEPTION.

1. Les colis avec valeur déclarée pour lesquels les expéditeurs requièrent un avis de réception porteront la marque très apparente « Avis de réception » ou « A. R. ». Les bulletins d'expédition seront marqués de la même manière.

2. De tels colis seront accompagnés d'une formule semblable à celle annexée aux Règlements de détail de la Convention de l'Union postale. Cette formule d'avis de réception sera préparée par le bureau d'origine ou par tout autre bureau désigné par l'administration du pays d'origine ; elle sera annexée au bulletin d'expédition auquel elle se rapporte. Si elle ne parvient pas au bureau de destination, ce dernier préparera officiellement un nouvel avis de réception.

3. Le bureau de destination, après avoir rempli la formule, la retournera ouverte et sans timbre, à l'adresse de l'expéditeur du colis.

4. Quand l'expéditeur dépose une réclamation concernant un avis de réception qui ne lui a pas été retourné après un délai raisonnable, il sera fait application des règles instituées par l'article 9 suivant. Dans ce cas une deuxième taxe ne sera pas perçue, et le bureau d'origine mettra en haut de l'avis les mots « Duplicata de l'avis de réception ».

(b) Be packed in a manner adequate for the length of the journey and for the protection of the contents, and be sealed either by means of impressions of the same seal in wax or by lead or other seals, with some special uniform design or mark of the sender.

Articles liable to injure officers of the Post Office or to damage other parcels shall be so packed as to prevent any risk.

Article 6.

SPECIAL PACKING.

1. Liquids and substances which easily liquefy shall be packed in two receptacles. Between the first receptacle (bottle, flask, pot, box, etc.) and the second (box of metal or of stout wood) shall be left a space which shall be filled with sawdust, bran or some other absorbent material in sufficient quantity to absorb all the liquid contents in the case of breakage.

2. Dry colouring powders such as aniline, etc., shall be admitted only if enclosed in stout metal boxes placed inside wooden boxes with sawdust between the two receptacles.

3. Every parcel containing precious stones, jewellery or any article of gold, silver or platinum exceeding 2,500 francs in value shall be packed in a box measuring not less than 3 feet 6 inches (1.05 metres) in length and girth combined.

Article 7.

DESPATCH NOTES AND CUSTOMS DECLARATIONS.

1. Each parcel shall be accompanied by a Despatch Note and by Customs Declarations according to the regulations of the country of destination.

2. Nevertheless, a single Despatch Note and a single set of Customs Declarations may suffice for two or three (but not more) ordinary parcels posted at the same time by one sender to one addressee. This provision shall not apply to insured parcels.

3. The two Post Offices accept no responsibility in respect of the accuracy of Customs Declarations.

Article 8.

ADVICE OF DELIVERY.

1. Insured parcels of which the senders ask for an Advice of Delivery shall be very prominently marked "Advice of Delivery" or "A. R.". The Despatch Notes shall be marked in the same way.

2. Such parcels shall be accompanied by a form similar to that annexed to the Detailed Regulations of the Postal Union Convention. This Advice of Delivery form shall be prepared by the Office of origin or by the other Office appointed by the Post Office of the country of origin; it shall be attached to the Despatch Note of the parcel to which it relates. If it does not reach the Office of destination, that Office shall make out officially a new Advice of Delivery.

3. The Office of destination, after having duly filled up the form, shall return it unenclosed and free of postage to the address of the sender of the parcel.

4. When the sender makes enquiry concerning an Advice of Delivery which has not been returned to him after a reasonable interval, action shall be taken in accordance with the rules laid down in Article 9 following. In that case a second fee shall not be charged, and the Office of origin shall enter at the top of the form the words "Duplicata de l'avis de réception".

Article 9.

AVIS DE RÉCEPTION DEMANDÉ POSTÉRIEUREMENT AU DÉPÔT.

Lorsqu'un expéditeur demande un avis de réception après avoir mis un colis à la poste, le bureau d'origine ou tout autre bureau désigné par l'administration du pays d'origine remplira une formule d'avis de réception qu'il attachera à une formule de réclamation à laquelle des timbres-poste représentant la taxe à appliquer auront été collés.

La formule de réclamation accompagnée de la formule d'avis de réception sera utilisée conformément aux stipulations de l'article 19 suivant, à la seule exception du cas de livraison en bonne et due forme du colis, auquel cas le bureau de destination retirera la formule de réclamation et retournera la formule d'avis de réception suivant les prescriptions du paragraphe 3 de l'article précédent.

Article 10.

INDICATION DE LA VALEUR DÉCLARÉE.

Chaque colis avec valeur déclarée et le bulletin d'expédition correspondant porteront l'indication de la valeur déclarée en monnaie courante du pays d'origine. Cette indication sera faite sans rature ni surcharge même si ces omissions étaient certifiées. Le montant de la déclaration de valeur sera, en plus, converti en francs-or par le bureau de poste du pays d'origine. Le résultat de la conversion sera indiqué distinctement en nouveaux chiffres placés à côté ou en dessous de ceux représentant le montant de la déclaration de valeur en monnaie courante du pays d'origine.

Article 11.

LIBELLÉS DE L'ASSURANCE, ETC.

Chaque colis avec valeur déclarée ainsi que son bulletin d'expédition porteront une étiquette rouge avec la mention « Assuré » ou « Valeur déclarée » en caractères romains.

Lorsqu'un colis contient de la monnaie, de l'or ou de l'argent en lingot ou autres articles précieux, la cire ou autres cachets, les étiquettes de toutes sortes et les timbres-poste collés à ces étiquettes devront être espacés de telle manière qu'ils ne puissent cacher les avaries causées à l'emballage. De plus, les étiquettes et les timbres, s'il y en a, ne devront pas être pliés sur les deux côtés du paquet de manière à en cacher le bord.

Article 12.

SCELLEMENT DES COLIS « VALEUR DÉCLARÉE ».

Les expéditeurs des colis avec valeur déclarée doivent apposer sur le bulletin d'expédition une reproduction exacte de l'empreinte ou de la marque spéciale de l'expéditeur prévue à l'article 5.

Article 13.

INDICATION DU POIDS DES COLIS VALEUR DÉCLARÉE.

Le poids exact en grammes de chaque colis « valeur déclarée » sera marqué par le bureau de poste du pays d'origine :

- a) Sur le côté portant l'adresse du colis ;
- b) Sur le bulletin d'expédition, à la place réservée à cet effet.

Article 9.

ADVICE OF DELIVERY APPLIED FOR AFTER POSTING.

When the sender applies for an Advice of Delivery after a parcel has been posted, the Office of origin or any other Office appointed by the Post Office of the country of origin shall fill up an Advice of Delivery form and shall attach it to a form of enquiry to which postage stamps representing the prescribed fee have been fixed.

The form of enquiry accompanied by the Advice of Delivery form shall be treated according to the provisions of Article 19 below, with the single exception that, in case of the due delivery of the parcel, the Office of destination shall withdraw the form of enquiry and shall return the Advice of Delivery form in the manner prescribed in paragraph 3 of the preceding Article.

Article 10.

INDICATION OF INSURED VALUE.

Every insured parcel and the relative Despatch Note shall bear an indication of the insured value in the currency of the country of origin. This indication shall be made without erasure or correction even if certified. The amount of the insurance shall in addition be converted into gold francs by the Post Office of the country of origin. The result of the conversion shall be indicated distinctly by new figures, placed beside or below those representing the amount of the insurance in the currency of the country of origin.

Article 11.

INSURANCE LABELS, ETC.

Every insured parcel and its Despatch Note as well shall bear a red label with the indication " Insured " or " Valeur déclarée " in Roman characters.

When a parcel contains coin, bullion or other precious objects, the wax or other seals, the labels of whatever kind and any postage stamps affixed to it shall be so spaced that they cannot conceal injuries to the cover. Moreover, the labels and postage stamps, if any, shall not be folded over two sides of the cover so as to hide the edge.

Article 12.

SEALING OF INSURED PARCELS.

The senders of insured parcels must affix to the Despatch Note an exact reproduction of the seal or special mark of the sender referred to in Article 5.

Article 13.

INDICATION OF WEIGHT OF INSURED PARCELS.

The exact weight in grammes of each insured parcel shall be entered by the Post Offices of the country of origin :

- (a) On the address side of the parcel ;
- (b) On the Despatch Note, in the place reserved for this purpose.

Article 14.

NUMÉRO D'ENREGISTREMENT ET BUREAU D'ENVOI.

Chaque colis et le bulletin d'expédition correspondant porteront le nom du bureau d'envoi et une étiquette indiquant le numéro d'enregistrement. Le bureau d'expédition n'utilisera pas deux ou plus de deux séries d'étiquettes à la fois à moins que chaque série ne soit affectée d'une marque distincte.

Article 15.

APPOSITION DU TIMBRE A DATE.

Le bureau d'expédition apposera sur le bulletin d'expédition, sur le côté portant l'adresse, un timbre indiquant le lieu et la date de mise à la poste.

Article 16.

RÉEXPÉDITION.

1. L'office qui réexpédie un colis parvenu en fausse direction ne percevra pas les droits de douane ou toute autre taxe non postale dont il est grevé.

Lorsqu'un office retourne un tel colis au pays duquel il l'a reçu directement, il remboursera les bonifications allouées et signalera l'erreur au moyen d'un bulletin de vérification.

Dans tous les autres cas, et si le montant du dépôt à lui crédité est insuffisant pour couvrir les frais de réexpédition qu'il aura à déboursier, l'office réexpéditeur allouera à l'office auquel il fera suivre le colis les frais dus pour le voyage d'aller; il recouvrera le montant du déficit en le réclamant au bureau d'échange duquel le colis mal dirigé aura été directement reçu. Le motif de cette réclamation sera notifié à ce dernier bureau au moyen d'un bulletin de vérification.

2. Lorsqu'un colis a été, à tort, expédié par suite d'une erreur attribuable au service postal et a dû, pour cette raison, être retourné au pays d'origine, l'office qui retournera le colis allouera à l'office duquel il l'avait reçu les sommes à lui créditées à cet effet.

3. Les dépenses résultant de la réexpédition d'un colis consécutive à un changement d'adresse du destinataire ou à une erreur de l'expéditeur à un pays avec lequel la Malaisie ou l'Indochine a des relations en matière de colis postaux, seront réclamées à l'office de destination à moins que les frais de transport n'aient été payés au moment de la réexpédition, auquel cas le colis en question sera considéré comme s'il avait été adressé directement du pays réexpéditeur au nouveau pays destinataire.

4. Un colis qui est réexpédié sans paiement d'avance le sera dans son emballage d'origine, accompagné du bulletin d'expédition d'origine. Si le colis est, pour quelque motif que ce soit, soumis à un nouvel emballage, ou, si le bulletin d'expédition d'origine est remplacé par un autre bulletin le nom du bureau d'origine de ce colis, le numéro d'enregistrement d'origine et, si possible, la date de mise à la poste seront reportés à la fois sur le colis et sur le bulletin d'expédition.

Article 17.

RETOUR DE COLIS NON LIVRÉS.

1. Si l'expéditeur d'un colis non livré a fait une demande non prévue par l'article 12, section 2, de l'arrangement, l'office de destination n'aura pas à y satisfaire, mais pourra retourner le colis au pays d'origine, après l'avoir retenu pendant la période prescrite par les règlements du pays de destination.

2. Le bureau qui retourne un colis à l'expéditeur indiquera, d'une façon concise, la cause de la non-livraison. Cette indication pourra être faite à la main ou au moyen d'un timbre apposé sur

Article 14.

SERIAL NUMBER AND PLACE OF POSTING.

Each parcel and the relative Despatch Note as well shall bear the name of the Office of posting and a label indicating the serial number. An Office of posting shall not use two or more series of labels at the same time, unless each series is provided with a distinctive mark.

Article 15.

DATE-STAMP IMPRESSION.

The Despatch Note shall be impressed by the Office of posting, on the address side, with a stamp showing the place and date of posting.

Article 16.

RETRANSMISSION.

1. The Post Office retransmitting a missent parcel shall not levy Customs or other non-postal charges upon it.

When a Post Office returns such a parcel to the country from which it has been directly received, it shall refund the credits received and report the error by means of a Verification Note.

In other cases, and if the amount credited to it is insufficient to cover the expenses of retransmission which it has to defray, the retransmitting Post Office shall allow to the Post Office to which it forwards the parcel the credits due for onward conveyance; it shall then recover the amount of the deficiency by claiming it from the Office of Exchange from which the missent parcel was directly received. The reason for this claim shall be notified to the latter by means of a Verification Note.

2. When a parcel has been wrongly allowed to be despatched in consequence of an error attributable to the postal services and has, for this reason, to be returned to the country of origin, the Post Office which sends the parcel back shall allow to the Post Office from which it was received the sums credited in respect of it.

3. The charges on a parcel redirected, in consequence of the removal of the addressee or of an error on the part of the sender, to a country with which Malaya or Indo-China has parcel post communication shall be claimed from the Post Office to which the parcel is forwarded, unless the charge for conveyance is paid at the time of redirection, in which case the parcel shall be dealt with as if it had been addressed directly from the retransmitting country to the new country of destination.

4. A parcel which is redirected unpaid shall be retransmitted in its original packing and shall be accompanied by the original Despatch Note. If the parcel, for any reason whatsoever, has to be repacked, or if the original Despatch Note has to be replaced by a substitute Note, it is essential that the name of the Office of origin of the parcel and the original serial number and, if possible, the date of posting at that Office shall be entered both on the parcel and on the Despatch Note.

Article 17.

RETURN OF UNDELIVERED PARCELS.

1. If the sender of an undeliverable parcel has made a request not provided for by Article 12 Section 2, of the Agreement, the Post Office of the country of destination need not comply with it but may return the parcel to the country of origin, after retention for the period prescribed by the regulations of the country of destination.

2. The Post Office which returns a parcel to the sender shall indicate clearly and concisely thereon the cause of non-delivery. This information may be furnished in manuscript or by means

l'étiquette. Le bulletin d'expédition d'origine correspondant au colis retourné sera renvoyé au pays d'origine avec le colis.

3. Tout colis à renvoyer à l'expéditeur sera enregistré sur la liste des colis avec la mention « Rebut » dans la colonne « Observations ». Il sera considéré et taxé comme un colis réexpédié par suite de changement d'adresse du destinataire.

Article 18.

VENTE. DESTRUCTION.

1. Lorsqu'un colis a été vendu ou détruit conformément aux dispositions de l'article 14 de l'arrangement, un procès-verbal de vente ou de destruction sera établi.

2. Le produit de la vente sera employé, en premier lieu, à couvrir les taxes dont le colis est grevé. Le restant, s'il y en a, sera ensuite adressé au bureau de poste du pays d'origine pour être payé à l'expéditeur à qui incombent les frais d'envoi.

Article 19.

RÉCLAMATION CONCERNANT LES COLIS.

Pour les réclamations concernant les colis on utilisera une formule semblable au modèle annexé aux règlements de détail de l'Arrangement sur les colis postaux de l'Union postale universelle. Ces formules de réclamation seront adressées aux bureaux chargés par les deux administrations de les examiner ; l'examen aura lieu dans les conditions convenues entre les deux administrations.

Article 20.

FEUILLES DE ROUTE.

1. Tous les colis postaux seront enregistrés, sur une feuille de route. Les bulletins d'expédition, les déclarations en douane, les avis de réception, etc., seront expédiés en même temps que la feuille de route de colis postaux.

2. Chaque bureau d'échange de départ numérottera les feuilles de route en haut et à gauche, en séries annuelles pour chaque bureau d'échange de destination et inscrira, si possible, au-dessous du numéro le nom du bateau transportant le courrier. Le dernier numéro de l'année sera rappelé sur la première feuille de route de l'année suivante.

Article 21.

CONTRÔLE PAR LES BUREAUX D'ÉCHANGE. NOTIFICATION DES IRRÉGULARITÉS.

1. Au reçu d'un courrier qu'il s'agisse de colis postaux ou de sacs vides, le bureau d'échange vérifiera les colis et les divers documents qui les accompagnent ou les sacs vides, suivant le cas, à l'aide des renseignements figurant sur la feuille de route et signalera si c'est nécessaire les articles perdus ou les autres irrégularités au moyen d'un bulletin de vérification (procès-verbal de vérification).

2. Toute différence dans les bonifications et dans les comptes sera notifiée au bureau d'échange de départ au moyen d'un procès-verbal de vérification. Les procès-verbaux de vérification acceptés seront joints aux feuilles de route auxquelles ils se rapportent. Les corrections faites sur les feuilles de route et non accompagnées de certifications ne seront pas valables.

Article 22.

COMPTABILITÉ POUR LES CRÉDITS.

1. Chaque administration postale fera préparer trimestriellement par chacun de ses bureaux d'échange de l'autre administration, un état des sommes inscrites sur les feuilles de route, aussi bien à leur crédit qu'à leur débit.

of a stamped impression or a label. The original Despatch Note belonging to the returned parcel must be sent back to the country of origin with the parcel.

3. A parcel to be returned to the sender shall be entered on the Parcel Bill with the word " Rebut " in the " Observations " column. It shall be dealt with and charged like a parcel redirected in consequence of the removal of the addressee.

Article 18.

SALE. DESTRUCTION.

1. When a parcel has been sold or destroyed in accordance with the provisions of Article 14 of the Agreement, a report of the sale or destruction shall be prepared.

2. The proceeds of the sale shall be used in the first place to defray the charges upon the parcel. Any balance which there may be shall be forwarded to the Post Office of the country of origin for payment to the sender, on whom the cost of forwarding it shall fall.

Article 19.

ENQUIRIES CONCERNING PARCELS.

For enquiries concerning parcels a form shall be used similar to the specimen annexed to the Detailed Regulations of the Parcel Post Agreement of the Universal Postal Union. These forms shall be forwarded to the offices appointed by the two Post Offices to deal with them and they shall be dealt with in the manner mutually arranged between the two Post Offices.

Article 20.

PARCEL BILL.

1. All parcels shall be entered individually by the despatching Office of Exchange on a Parcel Bill. The Despatch Notes, Customs Declarations, Advices of Delivery, etc., shall be forwarded with the Parcel Bill.

2. Each despatching Office of Exchange shall number the Parcel Bills in the top left-hand corner in an annual series for each Office of Exchange of destination, and as far as possible shall enter below the number the name of the ship conveying the Mail. A note of the last number of the year shall be made on the first Parcel Bill of the following year.

Article 21.

CHECK BY OFFICES OF EXCHANGE. NOTIFICATION OF IRREGULARITIES.

1. On the receipt of a Mail, whether of parcels or of empty bags, the Office of Exchange shall check the parcels and the various documents which accompany them, or the empty bags as the case may be, against the particulars entered on the relative Parcel Bill and, if necessary, shall report missing articles or other irregularities by means of a Verification Note.

2. Any discrepancies in the credits and accounting shall be notified to the despatching Office of Exchange by Verification Note. The accepted Verification Notes shall be attached to the Parcel Bills to which they relate. Corrections made on Parcel Bills not supported by vouchers shall not be considered valid.

Article 22.

ACCOUNTING FOR CREDITS.

1. Each Post Office shall cause each of its Offices of Exchange to prepare quarterly for all the Parcel Mails received from the Offices of Exchange of the other Post Office a statement of the total amounts entered on the Parcel Bills, whether to its credit or to its debit.

2. Lesdits états seront ensuite centralisés par la même administration en un compte qui, accompagné des états trimestriels, des feuilles de route et des procès-verbaux de vérification — s'il y en a — s'y rapportant, sera adressé à l'administration correspondante dans le courant du trimestre suivant celui auquel il se rapporte.

3. Les comptes trimestriels, après avoir été vérifiés et acceptés des deux côtés, seront centralisés en un compte général semestriel préparé par l'office créditeur.

Article 23.

RÈGLEMENT DES COMPTES.

1. Le règlement de la balance du compte sera effectué par le débiteur à l'administration postale créancière de la manière prescrite par la Convention de l'Union postale pour la liquidation des balances des comptes de transit.

2. La préparation et la transmission du compte général et le règlement de la balance dudit compte seront effectués aussitôt que possible, et au plus tard, dans une période de trois mois à partir de la fin de celle à laquelle se rapporte ledit compte. A l'expiration de ce délai les sommes dues par l'une des deux administrations à l'autre porteront intérêt au taux de 7 % par an à calculer à partir de la date d'expiration du délai en question.

Article 24.

COMMUNICATIONS ET NOTIFICATIONS.

Chaque administration postale fournira à l'autre tous renseignements nécessaires sur les points de détail ayant trait à la marche de son service.

Article 25.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DES RÈGLEMENTS DE DÉTAIL.

Les présents règlements de détail seront applicables le jour de l'entrée en vigueur de l'arrangement sur les colis postaux et auront la même durée que celle de cet acte. Les administrations intéressées auront cependant le pouvoir de modifier à tout moment et après consentement mutuel les présents règlements de détail.

Fait en double à Kuala-Lumpur le 28 septembre 1934 et à Hanoï le 8 octobre 1934.

*Le Directeur des Postes,
des Télégraphes et des Téléphones
de l'Indochine :*

(Sgd.) DEFURNE.

HANOÏ, le 8 octobre 1934.

*Le Directeur général
des Postes et des Télégraphes
de la Malaisie :*

(Sgd.) T. P. COE.

28 septembre 1934.

Approuvé.

Hanoï, le 22 octobre 1934.

*Le Gouverneur général de l'Indochine,
Par délégation,
Secrétaire général du Gouvernement
général de l'Indochine :*
(Sgd.) Yves de Châtel.

2. These statements shall be afterwards summarised by the same Post Office in an account, which, accompanied by the quarterly statements, the Parcel Bills and the Verification Notes, if any, relating thereto, shall be forwarded to the corresponding Post Office in the course of the quarter following that to which it relates.

3. The quarterly accounts, after having been checked and accepted on both sides, shall be summarised in a half-yearly general account prepared by the Post Office to which the balance is due.

Article 23.

SETTLEMENT OF ACCOUNTS.

1. Payment of the balance of the account shall be made by the debtor to the creditor Post Office in the manner prescribed by the Convention of the Postal Union for the liquidation of the balances of Transit Accounts.

2. The preparation and transmission of a general account and the payment of the balance of that account shall be effected as early as possible and, at the latest, within a period of three months from the end of the period to which the account relates. After the expiration of this term, the sums due from one Post Office to the other shall bear interest at the rate of 7 per cent per annum to be reckoned from the date of expiration of the said term.

Article 24.

COMMUNICATIONS AND NOTIFICATIONS.

Each Post Office shall furnish to the other all necessary information on points of detail in connexion with the working of the service.

Article 25.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE DETAILED REGULATIONS.

The present Detailed Regulations shall come into operation on the day on which the Parcel Post Agreement comes into force and shall have the same duration as the Agreement. The Post Offices concerned shall, however, have the power by mutual consent to modify the details from time to time.

Done in duplicate at Kuala Lumpur the 28th day of September, 1934, and at Hanoi the 8th day of October, 1934.

(Sgd.) DEFURNE,
Director,
Posts, Telegraphs and Telephones,
Indo-China.

HANOI, the 8th October, 1934.

(Sgd.) T. P. COE,
Ag. Director-General
of Posts and Telegraphs,
Malaya.

28th September, 1934.

Approuvé.

Hanoï, le 22 octobre 1934.

Le Gouverneur général de l'Indochine,
Par délégation,
Secrétaire général du Gouvernement
général de l'Indochine :
(Sgd.) Yves de Châtel.

N° 3608.

**INDES NÉERLANDAISES
ET MALAISIE**

Arrangement entre l'Office des postes des Indes néerlandaises et l'Office des postes de la Malaisie relatif à l'échange des mandats de poste. Signé à Bandoeng, le 18 octobre 1934, et à Kuala-Lumpur, le 30 octobre 1934.

**NETHERLANDS INDIES
AND MALAYA**

Money Order Agreement between the Post Office of the Netherlands Indies and the Post Office of Malaya. Signed at Bandoeng, October 18th, 1934, and at Kuala Lumpur, October 30th, 1934.

No. 3608. — MONEY ORDER AGREEMENT¹ BETWEEN THE POST OFFICE OF THE NETHERLANDS INDIES AND THE POST OFFICE OF MALAYA. SIGNED AT BANDOENG, OCTOBER 18TH, 1934, AND AT KUALA LUMPUR, OCTOBER 30TH, 1934.

English and Dutch official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain and by the Netherlands Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place February 4th, 1935.

Article I.

The Post Offices of Malaya and the Netherlands Indies agree to effect a direct money order service between Malaya and the Netherlands Indies.

Article II.

In this Agreement, the expression " Malaya " means the Colony of the Straits Settlements, the Federated Malay States of Perak, Selangor, Negri Sembilan and Pahang and any Malay State under British protection which may subsequently form part of the Malayan Postal Union.

Article III.

The amount of orders issued in Malaya for payment in the Netherlands Indies shall be expressed in Netherlands Indies currency (guilders and cents, 1 guilder = 100 cents) and the amount of the orders issued in the Netherlands Indies for payment in Malaya shall be expressed in Straits Settlements currency (dollars and cents, 1 dollar = 100 cents).

Each of the contracting Post Offices shall have power to fix, from time to time, the rate of conversion applicable to the Money Orders issued by it.

The conversion into the money of the Netherlands Indies of sums advised under this Agreement for payment in the Netherlands Indies shall be effected at the Office of Issue in Malaya, and the conversion into the money of Malaya of sums advised by the Netherlands Indies for payment in Malaya shall be effected by the Office of Issue in the Netherlands Indies.

Article IV.

Each of the contracting Post Offices shall have the power to fix, in agreement with the other, the maximum amount for which it will issue a single Money Order. This maximum shall not exceed 480 guilders in respect of a Money Order drawn on the Netherlands Indies and 400 dollars in respect of a Money Order drawn on Malaya.

¹ Came into force November 1st, 1934.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

N^o 3608. — POSTWISSEL-OVEREENKOMST¹ TUSSCHEN DE POST-ADMINISTRATIE VAN NEDERLANDSCH-INDIË EN DE POST-ADMINISTRATIE VAN MALAYA. GETEEKEND, TE BANDOENG OP DEN 18 OCTOBER 1934, EN TE KUALA-LUMPUR OP DEN 30 OCTOBER 1934.

Textes officiels anglais et néerlandais communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne et le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 4 février 1935.

Artikel I.

De Postadministratiën van Malaya en Nederlandsch-Indië komen overeen een rechtstreekschen opstwisseldienst tusschen Malaya en Nederlandsch-Indië te zullen onderhouden.

Artikel II.

In deze Overeenkomst wordt onder « Malaya » verstaan de Kolonie Straits Settlements, de Maleische Statenbond (Perak, Selangor, Negri Sembilan en Pahang), alsmede alle Maleische Staten onder Britsch protectoraat, welke te eeniger tijd eveneens deel zullen uitmaken van de Maleische Postunie.

Artikel III.

De bedragen der postwissels, afgegeven in Malaya ter uitbetaling in Nederlandsch-Indië, worden in Nederlandsch-Indische munt (guldens en centen, 1 gulden = 100 centen) uitgedrukt en de bedragen der postwissels afgegeven in Nederlandsch-Indië ter uitbetaling in Malaya, worden in de munt van de Straits Settlements (dollars en centen, 1 dollar = 100 centen) uitgedrukt.

Elk der beide Postadministratiën heeft de bevoegdheid om den herleidingskoers vast te stellen van de door haar afgegeven postwissels.

De herleiding in Nederlandsch-Indische munt van postwissels betaalbaar in Nederlandsch-Indië geschiedt door het kantoor van oorsprong in Malaya, en de herleiding in de munt van Malaya van postwissels betaalbaar in Malaya door het kantoor van oorsprong in Nederlandsch-Indië.

Artikel IV.

De beide Postadministratiën hebben elk voor zich de bevoegdheid om na wederzijdsch overleg het hoogste bedrag, waarvoor in haar land een postwissel wordt afgegeven, vast te stellen. Het hoogste bedrag waarvoor een postwissel voor Nederlandsch-Indië mag worden afgegeven is 480 gulden, en het hoogste bedrag waarvoor een postwissel voor Malaya mag worden afgegeven is 400 dollars.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} novembre 1934.

Article V.

Each of the contracting Post Offices shall have the power to fix, from time to time, the rates of commission to be charged on Money Orders which it may issue, provided that it shall communicate to the other its tariff of charges or rates of commission established under the present Agreement. This commission shall belong to the issuing Post Office ; but the Post Office of Malaya shall allow to the Post Office of the Netherlands Indies one half of one per cent ($\frac{1}{2}$ per cent) on the amount of Money Orders issued in Malaya and paid in the Netherlands Indies, and the Post Office of the Netherlands Indies shall make a similar allowance to the Post Office of Malaya for Money Orders issued in the Netherlands Indies and paid in Malaya.

Article VI.

In the payment of Money Orders to the public no account shall be taken of any fraction of a cent.

Article VII.

Every applicant for a Money Order shall be required to furnish, if possible, the full surname and Christian or personal name (or at least the initial of one Christian or personal name) both of the remitter and of the payee (or, in the case of natives of India or Ceylon, the name, tribe or caste, and father's name), or the name of the firm or company who are the remitters or payees, and the address of the remitter and of the payee. If, however, a Christian or personal name or initial cannot be given, an Order may nevertheless be issued at the remitter's risk.

Article VIII.

A Money Order which is missing, lost or destroyed may be replaced at the request of the remitter or the payee by means of an authority to pay, or duplicate Money Order, issued by the Post Office of origin after it has been ascertained from the Post Office of payment that the Order has not been paid, refunded or retransmitted.

Unless there is reason to believe that the original Order was lost in transmission through the post, the Post Office issuing the duplicate Order, or authority to pay, shall be entitled to charge the same fee as would be chargeable under its own internal arrangements.

A remitter may give instructions to stop payment of a Money Order.

Article IX.

When it is desired that an error in the name of a payee shall be corrected, or that the amount of a Money Order shall be repaid to the remitter, application must be made by the remitter to the Chief Office of the country in which the Order was issued.

Article X.

Repayment of a Money Order shall not, in any case, be made until it has been ascertained, through the Chief Office of the country in which such Order is payable, that the Order has not been paid and that the said Office authorises the repayment.

Article XI.

Money Orders shall remain payable for six months after the expiration of the month of issue. After this term they may only be paid upon an authorisation of payment emanating from the

Artikel V.

De beide Postadministratiën zijn elk voor zich bevoegd om de rechten te bepalen, die geheven worden van de afgegeven postwissels, met dien verstande, dat zij elkaar mededeelen, volgens welk tarief zij de rechten of het commissieloon voor de onder deze Overeenkomst vallende postwissels berekenen. Het aldus geheven recht behoort aan het land van uitgifte, doch de Postadministratie van Malaya zal aan die van Nederlandsch-Indië een half percent ($\frac{1}{2}$ percent) van het bedrag der uit Malaya afkomstige en in Nederlandsch-Indië uitbetaalde postwissels vergoeden, en de Postadministratie van Nederlandsch-Indië zal aan die van Malaya een gelijke vergoeding uitkeeren voor de uit Nederlandsch-Indië afkomstige en in Malaya uitbetaalde postwissels.

Artikel VI.

Bij de uitbetaling van de postwissels aan het publiek blijven breuken van een cent buiten rekening.

Artikel VII.

De afzender van een postwissels dient, zoo mogelijk, volledig den geslachtsnaam en den voornaam (of tenminste de voorletter van een der voornamen) op te geven, zoowel van hemzelf als van den geadresseerde (indien het inheemschen van Indië of Ceylon betreft, naam, stam of kaste en vaders naam), dan wel den naam van de firma of maatschappij, welke afzendster of geadresseerde is, alsmede het adres van den afzender en van den geadresseerde. Ingeval geen voornaam of voorletter kan worden opgegeven, kan de postwissel worden afgegeven, doch op risico van den afzender.

Artikel VIII.

Indien een postwissel verloren gaat, kan deze op verzoek van den afzender of van den geadresseerde worden vervangen door een machtiging tot uitbetaling, dan wel door een duplicaat postwissel, op te maken door het land van oorsprong, nadat vooraf van de Administratie van bestemming de zekerheid is verkregen, dat de postwissel niet is uit- of terugbetaald of nagezonden.

Tenzij er reden bestaat om aan te nemen, dat de origineele postwissel tijdens het vervoer door den postdienst verloren is geraakt, is de Administratie, die het duplicaat uitgeeft dan wel machtiging tot uitbetaling verleent, bevoegd, hetzelfde recht te heffen als dat hetwelk daarvoor volgens haar binnenlandsche bepalingen verschuldigd is.

Door den afzender kan om aanhouding van een postwissel worden verzocht.

Artikel IX.

Verzoeken om adreswijziging of terugvordering van een postwissel behooren door den afzender te worden gericht aan het Hoofdbestuur van het land van oorsprong.

Artikel X.

Terugbetaling van een postwissel kan in geen geval geschieden alvorens door het Hoofdbestuur van het land van bestemming is vastgesteld, dat de postwissel niet uitbetaald is, en genoemd Hoofdbestuur tot de terugbetaling machtiging heeft verleend.

Artikel XI.

Postwissels zijn betaalbaar gedurende zes maanden na afloop van de maand van storting. Na dezen termijn kunnen zij slechts worden uitbetaald op een door de Administratie van afzending

issuing Post Office. The amount of Money Orders which have not been paid to the payee nor repaid to the remitter within the period of prescription shall belong to the country in which such Orders were issued.

Article XII.

The remitter of a Money Order may obtain an advice of payment of the Order by paying in advance, to the exclusive profit of the Post Office of the country of issue, a fixed charge equal to that which is made in that country for acknowledgments of receipt of registered correspondence.

The advice of payment shall be on a form in accordance with or analogous to the annexed specimen (Appendix A).

The letters "AP" shall be boldly marked on the Money Order, and the name and address of the sender shall be clearly shown on the section of the Money Order marked "Coupon".

The advice of payment shall be prepared by the paying office, and shall be transmitted direct to the remitter.

Article XIII.

Money Orders sent from one country to the other shall be subject, as regards issue, to the rules in force in the country of origin, and, as regards payment, to the rules in force in the country of destination.

Article XIV.

The Money Order forms used shall be similar to those prescribed by the first Article of the Detailed Regulations of the International Money Order Agreement for the time being in force.

The Money Orders shall be forwarded by each available mail by the issuing office to the office of destination enclosed in separate packets which shall be entered on the accompanying Letter Bill.

Article XV.

If the Post Office of the Netherlands Indies desires to send Money Order remittances through the medium of the Post Office of Malaya to any other country with which the Post Office of Malaya transacts Money Order business, it shall be at liberty to do so, provided that the following conditions are fulfilled :

(a) The Post Office of the Netherlands Indies shall post the Money Orders drawn on the Post Office for which the Post Office of Malaya acts as intermediary in a special cover marked "Through Money Orders" to the Money Order Branch, Post Office, Singapore.

These "Through Orders" shall be expressed in Straits Settlements currency.

(b) No such Order shall exceed the maximum amount fixed by the country of destination for Money Orders issued in Malaya.

(c) The name and address of the payee of a "Through" Order, including the names of the town and country of payment, shall be given as fully as possible.

(d) The Netherlands Indies Post Office shall allow to the Post Office of Malaya the same percentage (see Article V) on "Through" Orders as on Orders payable in Malaya, the office of exchange of Malaya crediting the office of the country of payment with the same percentage for "Through" Orders as for Orders issued in Malaya and for its intermediary services, deducting from the amount of each re-advised Order a special commission to be fixed by the Post Office of Malaya.

(e) When the amount of a "Through" Order is repaid to the remitter, the commission charged for the intermediary service shall not be refunded.

af te geven machtiging tot betaling. Het bedrag der postwissels, dat binnen den voorgescheven termijn noch aan den geadresseerde uitbetaald, noch aan den afzender terugbetaald is, komt ten voordeele van het land van afzending.

Artikel XII.

De afzender van een postwissel kan een bericht van betaling verkrijgen tegen vooruitbetaling van een recht gelijk aan dat, hetwelk in het land van oorsprong voor berichten van ontvangst van aangeteekende brieven wordt geheven. Dit recht wordt door het land van uitgifte behouden.

Voor het bericht van betaling wordt een formulier gebezigd gelijk aan of overeenkomende met het hierbij gevoegde model (Appendix A).

De letters « A. P. » behooren duidelijk op den postwissel te worden gesteld en naam en adres van den afzender moeten duidelijk op de strook van den postwissel worden vermeld.

Het bericht van betaling wordt uitgeschreven door het kantoor van uitbetaling, dat het rechtstreeks aan den afzender toezendt.

Artikel XIII.

De postwissels zijn voor wat betreft de afgifte onderworpen aan de voorschriften van het land van oorsprong en voor wat betreft de uitbetaling aan die van het land van bestemming.

Artikel XIV.

Voor de postwissels worden de formulieren gebezigd, welke zijn voorgeschreven in het eerste artikel van de Uitvoeringsbepalingen van de van kracht zijnde Internationale Postwissel-overeenkomst.

De postwissels worden met elke mail door het kantoor van afgifte aan het kantoor van bestemming gezonden, in afzonderlijke bundels, welke op het brievenpostadvies worden vermeld.

Artikel XV.

Door de Nederlandsch-Indische Postadministratie kunnen naar eenig land waarmede de Postadministratie van Malaya een postwisseldienst onderhoudt door tusschenkomst van Malaya gelden per postwissel worden overgemaakt, onder de volgende voorwaarden :

(a) De postwissels, getrokken op de Administratie, waarvoor de Postadministratie van Malaya haar tusschenkomst verleent, worden in een bijzonderen omslag, gemerkt « Through Money Orders » en voorzien van het adres Money Order Branch, Post Office, Singapore, verzonden.

Deze « Through Orders » (transitpostwissels) behooren te zijn uitgedrukt in Straits dollars.

(b) De bedragen van deze transitpostwissels mogen het hoogste bedrag van postwissels van Malaya voor het land van bestemming niet te boven gaan.

(c) Naam en adres van den geadresseerde van een transitpostwissel, alsmede plaats en land van bestemming, behooren zoo volledig mogelijk te worden vermeld.

(d) De Nederlandsch-Indische Postadministratie keert aan die van Malaya voor de transitpostwissels hetzelfde percentage uit (zie artikel V) als voor postwissels betaalbaar in Malaya, en de Postadministratie van Malaya betaalt aan het land van uitbetaling voor de transitpostwissels hetzelfde percentage als voor postwissels uitgegeven in Malaya. Voor het verlenen van haar tusschenkomst trekt zij van het bedrag van elken transitpostwissel een door de Postadministratie van Malaya vast te stellen bijzonder commissieloon af.

(e) Ingeval van terugbetaling van een transitpostwissel aan den afzender wordt dit commissieloon niet gerestitueerd.

If the Post Office of Malaya desires to send Money Orders through the medium of the Post Offices of the Netherlands Indies to any of the countries with which the Post Office of the Netherlands Indies transacts Money Order business, it shall be at liberty to do so under similar conditions to those stated in the foregoing paragraphs.

Through Orders from Malaya to an Administration for which the Post Office of the Netherlands Indies acts as intermediary shall be enclosed in a special cover marked " Through Money Orders " and addressed to the Post Office, Bandoeng. These " Through Orders " shall be expressed in Netherlands Indies currency.

Each Post Office shall communicate to the other the names of the countries with which it transacts Money Order business, the limit of amount adopted for each, and the rates of commission deducted for its intermediary services.

Article XVI.

At the close of the month or as soon thereafter as practicable, the Post Office of Malaya and of the Netherlands Indies shall each enter all paid and duly discharged Money Orders in monthly accounts the totals of which are increased by the fee of one half of one per cent referred to in Article V.

The monthly accounts in duplicate together with the paid Orders shall be transmitted as soon as possible to the Post Office of issue of the Orders. After checking, one copy of the account will be accepted and returned to the Post Office of payment of the Orders together with a draft in settlement of the account. The draft shall be in Straits Settlements dollars payable at sight at Singapore in the case of amounts due to Malaya and in Netherlands Indies guilders payable at sight at Batavia in the case of amounts due to the Netherlands Indies.

A blank account shall be forwarded in case there shall be no payment to announce.

Article XVII.

If one Post Office finds that the other Post Office owes it more than five thousand dollars or guilders, it is entitled to claim a payment on account or provisional settlement up to three-fourths of the amount due.

In such cases the claim must be met within fifteen days of the date of receipt of the claim.

In case of non-payment of the instalment within this period, the provisions of Article XVIII apply.

Article XVIII.

Any amount remaining due from one Post Office to the other at the expiration of six months following the period covered by the account shall thenceforth be subject to interest at the rate of 5 per cent per annum.

Article XIX.

When either of the contracting Post Offices finds itself obliged, owing to exceptional circumstances, temporarily to suspend the Money Order service, either wholly or in part, it must at once notify the fact, if necessary by telegraph, to the other Post Office.

Article XX.

Each of the contracting Post Offices shall be authorised to adopt any additional rules (if not in contradiction to the foregoing) for greater security against fraud, or for the better working of the system generally, provided that it shall communicate all such additional rules to the other Post Office.

Door de Postadministratie van Malaya kunnen, onder dezelfde voorwaarden als in de voorafgaande paragrafen opgenoemd, door tusschenkomst van Nederlandsch-Indië postwissels worden verzonden naar landen, waarmede de Nederlandsch-Indische Postadministratie een postwisseldienst onderhoudt.

Transitpostwissels van Malaya voor een Administratie, waarvoor Nederlandsch-Indië hare tusschenkomst verleent, behooren in een bijzonderen omslag, gemerkt « Through Money Orders » en geadresseerd aan het Hoofdbestuur van den Post-, Telegraaf- en Telefoondienst te Bandoeng, te worden verzonden. Deze transitpostwissels moeten in Nederlandsch-Indische munt zijn uitgedrukt.

De beide Postadministratiën geven elkaar kennis van de namen der landen, waarmede zij een rechtstreekschen postwisseldienst onderhouden, het hoogste bedrag dat naar elk van die landen per postwissel kan worden overgemaakt, en het commissieloon, dat voor hare tusschenkomst wordt afgetrokken.

Artikel XVI.

Aan het einde van elke maand, of zoo spoedig mogelijk daarna, schrijven de Administratie van Malaya en die van Nederlandsch-Indië alle uitbetaalde en behoorlijk gekwiteerde postwissels in op maandrekeningen, waarvan de totalen vermeerderd worden met de vergoeding van een half percent bedoeld in artikel V.

De maandrekeningen worden in tweevoud, met de uitbetaalde postwissels, zoo spoedig mogelijk aan de Administratie van afgifte van de postwissels gezonden. Na verificatie wordt één exemplaar van de goedgekeurde rekening aan de Administratie van uitbetaling van de postwissels teruggezonden, vergezeld van een bankwissel ter voldoening van de rekening. De bankwissel is uitgedrukt in Straits Settlements dollars betaalbaar op zicht te Singapore voor aan Malaya verschuldigde bedragen, en in Nederlandsch-Indische guldens betaalbaar op zicht te Batavia voor aan Nederlandsch-Indië verschuldigde bedragen.

Ingeval er geen betalingen zijn verricht, wordt een nihil rekening verzonden.

Artikel XVII.

De Administratie die van de andere Administratie meer dan vijf duizend dollar of gulden heeft te vorderen, heeft het recht om betaling bij voorschot te eischen tot het drie vierde gedeelte van het verschuldigde bedrag.

In voorkomende gevallen moet aan dien eisch binnen vijftien dagen, gerekend vanaf den dag van ontvangst van de vordering, worden voldaan.

In geval van niet betaling van het voorschot binnen dit tijdvak zijn de bepalingen van artikel XVIII van toepassing.

Artikel XVIII.

Wanneer na verloop van zes maanden, volgende op de maand waarover de rekening loopt, eenig door de eene Administratie aan de andere verschuldigd bedrag nog niet is betaald, zal vanaf dat tijdstip over bedoeld bedrag een interest van 5 percent per jaar verschuldigd zijn.

Artikel XIX.

Ingeval één der beide Administratiën zich tengevolge van bijzondere omstandigheden genoodzaakt ziet, den postwisseldienst tijdelijk, hetzij geheel of gedeeltelijk stop te zetten, behoort zij daarvan onverwijld, zoonodig telegrafisch, aan de andere Administratie kennis te geven.

Artikel XX.

Beide Postadministratiën zijn bevoegd alle verdere maatregelen te nemen (mits zij niet in strijd zijn met de voorafgaande bepalingen), om bedriegelijke handelingen tegen te gaan, of om aan het stelsel in het algemeen een betere werking te verzekeren, met dien verstande, dat de andere Administratie met al dergelijke maatregelen in kennis wordt gesteld.

Article XXI.

Both the English and Dutch texts of this Agreement shall have equal force.

Article XXII.

This Agreement shall come into operation on a date to be mutually agreed upon and shall be terminable on a notice by either Party of six calendar months.

Done in duplicate and signed at Bandoeng on the 18th day of October 1934, and at Kuala Lumpur on the 30th day of October 1934.

*The Director-General
of Posts and Telegraphs, Malaya,
(Signed) T. P. COE.*

*The Chief of Posts,
Telegraphs and Telephones,
Netherlands Indies,
(Signed) C. HILLEN.*

Artikel XXI.

De Engelsche en de Nederlandsche tekst van deze Overeenkomst hebben gelijke kracht.

Artikel XXII.

Deze Overeenkomst treedt in werking op een met wederzijdsch goedvinden vast te stellen datum en kan worden beëindigd, indien één der partijen haar zes maanden van te voren heeft opgezegd.

Dubbel opgemaakt en geteekend te Bandoeng op den 18 October 1934, en te Kuala Lumpur op den 30 October 1934.

*De Directeur-Generaal
der Posterijen & Telegrafie, Malaya,
(w. g.) T. P. COE.*

*Het Hoofd van den Post-,
Telegraaf- en Telefoondienst in
Nederlandsch-Indië,
(w. g.) C. HILLEN.*

APPENDIX A.

(Front.)

POST OFFICE
OF MALAYA.

ADVICE OF PAYMENT.

Money Order No.

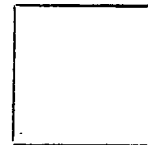
Amount of Order

Issued by the Post Office of

On the..... 19.....

Payable to..... M..... to.....

(Place of destination)..... (Country of destination).



Stamp of office of origin.

(Back.)

The undersigned certifies that the Money Order described on the other side was duly paid on the..... 19.....



Signature * of the payee or of paying officer:

.....

Stamp of paying office.

* This advice must be signed by the payee or, if the regulations of the country of destination allow it, by the paying officer, and returned by the first post directly to the remitter.

Certifié pour copie conforme :

*Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas :*

A. M. Snouck Hurgronje.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3608. — ARRANGEMENT ENTRE L'OFFICE DES POSTES DES INDES NÉERLANDAISES ET L'OFFICE DES POSTES DE LA MALAISIE RELATIF A L'ÉCHANGE DES MANDATS DE POSTE. SIGNÉ A BANDOENG, LE 18 OCTOBRE 1934, ET A KUALA-LUMPUR, LE 30 OCTOBRE 1934.

Article premier.

Les Offices des postes de la Malaisie et des Indes néerlandaises conviennent d'assurer un service direct de mandats de poste entre la Malaisie et les Indes néerlandaises.

Article II.

Dans le présent arrangement le terme « Malaisie » désigne la colonie des Etablissements du Détroit, les États malais fédérés de Perak, Selangor, Negri Sembilan et Pahang, ainsi que tout Etat malais sous protectorat britannique qui pourra ultérieurement faire partie de l'Union postale malaise.

Article III.

Le montant des mandats émis en Malaisie, aux fins de paiement dans les Indes néerlandaises, sera libellé en monnaie des Indes néerlandaises (florins et cents, un florin = 100 cents), et le montant des mandats émis dans les Indes néerlandaises, aux fins de paiement en Malaisie, sera libellé en monnaie des Etablissements du Détroit (dollars et cents, un dollar = 100 cents).

Chacun des offices des postes contractants aura le droit de fixer, de temps à autre, le taux de conversion applicable aux montants émis par lui.

La conversion en monnaie des Indes néerlandaises des montants payables, en vertu du présent arrangement, dans les Indes néerlandaises, sera effectuée par le bureau d'émission en Malaisie, et la conversion en monnaie malaise des sommes en provenance des Indes néerlandaises et payables en Malaisie sera effectuée par le bureau d'émission des Indes néerlandaises.

Article IV.

Chacun des offices des postes contractants aura le droit de fixer, d'accord avec l'autre, le montant maximum pour lequel il émettra un mandat individuel. Ce maximum ne devra pas dépasser 480 florins pour un mandat tiré sur les Indes néerlandaises, et 400 dollars pour un mandat tiré sur la Malaisie.

Article V.

Chacun des offices des postes contractants aura le droit de fixer, de temps en temps, les taux de commission à percevoir pour les mandats qu'il émettra, pourvu qu'il communique à l'autre son tarif de taxes et droits, ou de frais de commission, établi en vertu du présent arrangement. Cette commission appartiendra à l'office des postes émetteur, mais l'Office des postes de la Malaisie bonifiera à l'Office des postes des Indes néerlandaises un demi pour cent ($\frac{1}{2}$ %) du montant des mandats de poste émis en Malaisie et payés aux Indes néerlandaises, et l'Office des postes des Indes néerlandaises bonifiera à l'Office des postes de la Malaisie un pourcentage égal pour les mandats de poste émis aux Indes néerlandaises et payés en Malaisie.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article VI.

Dans les paiements des mandats aux bénéficiaires, il n'est pas tenu compte des fractions de cent.

Article VII.

Tout expéditeur d'un mandat de poste sera tenu d'indiquer, si possible en entier, le nom de famille et le prénom (ou tout au moins l'initiale d'un prénom) tant de l'expéditeur que du destinataire (s'il s'agit d'un indigène de l'Inde ou de Ceylan, le nom, la tribu ou la caste et le nom du père), ou le nom de la maison ou société expéditrice ou destinataire, ainsi que l'adresse de l'expéditeur et du bénéficiaire. Toutefois, si l'on ne peut indiquer le prénom ou l'initiale de celui-ci, le mandat pourra néanmoins être émis aux risques de l'expéditeur.

Article VIII.

Tout mandat de poste égaré, perdu ou détruit pourra être remplacé, sur la demande de l'expéditeur ou du destinataire, par une autorisation de payer ou par un duplicata du mandat, émis par le bureau d'origine, après que le bureau de paiement aura certifié que le mandat n'a été ni payé, ni remboursé, ni réexpédié.

A moins qu'il n'y ait lieu de croire que l'original du mandat a été perdu en cours de transmission par la poste, l'administration qui délivre le duplicata ou l'autorisation de payer aura le droit de percevoir la taxe qui aurait été exigible en vertu des dispositions en vigueur dans le pays.

L'expéditeur pourra donner ordre de suspendre le paiement d'un mandat de poste.

Article IX.

Les demandes visant soit la rectification d'une erreur dans le nom du destinataire, soit le remboursement du mandat à l'expéditeur, devront être adressées par l'expéditeur au bureau central du pays d'émission.

Article X.

Le remboursement d'un mandat de poste ne pourra en aucun cas être effectué avant que le bureau central du pays de paiement ait certifié que le mandat n'a pas été payé et que ledit bureau en autorise le remboursement.

Article XI.

Les mandats de poste sont valables pendant six mois après l'expiration du mois d'émission. Passé ce délai, ils ne pourront être payés que sur une autorisation de paiement donnée par le bureau émetteur. Le montant des mandats de poste qui n'auront été ni payés au destinataire ni remboursés à l'expéditeur au cours de la période de prescription, est acquis au pays d'émission.

Article XII.

L'expéditeur d'un mandat de poste peut obtenir un avis de paiement du mandat en versant à l'avance, au profit exclusif de l'office des postes du pays d'émission, un droit fixe égal à celui qui est perçu dans ce pays pour un avis de réception d'une lettre recommandée.

L'avis de paiement sera conforme ou analogue au formulaire annexé (appendice A).

Les lettres « A P » seront inscrites bien en vue sur le mandat, et le nom et l'adresse de l'expéditeur figureront clairement sur la partie du mandat marquée « coupon ».

L'avis de paiement sera établi par le bureau payeur et transmis directement à l'expéditeur.

Article XIII.

Les mandats envoyés d'un pays à l'autre seront soumis, en ce qui concerne l'émission, aux règlements en vigueur dans le pays d'origine et, en ce qui concerne le paiement, aux règlements en vigueur dans le pays de destination.

Article XIV.

Les formulaires de mandat utilisés seront analogues à ceux que prescrit le premier article du règlement d'exécution de l'Arrangement international concernant les mandats de poste actuellement en vigueur.

Le bureau émetteur expédiera par chaque courrier les mandats de poste au bureau de destination, en les enfermant dans des colis séparés qui seront inscrits sur la feuille d'envoi.

Article XV.

Si l'Office des postes des Indes néerlandaises désire envoyer des mandats de poste, par l'intermédiaire de l'Office des postes de la Malaisie, à tout autre pays avec lequel l'Office des postes de la Malaisie échange des mandats de poste, il pourra le faire aux conditions ci-après :

a) L'Office des postes des Indes néerlandaises adressera les mandats de poste tirés sur l'office des postes pour lequel l'Office des postes malais agit en qualité d'intermédiaire, dans une enveloppe spéciale portant l'indication « mandats de poste en transit », au Service des mandats de poste, Bureau des postes de Singapour.

Ces « mandats en transit » seront libellés en monnaie des Etablissements du Détroit.

b) Le montant d'un de ces mandats ne devra pas dépasser le montant maximum fixé par le pays de destination pour les mandats de poste émis en Malaisie.

c) Le nom et l'adresse du destinataire d'un « mandat en transit », y compris le nom de la ville et du pays de paiement, devront être indiqués aussi complètement que possible.

d) L'Office des postes des Indes néerlandaises bonifiera à l'Office des postes malais le même pourcentage (voir article V) sur les « mandats en transit » que sur les mandats payables en Malaisie ; le bureau d'échange de la Malaisie bonifiera à l'office du pays de paiement le même pourcentage pour les « mandats en transit » que pour les mandats émis en Malaisie, et, pour ses services d'intermédiaire, il déduira du montant de chaque mandat faisant l'objet d'un nouvel avis, une commission spéciale qui sera fixée par l'Office des postes de la Malaisie.

e) Lorsque le montant d'un « mandat en transit » sera remboursé à l'expéditeur, la commission perçue pour les services d'intermédiaire ne sera pas restituée.

Si l'Office des postes de la Malaisie désire envoyer des mandats, par l'intermédiaire des Offices des postes des Indes néerlandaises, à l'un quelconque des pays avec lesquels l'Office des postes des Indes néerlandaises échange des mandats de poste, il pourra le faire aux conditions indiquées aux paragraphes précédents.

Les « mandats en transit », émanant de la Malaisie et adressés à une administration pour le compte de laquelle l'Office des postes des Indes néerlandaises agit en qualité d'intermédiaire, seront enfermés dans une enveloppe spéciale portant l'indication « mandats de poste en transit » et adressée à l'Office des postes de Bandoeng. Ces « mandats en transit » seront libellés en monnaie des Indes néerlandaises.

Chaque office des postes fera connaître à l'autre le nom des pays avec lesquels il échange des mandats de poste, le montant maximum adopté pour chacun de ces pays et les taux de commission déduits au titre de ses services d'intermédiaire.

Article XVI.

A la fin du mois ou aussitôt que possible après cette date, les Offices postaux de la Malaisie et des Indes néerlandaises récapituleront tous les mandats payés et dûment acquittés dans des comptes mensuels dont les totaux seront majorés du droit d'un demi pour cent mentionné à l'article V.

Les comptes mensuels en double expédition ainsi que les mandats payés seront transmis aussitôt que possible à l'office des postes qui a émis ces mandats. Après vérification, un exemplaire du compte sera approuvé et envoyé au bureau de paiement de ces mandats, accompagné d'une traite en

règlement du compte. La traite sera libellée en dollars des Etablissements du Détroit, payable à vue à Singapour, s'il s'agit de sommes dues à la Malaisie, et en florins des Indes néerlandaises, payable à vue à Batavia, s'il s'agit de sommes dues aux Indes néerlandaises.

Il sera établi un compte néant s'il n'y a pas de paiement à communiquer.

Article XVII.

Au cas où un office des postes constaterait que l'autre office des postes lui doit plus de 5.000 dollars ou florins, il sera autorisé à demander un acompte ou un règlement provisoire jusqu'à concurrence des trois quarts de la somme due.

En pareil cas, la créance devra être liquidée dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception de la réclamation.

En cas de non-versement de l'acompte dans le délai fixé, il y aura lieu d'appliquer l'article XVIII.

Article XVIII.

Tout solde restant dû par un office des postes à l'autre, à l'expiration d'un délai de six mois suivant la période visée par le compte portera, dès cette date, un intérêt annuel calculé à raison de 5 pour cent.

Article XIX.

Au cas où par suite de circonstances exceptionnelles l'un des deux offices des postes contractants se verrait obligé de suspendre temporairement le service des mandats de poste, soit entièrement, soit en partie, il devra en donner immédiatement avis, le cas échéant par télégraphe, à l'autre office des postes.

Article XX.

Chacun des deux offices des postes contractants sera autorisé à adopter toutes les dispositions complémentaires (non contraires aux dispositions précédentes) qui seraient de nature à donner plus de garantie contre la fraude ou à assurer un meilleur fonctionnement du système en général, à condition de porter ces dispositions complémentaires à la connaissance de l'autre office des postes.

Article XXI.

Le texte anglais et le texte néerlandais du présent arrangement feront également foi.

Article XXII.

Le présent arrangement entrera en vigueur à une date fixée par voie d'entente mutuelle et cessera ses effets moyennant préavis de six mois de la part de l'une ou de l'autre Partie.

Fait en double exemplaire et signé à Bandoeng, le 18 octobre 1934, et à Kuala-Lumpur, le 30 octobre 1934.

*Le Directeur général
des Postes et Télégraphes de la Malaisie,
(Signé) T. P. COE.*

*Le Directeur
des Postes, Télégraphes et Téléphones
des Indes néerlandaises,
(Signé) C. HILLEN.*

APPENDICE A

(Recto.)

OFFICE DES POSTES
DE LA MALAISIE.

AVIS DE PAIEMENT.

Mandat de poste N^o

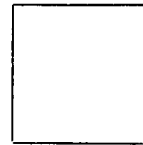
Montant du mandat

émis par l'Office des postes de.....

le..... 19.....

payable à..... M..... à.....

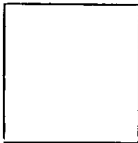
(Lieu de destination)..... (Pays de destination).



Timbre du bureau d'origine.

(Verso.)

Le soussigné certifie que le mandat de poste mentionné au recto a été dûment payé le
..... 19.....



Signature * du destinataire ou de l'agent du bureau payeur.

Timbre du bureau payeur.

* Cet avis doit être signé par le destinataire ou, si les règlements du pays de destination le permettent, par l'agent du bureau payeur et renvoyé par le premier courrier directement à l'expéditeur du mandat.

N° 3609.

AUTRICHE ET YOUGOSLAVIE

Traité de commerce, comportant en annexes :

Deux annexes tarifaires ;

Un protocole final ;

Une convention relative aux épizooties, avec protocole final, dispositions relatives à la désinfection des wagons de chemins de fer et des navires, et convention relative au pacage ;

Une convention relative à la réglementation du trafic frontalier, et

Une convention relative au trafic touristique dans la zone frontière.

Signés à Beograd, le 9 mars 1932.

AUSTRIA AND YUGOSLAVIA

Treaty of Commerce, having as Annexes :

Two Tariff Annexes ;

A Final Protocol ;

A Convention on Epizootic Diseases, with Final Protocol, Provisions regarding the Disinfection of Railway Trucks and Ships, and Convention regarding Pasturage ;

A Convention regarding the Regulation of Frontier Traffic, and

A Convention regarding Tourist Traffic in the Frontier Zone.

Signed at Belgrade, March 9th, 1932.

TEXTE SERBO-CROATE. — SERB-CROAT TEXT.

№ 3609. — ¹ТРГОВИНСКИ УГОВОР ИЗМЂУ КРАЉЕВИНЕ ЈУГОСЛАВИЈЕ И РЕПУБЛИКЕ АУСТРИЈЕ. У БЕОГРАДУ, 9 МАРТА 1932.

Textes officiels allemand et serbo-croate communiqués par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 13 février 1935.

Његово Величанство Краљ Југославије и Претседник Републике Аустрије, задахнути жељом да одрже и јаче развију постојеће трговинске односе, наименовали су за своје пуномоћнике :

Његово Величанство Краљ Југославије :

Господина Дг. Алберта Крамера, Министра трговине и индустрије ;

Претседник Републике Аустрије :

Господина Hermanna Floenniesа, изванредног посланика и опуномоћеног Министра Републике Аустрије у Београду,

који су, пошто су саопштили једни другима своја пуномоћија, која су нађена добра и уредна, уговорили следеће :

Члан I.

Обе уговорне стране сагласне су у томе, да поново ставе на снагу трговински уговор са вакључним протоколом и приловима, који је уговор закључен 3. септембра 1925. год. у Бечу, а откаван за 1. јули 1931. године, са следећим изменама и допунама.

На место одредаба трговинског уговора од 3. септембра 1925. год., које се односе на ступање у живот и отказ, важиће одредбе трговинског уговора под данашњим даном вакљученог.

Члан II.

На место прилога А и Б уз трговински уговор од 3 септембра 1925. год. долазе прилови А и Б овога уговора.

Члан III.

Одељак 5. члана 16. Закључног протокола од 3. септембра 1925. год. мења се односно допуњује се и гласи :

« Одредбе члана 16. неће се примењивати на лица, која се баве трговином идући од места до места, и свака уговорна страна задржава право, да ову

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Beograd, le 17 novembre 1934.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 3609. — HANDELSVERTRAG ¹ ZWISCHEN DER REPUBLIK ÖSTERREICH UND DEM KÖNIGREICHE JUGOSLAWIEN. GEZEICHNET IN BEOGRAD, AM 9. MÄRZ 1932.

German and Serb-Croat official texts communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place February 13th, 1935.

DER BUNDESPRÄSIDENT DER REPUBLIK ÖSTERREICH und SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG VON JUGOSLAWIEN, von dem Wunsche geleitet, die bestehenden Handelsbeziehungen aufrechtzuerhalten und zu vertiefen, haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

DER BUNDESPRÄSIDENT DER REPUBLIK ÖSTERREICH :

Herrn Hermann PLOENNIES, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister der Republik Österreich in Beograd ;

SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG VON JUGOSLAWIEN :

Herrn Dr. Albert KRAMER, Minister für Handel und Industrie ;

welche, nachdem sie ihre in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten einander mitgeteilt haben, über folgendes übereingekommen sind :

Artikel I.

Die beiden vertragschliessenden Teile kommen überein, den am 3. September 1925 in Wien geschlossenen Handelsvertrag samt Schlussprotokoll und Anlagen, der auf den 1. Juli 1931 gekündigt worden ist, mit den im folgenden erwähnten Abänderungen und Ergänzungen wieder in Kraft zu setzen.

An Stelle der das Inkrafttreten und die Kündigung betreffenden Bestimmungen des Handelsvertrages vom 3. September 1925 treten jene des am heutigen Tage geschlossenen Handelsvertrages.

Artikel II.

An Stelle der Anlagen A und B zum Handelsvertrag vom 3. September 1925 treten die Anlagen A und B des gegenwärtigen Vertrages.

Artikel III.

Der Absatz 5 zu Artikel 16 des Schlussprotokolles zum Handelsvertrag vom 3. September 1925 wird abgeändert, beziehungsweise ergänzt, wie folgt :

„Die Bestimmungen des Artikels 16 finden keine Anwendung auf Personen, welche den Handel im Umherziehen betreiben, wobei sich jeder der vertragschliessenden Teile

¹ The exchange of ratifications took place at Belgrade, November 17th, 1934.

врсту трговине веже на специјалне дозволе. При свем том биће дозвољено торбарима, држављанима Краљевине Југославије, из окружја Кочевје, Логатец, Ново Место и Черномел, да могу као торбари продавати производе своје кућевне дрвне индустрије као и јужно воће у областима Аустријске Републике. Они ће моћи и поправљати оштећене предмете, и у ту сврху могу носити са собом потребне им полуфабрикате и материјал. Законски прописи који важе за домородце у погледу на обављање торбаревња и торбарског обрта, примењиваће се и на њих. Поменута лица биће снабдевена обичним легитимационим картама, које ће издавати надлежне полицијске власти и које ће важити за годину дана. При прелазу из једног среза у други, сопственик легитимационе карте дужан је да је визира код надлежне полицијске власти. Ова је виза бесплатна.»

На место примедба поменутог закључног протокола уз тарифне прилоге А и Б долазе примедбе садржане у прилогу Ц.

Члан IV.

На место прилога Д трговинског уговора од 3. септембра 1925. год. (ветеринарна конвенција), и на место томе припадајућих прилога I (закључни протокол), II (одредбе о дезинфекцији вагона и бродова) и III (споразум о попаши), долази прилог Д овог уговора.

Члан V.

На место прилога Е трговинског уговора од 3. септембра 1925. год. (споразум о уређењу пограничног промета) долази прилог Е овога уговора.

Прилози уз споразум о уређењу пограничног промета : I. (списак општина чија област обележава унутрашње ограничење пограничних зона и које улазе у пограничну зону), II. (споразум о друмовима, путевима, мостовима, скелама и саобраћају са бродовима и сплавовима у пограничној зони), III. (споразум о електричним постројењима у пограничној зони), IV. (споразум о регулацији Муре у пограничној зони), V. (споразум о риболову у пограничним водама) и VI. (споразум о искоришћавању водених снага у пограничној зони) — остају на снази у облику како су уговорени у трговинском уговору од 3. септембра 1925. године.

На место прилога VII. уз споразум о регулисању пограничног промета (споразум о туристичном саобраћају у пограничним пределима) долази прилог Ф овога уговора.

Формулари уз члан 8. тач. 7., уз члан 10., уз члан 10. тач. 6., уз члан 12. и уз члан 14. тач. 10. споразума о пограничном промету остају на снази у облику како су уговорени у трговинском уговору од 3. септембра 1925. године.

Члан VI.

У циљу давања узајамне заштите у области литерарног и уметничког ауторског права уговорне стране споразумеле су се да примене одредбе ревидиране Бернске Конвенције од 13 новембра 1908¹⁾ године.

¹ Vol. I, page 217 ; vol. III, page 259 ; vol. XI, page 358 ; vol. XXIV, page 138 ; vol. XLV, page 95 ; vol. LIX, page 342 ; vol. LXIII, page 375 ; vol. LXIX, page 64 ; vol. LXXVIII, page 434 ; vol. LXXXIII, page 372 ; vol. C, page 150 ; vol. CVII, page 456 ; vol. CXVII, page 43 ; vol. CXLVII, page 312 ; et vol. CLVI, page 172, de ce recueil.

das Recht vorbehält, diese Art des Handels an spezielle Erlaubnisse zu binden. Ungeachtet dessen wird es den Hausierern, Staatsbürgern des Königreiches Jugoslawien aus den Bezirken Kočevlje, Logatec, Novo Mesto und Černomelj gestattet sein, die Erzeugnisse ihrer Holzhausindustrie sowie Südfrüchte im Umherziehen auf dem Gebiete der Republik Österreich zu verkaufen. Sie können auch beschädigte Gegenstände ausbessern und zu diesem Zwecke die notwendigen Halbfabrikate und Material mit sich führen. Die für die Inländer bezüglich der Ausübung des Hausierhandels und der Wandergewerbe geltenden Vorschriften finden auch auf sie Anwendung. Die erwähnten Personen werden mit gewöhnlichen, von der kompetenten Polizeibehörde ausgestellten Legitimationskarten versehen sein, welche die Gültigkeitsdauer eines Jahres haben werden. Bei Übertritt aus einem Bezirk in den andern ist der Inhaber der Legitimationskarte verpflichtet, diese bei der politischen Bezirksbehörde vidieren zu lassen. Die Vidierung erfolgt gebührenfrei.“

An Stelle der Bemerkungen des genannten Schlussprotokolles zu den Tarifanlagen A und B treten die in der Beilage C des gegenwärtigen Vertrages enthaltenen Bemerkungen.

Artikel IV.

An Stelle der Anlage D des Handelsvertrages vom 3. September 1925 (Tierseuchenübereinkommen) sowie der dazugehörigen Anlagen I (Schlussprotokoll), II (Bestimmungen über die Desinfektion der Eisenbahnwagen und Schiffe) und III (Übereinkommen über den Weideverkehr) tritt die Anlage D des gegenwärtigen Vertrages.

Artikel V.

An Stelle der Anlage E des Handelsvertrages vom 3. September 1925 (Übereinkommen, betreffend die Regelung des Grenzverkehrs) tritt die Anlage E des gegenwärtigen Vertrages.

Die Anlagen I (Verzeichnis der Gemeinden, deren Gebiete die Binnenbegrenzung der Grenzonen bilden und noch in diese Zone fallen), II (Sonderabkommen über Strassen, Wege, Brücken, Überführen, Schifffahrt und Flösserei in der Grenzzone), III (Sonderabkommen über Elektrizitätswerke in der Grenzzone), IV (Sonderabkommen über die Murregelung in der Grenzzone), V (Sonderübereinkommen über den Fischfang in den Grenzgewässern) und VI (Sonderabkommen über die Ausnutzung der Wasserkräfte in der Grenzzone) zum Übereinkommen, betreffend die Regelung des Grenzverkehrs, bleiben in der im Handelsvertrag vom 3. September 1925 vereinbarten Form in Kraft.

An Stelle der Anlage VII (Übereinkommen über den Touristenverkehr im Grenzgebiete) zum Übereinkommen, betreffend die Regelung des Grenzverkehrs, tritt die Anlage F des gegenwärtigen Vertrages.

Die Formulare zu Artikel 8, Punkt 7, zu Artikel 10, Punkt 6, zu Artikel 12 und zu Artikel 14, Punkt 10, des Grenzverkehrsübereinkommens bleiben in der im Handelsvertrag vom 3. September 1925 vereinbarten Form in Kraft.

Artikel VI.

Die beiden vertragschliessenden Teile kommen zur Gewährung eines gegenseitigen Schutzes auf dem Gebiete des literarischen und künstlerischen Urheberrechtes dahin überein, die Bestimmungen der revidierten Berner Übereinkunft vom 13. November 1908¹ anzuwenden.

¹ Vol. I, page 217 ; Vol. III, page 259 ; Vol. XI, page 359 ; Vol. XXIV, page 139 ; Vol. XLV, page 95 ; Vol. LIX, page 342 ; Vol. LXIII, page 375 ; Vol. LXIX, page 64 ; Vol. LXXVIII, page 434 ; Vol. LXXXIII, page 372 ; Vol. C, page 150 ; Vol. CVII, page 456 ; Vol. CXVII, page 43 ; Vol. CXLVII, page 312 ; and Vol. CLVI, page 172, of this Series.

Члан VII.

Повраћај царина — које се полажу приликом увоза мустара и модела или завоја ма које врсте, који подлеже плаћању царина — има се извршити приликом поновног извоза најдаље на месец дана по извршеном извозу, код свих граничних или унутрашњих царинарница које имају за то потребна овлашћења. Уговорне стране саопштиће једна другој списак царинарница, које имају поменута овлашћења.

Исти рок важиће и за повраћај гаранција, које би биле дате на место плаћања царине у готову, али се повраћај гаранције може захтевати само код оне царинарнице којој је дотична гаранција предата.

Члан VIII.

У случају да аустриска влада стопе аустриске царинске тарифе претвори из златних круна у шилинге, достигнут је споразум, да ће се у златним крунама изражене царинске стопе тарифних прилога уз аустриску царинску тарифу овога трговинског уговора прерачунати у шилинге на следећи начин :

1. Царинске стопе до закључно 1 К прерачунаће се у шилинге тако да се износи до 0.005 Ш. неће узимати у обзир, а износи преко 0.005 заокруглиће се на 0.01 ш.

2. Царинске стопе преко 1 К до закључно 10 К прерачунаће се у шилинге тако да се износи до 0.025 неће узимати у обзир, код износа преко 0.025 до закључно 0.075 заокруглиће се на 0.05 ш, односно код износа преко 0.075 Ш заокруглиће се на 0.1 Ш.

3. Царинске стопе преко 10 К до укључиво 50 К прерачунаће се у шилинге тако да се износи до 0.05 Ш неће узимати у обзир, а износи преко 0.05 заокруглиће се на 0.1 Ш.

4. Царинске стопе преко 50 К до укључиво 100 К прерачунаће се у шилинге тако да се износи до 0.25 Ш. неће узимати у обзир, код износа преко 0.25 Ш до закључно 0.75 заокруглиће се на 0.5 Ш, односно код износа преко 0.75 заокруглиће се на 1 Ш.

5. Царинске стопе преко 100 К до закључно 300 К прерачунаће се у шилинге тако, да се износи до 0.5 Ш неће узимати у обзир, код износа преко 0.5 Ш заокруглиће се на 1 Ш.

6. Царинске стопе преко 300 К до закључно 500 К прерачунаће се у шилинге тако да се износи до 2.5 Ш неће узимати у обзир, код износа преко 2.5 Ш до закључно 7.5 заокруглиће се на 5 Ш, односно код износа преко 7.5 Ш заокруглиће се на 10 Ш.

7. Царинске стопе преко 500 К прерачунаће се у шилинге тако да се износи до 5 Ш неће узимати у обзир, а износи преко 5 Ш заокруглиће на 10 Ш.

Члан IX.

Овај уговор израђен у оригиналном српско-хрватском и немачком тексту биће ратификован што је могуће пре. Инструмента ратификације биће измењани у Београду.

Artikel VII.

Die Rückzahlung der bei der Einfuhr von einem Zoll unterliegenden Mustern und Modellen oder von Umschliessungen aller Art erlegten Zölle wird anlässlich der Wiederausfuhr spätestens einen Monat nach erfolgter Rückausfuhr bei allen Grenz- und Innerlandzollämtern erfolgen, welche die hiezu nötigen Befugnisse besitzen. Die vertragschliessenden Teile werden einander das Verzeichnis jener Zollämter bekanntgeben, die mit den genannten Befugnissen ausgestattet werden.

Eine gleiche Frist gilt für die Freigabe der für derartige Zollzahlungen geleisteten Sicherstellung, doch kann die Freigabe nur bei jenem Zollamt verlangt werden, bei dem die Sicherstellung geleistet wurde.

Artikel VIII.

Für den Fall, als die österreichische Regierung die Ansätze des österreichischen Zolltarifes von Goldkronen auf Schilling umstellen sollte, wird vereinbart, dass die in Goldkronen erstellten Zollsätze der Tarifanlagen zum österreichischen Zolltarife des vorliegenden Handelsvertrages nach folgenden Grundsätzen in Schilling umzurechnen sind :

1. Zollsätze bis einschliesslich 1 K werden derart in Schilling umgerechnet, dass Beträge bis 0.005 S unberücksichtigt bleiben und Beträge über 0.005 S auf 0.01 S aufgerundet werden.

2. Zollsätze über 1 K bis einschliesslich 10 K werden derart in Schilling umgerechnet, dass Beträge bis 0.025 S unberücksichtigt bleiben, Beträge über 0.025 S bis einschliesslich 0.075 S auf 0.05 S auf-, beziehungsweise abgerundet und Beträge über 0.075 S auf 0.1 S aufgerundet werden.

3. Zollsätze über 10 K bis einschliesslich 50 K werden derart in Schilling umgerechnet, dass Beträge bis 0.05 S unberücksichtigt bleiben und Beträge über 0.05 S auf 0.1 S aufgerundet werden.

4. Zollsätze über 50 K bis einschliesslich 100 K werden derart in Schilling umgerechnet, dass Beträge bis 0.25 S unberücksichtigt bleiben, Beträge über 0.25 S bis einschliesslich 0.75 S auf 0.5 S auf-, beziehungsweise abgerundet und Beträge über 0.75 S auf 1 S aufgerundet werden.

5. Zollsätze über 100 K bis einschliesslich 300 K werden derart in Schilling umgerechnet, dass Beträge bis 0.5 S unberücksichtigt bleiben und Beträge über 0.5 S auf 1 S aufgerundet werden.

6. Zollsätze über 300 K bis einschliesslich 500 K werden derart in Schilling umgerechnet, dass Beträge bis 2.5 S unberücksichtigt bleiben und Beträge über 2.5 S bis einschliesslich 7.5 S auf 5 S ab-, beziehungsweise aufgerundet und Beträge über 7.5 S auf 10 S aufgerundet werden.

7. Zollsätze über 500 K werden derart in Schilling umgerechnet, dass Beträge bis 5 S unberücksichtigt bleiben und Beträge über 5 S auf 10 S aufgerundet werden.

Artikel IX.

Der gegenwärtige Vertrag, in deutscher und serbokroatischer Urschrift doppelt ausgefertigt, soll so bald als möglich ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden werden in Beograd ausgetauscht werden.

Уговор ступа на снагу на дан потписа и важиће до 30 јуна 1932 године. Ако не буде откаван на три месеца пре истека овога рока, уговор остаје и даље на снази и моћи ће доцније бити у свако доба отказан, с тим да његово важење престаје на три месеца од дана извршеног отказа.

У потврду овога обострани пуномоћници потписали су овај споразум и ставили на њега своје печате.

Тако рађено у Београду, 9 марта 1932.

За Краљевину Југославију :
(М. П.) Д-р Алберт Крамер, с. р.

За Републику Аустрију :
(М. П.) Херман Пленис, с. р.

ПРИЛОГ ТАРИФЕ А

(уз царинску тарифу Краљевине Југославије).

Број тарифе	Наименовање	Царина динара у злату
ив 104/2	<i>Примедба</i> : Уље од земљаних орашчића (кикирики), очврснуто, за даљу прераду под условима које пропише Министар финансија слободно је од царине.	од 100 кг.
ив 110/1 б	Кандис :	
	α) у главама	30.—
	β) у парчетима	30.—
ив 116	Друга вина, која пене и кипе, изувев шампањ	250.—
ив 122	Диамалт (екстракт слада за техничку употребу)	32.50
ив 125/1	Минералне воде, природне, незаслађене	1.40
ив 126		
ив <i>Напомене</i>	Природне минералне воде, незаслађене, које се увозе у судовима у трговини уобичајеним, царине се по Бр. 125, тач. 1.	
ив 132	Бонбоне просте, шећерлеме	140.—
ив 133	Бонбоне fine (т. зв. свилене) ; бонбоне напуњене мармеладом, чоколадом и сличним ; фондани без чоколаде, марципан, желе, пралине :	
	свилене бонбоне и карамеле, ненапуњене	140.—
	остале горе поменуте	180.—
134/3	Роба сасвим или делимиче од накаове масе, чоколаде или њених сурогата, у колико није на другом месту поменута	180.—
ив 137	Биљно масло од коносовог ораха	29.—
138/2	Слачица са широм и другим додацима припремљена	50.—
	<i>Примедба</i> : На слачицу у завојима до закључно 2 кг укупне тежине плаћа се додаток царини 50 %.	
ив 139/2	Екстракт за зачињавање супе, течан	120.—
ив 140	Овомалтин	60.—
ив 144	Кристоласк	120.—

Der Vertrag tritt am Tage der Unterzeichnung in Kraft und gilt bis 30. Juni 1932. Wenn er nicht drei Monate vor Ablauf dieses Termines gekündigt wird, bleibt er weiter in Geltung und kann späterhin jederzeit mit der Wirkung gekündigt werden, dass seine Geltung nach drei Monaten, vom Tage der Kündigung gerechnet, erlischt.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten diesen Vertrag gefertigt und ihre Siegel beige drückt.

So geschehen zu Beograd, am 9. März 1932.

Für die Republik Österreich :
(L. S.) Hermann PLOENNIES, *m. p.*

Für das Königreich Jugoslawien :
(L. S.) Albert KRAMER, *m. p.*

TARIFANLAGE A

(ZUM ZOLLTARIF DES KÖNIGREICHES JUGOSLAWIEN).

Nummer des Tarifs	Benennung der Waren	Vertragsmässiger Zollsatz in Golddinaren
aus 104/2	<i>Anmerkung</i> : Erdnussöl, gehärtet, zur Weiterverarbeitung, unter den vom Finanzminister vorgeschriebenen Bedingungen frei.	für 100 kg
aus 110/1 b	Kandiszucker :	
	α) in Hüten	30.—
	β) in Stücken	30.—
aus 116	Schaumweine, andere als Champagner	250.—
aus 122	Diamalt (Malzextrakt für gewerbliche Zwecke)	32.50
aus 125/1	Mineralwasser, natürliches, ungesüsst	1.40
aus 126	Natürliches Mineralwasser, ungesüsst, das in handelsüblichen Gefässen eingeführt wird, ist nach Nr. 125, Punkt 1, zu verzollen.	
<i>Anmerkung</i>	Bonbons, gewöhnliche ; Zuckerln	140.—
aus 132	Bonbons, feine (sogenannte Seidenbonbons) ; Bonbons, gefüllt mit Marmelade, Schokolade und ähnlichem, Fondants ohne Schokolade, Marzipan, Gelees, Pralineses :	
aus 133	Seidenbonbons und Karamellen, ungefüllt	140.—
	andere oben genannte Waren	180.—
134/3	Waren, ganz oder teilweise aus Kakaomasse, Schokolade oder deren Ersatzstoffen, anderweitig nicht genannt	180.—
aus 137	Pflanzenfett aus Kokosnüssen	29.—
138/2	Senf, mit Most und sonstigen Zutaten zubereitet	50.—
	<i>Anmerkung</i> : Senf in Aufmachungen bis zum Gesamtgewichte von 2 kg unterliegt einem Zollzuschlag von 50 vom Hundert des Zolles.	
aus 139/2	Suppenwürze, flüssig	120.—
aus 140	Ovomaltine	60.—
aus 144	Christolax	120.—

Број тарифе	Наименовање	Царина динара у злату
		од 100 кг.
из 145	Кочке и конзерве за супу	120.—
из 148	Шљунак и песак :	
	из 2. млевен, у расутом стању или у цаковима	0.10
152/2 a	Креда у природној боји, самлевена и прана као и испрана	1.80
из 153	Гипс :	
	2. печен	1.80
	3. млевен па и бојен	1.80
из 184/2	Свеће и свећеце од воска	120.—
187	Остали сапун сване врсте и облика, па и са дометком косметичких или медицинских средстава (т. зв. медицински сапун)	100.—
из 192	Обично црно мазиво за обућу ; масти, кремове и слични препарати израђени помоћу воска, масти или уља, за чишћење, полирање и одржавање паркета, пећи, штедњака, коже и обуће :	
	1. Обично црно мазиво за обућу :	
	а) у завојима за ситну продају	24.—
	б) у другим завојима	20.—
	2. Остали горе поменути :	
	а) у завојима за ситну продају	125.—
	б) у другим завојима	75.—
из 206	Фероцијанкалије, фероцијаннатрије, ферицијанкалије, ферицијаннат- рије, калијев хиперманганат	5.—
из 207/1	Хромове стипсе, кристалисане	слободно
из 208	Водонички супероксид	4.—
	Оловна глеђа, жута и црвена, у комадима и љушчицама, па и млевена	5.—
из 209	Калијев хлорид	слободно
из 212/6	Натријев и калијев силикат (водено стакло) :	
	у чврстом стању	4.—
	течни	2.—
из 214/4	Угљена киселина, течна	15.—
из 222	Паста од бакарног хлорида	12.—
из 225/2	Крвни албумин	10.—
234/1	Готови лекови, и сви хемијски и апотекарски производи дозирани	300.—
236	Боје минералне и земљане, улепшане органским пигментима, царине	
<i>Примедба</i>	се по уговореној царинској стопи Бр. 243.	
из 240	1. Оловно белило, оловно црвенило и оловно жутило	30.—
	2. Бронзане боје	45.—
из 241	Хромове боје	25.—
243	Пигмент и лак боје у колико нису на другом месту поменуте, а такође и смесе једињења пигмената с неорганским базама и солима (пиг- ментни лакови и остало)	25.—
	<i>Напомена 1.</i> На боје с уљем, глицерином, уљаним фирнисом, лепком, минералним уљем и другим средствима плаћа се царина.	
	на црну штампарску боју	80.—
	на остале боје	120.—
	<i>Напомена 2.</i> На боје с алкохолним, ацетонским или лак фирнисом плаћа се царина 120 динара од 100 кг.	
	<i>Напомена 3.</i> На боје у завојима до 1 кгр закључно укупне тежине плаћа се још 15 динара од 100 кг.	
244/2 a	Течно мастило обично за писање	60.—

Nummer des Tarifs	Benennung der Waren	Vertragsmässiger Zollsatz in Golddinaren
		für 100 kg
aus 145	Suppenwürfel und Suppenkonserven	120.—
aus 148	Schotter und Sand :	
	aus 2. gemahlen, aufgeschüttet oder in Säcken	0.10
152/2a	Kreide in natürlicher Farbe, gemahlen oder geschlämmt, auch ausgewaschen	1.80
aus 153	Gips :	
	2. gebrannt	1.80
	3. gemahlen, auch gefärbt	1.80
aus 184/2	Wachskerzen und Wachsstöcke	120.—
187	Seifen, andere, aller Art und Form, auch mit Zusatz von kosmetischen und Heilmitteln (sogenannte Medizinalseifen)	100.—
aus 192	Schuhwische, schwarze, gewöhnliche, Fette, Cremen und ähnliche Präparate mit Beimengung von Wachs, Fetten und Ölen hergestellt, zum Putzen, Polieren und Instandhalten von Parketten, Öfen, Herden, Leder und Schuhen :	
	1. Schuhwische, schwarze, gewöhnliche :	
	a) in Verpackungen für den Kleinverkauf	24.—
	b) in anderen Verpackungen	20.—
	2. andere oben genannte :	
	a) in Verpackungen für den Kleinverkauf	125.—
	b) in anderen Verpackungen	75.—
aus 206	Ferrocyankalium, -natrium, Ferricyanikalium, -natrium, Kaliumhyper-manganat	5.—
aus 207/1	Chromalaun, kristallisiert	frei
aus 208	Wasserstoffsuperoxyd	4.—
	Bleiglätte, gelb und rot, in Stücken und Schuppen, auch gemahlen	5.—
aus 209	Chlorkalzium	frei
aus 212/6	Natriumsilikat, Kaliumsilikat (Wasserglas) :	
	fest	4.—
	flüssig	2.—
aus 214/4	Kohlensäure, flüssig	15.—
aus 222	Kupferchloridpasta	12.—
aus 225/2	Blutalbumin	10.—
234/1	Zubereitete Arzneiwaren sowie alle dosierten chemischen und pharmazeutischen Waren	300.—
236	Mineral- und Erdfarben, mit organischen Pigmenten geschönt, sind nach den vertragsmässigen Zollsätzen der Nr. 243 abzufertigen.	
Anmerkung		
aus 240	1. Bleiweiss, Bleirot und Bleigelb	30.—
	2. Bronzefarben	45.—
aus 241	Chromfarben	25.—
243	Pigmentfarben und Lackfarben (Farblacke), nicht besonders benannte, sowie Mischungen aus Verbindungen von Pigmenten mit anorganischen Basen und Salzen (Pigmentlacke und andere)	25.—
	<i>Anmerkung 1</i> : Farben mit Öl, Glycerin, Ölfirnis, Leim, Mineralöl und sonstigen Stoffen versetzt :	
	Druckfarben, schwarze	80.—
	andere Farben	120.—
	<i>Anmerkung 2</i> : Farben, mit Alkohol, Azeton oder Lackfirnis versetzt, unterliegen einem Zolle von 120 Dinar für 100 kg.	
	<i>Anmerkung 3</i> : Farben in Behältnissen bis zum Gesamtgewicht von 1 kg einschliesslich unterliegen ausserdem noch einem Zollzuschlag von 15 Dinar für 100 kg.	
244/2 a	Schreibtinte, gewöhnliche, flüssig	60.—

Број тарифе	Наименовање	Царина динара у злату
из <i>Примедбе</i>	На течно мастило у судовима до закључно 1 кг укупне тежине плаћа се додатак царини 50 %.	од 100 кг.
из 248	Уљани фирниси, па и помешани са средствима, да се брзо суше (синативима)	50.—
из 250	Лакфирниси	80.—
252	Уљани кит, смони, каучукова и гутаперчини китови, кит од лепка и остали китови у колико нису на другом месту поменути :	
	1. Уљани и смони	12.—
	2. Остали	35.—
из 273	Памучна вата :	
	1. Кардована или превучена лепком као и траке од вате па и превучене лепком	25.—
	<i>Примедба.</i> Примеса вуне до највише 5 % укупне тежине не утиче на царинење.	
274	Памучна предива једножична :	
	1. № 12 и мање по енглеској нумерацији :	
	а) сирова	20.—
	б) бељена	30.—
	в) бојена и штампана	35.—
	2. Преко № 12 до № 29 :	
	а) сирова	25.—
	б) бељена	35.—
	в) бојена и штампана	40.—
	3. Преко № 29 до № 50 :	
	а) сирова	30.—
	б) бељена	40.—
	в) бојена и штампана	45.—
	4. Преко № 50 :	
	а) сирова	35.—
	б) бељена	45.—
	в) бојена и штампана	50.—
275	Памучна предива двојична или вишежична :	
	1. № 12 и мање, по енглеској нумерацији :	
	а) сирова	25.—
	б) бељена	35.—
	в) бојена и штампана	40.—
	2. Преко № 12 до № 29 :	
	а) сирова	30.—
	б) бељена	40.—
	в) бојена и штампана	45.—
	3. Преко № 29 до № 50 :	
	а) сирова	35.—
	б) бељена	45.—
	в) бојена и штампана	50.—
	4. Преко № 50 :	
	а) сирова	40.—
	б) бељена	50.—
	в) бојена и штампана	55.—

Nummer des Tarifs	Benennung der Waren	Vertrags- mässiger Zollsatz in Golddinaren
		für 100 kg
	Gewöhnliche flüssige Schreibtinte in Behältnissen im Gesamtgewichte bis zu 1 kg einschliesslich unterliegt einem Zollzuschlag von 50 vom Hundert des Zolles.	
aus 248	Ölfirnisse, auch mit Zusatz von Trockenmitteln (Sikkativen)	50.—
aus 250	Lackfirnisse	80.—
252	Öl-, Harz-, Kautschuk- und Guttaperchakitte, Leimkitt und andere, nicht besonders benannte Kitte : 1. Öl- und Harzkitte 2. andere	12.— 35.—
aus 273	Baumwollwatte : 1. kardiert oder mit Klebstoffen, sowie Wattebänder, auch mit Klebstoffen	25.—
	<i>Anmerkung</i> : Die Beimengung von Wolle bis zum Höchstausmass von 5 vom Hundert des Gesamtgewichtes bleibt bei der Verzollung ausser Betracht.	
274	Baumwollgarne, eindrätig : 1. Nr. 12 und darunter, nach englischer Numerierung : a) roh b) gebleicht c) gefärbt oder bedruckt 2. über Nr. 12 bis Nr. 29 : a) roh b) gebleicht c) gefärbt oder bedruckt 3. über Nr. 29 bis Nr. 50 : a) roh b) gebleicht c) gefärbt oder bedruckt 4. über Nr. 50 : a) roh b) gebleicht c) gefärbt oder bedruckt	20.— 30.— 35.— 25.— 35.— 40.— 30.— 40.— 45.— 35.— 45.— 50.—
275	Baumwollgarne, zwei- oder mehrdrätig : 1. Nr. 12 und darunter, nach englischer Numerierung : a) roh b) gebleicht c) gefärbt oder bedruckt 2. über Nr. 12 bis Nr. 29 : a) roh b) gebleicht c) gefärbt oder bedruckt 3. über Nr. 29 bis Nr. 50 : a) roh b) gebleicht c) gefärbt oder bedruckt 4. über Nr. 50 : a) roh b) gebleicht c) gefärbt oder bedruckt	25.— 35.— 40.— 30.— 40.— 45.— 35.— 45.— 50.— 40.— 50.— 55.—

Број тарифе	Наименовање	Царина динара у злату
		од 100 кг.
276	Памучна предива за продају на ситно ; (конац за шивење, плетење, везење) па и чврсто упредена (hardwater, mull-double), на дрвеним калемима, артијама и клупчићима, канурама итд., једножична и вишежична : 1. сирова 2. бељена 3. бојена и штампана	70.— 90.— 110.—
	<i>Напомена :</i> На мерцеризована предива плаћа се 50 % додатка царини, која се плаћа према нумери и обради.	
279	Тил, бобине и њима сличне тканине : 1. Глатки 2. Бобине са чипкастим шарама за завесе и сличне домаће потребе : у комадима који се на метар продају у одређеној дужини	400.— 300.— 500.—
	<i>Примедба.</i> На ове тканине опточене или порубљене концем или тракама, плаћа се 25 % додатка царини, која се плаћа на дотичну тканину.	
из 280	Плетена (штрикана и виркована) и мрежаста памучна роба : из 4. непоменути : из б) мараме за главу и рамена	400.—
282	Везови на памучној тканини па и са апликацијама : 1. рађени свиленим предивом 2. рађени другим предивом	1200.— 1000.—
283	Памучне траке ткане	220.—
из 284	Преплетене траке за обућу	280.—
из 304	Колани и циви	85.—
314	Вунено предиво за продају на ситно удешено (на калемима, у клупчићима, канурама итд.) ; 1. сирово 2. бељено, бојено, штампано	100.— 150.—
из 316	Покривачи од отпадака, у тежини у 1 м ² преко 700 грама Тебад природно сива у тежини у 1 м ² преко 700 грама, па и са обојеним бордурним пругама	120.— 200.—
из 317	Вунене тканине изузев нарочито поменутих, које у 1 м ² имају тежине: из 3. преко 300 до 500 грама : Лоден	280.—
из 319	Плетена (штрикана и виркована) и мрежаста вунена роба : из 4 Мараме и шалови	550.—
331	Честе свилене и полусвилене тканине : 1. Свилене 2. Полусвилене	1800.— 800.—
из 335	Плетена (штрикана и виркована) и мрежаста роба свилена и делом свилена : из 3. Мараме и шалови : а) свилени : од вештачке свиле од друге свиле изузев вештачке б) делом свилени : делом од вештачке свиле делом од друге свиле изузев вештачке	1800.— 2400.— 900.— 1200.—

Nummer des Tarifs	Benennung der Waren	Vertragsmässiger Zollsatz in Golddinaren
		für 100 kg
276	Baumwollgarne für den Detailverkauf (Näh-, Stick- und Strickgarn), auch hart gesponnen (Hardwater, Mull-double), auf Holzspulen, Papier, in Knäueln, Strähnen usw., ein- oder mehrdrätig :	
	1. roh	70.—
	2. gebleicht	90.—
	3. gefärbt oder bedruckt	110.—
	<i>Anmerkung</i> : Merzerisierte Garne unterliegen einem Zollzuschlage von 50 vom Hundert zum Zolle, der nach Nummer und Bearbeitung zu entrichten ist.	
279	Tüll, Bobbinet und ähnliche Gewebe :	
	1. glatte	400.—
	2. Bobbinet mit spitzenartigen Mustern für Vorhänge und ähnliche Verwendung im Hause :	
	Meterware	300.—
	in abgepassten Stücken	500.—
	<i>Anmerkung</i> : Derartige Gewebe, mit Schlungabschluss oder Band eingefasst, unterliegen einem Zollzuschlag von 25 vom Hundert des Zolles für das betreffende Gewebe.	
aus 280	Strick-, Wirk- und Netzwaren aus Baumwolle :	
	aus 4. nicht besonders benannte :	
	Kopf- und Schultertücher	400.—
282	Stickereien auf baumwollenem Grundstoff, auch mit Applikationen :	
	1. aus Seidengespinsten	1,200.—
	2. aus anderen Gespinsten	1,000.—
283	Baumwollbänder, gewebt	220.—
aus 284	Schuhriemen, geflochten	280.—
aus 304	Gurten, Schläuche	85.—
314	Wollgarne in Aufmachungen für den Kleinverkauf (auf Spulen, in Knäueln, Strähnen usw.) :	
	1. roh	100.—
	2. gebleicht, gefärbt, bedruckt	150.—
aus 316	Abfalldecken im Gewichte über 700 g auf 1 m ²	120.—
	Kotzen, naturgraue, im Gewichte über 700 g auf 1 m ² , auch mit farbigen Bordürestreifen	200.—
aus 317	Wollgewebe, mit Ausnahme der besonders benannten, im Gewichte auf 1 m ² :	
	aus 3. von mehr als 300 bis 500 g :	
	Loden	280.—
aus 319	Wirk-, Strick- und Netzwaren aus Wolle :	
	aus 4. Tücher und Schals	550.—
331	Dichte Seiden- und Halbseidengewebe :	
	1. Ganzseidengewebe	1,800.—
	2. Halbseidengewebe	800.—
aus 335	Wirk-, Strick- und Netzwaren, ganz oder zum Teil aus Seide :	
	aus 3. Tücher und Schals :	
	a) ganzseidene :	
	aus Kunstseide	1,800.—
	aus anderer Seide als Kunstseide	2,400.—
	b) zum Teil seidene :	
	zum Teil aus Kunstseide	900.—
	zum Teil aus anderer Seide als Kunstseide	1,200.—

Број тарифе	Наименовање	Царина динара у злату
337	Траке тканине : 1. Свилене : од вештачке свиле од природне свиле 2. Полусвилене : а) у рипсу рађене до 6 см ширине за опрему шешира б) остале	од 100 кг. 1800.— 2200.— 400.— 900.—
из 346	Премазане и натопљене тканине на другом месту непоменуте : 1. У комадима, који се на метар продају	120.—
из 348/1 б	Покривачи од тканине из Бр. 346, па и шивењем састављени, и са алкама, кајишима, конопчићима, копчама и сличним снабдевени . .	160.—
из 351	Све израде од клубучине за техничку употребу	156.—
354	Коњска длака из гриве и репа, па и помешана с другим материјалом : 1. Сирова 2. Бељена, бојена, уковрчена или у плетенице уплетена, па и помешана с другом животињском длаком или биљним влакнима	слободно 40.—
из 356	Мушко, женско и дечије руље ; женска конфекција (изузев горњих капута за жене и девојке) ; краватне ; стежњаци (мидери) и женски прсници ; спортске и путничке капе :	Према царини, која се плаћа на предивну израду од које је и још 160 %
	1. од свилених и полусвилених тканина 2. од вунених тканина 3. од памучних тканина 4. од других биљних предивних материја	
	Доње рубље— горње одело, капе, као и мараме и шалови, у колико се сматрају као конфекција од плетених (штриканих и виркованих) материја :	Према царини, која се плаћа на предивну израду (робу која се на метар продаје) од које је и још 150 %
	свилене и полусвилене вунене	
	Конфекција из Бр. 392 и 394	Према материји, од које је и још 100 %
из 356/4	Новчаници за ситан новац од памучно-ланене тканине са споља монтираним кугластим гвозденим затворачем.	500.—

Nummer des Tarifs	Benennung der Waren	Vertragsmässiger Zollsatz in Golddinaren
		für 100 kg
337	Bänder, gewebte :	
	1. ganzseidene :	
	aus Kunstseide	1,800.—
	aus natürlicher Seide	2,200.—
	2. halbseidene :	
	a) Ripsbänder, bis zu einer Breite von 6 cm zur Ausstattung von Hüten	400.—
	b) andere	900.—
aus 346	Gewebe, überstrichen oder getränkt, nicht besonders benannte :	
	1. in Stücken (Meterware)	120.—
aus 348 / 1 b	Plachen und Decktücher aus Geweben der Nr. 346, auch genäht mit Ringen, Riemen, Stricken, Schliessen u. dgl.	160.—
aus 351	Technische Filze	150.—
354	Rosshaare aus Mähne und Schweif, auch mit anderen Stoffen gemengt :	
	1. roh	frei
	2. gebleicht, gefärbt, gekräuselt (Krollhaare) oder geflochten, auch mit anderen Tierhaaren oder Pflanzenfasern gemengt	40.—
aus 356	Herren-, Damen- und Kinderwäsche ; Damenkonfektion (mit Ausnahme von Damen- und Mädchenmänteln) ; Krawatten ; Mieder und Büstenhalter ; Sport- und Reisekappen :	
	1. aus Ganz- oder Halbseidengeweben	Nach dem Zoll für das betreffende Gespinnsterzeugnis mit einem Zuschlag von 160 vom Hundert.
	2. aus Wollgeweben	
	3. aus Baumwollgeweben	
	4. aus allen anderen pflanzlichen Spinnstoffen	
	Unterwäsche, Oberkleider, Mützen sowie als Konfektion zu behandelnde Tücher und Schals aus Wirk- und Strickstoffen :	
	aus Ganz- oder Halbseide	Nach dem Zoll für das betreffende Gespinnsterzeugnis (Meterware) mit einem Zuschlag von 150 vom Hundert.
	aus Wolle	
	Konfektion aus den Tarifnummern 392 und 394	Nach dem Zoll für den betreffenden Grundstoff mit einem Zuschlag von 100 vom Hundert.
aus 356/4	Kleingeldsäcke aus Mischgeweben von Baumwolle und Leinen, mit aussen montiertem Kugelverschluss	500.—

Број тарифе	Наименовање	Царина динара у злату
	<p><i>Из Примедбе.</i> На женско рубље и лаку женску конфекцију наплаћиваће се додаци царини и то :</p> <p>1. 20 % ако је везена око врата, при дну рукава или по другим крајевима рубља и одела, или је на истим местима пришивена чипка или вез с тим, да ширина чипке ни веза не прелази 10 см.</p> <p>2. 40 % ако ширина веза или чипке прелази 10 см или ако је везена и по другим деловима или ако су чипке и вез нашивени по другим деловима, или ако су урађени у самој конфекцији, али ни у једном случају не прелазе 30 % површине лица. Овако се поступа, ако је на конфекцији употребљена и чипка и вез, али при одређивању процента површине одлучује збир њихових површина.</p> <p>Над чипка или вез или њихов збир прелази 30 % површине лица, цариниће се као конфекција од веза или чипке према томе чега има више, у коме се случају искључује наплата ових додатака.</p>	од комада
из 360	Мушки шешири од клобучине :	
	1. Опремљени	2.20
364	Сви женски шешири без разлике украшени	6.—
из 366	Вештачко цвеће и венци сасвим или делом израђени од текстилних материја, па и у вези с другим материјалом :	
	2. Цвеће, па и везано у букете, и венци :	од 100 кг.
	а) сасвим или делом од свиленог или полусвиленог материјала.	6000.—
	б) сасвим или делом од другог текстилног материјала.	3000.—
367	Кишобрани и сунцобрани :	
	из 1. са дршкама или деловима од корњачевине, седефа, слонове кости, ћилибара, гагата или њихових имитација или од позлаћених и посребрених простих метала :	од комада
	из а) превучени свиленом или делом свиленом тканином	7.—
	из 2. са дршкама или деловима украсно резаним или од материјала за рецкарију изузев поменутог :	
	из а) превучени свиленом или делом свиленом тканином	6.—
	из 4. остали :	
	б) превучени свиленом или делом свиленом тканином	4.50
из 368	Обућа од тканине и клобучине, с ђоновима од другог материјала :	
	из 1. сасвим или делом од свиле :	од 100 кг.
	од брокатских или атласких тканина	1200.—
из Општих напомена у в. део :	из 1. На лужене, полубељене и бељене израде плаћа се додаток царини 30 %. На бојене или у две боје рађене плаћа се додаток царини 40 %. Ако су у више боја рађене, пресоване или штампане плаћа се додаток царини 60 %. На израде у комаду мерцеризоване или израђене од мерцеризованих предива плаћа се додаток царини 60 %.	
	<i>Из Примедбе.</i> Ови додаци наплаћиваће се на основну стопу за сирове израде за које важе уговорене царине.	
	Роба из Бр. 282. не подлежи горњим додацима.	

Nummer des Tarifs	Benennung der Waren	Vertragsmässiger Zollsatz in Golddinaren
	<p><i>Aus Anmerkung</i> : Damenwäsche und leichte Damenkonfektion unterliegt nachstehenden Zollzuschlägen :</p> <p>1. 20 vom Hundert, wenn sie um den Hals, am Ende der Ärmel oder an anderen Enden des Wäsche- oder Kleidungsstückes bestickt ist oder an eben diesen Stellen Spitzen oder Stickereien angenäht sind, wobei die Breite dieser Spitzen oder Stickereien 10 cm nicht übersteigen darf.</p> <p>2. 40 vom Hundert, wenn die Breite der Spitzen oder Stickereien 10 cm übersteigt oder wenn diese auch an anderen Stellen vorkommen oder die Spitzen oder Stickereien an anderen Stellen angenäht oder in die Konfektion selbst eingearbeitet sind, wobei sie jedoch in keinem Falle mehr als 30 vom Hundert der Oberfläche der Schauseite einnehmen dürfen. In gleicher Weise wird vorgegangen, wenn bei der Konfektion Spitzen und Stickereien verwendet sind, wobei bei der Ermittlung des Hundertsatzes der Flächenausdehnung die gesamte auf Spitzen und Stickereien entfallende Oberfläche in Betracht zu ziehen ist.</p> <p>Wenn die Spitzen oder Stickereien oder beide zusammen mehr als 30 vom Hundert der Oberfläche der Schauseite ausmachen, erfolgt die Verzollung als Konfektion aus Spitzen oder Stickereien, je nachdem die Spitzen oder Stickereien überwiegen. In diesem Falle werden die vorstehenden Zuschläge nicht eingehoben.</p>	für 1 Stück
aus 360	Herrenhüte aus Filz :	
	1. garniert	2.20
364	Damenhüte aller Art, aufgeputzt	6.—
aus 366	Künstliche Blumen und Kränze, ganz oder teilweise aus Textilstoffen, auch in Verbindung mit anderen Stoffen :	
	2. Blumen, auch in Bukette gebunden, sowie Kränze :	für 100 kg
	a) ganz oder teilweise aus seidenen oder halbseidenen Stoffen . . .	6,000.—
	b) ganz oder teilweise aus anderen Textilstoffen	3,000.—
aus 367	Regen- und Sonnenschirme :	
	aus 1. mit Griffen oder Teilen aus Schildpatt, Perlmutter, Elfenbein, Bernstein, Gagat oder deren Nachahmungen oder aus vergoldeten oder versilberten unedlen Metallen :	für 1 Stück
	aus a) mit seidenen oder zum Teil seidenen Geweben überzogen . .	7.—
	aus 2. mit durch Schnitzereien verzierten Griffen oder Teilen oder aus anderen als den genannten Schnitzstoffen :	
	aus a) mit seidenen oder zum Teil seidenen Geweben überzogen . .	6.—
	aus 4. andere :	
	b) mit seidenen oder zum Teil seidenen Geweben überzogen . . .	4.50
aus 368	Schuhwaren aus Geweben oder Filz, mit Sohlen aus anderen Stoffen :	
	aus 1. ganz oder teilweise aus Seide :	für 100 kg
	aus Brokat- oder Atlasgeweben	1,200.—
aus Allgemeine Anmerkungen zum V. Abschnitt	<p>aus 1. Gelaugte, halbgebleichte und gebleichte Erzeugnisse unterliegen einem Zollzuschlag von 30 vom Hundert ; gefärbte und zweifarbige einem Zollzuschlag von 40 vom Hundert ; mehrfarbige, gepresste oder bedruckte einem Zollzuschlag von 60 vom Hundert. In ganzen Stücken, merzerisiert oder aus merzerisierten Garnen gewebt, zahlen diese Erzeugnisse einen Zollzuschlag von 60 vom Hundert.</p> <p><i>Aus Anmerkung</i> : Diese Zuschläge werden prozentuell auf den Grundzoll der Rohware jener Tarifnummern eingehoben, für die vertragsmässige Zollsätze in Geltung stehen.</p> <p>Die Waren der Nr. 282 sind den vorstehenden Zuschlägen nicht unterworfen.</p>	

Број тарифе	Наименовање	Царина динара у злату
	<p>2. На десиноване тканине плаћа се додатак царини 15 %. На брошеване плаћа се додатак царини 25 %. Ако једна роба има обе обраде, плаћа се само већи додатак.</p> <p>3. На тканине у газе везиване плаћа се додатак царини 50 %.</p> <p>Додатци на тач. 2 и 3 наплаћиваће се на оне израде за које важе уговорене царине. Они се наплаћују на основну стопу за сирове израде.</p> <p>из 5. При уговореном цариењу плетених памучних марама за главу и рамена као и тканих или плетених марама и шалова, плетених капа, доњег рубља и горњег одела, све то од вуне, не утичу на цариење уткани или уpletени дометци вештачке свиле, који не прелазе 3 % од укупне тежине.</p> <p>из 6. На напред поменуту робу са дометком вештачке свиле преко 3 % до закључно 10 % укупне тежине, плаћа се додатак царини 25 %. Остале израде од предива које садрже свилу, царине се при уговорном цариењу :</p> <p>а) ако садрже свиле до 10 % закључно од укупне тежине предивног материјала од којег су, с додатком царини 50 % ;</p> <p>б) ако садрже свиле преко 10 % до закључно 50 % укупне тежине предивног материјала од кога су, царине се као полусвилене ;</p> <p>с) ако садрже свиле преко 50 % од укупне тежине предивног материјала од кога су, царине се као свилене у колико није у тарифи друкчије означено.</p> <p>из 9. Мараме и шалови из Бр. 321 са независним ресама, које проистичу из конца основе и потке не плаћају додатак предвиђен у тач. 9. : на ове израде, чије су независане ресе увезане највише у два чвора, плаћа се додатак на поруб 25 % од царине.</p>	од 100 кг.
376 /1 из 378	<p>Кожни кајиши за преношење покретне снаге</p> <p>Седларске и сарачке израде од коже, па и од натопљених или премазаних тканина :</p> <p>2. У вези с другим простим металима или гвожђем превученим другим простим металима и њиховим легурама</p> <p>3. У вези са сребром, сребром оплоченим, посребреним или позлаћеним деловима</p>	160.— 250.— 450.—
379	<p>Торбарске израде од коже или тканина, изузев свилених, па и од натопљених или премазаних тканина :</p> <p>1. У комаду тешком преко 1 кг :</p> <p>а) без везе или у везе с простим и финим материјалом</p> <p>б) у вези с најфинијим материјалом</p> <p>2. У комаду тешком до закључно 1 кг :</p> <p>а) без везе или у вези с простим и финим материјалом</p> <p>б) у вези с најфинијим материјалом</p>	300.— 450.— 450.— 600.—
389	<p>Цеви, кајиши, гуме за точкове на колима или аутомобилима, па и у вези с простим металима или њиховим легурама</p>	180.—

Nummer des Tarifs	Benennung der Waren	Vertrags- mässiger Zollsatz in Golddinaren
	<p>2. Dessinierte Gewebe entrichten einen Zollzuschlag von 15 vom Hundert, broschierte einen solchen von 25 vom Hundert. Wenn eine Ware beide Bearbeitungen aufweist, ist nur der höhere Zuschlag zu entrichten.</p> <p>3. Gasbindige Gewebe entrichten einen Zollzuschlag von 50 vom Hundert.</p> <p>Die unter Punkt 2 und 3 vorgesehenen Zuschläge finden bei jenen Waren Anwendung, für die vertragsmässige Zollsätze in Geltung stehen. Sie werden auf Grund dieser Zollsätze für die rohen Erzeugnisse berechnet.</p> <p>aus 5. Bei zu den vertragsmässigen Zollsätzen abzufertigenden gewirkten oder gestrickten Kopf- und Schultertüchern aus Baumwolle sowie gewebten, gewirkten oder gestrickten Tüchern und Schals, ferner gewirkten oder gestrickten Mützen, Unterwäsche und Oberkleidern, alle diese aus Wolle, welche mit einem Zusatz von eingewebter, eingewirkter oder eingestrickter Kunstseide versehen sind, der 3 vom Hundert des Gesamtgewichtes nicht übersteigt, bleibt dieser Zusatz bei der Verzollung ausser Betracht.</p> <p>aus 6. Vorstehende Waren mit einem Zusatz an Kunstseide über 3 bis einschliesslich 10 vom Hundert des Gesamtgewichtes unterliegen einem Zollzuschlage von 25 vom Hundert. Andere vertragsmässig zollbegünstigte Erzeugnisse aus Gespinsten, welche Seide enthalten, sind zu verzollen :</p> <p>a) wenn die Seide bis einschliesslich 10 vom Hundert des Gesamtgewichtes der verwendeten Spinnstoffe ausmacht, mit einem Zollzuschlag von 50 vom Hundert ;</p> <p>b) wenn die Seide mehr als 10 bis einschliesslich 50 vom Hundert des Gesamtgewichtes ausmacht, wie halbseidene ;</p> <p>c) wenn die Seide mehr als 50 vom Hundert des Gesamtgewichtes des Gespinstes, aus dem sie bestehen, ausmacht, wie seidene, soweit im Tarif nicht anders angegeben ist.</p> <p>aus 9. Tücher und Schals der Nr. 321 mit Naturfransen (aus Schuss oder Kette stammenden Fäden), nicht verknötet, unterliegen nicht dem in Punkt 9 vorgesehenen Zuschlag für Einfassung ; derartige Erzeugnisse, deren Naturfransen bis zu zwei Knoten verknüpft sind, unterliegen dem Zuschlag für Einfassung von 25 vom Hundert des Zolles.</p>	für 100 kg
376/1 aus 378	Lederne Treibriemen Sattler- und Riemerwaren aus Leder oder aus getränkten oder überstrichenen Geweben :	160.—
	2. in Verbindung mit anderen unedlen Metallen oder Eisen, das mit anderen unedlen Metallen oder deren Legierungen überzogen ist . .	250.—
	3. in Verbindung mit Silber, mit silberplattierten, versilberten oder vergoldeten Teilen	450.—
379	Taschnerwaren aus Leder oder aus Geweben mit Ausnahme solcher aus Seide, auch solche aus überstrichenen oder getränkten Geweben :	
	1. im Stückgewichte von mehr als 1 kg :	
	a) ohne Verbindung oder in Verbindung mit gewöhnlichen oder feinen Stoffen	300.—
	b) in Verbindung mit feinsten Stoffen	450.—
	2. im Stückgewichte bis einschliesslich 1 kg :	
	a) ohne Verbindung oder in Verbindung mit gewöhnlichen oder feinen Stoffen	450.—
	b) in Verbindung mit feinsten Stoffen	600.—
389	Schläuche, Riemen, Radreifen für Wagen und Kraftwagen, auch in Verbindung mit unedlen Metallen und deren Legierungen	180.—

Број тарифе	Наименовање	Царина динара у злату
390 из 392	Обућа од каучука, па и с текстилним и другим материјалом	од 100 кг. 200.—
из 393	Листови и тканине : из 1. Листови само од меког каучука из 2. Тканине каучуком натопљене, премазане или са уметком од каучука : б) друге, изузев свилене или делом свилене	150.— 150.—
из 394	Израде од каучука на другом месту непоменуте : из 1. Без везе или у вези с простим или финим материјалом : с) остало : Пнеуматици (цеви и омотачи за пнеуматике) остале израде 2. У вези с најфинијим материјалом	180.— 200.— 400.—
из 395 из 411	Еластичне тканине, плетена роба, позамантерија и позамантеријске израде, ако су употребљена предива : из 2. Од другог предивног материјала изузев свиленог или делом свиленог : б) остале изузев обућарске	150.—
из 395	Плоче за учвршћивање (т. зв. Ит-плоче)	100.—
из 411	Израде сасвим или делом од слонове кости, од корњачевине, од седефа и њихових имитација па и у вези с другим материјалом : 1. Без везе или у вези с простим или финим материјалом : Дугмета за пришивање од седефа без везе Остале израде	500.— 700.—
из 415/2	Израде од животињских материја за рецкарију, на другом месту непоменуте : а) без везе или у вези с простим материјалом б) у вези с финим материјалом с) у вези с најфинијим материјалом	360.— 360.— 550.—
из 418/1 а β	Пискови за цигаре и цигарете од вештачке смоле (препарата фенола)	350.—
из 419	Дугмета од каменог ораха	170.—
из 423/1	Дрвено брашно сирово	3.—
из 431	Дрвене жиоке профиловане и непрофиловане, превучене или непровучене масом, па и у вези с простим или финим материјалом : 2. Залуживане, бојене, лаковане, политиране, фирнисоване 3. Са инкрустацијама, са шарама израђеним пресовањем, жежењем, фрезовањем или вајањем 4. Са уметнутим радом, малане, обојене бронзаним бојама	110.— 130.— 130.—
из 432	Намештај и столарске израде за унутарњи уређај станова : из 2. б) α) Намештај превучен кожом из 3. Остали : д) с уметнутим радом, обојен бронзаним бојама, малан	200.— 200.—
из 433/2	Ручице за алате, оквири за ренде, оквири за тестере : а) сирови б) углачани : оквири за ренде фирнисовани или полирани : оквири за ренде	70.— 70.— 80.—
из 434	Прибор за цртање и малање Цеви за луле, главе за луле, пискови за цигаре и цигарете : без везе или у вези с простим материјалом у вези с финим материјалом	230.— 150.— 200.—

Nummer des Tarifs	Benennung der Waren	Vertrags- mässiger Zollsatz in Golddinaren
		für 100 kg
390	Schuhe aus Kautschuk, auch mit Textil- oder anderen Stoffen	200.—
aus 392	Blätter und Gewebe :	
	aus 1. Blätter, nur aus weichem Kautschuk	150.—
	aus 2. Gewebe mit Kautschuk getränkt, damit überzogen oder mit Kautschukeinlagen :	
	b) andere als aus Seide oder zum Teil aus Seide	150.—
aus 393	Waren aus Kautschuk, anderweitig nicht benannt :	
	aus 1. ohne Verbindung oder in Verbindung mit gewöhnlichen oder feinen Stoffen :	
	c) andere :	
	Pneumatiks (Schläuche und Mäntel)	180.—
	andere Waren	200.—
	2. in Verbindung mit feinsten Stoffen	400.—
aus 394	Elastische Gewebe ; Wirkwaren, Posamenterie und Posamentierwaren, wenn Gespinste verwendet wurden :	
	aus 2. aus anderen Spinnstoffen als Seide oder zum Teil aus Seide :	
	b) andere als Schuhelastiques	150.—
aus 395	Dichtungsplatten (sogenannte Jt-Platten)	100.—
aus 411	Waren, ganz oder teilweise aus Elfenbein, Schildpatt, Perlmutter oder deren Nachahmungen, auch in Verbindung mit anderen Stoffen :	
	1. ohne Verbindung oder in Verbindung mit gewöhnlichen oder feinen Stoffen :	
	Perlmutterknöpfe zum Annähen, ohne Verbindung	500.—
	andere Waren	700.—
aus 415/2	Waren aus tierischen Schnitzstoffen, anderweitig nicht benannt :	
	a) ohne Verbindung oder in Verbindung mit gewöhnlichen Stoffen . .	360.—
	b) in Verbindung mit feinen Stoffen	360.—
	c) in Verbindung mit feinsten Stoffen	550.—
aus 418/1aβ	Zigarren- und Zigarettenspitzen aus Kunstharz (Phenolpräparaten) : . .	350.—
aus 419	Knöpfe aus Steinnuss	170.—
aus 423/1	Holzmehl, roh	3.—
aus 431	Holzleisten, profiliert oder nicht profiliert, auch mit Masse überzogen, auch in Verbindung mit gewöhnlichen oder feinen Stoffen :	
	2. gebeizt, gefärbt, lackiert, poliert, gefirnisst	110.—
	3. mit Inkrustationen, mit durch Pressen, Brennen, Fräsen oder Schnit- zen erzeugten Mustern	130.—
	4. mit eingelegter Arbeit, bemalt, bronziert	130.—
aus 432	Möbel und Tischlerarbeiten für Innenausstattungen :	
	aus 2. b) α) Möbel mit Leder überzogen.	200.—
	aus 3. andere :	
	d) mit eingelegter Arbeit, bemalt, bronziert	200.—
aus 433/2	Holzgriffe für Werkzeuge, Hobelgestelle, Sägerahmen :	
	a) roh	70.—
	b) geglättet :	
	Hobelgestelle	70.—
	gefirnisst oder poliert :	
	Hobelgestelle	80.—
aus 434	Zeichen- und Malrequisiten	230.—
	Pfeifenrohre, Pfeifenköpfe, Zigarren- und Zigarettenspitzen :	
	ohne Verbindung oder in Verbindung mit gewöhnlichen Stoffen .	150.—
	in Verbindung mit feinen Stoffen	200.—

Број тарифе	Наименовање	Царина динара у злату
		од 100 кг.
из 435	Израде од дрвета на другом месту непоменуте :	
	из 1. а) Сирове, без везе или у вези с простим материјалом :	
	Кућевно и кухињско посуђе	40.—
	из 2. Заслуживане, бојене, лаковане, политиране, фирнисоване :	
	а) без везе или у вези с простим материјалом :	
из 439	Лестве на точковима са направом за механичко дизање	60.—
	Плута :	
	из 2. Камење и цигле од плуте и плутних отпадака, помоћу других материјала састављено	10.—
444	Артија за завијање у тежини преко 30 грама по 1 м ²	15.—
из 445	Артија за штампање и писање :	
	из 1. за штампање :	
	б) остала	17.—
	3. За писање	28.—
453	Артија за глачање, посута песком, стаклом, шмирглом и сличним	10.—
из 455	Растровани обрасци па и са штампаним текстом, штампани предмети у виду плаката, објава, препорука, упутстава итд. :	
	из 1. У једној боји, изузев бронзиране, златне и сребрне :	
	а) без слика	80.—
	из б) са сликама :	
	Модни журнари	70.—
	из 2. Вишебојни, бронзирани, позлаћени, посребрени :	
	а) без слика	130.—
	из б) са сликама :	
	Модни журнари	70.—
	<i>Напомена уз Тар. бр. 455, 472 и 473.</i> Објаве, плакати и брошуре, којима се препоручује посета аустријских туристичких места, купалишта или у опште пропагира страначки промет у Аустрији цариниће се без обзира на величину огласног дела, по тар. бр. 455 слободно од царине.	
459	Карте за играње, забаву и сличне, па и табаци са сликама за ованке карте	250.—
из 460	Фотографске хартије :	
	2. Осетљиве на светлости	200.—
462	Артија за писма, куверте од артије, дописне карте и карте за писма, све ово за сликама, оквирима, монограмима, амблемима, украсним линијама, штампањем, пресовањем, или на други начин израђеним или са обојеним изицама, с пресованим природним или вештачким цвећем па и у везе с простим или финим материјалом :	
	Артија за писма, куверте од артије, и карте за писма за пословне сврхе	200.—
	Остале горе поменуте израде	250.—
463	Остала артија за писма, куверте од артије, дописне карте и карте за писма, па и завијени у артију, у кувертима од артије или у кутијама од картона или од дрвета :	
	1. Без везе с другим материјалом	80.—
	2. У везе с простим или финим материјалом	150.—
463	<i>из Примедба :</i> Предмети из Бр. 462 и 463 не сматрају се да су у вези с другим материјалом, кад су везани тракама, позамантеријом или предивима, па и од свиле, или кад су кутије од картона, које служе	

Nummer des Tarifs	Benennung der Waren	Vertragsmässiger Zollsatz in Golddinaren
		für 100 kg
aus 435	Holzwaren, anderweitig nicht benannt : aus 1. a) roh, ohne Verbindung oder in Verbindung mit gewöhnlichen Stoffen : Haus- und Küchengeräte	40.—
	aus 2. gebeizt, gefärbt, lackiert, poliert, gefirnisst : a) ohne Verbindung oder in Verbindung mit gewöhnlichen Stoffen : Leitern auf Rädern mit mechanischer Hebevorrichtung	60.—
aus 439	Kork : aus 2. Steine und Ziegel aus Kork und Korkabfällen, mit Hilfe anderer Stoffe verbunden	10.—
444	Packpapier im Gewichte über 30 g auf 1 m ²	15.—
aus 445	Druck- und Schreibpapier : aus 1. Druckpapier : b) anderes	17.—
	3. Schreibpapier	28.—
453	Schleifpapier, mit Sand, Glas, Schmirgel u. dgl. überzogenes Papier	10.—
aus 455	Rastrierte Formulare, auch mit gedrucktem Text, Druckartikel in Form von Plakaten, Kundmachungen, Reklamen, Anpreisungen, Gebrauchsanweisungen, usw. : aus 1. einfarbig, mit Ausnahme der bronzierten, versilberten oder vergoldeten : a) ohne Bilder aus b) mit Bildern : Modejournale	80.— 70.—
	aus 2. mehrfarbig, bronziert, versilbert oder vergoldet : a) ohne Bilder aus b) mit Bildern : Modejournale	130.— 70.—
	<i>Anmerkung zu den Tar. Nrn. 455, 472 u. 483 : Ankündigungen, Plakate und Broschüren, die den Besuch von österreichischen Touristenorten und Bädern anempfehlen oder den Fremdenverkehr in Österreich überhaupt propagieren, sind ohne Rücksicht auf den Umfang des Annoncentheiles nach Tar. Nr. 455 zollfrei abzufertigen.</i>	
459	Spiel-, Vergnügungskarten und ähnliche, auch in Bögen mit den Bildern für die Karten	250.—
aus 460	Photographisches Papier : 2. lichtempfindlich	200.—
462	Briefpapier, Briefumschläge, Briefkarten mit Bildern, Umrahmungen, Monogrammen, Emblemen, Zierlinien, durch Druck, Pressung oder sonstwie erzeugt oder mit farbigen Rändern ; mit gepressten, natürlichen oder künstlichen Blumen, auch in Verbindung mit gewöhnlichen und feinen Stoffen : Briefpapier, Briefumschläge und Briefkarten für geschäftliche Zwecke	200.—
	andere oben genannte Erzeugnisse	250.—
463	Anderes Briefpapier, Briefumschläge aus Papier, Post- und Briefkarten, auch in Papier verpackt, in Papierumschlägen oder in Papp- oder Holzschachteln : 1. ohne Verbindung mit anderen Stoffen 2. in Verbindung mit gewöhnlichen oder feinen Stoffen	80.— 150.—
463	<i>Aus Anmerkung : Erzeugnisse der Nrn. 462 und 463 gelten deshalb nicht als in Verbindung mit anderen Stoffen stehend, weil sie mit Bändchen (Schnürchen) oder Gespinsten, auch aus Seide, gebunden, oder die</i>	

Број тарифе	Наименовање	Царина динара у злату
	за њихово одржавање, снабдевене са оваким тракама за придржавање одклопљеног заклопца кутије.	од 100 кг.
из 464	Кесе и њима сличне израде : из 1. Без везе : б) од остале артије изузев артије за завијање 2. У вези с другим материјалом као платном, желатином, калајним листићима, металном артијом и сличним материјама	70.— 80.—
	<i>Из Напомене.</i> Ако су на кесама и сличним израдама штампани натписи (фирме), упутства, препоруке итд., без слика, наплаћиваће се додатак царини 40 % ; на кесе и сличне израде, са сликама наплаћиваће се царина : на једнобојне на вишебојне, бронзиране, посребрене или позлаћене	120.— 150.—
466	Књиге за радње, свеске, бележници и блокови, па и у вези с простим и финим материјалом : 1. С листовима од нерастроване артије : цепни бележници остало 2. С листовима од растроване артије, па и помешани с листовима од друге артије : цепни бележници остало	75.— 80.— 75.— 120.—
из 467	Подметачи и мапе за писање : 1. Облепљени артијом ма које врсте 2. Облепљени сликама на артији или израђени од картона са сликама или облепљени финим материјалом	80.— 120.—
из 469	Галантеријске и луксузне израде од артије, картона, дрвене масе или папирмашеа, па и у вези с простим и финим материјалом : албуми за фотографије, за дописне карте и албуми за поезију (за усмене) Чипке од артије уобличене	200.— 250.—
из 470	Непоменуће израде и предмети од артије, картона, дрвене масе и папирмашеа : из 1. Без везе или у вези с простим и финим материјалом : б) изолационе (Бергманове) цеви, па и сасвим или делом превучене простим металима из с) торбарске израде од вулканфибера и сличних материја из 2. У вези с најфинијим материјалом : Албуми за фотографије, за дописне карте и албуми за поезију (за усмене) подметачи и мапе за писање	100.— 250.— 300.—
из 472	Фотографије	150.—
из 478	Камење за калдру	1.25
481	Воденичко (млиноско) камење, па и са наплатком	6.—
из 483	Вештачко камење за глачање и оштрење, па и у вези с дрветом, гвожђем или другим простим металима : 1. Од шмиргла, корунда, карборунда	50.—
из 489/1 а	Хераклит-плоче и кабе-плочи и кабе шупље цигле као и грађевинске плоче и шупље цигле сличног састава	2.—
из 491	Маса за изоловање топлоте од смеше азбеста, длака, инфузоријске земље, струготина од дрвета итд. и израде од овакве масе : 2. Израде као : плочице, дужице, коцкице, камење, цигле, цеви, делови цеви итд.	4.—

Nummer des Tarifs	Benennung der Waren	Vertrags- mässiger Zollsatz in Golddinaren
		für 100 kg
aus 464	zu ihrer Aufbewahrung dienenden Pappschachteln mit derlei Rückenbändchen zum Festhalten des ausgeschlagenen Schachteldeckels ausgestattet sind. Düten und ähnliche Erzeugnisse : aus 1. ohne Verbindung : <i>b)</i> aus anderem Papier als Packpapier 2. in Verbindung mit anderen Stoffen, wie Leinwand, Gelatine, Zinnfolien, Metallpapier u. dgl. Stoffen <i>Aus Anmerkung</i> : Befinden sich auf den Düten und ähnlichen Erzeugnissen gedruckte Aufschriften, Firmen, Anleitungen, Anpreisungen, usw. ohne Bild, so unterliegen sie einem Zollzuschlag von 40 vom Hundert. Düten und ähnliche Erzeugnisse mit Bild unterliegen folgenden Zöllen : einfarbig mehrfarbig, bronziert, versilbert oder vergoldet	70.— 80.— 120.— 150.—
466	Geschäftsbücher, Hefte, Notizbücher und Blocks, auch in Verbindung mit gewöhnlichen oder feinen Stoffen : 1. mit nicht rastrierten Blättern : Taschennotizbücher andere Waren 2. mit rastrierten Blättern, auch mit anderem Papier durchschossen : Taschennotizbücher andere Waren	75.— 80.— 75.— 120.—
aus 467	Schreibunterlagen und Schreibmappen : 1. mit Papier aller Art beklebt 2. mit Papierbildern beklebt oder aus Karton mit Bildern erzeugt oder mit feinen Stoffen beklebt	80.— 120.—
aus 469	Galanterie- und Luxuserzeugnisse aus Papier, Karton, Holzmasse oder Papiermaché, auch in Verbindung mit gewöhnlichen oder feinen Stoffen: Photographie-, Postkarten-, Poesiealbums (Stammbücher)	200.—
aus 470	Spitzenpapier, geformt Nicht besonders benannte Erzeugnisse aus Papier, Karton, Holzmasse und Papiermaché : aus 1. ohne Verbindung oder in Verbindung mit gewöhnlichen oder feinen Stoffen : <i>b)</i> Isolationsrohre (Bergmannrohre), auch ganz oder teilweise mit unedlen Metallen überzogen aus <i>c)</i> Taschnierwaren aus Vulkanfiber u. dgl. Stoffen aus 2. in Verbindung mit feinsten Stoffen : Photographie-, Postkarten-, Poesiealbums (Stammbücher), Schreibunterlagen und Schreibmappen	250.— 100.— 250.— 300.—
aus 472	Photographien	150.—
aus 478	Pflastersteine	1.25
481	Mühlsteine, mit und ohne Reifen	6.—
aus 483	Künstliche Polier-, Schleif- und Wetzsteine, auch in Verbindung mit Holz, Eisen, oder anderen unedlen Metallen : 1. aus Schmirgel, Korund, Karborundum	50.—
aus 489/1 a	Heraklitplatten und Kabéplatten und -hohlsteine sowie Bauplatten und Hohlsteine ähnlicher Zusammensetzung	2.—
aus 491	Wärmeschutzmassen aus Gemengen von Asbest, Haaren, Infusorienerde, Sägespänen usw. hergestellt, sowie Erzeugnisse daraus : 2. Erzeugnisse, wie Platten, Stäbchen, Würfel, Steine, Ziegel, Rohre, Rohrteile usw.	4.—

Број тарифе	Наименовање	Царина динара у злату
		од 100 кг.
из 493	Израде од вештачког ћилибара или од имитација ћилибару, гагату и морској пени :	
	1. Без везе или у вези с простим и финим материјалом	600.—
	2. У вези с најфинијим материјалом	800.—
	3. У вези с племенитим металима :	
	а) са златом	2000.—
	б) са сребром	1000.—
из 503	Галантеријске израде и луксузни предмети :	
	2. Од мајолике и фајанса :	
	а) бели или једнобојни	90.—
	б) вишебојни, шарени, украшени сликама, позлаћени, посребрени, бронзовани, превучени листером	120.—
	Земљане луле, па и са пониклованим оковима	100.—
из 504	Израде на другом месту непоменуте :	
	из 2. Од осталог керамичког материјала :	
	из а) Стаусове опекасте тканине (Жичане тканине превучене печеном земљом)	15.—
из 505/3	Земљане луле са посребреним оковима	100.—
из 519	Живописи на стаклу и стаклени мозаик	100.—
из 524/1	Рефлектори од огледала за зидне лампе	90.—
из 536	4. Уобличено (фасоновано) гвожђе.	
	<i>Примедба.</i> По тач. 4 б цариниће се и челичне ударне летве за механичне вршалице.	
из 537	Лим :	
	2. Превучени :	
	а) цинком	15.—
	б) налајем (бели лим) или оловом	15.—
	из 3. штампан, лакован	18.—
	из 4. а) кројен лим у облику круга у дебљини испод 1 мм сиров, декапиран или дресиран	14.—
из 538	Жица, ваљана или извучена :	
	1. Необрађена :	
	а) дебљине преко 2 мм	12.50
	б) дебљине 1 мм до закључно 2 мм	13.50
	с) дебљине испод 1 мм до 0.5 мм	14.50
	дебљине испод 0.5 мм	15.50
	из 2. Поцинкована :	
	а) дебљине преко 2 мм	18.—
	б) дебљине 1 мм до закључно 2 мм	20.—
	с) дебљине испод 1 мм	22.—
	<i>Примедбе :</i> 1. Извучена гвоздена жица, која се, да би оменшала, усијава и при томе задржи своју првобитну боју, или је приликом оксидације изгуби, неће се сматрати као обрађена.	
	2. Жица, која се приликом израде провлачи кров раствор бакарулфата и при томе добије слаб бакарни сјај, неће се сматрати као бакром превучена у смислу Општих напомена за просте метале. Ова објашњења важе и за израде од жице.	
из 548	Осовине, изузев железничке и делови осовина :	
	из 2. Обрађене :	
	а) обичне	30.—

Nummer des Tarifs	Benennung der Waren	Vertragsmässiger Zollsatz in Golddinaren
		für 100 kg
aus 493	Waren aus künstlichem Bernstein und aus Nachahmungen von Bernstein, Gagat und Meerscham : 1. ohne Verbindung oder in Verbindung mit gewöhnlichen oder feinen Stoffen	600.—
	2. in Verbindung mit feinsten Stoffen	800.—
	3. in Verbindung mit Edelmetallen : a) mit Gold	2,000.—
	b) mit Silber	1,000.—
aus 503	Galanterie- und Luxuswaren : 2. aus Majolika oder Fayence : a) weiss oder einfarbig	90.—
	b) mehrfarbig, bunt mit Bildern verziert, vergoldet, versilbert, bronziert, mit Lüster überzogen	120.—
aus 504	Tonpfeifen, auch mit vernickelten Beschlägen	100.—
aus 505/3	Waren, nicht besonders benannte : aus 2. aus anderen keramischen Stoffen : aus a) Staussziegelgewebe (Drahtgewebe, überzogen mit gebranntem Ton)	15.—
aus 519	Tonpfeifen mit versilberten Beschlägen	100.—
aus 524/1	Glasmalereien und Glasmosaiken	100.—
aus 536	Spiegelreflektoren für Wandlampen	90.—
	4. Fassoneisen.	
	<i>Anmerkung</i> : Nach Punkt 4 b wird auch Schlagleistenstahl verzollt.	
aus 537	Blech : 2. überzogen : a) mit Zink	15.—
	b) mit Zinn (Weissblech) oder Blei	15.—
	aus 3. bedruckt, lackiert	18.—
	aus 4. a) runde Bleche (Ronden) in der Stärke unter 1 mm roh, dekapiert oder dressiert	14.—
aus 538	Draht, gewalzt oder gezogen : 1. unbearbeitet : a) in der Stärke über 2 mm	12.50
	b) in der Stärke von 1 mm bis einschliesslich 2 mm	13.50
	c) in der Stärke von weniger als 1 mm bis 0.5 mm	14.50
	in der Stärke unter 0.5 mm	15.50
	aus 2. verzinkt : a) in der Stärke über 2 mm	18.—
	b) in der Stärke von 1 mm bis einschliesslich 2 mm	20.—
	c) in der Stärke von weniger als 1 mm	22.—
	<i>Anmerkungen</i> : 1. Gezogener Eisendraht, der zum Weichwerden gegläht wird und hiebei seine ursprüngliche Farbe beibehält oder sie durch Oxydierung verliert, ist nicht als bearbeitet anzusehen. 2. Draht, der bei der Erzeugung durch eine Lösung von Kupfersulfat gezogen wird und dadurch einen schwachen Kupferglanz gewinnt, wird nicht als Draht mit Kupfer überzogen im Sinne der allgemeinen Bemerkungen zu den unedlen Metallen angesehen werden. Diese Erläuterung gilt auch für Drahtwaren.	
aus 543	Achsen, mit Ausnahme der Eisenbahnachsen und Teile von Achsen : aus 2. bearbeitet : a) gewöhnliche	30.—

Број тарифе	Наименовање	Царина динара у злату
		од 100 кг.
из 544	из 1. Чекићи, па и у вези са дрветом : а) у тежини 1 кг и више б) у тежини до 1 кг 2. Наковњи Менгеле	28.— 40.— 25.— 19.—
из 546	Ашови, лопате, мотике, будаци, пијуци, грабуље и виле, па и у вези с дрветом : 1. Необрађени : а) грабуље и виле б) остали 2. Обрађени : а) грабуље и виле б) остали	35.— 30.— 45.— 37.—
из 548	Бургије за бушење камена (пуне или шупље) Турпије с зарезима или без зареза па и у вези с дрветом	30.— 50.—
из 550	Машински ножеви и остали ножеви за занатство, полупривреду и индустрију, па и у вези с дрветом	50.—
552/2	Делови плугова : а) у комаду тешком 5 кг и више б) у комаду тешком до 5 кг.	20.— 25.—
из 554	Завртњи и навртњи сваке врсте, закивке, гвоздени делови за утврђивање изолатора са пречником или ширином отвора од : 1. Преко 14 мм. 2. Преко 7 до закључно 14 мм 3. 7 мм или мање	30.— 40.— 70.— 30.—
из 555	Клинци са увојима за трачнице свију врста и ледењаци за потковице. Клинчићи и клинцци, извучени, пресовани или ковани : из 1. Необрађени, без везе с другим материјалом : Клинци и клинчићи од жице Ковани клинци за трачнице, ексерчићи за цртаће табле из 2. Обрађени : Клинци оплављени; Ексерчићи за цртаће табле	23.— 30.— 23.— 50.—
	<i>Примедба.</i> По уговореним царинским стопама цариниће се и клинцци од жице дебљине преко 5 мм.	
556	Окови за прозоре, врата, сандуке, намештај и кола, па и у вези с другим простим металима или дрветом : 1. Необрађени 2. Обрађени	45.— 55.—
из 559	Израде од жице на другом месту непоменуте : из 1. дебљине 1 мм или више : из а) необрађене : Ужета од жице из б) обрађене : α) Ужета од жице β) Плетива од жице за баштенске ограде, са шестоугаоним окцима мреже, у комаду поцинкована 2. дебљине испод 1 мм : а) необрађене : α) Ужета од жице β) остале израде б) обрађене : α) Ужета од жице β) остале израде	27.— 37.— 55.— 35.— 60.— 50.— 90.—

Nummer des Tarifs	Benennung der Waren	Vertrags- mässiger Zollsatz in Golddinaren
		für 100 kg
aus 544	aus 1. Hämmer, auch in Verbindung mit Holz :	
	a) im Gewichte von 1 kg und mehr	28.—
	b) im Gewichte bis 1 kg	40.—
	2. Ambosse	25.—
546	Schraubstöcke	19.—
	Spaten, Schaufeln, Hauen, Krampen, Rechen, Gabeln, auch in Verbin- dung mit Holz :	
	1. unbearbeitet :	
	a) Rechen und Gabeln	35.—
	b) andere	30.—
	2. bearbeitet :	
	a) Rechen und Gabeln	45.—
	b) andere	37.—
aus 548	Gesteinsbohrer (Voll- und Hohlbohrer)	30.—
	Feilen und Raspeln, unbehauen oder behauen, auch in Verbindung mit Holz	50.—
aus 550	Maschinenmesser und andere, Messer für Gewerbe, Landwirtschaft und Industrie, auch in Verbindung mit Holz	50.—
552 /2	Pflugteile :	
	a) im Stückgewichte von 5 kg und darüber	20.—
	b) im Stückgewichte bis zu 5 kg	25.—
554	Schrauben und Schraubenmuttern aller Art, Nieten und Isolatoren- stützen mit einer Schaftdicke oder Lochweite von :	
	1. über 14 mm	30.—
	2. über 7 mm bis einschliesslich 14 mm	40.—
	3. 7 mm oder darunter	70.—
aus 555	Schraubenartige Schienennägel aller Art, Hufstollen	30.—
	Nägel und Stifte, gezogen, gepresst oder geschmiedet :	
	aus 1. unbearbeitet, ohne Verbindung mit anderen Stoffen :	
	Drahtstifte	23.—
	Geschmiedete Schienennägel, Reissnägel	30.—
	aus 2. bearbeitet :	
	Drahtstifte, gebläut	23.—
	Reissnägel	50.—
	<i>Anmerkung</i> : Zu den vertragsmässigen Zollsätzen werden auch Stifte aus Draht über 5 mm Stärke verzollt.	
556	Beschläge für Fenster, Türen, Kisten, Möbel und Wagen, auch in Ver- bindung mit anderen unedlen Metallen oder Holz :	
	1. unbearbeitet	45.—
	2. bearbeitet	55.—
aus 559	Drahtwaren, anderweitig nicht genannt :	
	aus 1. in der Stärke von 1 mm oder mehr :	
	aus a) unbearbeitet :	
	Drahtseile	27.—
	aus b) bearbeitet :	
	α) Drahtseile	37.—
	β) Drahtgeflechte für Gartenumfriedungen, mit sechseckigen Maschen, im Stück verzinkt.	55.—
	2. in der Stärke unter 1 mm :	
	a) unbearbeitet :	
	α) Drahtseile	35.—
	β) andere Waren	60.—
	b) bearbeitet :	
	α) Drahtseile	50.—
	β) andere Waren	90.—

Број тарифе	Наименовање	Царина динара у злату
	<p><i>Примедба:</i> Израде од сјајно извучене жице царине се као израде од необрађене жице.</p> <p>Ужета од жице, премазана катраном, мазана или натопљена смесама масти ради заштите при транспорту неће се сматрати као обрађена.</p>	од 100 кг.
из 562	<p>Посуђе и израде од лима на другом месту непоменуте :</p> <p>из 2. Од белог лима или црног лима превученог сасвим или делом оловом, цинком или калајем, па и у вези с финим материјалом :</p> <p>Канте за транспортовање млека од црног лима, калајисане</p> <p>Парионице за сточну храну</p> <p>из 3. Обојене, верниране, лаковане, оксидоване, са утиснутим шарамма, штампане, емајловане, па и у вези с финим материјалом :</p> <p>Пломбе од челичног лима, предмети за осветљавање и њихови саставни делови, направе за кување петролеумом :</p> <p>петролеумске пећи и њихови саставни делови</p> <p>из 5. Превучене сасвим или делом никлом, бакром или алуминијумом или њиховим легурама, па и у вези с финим материјалом :</p> <p>Предмети за осветљавање и њихови саставни делови, петролеумске пећи и петролеумске направе за кување као и саставни делови, превучени бакром или месингом</p>	<p>45.—</p> <p>30.—</p> <p>80.—</p> <p>130.—</p>
566	<p><i>Примедба.</i> Поједини саставни делови, као дугмета и слично, поникловани или иначе обрађени, не утичу на царинење.</p> <p>Браве, катанци (локоти) и кључеви :</p> <p>1. Браве, катанци (локоти), па и са кључевима :</p> <p>а) без везе с другим простим металима</p> <p>б) у вези с простим металима</p> <p>2. Кључеви</p>	<p>52.—</p> <p>90.—</p> <p>60.—</p>
из 569	<p><i>Примедба.</i> Кључеви који се увозе заједно са бравама, до највише три комада на једну браву царине се као и браве. Кључеви могу бити и од других простих метала, као и од легура са другим металима.</p> <p>Касе и касете, па и у вези с простим или финим материјалом :</p> <p>из 3. У комаду преко 100 кг :</p> <p>б) обрађене</p>	<p>52.—</p>
из 572	<p><i>Примедба.</i> Поникловани окуви (преклапуше, ручице и окретнице) не утичу на царинење.</p> <p>Ножеви, перорези и бријачи :</p> <p>из 1. Бритве с корицама од меког дрвета без опруге</p> <p>из 2. Стони ножеви с корицама од пакфона, или алпаке, па и орнаментованог</p> <p>из 3. Стони ножеви с посребреним корицама</p>	<p>50.—</p> <p>250.—</p> <p>500.—</p>
из 584	<p>Израде од ковног гвожђа на другом месту непоменуте, па и у вези с дрветом или ливеним гвожђем :</p> <p>из 1. Необрађене :</p> <p>с) у комаду тежем од 5 кг до закључно 25 кг</p> <p>из 2. Обрађене :</p> <p>д) у комаду тешком до закључно 5 кг</p>	<p>35.—</p> <p>70.—</p>
из 585/2	<p>Кутије за цигаре, цигарете и дуван поникловане</p>	160.—

Nummer des Tarifs	Benennung der Waren	Vertrags- mässiger Zollsatz in Golddinaren
		für 100 kg
	<i>Anmerkung</i> : Erzeugnisse aus blank gezogenem Draht sind wie Waren aus nicht bearbeitetem Draht zu verzollen. Nicht dauerhafter Teeranstrich bei Drahtseilen, ferner Schmierung oder Tränkung von Drahtseilen mit Fettgemengen zum Zwecke des Schutzes auf dem Transport werden nicht als Bearbeitung angesehen.	
aus 562	Geschirre und Blechwaren, anderweitig nicht genannt : aus 2. aus Weissblech oder aus Schwarzblech, ganz oder teilweise mit Blei, Zink oder Zinn überzogen, auch in Verbindung mit feinen Stoffen : Milchtransportkannen aus Schwarzblech, verzinkt Futterdämpfer aus 3. gefärbt, gefirnisst, lackiert, oxidiert, auch mit aufgedruckten Mustern, bedruckt, emailliert, auch in Verbindung mit feinen Stoffen : Stahlblechplomben, Beleuchtungskörper und ihre Bestandteile, Petroleumkocher und -öfen und ihre Bestandteile aus 5. ganz oder teilweise mit Nickel, Kupfer, Aluminium oder deren Legierungen überzogen, auch in Verbindung mit feinen Stoffen : Beleuchtungskörper und deren Bestandteile, Petroleumöfen und -kocher und deren Bestandteile, verkupfert oder vermessingt . . .	45.— 30.— 80.— 130.—
566	<i>Anmerkung</i> : Einzelne Bestandteile, wie Knöpfe u. dgl., vernickelt oder sonst bearbeitet, bleiben bei der Verzollung ausser Betracht. Schlösser, Vorhängeschlösser, Schlüssel : 1. Schlösser, Vorhängeschlösser, auch mit Schlüsseln : a) ohne Verbindung mit anderen unedlen Metallen b) in Verbindung mit unedlen Metallen 2. Schlüssel	52.— 90.— 60.—
aus 569	<i>Anmerkung</i> : Mit Schlössern eingehende, zugehörige Schlüssel im Höchstausmass von 3 Stück werden wie Schlösser verzollt. Die Schlüssel können auch aus anderen unedlen Metallen oder deren Legierungen bestehen. Geldschränke und Kassetten, auch in Verbindung mit gewöhnlichen oder feinen Stoffen : aus 3. im Stückgewichte über 100 kg : b) bearbeitet	52.—
aus 572	<i>Anmerkung</i> : Vernickelte Beschläge (Schlüsselschilder, Handgriffe, Drehgriffe) bleiben bei der Verzollung ausser Betracht. Messer, Federmesser und Rasiermesser : aus 1. Grobe Messer mit Griffen aus weichem Holz, ohne Feder (sogenannte Taschenfeitel) aus 2. Fischmesser mit Heften aus Packfong oder Alpaka, auch ornamentiert. aus 3. Fischmesser mit versilberten Heften	50.— 250.— 500.—
aus 584	Erzeugnisse aus Schmiedeeisen, anderweitig nicht genannt, auch in Verbindung mit Holz oder Gusseisen : aus 1. unbearbeitet : c) im Stückgewichte über 5 kg bis einschliesslich 25 kg aus 2. bearbeitet : d) im Stückgewichte bis einschliesslich 5 kg	35.— 70.—
aus 585/2	Zigarren-, Zigaretten-, Tabakdosen, vernickelt.	160.—

Број тарифе	Наименовање	Царина динара у злату
из 586	Арматуре од гвожђа : <i>Примедба.</i> Учвршћивачи од гуме, коже или вулканфибера не утичу на царинење.	од 100 кг.
603	Штампарска слова, матрице, линије, оквири, орнаменти, плочице за клишета и остали прибор за штампање, па и у вези с простим материјалом	50.—
из 604	Израде од олова на другом месту непоменуте :	
	из 2. обрађене :	
	а) без везе или у вези с простим материјалом	50.—
из 623	Израде од никла, на другом месту непоменуте :	
	из 2. обрађене :	
	а) без везе или у вези с простим материјалом	330.—
	<i>Примедба.</i> По овоме броју царине се такве израде и када су израђене од легуре са хромом или су њиме превучене.	
626	Лим и жица од бакра :	
	1. Необрађени :	
	а) у дебљини 0.5 мм или мање	32.—
	б) у дебљини преко 0.5 мм	27.—
	2. Обрађени :	
	а) у дебљини 0.5 мм или мање	42.—
	б) у дебљини преко 0.5 мм	37.—
	<i>Примедба.</i> Лим у таблама, правоугаоно опсечен, као и хладно (тврдо) ваљан лим, сматра се као необрађен.	
629	Ваљци, цеви и делови цеви од бакра :	
	1. Необрађени	42.—
	2. Обрађени	55.—
из 630	Предиво, кад је обавијени предивни материјал :	
	2. Други изузев свиле	200.—
из 631	Израде од предива без другог предивног материјала, кад је обавијени материјал :	
	2. Други изузев свиле	300.—
632	Тканине и дна за сита од жице :	
	1. Ако имају у основи и потци мање од 20 жица на 1 см ²	100.—
	2. Остали	200.—
	<i>Примедба.</i> На металне тканине за израду хартије, кад их непосредно увозе фабрике артија, плаћа се за 30% мања царина.	
635	Виноградарске прскалице и прашњаче, па и у вези с простим и финим материјалом	100.—
из 637	Ливене израде од бакра, па и у вези с дрветом или гвожђем :	
	из 3. У комадима тешким 5 кг или мање :	
	из б) обрађене :	
	Арматуре	250.—
	<i>Примедба.</i> При царинењу арматура не утичу на царинење учвршћивачи од гуме, коже и вулканфибера.	
из 638	Израде од бакра на другом месту непоменуте :	
	из 2. Обрађене :	
	а) без везе или у вези с простим материјалом :	
	Окови, завртњи, намештај, направе за осветљење и њихови саставни делови, петролеумске пећи и петролеумске направе за кување као и направе за кување алкохолем и њихови саставни делови	250.—

Nummer des Tarifs	Benennung der Waren	Vertrags- mässiger Zollsatz in Golddinaren
		für 100 kg
aus 586	Armaturen aus Eisen. <i>Anmerkung</i> : Bei der Verzollung bleiben Dichtungen aus Gummi, Leder oder Fiber ausser Betracht.	
603	Buchdruckerlettern, Matrizen, Linien, Rahmen, Ornamente, Klischeeplatten und anderes Buchdruckerzubehör, auch in Verbindung mit gewöhnlichen Stoffen	50.—
aus 604	Erzeugnisse aus Blei, anderweitig nicht genannt : aus 2. bearbeitet :	
	a) ohne Verbindung oder in Verbindung mit gewöhnlichen Stoffen	50.—
aus 623	Erzeugnisse aus Nickel, anderweitig nicht genannt : aus 2. bearbeitet :	
	a) ohne Verbindung oder in Verbindung mit gewöhnlichen Stoffen	330.—
	<i>Anmerkung</i> : Unter dieser Nummer werden auch derlei mit Chrom legierte oder überzogene Waren verzollt.	
626	Bleche und Drähte aus Kupfer : 1. unbearbeitet : a) in der Stärke von 0.5 mm und darunter b) in der Stärke über 0.5 mm 2. bearbeitet : a) in der Stärke 0.5 mm und darunter b) in der Stärke über 0.5 mm	32.— 27.— 42.— 37.—
	<i>Anmerkung</i> : Bleche in Tafeln, rechtwinkelig beschnitten, ferner kalt (hart) gewalzte Bleche sind als unbearbeitet anzusehen.	
629	Walzen, Rohre und Rohrteile aus Kupfer : 1. unbearbeitet 2. bearbeitet	42.— 55.—
aus 630	Gespinnste, wenn das umwickelte Spinnmaterial besteht aus : 2. anderen Spinnstoffen als Seide	200.—
aus 631	Erzeugnisse aus Gespinnsten ohne anderen Spinnstoff, wenn das umwickelte Material besteht aus : 2. anderen Spinnstoffen als Seide	300.—
632	Gewebe und Siebböden aus Draht : 1. wenn sie in Schuss und Kette weniger als 20 Drähte auf 1 cm ² zählen 2. andere	100.— 200.—
	<i>Anmerkung</i> : Metalltücher zur Papiererzeugung bei direktem Bezug durch Papierfabriken werden zu einem um 30 vom Hundert ermässigten Zollsatz abgefertigt.	
635	Weingartenspritzen und -zerstäuber, auch in Verbindung mit gewöhnlichen oder feinen Stoffen	100.—
aus 637	Gusswaren aus Kupfer, auch in Verbindung mit Holz oder Eisen : aus 3. im Stückgewichte von 5 kg und darunter : aus b) bearbeitet : Armaturen	250.—
	<i>Anmerkung</i> : Bei der Verzollung von Armaturen bleiben Dichtungen aus Gummi, Leder oder Fiber ausser Betracht.	
aus 638	Waren aus Kupfer, anderweitig nicht genannt : aus 2. bearbeitet : a) ohne Verbindung oder in Verbindung mit gewöhnlichen Stoffen : Beschläge ; Schrauben ; Möbel ; Beleuchtungskörper und deren Bestandteile ; Petroleumöfen und -kocher sowie Spirituskocher und deren Bestandteile	250.—

Број тарифе	Наименовање	Царина динара у злату
	<i>Напомена.</i> Као бакар царине се и његове легуре с простим металима, изузев легуре с никлом, које личе на никл.	од 100 кг.
из тач. 1. општих на помена за просте метале	Омашћене израде само ради заштите за време транспортовања не сматрају се као обрађене.	
из 642	Позлаћено и посребрено (леонско), предиво, кад је обавијени предивни материјал :	
643	2. Други изузев свиле	200.—
	Израде од предива позлаћеног и посребреног, без другог предивног материјала, кад је обавијени материјал :	
	1. Свила	1200.—
	2. Други	800.—
	<i>Из Примедбе.</i> Нараменице (еполете), ешарпе, кајаси и слични предмети за униформу, па и с текстилним и другим материјалом, без обзира јесу ли шивени или не, царине се по Бр. 643 уз наплату додатка 50 %.	
из 644	Стони прибор за стављање јела и пића, простени за сервиете, виљушке, кашике, наслони за ножеве, од простих метала или њихових легура, сасвим или делом посребрени	600.—
из 645	Дугмета за оковратнике и за маншете, споне и игле за оковратнике, игле и учвршћивачи за кравате, од простих метала или њихових легура, сасвим или делом полаћени или посребрени :	
	1. Без везе или у вези с простим или финим материјалом	700.—
из 650	Мотори, код којих се моторна снага добија унутарњим сагоревањем	15.—
из 651/2	Водене турбине, са спољашњим погонским точком у пречнику преко 1.80 м	30.—
из 653	Пољопривредне машине :	
	1. Вршалице :	
	а) у комаду преко 1000 кг	15.—
	б) у комаду 1000 кг и мање	20.—
	из 2. Сејалице и тријери	20.—
	4. а) Пресе за грожђе и воће	20.—
	из 5. Направе за окретање долапа и слично, сечке и прекрупљивачи	20.—
	Апарати за вештачко извођење и гајење пилића (вештачки квочка)	30.—
656	Машине за плетење и вирновање	25.—
из 658	Непоменуте машине за индустрију и њихови делови :	
	из 1. Машине за чишћење, одсецање врхова и љуштење жита	15.—
из 660	2. Остале пумпе	30.—
из 661	Справе за мерење тежине :	
	2. Мостне (колске) :	
	а) које мере до 5000 кг закључно	35.—
	б) које мере преко 5000 кг	28.—
	3. Децималне, изузев мостних	45.—
	4. Теразије и тасови за теразије	90.—
	5. Кантари и тасови за кантаре, па и с ланцима	70.—
	6. Непоменуте :	
	које мере :	
	испод 50 кг	150.—
	50 кг и више	75.—

Nummer des Tarifs	Benennung der Waren	Vertrags- mässiger Zollsatz in Golddinaren
		für 100 kg
aus Punkt 1 der Allge- meinen An- merkungen zu den uned- len Metallen	<i>Anmerkung</i> : Legierungen aus Kupfer mit unedlen Metallen, mit Aus- nahme von Nickellegierungen, welche dem Nickel ähnlich sind, werden wie Kupfer verzollt. Einfettungen zum Schutze der Waren während des Transportes sind nicht als Bearbeitung anzusehen.	
aus 642	Vergoldete und versilberte Gespinste (leonische) mit Kern aus :	
	2. anderen Spinnstoffen als Seide	200.—
643	Erzeugnisse aus vergoldeten oder versilberten Gespinsten ohne anderes Spinnmaterial, mit Kern aus :	
	1. Seide	1,200.—
	2. anderen Spinnstoffen	800.—
	<i>Aus Anmerkung</i> : Epauletten, Schärpen, Säbelriemen und ähnliche Uniformgegenstände, auch mit Textil- und anderen Stoffen, sind ohne Rücksicht, ob sie genäht oder nicht genäht sind, nach Nr. 643 mit einem Zollzuschlag von 50 vom Hundert zu verzollen.	
aus 644	Tafelgeräte zur Aufstellung von Speisen und Getränken, Serviettenringe, Gabeln, Löffel, Messerbänkchen, aus unedlen Metallen oder deren Legierungen, ganz oder zum Teil versilbert	600.—
aus 645	Kragen-, Manschettenknöpfe, Kragenspannen, -nadeln, Krawatten- klammern und -nadeln aus unedlen Metallen oder deren Legierungen, ganz oder zum Teil vergoldet oder versilbert :	
	1. ohne Verbindung oder in Verbindung mit gewöhnlichen oder feinen Stoffen	700.—
aus 650	Verbrennungsmotoren	15.—
aus 651/2	Wasserturbinen mit einem Durchmesser des äusseren Laufrades von über 1.80 m	30.—
aus 653	Landwirtschaftliche Maschinen :	
	1. Dreschmaschinen :	
	a) im Stückgewichte über 1000 kg	15.—
	b) im Stückgewichte von 1000 kg und darunter	20.—
	aus 2. Saatmaschinen und Trieure	20.—
	4. a) Wein- und Obstpressen	20.—
	aus 5. Göpel, Häckselmaschinen, Schrotmühlen	20.—
	Brutapparate und Glucken	30.—
656	Strick- und Wirkmaschinen	25.—
aus 658	Maschinen, gewerbliche, und deren Teile, nicht besonders benannte :	
	aus 1. Getreidereinigungs-, -spitz- und -schälmaschinen	15.—
aus 660	2. Pumpen, andere	30.—
aus 661	Wägevorrichtungen :	
	2. Brückenwaagen :	
	a) mit einer Tragfähigkeit bis einschliesslich 5000 kg	35.—
	b) mit einer Tragfähigkeit über 5000 kg	28.—
	3. Dezimalwaagen, mit Ausnahme der Brückenwaagen	45.—
	4. Balancewaagen und Schalen hiezu	90.—
	5. Hängewaagen und Schalen, auch mit Ketten.	70.—
	6. nicht besonders benannte :	
	mit einer Tragfähigkeit :	
	unter 50 kg	150.—
	von 50 kg und darüber.	75.—

Број тарифе	Наименовање	Царина динара у злату
		од 100 кг.
из 662	Алати, који раде са збијеним ваздухом	30.—
663	Динамо-машине, алтернатори и електромотори :	
	1. у комаду преко 3000 кг	45.—
	2. у комаду преко 500 до закључно 3000 кг	70.—
	3. у комаду 500 кг или мање	100.—
664/1	Трансформатори :	
	а) у комаду до закључно 1500 кг	70.—
	б) у комаду преко 1500 кг	45.—
из 665	Електрични апарати :	
	из 3. За мерење и бројење електричне струје	200.—
	из 6. Радиоапарати и њихови саставни делови	250.—
666	Тастери и нумератори за кућна електрична звонца : кутије и поклопци за цепне електричне лампе, па и са сочивом : монтирана лежиште за електричне сијалице ; прекидачи, осигурачи и на другом месту непоменути електротехнички предмети :	
	Уљни везивачи и прекидачи за високи напон и остали апарати за везивање и прекидање електричне струје, увођачи струје одпорници, у тежини комада :	
	испод 20 кг	200.—
	од 20 кг до закључно 100 кг	150.—
	преко 100 кг до закључно 500 кг	120.—
	преко 500 кг	90.—
	Остали предмети из овога броја	200.—
из 667	Електричне лампе :	
	из 2. Сијалице :	
	б) остале изузев за електричне цепне лампе	400.—
из 669	Изоловани спроводници за електричну струју :	
	1. Каблови за подземно или подводно спровођење електричне струје из 2. Остали :	50.—
	б) оплетени другим предивима, изузев свиленим и делом свиленим	200.—
	в) обавијени другим материјалом	120.—
670	Вагони :	од вредности
	1. Товарни	20 %
	2. Путнички	20 %
	<i>Примедба.</i> По тач. 1 царине се и труксови (специјални вагони за товарење дрвета).	
672	Велосипеди	од комада 30.—
675	Аутомобили и њихови резервни делови :	од вредности
	1. Товарни	20 %
	2. Остали	20 %
679	Кола и саоне за терете :	од 100 кг.
	1. Неоковане, необојена, нелакована	45.—
	2. Окована :	
	необојена, нелакована	70.—
	обојена, лакована	75.—
	3. Са опругама	90.—
из 680	Кола и саоне за вожњу :	
	1. Неокована, необојена, нелакована :	
	а) без опруга (федера)	75.—
	б) са опругама (федером)	90.—
	2. Окована, бојена или лакована, постављена или непостављена, превучена или непревучена са и без опруга (федера)	300.—

Nummer des Tarifs	Benennung der Waren	Vertrags- mässiger Zollsatz in Golddinaren
		für 100 kg
aus 662	Pressluftwerkzeuge	30.—
663	Dynamomaschinen, Alternatoren und Elektromotoren : 1. im Stückgewichte über 3000 kg	45.—
	2. im Stückgewichte über 500 kg bis einschliesslich 3000 kg	70.—
	3. im Stückgewichte von 500 kg und darunter	100.—
664/I	Transformatoren : a) im Stückgewichte bis einschliesslich 1500 kg	70.—
	b) im Stückgewichte über 1500 kg	45.—
aus 665	Elektrische Apparate : aus 3. Elektrische Mess- und Zählapparate	200.—
	aus 6. Radioapparate und deren Bestandteile	250.—
666	Taster und Numeratoren für elektrische Hausklingeln ; Büchsen und Behältnisse für elektrische Taschenlampen, auch mit Linse ; montierte Lager für elektrische Glühlampen ; Schalter, Sicherungen und ander- weitig nicht genannte elektrotechnische Gegenstände : Hochspannungölschalter und sonstige Schaltapparate, Anlasser, Wider- stände im Stückgewichte : unter 20 kg	200.—
	von 20 kg bis einschliesslich 100 kg	150.—
	über 100 kg bis einschliesslich 500 kg	120.—
	über 500 kg	90.—
	andere Waren dieser Nummer	200.—
aus 667	Elektrische Lampen : aus 2. Glühlampen : b) andere als für elektrische Taschenlampen	400.—
aus 669	Isolierte Leitungsdrähte für elektrischen Strom : 1. Untererd- und Unterwasserkabel	50.—
	aus 2. andere : b) umflochten mit anderen Gespinsten als seidenen oder zum Teile seidenen	200.—
	d) unwickelt mit anderen Stoffen	120.—
670	Waggons : 1. Güterwagen	vom Werte
	2. Personenwagen	20 v. H.
	<i>Anmerkung</i> : Unter Punkt 1 werden auch Trucks verzollt.	
672	Fahrräder	für 1 Stück
675	Automobile und deren Reserveteile : 1. zur Beförderung von Waren	30.—
	2. andere	vom Werte
		20 v. H.
679	Lastwagen und -schlitten : 1. nicht beschlagen, nicht angestrichen, nicht lackiert	20 v. H.
	2. beschlagen : nicht angestrichen, nicht lackiert	für 100 kg
	angestrichen, lackiert	45.—
	3. mit Federn	70.—
		75.—
		90.—
aus 680	Personenwagen und -schlitten : 1. unbeschlagen, nicht angestrichen, nicht lackiert : a) ohne Federn	75.—
	b) mit Federn	90.—
	2. beschlagen, angestrichen oder lackiert, gepolstert oder ungepolstert, überzogen oder unüberzogen, mit oder ohne Federn	300.—

Број тарифе	Наименовање	Царина динара у злату
из 684	Аутомати за мерење лица и робе :	од 100 кг.
	који мере 50 кг и више	75.—
из 686	Музички инструменти :	од комада
	1. Клавир	125.—
	из 4. Хармонике :	од 100 кг.
	б) остале, изузев хармонике за уста	90.—
из 700	Дечије играчке :	
	из 1. Од дрвета, без везе или у вези с простим материјалом	120.—
	из 2. Од финог материјала, или у вези с финим материјалом :	
	Лутке	250.—
	из 3. Од најфинијег материјала, или у вези с најфинијим материјалом :	
	Лутке	300.—

ПРИЛОГ ТАРИФЕ Б

(уз АУСТРИСКУ ЦАРИНСКУ ТАРИФУ).

Број тарифе	Наименовање	Царина у златним крунама
из 31	Брашно и гриз од пшенице	од 100 кг. Додатак од 3.50 на царину за 200 кг. пшенице
из 33	Грожђе, свеже, стоно у завојима сваке врсте у трговини уобичајеним у тежини до 15 кг	10.—
из 35	Воће, нарочито непоменуто, свеже :	
	из а) фино стоно воће :	
	Јабукe, крушке, дуње	5.—
	Кајсије	5.—
	Трешње, вишње	5.—
	Брескве и брескве са црвеним месом	8.—
	из б) остало :	
	Јабукe и крушке незавијене :	
	од 1. јула до 15. новембра	2.—
	од 16. новембра до 15. децембра	3.—
	остало	5.—
	Шљиве	слободно
из 36	Воће, припремљено :	
	а) шљиве, сушене на ма који начин :	
	1. незавијене или у завојима од 50 кг и више укупне тежине	слободно
	2. у другим завојима	2.50
	из б) остало воће, сушено на ма који начин :	
	из 2. Крушке, сушене на ма који начин, небелене	2.50
	јабукe, сушене на ма који начин — небелене	6.—

Nummer des Tarifs	Benennung der Waren	Vertrags- mässiger Zollsatz in Golddinaren
		für 100 kg
aus 684	Automaten zum Wägen von Personen und Waren : mit einer Tragfähigkeit von 50 kg und darüber	75.—
aus 636	Musikinstrumente : 1. Klaviere	für 1 Stück 125.—
	aus 4. Harmonikas : b) andere als Mundharmonikas	für 100 kg 90.—
aus 700	Kinderspielwaren : aus 1. aus Holz, ohne Verbindung oder in Verbindung mit gewöhnlichen Stoffen	120.—
	aus 2. aus feinen Stoffen oder in Verbindung mit feinen Stoffen : Puppen	250.—
	aus 3. aus feinsten Stoffen oder in Verbindung mit feinsten Stoffen : Puppen	300.—

TARIFANLAGE B

(ZUM ÖSTERREICHISCHEN ZOLLTARIF.)

Nummer des Tarifs	Benennung der Waren	Zollsatz in Goldkronen
aus 31	Mehl und Griess aus Weizen	für 100 kg Zuschlag von 3,50 zum Zoll für 200 kg. Weizen
aus 33	Weintrauben, frisch, zum Tafelgenuss in handelsüblichen Umschliessungen jeder Art im Gewichte bis 15 kg	10.—
aus 35	Obst, nicht besonders benanntes, frisch : aus a) feines Tafelobst : Äpfel, Birnen, Quitten	5.—
	Aprikosen	5.—
	Kirschen, Weichseln	5.—
	Pfirsiche und Blutpfirsiche	8.—
	aus b) anderes : Äpfel und Birnen, unverpackt : vom 1. Juli bis 15. November	2.—
	vom 16. November bis 15. Dezember	3.—
	andere	5.—
	Pflaumen und Hauszwetschken	frei
aus 36	Obst, zubereitet : a) Pflaumen, getrocknet oder gedörst : 1. unverpackt oder in Verpackungen im Rohgewicht von 50 kg oder mehr	frei
	2. in anderer Verpackung	2,50
	aus b) anderes Obst, getrocknet oder gedörst usw. : aus 2. Birnen, getrocknet oder gedörst, ungebleicht	2,50
	Äpfel, getrocknet oder gedörst, ungebleicht	6.—

Број тарифе	Наименовање	Царина у златним крунама
		од 100 кг.
38	Црни и бели лук	3.—
из 39	Поврће, нарочито непоменуто и остало растиње за кухињску потребу, свеже :	
	из а) фино стоно поврће :	
	Зелени грашак (па и у махунама)	5.—
	зелена боранија	3.—
	патлици	2.—
	главичаста салата	4.—
	б) друго :	
	Кромпир, изузев рани кромпир	2.—
	купус	5.—
	све остало	2.—
из 40	Поврће сваке врсте (изузев трифле) и остало растиње за кухињску потребу, сушено на ма који начин или иначе просто припремљено (т. ј. уситњено, процеђено, пресовано, кувано, усољено, у сирћету, али незаслађено) :	
	из с) остало :	
	печурке, зване вргањи, сушени	10.—
	паприке, у сланој води или сирћету	5.—
из 46	Цвеће за украс (па и гране с плодовима за украс) узабрано, неувезано или увезано, па и на жицама :	
	а) свеже :	
	Из Дравске Бановине у пограничном помету у времену од 16. марта до 14. децембра до највише 6 тона, преко нарочито овлашћених царинарница	100.—
из 48	Живо растиње :	
	из б) остало :	
	из 1. Расцветано биље :	
	из Дравске Бановине у пограничном промету до највише 30 тона преко нарочито овлашћених царинарница	28.—
	3. Дрвеће и шибље, изузев шумског	12.—
50	Хмељ, брашно од хмеља	слободно
52	Говеда :	
	а) говеда за клање у годишњој количини од 10.000 комада	9.—
	б) говеда за рад и приплод	од комада 70.—
	с) јунад	50.—
	д) телад	8.—
из 55	Свиње, тешке :	од 100 кг.
	с) преко 40 кг до 150 кг у годишњој количини од 21.000 комада	18.—
	д) преко 150 кг (свиње за маст)	од комада слободно
	мангалица	слободно
из 56	Коњи :	
	б) коњи за рад :	
	1. стари преко 2 године :	
	а) хладне крви	130.—
	б) топле крви	60.—
	2. стари до 2 године :	
	а) хладне крви	75.—
	б) топле крви	30.—
	с) за клање	од 100 кг. слободно

Nummer des Tarifs	Benennung der Waren	Zollsatz in Goldkronen
		für 100 kg
38	Zwiebeln und Knoblauch	3.—
aus 39	Gemüse, nicht besonders benannte und andere Gewächse für den Küchengebrauch, frisch :	
	aus a) feine Tafelgemüse :	
	grüne Erbsen (auch in Schoten)	5.—
	grüne Bohnen	3.—
	Tomaten	2.—
	Häuptelsalat	4.—
	b) andere :	
	Kartoffel, mit Ausnahme der Frühkartoffel	2.—
	Kraut	5.—
	alle übrigen	2.—
aus 40	Gemüse aller Art (mit Ausnahme der Trüffel) und andere Gewächse für den Küchengebrauch, getrocknet, gedörrt oder sonst einfach zubereitet (d. i. zerkleinert, passiert, gepresst, gekocht, eingesalzen, in Essig eingelegt, jedoch nicht versüsst) :	
	aus c) andere :	
	Herrenpilze, getrocknet	10.—
	Paprika in Salzwasser oder in Essig eingelegt	5.—
aus 46	Zierblumen (auch Zweige mit Zierfrüchten), abgeschnitten, lose oder zusammengebunden, auch auf Draht :	
	a) frische :	
	aus dem Drava Banat im Grenzverkehr in der Zeit vom 16. März bis 14. Dezember bis zum Höchstausmass von 6 t über besonders ermächtigte Zollämter	100.—
aus 48	Lebende Gewächse :	
	aus b) andere :	
	aus 1. blühende Pflanzen :	
	aus dem Drava Banat im Grenzverkehr bis zum Höchstausmass von 30 t über besonders ermächtigte Zollämter	28.—
	3. Bäume und Sträucher, ausgenommen Forstpflanzen	12.—
50	Hopfen, Hopfenmehl	frei
52	Rindvieh :	
	a) Schlachtvieh für eine Jahresmenge von 10,000 Stück	9.—
	b) Nutz- und Zuchtvieh	für 1 Stück
	c) Jungvieh	70.—
	d) Kälber	50.—
		8.—
aus 55	Schweine im Gewicht :	
	c) über 40 kg bis 150 kg : für eine Jahresmenge von 21,000 Stück	für 100 kg
		18.—
	d) über 150 kg (Fettmastschweine)	für 1 Stück
	Mangalica	frei
		frei
aus 56	Pferde :	
	b) Gebrauchspferde :	
	1. über 2 Jahre alt :	
	a) des Kaltblutschlages	130.—
	b) des Warmblutschlages	60.—
	2. bis zum Alter von 2 Jahren :	
	a) des Kaltblutschlages	75.—
	b) des Warmblutschlages	30.—
	c) zum Schlachten	für 100 kg
		frei

Број тарифе	Наименовање	Царина у златним крунама
	<i>Напомена</i> : Као коњи за клање сматрају се коњи старији од 2 године. Ови се коњи имају транспортовати непосредно железницом у јавне кланице или на контумационо тржиште у Бечу-Ст Маркс. Остали коњи, у колико не спадају под Бр 56 а, царине се по Бр. 56 б.	од 100 кг.
58	Перната живина сваке врсте (иаузев пернате дивљачи) :	
	а) жива	8.—
	б) заклана, па и очишћена	15.—
из 60	Рибе, свеже, иаузев морске и пастрмки :	
	од 1. јула до 31. децембра	20.—
	остале	5.—
из 61	Шкољке у љускари :	
	Јастови	250.—
	Ракови из слатких вода	80.—
72	Свињско сало, па и топљено (свињска маст)	30.—
	Свињска сланина, па и сољена	22.—
из 75	Уља за јело :	
	из а) 1. уље од тиквеног (бундевиног) семена, у бурадима, цевима, бешикама, даље у другим уобичајеним судовима од 25 кг или више	слободно
из 86	Јака алкохолна пића :	
	из а) Мараскин	200.—
	из с) Шљивовица са највише 50 % алкохола по запремини	75.—
из 87	Вино и шира, медовина :	
	из а) у бурадима са алкохолом по запремини :	
	од највише 10 %	30.—
	више од 10 % до највише 14 %	35.—
	из б) у боцама	80.—
из 88	Пенушава вина, југословенске израде и порекла	150.—
из 91	Минералне воде :	
	б) стоне воде, природне, у обичајеним судовима	1.40
из 96	Месо :	
	из а) свеже, смрзнуто (иаузев прекоморско смрзнуто месо) усољено :	
	1. свиње мангаличке расе, заклане, очишћене и са скинутом сланином, у целим комадима или полуткама, у годишњој количини од 15.000 кв.	12.—
	2. остало свињско месо, у годишњој количини од 15.000 кв.	26.—
	3. говеђе месо, у годишњој количини од 2.800 кв.	23.—
	4. телеће месо у годишњој количини од 15.000 кв.	20.—
	5. изнутрице (иаузев језика) од стоке из Бр. 52 до 57	8.—
	6. остало месо	12.—
	припремљено (сушено, сољено, надимљено, па и обарено)	105.—
	сланина за доручак у годишњој количини од 500 кв.	75.—
из 97	Кобасице :	
	из а) просте и из б) fine :	
	1. Хреновке, сарфаладе, екстра кобасице, разне цигерњаче (иаузев цигерњача од пернате живине), крвавице, пресоване кобасице, крањске кобасице	60.—
	2. Разне кобасице за кување, израђене већином од говеђине, гота-кобасице	110.—
	3. Грубо сецкана кобасица од шунке	150.—
	4. Салама, југословенска	60.—

Nummer des Tarifs	Benennung der Waren	Zollsatz in Goldkronen
	<i>Anmerkung</i> : Als Pferde zum Schlachten gelten über 2 Jahre alte Pferde, die im Eisenbahntransportweg unmittelbar in öffentliche Schlachthäuser oder auf den Kontumazmarkt in Wien-St. Marx gebracht werden. Andere Pferde sind, soweit sie nicht unter Nr. 56 a fallen, nach Nr. 56 b zu verzollen.	für 100 kg
58	Geflügel aller Art (mit Ausnahme des Federwildes) :	
	a) lebend	8.—
	b) tot, auch ausgeweidet	15.—
aus 60	Fische, frische, ausgenommen Seefische und Forellen :	
	vom 1. Juli bis 31. Dezember	20.—
	andere	5.—
aus 61	Muschel- und Schalthiere :	
	Langusten	250.—
	Süßwasserkrebse	80.—
72	Schweinefett, auch geschmolzen (Schweineschmalz)	30.—
	Schweinespeck, auch gesalzen	22.—
aus 75	Speiseöle, zum unmittelbaren Genuss geeignet :	
	a) 1. Kürbiskernöl in Fässern, Schläuchen, Blasen, dann in anderen handelsüblichen Umschliessungen, von 25 kg oder mehr	frei
aus 86	Gebrannte geistige Flüssigkeiten :	
	aus a) Maraschino	200.—
	aus c) Slibowitz von nicht mehr als 50 Volumprozent Alkoholgehalt	75.—
aus 87	Wein und Most, Met :	
	aus a) in Fässern mit einem Alkoholgehalt :	
	von nicht mehr als 10 Volumprozent	30.—
	von mehr als 10 Volumprozent, jedoch nicht mehr als 14 Volumprozent	35.—
	aus b) in Flaschen	80.—
aus 88	Schaumwein jugoslawischer Erzeugung und Herkunft	150.—
aus 91	Mineralwässer :	
	b) Tafelwässer, natürliche, in handelsüblichen Umschliessungen	1.40
aus 96	Fleisch :	
	aus a) frisch, gefroren (mit Ausnahme von überseeischem Gefrierfleisch), gesalzen :	
	1. für eine Jahresmenge von 15.000 q an geschlachteten Schweinen der Mangalicarasse, geputzt und vom Speck befreit, in ganzen Stücken oder in Hälften	12.—
	2. anderes Schweinefleisch, für eine Jahresmenge von 15.000 q	26.—
	3. Rindfleisch, für eine Jahresmenge von 2800 q	23.—
	4. Kalbfleisch, für eine Jahresmenge von 15.000 q	20.—
	5. Innereien (ausgenommen Zungen), von Tieren der Nr. 52 bis 57	8.—
	6. sonstiges Fleisch	12.—
	c) zubereitet (getrocknet, gepöckelt, geräuchert, auch abgekocht)	105.—
	Frühstückspeck, für eine Jahresmenge von 500 q	75.—
aus 97	Fleischwürste :	
	aus a) gewöhnliche und aus b) feine :	
	1. Krenwürste, Knackwürste, Extrawürste, verschiedene Leberwürste (ausgenommen Geflügelleberwürste), Blutwürste, Presswürste, Krainerwürste	60.—
	2. verschieden benannte Kochwürste, zum überwiegenden Teil aus Rindfleisch hergestellt ; Gothaerwürste	110.—
	3. grob gehackte Schinkenwurst	150.—
	4. Jugoslawische Salami	60.—

Број тарифе	Наименовање	Царина у златним крунама
		од 000 кг.
из 98 а) и б)	Сиреви :	
	Трапист	30.—
	Качкаваљ	15.—
	Сомборски и травнички	15.—
из 106	Конзерве од воћа и поврћа :	
	из б) сокови плодова, воћа и јагода, згуснути или са додатком шећера, згуснута шира, мармеладе :	
	сок од јабука укуван, без додатка шећера	2.—
	с) пекмез	2.—
из 107	Јестива нарочито непоменута, и сви херметички затворени предмети за храну, у колико на другом месту не подлеже већој царини :	
	из б) Рибе :	
	Сарделе, савијене у прстене, у уљу са капром, херметички затворене	40.—
	Сарделе очишћене, у саламури, херметички затворене	40.—
	из с) Конзерве од поврћа :	
	Конзерве од патлиџана, у херметички затвореним судовима	20.—
	Боранија, у херметички затвореним судовима	50.—
	Зелени грашак, у херметички затвореним судовима	55.—
из 113	Екстракти за бојење и штављење :	
	а) екстракт од кестеновог дрвета :	
	1. течан	слободно
	2. чарст	слободно
	б) остали	слободно
из 229	Сита с дном :	
	из а) од дрвеног плетара :	
	са пречником преко 40 см	25.—
	остала	30.—
	из б) од коњске длаке :	
	са пречником преко 40 см.	40.—
из 252	<i>Напомена</i> : Објаве, плакате и брошуре, којима се препоручује посета југословенских туристичких места, купалишта или уопште пропагира страначки промет у Југославији, цариниће се, без обзира на величину огласног дела, слободно од царине.	
из 295	из а) 3. и из б) 3 :	
	Дрво од лишћара, царено и даље необрађено	слободно
из 297	Дашчице, дужице, шипке за паркете и табле, рендисане :	
	а) сирове, заслуживане, бојене, фирнисоване, лаковане, или полиране	5.—
из 302	Роба нарочито непоменута од простог дрвета, па и рендисана (глатко или профиловано), грубо стругана или грубо изрезана, па и лепљена, зглобљена или на други начин састављена :	
	из а) од меког дрвета :	
	из 1. сирова :	
	Чачкалице, руком резане, сирове	6.—
	просте у кућевној индустрији израђене, стругане, или резане справе за кухињу и кућу, сирове	8.—
	из б) од тврдог дрвета :	
	из 1. сирова :	
	просте у кућевној индустрији израђене стругане или резане справе за кухињу и кућу, сирове	15.—
из 303	Роба нарочито непоменута, од финог дрвета или са таквим фурнирима, па и рендисана (глатко или профиловано) :	
	Чачкалице, руком резане, сирове	12.—

Nummer des Tarifs	Benennung der Waren	Zollsatz in Goldkronen
		für 100 kg
aus 98 a und b	Käse : Trappisten	30.—
	Kackavalj	15.—
	Somborer und Travniker	15.—
aus 106	Obst- und Fruchtkonserven : aus b) Frucht-, Obst- und Beerensäfte, eingedickt oder versüsst, eingedickter Most, Marmeladen : Eingekochter Apfelsaft, ohne Zuckerzusatz	2.—
	c) Pflaumenmus (Lequar)	2.—
aus 107	Esswaren, nicht besonders benannte, und alle luftdicht verschlossenen Genussmittel, soweit sie nicht anderweitig höher tarifieren : aus b) Fische : Sardellenringe in Öl mit Kapern, luftdicht verschlossen	40.—
	Sardellen, geputzt, in Salzlake, luftdicht verschlossen	40.—
	aus c) Gemüsekonserven : Tomatenkonserven, luftdicht verschlossen	20.—
	grüne Bohnen, luftdicht verschlossen	50.—
	grüne Erbsen, luftdicht verschlossen	55.—
aus 113	Farb- und Gerbstoffauszüge : a) Kastanienholzauszug : 1. flüssig	frei
	2. fest	frei
	b) andere	frei
aus 229	Siebe mit Böden : aus a) aus Holzgeflecht : mit einem Durchmesser von über 40 cm	25.—
	andere	30.—
	aus b) aus Rosshaar : mit einem Durchmesser von über 40 cm	40.—
aus 252	<i>Anmerkung</i> : Ankündigungen, Plakate und Broschüren, die den Besuch von jugoslawischen Touristenorten und Bädern anempfehlen oder den Fremdenverkehr in Jugoslawien überhaupt propagieren, sind ohne Rück- sicht auf den Umfang des Annoncenteles zollfrei abzufertigen.	
aus 295	aus a) 2. und aus b) 2 : Laubholz, gedämpft und nicht weiter bearbeitet	frei
aus 297	Friése, Riemen, Stäbe und Tafeln, gehobelt : a) roh, gebeizt, gefärbt, gefirnisst, lackiert oder poliert	5.—
aus 302	Waren, nicht besonders benannte, aus gewöhnlichem Holz, auch gehobelt (glatt oder profiliert), grob gedrechselt oder grob geschnitzt, auch ver- leimt, verfugt oder in anderer Weise zusammengebaut : aus a) aus weichem Holz : aus 1) roh : Zahnstocher, handgeschnitzt, roh	6.—
	einfache, hausindustriell hergestellte, gedrechselte oder geschnitzte Küchen- und Hausgeräte, roh	8.—
	aus b) aus hartem Holz : aus 1. roh : einfache, hausindustriell hergestellte, gedrechselte oder geschnitzte Küchen- und Hausgeräte, roh	15.—
aus 303	Waren, nicht besonders benannte, aus feinen Hölzern oder mit solchen fourniert, auch gehobelt (glatt oder profiliert) : Zahnstocher, handgeschnitzt, roh	12.—

Број тарифе	Наименовање	Царина у златним крунама
из 389	Клинци и ексери :	од 100 кг.
	из а) сирови или просто обрађени :	
	из 3. други нарочито непоменути клинџи :	
	ковани клинџи	14.—
из 509	из б) руком ковани клинџи за обућу	21.—
	Органска хемијска једињења :	
	е) 1. Трихлоретилен и слична хлорна угљена воденична једињења.	2.—
из 542	2. Тетрахлоругљеник	2.—
из 554	Сумпорне траке	10.—
	Калциумцианамид	слободно

ПРИЛОГ С.

ЗАКЉУЧНИ ПРОТОКОЛ

уз трговински уговор између Републике Аустрије и Краљевине Југославије.

Приликом потписа трговинског уговора између Републике Аустрије и Краљевине Југославије, који је под данашњим закључен, доле потписани пуномоћници учинили су следеће изјаве, које чине саставни део самога уговора :

УЗ ЧЛАН IX.

Аустријска Савезна Влада изјављује своју готовост, да на предлог Владе Краљевине Југославије одмах приступи преговорима за поновно регулисање промета са свињама и свињским месом. Ако ови преговори не би у року од 2 месеца довели до споразума, Влада Краљевине Југославије имаће права, да откаже уговор и тако отказан уговор престаје важити на 2 месеца по извршеном отказу.

ЗАКЉУЧНИ ПРОТОКОЛ УЗ ПРИЛОГЕ А И Б.

1. Уз тарифу Краљевине Југославије (Прилог А).

Уз Бр. 121 /1 : *Пиво у бурадима* :

У случају смањивања царине за специјална пива неке треће државе, признаће се најповлашћенији поступак и за пива аустријске производње.

Уз Бр. 140 : *Овомалтин* :

Овомалтин је брашно за снажење, које се састоји из 60—70 процента малтозе, 16 процента какаова екстракта, даље од јаја, млечне беланчевине и минералних материја.

Уз Бр. 144 : *Кристолакс* :

Кристолакс је средство за храну, које се састоји из 50 процента хемијски чистог екстракта од слада са додацима уља.

Nummer des Tarifs	Benennung der Waren	Zollsatz in Goldkronen
		für 100 kg
aus 389	Nägel und Drahtstifte : aus a) roh oder gewöhnlich bearbeitet : aus 3. andere, nicht besonders benannte Nägel : geschmiedete Nägel	14.— 21.—
aus 509	aus b) handgeschmiedete Schuhnägel Organische chemische Verbindungen : e) 1. Trichloräthylen und ähnliche Chlorkohlenwasserstoffe	2.— 2.—
aus 542	2. Tetrachlorkohlenstoff	10.—
aus 554	Schwefelfäden Kalkstickstoff (Kalziumzyanamid)	frei

ANLAGE C.

SCHLUSSPROTOKOLL

ZUM HANDELSVERTRAG ZWISCHEN DER REPUBLIK ÖSTERREICH UND DEM KÖNIGREICH JUGOSLAWIEN.

Bei der Unterzeichnung des Handelsvertrages zwischen der Republik Österreich und dem Königreich Jugoslawien, welcher am heutigen Tage abgeschlossen worden ist, haben die unterzeichneten Bevollmächtigten die folgenden Erklärungen abgegeben, welche einen integrierenden Teil des Vertrages selbst bilden sollen :

ZU ART. IX.

Die österreichische Bundesregierung erklärt sich bereit, über Antrag der königlich jugoslawischen Regierung unverzüglich in Verhandlungen über eine Neuregelung des Verkehrs mit Schweinen und Schweinefleisch einzutreten. Wenn diese Verhandlungen innerhalb von 2 Monaten nicht zu einer Vereinbarung führen, bleibt es der königlich jugoslawischen Regierung vorbehalten, den Vertrag derart zu kündigen, dass er nach 2 Monaten ausser Kraft tritt.

ZU DEN TARIFANLAGEN A UND B.

I. ZUM ZOLLTARIF DES KÖNIGREICHES JUGOSLAWIEN (ANLAGE A).

Zu Nr. 121/1 : *Bier in Fässern* :

Die meistbegünstigte Behandlung der Biere österreichischer Erzeugung wird auch im Falle einer Zollermässigung für Spezialbiere eines dritten Staates zugestanden.

Zu Nr. 140 : *Ovomaltine* :

Ovomaltine ist ein Kraftmehl, bestehend aus 60 bis 70 vom Hundert Maltose, 16 vom Hundert Kakaoextrakt, ferner Eiern, Milchweiss und Mineralstoffen.

Zu Nr. 144 : *Christolax* :

Christolax ist ein Nahrungsmittel, bestehend aus 50 vom Hundert chemisch reinem Malzextrakt und Ölzusätzen.

Уз Бр. 214 /4 : *Угљена киселина, течна :*

Царињење се врши по нето тежини, ако је тара на суду званично утиснута. Судови се царине на повратак, а рок за повратак је година дана. Контрола истоветности судова при повратку вршиће се према бројном стању и тежини.

Уз Бр. 316 : *Покривачи од отпадака :*

Под покривачима од отпадака подразумевају се покривачи, код којих је основа од биљног предивног материјала, а потка од лошијих отпадака при предењу вуне или од вештачке вуне ; ови су покривачи непрани и због тога су под руком масни и миришу на масно.

При царињењу покривача од отпадака са једнобојним или вишебојним ивичним пругама рачунаће се, у смислу напомене уз тачку 1. Општих Напомена уз V. део Царинске Тарифе, додаток за бојење за ове ивичне пруге 40 односно 60 % на основну уговорну царинску стопу од 120.

Уз Бр 317 /3 : *Лоден :*

Под лоденом подразумевају се глатке, недесиноване, једнобојне (у комаду или у вуни бојене) или вишебојне (само мелиране) тканине од гребенане овче вуне, које су више или мање уваљане а на лицу глатке или чупаве (лоден од камиље длаке).

Уз Бр. 356 : *Конфекција :*

Као горњи капути за жене и девојке сматрају се они који имају преко 80 см. дужине. Под « лаком женском конфекцијом » разумеју се лаке хаљине, блузе, сукње, спаваћи капути, пиџаме, кецеље, јутарње хаљине (јутарње хаљине за чешљање).

За срачунавање царине као и додатка на конфекцију при уговорном царињењу узимају се за основицу евентуалне уговорене царине на дотичне употребљене тканине.

Уз Бр. 434 : *Прибор за цртање и сликање :*

Као прибор за цртање и сликање сматрају се врстари (лењири) и троугаоници, па и са назначењем мере, и са уметком од метала ; даље четвртати врстари па и са уметком од метала ; сликарске дашчице (палете), кривоврстари (за криве линије) и врстари за цртаће табле.

Уз Бр. 435 : *Дрвене кутије :*

Ознаке фирми, фабричке марке, ознаке робе, обојене, ужежене, штампане, ма на који начин утиснуте, па и орнаментоване, не утичу на царињење.

Кућевни и кухињски прибор :

Овде се подразумевају даске за прање рубља, па и са уметком од цинканог лима, штипаљке за сушење рубља, даске за сечење, даске за мешање теста, тањири за сечење, чиније, кухаче, бућкалице, отирачи за обућу, простирачи пред врата, орманске вешалице за одело.

Уз Бр. 441 : *Артијина маса :*

Као артијина маса по овоме броју цариниће се такође непробушени табаци целулозе, па и намотани, који се употребљавају за филтровање (процеђивање), а кад их увозе хемијске фабрике.

Zu Nr. 214/4 : *Kohlensäure, flüssig* :

Die Verzollung erfolgt nach dem Reingewicht, wenn die Tara im Behältnis amtlich eingepresst ist. Die Behältnisse werden im Zollvermerkverkehr abgefertigt werden, die Wiederausfuhrfrist beträgt ein Jahr. Die Nämlichkeitskontrolle hinsichtlich der Behältnisse wird durch Vormerkung der Stückzahl und des Gewichtes geübt werden.

Zu Nr. 316 : *Abfalldecken* :

Abfalldecken sind Decken mit Kette aus pflanzlichen Spinnstoffen und Schuss aus geringwertigen Wollspinnereiabgängen oder Kunstwolle ; diese Decken sind ungewaschen und haben daher als Charakteristiken fetten Geruch und Griff.

Bei der Verzollung von Abfalldecken mit ein oder mehrfarbigen Bordürestreifen wird im Sinne der Anmerkung zu Punkt 1 der allgemeinen Anmerkungen zum V. Abschnitt des Zolltarifs der Farbzuschlag für diese Bordürestreifen von 40, beziehungsweise 60 vom Hundert auf den vertragsmässigen Grundzoll von 120.— berechnet.

Zu Nr. 317/3 : *Loden* :

Loden ist ein glattes, nicht gemustertes, einfarbiges (stück- oder wollfarbiges) oder mehrfarbiges (nur meliertes) Gewebe aus Schafwollstreichgarn, welches mehr oder weniger stark verfilzt (gewalkt) ist und eine glatte oder aufgeraute (Kamelhaarloden) Vorderseite hat.

Zu Nr. 356 : *Konfektion* :

Als Damen- und Mädchenmäntel sind jene Damenoberkleider anzusehen, welche über 80 Zentimeter lang sind. Unter „leichte Damenkonfektion“ werden leichte Kleider, Blusen, Röcke, Schlafrocke, Pyjamas, Schürzen, Morgenjacken (Friseurjacken) verstanden.

Der Berechnung des Zolles samt Aufschlag für Konfektionswaren sind im vertragsmässigen Verkehr allfällige Vertragszölle für die betreffenden verwendeten Stoffe zugrunde zu legen.

Zu Nr. 434 : *Zeichen- und Malrequisiten* :

Als Zeichen- und Malrequisiten sind Lineale und Dreiecke, auch mit Masseinteilung oder Metalleinlage, ferner Walzeln, auch mit Metalleinlage, Paletten, Kurvenlineale und Reisschienen anzusehen.

Zu Nr. 435 : *Holzschachteln* :

Firmenbezeichnungen, Fabrikmarken, Warenbezeichnungen, farbig, eingebrannt, aufgedruckt, eingepreßt oder eingepresst, auch ornamentiert, bleiben bei der Verzollung ausser Betracht.

Haus- und Küchengeräte :

Hierher gehören Wäscherumpeln, auch mit Einsatz aus Zinkblech, Wäschecluppen, Schneidbretter, Nudelbretter, Transchierter, Schüsseln, Kochlöffel, Quirls, Fussabstreifer, Türvorleger, Kleiderhalter für Kästen.

Zu Nr. 441 : *Papierzeug* :

Als Papierzeug nach dieser Nummer wird auch undurchlochte Zellulose in Bogen, auch gerollt, zur Verwendung als Filtermasse beim Bezuge durch chemische Fabriken abgefertigt.

Уз Бр. 463 : *Остала артија за писма и т. д.* :

Слике или украси слични сликама, које се налазе само на омотима или завојима, у којима су артија за писање, куверте или карте за писма, не утичу на царињење.

Артија за писма и куверте од артије са линијама или мустрадама, које су раздељене преко целе површине артије и које су израђене водотиском, а не служе за хоризонтално писање (т. ј. које не иду управно на превој у одстојању, које одговара уобичајеном растојању линија) неће се сматрати као артија односно куверти за писма са украсним линијама или сликама и цариниће се по бр. 463. Ова врста артије за писма и куверте од такве артије распознају се по томе, што се делови израђени водотиском разликују од остале папирне површине јачом прозачношћу. Постављање куверата свиленом артијом неће утицати на царињење.

Уз Бр. 467 /2 : *Подметачи и мапе за писање* :

Као подметачи за писање облепљени финим материјалом сматрају се они, који су финим материјалом по ивицама опточени, па и са једне стране превучени финим материјалом ; као мапе за писање облепљене финим материјалом цариниће се оне, које су финим материјалом на ивицама опточене, па и са горње или доње спољне стране финим материјалом превучене.

Уз Бр. 489 /1 а : *« Хераклит »-плоче и т. д.* :

Хераклит-плоче су грађевинске плоче, које су израђене од смеше струготина од дрвета или другог биљног влакнастог материјала, и од преко 50 процената по тежини магнезитног (сорел) цементног малтера.

Код кабе материјала струготине од дрвета и слично везане су смешом портландцемента и калциумхидросиликата и то више од 50 процента него што је тежина готовог продукта.

Уз Бр. 534 : *Роба нарочито непоменућа од сребра* :

Израде од сребра из бр. 534 /1 б) и 2 ц) могу бити делимично или на целој површини позлаћене или пак ма на који начин златом оплочене ; у овом последњем случају оплочење златом неће се сматрати као веза нити ће се такве израде од сребра због тога сматрати и царинити као израде од злата.

Уз Бр. 546 : *Ашови, лопате и т. д.* :

Ови алати, на ивици заострени, неће се сматрати као обрађени.

Уз Бр. 584 : *Израде од ковног гвозења* :

Ливене израде од челика, код којих је грубо скинута површина ради испитивања, да ли је лив без погрешке изливен, неће се сматрати као обрађене. Под грубим скидањем површине код облик површина подразумева се грубо стругање на стругу, код равних површина грубо скидање ливачке, ваљачке и ковачке коре (ковачине) длетом (ножем) машине за рендисање. Ова се обрада познаје по једно уз друго збијено лежећим паралелним уским браздама, које се доцније при даљој обради одклањају.

Уз Бр. 632, *Примедба* : *Металне тканине за израду артије* :

Као металне тканине за израду артије сматрају се тканине израђене од жице фосфорне бронзе најмање 150 см. широке, чија су оба краја ушивањем по ширини спојена (неткана), тако да ове тканине представљају тканину, која по дужини нема крајева.

Zu Nr. 463 : *Briefpapier, anderes usw.* :

Bilder oder bildartige Verzierungen nur auf den Umschlägen oder Behältnissen von Briefpapieren, Briefumschlägen oder Briefkarten bleiben bei der Verzollung ausser Betracht.

Briefpapiere und Briefumschläge mit einzelnen oder mehreren Linien oder Mustern, die über die ganze Fläche des Papiers verteilt und im Wasserdruck ausgeführt sind und nicht zum horizontalen Schreiben dienen (d. h. nicht senkrecht zur Faltung in Abständen verlaufen, die der gewöhnlichen Zeilenhöhe entsprechen) werden nicht als Briefpapier oder Briefumschlag mit Zierlinien oder mit Bildern betrachtet und sind nach Nr. 463 zu verzollen. Diese Art von Briefpapier und von Briefumschlägen aus solchem Papier wird dadurch kenntlich, dass sich die durch Wasserdruck ausgeführten Teile von der übrigen Papierfläche durch grössere Transparenz abheben. Die Ausfütterung von Briefumschlägen mit Seidenpapieren bleibt für die Verzollung ausser Betracht.

Zu Nr. 467/2 : *Schreibunterlagen und Schreibmappen* :

Als Schreibunterlagen mit feinen Stoffen beklebt sind jene anzusehen, die mit feinen Stoffen eingefasst oder auch auf einer Seite mit feinen Stoffen überzogen sind ; als Schreibmappen mit feinen Stoffen beklebt sind jene zu verzollen, die mit feinen Stoffen eingefasst oder auch auf der Aussenseite des Ober- oder Unterteiles mit feinen Stoffen überzogen sind.

Zu Nr. 489/1 a : *Heraklitplatten usw.* :

Heraklitplatten sind Bauplatten, die mit Verbindung von Holzspänen oder anderen vegetabilischen Faserstoffen hergestellt sind und über 50 vom Hundert des Gewichtes Magnesit-(Sorell)zementmörtel enthalten.

Bei Kabematerial besteht das Bindemittel für die Holzspäne u. dgl. aus einem Gemenge von Portlandzement und Kalkhydrosilikaten im Gewichte von mehr als 50 vom Hundert des Gewichtes des Fertigproduktes.

Zu Nr. 534 : *Waren, nicht besonders benannte aus Silber* :

Erzeugnisse aus Silber der Nrn. 534/1 b) und 2 c) können teilweise oder auf der ganzen Oberfläche vergoldet oder auch auf jedwede Art mit Gold plattiert werden ; in letzterem Fall wird die Plattierung mit Gold nicht als Verbindung betrachtet, auch werden solche Waren aus Silber deshalb nicht als Waren aus Gold angesehen und verzollt werden.

Zu Nr. 546 : *Spaten, Schaufeln usw.* :

Derlei Werkzeuge, am Rand abgereift, sind deshalb nicht als bearbeitet anzusehen.

Zu Nr. 584 : *Erzeugnisse aus Schmiedeeisen* :

Bei Stahlguss ist das Vorschruppen zum Zwecke der Prüfung auf Fehlerfreiheit nicht als Bearbeitung anzusehen. Das Vorschruppen ist bei gekrümmten Flächen ein gröberes Abdrehen auf der Drehbank, bei ebenen Flächen das grobe Abnehmen der Guss-, Walz- und Schmiedehaut durch den Meissel der Hobelmaschine. Diese Bearbeitung kennzeichnet sich durch dicht aneinanderliegende, parallele, schmale Furchen, die später durch fortgesetzte verfeinernde Bearbeitung entfernt werden sollen.

Zu Nr. 632, Anmerkung : *Metalltücher zur Papiererzeugung* :

Metalltücher zur Papiererzeugung sind aus Phosphorbronzedrähten hergestellte, mindestens 150 Zentimeter breite Gewebe, deren beide Ende zusammengenäht (nicht gewebt) sind, so dass diese Tücher stets ein endloses Gewebe darstellen.

Уз Бр. 665 /6 : *Радиоапарати и њихови саставни делови :*

Као делови радиоапарата сматрају се слушалице, кондензатори са окретним плочама, трансформатори за ниску фреквенцију, постоље за лампе, отпорници против загревања, блоккондензатори, трубе за појачавање гласа, анодне батерије, батерије за загревање, лампе, цеви за појачавање, вариометри, кристал-детектори и кристали, калем и калем-окретачи, калем шетајући, силит-отпорници, потенциометри, везивачи антена.

II. Уз АУСТРИЈСКУ ЦАРИНСКУ ТАРИФУ (Прилог Б).

Уз Бр. 23 :

Постоји споразум о томе, да се пшеница југослаvensког порекла и југослаvensке провенијенције, у годишњем износу од 500.000 метричких центи, при увозу у Аустрију царини по стопи, која је за 3.20 златних круна нижа од опште свагда важеће аустријске царинске стопе за пшеницу.

Ова одредба ступиће тек онда на снагу, када државе које стоје са Републиком Аустријом у уговорном односу по највећем повлашћењу, буду дале свој пристанак на то, да се на пшеницу југослаvensког порекла и југослаvensке провенијенције може применити горња царинска повластица. Аустријска Савезна Влада умолиће одмах заинтересоване државе за изјаву у горњем смислу.

За случај да заинтересоване државе не би дале свој пристанак Аустријска Савезна Влада ступиће, на захтев Владе Краљевине Југославије, одмах у преговоре у циљу поновног регулисања промета са пшеницом.

Уз Бр. 36 /а, 2 : *Шљиве, сушене ма на које начин, у другим завојима :*

Царинска стопа од 2.50 важиће дотле, док у Краљевини Југославији извозна царина на неетивирани шљиве не пређе износ од 20 златних пара за 100 кг.

Уз Бр. 46 : *Цвеће за украс :*

Уговорени контингент од 6 тона дели се на следећи начин :

20.000	комада	баштенских ружа,
20.000	»	циклама,
30.000	»	конваларија,
25.000	»	кризантема,
300	свежња	шпанск. јоргована.

Уз Бр. 48. *Живо растиње : расцветано биље :*

Уговорени контингент од 30 тона дели се на следећи начин :

8.000	комада	циклама,
5.000	»	азалеа,
500	»	камелија,
500	»	сиринга (шпанског јоргована),
500	»	рододендрона,
4.000	»	биља са кртолама,
3.000	»	хортензија,
3.000	»	баштенских ружа,
3.000	»	ерика,
2.000	»	глоксинија.

Zu Nr. 665/6 : *Radioapparate und deren Bestandteile* :

Als Bestandteile von Radioapparaten sind anzusehen : Kopfhörer, Drehplattenkondensatoren, Niederfrequenztransformatoren, Lampensockel, Heizwiderstände, Blockkondensatoren, Lautsprecher, Anodenbatterien, Heizbatterien, Lampen, Verstärkerrohren, Variometer, Kristalldetektoren und Kristalle, Spulen und Spulendreher, Spulenschwenker, Silitwiderstände, Potentiometer, Antennenschalter.

II. ZUM ÖSTERREICHISCHEN ZOLLTARIF (ANLAGE B).

Zu Nr. 23 :

Es besteht Einverständnis darüber, dass Weizen jugoslawischen Ursprunges und jugoslawischer Herkunft in einer Jahresmenge von 500,000 q bei der Einfuhr nach Österreich zu einem Zollsatz abgefertigt wird, welcher gegenüber dem jeweils allgemein geltenden österreichischen Zollsatz für Weizen um den Betrag von 3.20 K je 100 kg ermässigt ist.

Diese Bestimmung tritt erst dann in Kraft, wenn die mit der Republik Österreich im vertraglichen Meistbegünstigungsverhältnis stehenden Staaten ihr Einverständnis dazu gegeben haben, dass die obige Zollermässigung auf Weizen jugoslawischen Ursprunges und jugoslawischer Herkunft Anwendung findet. Die österreichische Bundesregierung wird die in Betracht kommenden Staaten unverzüglich um eine Erklärung in obigem Sinne ersuchen.

Sollte das früher erwähnte Einverständnis nicht gegeben werden, wird die österreichische Bundesregierung über Verlangen der Königlich jugoslawischen Regierung ohne Verzug in Verhandlungen über eine anderweitige Regelung des Verkehres mit Weizen eintreten.

Zu Nr. 36/a 2 : *Pflaumen, getrocknet oder gedörnt, in anderer Verpackung* :

Der Zoll von 2.50 gilt insolange, als der Ausfuhrzoll des Königreiches Jugoslawien für nicht etuvierte Pflaumen das Ausmass von 20 Goldpara für 100 kg nicht überschreitet.

Zu Nr. 46 : *Zierblumen* :

Das vertragsmässig vereinbarte Kontingent von 6 t verteilt sich wie folgt :

Stück	20,000	Gartenrosen,
„	20,000	Zyklamen,
„	30,000	Konvallaria,
„	25,000	Chrysanthemem,
Bündel	300	Spanischer Flieder.

Zu Nr. 48 : *Lebende Gewächse : blühende Pflanzen* :

Das vertragsmässig vereinbarte Kontingent von 30 t verteilt sich wie folgt :

Stück	8,000	Zyklamen,
„	5,000	Azaleen,
„	500	Kamelien,
„	500	Syringen (Spanischer Flieder),
„	500	Rhododendron,
„	4,000	Pflanzen mit Knollen,
„	3,000	Hortensien,
„	3,000	Gartenrosen,
„	3,000	Eriken,
„	2,000	Gloxinien.

Уз Бр. 52., и 96 :

Обостране Владе изјављују, да им није намера да при обављању промета са царинско повлашћеним контингентима елиминишу или ограниче акцију трговаца. Уговорне стране споразумеле су се у томе, да интервенишу код интересаната те да ови направе међу собом споразум о промету царинско повлашћених контингената. Овај споразум узеће у обзир временску расподелу увоза, при чему ће се водити рачуна с једне стране о равномерном формирању цена на аустријској пијаци, а с друге стране о потребама извоза из Југославије. Ако не би дошло до таквог споразума између приватних интересаната, онда ће се саме Владе споразумети о временској расподели.

Постоји споразум о томе, да Влада Краљевине Југославије предузме потребне мере, да пошиљке стоке и меса, које улазе у оквир царинско повлашћених контингената, буду снабдевене једним писменом да би се омогућила и олакшала бројна контрола контингената.

Узајамно је утврђено да царински контингент за говеда за кљање (Бр. 52, *a*) буде бројни контингент, док се царински контингент за живе свиње (Бр. 55, *c*) има обрачунати по просечној тежини.

Уз Бр. 55, *д* :

Масне свиње мангаличке расе познају се : према сразмерно краткој глави, наблизу усађеним очима, кратком телу са испупченим леђима и по кудравом чекињи. Царинска повластица важиће и за производе укрштања (крижанце) ове расе, ако се горе споменути расни знаци јасно распознају.

Припадање увезених грла мангаличкој раси или њеном укрштању (за крижанце) има да потврди, у смислу горњих одредаба, у месту товарења надлежни југословенски ветеринар, који је овлашћен за издавање уверења о здравствености. Потврде ће ветеринар издавати као засебан докуменат, који се има предати приликом цариењења. Аустријска Савезна Влада има права да проверава ове потврде преко својих органа.

Уз Бр. 75/*a*, 1 : *уље од тиквиног семена у бурадима и т. д.* :

Царинско ослобођење важиће дотле, док у Краљевини Југославији тиквино семе не подлежи извозној царини.

Уз Бр. 86/*ц* : *Шљивовица* :

Царинска стопа од 75.— важиће само за природну, нешпиритусовану шљивовицу, која нема више од 50 % алкохола по запремини и која је праћена уверењем о пореклу, издатим од надлежних трговинских комора у Краљевини Југославији.

Уз Бр. 96/*a*, 1 :

Заклане свиње мангаличке расе познају се : према месу затворене боје и по ртењачи која је, и при потпуном завршеном развићу костура сразмерно кратка и јако повијена. Остале одредбе предвиђене уз Бр. 55 *д* примењиваће се у одговарајућем смислу и на заклане свиње.

Увоз се има вршити преко аустријске царинарнице Беч-Главна сточна пијаца, у колико Аустријска Савезна Влада не би учинила изузетак за потребе фабрике салама.

Zu Nr. 52, 55 und 96 :

Die beiderseitigen Regierungen erklären, dass sie bei der Abwicklung der zollbegünstigten Kontingente nicht die Absicht haben, die Betätigung des Handels bei der Durchführung dieses Verkehrs zwischen den beiden Staaten auszuschalten oder einzuschränken. Es besteht Einverständnis darüber, dass die beiderseitigen Regierungen ihre Interessenten veranlassen werden, dass diese untereinander ein Übereinkommen hinsichtlich der Abwicklung der zollbegünstigten Kontingente treffen. Dieses Übereinkommen soll unter Bedachtnahme auf eine gleichmässige Preisgestaltung auf den österreichischen Märkten und auf das Exportbedürfnis der jugoslawischen Produktion auch eine zeitliche Verteilung der Einfuhrmenge zum Gegenstande haben. Sollte eine solche Vereinbarung nicht zustande kommen, so werden sich die beiden Regierungen über die Verteilung zu einigen haben.

Es besteht Einverständnis darüber, dass die jugoslawische Regierung die nötigen Massnahmen treffen wird, um die Vieh- und Fleischsendungen, die unter die zollbegünstigten Kontingente anzurechnen sind, mit Lieferscheinen zu versehen, damit eine ziffermässige Kontrolle der Kontingente ermöglicht und erleichtert wird.

Es wird einvernehmlich festgestellt, dass das Zollkontingent für Schlachtrinder (Nr. 52 a) ein Stückkontingent ist, während jenes für lebende Schweine (Nr. 55 c) nach einem Durchschnittsgewicht abzurechnen ist.

Zu Nr. 55 d :

Fettmastschweine der Mangalica-Rasse sind erkennbar an dem verhältnismässig kurzen Kopf, engstehenden Augen, kurzen Körper mit konvex gebogenem Rücken und krauser Behaarung. Die Zollbegünstigung gilt auch für Kreuzungen dieser Rasse, soweit noch die angeführten Rassenmerkmale deutlich erkennbar sind.

Die Zugehörigkeit der eingeführten Tiere zur Mangalica-Rasse oder deren Kreuzungen im Sinne der vorstehenden Bestimmungen ist von dem für den Aufgabort zuständigen, mit der Ausstellung der Gesundheitszeugnisse betrauten jugoslawischen Tierarzt auf einer gesonderten Bescheinigung zu bestätigen, die bei der Verzollung abzugeben ist. Die österreichische Bundesregierung ist berechtigt, diese Bestätigungen durch ihre Organe überprüfen zu lassen.

Zu Nr. 75/a, 1 : *Kürbiskernöl in Fässern usw.* :

Die Zollfreiheit gilt so lange, als Kürbiskerne im Königreiche Jugoslawien einem Ausfuhrzoll nicht unterliegen.

Zu Nr. 86/c : *Slibowitz* :

Der Zoll von 75.— bezieht sich nur auf Slibowitz von nicht mehr als 50 Volumprozent Alkoholgehalt, der von einem Ursprungszeugnis der zuständigen Handelskammer des Königreiches Jugoslawien begleitet ist, wonach es sich um naturbelassenen (nicht gespriteten) Slibowitz handelt.

Zu Nr. 96/a, 1 :

Bei geschlachteten Schweinen ist die Zugehörigkeit zur Mangalica-Rasse zu erkennen an dem dunklen Fleisch und einer bei vollständig abgeschlossenem Knochenwachstum verhältnismässig kurzen, stark gebogenen Wirbelsäule. Im übrigen sind die zu Nr. 55/d angegebenen Bestimmungen auch auf geschlachtete Schweine sinngemäss anzuwenden.

Die Einfuhr hat über die österreichische Zollstelle Wien-Grossmarkthalle zu erfolgen, soweit nicht die österreichische Bundesregierung für den Bezug des Fleisches durch Salamifabriken Ausnahmen festsetzt.

Уз Бр. 106/б : *Укувани сок од јабука* :

Царина од 2.— односи се на један из јабука добивени, без додатка шећера до 20 % суве субстанце, укувани јабучни сок затворено мрке боје и кувањем на отвореној ватри, проузрочоканим, горким (загорелим) укусом.

Уз Бр. 302 : *Кухињске и кућевне справе* :

Као кухињске и кућевне справе из овог броја сматрају се кухињске даске, шоље, чиније, тањира, кашике, виљушке, ножеви, варјаче, кухаче, бућкалице, чекићи за месо и шећер, справе за цеђење, оклагације, даске за прање, штапаљке за сушење рубља, лопате за чишћење жита, виле, грабуље, вретена за предење, чепови, шамлице, изувала.

У Београду, 9 марта 1932.

За Краљевину Југославију :

(М. П.) Д-р Алберт Крамер, с. р.

За Републику Аустрију :

(М. П.) Херман Пленис, с. р.

ПРИЛОГ D.

СПОРАЗУМ О СТОЧНИМ ЗАРАЗАМА.

Члан 1.

Промет са животињама (једнокопитари, преживари, свиње и перната живина), животињским деловима, прерађевинама и сировинама, као и са предметима, који могу бити носиоци заразних материја сточних зараза, између области обеју уговорница, може бити ограничен на одређене улазне станице и подвргнут ветеринарној контроли од стране државе у коју се прелаз врши.

Члан 2.

(1) При увозу и провозу животиња и предмета означених у члану 1. из области једне у или кроз област друге уговорнице има се поднети уверење о пореклу издато од местне власти, из кога се може са сигурношћу утврдити порекло животиња и предмета.

(2) Уверење о пореклу, у колико се односи на живе животиње, има да садржи : број животиња, тачан опис, нарочите знаке као и место њиховог опредељења. Сем тога оно мора бити снабдевано потврдом државног или од стране државне власти нарочито за то овлашћеног ветеринара : о здравствености дотичних животиња као и о томе, да у месту порекла у време отправања није владала никаква зараза — изузимајући туберкулозу — чије је пријављивање обавезно и која је преношљива на врсту животиња, које су у питању.

(3) Ако се имају извести животиње, које су пријемљиве за :

а) говеђу кугу или говеђе прилепчиво запаљење плућа ;

б) устобољу и шап, шанкрску заразу коња за приплод, сакагију, свињску кугу (свињску заразу) или овчије богиње,

Zu Nr. 106/b : *Eingekochter Apfelsaft* :

Der Zollsatz von 2.— bezieht sich auf einen aus Äpfeln gewonnenen, ohne Zuckerzusatz bis auf etwa 20 % Trockensubstanz eingedampften Fruchtsaft von dunkelbrauner Farbe und durch das Kochen über offenem Feuer verursachtem bitterem (brandigem) Geschmack.

Zu Nr. 302 : *Küchen- und Hausgeräte* :

Als Küchen- und Hausgeräte dieser Nummer sind Küchenbretter, Schalen, Schüsseln, Teller, Löffel, Gabeln, Messer, Schöpflöffel, Kochlöffel, Sprudler, Hämmer für Fleisch und Zucker, Passiergeräte, Teigwalzen, Waschbretter, Wäschekluppen, Getreidereinigungsschaufeln, Heugabeln, Rechen, Spinnspindeln, Fassspunde, Fusstühle (Schemel), Stiefelknechte anzusehen.

BEOGRAD, am 9. März 1932.

Für die Republik Österreich :
(L. S.) Hermann PLOENNIES, *m. p.*

Für das Königreich Jugoslawien :
(L. S.) Dr. Albert KRAMER, *m. p.*

ANLAGE D.

TIERSEUCHENÜBEREINKOMMEN.

Artikel 1.

Der Verkehr mit Tieren (Einhufern, Wiederkäuern und Schweinen) einschliesslich des Geflügels, tierischen Teilen, Erzeugnissen und Rohstoffen sowie mit Gegenständen, die Träger des Ansteckungstoffes von Tierseuchen sein können, aus den Gebieten des einen der vertragschliessenden Teile nach den Gebieten des anderen kann auf bestimmte Eintrittsstationen beschränkt und einer tierärztlichen Kontrolle von seiten des Staates, in den der Übertritt stattfindet, unterworfen werden.

Artikel 2.

(1) Bei der Ein- und Durchfuhr der im Artikel 1 bezeichneten Tiere und Gegenstände aus den Gebieten des einen in oder durch die Gebiete des anderen Teiles ist ein von der Ortsbehörde ausgestelltes Ursprungszeugnis beizubringen, aus dem die Herkunft der Tiere und Gegenstände mit Sicherheit festgestellt werden kann.

(2) Das Ursprungszeugnis hat, sofern es sich auf lebende Tiere bezieht, die Zahl der Tiere, die genaue Beschreibung, die besonderen Merkmale sowie den Bestimmungsort derselben zu enthalten. Es muss ferner mit der Bescheinigung eines staatlich angestellten oder von der Staatsbehörde besonders hiezu ermächtigten Tierarztes über die Gesundheit der betreffenden Tiere und darüber versehen sein, dass im Herkunftsorte zur Zeit der Absendung eine der Anzeigepflicht unterliegende, auf die fragliche Tiergattung übertragbare Seuche mit Ausnahme der Tuberkulose nicht geherrscht hat.

(3) Sollen Tiere ausgeführt werden, die für

- a) Rinderpest oder Lungenseuche der Rinder,
- b) Maul- und Klauenseuche, Beschälseuche, Rotz, Schweinepest (Schweineseuche) oder Pockenseuche der Schafe empfänglich sind,

тада се има осим горњег потврдити да ове заразе нису владале ни у месту порекла ни у суседним општинама и то :

код *a* : за време последњих 6 месеци, изузимајући код свиња, за које се смањује рок на 40 дана ;

код *b* : за време последњих 40 дана.

(4) За коње, магарце, мазге, мазгиће и говеда издаваће се појединачна уверења о пореклу и здравствениости ; за овце, козе, свиње и пернату живину могу се издавати колективна уверења о пореклу и здравствениости.

(5) Уверење у погледу здравствениости животиња важи десет дана. Ако овај рок протекне за време транспортовања, то, да би уверења вижила за даљих десет дана, морају животиње бити подвргнуте поново прегледу од стране државног или од државне власти за то нарочито овлашћеног ветеринара, и његов налаз мора бити на уверењу забележен.

(6) При транспортовању железницом и бродовима животиње се морају пре утовара нарочито прегледати од стране државног или од државне власти за то нарочито овлашћеног ветеринара и овај налаз има се у уверењу забележити.

(7) Уверења о пореклу и здравствениости за животињске делове, прерађевине и сировине као и за предмете, који могу бити носиоци заразних материја сточних зараза, морају садржавати поред тачног назначења предмета, њиховог места порекла и опредељења, још и потврду државног или од државне власти за то нарочито овлашћеног ветеринара, да су пореклом слободни од заразе.

(8) У уверењима за заклану стоку и заклану пернату живину, за свеже и приправљено (усољено, осушено, надимљено, саламурено или кувано) месо као и за месне прерађевине мора бити осим тога потврђено, да су дотичне животиње при прописном прегледу од стране служебног ветеринара нађене здраве, како у живоме стању тако и после клања.

(9) Свеже или хлађењем конзервирано месо треба да носи исти жиг, као и његово уверење о пореклу и здрављу.

(10) За конзервирано или прерађено месо уверење треба да садржава поврду да ово месо не садржава никакву субстанцу чија је употреба прописима земље опредељења забрањена. Листе ових субстанаца биће измењане између централних ветеринарских власти.

(11) Свеже или приправљено месо може се увозити у свако потрошачко место и овде подлежи истим одредбама као и домаће месо ; заклане свиње могу се увозити са или без сланине, у целим комадима или у полуткама.

(12) За уверења о пореклу и здравствениости неће се захтевати визирање (виза) од стране конзулата.

Члан 3.

Увоз и провоз.

a) конзервираног меса и месних прерађевина у херметички затвореним кутијама ;

b) вуне фабрички опране и у затвореним џаковима упаковане ;

c) сувих или сољених црева, једњака, желудаца и бешика упакованих у затвореним сандуцима или бурадима ;

d) топљеног лоја и масти ;

so ist ausserdem zu bescheinigen, dass diese Seuchen weder im Herkunftsorte noch in den Nachbargemeinden geherrscht haben, und zwar :

zu *a* : innerhalb der letzten 6 Monate, ausgenommen bei Schweinen, für die sich die Frist auf 40 Tage verringert ;

zu *b* : innerhalb der letzten 40 Tage.

(4) Für Pferde, Esel, Maultiere, Maulesel und Rinder sind Einzel-, Ursprungs- und Gesundheitszeugnisse auszustellen, für Schafe, Ziegen, Schweine und Geflügel sind Gesamt-, Ursprungs- und Gesundheitszeugnisse zulässig.

(5) Die Dauer der Gültigkeit der Zeugnisse bezüglich der Gesundheit der Tiere beträgt zehn Tage. Läuft diese Frist während des Transportes ab, so müssen, damit die Zeugnisse weitere zehn Tage gelten, die Tiere von einem staatlich angestellten oder von der Staatsbehörde hiezu besonders ermächtigten Tierärzte neuerdings untersucht und es muss von diesem der Befund auf dem Zeugnisse vermerkt werden.

(6) Bei Eisenbahn- und Schiffstransporten muss vor der Verladung der Tiere eine besondere Untersuchung derselben durch einen staatlich angestellten oder von der Staatsbehörde hiezu besonders ermächtigten Tierärzte vorgenommen und der Befund in das Zeugnis eingetragen werden.

(7) Das Ursprungs- und Gesundheitszeugnis für tierische Teile, Erzeugnisse und Rohstoffe sowie Gegenstände, die Träger des Ansteckungsstoffes von Tierseuchen sein können, hat nebst einer genauen Bezeichnung der Gegenstände, ihres Herkunfts- und Bestimmungsortes die Bescheinigung eines staatlich angestellten oder von der Staatsbehörde besonders hiezu ermächtigten Tierarztes über die seuchenfreie Herkunft zu enthalten.

(8) In den Zertifikaten für geschlachtetes Vieh und geschlachtetes Geflügel, für frisches und zubereitetes (gesalzenes, getrocknetes, geräuchertes, gepökelt oder gekochtes) Fleisch sowie Fleischerzeugnisse muss ausserdem bescheinigt sein, dass die betreffenden Tiere bei der vorschriftsmässigen Beschau sowohl im lebenden Zustand als auch nach der Schlachtung von einem behördlichen Tierarzt für gesund befunden worden sind.

(9) Frisches oder durch ein Kälteverfahren konserviertes Fleisch muss mit dem gleichen Amtsstempel versehen sein wie das Ursprungs- und Gesundheitszeugnis.

(10) Bezüglich des konservierten oder zubereiteten Fleisches soll das Zertifikat auch bescheinigen, dass das Fleisch keine Substanz enthält, deren Verwendung durch die Gesetzgebung des Bestimmungslandes verboten ist. Verzeichnisse dieser Substanzen werden von den Zentralveterinärbehörden ausgewechselt werden.

(11) Frisches oder zubereitetes Fleisch kann nach jedem Konsumort eingeführt werden und ist daselbst denselben Bestimmungen unterworfen wie inländisches Fleisch ; geschlachtete Schweine können mit oder ohne Speck, in ganzen Stücken oder in Hälften, eingeführt werden.

(12) Für Ursprungs- und Gesundheitszeugnisse ist die Vidierung (Visa) seitens eines Konsulats nicht erforderlich.

Artikel 3.

Die Ein- und Durchfuhr von

- a*) in luftdicht verschlossenen Büchsen konserviertem Fleisch und Fleischerzeugnissen ;
- b*) fabrikmässig gewaschener und in geschlossenen Säcken verpackter Wolle ;
- c*) in geschlossenen Kisten oder Fässern eingelegten trockenen oder gesalzenen Därmen, Schlünden, Magen und Blasen ;
- d*) geschmolzenem Talg und Fett ;

- e) сувих или скроз усољених (саламурених) кожа свију врста ;
- j) сувих рогова, копита, папака и костију ;
- g) јаја ;
- h) млека и продуката млекарства (сир, масло и т. д.)

не подлежи са ветеринарнога гледишта никаквом ограничењу, и допуштен је без подношења уверења о пореклу и здравственисти.

Члан 4.

Уверења (сточни пасоши, уверење о пореклу и здравственисти), која нису издата на службеном језику земље опредељења, морају бити снабдевена преводом на овом или на француском језику овереном од стране државног или од државне власти нарочито овлашћеног ветеринара. Код животиња пак за које су прописани појединачни пасоши има се за сва у једном вагону или у једном броду натоварена грла поднети само једна колективна потврда превода на језику земље опредељења или на француском језику.

Члан 5.

(1) Пошиљке које не одговарају наведеним одредбама, даље животиње, које гранични ветеринар нађе да су од какве заразне болести оболеле или на ову сумњиве, најзад животиње, које су са болесним или сумњивим животињама заједно транспортоване или иначе у додир дошле, — могу бити на улазним станицама одбијене. Разлог одбијања има гранични ветеринар на уверењу да означи и овај исказ својим потписом да потврди.

(2) Ако се једна таква болест запази на увезеним животињама тек по преласку границе у земљи опредељења, то ће се позвати службени ветеринар (државни ветеринар) да се ово протоколарно утврди и један препис протокола доставиће се неодложиво другој уговорној страни. Такви транспорти подлеже ветеринарно-полицијским одредбама важећим за домаћу стоку. У случајевима овде предвиђеним ветеринарски делегат друге уговорне стране биће извештен најкраћим путем и без закашњења.

Члан 6.

Ако се у областима једне уговорнице појави говеђа куга, то друга уговорница има право, да ограничи или да забрани, за време опасности од заразе, увоз и провоз преживара и свиња, животињских делова, прерађевина и сировина као и предмета, који могу бити носиоци заразне материје.

Члан 7.

(1) Ако је сточним прометом поменути у чл. 1. из области једне уговорне стране у области друге унесена која сточна болест, која подлежи обавезном пријављивању, или ако једна таква болест влада у областима једне од уговорница у опасном виду, она друга уговорница имаће право да ограничи или забрани увоз и провоз из заражене и угрожене области (заражени управни срез и гранични управни срезови) за време трајања опасности од заразе за животиње пријемљиве за ту сточну болест, за делове, прерађевине и сировине од таквих животиња као и за друге предмете, који могу бити носиоци заразних материја.

- e) trockenen oder durchgesalzenen (eingepökelten) Häuten und Fellen ;
- f) trockenen Hörnern, Hufen, Klauen und Knochen ;
- g) Eiern ;
- h) Milch und Molkereiprodukten (Käse, Butter usw.)

unterliegt vom veterinären Gesichtspunkt aus keiner Beschränkung und ist ohne Beibringung von Ursprungs- und Gesundheitszeugnissen gestattet.

Artikel 4.

Die Zeugnisse (Viehpässe, Ursprungs- und Gesundheitszeugnisse), welche nicht in der Amtssprache des Bestimmungslandes ausgestellt sind, müssen seitens eines staatlich angestellten oder von der Staatsbehörde besonders ermächtigten Tierarztes mit einer von ihm beglaubigten Übersetzung in dieser Sprache oder in französischer Sprache versehen sein. Bei Tieren, für welche Einzelpässe vorgeschrieben sind, soll jedoch für alle in einem Waggon oder in einem Schiff verladene Viehstücke nur eine Kollektivbestätigung in der Sprache des Bestimmungslandes oder in französischer Sprache beigebracht werden.

Artikel 5.

(1) Sendungen, die den angeführten Bestimmungen nicht entsprechen, ferner Tiere, die vom Grenztierarzte mit einer ansteckenden Krankheit behaftet oder einer solchen verdächtig befunden werden, endlich Tiere, die mit kranken oder verdächtigen Tieren zusammen befördert oder sonst in Berührung gekommen sind, können in der Eintrittsstation zurückgewiesen werden. Den Grund der Zurückweisung hat der Grenztierarzt auf dem Zeugnis anzugeben und diese Angabe mit seiner Unterschrift zu bestätigen.

(2) Wird eine solche Krankheit an eingeführten Tieren erst nach erfolgtem Grenzübertritt im Bestimmungslande wahrgenommen, so ist der Tatbestand unter Zuziehung eines beamteten Tierarztes (Staatstierarztes) protokollarisch festzustellen und eine Abschrift des Protokolls dem anderen vertragschliessenden Teile unverweilt zuzusenden. Solche Transporte unterliegen den für das inländische Vieh geltenden veterinärpolizeilichen Bestimmungen. In den hier vorgesehenen Fällen ist der Veterinärdelegierte des anderen vertragschliessenden Teiles auf kürzestem Wege und ohne Verzug zu verständigen.

Artikel 6.

Wenn die Rinderpest in den Gebieten eines der vertragschliessenden Teile auftritt, so steht dem anderen Teile das Recht zu, die Ein- und Durchfuhr von Wiederkäuern und Schweinen, von tierischen Teilen, Erzeugnissen und Rohstoffen sowie von Gegenständen, welche Träger des Ansteckungstoffes sein können, für die Dauer der Seuchengefahr zu beschränken oder zu verbieten.

Artikel 7.

(1) Wenn aus den Gebieten eines der vertragschliessenden Teile durch den im Artikel 1 genannten Viehverkehr eine der Anzeigepflicht unterliegende Tierkrankheit nach den Gebieten des anderen Teiles eingeschleppt worden ist oder wenn eine solche Krankheit in den Gebieten des einen Teiles in bedrohlicher Weise herrscht, so ist der andere Teil befugt, die Ein- und Durchfuhr der für die Tierkrankheit empfänglichen Tiere und von solchen tierischen Teilen, Erzeugnissen und Rohstoffen sowie sonstigen Gegenständen, die Träger des Ansteckungstoffes sein können, aus den verseuchten und gefährdeten Gebieten (verseuchte Verwaltungsbezirke und angrenzende Verwaltungsbezirke) für die Dauer der Seuchengefahr zu beschränken oder zu verbieten.

(2) Исто тако може се при појави говеђег прилепчивог запаљења плућа ограничити или забранити увоз и провоз говеди, говеђих делова, сировина као и предмета, који могу бити носиоци заразне материје, па и ако ова зараза не би владала у опасном виду.

(3) Ако би једна таква зараза показивала тенденцију, да се прошири и на друге области или би узела нарочито опасан ток, онда се могу горње мере проширити и на већу област.

(4) Увозне и провозне забране могу се код прострела, шуштавца, дивљачне и говеђе заразе, издати само за провенијенције из заражених и утрожених области и имају се ограничити само на дотични управни срез и на суседне управне срезове првог степена.

(5) Увоз и провоз не може се забранити због беснила, шуге једнокопитара, шуге оваца и коза, оспи на полним органима једнокопитара и говеди, црвеног ветра на свињама, колере код пернате живине и кокошије куге, као и због туберкулозе.

(6) Увозне забране се имају укћнути чим је опасност од заразе престала, то јест, по потпуноме угушењу болести и по истеку рокова предвиђених у члану 2., алинеји 3. рачунајући од угушења болести.

(7) Овим споразумом не стављају се ван снаге прописи садржани у законима о сточним заразама обеју уговорница, по којима се у случају избијања заразних сточних болести на или у близини границе, а у циљу њиховог спречавања и угушења, промет између обостраних пограничних управних срезова првог степена као и транзит кроз који угрожени гранични срез може подврћи нарочитим ограничењима и забранама; али се таква ограничења и забране неће применити на транзит железницом у пломбираним и затвореним вагонима као ни на транзит бродовима у одвојеним и затвореним просторијама, при чему је забрањено свако дотоваривање, претоваривање и успорење транспорта у зараженим граничним срезовима.

Члан 8.

(1) Уговорнице дају једна другој право, да у циљу прибављања података о уређењу сточних сајмова, места за товарење, кланица, завода за гојење стоке, завода за контумацирање и т. д. као и о вршењу постојећих ветеринарних прописа изашиљу делегате у другу државу по претходној пријави, или да их тамо трајно експонирају.

(2) Уговорне стране упутиће власти, да поменути стручним органима, чим се исти путем централне власти, као такви легитимишу, укажу на жељу помоћ и даду обавештења.

Члан 9.

(1) Сваки уговорница објављиваће у размаку од по 14 дана извештаје о стању сточних зараза и исте достављати непосредно другој.

(2) Ако се у областима једне од уговорница појави говеђа куга или говеђе прилепчиво запаљење плућа, надлежна централна власт друге уговорнице биће одмах телеграфским путем директно извештена о појави и раширености заразе.

(3) О појавама сточних зараза у граничним управним срезовима извештаваће се осим тога граничне среске власти узајамно, одмах и непосредно.

(2) Ein gleiches kann beim Auftreten der Lungenseuche für die Ein- und Durchfuhr von Rindern, der von Rindern stammenden Teile, Rohstoffe und Gegenstände, die Träger des Ansteckungsstoffes sein können, angeordnet werden, auch wenn diese Seuche nicht in bedrohlicher Weise herrscht.

(3) Zeigt die in Betracht kommende Seuche die Tendenz, sich über weitere Gebiete auszubreiten oder nimmt sie einen besonders bösartigen Verlauf, so können diese Verfügungen auch auf weitere Gebiete ausgedehnt werden.

(4) Ein- und Durchfuhrverbote dürfen, wenn es sich um Milzbrand, Rauschbrand, Wild- und Rinderseuche handelt, nur für Herkünfte aus den verseuchten und gefährdeten Gebieten erlassen werden und haben sich auf den betreffenden Verwaltungsbezirk und auf die benachbarten Verwaltungsbezirke erster Instanz zu beschränken.

(5) Wegen Wutkrankheit, Räude der Einhufer, Räude der Schafe und Ziegen, Bläschenauschlag der Einhufer und des Rindviehs, Rotlauf der Schweine, Geflügelcholera und Hühnerpest sowie wegen Tuberkulose können Ein- und Durchfuhrverbote nicht erlassen werden.

(6) Einfuhrverbote sind aufzuheben, sobald die Seuchengefahr aufgehört hat, das heisst nach vollem Erlöschen der Krankheit und nach dem von diesem Zeitpunkte an gerechneten Ablauf der im Artikel 2, Absatz 3, vorgesehenen Fristen.

(7) Die in den Seuchengesetzgebungen der vertragschliessenden Teile enthaltenen Vorschriften, denen zufolge im Falle des Ausbruches von ansteckenden Tierkrankheiten an oder in der Nähe der Grenze zur Abwehr und Unterdrückung derselben der Verkehr zwischen den beiderseitigen Grenzverwaltungsbezirken erster Instanz sowie der Durchgangsverkehr durch einen gefährdeten Grenzbezirk besonderen Beschränkungen und Verboten unterworfen werden kann, werden durch das gegenwärtige Abkommen nicht berührt. Diese Beschränkungen und Verbote finden jedoch nicht Anwendung auf den durchgehenden Eisenbahnverkehr in plombierten und umschlossenen Wagen und den durchgehenden Schiffsverkehr in abgesonderten und verwahrten Räumen; hiebei soll jedoch jede Zuladung, jede Umladung und jede Transportverzögerung in verseuchten Grenzbezirken untersagt sein.

Artikel 8.

(1) Die vertragschliessenden Teile räumen sich gegenseitig die Befugnis ein, behufs Einholung von Erkundigungen über die Einrichtung von Viehmärkten, Viehverladestellen, Schlachthäusern, Mastanstalten, Viehkontumazanstanen u. dgl. sowie über die Durchführung der bestehenden veterinären Vorschriften, Delegierte in den anderen Staat gegen vorgängige Anmeldung zu entsenden oder dort auch dauernd zu exponieren.

(2) Beide Teile werden die Behörden anweisen, den erwähnten Fachorganen des anderen Teiles, sobald dieselben sich im Wege der Zentralbehörde als solche legitimieren, auf Wunsch Unterstützung zu gewähren und Auskunft zu erteilen.

Artikel 9.

(1) Jeder der vertragschliessenden Teile wird in Zeiträumen von je 14 Tagen Nachweise über den jeweiligen Stand der Tierseuchen erscheinen und dieselben dem anderen vertragschliessenden Teile unmittelbar zukommen lassen.

(2) Wenn in den Gebieten eines der vertragschliessenden Teile die Rinderpest oder Lungenseuche ausbricht, wird die zuständige Zentralbehörde des anderen Teiles von dem Ausbruche und der Verbreitung der Seuche sofort auf telegraphischem Wege direkt verständigt werden.

(3) Über die Seuchenausbrüche in den Grenzverwaltungsbezirken werden sich ausserdem die Grenzbezirksbehörden gegenseitig sofort direkt verständigen.

Члан 10.

(1) Железничка кола, као и бродови и делови бродова који су били употребљени за транспортовање коња, магараца, мазга, мавгића, говеди, оваца, коза, свиња или пернате живине, морају, заједно са припадајућим прибором бити очишћени и дезинфиковани према одредбама споразума о дезинфекцији железничких кола и бродова (Прилог II).

(2) Чишћење и дезинфекција прописно извршени према алинеји 1, у подручју једне уговорнице признаће се и у оној другој.

Члан 11.

(1) Одредбе овога споразума важиће и за промет са стоком и у пограничним зонама утврђеним у споразуму о уређењу пограничног промета, у колико у следећим одредбама није другачије предвиђено :

1. Стока за рад (и стока за јахање као транспортно средство), теглећа стока, стока за спаривање, за шкопљење, за лечење и за мерење, која се из пограничне зоне једне уговорнице прегони у пограничну зону друге уговорнице, има бити снабдевена прописно издатим сточним пасошем оне општине на чијем се подручју налазе штале. За више грла стоке за рад може се издати један колективан сточни пасош. У сточном пасошу има се означити због чега се стока прегони преко границе као и то, да је стока пореклом из дотичне пограничне зоне. Поред тога има се на сточном пасошу потврдити од местне власти, да у општини, одакле је стока, не влада у време прелаза границе никаква на дотичну врсту стоке преношљива и обавезном пријављивању подложна болест. За кобиле, које се подводе под пастува у граничној зони друге уговорне стране, има се поднети поред тога још и потврда надлежног ветеринарна о несумњивом стању њеног здравља ; ова потврда важи десет дана.

2. Стока за пашу, коју двовласници односно погранични становници, који имају сервитутно право на попашу догоне у пограничну зону друге уговорнице, и одатле свакога дана враћају, има бити снабдевена списком оне општине у чијем подручју стока стално борави. Овај списак има да садржи: име сопственика, име пастира, врсту и број животиња по полу и старости као и њихове карактеристичне знаке. Поред тога на списку ће потврдити иста општина, а у случају пролаза кроз друге општине и ове : да у њиховом атару не влада никаква на дотичну врсту стоке преношљива и обавезном пријављивању подложна болест.

3. (1) Појединачне појаве прострела, шуштавца, оспи на полним органима, црвеног ветра и беснила код стоке означене под 1 и 2, неће спречавати издавање напред поменутих потврда, ако ових болести нема у двориштима из којих стока долази.

(2) Општинске потврде о непостојању сточне заразе важе : за стоку за рад и за пашу 30 дана ; за теглећу стоку, за стоку за спаривање, за шкопљење, за лечење и за мерење 10 дана. По истеку овога рока оне се морају поново издати.

Artikel 10.

(1) Eisenbahnwagen sowie Schiffe und Schiffsteile, welche zum Transport von Pferden, Eseln, Maultieren, Mauleseln, Rindern, Schafen, Ziegen, Schweinen oder Hausgeflügel verwendet wurden, müssen nebst den zugehörigen Gerätschaften der Eisenbahnverwaltungen nach Massgabe der gleichzeitig mit dem Tierseuchenübereinkommen vereinbarten und als Anlage II diesem Übereinkommen beigeschlossenen Bestimmungen gereinigt und desinfiziert werden.

(2) Die vertragschliessenden Teile werden die gemäss Absatz 1 im Bereiche eines Teiles vorschriftsmässig vollzogene Reinigung und Desinfektion als auch für den anderen Teil geltend anerkennen.

Artikel 11.

(1) Auf den Viehverkehr zwischen den im Übereinkommen, betreffend die Regelung des Grenzverkehrs, festgesetzten Grenzzone finden die Bestimmungen des Tierseuchenübereinkommens Anwendung, insoweit im nachstehenden nicht anderweitige Bestimmungen getroffen werden :

1. Arbeitsvieh (auch Reittiere als Transportmittel), Tiere für den Fuhrwerksbetrieb, zum Belegen, zum Verschneiden, für tierärztliche Behandlung und zum Verwiegen, welche aus dem Gebiete der Grenzzone des einen vertragschliessenden Teiles in das Gebiet der Grenzzone des anderen vertragschliessenden Teiles gebracht werden, haben mit einem vorschriftsmässig ausgestellten Viehpass jener Gemeinde, in deren Gebiet sich die Stallung der Tiere befindet, versehen zu sein. Für mehrere Arbeitstiere kann auch ein Gesamtviehpass ausgestellt werden. Der Viehpass muss den Zweck des Grenzübertrittes sowie die Angabe enthalten, dass die Tiere aus der betreffenden Grenzzone stammen. Überdies ist auf dem Viehpass von der Ortsbehörde zu bestätigen, dass in der Herkunftsgemeinde eine auf die betreffende Tiergattung übertragbare anzeigepflichtige Krankheit zur Zeit des Grenzübertrittes nicht herrscht. Für Stuten, welche einem in der Grenzzone des anderen vertragschliessenden Teiles befindlichen Hengst zugeführt werden, ist ausserdem auch noch eine Bestätigung des zuständigen Tierarztes über den unbedenklichen Gesundheitszustand der Stute beizubringen, welche Bestätigung zehn Tage gilt.

2. Weidevieh, welches von Doppelbesitzern, beziehungsweise Weideservitutsberechtigten in die Grenzzone des anderen vertragschliessenden Teiles gebracht und von dort täglich rückgebracht wird, hat mit einem Verzeichnisse jener Gemeinde, in deren Gebiete es ständig untergebracht ist, versehen zu sein. Dieses Verzeichnis hat zu enthalten : Namen des Eigentümers, Namen des Hirten, Gattung und Stückzahl der Tiere nach Geschlecht und Alter sowie die charakteristischen Merkmale der Tiere. Überdies ist auf dem Verzeichnisse von derselben Gemeinde und im Falle des Durchzuges durch das Gebiet einer anderen Gemeinde auch von dieser zu bestätigen, dass im Gebiete der betreffenden Gemeinde keine auf die bezügliche Tiergattung übertragbare anzeigepflichtige Krankheit herrscht.

3. (1) Das vereinzelte Auftreten von Milzbrand, Rauschbrand, Bläschenausschlag, Rotlauf und Wutkrankheit in der Gemeinde soll für die unter 1. und 2. genannten Tiere, wenn diese Krankheiten nicht in Höfen auftreten, aus denen die Tiere für den Grenzübertritt in Betracht kommen, der Ausstellung der fraglichen Bestätigungen nicht entgegenstehen.

(2) Die gemeindeamtlichen Bestätigungen über die Seuchenfreiheit gelten für Arbeitsvieh und Weidevieh 30 Tage, für Tiere für den Fuhrwerksbetrieb, zum Belegen, zum Verschneiden, für tierärztliche Behandlung oder zum Verwiegen zehn Tage und müssen nach Ablauf dieser Frist wieder erneuert werden.

Члан 12.

Ако би при примени и тумачењу споразума о сточним заразама наступиле између уговорница разлике у мишљењима, то ће се на захтев једне од њих прибавити стручно мишљење мешовите комисије, и ово ће се мишљење при доношењу одлуке узети у обзир. Свака уговорница именује у комисију по два члана. Комисија ће у случајевима у којима се не може да сагласи, сама изабрати петог члана. Овај пети члан бира се, ако се комисија по овоме другојачије не споразуме, у првом случају образовања мешовите комисије, из држављана једне, а у другом из држављана друге уговорнице, и тако наизменично из држављана једне и друге уговорнице. У првом случају ове врсте одредиће се коцком уговорница чији ће се држављанин узети за петог члана.

Члан 13.

Одредбе о промету са стоком, која се изгони на попашу, садржане су у Прилогу III овога споразума.

ПРИЛОГ I

уз споразум о сточним заразама.

ЗАКЉУЧНИ ПРОТОКОЛ

УЗ СПОРАЗУМ О СТОЧНИМ ЗАРАЗАМА.

1. Одредбе овога споразума примењују се само на провенијенције уговорница ; што се тиче увоза или провоза животиња, животињских делова, прерађевина и сирована као и предмета, који могу бити носиоци заразних материја сточних зараза, који су пореклом из трећих држава, то не улази у оквир овога споразума.

2. Одредбе овог Споразума о сточним заразама моће ће се проширити ако устреба, а по претходном споразуму обеју Уговорних страна, и на друге сада познате или непознате болести, од чијег би се преношења оправдано требало бојати.

3. (1) Постоји споразум о томе, да за увоз животиња, животињских делова и производа означених у члану 1 Споразума о сточним заразама, никаква претходна дозвола неће бити тражена и да ће се овај увоз обављати по одредбама утврђеним овим Споразумом.

(2) При свем томе за увоз животиња (изузимајући једнокопитаре) за нарочиту привредну употребу (приплод, рад, мужу, товљење) Уговорне стране задржавају себи право да пропишу нарочите услове, којих ће се извозна земља строго придржавати.

(3) Али ма каква да је привредна употреба, којој су животиње намењене, оне треба увек да буду праћене уверењима, која предвиђа Споразум о сточним заразама. Када су у питању животиње за нарочиту привредну употребу, на уверењима треба да буде такође назначено да су за ове животиње нарочито прописани услови испуњени.

Artikel 12.

Wenn bei der Handhabung des Tierseuchenübereinkommens zwischen den vertragschliessenden Teilen Meinungsverschiedenheiten entstehen, so wird auf Verlangen eines dieser Teile die gutachtliche Äusserung einer gemischten Kommission eingeholt werden. Diese Äusserung wird bei der hienach zu treffenden Entscheidung entsprechend gewürdigt werden. Jeder der vertragschliessenden Teile ernennt für die Kommission zwei Mitglieder. Die Kommission ist befugt, sich in Fällen, in denen sie sich nicht einigen kann, ein fünftes Mitglied zu kooptieren. Dieses fünfte Mitglied ist, wenn die Kommission sich hierüber nicht anders verständigt, in dem ersten Falle der Bildung einer gemischten Kommission aus den Angehörigen des einen und im zweiten Falle aus den Angehörigen des anderen der beiden vertragschliessenden Teile und so abwechselnd aus den Angehörigen des einen oder des anderen Teiles zu wählen. Im ersten Falle dieser Art wird der vertragschliessende Teil, dessen Angehörigen das fünfte Mitglied zu entnehmen ist, durch das Los bestimmt.

Artikel 13.

Die Bestimmungen über den Weideviehverkehr sind in der Anlage III zu diesem Tierseuchenübereinkommen geregelt.

ANLAGE I

ZUM TIERSEUCHENÜBEREINKOMMEN.

SCHLUSSPROTOKOLL

ZUM TIERSEUCHENÜBEREINKOMMEN.

1. Die Bestimmungen des gegenwärtigen Übereinkommens finden nur auf Herkünfte eines der vertragschliessenden Teile Anwendung. Die Zulassung von Tieren, tierischen Teilen, Erzeugnissen und Rohstoffen sowie Gegenständen, welche Träger des Ansteckungsstoffes von Tierseuchen sein können, die, aus anderen Ländern stammend, durch die Gebiete des einen Teiles zur Ein- oder Durchfuhr in die Gebiete des anderen Teiles gelangen sollen, liegt ausserhalb des Rahmens des gegenwärtigen Übereinkommens.

2. Bestimmungen dieses Tierseuchenübereinkommens können erforderlichenfalls nach vorherigem Einvernehmen beider vertragschliessenden Teile auf andere dormalen bekannte oder unbekanntete Krankheiten, deren Übertragung man mit Recht befürchten könnte, erweitert werden.

3. (1) Es besteht Einverständnis darüber, dass für die Einfuhr von Tieren, tierischen Teilen und Produkten, die im Artikel 1 des Tierseuchenübereinkommens angeführt sind, keine vorhergehende Bewilligung verlangt wird und dass diese Einfuhr nach den Bestimmungen, die mit diesem Tierseuchenübereinkommen festgesetzt sind, erfolgen wird.

(2) Die vertragschliessenden Teile behalten sich jedoch das Recht vor, für die Einfuhr von Tieren (ausgenommen Einhufer), welche zu einem besonderen Wirtschaftsgebrauche (Zucht, Arbeit, Milchnutzung, Mast) bestimmt sind, besondere Bedingungen vorzuschreiben, die das Ausfuhrland streng zu befolgen haben wird.

(3) Jedenfalls müssen die Tiere, zu welchem Wirtschaftsgebrauch sie auch immer bestimmt sind, mit Zeugnissen gedeckt sein, die das Tierseuchenübereinkommen vorsieht. Auf den Zeugnissen muss, wenn es sich um Tiere zu einem besonderen Wirtschaftsgebrauche handelt, auch vermerkt werden, dass für diese Tiere die vorgeschriebenen besonderen Bedingungen zutreffen.

4. (1) Животиње за клање, увезене са области једне Уговорне стране, које су нађене здравим и испуњавају услове предвиђене Споразумом о сточним заразама, моћи ће се на области друге Уговорне стране упућивати само на тргове намењене животињама за клање и на јавне кланице који су непосредно везани железничком пругом. С њима ће се тамо поступати по прописима, који су на снази за те тргове и кланице. Жива живина намењена клању моћи ће се увозити и у товаришта и у кланице за живину.

(2) Листе тих тргова за стоку за клање и тих јавних кланица као и листа товилишта и кланица за живину саопштиће се централним ветеринарским властима Уговорних страна. Главне одредбе правила, која су на снази на поменутиим трговима и кланицама такође ће се саопштити.

5. (1) Ветеринарско-полицијске мере предострожности за животиње које нису намењене клању, а пре њиховог пуштања у слободни промет, биће ограничене само на најмању неопходно потребну меру. Ове мере биће благовремено саопштене централној ветеринарској власти извозне земље.

(2) Једнокопитари, који нису одређени за клање, подврћи ће се дијагностичком поступку на трошак увозника, на граници или на месту опредељења и то што је могуће пре. Једнокопитари одређени за провоз не подлеже дијагностичком поступку.

6. (1) Постоји споразум о томе, да свеже месо, намењено увозу у области друге Уговорне стране, мора бити добивено од животиња, закланих искључиво на кланицама, које стоје под сталним ветеринарским надзором.

(2) Поред тога сва предузећа, која извозе производе од меса у област друге Уговорне стране, треба да испуњавају услове, потребне са ветеринарског и санитетско-полицијског гледишта.

7. (1) При увозу меса и производа од меса примењиваће се ветеринарско-полицијски прописи сада на снази у увозној земљи и то исто тако као за пошиљке свију провенијенција.

(2) Евентуални нови прописи могу се односити само на присутност других унутрашњих органа од оних који се сада траже. Ови нови прописи биће благовремено саопштени другој Уговорној страни.

(3) Увоз коњског меса није дозвољен.

8. За животне намирнице, које су израђене од свежег свињског меса и које се троше у свежем стању (непечене или некуване) уверење предвиђено чланом 2 тач. 8 мора такође садржавати потврду, да је месо од кога ове намирнице потичу било подвргнуто трихиноскопском прегледу и да је овај преглед дао негативан резултат. Кобасице, које по саставу и изради треба сматрати као саламе, не потпадају под ову одредбу.

9. Постоји споразум о томе, да уверења за пернату живину, животињске делове, прерађевине и сировине као и за предмете, који могу бити носиоци заразних материја сточних зараза, која су уверења предвиђена у члану 2, у Краљевини Југославији издају државни или од државне власти за то нарочито овлашћени ветеринари.

10. За транспорте пернате живине у пограничном промету, који се састоје из мање од 50 комада, има се поднети при увозу у област једне уговорнице само уверење по члану 2 споразума о сточним заразима. Остале одредбе поменутога члана 2, неће се на њих примењивати.

11. (1) За шталско ђубре у пограничном промету ; за животињска црева, једњаке, желудце и бешике, који нису ни суви ни сољени, у поштанском саобраћају; за свеже

4. (1) Schlachttiere, welche bei der Einfuhr aus dem Gebiete des einen vertragschliessenden Teiles gesund befunden wurden, können — wenn auch den übrigen im Tierseuchenübereinkommen vorgeschriebenen Bedingungen entsprochen wurde — auf dem Gebiete des anderen vertragschliessenden Teiles nur in öffentliche, mit direktem Schienenstrang verbundene Schlachthäuser und Schlachtviehmärkte gebracht werden. Sie unterliegen hiebei den für diese Märkte und Schlachthäuser erlassenen Vorschriften. Lebendes, zur Schlachtung bestimmtes Geflügel kann auch in Geflügelmästereien und Geflügelschlächtereien eingeführt werden.

(2) Verzeichnisse von solchen Schlachtviehmärkten und Schlachthäusern sowie von Geflügelmästereien und Geflügelschlächtereien werden sich die Zentralveterinärbehörden der vertragschliessenden Teile gegenseitig bekanntgeben. Ebenso sind die wesentlichsten Bestimmungen der für diese Märkte und Schlachthäuser geltenden Vorschriften gegenseitig bekanntzugeben.

5. (1) Die veterinärpolizeilichen Vorsichtsmassnahmen für nicht zur Schlachtung bestimmte Tiere vor ihrer Zulassung zum freien Verkehr sind auf das unumgänglich erforderliche Mindestmass zu beschränken. Diese Massnahmen sind der Zentralveterinärbehörde des Ausfuhrstaates rechtzeitig bekanntzugeben.

(2) Einhufer, welche nicht zur Schlachtung bestimmt sind, werden auf Kosten der Partei an der Grenze oder am Bestimmungsorte mit möglichster Beschleunigung einem diagnostischen Verfahren unterzogen werden. Zur Durchfuhr bestimmte Einhufer unterliegen nicht dem diagnostischen Verfahren.

6. (1) Es besteht Einverständnis darüber, dass frisches Fleisch, welches zum Export in das Gebiet des anderen vertragschliessenden Teiles bestimmt ist, von Tieren gewonnen werden muss, die ausnahmslos in einem unter ständiger tierärztlicher Aufsicht stehenden Schlachthause geschlachtet worden sind.

(2) Im übrigen sollen alle Betriebe, welche Fleischwaren nach dem Gebiete des anderen Vertragsteiles exportieren, den in veterinär- und sanitätpolizeilicher Hinsicht nötigen Voraussetzungen entsprechen.

7. (1) Bei der Einfuhr von Fleisch und Fleischprodukten kommen die veterinärpolizeilichen Vorschriften, welche dormalen im Einfuhrstaate in Kraft stehen, zur Anwendung und zwar in gleicher Weise wie für Sendungen aller Herkünfte.

(2) Eventuelle neue Vorschriften können sich jedoch nur auf das Vorhandensein anderer innerer Organe als der bisher geforderten beziehen. Diese neuen Vorschriften sind dem anderen vertragschliessenden Teile rechtzeitig bekanntzugeben.

(3) Die Einfuhr von Pferdefleisch ist nicht gestattet.

8. Für Lebensmittel, die aus rohem Schweinefleisch hergestellt sind und die zum Genuss in frischem (ungekochtem oder ungebratenem) Zustande bestimmt sind, muss das nach Artikel 2, Absatz 8, beizubringende Zertifikat auch die Bestätigung enthalten, dass das Fleisch, von dem diese Lebensmittel stammen, der Trichinenschau unterworfen wurde und dass diese Beschau ein negatives Resultat ergab. Würste, die nach ihrer Zusammensetzung und Erzeugungsart als Salami anzusehen sind, fallen nicht unter diese Bestimmung.

9. Es besteht Einverständnis darüber dass im Königreiche Jugoslawien die im Artikel 2 vorgesehenen Zeugnisse für Geflügel, tierische Teile, Erzeugnisse und Rohstoffe sowie Gegenstände, die Träger des Ansteckungsstoffes von Tierseuchen sein können, von einem staatlich angestellten oder von der Staatsbehörde besonders hiezu ermächtigten Tierarzte ausgestellt werden.

10. Für Geflügeltransporte im Grenzverkehre, die aus weniger als 50 Stück bestehen, ist bei der Einbringung in die Gebiete eines der vertragschliessenden Teile lediglich das gemäss Artikel 2 des Tierseuchenübereinkommens auszustellende Zeugnis beizubringen. Im übrigen finden auf sie die Bestimmungen des angeführten Artikels 2 keine Anwendung.

11. (1) Für Stalldünger im Grenzverkehre, für tierische Därme, Schlünde, Magen und Blasen, die weder trocken noch gesalzen sind, im Postverkehre und für frisches und zubereitetes Fleisch

и приправљено месо од говеди, свиња, коза и оваца, као и за заклану пернату живину у пограничном промету, у поштанском саобраћају за приватне и у путничком промету, — неће се подносити никаква уверења о пореклу. И такве пошиљке не подлеже никаквој граничној ветеринарној контроли.

(2) Свеже и прерађено месо у поштанским приватним пакетима и у путничком саобраћају моћи ће се слободно увозити у количини до највише 4 кг.

(3) Ово ограничење не односи се на транзит.

12. (1) Директан провоз живих животиња из области једне кроз област друге уговорнице биће допуштен под условима утврђеним у члану 2, ако је земља опредељења односно транзитна земља изјавила, да транспорте прима.

(2) Уговорнице ће једна другој увек благовремено саопштавати све на овај промет односеће се забране или ограничења дотичних земаља опредељења или транзита.

13. Директан транзит свежега и прерађеног меса, заклане живине и животињских сировина, из области једне кроз област друг уговорнице железницом у пломбираним, затвореним вагонима или на бродовима у одељеним и затвореним просторијама, за провенијенције једне од уговорница, допуштен је без ограничења. Денчане пошиљке овакве робе примаће се за директни транзит у непломбираним вагонима или у незатвореним и неодељеним просторијама бродова само ако су под царинском пломбом.

14. (1) У следећем означене су улазне станице, које према чл. 1 споразума о сточним заразама долазе у обзир за промет :

У Краљевини Југославији :

- | | |
|--------------|-------------------|
| 1. Јесенице | 4. Горња Радгона |
| 2. Дравоград | 5. Мурска Собота. |
| 3. Марибор. | |

У Републици Аустрији :

- | | |
|--------------|----------------|
| 1. Rosenbach | 4. Leibnitz |
| 2. Lavamünd | 5. Radkersburg |
| 3. Bleiburg | 6. Bonisdorf. |

(2) Горе означене улазне станице могу бити доцније измењене или допуњене само путем обостраног споразума.

15. Водиће се брига о томе, да се извози само млеко потпуно незараженог порекла и увек у чистим судовима.

16. Постојање беснила код паса и мачака неће спречавати издавање уверења о пореклу за друге домаће животиње, предвиђене у члану 2, алинеја 1. Исто тако шуга код оваца и коза неће спречавати издавање уверења за једнокопитаре, и шуга код једнокопитара издавање уверења за овце и козе. Најзад спорадично појављивање прострела, шуштавца, оспи на полним органима код коња и говеда и црвеног ветра на свињама неће спречавати издавање уверења за стоку за клање, изузев за животиње из заражених дворишта. Спорадично појављивање тих зараза назначиће се на уверењу. Исто тако појединачни случајеви тих зараза у месту утовара неће спречавати утовар стоке за извоз.

17. (1) При појави или уношењу заразе ограничења или забране могу се завести само тада, ако је то неминовно потребно ради осигурања здравственог стања домаће

von Rindern, Schweinen, Ziegen und Schafen sowie für totes Geflügel im Grenzverkehr, im Postverkehr für Private und Reiseverkehr sind keine Ursprungszeugnisse beizubringen. Diese Sendungen unterliegen keiner Grenzveterinärkontrolle.

(2) Im Postverkehr für Private und im Reiseverkehre können frisches und zubereitetes Fleisch nur in einer Höchstmenge von 4 Kilogramm eingebracht werden.

(3) Diese Begrenzung betrifft den Transitverkehr nicht.

12. (1) Die direkte Durchfuhr von lebenden Tieren aus den Gebieten des einen durch die Gebiete des anderen vertragschliessenden Teiles wird unter den im Artikel 2 festgesetzten Bedingungen gestattet, falls das angrenzende Bestimmungs- oder etwaige Durchfuhrland sich bereit erklärt hat, die Transporte aufzunehmen.

(2) Die vertragschliessenden Teile werden einander stets rechtzeitig alle auf diesen Verkehr bezughabenden Verbote und Beschränkungen der betreffenden Bestimmungs- und Durchfuhrländer bekannt geben.

13. Die direkte Durchfuhr von frischem und zubereitetem Fleische, geschlachtetem Geflügel und tierischen Rohstoffen aus den Gebieten des einen durch die Gebiete des anderen vertragschliessenden Teiles, auf der Eisenbahn in plombierten, umschlossenen Waggons oder auf Schiffen in abgesonderten und verwahrten Räumen, ist, soweit es sich um Provenienzen eines der vertragschliessenden Teile handelt, ohne Beschränkung zulässig. Für den direkten Transitverkehr bestimmte Stückgutsendungen solcher Waren in nicht plombierten Wagen oder in nicht abgesonderten und nicht verwahrten Schiffsräumen werden nur angenommen, wenn sie zollamtlich plombiert sind.

14. (1) Die für den Verkehr laut Artikel 1 des Tierseuchenübereinkommens in Betracht kommenden Eintrittsstationen werden wie folgt festgestellt :

Im Königreiche Jugoslawien :

- | | |
|---------------|--------------------|
| 1. Jesenice. | 4. Gornja Radgona. |
| 2. Dravograd. | 5. Murska Sobota. |
| 3. Maribor. | |

In der Republik Österreich :

- | | |
|---------------|-----------------|
| 1. Rosenbach. | 4. Leibnitz. |
| 2. Lavamünd. | 5. Radkersburg. |
| 3. Bleiburg. | 6. Bonisdorf. |

(2) Diese Feststellung der Eintrittsstationen kann fernerhin nur im gegenseitigen Einvernehmen abgeändert oder ergänzt werden.

15. Es wird Vorsorge getroffen werden, dass Milch nur vollkommen seuchenfreier Herkunft in entsprechend gereinigten Gefässen zur Ausfuhr gelangt.

16. Das Vorkommen der Wutkrankheit bei Hunden und Katzen soll der Ausstellung der im Artikel 2, Absatz 1, vorgesehenen Ursprungszeugnisse für andere Haustiere nicht entgegenstehen. Ferner soll das Vorkommen der Räude bei Schafen und Ziegen die Ausstellung der Zeugnisse für Einhufer und das Vorkommen der Räude bei Einhufern die Ausstellung der Zeugnisse für Schafe und Ziegen nicht behindern. Schliesslich soll auch das vereinzelte Auftreten von Milzbrand, Rauschbrand, Bläschenausschlag bei Pferden und Rindern und Schweinerotlauf der Ausstellung der Zeugnisse für Schlachttiere nicht entgegenstehen, ausgenommen für Tiere aus den verseuchten Gehöften. Das sporadische Auftreten solcher Seuchenfälle ist auf dem Zeugnis zu vermerken. Auch sollen vereinzelte Fälle dieser Seuchen im Verladeorte kein Hindernis für die Verladung der zur Ausfuhr bestimmten Tiere bilden.

17. (1) Beschränkungen oder Verbote aus Anlass des Auftretens oder der Einschleppung einer Seuche sollen nur dann zulässig sein, wenn sie zur Sicherung des Gesundheitszustandes der heimischen

стоке и то, с обзиром на јачину заразе, само у циљу спречавања стварно постојеће опасности од уношења заразе.

(2) Из области, које су према члану 7. затворене, допустиће се увоз стоке за клање (говеда, овце, козе, свиње, коњи) која је пореклом из општина слободних од заразе, али само у контумачна постројења оне друге државе.

(3) У Аустрији су ова контумачна постројења у Бечу—Ст. Марке и санитетска кланица у Винер Најштату.

18. Директан транзит животиња, животињских делова, прерађевина и сировина као и предмета, који могу бити носиоци заразне материје, из области једне кроз област друге уговорнице допуштен је у затвореним железничким колима без икаквог ограничења под условом, да су животиње здраве и да су транспорти снабдевени потребним документима, да су из незаражених области.

19. Коњи тркачи и касачи као и коњи за наградно јахање и јахачке игре и животиње које их прате, могу место сточних пасоша бити снабдевени нарочитим уверењима. За издавање таквих уверења биће овлашћени по споразуму обеју влада односно клубови Уверења ће бити снабдевена печатом и визом дотичнога клуба и садржаваће име и место становања сопственика, тачан опис коња, његову провенијенцију и место опредељења, службену ветеринарску потврду о здрављу дотичног грла и о томе, да је штала из које грло долази, за време последњих 40 дана била слободна од заразе.

20. За увоз животиња, за које је доказано, да су одређене за циркуске представе, за зоолошке баште, за паркове дивљачи и сличне установе, и које су према томе биле изван општег саобраћаја, довољно је само званично ветеринарско уверење о здрављу дотичних животиња и доказ, да су оне железницом или бродом транспортоване оделито од других за редован саобраћај одређених животиња, да су ветеринарним прегледом извршеним при истоваривању нађене потпуно здраве и да се са истоварне станице непосредно транспортују у место опредељења.

21. Ако ветеринарско-полицијске прилике изискују привремено извесна ограничења, па и према последњој алинеји члана 7., то ће надлежне граничне среске власти предузети споразумно нужне мере предострожности и о томе известити претпостављене власти.

22. За ветеринарске прегледе на граници могу се наплаћивати таксе само у толико у колико су потребне за покриће стварног и личног издатка, и оне не могу бити веће од оних, које се по истом основу наплаћују ма на ком другом делу границе.

23. При превозењу живих животиња железницом или бродом не би требало да има места замеркама због претоварености. Ради тога издаће се сходна наређења, која ће се у утоварним станицама прописно испуњавати.

24. (1) Ако се живе животиње (подразумевајући и живину) увозе из области једне у област друге Уговорне стране кроз неку трећу државу, увозна земља ће их примати у сваком случају и без обзира на њихову привредну употребу.

(2) Ако овако примљене животиње не би одговарале прописаним условима, са њима ће се поступити по прописима увозне земље, о чему ће ветеринарски делегат друге Уговорнице бити обавештен непосредно и без закашњења.

25. (1) Ако би се одредбе споразума о сточним заразама, који је на снази између једне Уговорне стране и неке треће државе, разликовале од постојећих уговорених одредаба и ако примена одредаба тога споразума на транзит једне Уговорне стране

Viehbestände nach dem Stande der Seuche zur Hintanhaltung einer tatsächlich drohenden Einschleppungsgefahr unabweislich sind.

(2) Aus seuchenfreien Gemeinden der auf Grund des Artikels 7 gesperrten Gebiete stammende Schlachttiere (Rinder, Schafe, Ziegen, Schweine, Pferde) werden nach den Kontumazanlagen des anderen Staates zur Schlachtung zugelassen werden.

(3) In Österreich sind dies die Kontumazanlage in Wien St. Marx und das Sanitätsschlachthaus in Wiener Neustadt.

18. Die direkte Durchfuhr von Tieren, tierischen Teilen, Erzeugnissen und Rohstoffen sowie Gegenständen, die Träger des Ansteckungsstoffes sein können, aus und nach dem Gebiete des einen durch das Gebiet des anderen vertragschliessenden Teiles ist in geschlossenen Eisenbahnwagen ohne jede Beschränkung unter der Voraussetzung zulässig, dass die Tiere gesund und die Transporte mit den erforderlichen Dokumenten über die seuchenfreie Herkunft versehen sind.

19. Renn- und Trabrennpferde sowie Pferde für Preisreiten und Reiterspiele und deren Begleittiere können statt durch Viehpässe durch besondere Zertifikate gedeckt werden. Zur Ausstellung solcher Zertifikate werden von den beiden Regierungen die hiebei in Betracht kommenden Klubs einvernehmlich ermächtigt werden. Die Zertifikate haben das Siegel und das Visum der betreffenden Klubs zu tragen und den Namen und Wohnort des Pferdebesitzers, das genaue Nationale des Pferdes, dessen Provenienz und Bestimmungsort sowie die amtstierärztliche Bestätigung der individuellen Gesundheit des Tieres und des Umstandes zu enthalten, dass der Betrieb, aus welchem das Tier kommt, während der letzten 40 Tage seuchenfrei war.

20. Die Einfuhr von Tieren, welche nachweislich zu Zirkusschaustellungen, für zoologische Gärten, Wildparks und ähnliche Anlagen bestimmt sind und aus diesem Anlass ausserhalb des allgemeinen Verkehrs stehen, ist nur von der Beibringung amtstierärztlicher Bescheinigungen über die individuelle Gesundheit der Tiere und davon abhängig, dass die letzteren mittels Eisenbahn oder Schiff von anderen für den gewöhnlichen Verkehr bestimmten Tieren abgesondert transportiert, gelegentlich der bei der Ausladung vorzunehmenden tierärztlichen Untersuchung vollkommen gesund befunden und von der Ausladestation unmittelbar nach dem Bestimmungsorte gebracht werden.

21. Erheischen veterinärpolizeiliche Verhältnisse zeitweilig gewisse Beschränkungen, auch nach Massgabe des letzten Absatzes des Artikels 7, so haben die zuständigen Grenzbezirksbehörden die notwendigen Sicherungsmassregeln im gegenseitigen Benehmen zu treffen und hierüber an die vorgesetzte Behörde zu berichten.

22. Für die an der Grenze vorgenommene tierärztliche Untersuchung können nur diejenigen Gebühren eingehoben werden, die zur Deckung des sachlichen und personellen Aufwandes erforderlich und nicht höher sind, als die an den anderen Grenzen aus dem gleichen Anlasse zur Einhebung gelangenden Gebühren.

23. Bei Transporten lebender Tiere auf Eisenbahnen oder Schiffen sollen sich keine Anstände wegen Überladungen ergeben. Zu diesem Zwecke werden geeignete Weisungen ergehen, welche in den Verladestationen entsprechend zu beachten sind.

24. (1) Falls lebende Tiere (einschliesslich Geflügel) aus dem Gebiete des einen vertragschliessenden Teiles in das Gebiet des anderen vertragschliessenden Teiles durch einen dritten Staat eingeführt werden, wird der Einfuhrstaat dieselben in jedem Falle und ohne Rücksicht auf ihre wirtschaftliche Bestimmung übernehmen.

(2) Sollten die so übernommenen Tiere den vorgeschriebenen Bedingungen nicht entsprechen, wird mit ihnen nach den Vorschriften des Einfuhrstaates vorgegangen werden, wovon der Veterinärdelegierte des anderen vertragschliessenden Teiles direkt und unverzüglich zu verständigen ist.

25. (1) Wenn sich die Bestimmungen des Tierseuchenübereinkommens, welches zwischen einem der vertragschliessenden Teile und einem dritten Staate in Kraft steht, von den vorliegenden Vereinbarungen unterscheiden sollten und wenn die Anwendung der Bestimmungen dieses Tier-

кроз област друге Уговорне стране није штетна по ветеринарско-полицијске интересе транзитне земље, ова се неће противити примени ових одредаба.

(2) Централне ветеринарске власти Уговорних страна о томе ће се споразумевати.

26. Ради отклањања тешкоћа, које би могле настати при примени Споразума о сточним заразама, централне ветеринарске власти Уговорних страна у хитним случајевима ће се непосредно споразумевати.

ПРИЛОГ II

уз споразум о сточним заразама

ОДРЕДБЕ

О ДЕЗИНФЕКЦИЈИ ЖЕЛЕЗНИЧКИХ КОЛА И БРОДОВА.

Железничка кола, у којима су транспортовани коњи, мазге, магарци, говеда, овце, козе, свиње и живина, морају бити заједно са припадајућим прибором очишћена и дезинфикована пре њихове поновне употребе по следећим прописима :

1. Стварној дезинфекцији кола мора увек претходити одстрањивање простирке, ђубрета, перја, отпадака од конопаца за везивање, итд. као и темељно чишћење са врелом водом. Где нема вреле воде у довољној количини, испирање се може извршити и јаким млазевима хладне воде, али се пре тога мора у циљу омекшања залепљене прљавштине вршити испирање са врелом водом. Чишћење се тек гада има сматрати као довољно, ако су њиме одстрањене све прљавштине, које потичу од транспорта ; и делови прљавштине, који су запали у саставе (пукотине) колског пода, имају се потпуно отклонити — по потреби помоћу гвоздених справа са отупљеним врховима и ивицама.

2. Дезинфекција има да обухвати, па и у случају где су кола била натоварена само делимице, цела кола односно цело употребљено одељење кола.

Она се има извршити :

а) под редовним околностима : прањем пода, таванице и зида са на најмање 50°С загрејаним содним цеђом, за чије је справљање употребљено бар три килограма соде на 100 литара воде. Место содног цеђа може се употребити и који други цеђ, који је признат од владе дотичне државе као равноважећи. На станицама, које су снабдевене потребним постројењем, допуштено је, место прања са содним цеђом, што марљивије чишћење пода, таванице и зидова са воденом паром помоћу за то подесних направа; водена пара, која се има употребити, мора имати притисак најмање двеју атмосфера ;

б) у случају инфекције кола са говеђом кугом, прострелом, шуштавцем, дивљачном и говеђом заразом, устобољом, шапом, сакагијом, свињском заразом, свињском кугом, црвеним ветром код свиња, колером код пернате живине, кокошијом кугом — или у случају јаке сумње на

seuchenübereinkommens auf den Transitverkehr des einen vertragschliessenden Teiles durch das Gebiet des anderen Teiles von keinem Nachteile für die veterinärpolizeilichen Interessen des Transitlandes ist, wird letzteres der Anwendung dieser Bestimmungen kein Hindernis entgegensetzen.

(2) Die Zentralveterinärbehörden der vertragschliessenden Teile werden hierüber das Einvernehmen pflegen.

26. Behufs Vermeidung von Schwierigkeiten, die sich bei der Durchführung des Tierseuchenübereinkommens ergeben könnten, werden die Zentralveterinärverwaltungen beider vertragschliessenden Teile in dringenden Fällen gegenseitig unmittelbar das Einvernehmen pflegen.

ANLAGE II

ZUM TIERSEUCHENÜBEREINKOMMEN.

BESTIMMUNGEN

ÜBER DIE DESINFEKTION DER EISENBAHNWAGEN UND SCHIFFE.

Eisenbahnwagen, in welchen Pferde, Maultiere, Esel, Rinder, Schafe, Ziegen, Schweine oder Hausgeflügel befördert worden sind, müssen nebst den zugehörigen Gerätschaften der Eisenbahnverwaltungen vor ihrer weiteren Verwendung nach folgenden Vorschriften gereinigt und desinfiziert werden :

1. Der eigentlichen Desinfektion der Wagen muss stets die Beseitigung der Streumaterialien, des Düngers, der Federn, der Reste von Anbindesträngen usw. sowie eine gründliche Reinigung durch heisses Wasser vorangehen. Wo solches nicht in genügender Menge zu beschaffen ist, darf auch unter Druck ausströmendes kaltes Wasser verwendet werden, jedoch muss vorher zur Aufweichung des anhaftenden Schmutzes eine Abspülung mit heissem Wasser erfolgen. Die Reinigung ist nur dann als ausreichend anzusehen, wenn durch sie alle von dem Transporte herrührenden Verunreinigungen vollständig beseitigt sind ; auch die in die Fugen der Wagenböden eingedrungenen Schmutzteile sind vollständig — erforderlichenfalls unter Anwendung von eisernen Geräten mit abgestumpften Spitzen und Rändern — zu entfernen.

2. Die Desinfektion selbst hat sich, und zwar auch in den Fällen, wo der Wagen nur teilweise beladen war, auf alle Teile des Wagens oder des benützten Wagenabteils zu erstrecken.

Sie muss bewirkt werden :

a) unter gewöhnlichen Verhältnissen durch Waschen der Fussböden, Decken und Wände mit einer auf mindestens 50 Grad Celsius erhitzten Sodalauge, zu deren Herstellung wenigstens drei Kilogramm Soda auf 100 Liter Wasser verwendet sind. Statt der Sodalauge kann auch eine andere von der Regierung des betreffenden Staates als gleichwertig anerkannte Lauge zugelassen werden. Auf Stationen, die mit den erforderlichen Einrichtungen versehen sind, ist statt der Waschung mit Sodalauge auch die gründlichste Behandlung der Fussböden, Decken und Wände mit Wasserdampf unter Benützung geeigneter Vorrichtungen zulässig ; der zur Verwendung kommende Wasserdampf muss eine Spannung von mindestens zwei Atmosphären haben ;

b) in Fällen einer Infektion des Wagens durch Rinderpest, Milzbrand, Rauschbrand, Wild- und Rinderseuche, Maul- und Klauenseuche, Rotz, Schweineseuche, Schweinepest, Schweinerotlauf, Geflügelcholera, Hühnerpest oder des dringenden Verdachtes einer solchen Infektion durch Anwendung eines der beiden unter a)

једну од ових инфекција, — има се поред примене једног од двају под а) прописаних поступака извршити још и брижљиво мазање пода, таванице и видова са тропроцентним раствором смеше од крезола и сумпорне киселине или са двоцентним раствором формалдехида. Смеша од крезола и сумпорне киселине има се справити мешањем два дела сировог крезола (*Cresolum crudum*, књиге лекова једне од уговорница) и једног дела сирове сумпорне киселине (*Acidum sulfuricum crudum*, књиге лекова једне од уговорница) при обичној температури. За справљање тропроцентног раствора меша се сме употребити најраније 24 часа, а најдоцније три месеца по њеном справљању. Раствор се има употребити у року од 24 часа.

У место мазања може доћи прскање са апаратом који влада дотичне државе признаје као подесан.

3. Пооштрени начин дезинфекције (тач. 2, лит. б) има се предузети по правилу само по наредби ветеринарне полиције; без такве наредбе он ће се предузети и онда, ако су кола употребљена за пренос папкара од станица у чијој околини од 20 километара влада устобоља и шап, односно ако болест још није оглашена за угушену. Надлежна административна власт има права да нареди пооштрени дезинфекцију (тач. 2, лит. б) и у другим случајевима, ако сматра, да је то неопходно потребно ради спречавања разношења горњих зараза.

4. Ако се пооштрена дезинфекција (тач. 2, лит. б) има извршити на колима с унутрашњом облогом, онда ће се облога скинути и на исти начин као и кола очистити и дезинфиковати. Од скидања унутрашње облоге може се одустати, ако је у колима транспортована ситна стока појединачно смештена у засебне завоје.

5. (1) Код постављених кола има се и постава, која мора бити отклонива, брижљиво очистити. Ако је било инфекције са којом од зараза именованих под тац. 2, лит. б, или ако постоји јака сумња на какву од тих зараза, то се постава мора спалити.

(2) Са колима поступиће се на начин означен у тачци 1 до 3. Инострана (ниједној од уговорница не припадајућа) кола, чија постава није отклонива, не смеју се поновно товарити.

6. (1) Код кола, која су служила за пренос појединих комада ситне стоке (осим пернате живине) у сандуцима и кавезима, а нису запрљана простиром, храном, изметима итд. сматраће се прање видова, пода и таванице са врелом водом као довољна дезинфекција; али одредбе у тачци 2, лит. б, и 3 остају у снази.

(2) Кола употребљена за пренос упаковане живе пернате живине имају се само тада очистити и дезинфиковати према предњим прописима, ако су запрљана простиром, храном и изметима.

7. (1) Уговорнице се обвезују, да на железничка кола, која су употребљена за транспортовање животиња горе означених врста, при утовару, на кола долазећа из трећих држава, при улазу у њихову област, — прилепе на обема странама жуто цедуљу са натписом: « Да се дезинфикује ». Ако се кола морају подврћи пооштреној дезинфекцији (тач. 2, лит. б, и 3), она се имају на оној станици где наступе или где се сазнаду чињенице за ову врсту дезинфекције, снабдети жутом цедуљом са једном у средини утиснутом

vorgeschriebenen Verfahren und ausserdem durch sorgfältiges Bepinseln der Fussböden, Decken und Wände mit einer dreiprozentigen Lösung einer Kresolschwefelsäuremischung oder mit einer zweiprozentigen Formaldehydlösung. Die Kresolschwefelsäuremischung ist durch Mischen von zwei Teilen rohem Kresol (Cresolum crudum des Arzneibuches eines der vertragschliessenden Teile) und einem Teile roher Schwefelsäure (Acidum sulfuricum crudum des Arzneibuches eines der vertragschliessenden Teile) bei gewöhnlicher Temperatur zu bereiten. Zur Herstellung der dreiprozentigen Lösung darf die Mischung frühestens 24 Stunden, spätestens drei Monate nach ihrer Bereitung benützt werden. Die Lösung ist innerhalb 24 Stunden zu verwenden.

Anstatt des Bepinseln kann auch eine Bespritzung mit einem von der Regierung des betreffenden Staates als geeignet zugelassenen Apparate erfolgen.

3. Die verschärfte Art der Desinfektion (Punkt 2, lit. *b*) ist in der Regel nur auf veterinärpolizeiliche Anordnung, ohne solche Anordnung jedoch auch dann vorzunehmen, wenn die Wagen zur Beförderung von Klauentieren von solchen Stationen, in deren Umkreise von 20 Kilometer die Maul- und Klauenseuche herrscht oder noch nicht für erloschen erklärt worden ist, gedient haben. Der zuständigen Verwaltungsbehörde bleibt vorbehalten, die verschärfte Desinfektion (Punkt 2, lit. *b*) auch in anderen Fällen anzuordnen, wenn sie es zur Verhütung der Verschleppung der bezeichneten Seuchen für unerlässlich erachtet.

4. Wenn Wagen mit einer inneren Verschalung der verschärfen Desinfektion (Punkt 2, lit. *b*) zu unterwerfen sind, ist die Verschalung abzunehmen und ebenso wie der Wagen zu reinigen und zu desinfizieren. Von der Herausnahme der inneren Verschalung darf dann abgesehen werden, wenn in dem Wagen nur verpacktes Kleinvieh in Einzelstücken befördert worden ist.

5. (1) Bei gepolsterten Wagen ist die Polsterung, die entfernbar sein muss, in ausreichender Weise zu reinigen. Hat eine Infektion des Wagens durch eine der unter Punkt 2, lit. *b*, genannten Seuchen stattgefunden oder liegt der dringende Verdacht einer solchen Infektion vor, so muss die Polsterung verbrannt werden.

(2) Der Wagen selbst ist in der in Punkt 1 bis 3 angegebenen Weise zu behandeln. Ausländische (keinem der vertragschliessenden Teile angehörige) Wagen, deren Polsterung nicht entfernbar ist, dürfen nicht wieder beladen werden.

6. (1) Bei Wagen, die zur Beförderung von einzelnen Stücken Kleinvieh (ausser Geflügel) in Kisten oder Käfigen gedient haben und nicht durch Streu, Futter, Auswurfstoffe usw. verunreinigt wurden, gilt, vorbehaltlich der Festsetzungen zu Punkt 2, lit. *b*, und 3, eine Waschung der Wände, des Fussbodens und der Decke mit heissem Wasser als ausreichende Desinfektion.

(2) Die zur Beförderung von verpacktem lebendem Geflügel benützten Wagen sind nur dann den vorstehenden Vorschriften entsprechend zu reinigen und zu desinfizieren, wenn eine Verunreinigung durch Streu, Futter oder Auswurfstoffe stattgefunden hat.

7. (1) Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, Eisenbahnwagen die zum Transporte von Tieren der im Eingange bezeichneten Art benützt werden, bei der Beladung oder bei den aus dritten Staaten kommenden Wagen beim Eintritt in ihre Gebiete auf beiden Seiten mit Zetteln von gelber Farbe und mit der Aufschrift „Zu desinfizieren“ zu bekleben. Sofern ein Wagen der verschärfen Desinfektion unterzogen werden muss (Punkt 2, lit. *b*, und 3), ist er auf derjenigen Station, wo die Voraussetzungen für diese Art Desinfektion eintreten oder bekannt werden, mit Zetteln von gelber Farbe mit einem in der Mitte aufgedruckten senkrechten roten Streifen und der Aufschrift „Verschärft zu

усправном црвеном пругом и натписом « Пооштрено дезинфиковати ». После дезинфекције те се цедуље имају уклонити и на њихово место залепити беле цедуље са натписом « Дезинфиковано час у » које се имају уклонити приликом поновног утовара.

(2) Кола употребљена за пренос упаковане пернате живине у колико су њихово чишћење и дезинфекција потребни по тачци 6, алинеји 2, имају се снабдети цедуљама на станици пријема.

(3) Ако која кола не би била снабдевена горе споменутим цедуљама при прелазу из области једне уговорнице у област друге, то се ово има да учини накнадно на граничној прелазној станици од преузимајуће управе.

8. Железничка кола, празна или натоварена са другом робом, а не са животињама горе поменутих врста, која улазе у област једне од уговорница, и код којих се по спољашности познаје да су била употребљена за пренос таквих животиња, а нису очишћена и дезинфикована по прописима овога споразума, — имају се, ако не буду натраг испослата, очистити и дезинфиковати по прописима овога споразума.

9. Горње одредбе примењиваће се аналогно и код бродова на оне просторије, које су биле употребљене за смештај животиња или су ове по њима ишле.

ПРИЛОГ III

уз споразум о сточним заразама

СПОРАЗУМ

о попаши.

1. Становницима пограничне зоне у Републици Аустрији и у Краљевини Југославији дозвољава се прегон стоке преко државне границе ради попасе на планинским пашњацима. Могу се прегонити : говеда, једнокопитари, овце, козе и свиње. За свиње мора се поднети доказ, да су у оној години, у којој се прегоне, биле заштитно калемљене противу црвеног ветра.

2. При прегону стоке преко границе на попашу примењиваће се одредбе царинског поступка за увоз — извоз на повратак.

3. За прегон стоке преко границе долазе у првом реду у обзир сви путеви, који су допуштени за општи погранични саобраћај, између Републике Аустрије и Краљевине Југославије.

Обостране пограничне среске и царинске власти могу споразумно одредити према потреби за прегон стоке и друге путеве.

4. За прегон стоке преко границе на попашу на планинским пашњацима важе следеће одредбе :

а) Сопственик мора поднети за стоку прописно попуњене сточне пасоше, које издају општинске власти онога места, где стока борави и у којима мора бити означено, да су издани само ради прегона на попашу. Поред тога мора

desinfizieren“ zu bekleben. Nach der Desinfektion sind die Zettel zu entfernen und an ihrer Stelle solche von weisser Farbe mit dem Aufdruck „Desinfiziert am, Stunde, in“, anzubringen, die erst bei der Wiederbeladung des Wagens zu beseitigen sind.

(2) Die zur Beförderung von verpacktem lebendem Geflügel benützten Wagen sind, soweit ihre Reinigung und Desinfektion nach Punkt 6, Absatz 2, erforderlich ist, auf der Empfangsstation zu bezetteln.

(3) Sollte ein Wagen bei dem Übergang aus den Gebieten des einen Teiles in die des anderen Teiles nicht in der bezeichneten Weise bezettelt sein, so ist dieses auf der Grenzübergangsstation von der übernehmenden Verwaltung nachzuholen.

8. Leere oder mit anderen Gütern als Tieren der im Eingange bezeichneten Art beladene Eisenbahnwagen, die in die Gebiete eines der vertragschliessenden Teile eingehen und äusserlich erkennbar zur Beförderung solcher Tiere benützt, aber nicht nach den Vorschriften dieses Abkommens gereinigt und desinfiziert worden sind, sind, wenn sie nicht zurückgewiesen werden, nach den Vorschriften dieses Abkommens zu reinigen und zu desinfizieren.

9. Diese Bestimmungen haben auch für Schiffe rücksichtlich jener Räume, welche zur Unterkunft der Tiere benützt und von denselben betreten werden, analoge Anwendung zu finden.

ANLAGE III

ZUM TIERSEUCHENÜBEREINKOMMEN.

ÜBEREINKOMMEN

ÜBER DEN WEIDEVERKEHR.

1. Alljährlich wird den Bewohnern der Grenzzone in der Republik Österreich und in dem Königreiche Jugoslawien der Viehtrieb über die Staatsgrenze auf die Alpenweide gestattet. Zum Auftrieb sind Rinder, Einhufer, Schafe, Ziegen und Schweine zugelassen. Schweine müssen nachweislich im Auftriebsjahr gegen Rotlauf schutzgeimpft sein.

2. Für den Übertritt der Tiere über die Grenze auf die Weide finden die Bestimmungen des Zollvormerkverfahrens Anwendung.

3. Für den Auftrieb der Tiere über die Grenze kommen in erster Reihe alle Wege in Betracht, die für den allgemeinen Grenzverkehr zwischen der Republik Österreich und dem Königreiche Jugoslawien freigegeben sind.

Es bleibt dem Einvernehmen der beiderseitigen Grenz-Bezirks- und Zollbehörden überlassen, nach Massgabe des Bedarfes auch andere Wege zu bestimmen, auf welchen der Viehauftrieb erfolgen kann.

4. Für den Grenzübertritt der Tiere zur Alpenweide gelten folgende Bestimmungen :

a) Der Eigentümer muss für die Tiere vorschriftsmässig ausgefertigte Viehpässe beibringen, die die Gemeindebehörden des Aufenthaltsortes der Tiere ausstellen und in welchen angeführt sein muss, dass sie lediglich für den Weideverkehr ausgestellt wurden.

имати потврду од стране државног или зато од државне власти нарочито овлашћеног ветеринара о индивидуалном здрављу стоке као и о томе, да у општинама, где је стока боравила, нема никакве сточне заразе, која се може пренети на дотичну врсту стоке, а за коју постоји обавеза пријављивања.

За стоку једне исте врсте и једног истог сопственика, која се прегони на једну исту пашгу, може се издати заједнички сточни пасош.

Поједини случаји прострела, шуштавца, оспи на полним органима, црвеног ветра, беснила, као и форме туберкулозе, за коју постоји обавеза пријављивања, не спречавају издавање сточног пасоша, ако се нису појавили у двориштима из којих се прегони стока на планинску попашу. На сточном пасошу мора службујући марвени лекар такођер означити, да ли је и противу које сточне болести стока у текућој години била заштитно калемљена ;

б) Сопственик стоке дужан је при прегону стоке преко границе на планинску попашу предати пограничним властима — царинарници или царинском одељку — обеју уговорних држава, као и општинској власти у коју се стока прегони, по један својеручно потписани списак стоке одређене за прегон. У списку мора за свако поједино грло бити означена врста, пол, старост, евентуална бременитост, боја и нарочити знаци. На основу тога списка и сточних пасоша обостране царинске власти поступају по тачци 2.

Царински поступак, као и ветеринарски преглед од ветеринара државе, у коју се стока прегони, извршиће се на оним пограничним тачкама и у данима, које ће обостране пограничне среске и царинске власти споразумно утврдити.

Пограничне царинске власти овериће извршену царинску експедицију при прегону стоке и на списковима.

Царинске дажбине неће се наплаћивати ни при изгону на попашу ни при повратку, већ ће се само обезбедити. Као обезбеда може се примити и писмено јемство самог сопственика или какво друго, у законским прописима предвиђено јемство. Стока, која се прегони на попашу, јемчи у одговарајућем броју грла царинским властима за царинске дажбине и евентуалне казне, у колико сопственик за то не би положио другојачију обезбеду.

5. Потврда о здравствености на сточном пасошу важи 10 дана. Ако стока није у овом времену претерана преко границе, има надлежни ветеринар здравственост на сточном пасошу поновно потврдити.

6. Кад би се при ветеринарском прегледу приликом прелаза границе на планинску попашу утврдило, да је само једно једино грло болесно од заразе или сумњиво на заразу, стока оне врсте, на коју се таква зараза може пренети, неће се пропустити преко границе.

7. Ако се ветеринарским прегледом утврди сумњиво заразно стање у смислу тачке 6. и због тога прегон стоке на попашу не допусти, може се на захтев и трошак сопственика позвати ради поновног прегледа ветеринарни шеф политичке области другог степена оне државе, у коју се стока прегони. До његовог доласка одредиће се споразумно са сопствеником једно место за боравиште стоке под надзором и по прописима надлежних власти дотичне државе. Стручно мишљење ветеринарског шефа одлучује.

8. Резултат ветеринарског прегледа при прелазу границе има се забележити како на сточним пасошима тако и на списковима.

9. Овако оверене сточне пасоше има да чува оно лице, које гони стоку на попашу.

Sie haben ferner die Bestätigung eines staatlich angestellten oder von der Staatsbehörde hiezu besonders ermächtigten Tierarztes über die individuelle Gesundheit der Tiere und darüber zu enthalten, dass in den Gemeinden, in denen sich die Tiere aufgehalten haben, keine auf die betreffende Tiergattung übertragbare anzeigepflichtige Krankheit herrscht.

Für Vieh der gleichen Gattung und des gleichen Besitzers, das auf dieselbe Weide aufgetrieben wird, kann ein Gesamtviehpass ausgestellt werden.

Das vereinzelte Auftreten von Milzbrand, Rauschbrand, Bläschenausschlag, Rotlauf, Wutkrankheit sowie der anzeigepflichtigen Form der Tuberkulose bildet für die Ausstellung von Viehpassen kein Hindernis, wenn diese Krankheiten nicht in Höfen auftreten, aus denen Vieh auf die Alpenweide aufgetrieben wird. Auf dem Viehpass hat der amtshandelnde Tierarzt auch zu bemerken, ob und gegen welche Tierkrankheiten das aufzutreibende Vieh im laufenden Jahre schutzgeimpft wurde.

b) Der Viehbesitzer muss beim Übertritt der Tiere über die Grenze zur Alpenweide den Grenzzollstellen — Zollamt oder Zollabteilung — beider Vertragsstaaten wie auch der Gemeinde des Auftriebsortes ein eigenhändig unterfertigtes Verzeichnis der zum Auftrieb bestimmten Tiere übergeben. In dem Verzeichnis sind stückweise die Gattung, das Geschlecht, das Alter, die etwaige Trächtigkeit, die Farbe und die besonderen Kennzeichen der Tiere anzuführen. Auf Grund dieses Verzeichnisses und der Viehpässe gehen die beiderseitigen Zollbehörden nach Punkt 2 vor.

Die zollamtliche Behandlung sowie die veterinärpolizeiliche Untersuchung durch den Tierarzt des Staates, in welchen das Vieh getrieben wird, erfolgt an jenen Grenzpunkten und Tagen, die einvernehmlich von den beiderseitigen Grenz-Bezirks- und Zollbehörden festgesetzt werden.

Die Grenzzollbehörden haben beim Übertritt der Tiere zur Alpenweide die erfolgte Zollabfertigung auch auf den Verzeichnissen zu bestätigen.

Zollabgaben sind weder beim Auftriebe noch bei der Rückkehr zu entrichten, sondern werden nur sichergestellt. Die Sicherstellung kann durch eine schriftliche Haftungserklärung des Eigentümers selbst oder durch eine andere in den gesetzlichen Vorschriften vorgesehene Haftung erfolgen. Das Weidevieh haftet in entsprechender Anzahl den Zollbehörden für die Zollgebühren und allfälligen Strafen, wenn der Besitzer nicht in anderer Weise genügende Sicherstellung leistet.

5. Die Bestätigung der Gesundheit auf dem Viehpass gilt zehn Tage. Wenn der Grenzübertritt der Tiere binnen dieser Zeit nicht stattgefunden hat, so hat der zuständige Tierarzt den Gesundheitszustand auf dem Viehpass neuerdings zu bestätigen.

6. Wenn bei der veterinärpolizeilichen Untersuchung gelegentlich des Grenzübertrittes zur Alpenweide auch nur ein einziges Tier seuchenkrank oder seuchenverdächtig befunden wird, wird den Tieren der Gattung, auf die diese Krankheit übertragbar ist, der Grenzübertritt nicht gestattet.

7. Wenn durch die tierärztliche Untersuchung ein seuchenbedenklicher Zustand im Sinne des Punktes 6 festgestellt und deshalb der Viehauftrieb auf die Weide nicht gestattet wird, so kann auf Verlangen und Kosten des Besitzers der Veterinärchef der zuständigen politischen Behörde zweiter Instanz des Staates, in welchen das Vieh übergetrieben wird, behufs Überprüfung berufen werden. Bis zu seinem Eintreffen wird einvernehmlich mit dem Besitzer unter Aufsicht und nach den Vorschriften der zuständigen Behörden des betreffenden Vertragsstaates ein Aufenthaltsort der Tiere bestimmt. Das Gutachten des zuständigen Veterinärchefs entscheidet.

8. Das Ergebnis der veterinärpolizeilichen Untersuchung beim Grenzübertritt ist sowohl auf dem Viehpass als auch auf den Verzeichnissen zu vermerken.

9. Dem Führer der Weidetiere obliegt die Aufbewahrung der so beglaubigten Viehpässe.

10. У случају кад се прегоне козе на планинску пашу, надлежна шумска власт може издати прописе за заштиту шума, водећи при томе што више рачуна о постојећим приватним правима на попашу.

11. Пошто су горње одредбе испуњене, прегон стоке на пашу дозволиће се уз претходну пријаву општини, где се пашњак налази.

12. За стоку на попаши важе исти законски ветеринарски прописи, који важе и за домаћу стоку. Нарочито дужан је сопственик или његов заменик, да у року од 24 часа јави сваки сумњиви случај заразног обољења и свако утинуће стоке председништву општине, у чијем се атару налази попаша. Ако се појави на страниј стоци, која је на паши, каква зараза, па се с тога заражена или на заразу сумњива стока мора по законским прописима убити, надлежна комисија за сузбијање заразе утврдиће записнички све околности, које долазе у обзир ради евентуалне накнаде штете. Овај записник доставиће се у оригиналу или у овереном препису политичкој власти државе порекла.

Ако се код стоке на паши појави прострел или шуштавац, извиђај и процена извршиће се као и код домаће стоке.

13. Мушка грла стране стоке не смеју се употребити на планинској попаши, без нарочите дозволе надлежне власти, за спаривање са домаћим грлима, а тако исто не смеју се мушка грла домаће стоке употребити за спаривање са иностраном стоком, која се налази на попаши.

14. Пре повратка стоке са планинске паше, који се мора извршити на истом путу, којим је стока прегоњена на пашу, а најдаље у року од девет месеци после прегона, сопственик је дужан пријавити стоку обостраним надлежним граничним царинским властима (тачка 4 лит. б) подношењем сточних пасоша. Царинске власти, пошто су се на основу спискова, који се налазе код њих, увериле, да се враћају иста грла, врше царинску експедицију по царинским прописима и потом враћају положено јемство.

Приплођене животиње за време попаше морају се вратити са својим матерама у земљу порекла и не подлеже плаћању царине.

15. Продаја стоке на паши није дозвољена. Ако се стока не врати из иностранства у року од девет месеци после изгона на попашу, или се не врати сва стока, па се то не може оправдати, поступаће се по царинским прописима уговорних држава.

16. Повратак стоке са паше забрањен је, ако се је, било на појединим грлима на паши, било у општини где је паша, појавила преношљива болест, за коју постоји дужност пријављивања, кад постоји бојазан за ширење заразе. То исто важи, ако се појави сточна зараза у месту, кроз које се стока треба да врати. Ако је повратак стоке хитно потребан због оскудице сточне хране, непогодних временских прилика итд., онда се тај повратак може дозволити, ако се претходно од стране надлежних власти обеју држава предузму потребне мере у циљу спречавања ширења заразе. О томе морају се известити и надлежне политичке општинске и царинске власти државе, у коју се стока враћа.

17. За угинула или по нужди заклана грла пре повратка са пашњака поднеће се о томе, за сваки поједини случај, граничној царинској власти (тачка 4, лит. б) потврда ветеринара или општинског предстојништва. Без ове потврде мора се за свако грло, које се не би вратило, платити припадајућа царина. У случају кад се царина не би платила, царинска је власт овлашћена да царину наплати из новца од продатих осталих грла.

10. Beim Auftrieb von Ziegen auf die Alpenweide kann die zuständige Forstbehörde unter möglicher Bedachtnahme auf die bestehenden Privatweidrechte Vorschriften zum Schutze der Wälder erlassen.

11. Nach Erfüllung vorstehender Bestimmungen wird der Auftrieb auf die Weide nach vorheriger Anmeldung bei der Gemeinde des Auftriebsortes gestattet.

12. Für das Weidevieh gelten die gleichen veterinärrechtlichen Vorschriften wie für das inländische Vieh. Insbesondere ist der Eigentümer oder sein Stellvertreter verpflichtet, binnen 24 Stunden jede seuchenverdächtige Erkrankung und jedes Verenden von Vieh dem Gemeindevorsteher des Weidegebietes mitzuteilen. Wenn auf der Weide bei fremdem Vieh eine Seuche auftritt und daher das verseuchte oder seuchenverdächtige Vieh nach den gesetzlichen Vorschriften vertilgt werden muss, so hat die zuständige Seuchenkommission alle Umstände protokollarisch festzustellen, die wegen allfälliger Entschädigung in Betracht kommen. Dieses Protokoll ist im Original oder in beglaubigter Abschrift der politischen Behörde des Ursprungslandes zuzustellen.

Beim Auftreten von Milzbrand oder Rauschbrand unter den Weidetieren wird die Erhebung und Schätzung wie bei inländischen Tieren stattfinden.

13. Ausländisches männliches Weidevieh darf auf der Alpenweide ohne besondere behördliche Bewilligung nicht zum Belegen heimischer Viehstücke verwendet werden, ebenso nicht einheimische männliche Viehstücke zum Belegen von ausländischem Weidevieh.

14. Vor der Rückkehr der Tiere von der Alpe, welche auf demselben Wege, auf welchem das Vieh aufgetrieben wurde, längstens neun Monate nach dem Auftriebe erfolgen muss, hat der Eigentümer dieselben den beiderseits zuständigen Grenzzollstellen (Punkt 4, lit. b) unter Vorweisung der Viehpässe anzumelden. Auf Grund der bei ihr erliegenden Verzeichnisse überzeugt sich auch die Zollstelle, dass die gleichen Tiere rückgebracht werden, nimmt die Amtshandlung nach den Zollvorschriften vor und stellt die Zollsicherstellung zurück.

Die während der Alpenweidezeit geworfenen Tiere müssen mit ihren Muttertieren in deren Ursprungsland zurückkehren und unterliegen keinerlei Zollzahlung.

15. Der Verkauf von Tieren auf der Weide ist nicht gestattet. Kehren die Tiere nicht binnen neun Monaten nach dem Auftrieb aus dem Ausland zurück oder werden nicht alle Tiere zurückgebracht und kann dies nicht gerechtfertigt werden, so wird nach den Zollvorschriften der vertragsschliessenden Staaten vorgegangen.

16. Die Rückkehr der Tiere von der Weide ist verboten, wenn eine anzeigepflichtige übertragbare Krankheit, sei es auch nur bei einzelnen Weidetieren, sei es in der Gemeinde, auftritt, falls eine Ausbreitung der Seuche zu befürchten ist. Dasselbe gilt, wenn die Tierseuche in einem Orte auftritt, durch den die Rückkehr erfolgen soll. Wird eine dringende Rückkehr zufolge Futtermangels, ungünstiger Witterungsverhältnisse u. dgl. notwendig, so kann diese unter Beobachtung der von den zuständigen Behörden beider Staaten zur Verhinderung der Seuchenverschleppung angeordneten Massnahmen gestattet werden. Hievon sind auch die zuständigen politischen Gemeinde- und Zollbehörden des Staates, in den die Tiere zurückkehren, zu verständigen.

17. Für Tiere, die vor der Rückkehr von der Weide auf dem Gebiete des Nachbarstaates verendet sind oder notgeschlachtet wurden, ist in jedem einzelnen Falle der Grenzzollstelle (Punkt 4, lit. b) eine tierärztliche oder gemeindefürsorgliche Bestätigung darüber vorzulegen. Ohne eine solche Bestätigung muss für jedes nicht zurückkehrende Tier der entfallende Zoll entrichtet werden. Wird der Zoll nicht entrichtet, so ist die Zollbehörde befugt, den Zoll aus dem Erlös anderer Viehstücke zu decken.

18. Месо и коже од стоке, која је на планинској паши угинула или по нужди заклана, а није била болесна од заразе или сумњива на заразу, могу се, кад су снабдевени уверењем ветеринара или уверењем које је издала надлежна власт дотичне државе, пренети, и то без плаћања царине, у земљу порекла. Ово се мора пријавити граничним царинским властима (тачка 4, лит. б) које ће то на списку означити.

19. Сточни и млекарски производи добивени за време паше, као што су млеко, масло, сир ; даље длака, вуна, рогови, папци и коже угинулих или по нужди закланих грла, морају се, у колико њихова употреба није забрањена из ветеринарско-полицијских разлога, изузев оних количина, које су утрошене на планинском газдинству, пренети под контролом царинских власти у земљу порекла, и слободни су од царине.

За сир и масло, добивене за време попаше од стоке на паши, који се могу слободно од царинских дажбина пренети преко границе, утврђују се следеће највеће количине дневне производње :

Масло за сваку краву 0.16 кг, за сваку козу 0.032 кг, сир за сваку краву 0.29 кг. за сваку козу 0.058 кг, за сваку овцу 0.029 кг. Ови производи морају се пренети једновремено при повратку стоке, односно најдаље у року од четири недеље после повратка стоке.

20. Сопственици и гониоци — пратиоци — стоке морају бити снабдевени пограничним картама, у којима се има ово њихово својство да потврди. Ове пограничне карте дају имаоцима право, да на планину иду и тамо бораве.

21. Планинско особље мора пре преласка границе бити пријављено код надлежних политичких власти оне државе, у коју се стока прегони, а те ће власти то њихово својство оверити на пограничним картама. Са овом исказницом оно сме за време трајања попаше боравити на планинама.

22. Сопственици стоке, који имају ради стоке посла код власти суседне државе, смеју ићи тамо само путевима, одређеним за општи саобраћај или за пограничне становнике. Они су дужни пријавити се при преласку границе код надлежних пограничних контролних власти.

23. Сопственицима стоке и њиховом планинском особљу, који имају пограничне карте (тач. 20. и 21.) дозвољено је тражити стоку, која је залутала на страну државну територију ради враћања у стадо. Они се морају претходно јавити код најближе општинске власти или најближег пограничног контролног органа. Ови ће им издати, ради тражења стоке, пропустницу са тачним описом грла која се траже.

24. Страна стока на планинској паши не сме се реквирирати.

25. За ветеринарни преглед при прелазу границе плаћаће сопственици стоке исте таксе, које су прописане за погранични ветеринарски преглед у међусобном промету стоке.

Трошкови ветеринарне контроле односно надзора за време попаше падају на терет оне државе односно оне општине, на чијој се територији налази пашњак.

Горње одредбе примењиваће се у истоме смислу и на саобраћај стоке за пашу двовласника и оних лица која имају сервитут на попашу, ако се њихова стока не враћа истог дана са паше.

18. Das Fleisch und die Häute von Tieren, die auf der Alpenweide zugrunde gegangen sind oder notgeschlachtet wurden, aber nicht an einer Seuche erkrankt oder seuchenverdächtig waren, können mit dem tierärztlichen Zeugnis oder auf Grund einer von der zuständigen Behörde des betreffenden Staates ausgestellten Bestätigung in das Ursprungsland zurückgebracht werden und unterliegen keiner Zollzahlung. Dies muss den Grenzzollstellen (Punkt 4, lit. b) angezeigt werden, die es auf dem Verzeichnis vermerken.

19. Die während der Weideperiode anfallenden Produkte der Vieh- und Molkereiwirtschaft, wie Milch, Butter, Käse, ferner Haare, Wolle, Hörner, Klauen und Häute der verendeten oder notgeschlachteten Tiere, insoferne deren Verwendung nicht aus veterinärpolizeilichen Gründen untersagt ist, müssen, soweit diese Produkte nicht für die Alpenwirtschaft selbst verwendet worden sind, unter Kontrolle der Grenzzollstelle (Punkt 4, lit. b) in das Ursprungsland zurückgebracht werden und bleiben zollfrei.

Für Käse und Butter, welche in der Weideperiode vom Weidevieh gewonnen werden und frei von Zollabgaben über die Grenze gebracht werden können, werden folgende Höchstmengen in der Tagesproduktion festgestellt :

Butter für jede Kuh 0.16 Kilogramm, für jede Ziege 0.032 Kilogramm, Käse für jede Kuh 0.29 Kilogramm, für jede Ziege 0.058 Kilogramm, für jedes Schaf 0.029 Kilogramm. Diese Produkte müssen gleichzeitig bei der Rückkehr des Viehes, beziehungsweise längstens vier Wochen nach der Rückkehr des Viehes eingebracht werden.

20. Die Viehbesitzer und Viehtreiber müssen mit Grenzkarten versehen sein, in welchen diese ihre Eigenschaft bestätigt wird. Diese Grenzkarten berechtigen den Inhaber, die Alpe aufzusuchen und dort zu verweilen.

21. Das Alpenpersonal muss vor dem Grenzübertritt bei der zuständigen politischen Behörde des Staates, in welchen aufgetrieben wird, gemeldet werden, die auf den Grenzkarten diese Eigenschaft bestätigt. Mit diesem Ausweis darf es während der Weidezeit auf den Alpen verweilen.

22. Viehbesitzer, die wegen ihrer Tiere bei den Behörden des Nachbarstaates zu tun haben, dürfen sich dorthin nur auf Wegen begeben, die für den allgemeinen Verkehr oder für die Grenzbewohner freigegeben wurden. Sie haben sich beim Grenzübertritt bei den zuständigen Grenzkontrollbehörden zu melden.

23. Den Viehbesitzern und ihrem Alpenpersonal, die Grenzkarten (Punkt 20 und 21) haben, wird die Nachsuche nach auf fremdem Staatsgebiet verlaufenem Weidevieh gestattet um es zur Herde zurückzubringen. Sie haben sich vorher bei der nächsten Gemeinde oder dem nächsten Grenzkontrollorgan zu melden. Diese werden ihnen zur Nachsuche einen Erlaubnisschein mit einer genauen Beschreibung der gesuchten Tiere ausstellen.

24. Ausländisches Alpenweidevieh darf nicht angefordert werden.

25. Für die veterinärpolizeiliche Untersuchung beim Übertritt über die Grenze haben die Viehbesitzer dieselben Gebühren zu entrichten, welche für die grenztierärztliche Untersuchung im gegenseitigen Viehverkehr vorgeschrieben sind.

Die Kosten der veterinärpolizeilichen Kontrolle, beziehungsweise Aufsicht während der Weideperiode fallen zu Lasten jenes Staates, beziehungsweise jener Gemeinde, in deren Gebiete die Weide liegt.

Vorstehende Bestimmungen finden sinngemäss auch auf den Weideviehverkehr der Doppelbesitzer und der Weideservitutsberechtigten Anwendung, insoferne deren Vieh von der Weide nicht täglich zurückgebracht wird.

ПРИЛОГ Е

СПОРАЗУМ

О УРЕЂЕЊУ ПОГРАНИЧНОГ ПРОМЕТА.

У намери да се промет у пограничним зонама регулише, саобразно потребама свакодневног живота пограничних становника, то јест оних држављана обеју уговорница, који имају у обостраној пограничној зони свој редован домицил, уговорне стране утврдили су следеће одредбе :

Члан 1.

(1) Као погранична зона сматра се зона до 10 км са обе стране границе између уговорних страна.

(2) Списак општина, чији атари или делови атара спадају сада у пограничну зону, налази се у прилогу под 1.

(3) Уговорне стране задржавају право, да, према локалним потребама, путем споразума обостраних власти, на појединим местима ову зону мењају или проширују ; али погранична зона не сме прећи ширину од по 15 км с једне и с друге стране границе.

Члан 2.

(1) У узајамном пограничном промету биће ослобођени од свих увозних и извозних царина и дажбина и од свих такса доле побројани у пограничној зони произведени предмети и земаљски производи :

1. сено, слама, зелена сточна храна, простирка за стоку сваке врсте, и барски шевар ;
2. свеже воће, обухватајући и грожђе, сушено воће, свеже поврће, свеже млеко, кисело млеко, животињска крв ;
3. дрво за гориво, угаљ, дрвени угаљ, тресет, тресетни угаљ ;
4. камење за калдрмисање, отесано и неотесано камење изузев плоча испод 16 см дебљине, шмиргл у комадима, шљунак и песак, креч, гипс, иловача, лапорац и у опште проста земља сваке врсте ;
5. уситњен пепео, природна и вештачка средства за ђубрење, дрождина од кваса, комина, остаци који се добијају при цеђењу воћа и уљних семења ;
6. брашно, хлеб и обично пециво, у количини до по 3 кг ;
7. јаја до 5 комада ;
8. месо, сир, масло, и павлака у количини до по 1 кг.

(2) Царинско ослобођење не важи у случају испошиљања путем поште.

(3) Предмете побројане у тач 1 до 5. погранични становници могу преносити преко границе и у количини, која покрива потребу за дуже време, ако докажу царинским властима ову потребу.

ANLAGE E.

ÜBEREINKOMMEN

BETREFFEND DIE REGELUNG DES GRENZVERKEHRS.

In der Absicht, den Verkehr in den Grenzbezirken entsprechend den Bedürfnissen des täglichen Lebens der Grenzbewohner, das ist der beiderseitigen Staatsangehörigen, die in der beiderseitigen Grenzzone ihren ordentlichen Wohnsitz haben, zu regeln, sind die vertragschliessenden Teile über folgende Bestimmungen übereingekommen :

Artikel 1.

(1) Als Grenzzone wird eine Zone bis 10 km Breite zu beiden Seiten der Zollgrenze zwischen den beiden vertragschliessenden Teilen betrachtet.

(2) Das Verzeichnis der Gemeinden, deren Gebiete oder Gebietsteile derzeit in die Grenzzone fallen, ist in der Anlage 1 enthalten.

(3) Die vertragschliessenden Teile behalten sich vor, nach Massgabe der lokalen Bedürfnisse diese Zone durch Übereinkommen der beiderseitigen Behörden an einzelnen Stellen abzuändern oder zu erweitern. Die Grenzzone darf jedoch beiderseits die Breite von je 15 km nicht überschreiten.

Artikel 2.

(1) Im gegenseitigen Verkehr der Grenzzone sind die nachbenannten, in der Grenzzone erzeugten Waren und Bodenprodukte von jeglicher Einfuhr- oder Ausfuhrabgabe und von allen Stempelgebühren befreit :

1. Heu, Stroh, Futterkräuter, Streu aller Art und Binsen ;
2. frisches Obst, einschliesslich Weintrauben, gedörktes Obst, frisches Gemüse, frische Milch, saure Milch, Tierblut ;
3. Brennholz, Kohle, Holzkohle, Torf, Torfkohle ;
4. Pflastersteine, behauenes und unbehauenes Gestein, ausgenommen Platten unter 16 cm Dicke, Schmirgel in Stücken, Schotter und Sand, Kalk, Gips, Tonerde, Mergel sowie gewöhnliche Erden aller Art ;
5. Reibasche, natürliche und künstliche Düngemittel, Heferückstände, Treber Rückstände, welche sich beim Pressen von Obst und Ölsamen ergeben ;
6. Mehl, Brot und gewöhnliches Backwerk in Mengen bis zu je 3 kg ;
7. Eier bis 5 Stück ;
8. Fleisch, Käse, Butter und Rahm in Mengen bis zu je 1 kg.

(2) Die Befreiung wird im Falle der Versendung durch die Post nicht zugestanden.

(3) Die Grenzbewohner können Gegenstände, die in Punkt 1 bis 5 aufgezählt sind, auch in einer Menge über die Grenze bringen, die einen Bedarf für längere Zeit deckt, wenn sie diesen Bedarf der Zollstelle nachweisen.

Члан 3.

(1) Жито, уљана семена и обло дрво, које погранични становници преносе у пограничну зону друге уговорнице да их овде самељу, истуцају, односно истружу, па да их у прерађеном стању натраг врате, биће ослобођени од царина и осталих дажбина (изузев царинских манипулационих такса), при увозу и извозу, као и при повратку и то под условима, који су прописани за промет на прераду, али без обезбеђења путем полагања у готову.

За овај промет неће се тражити претходно одобрење централних власти.

(2) Пренос и враћање има се извршити истим путем.

(3) Ближе одредбе прописаће споразумно надлежне власти обеју уговорница.

Члан 4.

(1) Ослобођавају се од свих увозних и извозних царина и дажбина и од свих такса : готови лекови, које становници пограничне зоне једне уговорне стране узимају по рецепту, издатом од лекара или ветеринара, који су овлашћени за вршење праксе, у каквој суседној апотеци у пограничној зони друге уговорнице, а исто тако и обичне лекарије, које се у апотекама и дрогеријама слободно продају, а у количини која одговара личној потреби, изузимајући оне лекове или лекарије, чији је увоз забрањен или везан за специјалну дозволу.

(2) Даље, слободни су од увозних или извозних дажбина као и од жиговине : венци и букети од природнога цвећа (цветови, цветни листови и пупољци), лишће (па и палмове гране), морска маховина, траве или гране (па и оне са плодовима или шишаркама), свеже или осушене, на и са подлогама од дрвета, жице, сламе или томе слично као и са тракама и узицама од предивног материјала или хартије ; даље биљке сваке врсте, па и у саксијама. Слободан увоз дозволиће се само при увозу или извозу у свечаним приликама (слава, помен, свадба, погреб), али не када се ови предмети преносе преко границе у обртне или трговачке сврхе.

Члан 5.

(1) Ослобођени су од свих увозних или извозних царина и осталих дажбина (изузев царинских манипулационих такса) и то без царинског обезбеђења, али уз испуњавање постојећих царинских прописа : употребљени завоји (џакови, бурад, канте, корпе и томе слично) и транспортна средства, која служе за транспорт између обостраних пограничних зона, робе и земаљских производа, побројаних у члану 3. и то како напуњени при преносу тако и испражњени при повратку и обрнуто.

(2) У колико такви завоји подлеже жигосању, стране уговорнице споразумеле су се, да ће жигови, утиснути од власти једне уговорне стране, бити обострано признавани и да завоји, снабдени жиговима једне уговорне стране, могу слободно улазити у граничну област оне друге уговорнице односно из ње излазити.

Члан 6.

(1) Ослобођени су од свих увозних и извозних царина и осталих дажбина (изузев царинских манипулационих такса) : пољопривредни, шумарски и остали алати, и оруђа за свакодневну употребу, обухватајући овде и дOMETKE приликом оправке

Artikel 3.

(1) Getreide, Ölsamen und Rundholz, die von den Grenzbewohnern zum Vermahlen, Stampfen, beziehungsweise Schneiden in das Grenzgebiet des anderen Vertragsteiles überbracht und im verarbeiteten Zustande zurückgeführt werden, bleiben bei der Ein- und Ausfuhr und bei der Rückbringung zoll- und abgabefrei (ausgenommen die Zollmanipulationsgebühren), und zwar unter den für den Veredlungsverkehr vorgeschriebenen Bedingungen, jedoch ohne Sicherstellung durch Barerlag.

Die vorherige Einholung einer Bewilligung der Zentralstellen ist nicht erforderlich.

(2) Der Hin- und Rücktransport hat auf dem gleichen Wege zu erfolgen.

(3) Nähere Bestimmungen werden im Einvernehmen der Behörden der beiden vertragschliessenden Teile erlassen werden.

Artikel 4.

(1) Von jeglicher Einfuhr- oder Ausfuhrabgabe sowie Stempelgebühr sind ferner befreit : zubereitete Arzneiwaren, die die Bewohner der Grenzzone des einen vertragschliessenden Teiles gegen Rezept eines zur Ausübung der Praxis berechtigten Arztes oder Tierarztes aus einer benachbarten Apotheke im Grenzgebiete des anderen vertragschliessenden Teiles holen, sowie die zum Handverkaufe in den Apotheken und Drogerien freigegebenen gewöhnlichen Heilmittel in den dem persönlichen Bedarf entsprechenden Mengen, mit Ausnahme jener Arzneien oder Heilmittel, deren Einfuhr verboten oder an eine besondere Bewilligung gebunden ist.

(2) Ferner sind von jeglicher Einfuhr- oder Ausfuhrabgabe sowie Stempelgebühr befreit : Kränze und Sträusse aus natürlichen Blumen (Blüten, Blütenblättern und Knospen), Blättern (auch Palmwedeln), Seemoos, Gräsern oder Zweigen (auch solchen mit Früchten oder Nadelholzapfen), frisch oder getrocknet, auch wenn sie mit Unterlagen aus Holz, Draht, Stroh oder dergleichen sowie mit Bändern und Schleifen aus Gespinstwaren oder Papier versehen sind ; ferner Pflanzen aller Art, auch in Töpfen. Die Befreiung wird nur gewährt, wenn die Einfuhr oder Ausfuhr bei Gelegenheit einer Feierlichkeit (wie Gedenktag, Heirat, Bestattung) erfolgt, nicht aber, wenn obgenannte Gegenstände zu gewerblichen oder Handelszwecken über die Grenze gebracht werden.

Artikel 5.

(1) Ohne Zollsicherung, jedoch unter Beachtung der bestehenden Zollvorschriften sind von jeglicher Einfuhr- oder Ausfuhrabgabe (ausgenommen der Zollmanipulationsgebühren) sowie Stempelgebühr befreit : Gebrauchte Umschliessungen (Säcke, Fässer, Kannen, Körbe u. dgl.) und Transportmittel, die zum Transport der im Artikel 3 genannten Waren und Bodenprodukte zwischen den beiden Grenzgebieten dienen, und zwar sowohl gefüllt beim Hintransport, wie auch in geleertem Zustande beim Rücktransport, beziehungsweise umgekehrt.

(2) Insofern derartige Umschliessungen einer Eichung unterworfen sind, besteht Einverständnis darüber, dass die von den Behörden des anderen vertragschliessenden Teiles vorgenommene Eichung beiderseitig anerkannt wird und die mit den Eichungszeichen des einen vertragschliessenden Teiles versehenen Umschliessungen frei in das Grenzgebiet des anderen vertragschliessenden Teiles eintreten, beziehungsweise austreten können.

Artikel 6.

(1) Von jeglicher Einfuhr- und Ausfuhrabgabe (ausgenommen die Zollmanipulationsgebühren) und Stempelgebühr sind befreit : Land- und forstwirtschaftliche und sonstige Geräte und Werkzeuge des täglichen Gebrauches einschliesslich der sich bei der Reparatur ergebenden Zutaten, die zum

истих, који се у циљу оправке уносе у пограничну зону једне уговорне стране, па се одавде у унапред утврђеном року поново враћају. Одобрење централних власти неће се тражити.

(2) У погледу поступка важи одредба члана 3.

Члан 7.

(1) Под условом царинског обезбеђења прописаног за експедицију на повратак, али без полагања царине у готову, и без тражења претходног одобрења централних власти, биће пуштени слободно од царине и осталих дажбина (изузев царинских манипулационих такса) : стока за парење, за кастрирање, за лечење, за мерење и за привремени рад, пољопривредне машине и алати за привремену употребу, као и за то потребна транспортна средства.

(2) Прелаз преко границе дозвољен је само путевима које ће споразумно утврдити власти обеју уговорних страна. За прелаз мора се добити претходна дозвола надлежне царинарнице или царинског одељка. У циљу контроле овог сточног промета сопственик стоке мора показати царинарници друге уговорне стране исправу о извршеној експедицији код своје царинарнице.

Члан 8.

1. Држављани уговорних страна, који имају своје место сталног становања у пограничној зони једне уговорнице, а на подручју друге, такође у пограничној зони, непокретно имање (двовласници у ширем смислу) имаће права, како они, тако и чланови њихових породица, и њихова послуга, да слободно од свих увозних или извозних царина, дажбина и такса, преносе или прегоне од својих кућа на њихова имања и обратно следеће предмете :

а) стоку за рад и за пашу ;

Стока за пашу мора се истог дана вратити. На стоку за пашу, која се не враћа истог дана, примењиваће се одредбе споразумна о изгону стоке на попашу (Прилог III. уз споразум о сточним заразама) ;

б) пољопривредне справе, алате, и машине за обрађивање земље, шумарске алате и справе за сечење и пренос дрва, виноградарске притке, рафију-баст, виноградарске прскалице и прашњаче, па и са цевима ; сем тога сваковрсна средства за сузбијање пољопривредних шкодљивих инсеката, у колико је њихова употреба дозвољена на подручју дотичне уговорне стране ; сем тога, подрумарске справе и то: подрумарска ведрa за претакање, каце и бурад, славине за бурад од дрвета, чепове од дрвета или плуте, четке за бурад, широмере и виномере, цеви и пумпе за претакање, чекиће за бурад и набијање обручева, качарске ножеве, обруче за бурад од дрвета или гвожђа, лестве за утоваривање буради и сумпор за сумпорисање буради — све овде побројане предмете у количинама потребним за дотични рад — рачунајући овде и за то потребна преносна средства ;

с) храну потребну за пољопривредне раднике.

2. Они двовласници (чланови породице, послуга), чија су окућна имања пресечена граничном царинском линијом (двовласници у ужем смислу), моћи ће, осим предмета

Zwecke der Reparatur in das Grenzgebiet des anderen vertragschliessenden Teiles gebracht und von dort in einer im voraus bestimmten Frist rückgeführt werden. Eine Bewilligung der Zentralbehörden ist nicht erforderlich.

(2) Bezüglich des Verfahrens gilt die Bestimmung des Artikels 3.

Artikel 7.

(1) Unter Vorbehalt der für das Vormerkverfahren vorgeschriebenen Zollsicherung, jedoch ohne Barerlag und ohne vorherige Einholung der Bewilligung der Zentralstellen, werden zoll- und abgabefrei (ausgenommen die Zollmanipulationsgebühren) zugelassen : Vieh zum Belegen, zum Schneiden, zur tierärztlichen Behandlung, zum Verwiegen oder zur vorübergehenden Arbeit sowie landwirtschaftliche Maschinen und Geräte zur vorübergehenden Benutzung, einschliesslich der hiezu erforderlichen Transportmittel.

(2) Der Übertritt über die Grenze ist nur auf Wegen, welche die Behörden der beiden vertragschliessenden Teile einvernehmlich festsetzen werden, zulässig. Für den Übertritt ist die vorherige Genehmigung des zuständigen Zollamtes, der Zollamtsabteilung oder des Zollpostens einzuholen. Zur Kontrolle dieses Viehverkehres hat der Besitzer die Abfertigung der eigenen Zollstelle der des anderen vertragschliessenden Teiles vorzuweisen.

Artikel 8.

1. Angehörigen der vertragschliessenden Teile, die auf dem Gebiete des einen Vertragsteiles innerhalb der Grenzzone ihren ordentlichen Wohnsitz haben, jedoch auf dem Gebiete des anderen Teiles, ebenfalls innerhalb der Grenzzone, Grundstücke besitzen (Doppelbesitzer in weiterem Sinne), sind, ebenso wie ihre Familienangehörigen und ihr Gesinde, berechtigt, frei von jeder Einfuhr- und Ausfuhrabgabe und Stempelgebühr folgende Gegenstände von ihren Behausungen nach ihren Grundstücken und umgekehrt zu transportieren, und zwar :

a) Arbeits- und Weidevieh ;

Weidevieh muss täglich zurückgebracht werden. Für Weidevieh, welches nicht täglich zurückgebracht wird, finden die Bestimmungen des Übereinkommens über den Weideverkehr (Anlage III zum Tierseuchenübereinkommen) Anwendung.

b) Landwirtschaftliche Geräte, Werkzeuge und Maschinen zur Bodenbearbeitung, forstwirtschaftliche Werkzeuge und Geräte zur Holzgewinnung und -bringung, Weingartenpfähle, Bast, Weingartenspritzen und Zerstäuber, auch mit Schläuchen ; ferner jederlei Bekämpfungsmittel gegen landwirtschaftliche Schädlinge, insoweit die Verwendung im Gebiete des betreffenden vertragschliessenden Teiles zugelassen ist ; ferner Kellereigeräte, und zwar : Kellereischaffe, Bottiche und Fässer, Pipen für Fässer aus Holz, Fassspunde aus Holz oder Kork, Fassbürsten, Most- und Weinwagen, Abziehschläuche, Abziehpumpen, Fasshämmer und -schlägel, Bindermesser, Fassreifen aus Holz oder Eisen, Hebeleitern und Schwefel für Schwefelung der Fässer — alle hier aufgezählten Artikel in den für den betreffenden Betrieb notwendigen Mengen — und einschliesslich der hiezu erforderlichen Transportmittel ;

c) die für landwirtschaftliche Arbeiter notwendigen Nahrungsmittel.

2. Jene Doppelbesitzer (Familienangehörige, Gesinde), deren zusammenhängender Grundkomplex von der Grenzzolllinie durchschnitten wird (Doppelbesitzer in engerem Sinne), können,

побројаних у тач. 1) под *a)* до *c)* и под истим условима, који су у тач. 1, предвиђени, преносити са једног дела свога имања на други и натраг, још и следеће предмете :

a) семе, потребно за сетву на дотичном пољопривредном добру ;

б) пољопривредне производе добивене на дотичном пољопривредном добру, обухватајући овде и вино, као и производе добивене од стоке. Жито се може преносити и у овејаном, а кукуруз и у окруњеном стању ;

с) за то потребна преносна и превозна средства.

3. Пољопривредни производи морају се пренети до 31. марта идуће привредне године, а вино до 30 јуна идуће привредне године, у пограничну зону сталног становања.

4. Справе и предмети, који не подлеже потрошњи, морају се до 31. децембра сваке привредне године пренети опет у сопствену пограничну зону ; они могу само у том случају и преко тога рока бити задржани на оностраној граничној зони, ако су при издавању двовласничке пролазнице били пријављени као предмети инвентара и ако су као такви у њој означени.

5. Погранични становници, који имају сервитутно право на попашу, уживаће исте повластице као и двовласници, ако се оптерећена и повлашћена земљишта налазе у пограничној зони.

6. Одредба члана 8. примењиваће се и на двовласна имања црква и самоуправних тела, као и аграрних заједница.

7. Двовласници у ширем и ужем смислу (тач. 1. и 2 овог члана) биће снабдевени сем пограничне карте (чл. 10). још и легитимацијом надлежне царинске власти свога места становања, којом се потврђује њихово својство двовласника (породица, послуга), и која мора бити визирана од царинске власти друге уговорне стране. Ову легитимацију не треба снабдевати сликом.

8. Напред поменуте повластице примењиваће се само на двовласнике, који су сада сопственици или који ће доцније стећи имање вољом живих или наследством, од лица, од којих би по законима државе, на чијој се територији налази газдинство двовласника, тако имање могли наследити као законити наследници.

Члан 9.

На промет са стоком у пограничној зони уговорних страна примењиваће се одредбе споразума о сточним заразама (Прилог D уз Трговински Уговор).

Члан 10.

(1) За прелаз границе становницима пограничне зоне довољна је погранична карта, са којом се могу слободно кретати у пограничној зони друге уговорнице.

Експедицију транспортних средстава ма које врсте, којима се служе погранични становници при прелазу границе могу вршити све царинарнице и њихови одељци, а по прописима који важе за експедиције на повратак.

(2) Погранична карта мора бити снабдевена фотографијом и мора садржати лични опис сопственика. Њу издају полицијске средске власти, њихове експозитуре или државни погранични комесаријат његовог домицила, а она мора бити визирана

ausser den im Punkte 1 a bis c genannten Gegenständen, unter den gleichen Modalitäten wie im Punkt 1 erwähnt, noch folgende Gegenstände von dem einen Teil ihres Besitzes auf den anderen bringen und zurückbringen.

a) Die zur Bestellung des betreffenden landwirtschaftlichen Betriebes erforderliche Aussaat ;

b) die auf dem betreffenden landwirtschaftlichen Betrieb gewonnenen Erzeugnisse der Landwirtschaft einschliesslich von Wein sowie der Viehzucht ; Getreide kann auch in gereutertem, Kukuruz auch in gerebeltem Zustande überführt werden ;

c) die hiezu erforderlichen Transportmittel.

3. Die landwirtschaftlichen Erzeugnisse sind bis 31. März des folgenden Wirtschaftsjahres, Wein ist bis 30. Juni des folgenden Wirtschaftsjahres in die Grenzzone ihres ständigen Wohnsitzes zu verbringen.

4. Geräte und die nicht dem Verbräuche unterliegenden Gegenstände sind bis 31. Dezember jedes Wirtschaftsjahres wieder in die eigene Grenzzone zurückzubringen. Sie können nur dann in der jenseitigen Grenzzone auch über diesen Termin verbleiben, wenn sie bei Ausstellung der Doppelbesitzerbescheinigung als Inventarstücke angemeldet und in dieselbe eingetragen worden sind.

5. Weideservitutsberechtigte Grenzbewohner werden den Doppelbesitzern gleichgestellt, wenn die dienenden und herrschenden Grundstücke in der Grenzzone liegen.

6. Die Bestimmungen des Artikels 8 finden auch auf Doppelbesitzungen der Kirchen und Selbstverwaltungskörper sowie von Agrargemeinschaften Anwendung.

7. Die Doppelbesitzer im weiteren und engeren Sinne (Punkt 1 und 2 dieses Artikels) erhalten ausser der Grenzkarte (Artikel 10) noch eine Bescheinigung der kompetenten Zollbehörde ihres Wohnsitzes, die ihre Eigenschaft als Doppelbesitzer (Familie, Gesinde) bestätigt und die von der Zollbehörde des anderen vertragschliessenden Teiles vidiert zu sein hat. Für diese Bescheinigung ist ein Lichtbild nicht erforderlich.

8. Die vorstehenden Begünstigungen finden nur auf jene Doppelbesitzer Anwendung, welche derzeit Eigentümer sind oder welche späterhin die Grundstücke, sei es unter Lebenden oder im Wege der Erbfolge von Personen erwerben, nach welchen sie nach den Gesetzen des Staates, in dem der Hauptsitz des Wirtschaftsbetriebes der Doppelbesitzer liegt, zur gesetzlichen Erbfolge berufen wären.

Artikel 9.

Für den Viehverkehr in der Grenzzone der beiden vertragschliessenden Teile finden die Bestimmungen des Tierseuchenübereinkommens (Anlage D zum Handelsvertrag) Anwendung.

Artikel 10.

(1) Die Bewohner der Grenzzone bedürfen zur Überschreitung der Grenzlinie nur einer Grenzkarte und können sich auf Grund derselben im Grenzgebiete des Nachbarstaates frei bewegen.

Zur Abfertigung der von den Grenzbewohnern beim Grenzübertritt benützten Transportmittel aller Art im Vormerkverkehre werden alle Zollämter und deren Abteilungen ermächtigt.

(2) Die Grenzkarte muss mit einem Lichtbild versehen sein und hat die Personsbeschreibung des Inhabers zu enthalten. Sie wird von der politischen Bezirksbehörde oder deren Expositur oder vom staatlichen Grenzpolizeikommissariat des Wohnsitzes ausgestellt und von der kompetenten

од надлежне власти друге стране. Пограничне карте и визе важе годину дана, а по истеку овог рока могу бити продужене.

(3) За више чланова фамилије може се издати и заједничка погранична карта, ако се сва у карти означена лица могу јасно распознати на прилепљеној фотографији.

(4) Деца испод 12 година, кад прелазе границу у пратњи одраслих лица, не морају имати своју сопствену пограничну карту ако су унета у пограничну карту дотичних лица.

(5) На захтев двовласника, надлежна царинска власт, с позивом на двовласно имање, издаће нарочите исказнице за прелаз преко границе, у циљу лакшег обрађивања двовласних имања, и то за чланове породице двовласника, за њихову послугу и за поједине раденике, који имају пограничне карте. За визирање ове исказнице, за коју се не тражи фотографија, неће се тражити никаква такса.

(6) На основу пограничне карте дозвољена је и употреба железница у пограничној зони, као и прелазак преко границе путем железнице, али овим нису стављени ван снаге прописи, који се односе на транзитни саобраћај.

(7) На основу пограничне карте дозвољен је становницима пограничне зоне што је могуће лакши приступ ка надлежним властима првог степена, чије је седиште изван пограничне зоне и у том циљу обостране власти уговорних страна обележиће места на којима се може граница прелазити.

(8) Задржавање у пограничној зони на основу пограничне карте неће по правилу бити дуже од три дана.

Члан 11.

(1) Погранични становници могу прелазити границу само у време од изласка до заласка сунца, у колико нису предвиђена одступања у члану 12 и 14. овог Споразума. Почетак и свршетак времена дозвољеног за прелаз биће увек благовремено оглашен објавом код царинских власти.

(2) За време сетве, косидбе и бербе, донеће царинске власти, ако је то потребно, у погледу на време за свакодневни прелазак, прописе који одступају од горњих правила.

Члан 12.

(1) У нарочито хитним случајевима (тешко обољење, нестретни случајеви, смртни случајеви, погреб итд.), моћи ће гранични контролни органи и кратким путем дозволити пограничним становницима прелаз преко границе у оба правца, као и краткорочно задржавање у пограничној зони. Дозвола ће се издавати помоћу пропуснице по приложеном обрасцу и важиће само за један прелаз преко границе у оба правца.

(2) Приликом елементарних непогода (шумских и других пожара, поплава и томе слично), дозволиће се лицима позватим у помоћ, да могу са запрегом и потребним справама прећи преко границе и вратити се без икаквих формалности, па чак и ноћу.

Члан 13.

(1) Пограничне карте, пропуснице, прелазнице двовласника и исказнице означене у члану 10, став 5, као и визе истих, не подлеже никаквој такси.

(2) Трошкови, изазвани издавањем и визирањем, имају се свести на најмању меру.

Behörde der Gegenseite vidiert. Die Gültigkeitsdauer der Grenzkarte und der Visa beträgt ein Jahr und kann nach Ablauf dieser Frist verlängert werden.

(3) Für mehrere Familienmitglieder kann auch eine gemeinsame Grenzkarte ausgestellt werden, sofern alle darin angeführten Personen auf dem dazugehörigen Lichtbild deutlich erkennbar sind.

(4) Kinder unter zwölf Jahren bedürfen zur Überschreitung der Grenze in Begleitung erwachsener Personen keiner eigenen Grenzkarte, insofern sie in deren Grenzkarte eingetragen sind.

(5) Für Familienangehörige von Doppelbesitzern, für Personen des Gesindes und für einzelne Arbeiter, die Grenzkarten besitzen, wird auf Verlangen vom zuständigen Zollamt unter Berufung auf den Doppelbesitz ein Ausweis für den Grenzübertritt zwecks Erleichterung der Bearbeitung des Doppelbesitzes ausgestellt. Für die Vidierung dieses Ausweises, für den ein Lichtbild nicht erforderlich ist, wird keine Gebühr eingehoben.

(6) Auf Grund der Grenzkarte ist — unbeschadet der Bestimmungen über den Transitverkehr — auch die Benützung der Eisenbahn in der Grenzzone und die Überschreitung der Staatsgrenze mit Benützung der Eisenbahn gestattet.

(7) Den Bewohnern der Grenzzone wird die Vorsprache bei den kompetenten Behörden erster Instanz, deren Amtssitz ausserhalb der Grenzzone liegt, auf Grund der Grenzkarte mit möglichsten Erleichterungen zugestanden, wobei die Grenze auf den von den Behörden der beiden vertragschliessenden Teile festzusetzenden Wegen zu überschreiten ist.

(8) Der Aufenthalt in der Grenzzone auf Grund der Grenzkarte soll in der Regel drei Tage nicht überschreiten.

Artikel 11.

(1) Der Grenzübertritt ist den Grenzbewohnern, insoweit in Artikel 12 und 14 dieses Übereinkommens nicht Ausnahmen statuiert sind, nur in der Zeit von Sonnenaufgang bis Sonnenuntergang gestattet. Beginn und Ende der innerhalb dieses Rahmens zugestandenen Verkehrszeit wird jeweils zeitgerecht bei den Zollstellen durch Anschlag verlaublich.

(2) Die Zollämter der beiden vertragschliessenden Teile werden zur Zeit des Anbaues, der Heumahd und der Weinlese hinsichtlich des Zeitpunktes des täglichen Übertrittes nötigenfalls abweichende Bestimmungen erlassen.

Artikel 12.

(1) In besonders dringlichen Fällen (schwere Erkrankung, Unglücksfälle, Todesfall, Begräbnis usw.) können die Grenzkontrollorgane den Grenzbewohnern die Überschreitung der Grenze in beiden Richtungen und zu kurzfristigem Aufenthalte im Grenzgebiete des anderen Vertragsteiles im kurzen Wege bewilligen. Die Bewilligung wird mittels Passierscheines nach beiliegendem Muster erteilt und gilt nur für eine einmalige Überschreitung der Grenzlinie in beiden Richtungen.

(2) Bei Elementarereignissen (Waldbränden, Feuersbrünsten, Hochwasser u. dgl.) wird der zu Hilfe gerufenen Rettungsmannschaft samt ihren Gerätschaften und Bespannungen der Übertritt über die Grenze und die Rückkehr ohne besondere Formalitäten, und zwar auch des Nachts gestattet.

Artikel 13.

(1) Die Grenzkarten, die Passierscheine, die Doppelbesitzerbescheinigungen, die im Artikel 10, Absatz 5, bezeichneten Ausweise, sowie deren Vidierungen, unterliegen keiner Stempelgebühr.

(2) Die anlässlich der Ausstellung und Vidierung erwachsenden Kosten sind auf das geringste Mass zu beschränken.

Члан 14.

1. Уговорне страни изјављују своју готовост, да ће лекарима и ветеринарима настањеним у пограничној зони, дозволити вршење њиховог позива у пограничној зони, у хитним, а нарочито у несретним случајевима.

2. При вршењу свога позива, лекари и ветеринари моћи ће прелазити преко границе и на колима, аутомобилима, бициклима, мотоциклима или на коњима, заједно са кочијашима или шоферима транспортних средстава, која су употребили, не пријављујући се царинској власти, и у случају потребе чак и ноћу. Они могу носити собом инструменте потребне за вршење њихова позива као и завојни материјал и остале предмете за хитну лекарску помоћ.

3. Исто тако дозвољено је занатлијама, који су сада настањени у пограничним зонама и који су до сада тамо обављали свој занат, да могу вршити оправке, које су у вези са њиховим занатом, у пограничној зони друге уговорнице. У том циљу они могу преносити преко границе, слободно од увозних и извозних царина, алате и помоћни материјал.

4. Пограничним становницима обеју уговорних страна који се баве превозом и преносом лица и робе (па и аутомобилима) у својој властитој зони, дозвољава се да ово занимање могу вршити између разних тачака једне и друге пограничне зоне.

5. За превоз и пренос лица и робе потребна транспортна средства и потребна теглећа стока, рачунајући овде и за то потребан прибор, ослобођени су од свих увозних и извозних царина, али су обостране надлежне царинске власти овлашћене, да захтевају царинско обезбеђење, али не полагањем у готову.

6. На сопственике превозних и преносних средстава свака уговорна страна примениће саобраћајне прописе, који у њој важе.

7. За вршење свога заната, занатлије, споменуте у тач. 3 и 4, неће бити у области друге уговорнице подвргнуте плаћању никакве порезе на рад или других пореза. Од овог се изузима превоз са путничким и теретним аутомобилима, на који ће се применити одредбе прописане за овај саобраћај у једној и другој уговорној страни.

8. Ближе одредбе о овом саобраћају прописаће споразумно власти обеју уговорних страна.

9. Лекари и ветеринари као и занатлије, поменуте у тач. 3. и 4., морају поред легитимационе карте бити снабдевени још и уверењем издатим од надлежне власти њиховог домицила, којим се уверењем има утврдити њихов позив као и право на вршење истога у својој властитој држави. И ова уверења као и легитимациону карту, визираће надлежна власт друге уговорне стране. У овим уверењима мора бити тачно описано и транспортно средство, којим се ова лица служе при прелазу границе.

Члан 15.

Пограничне карте, пропуснице, пролазнице двовласника као и исказнице и потврде означене у члану 10 ал. 5. и у члану 14, имају се по истеку њихова важења односно кад се угаси њихова важност, без одлагања вратити оној власти, која их је издала.

Свака злоупотреба горе именованих исправа — поред последица предвиђених у члану 16. — казниће се по законским прописима оне уговорнице, на чијој је територији учињена злоупотреба.

Artikel 14.

1. Die vertragschliessenden Teile erklären ihre Bereitwilligkeit, den in der Grenzzone ansässigen Ärzten und Tierärzten in dringenden Fällen und insbesondere bei Unglücksfällen die Ausübung ihres Berufes in der Grenzzone zu gestatten.

2. Ärzte und Tierärzte können sich in Ausübung ihres Berufes auch in Wagen, Automobilen, auf Fahrrädern, Motorrädern oder Reittieren über die Grenze begeben, ohne sich beim Zollamte zu melden, im Bedarfsfalle auch zur Nachtzeit, und zwar samt Kutschern oder Lenkern der von ihnen benützten Fahrzeuge. Sie können die zur Ausübung ihres Berufes notwendigen Instrumente, Verbandzeug und sonstige Gegenstände der raschen ärztlichen Hilfe mitnehmen.

3. Desgleichen ist den derzeit in beiden Grenzonen ansässigen Gewerbetreibenden, die bisher dort das Gewerbe ausgeübt haben, gestattet, in Ausübung ihres Gewerbebetriebes im Grenzgebiete des anderen vertragschliessenden Teiles Reparaturen vorzunehmen. Zu diesem Zwecke können sie Arbeitsgeräte und Hilfsmaterialien frei von Ein- und Ausfuhrabgaben über die Grenze bringen.

4. Den Grenzbewohnern der beiden vertragschliessenden Teile, welche in der eigenen Grenzzone ein Fuhrwerksgewerbe (auch mit Kraftfahrzeugen) betreiben, wird gestattet, dass sie dieses Gewerbe zwischen verschiedenen Punkten der Grenzzone der beiden vertragschliessenden Teile ausüben können.

5. Die Fahrbetriebsmittel und das notwendige Zugvieh, einschliesslich des dazu nötigen Zugehørs, sind von jeglichen Ein- und Ausfuhrabgaben befreit, jedoch sind die beiderseitigen zuständigen Zollämter berechtigt, eine Zollsicherung, jedoch ohne Barerlag, zu verlangen.

6. Die Fuhrwerksbesitzer unterliegen auf dem Gebiete des anderen vertragschliessenden Teiles den daselbst geltenden Verkehrsvorschriften.

7. Die im Punkt 3 und 4 erwähnten Gewerbetreibenden werden für die Ausübung dieses Gewerbes keiner Gewerbe- oder sonstigen Abgabe auf dem Gebiete des anderen vertragschliessenden Teiles unterworfen sein. Hievon ausgenommen ist der Verkehr mit Personen- und Lastautomobilen, auf welchen die diesen Verkehr betreffenden Bestimmungen der beiden vertragschliessenden Teile Anwendung finden.

8. Nähere Bestimmungen über diesen Verkehr werden im Einvernehmen der beiderseitigen Behörden der vertragschliessenden Teile erlassen werden.

9. Ärzte und Tierärzte sowie die in Punkt 3 und 4 erwähnten Gewerbetreibenden haben ausser mit ihren Grenzkarten noch mit einer Bestätigung der zuständigen Behörde ihres Wohnsitzes versehen zu sein, die ihren Stand, beziehungsweise die Berechtigung zur Ausübung der Praxis, beziehungsweise des Gewerbes in ihrer Heimat bestätigt und die in gleicher Weise wie die Grenzkarte von der Behörde der Gegenseite zu vidieren ist. Auf den Bestätigungen der Ärzte und Tierärzte haben die Transportmittel, die der Inhaber bei der Ausübung seiner Tätigkeit benützt, genau bezeichnet zu sein.

Artikel 15.

(1) Die Grenzkarten, Passierscheine, Bescheinigungen der Doppelbesitzer sowie die im Artikel 10, Absatz 5, und im Artikel 14 bezeichneten Ausweise und Bestätigungen sind nach Ablauf ihrer Gültigkeitsdauer, beziehungsweise nach Erlöschen ihrer Gültigkeit, ohne Verzug der ausstellenden Behörde zurückzustellen.

(2) Jeder Missbrauch der oberwähnten Ausweispapiere wird — unbeschadet der im Artikel 16 vorgesehenen Folgen — nach den gesetzlichen Bestimmungen jenes der beiden vertragschliessenden Teile geahndet, in dessen Bereiche der Missbrauch begangen wurde.

Члан 16.

Повластице у пограничном промету неће се примењивати на она лица, која буду три пут кажњена за тешке царинске преступе, или једанпут кажњена за три таква преступа.

Исто тако могу се одузети поменуте повластице и оним лицима, која буду проглашена за крива због злоупотребе карата и исказница означених у члану 13. и 14.

Уговорне стране задржавају право, да у нарочитим случајевима, а из разлога државне и јавне безбедности, забране приступ на своју територију појединим пограничним становницима, а при постојању изузетних изванредних прилика (као на пр. при покретима напереним против државне безбедности, при опасности од зараза), могу привремено забранити погранични саобраћај потпуно или само на појединим деловима границе.

У случају обустављања пограничног саобраћаја влада, која декретује забрану, известиће о томе владу друге уговорне стране по могућству на осам дана унапред.

У случају забране преласка границе за поједина лица власт, која је забрану донела, известиће што је могуће пре надлежну власт оне друге стране и по могућству уз навођење разлога за то.

Члан 17.

Уговорне стране обавештаваће једна другу о томе, колика се сума новца у сваком даном моменту сме преносити у малом пограничном промету. Важеће одредбе о томе биће објављене код сваке пограничне царинарнице у циљу општег обавештења.

Члан 18.

Ближе одредбе о примени и извршењу горе обележених повластица у пограничном промету, као и спречавања злоупотреба, утврдиће споразумно власти уговорних страна.

До дефинитивног регулисања ових прописа остају на снази одредбе протокола донетог у Грацу 15. октобра 1922. год. у колико се те одредбе односе на примену и извршење одредаба, које је овај споразум оставио непромењене и које регулишу погранични промет, у оквиру овог споразума.

Члан 19.

Уговорне стране споразумеле су се, да ће, ако то затражи обзиром на потребу једна од уговорних страна, у циљу једнообразног тумачења и извршења одредаба овог споразума, одредаба протокола закљученог у Грацу 15. октобра 1922. год. који остаје на снази, као и специјалних споразума закључених у Марибору 22. новембра 1923. год. (види члан 21.) наименовати пуномоћне представнике обеју уговорних страна и то по једног представника политичке и царинске управе за целу границу или за један део границе. Ови представници ступиће у непосредну везу и у спорним случајевима, у оквиру њиховог пуномоћја, споразумно издати сходне наредбе, пошто су предмети расправљања 14 дана пре тога међусобно били саопштени.

Издате наредбе ступају на снагу најдаље 14 дана после постигнутог споразума. Ако се споразум не постигне, или ако предмет прекорачује границе пуномоћија, поменути представници дужни су тражити упуства своје владе.

Artikel 16.

(1) Die Begünstigungen im Grenzverkehr finden auf jene Personen keine Anwendung, welche in drei Fällen wegen schwerer Zollzuwiderhandlungen oder in einem Falle für drei solche Zuwiderhandlungen bestraft worden sind.

(2) Desgleichen können die erwähnten Begünstigungen jenen Personen entzogen werden, welche eines Missbrauches der in den Artikeln 13 und 14 bezeichneten Karten und Bescheinigungen schuldig erklärt worden sind.

(3) Die vertragschliessenden Teile behalten sich das Recht vor, in besonderen Fällen aus Gründen der staatlichen und öffentlichen Sicherheit einzelnen Grenzbewohnern den Übertritt in ihr Staatsgebiet zu untersagen und bei Obwalten ausserordentlicher Umstände (zum Beispiel gegen die Sicherheit des Staates gerichtete Bewegungen, Seuchengefahr) den Grenzverkehr gänzlich oder an gewissen Strecken zeitweilig zu suspendieren.

(4) Im Fall einer derartigen Suspendierung des Grenzverkehrs wird die die Sperre verfügende Regierung hievon die Regierung des anderen vertragschliessenden Teiles womöglich acht Tage vorher in Kenntnis setzen.

(5) Im Falle des Verbotes des Grenzübertrittes für Einzelpersonen wird die das Verbot erlassende Behörde die zuständige Behörde der Gegenseite, womöglich unter Angabe der Gründe, ehestens verständigen.

Artikel 17.

Die vertragschliessenden Teile werden einander über die Höhe der im kleinen Grenzverkehr jeweils zur Mitnahme zugelassenen Geldbeträge im laufenden halten. Die geltenden Bestimmungen werden bei jedem Grenzzollamte der allgemeinen Kenntnisnahme zugänglich sein.

Artikel 18.

(1) Nähere Bestimmungen über die Anwendung und Durchführung der vorbezeichneten Begünstigungen im Grenzverkehr und zur Verhütung von Missbräuchen werden in gemeinsamem Einvernehmen der Behörden der vertragschliessenden Teile festgestellt werden.

(2) Bis zur definitiven Regelung dieser Vorschriften bleiben die Bestimmungen des Grazer Protokolls vom 15. Oktober 1922, insoweit sie sich auf die Anwendung und Durchführung der durch dieses Übereinkommen ungeändert belassenen Bestimmungen über die Regelung des Grenzverkehrs im Rahmen dieses Übereinkommens beziehen, aufrecht.

Artikel 19.

Die vertragschliessenden Teile erklären sich bereit, wenn einer der vertragschliessenden Teile unter Hinweis auf die Notwendigkeit darum ersuchen sollte, zwecks einheitlicher Auslegung und Durchführung der Bestimmungen dieses Übereinkommens, der in Kraft bleibenden Bestimmungen des Grazer Protokolls vom 15. Oktober 1922 und der in Maribor am 22. November 1923 abgeschlossenen Sonderabkommen (siehe Artikel 21) Bevollmächtigte jedes Vertragsteiles, und zwar je eines Organes des politischen Verwaltungs- und des Zolldienstes, für die ganze Grenze oder für einen Grenzabschnitt zu bestellen. Diese Organe werden, nachdem die Gegenstände der Verhandlung 14 Tage vorher gegenseitig mitgeteilt worden sind, in direkten Verkehr treten und in strittigen Angelegenheiten im Rahmen ihrer Vollmacht einvernehmlich geeignete Verfügungen treffen.

Die Verfügungen treten spätestens 14 Tage nach Erzielung der Vereinbarung in Kraft. Falls eine Einigung nicht erzielt wird oder die Angelegenheit den Rahmen ihrer Vollmacht überschreitet, haben sie die Weisung ihrer Regierung einzuholen.

Члан 20.

У погледу туристичког промета примењиваће се одредбе споразума о промету туриста у пограничном подручју (Прилог F).

Члан 21.

Уговорне стране споразумеле су се у томе, да следећи споразуми, који су закључени 22. новембра 1923. год. у Марибору, сачињавају саставни део Трговинског Уговора :

1. Споразум о путевима, друмовима, мостовима, скелама, пловидби и сплаварењу у пограничној зони између Републике Аустрије и Краљевине Срба, Хрвата и Словенаца (Прилог II).

2. Споразум о електричним постројењима у пограничној зони између Републике Аустрије и Краљевине Срба, Хрвата и Словенаца (Прилог III).

3. Споразум о регулацији Муре у граничној линији између Републике Аустрије и Краљевине Срба, Хрвата и Словенаца (Прилог IV).

4. Споразум о риболову у пограничним водама између Републике Аустрије и Краљевине Срба, Хрвата и Словенаца (Прилог V).

5. Споразум о искоришћењу водених снага у пограничној зони између Републике Аустрије и Краљевине Срба, Хрвата и Словенаца (Прилог VI).

Свака уговорна страна задржава пак право, да може у свако време захтевати ревизију горе поменутих споразума, односно да може те споразуме отказати. У овом задњем случају отказани споразум губи своју снагу 30 дана после отказа.

ПРИЛОГ F.

СПОРАЗУМ

О ТУРИСТИЧКОМ САОБРАЋАЈУ У ПОГРАНИЧНИМ ПРЕДЕЛИМА ИЗМЕЂУ РЕПУБЛИКЕ АУСТРИЈЕ И КРАЉЕВИНЕ ЈУГОСЛАВИЈЕ.

Члан I.

Туристички саобраћај планинара и смучара у пограничним пределима уговорних страна дозвољен је под условима, означеним у следећим члановима.

Члан II.

Граница слободне зоне иде на територији Републике Аустрије од Пећи (1509) западно до стазе, која води од коте 1318 у Seltlach преко Agoritschach до железничке станице Arnoldstein, одатле дуж железничке пруге према Villach-у до Müllern-а, даље дуж железничке пруге до Ledenitzen, одатле друмом преко St. Jakoba, Maria Ellend, Suetschach, Feistritz, до Weizelsdorf-а, па онда друмом у Ferlach, Gleinach, St. Margareten, Abtei, Gallzien, преко Miklauzhof, Sittersdorf (постаја), Sonneck, St. Stefan, St. Michael, до станице Bleiburg и одавде дуж железничке пруге до заједничке државне границе.

Artikel 20.

Hinsichtlich des Touristenverkehrs finden die Bestimmungen des Übereinkommens über den Touristenverkehr im Grenzgebiete (Anlage F) Anwendung.

Artikel 21.

(1) Die vertragschliessenden Teile kommen dahin überein, dass folgende in Maribor am 22. November 1923 abgeschlossene Sonderabkommen, und zwar :

1. über Strassen, Wege, Brücken, Überfahren, Schifffahrt und Flösserei in der Grenzzone zwischen der Republik Österreich und dem Königreich der Serben, Kroaten und Slowenen (Anlage II) ;

2. über Elektrizitätswerke in der Grenzzone zwischen der Republik Österreich und dem Königreich der Serben, Kroaten und Slowenen (Anlage III) ;

3. über die Murregulierung in der Grenzstrecke zwischen der Republik Österreich und dem Königreich der Serben, Kroaten und Slowenen (Anlage IV) ;

4. über den Fischfang in den Grenzgewässern zwischen der Republik Österreich und dem Königreich der Serben, Kroaten und Slowenen (Anlage V) ;

5. über die Ausnutzung der Wasserkräfte in der Grenzzone zwischen der Republik Österreich und dem Königreich der Serben, Kroaten und Slowenen (Anlage VI)

einen integrierenden Bestandteil des Handelsvertrages bilden.

(2) Jeder vertragschliessende Teil behält sich jedoch das Recht vor, die Revision der oben-erwähnten Sonderabkommen jederzeit zu verlangen oder diese Abkommen zu kündigen. Im letzteren Fall tritt das gekündigte Sonderabkommen 30 Tage nach dem Zeitpunkte der Kündigung ausser Kraft.

ANLAGE F.

ÜBEREINKOMMEN

ÜBER DEN TOURISTENVERKEHR IM GRENZGEBIETE ZWISCHEN DER REPUBLIK ÖSTERREICH UND DEM KÖNIGREICHE JUGOSLAWIEN.

Artikel I.

Der touristische Grenzverkehr der Fussgänger und Skifahrer wird beiderseits der Staatsgrenze der beiden vertragschliessenden Teile unter den in den folgenden Artikeln angeführten Bedingungen gestattet.

Artikel II.

Die Grenze der freigegebenen Zone verläuft auf dem Gebiete der Republik Österreich vom Peč (1509) westlich bis zum Steig, der von Kote 1318 nach Seltschach und über Agoritschach zur Bahnstation Arnoldstein führt, entlang der Bahnlinie gegen Villach bis Müllern, weiterhin längs der Bahnlinie bis Ledentzen, von dort auf der Strasse über St. Jakob, Maria-Ellend, Suetschach, Feistritz bis Weizelsdorf, dann auf der Strasse nach Ferlach, Gleinach, St. Margarethen, Abtei, Gallizien über Miklauzhof, Sittersdorf (Haltestelle), Sonneck, St. Stefan, St. Michael zur Bahnstation Bleiburg und die Bahnlinie entlang bis zur gemeinsamen Staatsgrenze.

Граница слободне зоне на територији Краљевине Југославије почиње на Пећи (1509) и иде јужно дуж границе између Краљевине Југославије и Краљевине Италије до врха Триглава (2863), дуж пута до Александрове куће, одатле до седла 2366, даље дуж висинске косе Кредарица (2541) — Рјавина (2457) — коте 1369 ка коти 831, путем до Мојстране и поред крста 641 на друм Довје-Јесенице и даље у Жировницу, преко коте 533 у Бегуње, одавде у Тржић, Приставу, Гориче, Преддвор, Кокру (538), даље на Крваец (1853), Св. Амброж (1084) и на висинској коси (751) у Стаховицу, даље друмом до коте 636, а затим преко крста 1029 кроз долину Подволовљак у Луче, одавде друмом до коте 462 па онда на Травник 1637) и одатле дуж висинске косе до Уршуле (1696), одавде путем поред Гуштања у Преваље и дуж железничке пруге до заједничке државне границе.

Члан III.

У границама зоне, означене у члану II., дозвољава се члановима планинарских и смучарских друштава, која су призната од обеју уговорница, боравак у области суседне уговорнице као и нарочито употреба железница, друмова, путева, стаза, гостиона и планинских кућа на основу чланских карата без других путних исправа. Чланске карте морају бити снабдевене фотографијом сопственика ; оне морају садржавати његово име, занимање и место сталног становања, и морају се на захтев показати органима царинске и финансијске контроле као и органима јавне безбедности.

У гостионама и планинским кућама морају се налазити књиге за странце, у које ће се сваки планинар или смучар, који је држављанин друге уговорне стране, уписати са тачним назначењем времена свога доласка.

У области друге уговорне стране планинари и смучари могу се задржавати у сваком поједином случају највише 3 дана.

Излети у групама од више од 10 лица нису дозвољени.

Планинари и смучари смеју носити са собом само убичајену планинарску или смучарску опрему, али не и робу, која подлежи плаћању царине, као ни оружје, фотографске апарате и прибор за мапирање. Они могу прелазати границу само пешке, на смучима или у возу на дозвољеној железничкој прузи.

Члан IV.

У пределима, где граница слободне зоне није обележена реком, путем или железничком пругом, она ће се споразумно одмах означити. Уговорне стране обавезују се, да ће односним друштвима препоручити, да своје чланове тачно обавесте о границама слободне зоне, и да таблицама обележе границе слободних путева.

Члан V.

Планинари и смучари морају се на захтев подвргнути царинском прегледу.

Члан VI.

Планинарима и смучарима, који су принуђени, да употребе железнице ван слободне зоне, дозвољава се :

а) на територији Републике Аустрије : употреба железничке линије Sittersdorf—Bleiburg ;

б) у области Краљевине Југославије : директан прилаз из Бегуња до железничке станице Лесце и из Преддвора до железничке станице Крањ као и употреба железничке пруге Тржић—Жировница преко Крања.

Die Grenze der freigegebenen Zone beginnt auf dem Gebiete des Königreiches Jugoslawien auf dem Peč (1509) und verläuft südlich längs der Grenze zwischen dem Königreich Jugoslawien und dem Königreich Italien bis zur Triglavspitze (2863), entlang des Weges zur Aleksandrova kuća, von dort zum Sattel 2366, weiters längs des Höhenrückens Kredarica (2541) — Rjavina (2457) — Kote 1369 zur Kote 831 längs des Weges nach Mojstrana, am Kreuz (641) vorbei auf die Strasse Dovje-Jesenice und weiter nach Zirovnica, über Kote 533 nach Begunje, von dort nach Tržič, Pristava, Goriče, Preddvor, Kokra (538), weiter auf den Krvavec (1853), Sv. Ambrož (1084) und auf dem Höhenrücken (751) nach Stahovica, weiter die Strasse bis Kote 636, dann über das Kreuz (1029) durch das Podvolovljak-Tal nach Luče, von dort auf der Strasse bis Kote 462, dann auf den Travnik (1637) und von dort längs der Kammhöhe auf den Uršulaberg (1696), von dort auf dem Wege über Guštanj nach Prevalje und längs der Bahnlinie bis zur gemeinsamen Staatsgrenze.

Artikel III.

Innerhalb der im Artikel II angegebenen Zone ist den Mitgliedern der beiderseits anerkannten Touristen- und Skifahrervereine das Verweilen auf dem Gebiete des Nachbarstaates sowie insbesondere die Benützung der Eisenbahnlinien, Strassen, Wege, Steige, Gaststätten und Schutzhütten auf Grund der Mitgliedskarten ohne weitere Reisedokumente gestattet. Die Mitgliedskarte muss mit dem Lichtbild des Inhabers versehen sein, die Angabe des Namens, des Berufs und des ständigen Wohnortes enthalten und ist den Zoll- oder Finanzkontroll- und den Sicherheitsorganen auf Verlangen vorzuweisen.

In Gaststätten und Schutzhütten müssen Fremdenbücher aufliegen, in die sich jeder Tourist oder Skifahrer, der Staatsangehöriger des anderen vertragschliessenden Teiles ist, unter genauer Angabe der Zeit seines Eintreffens einzutragen hat.

Auf dem Gebiete des Nachbarstaates dürfen sich Touristen und Skifahrer in jedem einzelnen Falle höchstens drei Tage aufhalten.

Ausflüge in Gruppen von mehr als zehn Personen sind nicht gestattet.

Die Touristen und Skifahrer dürfen nur die übliche Touristen- und Skiausrüstung, jedoch keinerlei zollpflichtige Ware, ferner keine Waffen, photographischen Apparate und Mappierutensilien mit sich führen. Die Grenzüberschreitung darf nur zu Fuss, mit Skiern oder mit Benützung einer freigegebenen Eisenbahnlinie erfolgen.

Artikel IV.

In Gegenden, wo die Zone nicht durch einen Fluss, eine Strasse oder eine Eisenbahnstrecke begrenzt ist, ist die Begrenzung der freigegebenen Zone einverständlich sofort festzusetzen. Die beiden vertragschliessenden Teile verpflichten sich, den betreffenden Vereinen nahezulegen, dass sie ihre Mitglieder über die Grenzen der freigegebenen Zone genau unterrichten und das Ende der freigegebenen Wege durch Tafeln kennzeichnen.

Artikel V.

Touristen und Skifahrer müssen sich auf Verlangen der zollbehördlichen Revision unterwerfen.

Artikel VI.

Den Touristen oder Skifahrern, die genötigt sind, Bahnlinien ausserhalb der freigegebenen Zone zu benützen, wird

- a) auf Seite der Republik Österreich die Benützung der Bahnlinie zwischen Sittersdorf und Bleiburg ;
- b) auf Seite des Königreiches Jugoslawien der direkte Zugang von Begunje zur Bahnstation Lesce und von Preddvor nach Kranj sowie die Benützung der Bahnlinie von Tržič über Kranj nach Žirovnica freigegeben.

Изазак из возова на прузи Тржић-Жировница и Sittersdorf-Bleiburg није дозвољен осим при прелазу у Крању и Kühnsdorfu. Пре употребе железнице имају се планинари и смучари пријавити жандармеријским или пограничним контролним станицама у Лесцама, Тржићу, Крању, Преваљу, Блајбургу, Eisenkappel-у или у Sittersdorf-у.

Изузев станице у Гуштању, дозвољен је прилаз свима станицама и постајама дуж слободне зоне.

Члан VII.

Планинарима и смучарима, који се буду огрешили о одредбе овога споразума, одузеће се чланске карте и предаће се њиховим надлежним властима са примедбом, да дотично лице не може више прелазити границу користећи се одредбама овога споразума.

Члан VIII.

Повреде одредаба овога споразума кажњаваће се према полицијским, царинским или валутарним прописима оне државе, на чијој су територији учињене.

Члан IX.

Уговорне стране саопштиће једна другој имена признатих планинарских и смучарских друштава, валутарне прописе који важе или доцније буду важили, предмете планинарске и смучарске опреме, који би били забрањени за ношење, као и места, у која се не може долазити, односно путеве, стазе итд., који се не могу употребити.

Члан X.

Свака уговорна страна задржава себи право да долазак у своје пределе, који су иначе отворени туристичком промету, дозволи само лицима чије су чланске карте, предвиђене у чл. III. овога уговора, визиране од стране њених надлежних власти.

Влада која буде завела ову меру саопштиће је одмах, по могућству на осам дана унапред, Влади друге уговорнице.

Члан XI.

Повластице из овога споразума не важе за војна лица, као ни за локалне органе пограничних стража и царинске контроле обеју уговорних страна, исто тако ове повластице не важе за лица, која нису поданици уговорних страна.

Члан XII.

Уговорне стране споразумне су у томе да одредбе овог споразума примењују са обе стране са што је могуће више благовољења.

Pour copie certifiée conforme :

Belgrade, le 2 janvier 1935.

D'ordre du Ministre,

Le Chef de Section,

Miloche P. Kitchévatz.

Ein Verlassen der Züge innerhalb der Strecken Tržič-Žirovnica und Sittersdorf-Bleiburg, mit Ausnahme des Umsteigens in Kranj und Kühnsdorf, ist verboten. Vor Benützung der Bahn haben sich Touristen und Skifahrer bei den Gendarmerieposten oder Grenzkontrollstellen in Lesce, Tržič, Kranj, Prevalje, Bleiburg, Eisenkappel oder Sittersdorf zu melden.

Der Zugang zu den Eisenbahnstationen und Haltestellen längs der freigegebenen Zone ist mit Ausnahme der Bahnstation Guštanj gestattet.

Artikel VII.

Den Touristen und Skifahrern, die Bestimmungen dieses Übereinkommens übertreten, werden die Mitgliedskarten abgenommen und der zuständigen Behörde des anderen vertragschliessenden Teiles mit dem Bemerkten übermittelt, dass der Betreffende die Grenze auf Grund der Bestimmungen dieses Übereinkommens nicht mehr überschreiten darf.

Artikel VIII.

Übertretungen der Bestimmungen dieses Sonderabkommens werden nach den politischen, zollgesetzlichen oder Valutavorschriften des Staates bestraft, auf dessen Gebiet die Übertretung begangen wurde.

Artikel IX.

Die vertragschliessenden Teile werden sich gegenseitig die Namen der anerkannten Alpen- und Skivereine, die jeweils geltenden Valutavorschriften und etwaige Verbote bekanntgeben, gewisse Gegenstände der Alpen- und Skiausrüstung mitzutragen oder bestimmte Gegenden, Wege, Steige usw. zu betreten.

Artikel X.

Jeder der vertragschliessenden Teile behält sich das Recht vor, das Betreten der für den Touristenverkehr freigegebenen Zone nur nach Vidierung der im Artikel III erwähnten Mitgliedskarte durch seine zuständige Behörde zu gestatten.

Die Regierung, die eine solche Verfügung trifft, wird sie der Regierung des anderen Teiles mit aller Beschleunigung, womöglich acht Tage vorher, mitteilen.

Artikel XI.

Militärpersonen sowie Organe des örtlichen Grenzüberwachungs- und Grenzzolldienstes der beiden vertragschliessenden Teile sind von den Begünstigungen dieses Übereinkommens ausgeschlossen, desgleichen Personen, die nicht Angehörige eines der vertragschliessenden Teile sind.

Artikel XII.

Die vertragschliessenden Teile kommen überein, dass die Bestimmungen dieses Übereinkommens beiderseits möglichst wohlwollend gehandhabt werden sollen.

Pour copie certifiée conforme :

Belgrade, le 2 janvier 1935.

D'ordre du Ministre,

Le Chef de Section,

Miloche P. Kitchévatz.

¹ TRADUCTION.N^o 3609. — TRAITÉ DE COMMERCE ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ET LE ROYAUME DE YOUGOSLAVIE. SIGNÉ A BEOGRAD, LE 9 MARS 1932.

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE et SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE, animés du désir de maintenir les rapports commerciaux existants et de les développer, ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

Monsieur Hermann PLOENNIES, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République d'Autriche à Beograd ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE :

Monsieur le D^r Albert KRAMER, ministre du Commerce et de l'Industrie ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les deux Parties contractantes conviennent de remettre en vigueur, avec les modifications et les additions suivantes, le Traité de commerce, avec protocole final et annexes, qui avait été conclu le 3 septembre 1925 à Vienne et dénoncé pour le 1^{er} juillet 1931.

Les dispositions du Traité de commerce du 3 septembre 1925 concernant l'entrée en vigueur et la dénonciation sont remplacées par celles du traité de commerce conclu ce jour.

Article II.

Les annexes A et B du Traité de commerce du 3 septembre 1925 sont remplacées par les annexes A et B du présent traité.

Article III.

L'alinéa 5 de l'article 16 du protocole final du Traité de commerce du 3 septembre 1925 est modifié ou complété comme suit :

« Les dispositions de l'article 16 ne s'appliquent pas aux personnes qui se livrent au colportage ; chacune des Parties contractantes se réserve le droit de subordonner cette forme de commerce à des autorisations spéciales. Toutefois, les colporteurs qui ressortissent au Royaume de Yougoslavie et sont originaires des districts de Kočevlje, de Logatec, de Novo Mesto et de Černomelj, seront autorisés à se livrer au colportage sur le territoire de la République d'Autriche pour vendre les articles en bois qu'ils fabriquent à domicile, ainsi que des fruits du Midi. Il leur est également permis de réparer des objets endommagés et d'emporter à cet effet les produits semi-ouvrés et le matériel

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3609. — TREATY OF COMMERCE BETWEEN THE AUSTRIAN REPUBLIC AND THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA. SIGNED AT BELGRADE, MARCH 9TH, 1932.

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA and HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA, being desirous of maintaining existing commercial relations and of developing them, have appointed as their Plenipotentiaries :

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA :

Monsieur Hermann PLOENNIES, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Republic of Austria at Belgrade ;

HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA :

Dr. Albert KRAMER, Minister of Commerce and Industry ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

The two Contracting Parties agree once more to put into force, subject to the amendments and additions indicated hereinafter, the Treaty of Commerce, with Final Protocol and Annexes, which was concluded on September 3rd, 1925, at Vienna and denounced as from July 1st, 1931.

The provisions of the Treaty of Commerce of September 3rd, 1925, concerning the coming into force and denunciation thereof shall be replaced by those of the Treaty of Commerce concluded on to-day's date.

Article II.

Annexes A and B of the Treaty of Commerce of September 3rd, 1925, shall be replaced by Annexes A and B of the present Treaty.

Article III.

Paragraph 5 of Article 16 of the Final Protocol to the Treaty of Commerce of September 3rd, 1925, shall be amended or amplified as follows :

“ The provisions of Article 16 shall not apply to persons engaged in itinerant trade, each of the Contracting Parties reserving the right to make such trade conditional on the issue of special permits. Nevertheless, hawkers nationals of the Kingdom of Yugoslavia, who belong to the districts of Kočevlje, Logatec, Novo Mesto and Černomelj, shall be allowed to sell wooden articles manufactured in their homes, and also southern fruits, in the territory of the Republic of Austria. They shall also be permitted to repair damaged objects and to bring with them for this purpose the necessary half-finished goods and material. The provisions relating to hawking and the exercise of itinerant trade applicable

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

nécessaires. Les dispositions applicables aux nationaux, en ce qui concerne l'exercice de professions ambulantes, s'appliqueront également auxdits colporteurs. Les personnes susmentionnées devront être munies de cartes d'identité ordinaires établies par l'autorité de police compétente ; ces cartes seront valables pour une année. Lorsque le titulaire de la carte d'identité passe d'un district à un autre, il est tenu de faire viser la carte par l'autorité administrative du district. Le visa est accordé gratuitement. »

Les remarques du protocole final en question, relatives aux annexes tarifaires A et B, seront remplacées par les remarques de l'annexe C du présent traité.

Article IV.

L'annexe D du Traité de commerce du 3 septembre 1925 (Convention relative aux épizooties), ainsi que ses annexes I (Protocole final), II (Dispositions relatives à la désinfection des wagons de chemin de fer et des navires) et III (Convention relative au pacage), est remplacée par l'annexe D du présent traité.

Article V.

L'annexe E du Traité de commerce du 3 septembre 1925 (Convention relative à la réglementation du trafic frontalier) est remplacée par l'annexe E du présent traité.

Les annexes I (Liste des communes dont les territoires forment la limite intérieure des zones frontières et tombent encore dans cette zone), II (Accord particulier concernant les routes, les chemins, les ponts, les bacs, la navigation et le flottage dans la zone frontière), III (Accord particulier concernant les usines d'électricité dans la zone frontière), IV (Accord particulier concernant la régularisation de la Mur sur le secteur frontière), V (Accord particulier concernant la pêche dans les eaux frontières), VI (Accord particulier concernant l'utilisation des forces hydrauliques dans la zone frontière), de la Convention relative à la réglementation du trafic frontalier, seront maintenues sous la forme convenue dans le Traité de commerce du 3 septembre 1925.

L'annexe VII (Convention relative au trafic touristique dans la zone frontière) de la Convention relative à la réglementation du trafic frontalier est remplacée par l'annexe F du présent traité.

Les formulaires relatifs au N° 7 de l'article 8, au N° 6 de l'article 10, à l'article 12 et au N° 10 de l'article 14 de la Convention relative à la réglementation du trafic frontalier sont maintenus sous la forme prévue au Traité de commerce du 3 septembre 1925.

Article VI.

Les deux Parties contractantes, en vue d'assurer mutuellement la protection des droits d'auteur en matière littéraire et artistique, conviennent d'appliquer les dispositions de la Convention de Berne, révisée, du 13 novembre 1908.

Article VII.

Le remboursement des droits perçus lors de l'importation d'échantillons et de modèles taxés ou d'emballages de toute nature s'effectuera, en cas de réexportation, un mois au plus tard après celle-ci, auprès de tous les bureaux de douane de la frontière ou de l'intérieur investis des pouvoirs nécessaires à cet effet. Les Parties contractantes se communiqueront la liste des bureaux douaniers qui sont autorisés à effectuer ces remboursements.

Le même délai sera appliqué en ce qui concerne la restitution des cautionnements effectués pour garantir le paiement des droits en question ; la restitution ne pourra toutefois avoir lieu qu'au bureau de douane auprès duquel le cautionnement a été effectué.

Article VIII.

Pour le cas où le Gouvernement autrichien indiquerait les taux du tarif douanier autrichien en schillings, et non plus en couronnes-or, il est convenu que les taux en couronnes-or des annexes

to nationals shall also be applicable to them. The said persons shall be provided with ordinary identity cards issued by the competent police authorities and valid for one year. On passing from one district to another, the holder shall be bound to have his identity card endorsed by the district administrative authorities. Such endorsement shall be given free of charge."

The notes in the Final Protocol in question relating to Tariff Annexes A and B shall be replaced by the notes in Annex C of the present Treaty.

Article IV.

Annex D of the Treaty of Commerce of September 3rd, 1925 (Convention on Epizootic Diseases) and its Annexes I (Final Protocol), II (Provisions regarding the Disinfection of Railway Trucks and Ships) and III (Convention on Grazing) shall be replaced by Annex D of the present Treaty.

Article V.

Annex E to the Treaty of Commerce of September 3rd, 1925 (Convention regarding the Regulation of Frontier Traffic), shall be replaced by Annex E of the present Treaty.

Annexes I (List of Communes the territories of which form the internal limit of the frontier zones while still remaining within the frontier zone), II (Special Agreement concerning roads, paths, bridges, ferries, navigation and floating in the frontier zone), III (Special Agreement concerning electricity works in the frontier zone), IV (Special Agreement relating to conservancy work on the Mur in the frontier zone), V (Special Agreement concerning fisheries in frontier waters), VI (Special Agreement concerning the use of hydraulic power in the frontier zone) of the Convention regarding the Regulation of Frontier Traffic shall be maintained in the form laid down in the Treaty of Commerce of September 3rd, 1925.

Annex VII (Convention regarding Tourist Traffic in the Frontier Zone) of the Convention regarding the Regulation of Frontier Traffic shall be replaced by Annex F of the present Treaty.

The forms attached to Article 8, point 7, Article 10, point 6, Article 12 and point 10 of Article 14 of the Convention regarding the Regulation of Frontier Traffic shall be maintained in the form laid down in the Treaty of Commerce of September 3rd, 1925.

Article VI.

The two Contracting Parties, with a view to ensuring reciprocal protection in the matter of literary and artistic copyright, agree to apply the provisions of the Berne Convention, as revised on November 13th, 1908.

Article VII.

The refund of duties paid on the importation of dutiable samples and models or packing of any kind shall be effected, in case of re-export, at latest one month after re-export, at any frontier or inland Customs office possessing the necessary powers therefor. The Contracting Parties shall communicate to each other a list of the Customs offices possessing these powers.

The same time-limit shall apply as regards the release of the security deposited for payment of these duties; application for such release can, however, only be made at the Customs office with which the security was deposited.

Article VIII.

In the event of the Austrian Government fixing the duties of the Austrian Customs Tariff in schillings and not in gold kronen, it is agreed that the duties in gold kronen of the Tariff Annexes

tarifaires au tarif douanier autrichien du présent traité de commerce seront convertis en schillings selon les règles suivantes :

1^o Les taux jusqu'à 1 couronne inclusivement seront convertis en schillings comme suit : Il ne sera pas tenu compte des montants jusqu'à 0,005 schilling, et les montants de plus de 0,005 schilling seront arrondis à 0,01 schilling.

2^o Les taux de plus de 1 couronne jusqu'à 10 couronnes inclusivement seront convertis en schillings comme suit : Il ne sera pas tenu compte des montants jusqu'à 0,025 schilling ; les montants de plus de 0,025 schilling jusqu'à 0,075 inclusivement seront arrondis à 0,05 schilling, et les montants de plus de 0,075 schilling seront arrondis à 0,1 schilling.

3^o Les taux de plus de 10 couronnes jusqu'à 50 couronnes inclusivement seront convertis en schillings comme suit : Il ne sera pas tenu compte des montants jusqu'à 0,05 schilling, et les montants de plus de 0,05 schilling seront arrondis à 0,1 schilling.

4^o Les taux de plus de 50 couronnes jusqu'à 100 couronnes inclusivement seront convertis en schillings comme suit : Il ne sera pas tenu compte des montants jusqu'à 0,25 schilling ; les montants de plus de 0,25 schilling jusqu'à 0,75 schilling inclusivement seront arrondis à 0,5 schilling et les montants de plus de 0,75 schilling seront arrondis à 1 schilling.

5^o Les taux de plus de 100 couronnes jusqu'à 300 couronnes inclusivement seront convertis en schillings comme suit : Il ne sera pas tenu compte des montants jusqu'à 0,5 schilling, et les montants de plus de 0,5 schilling seront arrondis à 1 schilling.

6^o Les taux de plus de 300 couronnes jusqu'à 500 couronnes inclusivement seront convertis en schillings comme suit : Il ne sera pas tenu compte des montants jusqu'à 2,5 schillings ; les montants de plus de 2,5 schillings jusqu'à 7,5 schillings inclusivement seront arrondis à 5 schillings, et les montants de plus de 7,5 schillings seront arrondis à 10 schillings.

7^o Les taux de plus de 500 couronnes seront convertis en schillings comme suit : Il ne sera pas tenu compte des montants jusqu'à 5 schillings, et les montants de plus de 5 schillings seront arrondis à 10 schillings.

Article IX.

Le présent traité, fait en double original, en langue allemande et en langue serbo-croate, sera ratifié aussitôt que possible. Les instruments de ratification seront échangés à Beograd.

Le traité entrera en vigueur le jour de la signature et sera valable jusqu'au 30 juin 1932. S'il n'est pas dénoncé trois mois avant l'expiration de ce délai, il demeurera en vigueur et pourra ensuite être dénoncé à tout moment ; dans ce cas, il cessera d'être applicable trois mois après la date de la dénonciation.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Beograd, le 9 mars 1932.

Pour la République d'Autriche :
(L. S.) Hermann PLOENNIES, *m. p.*

Pour le Royaume de Yougoslavie :
(L. S.) Albert KRAMER, *m. p.*

to the Austrian Customs tariff of the present Treaty of Commerce shall be converted into schillings according to the following rates :

(1) Duties up to 1 krone inclusive shall be converted into schillings as follows : no account shall be taken of sums up to 0.005 schilling inclusive and sums of more than 0.005 schilling shall be reckoned at 0.01 schilling.

(2) Duties of more than 1 krone up to 10 kronen inclusive shall be converted into schillings as follows : no account shall be taken of sums up to 0.025 schilling inclusive ; sums of more than 0.025 schilling up to 0.075 schilling inclusive shall be reckoned at 0.05 schilling and sums of more than 0.075 schilling shall be reckoned at 0.1 schilling.

(3) Duties of more than 10 kronen up to 50 kronen inclusive shall be converted into schillings as follows : no account shall be taken of sums up to 0.05 schilling and sums of more than 0.05 schilling shall be reckoned at 0.1 schilling.

(4) Duties of more than 50 kronen up to 100 kronen inclusive shall be converted into schillings as follows : no account shall be taken of sums up to 0.25 schilling ; sums of more than 0.25 schilling up to 0.75 schilling inclusive shall be reckoned at 0.5 schilling and sums of more than 0.75 schilling shall be reckoned at 1 schilling.

(5) Duties of more than 100 kronen up to 300 kronen inclusive shall be converted into schillings as follows : no account shall be taken of sums up to 0.5 schilling and sums of more than 0.5 schilling shall be reckoned at 1 schilling.

(6) Duties of more than 300 kronen up to 500 kronen inclusive shall be converted into schillings as follows : no account shall be taken of sums up to 2.5 schillings ; sums of more than 2.5 schillings up to 7.5 schillings inclusive shall be reckoned at 5 schillings and sums of more than 7.5 schillings shall be reckoned at 10 schillings.

(7) Duties of more than 500 kronen shall be converted into schillings as follows : no account shall be taken of sums up to 5 schillings and sums of more than 5 schillings shall be reckoned at 10 schillings.

Article IX.

The present Treaty, which has been done in duplicate in the German and Serb-Croat languages, shall be ratified as soon as possible. The instruments of ratification shall be exchanged at Belgrade.

The Treaty shall come into force on the date of signature and shall be valid up to June 30th, 1932. If not denounced three months before the expiry of that period, it shall remain in force and may be denounced at any time ; if denounced, it shall cease to be in force three months after the date of denunciation.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Belgrade, the 9th day of March, 1932.

For the Republic of Austria :
(L. S.) Hermann PLOENNIES, *m. p.*

For the Kingdom of Yugoslavia :
(L. S.) Albert KRAMER, *m. p.*

ANNEXE TARIFAIRE A

(AU TARIF DOUANIER DU ROYAUME DE YOUGOSLAVIE).

Numéro du tarif	Désignation des marchandises	Droit conventionnel en dinars-or
		par 100 kg.
ex 104/2	<i>Remarque</i> : Huile d'arachides, durcie, pour être ultérieurement travaillée, moyennant l'observation des conditions prescrites par le Ministre des Finances	exempt
ex 110/1 b)	Sucre candi :	
	α) En pains	30,—
	β) En morceaux	30,—
ex 116	Vins mousseux, autres que le champagne	250,—
ex 122	Diamalt (extrait de malt pour usages industriels)	32,50
ex 125/1	Eaux minérales, naturelles, non édulcorées	1,40
ex 126		
ex Note	Les eaux minérales naturelles, non édulcorées, importées en récipients usuels du commerce, suivent le régime du N° 125/1.	
ex 132	Bonbons, ordinaires, « Zuckerln »	140,—
ex 133	Bonbons fins (dits « soyeux ») ; bonbons remplis de marmelade, de chocolat, etc., fondants sans chocolat, massepain, gelées, pralines :	
	Bonbons soyeux et caramels, non remplis	140,—
	Autres articles mentionnés ci-dessus	180,—
134/3	Articles, entièrement ou partiellement préparés avec de la pâte de cacao, du chocolat, ou leurs succédanés, non dénommés ailleurs	180,—
ex 137	Graisse végétale de noix de coco	29,—
138/2	Moutarde, préparée avec du moût ou d'autres ingrédients	50,—
	<i>Note</i> : La moutarde en emballages pesant au total 2 kg. au maximum, acquitte une surtaxe de 50 % du droit de douane.	
ex 139/2	Essence pour potages, liquide	120,—
ex 140	Ovomaltine	60,—
ex 144	Christolax	120,—
ex 145	Cubes et conserves pour potages	120,—
ex 148	Gravier et sable :	
	ex 2. Moulus, en vrac ou en sacs	0,10
152/2 a)	Craie, de couleur naturelle, moulue ou nettoyée, même lavée	1,80
ex 153	Plâtre :	
	2. Calciné	1,80
	3. Moulé, même teint	1,80
ex 184/2	Bougies et pelotes-bougies	120,—
187	Savons de toutes sortes et de toutes formes, même additionnés de produits cosmétiques ou médicinaux (dits savons médicinaux)	100,—
ex 192	Cirages, noirs, ordinaires, pour chaussures ; graisses, crèmes et préparations similaires, additionnées de cire, de graisse et d'huile, pour nettoyer, polir ou entretenir les parquets, les poêles, les fours, les cuirs et les chaussures :	
	1. Cirages, noirs, ordinaires, pour chaussures :	
	a) Conditionnés pour la vente au détail	24,—
	b) Autrement conditionnés	20,—
	2. Autres :	
	a) Conditionnés pour la vente au détail	125,—
	b) Autrement conditionnés	75,—

TARIFF ANNEX A.

(TO THE CUSTOMS TARIFF OF THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA.)

Tariff number	Description of goods	Conventional duties in gold dinars
		per 100 kg.
ex 104/2	<i>Note</i> : Ground nut oil, hardened, to be subsequently worked up, in compliance with the regulations prescribed by the Minister of Finance . . .	exempt
ex 110/1(b)	Candied sugar :	
	(α) In loaves	30.—
	(β) In lumps	30.—
ex 116	Sparkling wines, other than champagne	250.—
ex 122	Diamalt (malt extract for industrial purposes)	32.50
ex 125/1	Mineral waters, natural, unsweetened	1.40
ex 126		
ex <i>Note</i>	Natural mineral waters, unsweetened, when imported in usual trade receptacles are dutiable under No. 125/1.	
ex 132	Bonbons, common, "Zuckerln"	140.—
ex 133	Fine bonbons ("silky" bonbons); bonbons filled with marmalade, chocolate and the like; fondants not filled with chocolate, marzipan, jellies, pralines :	
	"Silky" bonbons and caramels, not filled	140.—
	Other articles mentioned above	180.—
134/3	Wares wholly or partly of cocoa paste, chocolate or substitutes thereof, not specially enumerated elsewhere	180.—
ex 137	Vegetable fat from coco-nuts	29.—
138/2	Mustard prepared with must or other ingredients	50.—
	<i>Note</i> : Mustard in packages up to 2 kg. total weight must pay a surtax of 50 % of the Customs duties.	
ex 139/2	Soup flavourings, liquid	120.—
ex 140	Ovaltine	60.—
ex 144	Christolax	120.—
ex 145	Soup tablets and preserved soups	120.—
ex 148	Gravel and sand :	
	ex. 2. Ground, in bulk or in sacks	0.10
152/2(a)	Chalk, natural colour, ground or washed, even washed out	1.80
ex 153	Plaster :	
	2. Calcine	1.80
	3. Ground, even coloured	1.80
ex 184/2	Wax candles and wax tapers	120.—
187	Soap of all kinds and shape, even with addition of cosmetics and medicaments (so-called medicinal soap)	100.—
ex 192	Common blacking for footwear; fats, creams and similar preparations, mixed with wax, fats and oils, for cleaning, polishing and preserving parquetry, stoves, hearths, leather and footwear :	
	1. Ordinary blacking, for footwear :	
	(a) Packed for retail sale	24.—
	(b) Otherwise packed	20.—
	2. Others :	
	(a) Packed for retail sale	125.—
	(b) Otherwise packed	75.—

Numéro du tarif	Désignation des marchandises	Droit conventionnel en dinars-or
		par 100 kg.
ex 206	Ferrocyanure de potassium, ferrocyanure de sodium, ferricyanure de potassium, ferricyanure de sodium, permanganate de potassium . . .	5,—
ex 207 /1	Alun de chrome, cristallisé	exempt
ex 208	Peroxyde d'hydrogène	4,—
	Litharge jaune et rouge, en morceaux ou écailles, même moulue	5,—
ex 209	Chlorure de calcium	exempt
ex 212 /6	Silicate de sodium, silicate de potassium : Solide	4,—
	Liquide	2,—
ex 214 /4	Acide carbonique liquide	15,—
ex 222	Pâte de chlorure de cuivre	12,—
ex 225 /2	Albumine de sang	10,—
234 /1	Médicaments préparés ainsi que tous produits chimiques et pharmaceutiques dosés	300,—
236	Les couleurs minérales et les terres colorantes, améliorées par l'addition de pigments organiques, sont taxées aux taux conventionnels du N° 243.	
Note		
ex 240	1. Céruse, minium et massicot	30,—
	2. Couleurs de bronze	45,—
ex 241	Couleurs de chrome	25,—
243	Pigments et laques de couleur, non dénommés ailleurs, ainsi que mélanges de combinaisons de pigments avec des bases et des sels inorganiques (laques de pigments et autres)	25,—
	<i>Note 1</i> : Couleurs additionnées d'huile, de glycérine, de vernis à l'huile, de colle, d'huile minérale et d'autres matières : Couleurs d'imprimerie, noires	80,—
	Autres couleurs	120,—
	<i>Note 2</i> : Les couleurs contenant du vernis à l'alcool, à l'acétone ou à la laque, acquittent un droit de 120 dinars par 100 kg.	
	<i>Note 3</i> : Les couleurs en emballages pesant au total jusqu'à 1 kg. inclusivement acquittent en outre une surtaxe de 15 dinars par 100 kg.	
244 /2 a)	Encres ordinaires liquides	60,—
ex Note	Les encres liquides en récipients pesant au total jusqu'à 1 kg. inclusivement acquittent une surtaxe de 50 % du droit de douane.	
ex 248	Vernis à l'huile, même additionnés de siccatifs	50,—
ex 250	Vernis à la laque	80,—
252	Mastics à l'huile, à la résine, au caoutchouc et à la gutta-percha, à la colle et autres mastics non dénommés ailleurs : 1. A l'huile et à la résine	12,—
	2. Autres	35,—
ex 273	Ouate de coton : 1. Cardée ou enduite de colle, ainsi que rubans d'ouate, même enduits de colle	25,—
	<i>Note</i> : Lors du dédouanement, il ne sera pas tenu compte de l'addition de laine jusqu'à concurrence de 5 % au maximum du poids total.	
274	Filés de coton à un bout : 1. Du N° 12 anglais et au-dessous : a) Ecrus	20,—
	b) Blanchis	30,—
	c) Teints ou imprimés	35,—
	2. Au-dessus du N° 12 jusqu'au N° 29 : a) Ecrus	25,—
	b) Blanchis	35,—
	c) Teints ou imprimés	40,—

Tariff number	Description of goods	Conventional duties in gold dinars
		per 100 kg.
ex 206	Ferrocyanides and ferricyanides of potassium and sodium, permanganate of potash	5.—
ex 207/1	Chrome alum, crystallised	exempt
ex 208	Peroxide of hydrogen	4.—
	Yellow and red litharge, in lumps or scales, even ground	5.—
ex 209	Chloride of calcium	exempt
ex 212/6	Silicate of sodium, silicate of potassium : Solid	4.—
	Liquid	2.—
ex 214/4	Liquid carbonic acid	15.—
ex 222	Cuprous chloride paste	12.—
ex 225/2	Blood albumen	10.—
234/1	Made-up medicines and all chemical and pharmaceutical preparations, with index for doses	300.—
236	Mineral colours and coloured earths, improved with the addition of organic pigments, are dutiable at the conventional rates provided in No. 243.	
Note		
ex 240	1. White, yellow and red lead	30.—
	2. Bronze colours	45.—
ex 241	Chrome colours	25.—
243	Pigment and lacquer colours, not mentioned elsewhere, also mixtures of compounds of pigments with inorganic bases and salts (pigment and other lacquers)	25.—
	<i>Note 1</i> : Colours prepared with oil, glycerine, oil varnish, glue, mineral oil and other substances : Black printers' inks	80.—
	Others	120.—
	<i>Note 2</i> : Colours prepared with spirit, acetone or lacquer varnish, pay 120 dinars per 100 kg.	
	<i>Note 3</i> : Colours in packages weighing in the aggregate up to 1 kg. inclusive pay a surtax of 15 dinars per 100 kg.	
244/2(a)	Common liquid inks	60.—
ex Note	Liquid inks in receptacles weighing in the aggregate up to 1 kg. inclusive pay a surtax of 50 % of the Customs duties.	
ex 248	Oil varnishes, with addition of siccatives	50.—
ex 250	Lacquer varnishes	80.—
252	Oil, resin, rubber and gutta percha cements, cement glue, and other cements not elsewhere mentioned : 1. Oil cement and rubber cement	12.—
	2. Others	35.—
ex 273	Cotton wool : 1. Carded or dressed, also strips of cotton wool, even dressed	25.—
	<i>Note</i> : At the time of Customs clearance, no account shall be taken of an admixture of wool of not more than 5 % of the total weight.	
274	Cotton yarn, single strand : 1. No. 12 English and below : (a) Unbleached	20.—
	(b) Bleached	30.—
	(c) Dyed or printed	35.—
	2. Above No. 12 and up to No. 29 : (a) Unbleached	25.—
	(b) Bleached	35.—
	(c) Dyed or printed	40.—

Numéro du tarif	Désignation des marchandises	Droit conventionnel en dinars-or
		par 100 kg.
	3. Au-dessus du N° 29 jusqu'au N° 50 :	
	a) Ecrus	30,—
	b) Blanchis	40,—
	c) Teints ou imprimés	45,—
	4. Au-dessus du N° 50 :	
	a) Ecrus	35,—
	b) Blanchis	45,—
	c) Teints ou imprimés	50,—
275	Filés de coton à deux ou plusieurs bouts :	
	1. Du N° 12 anglais et au-dessous :	
	a) Ecrus	25,—
	b) Blanchis	35,—
	c) Teints ou imprimés	40,—
	2. Au-dessus du N° 12 jusqu'au N° 29 :	
	a) Ecrus	30,—
	b) Blanchis	40,—
	c) Teints ou imprimés	45,—
	3. Au-dessus du N° 29 jusqu'au N° 50 :	
	a) Ecrus	35,—
	b) Blanchis	45,—
	c) Teints ou imprimés	50,—
	4. Au-dessus du N° 50 :	
	a) Ecrus	40,—
	b) Blanchis	50,—
	c) Teints ou imprimés	55,—
276	Filés de coton conditionnés pour la vente au détail (fil à coudre, à tricoter, à broder), même fortement retors (<i>hard-water</i> , <i>mule-double</i>), sur bobines de bois, sur papier, en pelotes, écheveaux, etc., à un ou plusieurs bouts :	
	1. Ecrus	70,—
	2. Blanchis	90,—
	3. Teints ou imprimés	110,—
	<i>Note</i> : Les filés mercerisés acquittent une surtaxe de 50 % d'après leur numéro et leur espèce.	
279	Tulle, bobinet et tissus similaires :	
	1. Unis	400,—
	2. Bobinet avec ornements genre dentelle, pour rideaux et autres usages domestiques analogues :	
	En pièces (au mètre)	300,—
	En pièces découpées	500,—
	<i>Note</i> : Les tissus de l'espèce, terminés par des nœuds ou bordés par un ruban, acquittent une surtaxe de 25 % calculée sur le droit du tissu correspondant.	
ex 280	Articles tricotés et en filet, de coton :	
	ex 4. Non dénommés ailleurs :	
	Fichus et châles	400,—
282	Broderies sur tissu de coton, même avec applications :	
	1. En filés de soie	1.200,—
	2. En autres filés	1.000,—
283	Rubans de coton, tissés	220,—
ex 284	Lacets de chaussures, tressés	280,—
ex 304	Sangles, manches à eau	85,—

Tariff number	Description of goods	Conventional duties in gold dinars
		per 100 kg.
	3. Above No. 29 and up to No. 50 :	
	(a) Unbleached	30.—
	(b) Bleached	40.—
	(c) Dyed or printed	45.—
	4. Above No. 50 :	
	(a) Unbleached	35.—
	(b) Bleached	45.—
	(c) Dyed or printed	50.—
275	Cotton yarn of two or more strands :	
	1. No. 12 English and below :	
	(a) Unbleached	25.—
	(b) Bleached	35.—
	(c) Dyed or printed	40.—
	2. Above No. 12 and up to No. 29 :	
	(a) Unbleached	30.—
	(b) Bleached	40.—
	(c) Dyed or printed	45.—
	3. Above No. 29 and up to No. 50 :	
	(a) Unbleached	35.—
	(b) Bleached	45.—
	(c) Dyed or printed	50.—
	4. Above No. 50 :	
	(a) Unbleached	40.—
	(b) Bleached	50.—
	(c) Dyed or printed	55.—
276	Cotton yarns made up for retail sale (sewing, knitting, and embroidering yarns), even strongly twisted (hard-water, double-mule), on wooden reels, on paper, in bales, skeins, etc., of one or more strands :	
	(1) Unbleached	70.—
	(2) Bleached	90.—
	(3) Dyed or printed	110.—
	<i>Note</i> : Mercerised yarns pay a surtax of 50 % according to number and kind.	
279	Tulle, bobbinet and similar cotton tissues :	
	(1) Plain	400.—
	(2) Bobbinet with lace ornamentation, for curtains and similar household use :	
	In lengths of 1 metre	300.—
	In cut lengths	500.—
	<i>Note</i> : Such tissues, bound with knotted loops or ribbon, pay a surtax of 25 % of the duty on the tissue.	
ex 280	Cotton, knitted and spun goods :	
	ex. 4. Not specially enumerated elsewhere :	
	Kerchiefs and shawls	400.—
282	Embroideries on cotton tissue, with or without applications :	
	1. Of silk yarn	1,200.—
	2. Of other yarn	1,000.—
283	Woven cotton ribbons	220.—
ex 284	Plaited cotton shoelaces	280.—
ex 304	Girths and hose	85.—

Numéro du tarif	Désignation des marchandises	Droit conventionnel en dinars-or
		par 100 kg.
314	Filés conditionnés pour la vente au détail (sur bobines, en pelotes, écheveaux, etc.) :	
	1. Ecrus	100,—
	2. Blanchis, teints, imprimés	150,—
ex 316	Couvertures de déchets pesant plus de 700 grammes par m ²	120,—
	Couvertures grossières dites « Kotzen », de couleur grise naturelle, pesant plus de 700 grammes par m ² , même avec bordure en couleur	200,—
ex 317	Tissus de laine, à l'exception de ceux qui sont spécialement dénommés, pesant par m ² :	
	ex 3. Plus de 300 et jusqu'à 500 grammes :	
	Loden	280,—
ex 319	Articles en tricot et en filet, de laine :	
	ex 4. Fichus et châles	550,—
331	Tissus de soie et de mi-soie, épais :	
	1. De soie	1.800,—
	2. De mi-soie	800,—
ex 335	Articles en tricot ou en filet, entièrement ou partiellement en soie :	
	ex 3. Fichus et châles :	
	a) Entièrement en soie :	
	En soie artificielle	1.800,—
	En soie autre que de la soie artificielle	2.400,—
	b) Partiellement en soie :	
	En partie en soie artificielle	900,—
	En partie en soie autre que de la soie artificielle	1.200,—
337	Rubans tissés :	
	1. En soie :	
	En soie artificielle	1.800,—
	En soie naturelle	2.200,—
	2. En mi-soie :	
	a) Rubans de reps ayant jusqu'à 6 cm. de largeur pour garnitures de chapeaux	400,—
	b) Autres	900,—
ex 346	Tissus enduits ou imprégnés, non spécialement dénommés :	
	1. En pièces (au mètre)	120,—
ex 348/1 b)	Bâches et couvertures, en tissus du N ^o 346, même cousues avec des anneaux, des courroies, des cordes, des fermoirs, etc.	160,—
ex 351	Feutres pour usages techniques	150,—
354	Crin de cheval de la crinière et de la queue, même mélangé d'autres matières :	
	1. Brut	exempt
	2. Blanchi, teint, frisé ou tressé, même mélangé avec d'autres poils ou des fibres végétales	40,—
ex 356	Linge pour hommes, femmes et enfants ; confections pour femmes (à l'exception des manteaux de femmes et de fillettes) ; cravates, corsages (<i>Mieder</i>) et corsets ; casquettes de sport et de voyage :	
	1. En soie ou mi-soie	} Droit du produit tex- tile en ques- tion avec une surtaxe de 160 %.
	2. En tissu de laine	
	3. En tissu de coton	
	4. En toutes autres matières textiles végétales	

Tariff number	Description of goods	Conventional duties in gold dinars
		per 100 kg.
314	Yarn of wool made up for retail sale (on spools, in bales, skeins, etc.) :	
	1. Unbleached	100.—
	2. Bleached, dyed or printed	150.—
ex 316	Blankets made of cloth waste weighing more than 700 grammes per square metre	120.—
	Blankets of the natural grey colour ("Kotzen"), weighing over 700 grammes per square metre, even with coloured border stripes	200.—
ex 317	Other woollen tissues, not specially enumerated elsewhere, weighing per square metre :	
	ex. 3. More than 300 and up to 500 grammes :	
	Loden	280.—
ex 319	Knitted or netted woollen goods :	
	ex. 4. Kerchiefs and shawls	550.—
331	Close-woven silk or half-silk tissues :	
	1. Silk	1,800.—
	2. Half silk	800.—
ex 335	Knitted or netted articles, wholly or partly of silk :	
	ex. 3. Kerchiefs and shawls :	
	(a) Wholly of silk :	
	Of artificial silk	1,800.—
	Of silk other than artificial silk	2,400.—
	(b) Partly of silk :	
	Partly of artificial silk	900.—
	Partly of silk other than artificial silk	1,200.—
337	Woven ribbons :	
	1. Of Silk :	
	Of artificial silk	1,800.—
	Of natural silk	2,200.—
	2. Of half silk :	
	(a) Reps ribbons up to 6 cm. in width for trimming hats	400.—
	(b) Others	900.—
ex 346	Coated or saturated tissues, not elsewhere enumerated :	
	1. In the piece (to be sold by the metre)	120.—
ex 348/1(b)	Tarpaulins (<i>plachen</i>) and cover cloths of fabrics falling under No. 346, even sewn with rings, strings, cords, fastenings and the like	160.—
ex 351	Felts for technical purposes	150.—
354	Horsehair from the mane and tail, even mixed with other materials :	
	1. Raw	exempt
	2. Bleached, dyed, crisped or in plaiting, even mixed with other hair or vegetable fibres	40.—
ex 356	Men's, women's and children's body linen, readymade garments (except women's and girls' mantles) for women, neckties, corsets and bust supporters ; sports and travelling caps :	
	1. Of silk or half silk	} Duty at the rate applicable to the tissue in question, plus a surtax of 160 %.
	2. Of woollen tissue	
	3. Of cotton tissue	
	4. Of any other vegetable textile materials	

Numéro du tarif	Désignation des marchandises	Droit conventionnel en dinars-or
	Sous-vêtements, vêtements, casquettes, ainsi que les fichus et châles en tricot ou en filet à classer comme articles de confection :	par 100 kg.
	En soie ou en mi-soie	} Droit du produit textile en question (au mètre) avec une surtaxe de 150 %.
	En laine	
	Confections des Nos 392 et 394 du tarif	} Droit de la matière première en question avec une surtaxe de 100 %.
ex 356/4	Bourses pour monnaie, en tissu de coton et de lin mélangés, avec fermeture à boules montée à l'extérieur <i>Ex Note</i> : Le linge de dames et les articles légers de confection pour dames acquittent les surtaxes suivantes : 1. 20 %, s'ils sont brodés autour du col, au bas des manches ou à d'autres extrémités de la lingerie ou des vêtements, ou si, à ces endroits, sont appliquées des dentelles ou des broderies, à condition que la largeur desdites dentelles et broderies ne dépasse pas 10 cm. 2. 40 %, si la largeur de la broderie ou des dentelles dépasse 10 cm., si les broderies et les dentelles se rencontrent aussi en d'autres endroits, si elles sont cousues en d'autres endroits ou incrustées dans les confections elles-mêmes, mais ne dépassent dans aucun de ces cas 30 % de la surface formant l'endroit. Il en est de même s'il a été employé dans les confections à la fois des dentelles et des broderies, mais lors du calcul du pourcentage de la surface, on tiendra compte de toute la surface occupée par les dentelles et les broderies. Si les dentelles ou les broderies ou les deux réunies dépassent 30 % de la surface formant l'endroit, les confections seront taxées comme ouvrages en dentelles ou en broderies, selon que l'un ou l'autre de ces articles domine. En ce cas, les surtaxes susmentionnées ne sont pas applicables.	500,—
ex 360	Chapeaux d'hommes, en feutre :	par pièce
	1. Garnis	2,20
364	Chapeaux de femmes, de toute sorte, ornés	6,—
ex 366	Fleurs et couronnes artificielles entièrement ou partiellement fabriquées avec des matières textiles, même combinées avec d'autres matières :	par 100 kg.
	2. Fleurs, même réunies en bouquets, et couronnes :	
	a) Entièrement ou partiellement en soie ou mi-soie	6.000,—
	b) Entièrement ou partiellement en d'autres matières textiles	3.000,—
ex 367	Parapluies et ombrelles :	
	ex 1. Avec manches ou parties en écaille, nacre, ivoire, ambre, jais ou leurs imitations, ou en métaux ordinaires dorés ou argentés :	par pièce
	ex a) Recouverts de tissus de soie pure ou mélangée	7,—
	ex 2. Avec manches ou parties sculptés ou en matières à sculpter non dénommées :	
	ex a) Recouverts de tissus de soie pure ou mélangée	6,—
	ex 4. Autres :	
	b) Recouverts de tissus de soie pure ou mélangée	4,50

Tariff number	Description of goods	Conventional duties in gold dinars
	Clothing, underclothing, caps, kerchiefs and shawls of knitted wares and hosiery, which are classifiable as readymade goods :	per 100 kg.
	Of silk or half silk	Duty at the rate applicable to the tissue in question (per metre), plus a surtax of 150 %.
	Of wool	
	Made-up wares of the goods specified in tariff Nos. 392 and 394	Duty at the rate applicable to the raw material in question, plus a surtax of 100 %
ex 356/4	Money bags of mixed cotton and linen tissues, with external ball-closing mounting	500.—
	<i>ex Note</i> : The following surtaxes are payable on readymade underclothing and light made-up goods for women :	
	1. 20 %, if they are embroidered round the neck, at the end of the sleeves or on the other ends of the garment, or if lace or embroidery is sewn on these places, provided that the breadth of this lace or embroidery does not exceed 10 cm.	
	2. 40 %, when the width of the embroidery or lace exceeds 10 cm., or if these are found on other parts, or if the lace or embroidery is sewn on other parts or is worked in the garment itself, but not in any case covering more than 30 % of the upper part of the outer surface. A similar procedure is followed when both lace and embroidery are used in the garment, in which case, however, the whole outer surface ornamented with lace or embroidery is to be taken into consideration in computing the percentage of the surface ornamented	
	When the lace or embroidery, or both together, cover more than 30 % of the upper part of the outer surface, the garments are classified as made-up goods of lace or embroidery, according as the lace or embroidery predominates. In that case, the above-mentioned surtaxes are not applicable.	
ex 360	Men's felt hats :	each
	1. Finished	2.20
364	Women's hats of all kinds, trimmed	6.—
ex 366	Flowers and wreaths, wholly or partly made of textile materials, combined or not with other materials :	
	2. Flowers, even in bouquets, and wreaths :	per 100 kg.
	(a) Wholly or partly of silk or half silk	6,000.—
	(b) Wholly or partly of other textile materials	3,000.—
ex 367	Umbrellas and parasols :	
	ex. 1. With handles or parts of tortoise-shell, mother-of-pearl, ivory, amber, jade or their imitations, or of common gilt or silvered metals :	each
	ex (a) Covered with pure or mixed silk tissues	7.—
	ex 2. With artistically carved handles or of carving materials not elsewhere enumerated :	
	ex (a) Covered with pure or mixed silk tissues	6.—
ex 4.	Others :	
	(b) Covered with pure or mixed silk tissues	4.50

Numéro du tarif	Désignation des marchandises	Droit conventionnel en dinars-or
ex 368	Chaussures en tissu ou en feutre, avec semelles d'autres matières :	par 100 kg.
ex Notes gé- nérales à la catégorie V.	<p>ex 1. Entièrement ou partiellement en soie :</p> <p>En tissus brochés ou en satin</p>	1.200,—
	<p>ex 1. Les articles lessivés, demi-blanchis ou blanchis acquittent une surtaxe de 30 % ; s'ils sont teints ou tissés en deux couleurs, la surtaxe est de 40 % ; s'ils sont tissés en plusieurs couleurs, estampés ou imprimés, la surtaxe est de 60 %. Les articles en pièces mercerisés ou tissés en filés mercerisés acquittent une surtaxe de 60 %.</p>	
	<p><i>ex Note</i> : Les surtaxes susmentionnées sont calculées sur la base du droit applicable aux marchandises brutes des numéros comportant des droits conventionnels.</p>	
	<p>Les articles du N° 282 ne sont pas assujettis aux surtaxes susvisées.</p>	
	<p>2. Les tissus à dessins sont soumis à une surtaxe de 15 % ; les tissus brochés, à une surtaxe de 25 %. Si un tissu est à la fois à dessins et broché, seule la surtaxe la plus élevée sera appliquée.</p>	
	<p>3. Les tissus tissés à la façon de la gaze acquittent une surtaxe de 50 %.</p> <p>Les surtaxes des §§ 2 et 3 sont applicables aux marchandises bénéficiant d'un droit conventionnel et sont calculées sur la base des droits prévus pour les marchandises brutes.</p>	
	<p>ex 5. Pour les articles ci-après bénéficiant d'un droit conventionnel, c'est-à-dire les fichus pour la tête et les épaules, en tissu de coton tricoté ou à mailles, ainsi que les mouchoirs et châles en tissu tricoté ou à mailles, les casquettes, sous-vêtements et vêtements en tissu de laine tricoté ou à mailles, dans lesquels de la soie artificielle en quantité ne dépassant pas 3 % du poids total a été ajoutée par tissage ou tricotage, ladite addition restera sans influence sur la tarification.</p>	
	<p>ex 6. Les articles susmentionnés combinés avec de la soie artificielle en quantité supérieure à 3 %, mais ne dépassant pas 10 % du poids total, acquittent une surtaxe de 25 %. Les autres articles en filés contenant de la soie, bénéficiant d'un droit conventionnel, sont taxés comme suit :</p>	
	<p>a) S'ils renferment de la soie jusqu'à 10 % inclusivement du poids total de la matière textile dont ils sont composés, ils acquittent une surtaxe de 50 % ;</p>	
	<p>b) S'ils renferment de la soie en quantité supérieure à 10 % et jusqu'à 50 % inclusivement du poids total, ils sont taxés comme ouvrages de mi-soie ;</p>	
	<p>c) S'ils renferment de la soie en quantité supérieure à 50 % du poids total de la matière textile dont ils sont composés, ils suivent le régime des ouvrages en soie, sauf dispositions contraires du tarif.</p>	
	<p>ex 9. Les fichus et châles du N° 321, avec franges naturelles (composées de fils provenant de la trame et de la chaîne), non nouées, ne sont pas assujettis à la surtaxe prévue au § 9 pour la bordure ; les mêmes articles, avec franges naturelles ne comportant pas plus de deux nœuds, acquittent une surtaxe de bordure de 25 % calculée sur le droit.</p>	
376/1 ex 378	Courroies de transmission en cuir	160,—
	Articles de sellerie et de harnachement en cuir, ainsi qu'en tissus imprégnés ou enduits :	
	2. Combinés avec d'autres métaux communs ou avec du fer recouvert d'autres métaux communs ou de leurs alliages	250,—
	3. Combinés avec de l'argent, des parties plaquées d'argent, argentées ou dorées	450,—

Tariff number	Description of goods	Conventional duties in gold dinars
<p>ex 368</p> <p>ex General Notes to Category V.</p> <p>376/1 ex 378</p>	<p>Footwear of tissue or felt, with soles of other materials :</p> <p>ex 1. Wholly or partly of silk :</p> <p>Of broché tissues or satin</p> <p>ex 1. Goods which are lye-washed, half bleached, or bleached pay a surtax of 30 % ; if dyed or woven in two colours the surtax is 40 % ; if woven in more than one colour, stamped or printed, the surtax is 60 %. Piece goods, mercerised or woven with mercerised yarns, pay a surtax of 60 %.</p> <p><i>ex Note</i> : The above-mentioned surtaxes are assessed on the basis of duty chargeable on the goods in a crude state specified under the numbers entitled to a conventional rate.</p> <p>The above-mentioned surtaxes are not levied on goods falling under No. 282.</p> <p>2. Figured tissues pay a surtax of 15 % ; broché tissues pay a surtax of 25 %. Tissues both figured and broché only pay the higher surtax.</p> <p>3. Tissues woven in gauze style pay a surtax of 50 %.</p> <p>The surtaxes provided for in §§ 2 and 3 are applicable to goods entitled to a conventional rate of duty and are assessed on the basis of duty chargeable on the goods in a crude state.</p> <p>ex 5. The classification of the under-mentioned goods entitled to conventional rates will not be affected by the fact that, in the process of weaving or knitting, artificial silk has been added to an extent not exceeding 3 % of their total weight : Knitted head or shoulder fichus of cotton, also woven or knitted kerchiefs and shawls, knitted caps and underclothing and upper garments of wool.</p> <p>ex 6. Where the above-mentioned goods are combined with artificial silk to an extent exceeding 3 % but not 10 % of their total weight, they are subject to a surtax of 25 %. Other articles entitled to a conventional rate of duty, if made of yarn containing silk, are dutiable as follows :</p> <p>(a) If they contain silk up to 10 % inclusive in the total weight of the component textile material, they pay a surtax of 50 % ;</p> <p>(b) If they contain silk in a quantity of from 10 to 50 % inclusive in the total weight, they are dutiable as articles of half silk ;</p> <p>(c) If they contain silk in a quantity exceeding 50 % in the total weight of the component textile material, they are classed as articles of silk, if not otherwise determined in the tariff.</p> <p>ex 9. The fichus and shawls mentioned in No. 321, when having natural fringes (consisting of weft and warp threads), not knotted, are not subject to the surtax provided in § 9 in respect of the hem ; when the same articles have natural fringes not more than twice knotted, they are subject, in respect of the hem, to a surtax of 25 % calculated on the duty.</p> <p>Leather transmission belting</p> <p>Saddlery and harness-makers' wares of leather or of impregnated or treated (coated) tissues :</p> <p>2. Combined with ordinary metals or with iron coated with other ordinary metals or alloys thereof</p> <p>3. Combined with silver, silver-plated, silvered or gilt parts</p>	<p>per 100 kg.</p> <p>1,200.—</p> <p>160.—</p> <p>250.—</p> <p>450.—</p>

Numéro du tarif	Désignation des marchandises	Droit conventionnel en dinars-or
		par 100 kg.
379	Ouvrages de malletier, en cuir ou tissus autres que de soie, ainsi qu'en tissus imprégnés ou enduits :	
	1. Pesant plus de 1 kg. pièce :	
	a) Combinés ou non avec des matières communes ou fines	300,—
	b) Combinés avec des matières très fines	450,—
	2. Pesant jusqu'à 1 kg., inclusivement, par pièce :	
	a) Combinés ou non avec des matières communes ou fines	450,—
	b) Combinés avec des matières très fines	600,—
389	Tuyaux, courroies, bandages pour roues de voitures ou d'automobiles, même combinés avec des métaux communs ou leurs alliages	180,—
390	Chaussures, même combinées avec des matières textiles ou autres	200,—
ex 392	Feuilles et tissus :	
	ex 1. Feuilles entièrement en caoutchouc mou	150,—
	ex 2. Tissus imprégnés ou enduits de caoutchouc ou avec intercalations de caoutchouc :	
	b) Autres que des tissus entièrement ou partiellement en soie	150,—
ex 393	Articles de caoutchouc non dénommés ailleurs :	
	ex 1. Combinés ou non avec des matières communes ou fines :	
	c) Autres :	
	Pneumatiques (chambres à air et enveloppes)	180,—
	Autres articles	200,—
	2. Combinés avec des matières très fines	400,—
ex 394	Tissus élastiques ; articles en tricot, passementerie et ouvrages en passementerie, s'il a été employé des filés :	
	ex 2. En autres matières textiles, à l'exclusion des articles entièrement ou partiellement en soie :	
	b) Autres que les élastiques pour chaussures	150,—
ex 395	Plaques pour joints (plaques dites Jt.)	100,—
ex 411	Articles entièrement ou partiellement composés d'ivoire, d'écaille, de nacre ou de leurs imitations, même combinés avec d'autres matières :	
	1. Combinés ou non avec des matières communes ou fines :	
	Boutons de nacre destinés à être cousus, mais non combinés avec d'autres matières	500,—
	Autres articles	700,—
ex 415/2	Articles en matières animales à tailler, non dénommés ailleurs :	
	a) Combinés ou non avec des matières communes	360,—
	b) Combinés avec des matières fines	360,—
	c) Combinés avec des matières très fines	550,—
ex 418/1a)β	Fume-cigare et fume-cigarette en résine artificielle (préparations au phénol)	350,—
ex 419	Boutons en corozo	170,—
ex 423/1	Farine de bois, brute	3,—
ex 431	Moulures, profilées ou non, recouvertes ou non de composition, même combinées avec des matières communes ou fines :	
	2. Mordancées, teintes, laquées, polies, vernies	110,—
	3. Avec incrustations, avec dessins estampés, au feu, fraisés ou sculptés	130,—
	4. Avec travail artistique, peintes, enduites de couleur de bronze	130,—
ex 432	Meubles et ouvrages de menuiserie pour décoration intérieure :	
	ex 2. b) α) Meubles recouverts de cuir	200,—
	ex 3. Autres :	
	d) Avec travail artistique, peints, enduits de couleur de bronze	200,—
ex 433/2	Manches d'outils, fûts de rabots et cadres de scies :	
	a) Bruts	70,—
	b) Lissés :	
	Fûts de rabots	70,—
	Vernis ou polis :	
	Fûts de rabots	80,—

Tariff number	Description of goods	Conventional duties in gold dinars
		per 100 kg.
379	Trunk-makers' wares, of leather or of tissues (except silk), also of impregnated or treated (coated) tissues :	
	1. Weighing more than 1 kg. each :	
	(a) Combined or not with ordinary or fine materials	300.—
	(b) Combined with very fine materials	450.—
	2. Weighing up to 1 kg. each :	
	(a) Combined or not with ordinary or fine materials	450.—
	(b) Combined with very fine materials	600.—
389	Tubes, belts, carriage and motor tyres, even combined with ordinary metals or alloys thereof	180.—
390	Footwear, even combined with textile or other materials	200.—
ex 392	Sheets and tissues :	
	ex 1. Sheets entirely of soft rubber	150.—
	ex 2. Tissues impregnated or coated with rubber or with ordinary alloys of rubber :	
	(b) Other than tissues entirely or partially of silk	150.—
ex 393	Rubber wares not enumerated elsewhere :	
	ex 1. Combined or not with ordinary or fine materials :	
	(c) Other :	
	Rubber tyres (tubes and covers)	180.—
	Other goods	200.—
	2. Combined with very fine materials	400.—
ex 394	Elastic tissues ; knitted goods and passementerie (trimmings) and wares of passementerie if the yarns used therefor are of :	
	ex 2. Other textile materials, with the exception of articles wholly or partly of silk :	
	(b) Other than shoe elastic	150.—
ex 395	Packing sheets (so-called Jt. sheets)	100.—
ex 411	Wares wholly or partly of ivory, tortoise-shell, mother-of-pearl, or imitations thereof, even combined with other materials :	
	1. Combined or not with ordinary or fine materials :	
	Mother-of-pearl buttons for sewing on, but not combined with other materials	500.—
	Other articles	700.—
ex 415/2	Wares of animal carved materials, not specially enumerated elsewhere :	
	(a) Combined or not with ordinary materials	360.—
	(b) Combined with fine materials	360.—
	(c) Combined with very fine materials	550.—
ex 418/1(a)β	Cigar- or cigarette-holders of artificial resin (phenol preparations)	350.—
ex 419	Corozo buttons	170.—
ex 423/1	Wood flour (rough)	3.—
ex 431	Mouldings, profile or not, covered or not with paste, even combined with ordinary or fine materials :	
	2. Stained, coloured, lacquered, polished, varnished	110.—
	3. With incrustations, with designs produced by stamping, burning, stencilling or carving	130.—
	4. With artistic work, painted, bronze coloured	130.—
ex 432	Furniture and joiner's work, for internal decoration :	
	ex 2. (b) (α) Furniture covered with leather	200.—
	ex 3. Other :	
	(d) With artistic work, painted, bronze coloured	200.—
ex 433/2	Handles for tools, plane stocks, saw frames :	
	(a) Rough	70.—
	(b) Smooth :	
	Plane stocks	70.—
	Varnished or polished :	
	Plane stocks	80.—

Numéro du tarif	Désignation des marchandises	Droit conventionnel en dinars-or
		par 100 kg.
ex 434	Ustensiles pour le dessin et la peinture	230,—
	Tuyaux de pipe, fourneaux de pipe, fume-cigare et fume-cigarette :	
	Combinés ou non avec des matières communes	150,—
	Combinés avec des matières fines	200,—
ex 435	Articles en bois, non dénommés ailleurs :	
	ex 1. a) Bruts, combinés ou non avec des matières communes :	
	Ustensiles de ménage et de cuisine	40,—
	ex 2. Lessivés, teints, laqués, polis, vernis :	
	a) Combinés ou non avec des matières communes :	
	Echelles sur roues avec mécanisme de levage	60,—
ex 439	Liège :	
	ex 2. Briques et carreaux de liège ou de déchets de liège agglutinés au moyen d'autres matières	10,—
444	Papier d'emballage pesant plus de 30 gr. par mètre carré	15,—
ex 445	Papier d'imprimerie et à écrire :	
	ex 1. Papier d'imprimerie :	
	b) Autre	17,—
	3. Papier à écrire	28,—
453	Papier à polir, papier recouvert de sable, de verre, d'émeri ou de matières similaires	10,—
ex 455	Formules réglées, même avec texte imprimé, articles imprimés sous forme de placards, d'annonces, de réclames, d'articles de publicité, de modes d'emploi, etc. :	
	ex 1. Unicolores, à l'exception des articles bronzés, dorés ou argentés :	
	a) Sans images	80,—
	ex b) Avec images :	
	Journaux de mode	70,—
	ex 2. Multicolores, bronzés, argentés ou dorés :	
	a) Sans images	130,—
	ex b) Avec images :	
	Journaux de mode	70,—
	<i>Note aux Nos 455, 472 et 483 : Les réclames, affiches et brochures enga- geant à la visite des stations touristiques et balnéaires autrichiennes ou servant en général à la propagande en faveur du tourisme étranger en Au- triche, quelle que soit la place occupée par les annonces, seront admises en franchise d'après le No 455.</i>	
459	Cartes à jouer, pour amusement et similaires, même en feuilles avec les images pour lesdites cartes	250,—
ex 460	Papier photographique :	
	2. Sensible à la lumière	200,—
462	Papier à lettres, enveloppes, cartes-lettres, avec images, encadrements, monogrammes, emblèmes, arabesques, exécutés par impression, estampage ou un autre procédé, ou bien avec bordures en couleur, avec fleurs naturelles ou artificielles estampées, même combinés avec des matières communes ou fines :	
	Papier à lettres, enveloppes et cartes-lettres pour usages commerciaux	200,—
	Autres produits susmentionnés	250,—
463	Autre papier à lettres, enveloppes de papier, cartes postales et cartes- lettres, même contenus dans du papier, en enveloppes de papier ou en boîtes de carton ou de bois :	
	1. Non combinés avec d'autres matières	80,—
	2. Combinés avec des matières communes ou fines	150,—
463	<i>ex Note : Les articles des Nos 462 et 463 ne sont pas considérés comme combinés avec d'autres matières, du fait qu'ils sont liés par des rubans</i>	

Tariff number	Description of goods	Conventional duties in gold dinars
		per 100 kg.
ex 434	Drawing and painting requisites	230.—
	Pipe-stems, pipe heads, cigar- and cigarette-holders :	
	Combined or not with ordinary materials	150.—
	Combined with fine materials	200.—
ex 435	Wares of wood, not specially enumerated elsewhere :	
	ex 1. (a) Rough, combined or not with ordinary materials :	
	Household and kitchen utensils	40.—
	ex 2. Stained, coloured, lacquered, polished, varnished :	
	(a) Combined or not with ordinary materials :	
	Ladders on wheels with mechanical hoisting apparatus	60.—
ex 439	Cork :	
	ex 2. Bricks and squares of cork and cork waste bound together with other materials	10.—
444	Packing paper weighing more than 30 gr. per square metre	15.—
ex 445	Printing and writing paper :	
	ex 1. Printing paper :	
	(b) Other	17.—
	3. Writing paper	28.—
453	Polishing paper, paper covered with sand, glass, emery or similar materials	10.—
ex 455	Lined forms, even with printed text, printed articles in the form of placards, notices, advertisements, recommendations, directions etc. :	
	ex 1. In one colour, except bronzed, silvered or gilt articles :	
	(a) Without pictures	80.—
	ex (b) With pictures :	
	Fashion journals	70.—
	ex 2. In several colours, bronzed, silvered or gilt :	
	(a) Without pictures	130.—
	ex (b) With pictures :	
	Fashion journals	70.—
	<i>Note to Nos. 455, 472 and 483 : Advertisements, posters and pamphlets inviting visitors to touring and bathing resorts in Austria, or used as propaganda for foreign touring in Austria, regardless of the space filled by the advertisement, shall be exempted from duties under No. 455.</i>	
459	Playing cards for games and similar cards, also sheets with pictures for such cards.	250.—
ex 460	Photographic papers :	
	2. Sensitised	200.—
462	Notepaper, envelopes, letter-cards, postcards with pictures, borders, monogrammes, emblems, decorative lines produced by printing, stamping or other means, or with coloured edges, with pressed, natural or artificial flowers, also combined with common or fine materials :	
	Letter paper, envelopes and letter-cards for business purposes	200.—
	Other products above-mentioned.	250.—
463	Other letter paper, paper envelopes, post- and letter-cards, even packed in paper, envelopes or in cardboard or wooden boxes :	
	1. Not combined with other materials	80.—
	2. Combined with common or fine materials	150.—
463	<i>ex Note : Goods covered by Nos 462 and 463 are not to be considered as being combined with other materials even when tied with tape, string</i>	

Numéro du tarif	Désignation des marchandises	Droit conventionnel en dinars-or
	(cordonnets) ou des filés, même de soie, ni du fait que les boîtes en carton qui les contiennent portent des rubans semblables permettant de tenir ouvert le couvercle desdites boîtes.	par 100 kg.
ex 464	Sacs et articles similaires : ex 1. Non combinés avec d'autres matières : b) En papier autre que du papier d'emballage 2. Combinés avec d'autres matières telles que toile, gélatine, feuilles d'étain, papier métallique et matières analogues ex Note : Lorsque les sacs et les articles similaires sont munis de mentions, de noms de firmes, d'instructions, de réclames, etc., imprimés, sans images, ils acquittent une surtaxe de 40 %. Les sacs et articles similaires avec images acquittent les droits suivants : Unicolores Multicolores, bronzés, argentés ou dorés	70,— 80,— 120,— 150,—
466	Livres de commerce, cahiers, carnets et blocs-notes, même combinés avec des matières communes ou fines : 1. Avec feuilles de papier non réglé : Carnets de poche Autres articles 2. Avec feuilles de papier réglé, même mélangées de feuilles d'autre papier : Carnets de poche Autres articles	75,— 80,— 75,— 120,—
ex 467	Sous-main et buvards : 1. Recouverts de papier de toute sorte 2. Recouverts d'images sur papier ou en carton à images, ou recouverts de matières fines	80,— 120,—
ex 469	Articles de fantaisie et de luxe en papier, carton, pâte de bois ou papier mâché, même combinés avec des matières communes ou fines : Albums de photographies, de cartes postales, de poésies (albums d'autographes) Papier-dentelle, mis en forme	200,— 250,—
ex 470	Articles non dénommés ailleurs, en papier, carton, pâte de bois ou papier mâché : ex 1. Combinés ou non avec des matières communes ou fines : b) Tubes d'isolation (de Bergmann), même recouverts entièrement ou partiellement de métaux communs ex c) Ouvrages de malletier en fibre vulcanisée ou matières similaires ex 2. Combinés avec des matières très fines : Albums de photographies, de cartes postales, de poésies (albums d'autographes), sous-main et buvards	100,— 250,— 300,—
ex 472	Photographies	150,—
ex 478	Pavés	1,25
481	Pierres meulières avec ou sans cercles	6,—
ex 483	Pierres artificielles à polir ou à aiguiser, même combinées avec du bois, du fer ou d'autres métaux communs : 1. En émeri, corindon, carborundum	50,—
ex 489/1 a)	Plaques en héraclite, plaques et briques creuses Kabé, ainsi que plaques pour construction et briques creuses de composition analogue	2,—
ex 491	Compositions isolatrices de la chaleur, formées d'un mélange d'asbeste, de poils, de terre à infusoires, de copeaux de bois, etc., et articles de ces compositions : 2. Articles tels que plaques, baguettes, cubes, pierres, briques, tuyaux, parties de tuyaux, etc.	4,—

Tariff number	Description of goods	Conventional duties in gold dinars
		per 100 kg.
ex 464	<p>or yarn, even of silk, also when the boxes containing them are provided with tapes of such materials for the purpose of attaching the lids of the boxes.</p> <p>Bags and similar articles :</p> <p>ex 1. Not combined with other materials :</p> <p>(b) Of paper other than packing paper</p> <p>2. Combined with other materials such as cloth, gelatine, tinfoil, metallic paper and similar materials</p> <p><i>ex Note</i> : Bags and similar articles bearing inscriptions, firms' names, directions, advertisements and the like, printed without pictures, pay a surtax of 40 %. Bags and similar articles with pictures pay the following duties :</p> <p>Of one colour</p> <p>With several colours, bronzed, silvered or gilt</p>	<p>70.—</p> <p>80.—</p> <p>120.—</p> <p>150.—</p>
466	<p>Business books, copy-books, notebooks and pads, even combined with common or fine materials :</p> <p>1. With unlined pages :</p> <p>Pocket notebooks</p> <p>Other articles</p> <p>2. With lined pages interleaved with other paper :</p> <p>Pocket notebooks</p> <p>Other articles</p>	<p>75.—</p> <p>80.—</p> <p>75.—</p> <p>120.—</p>
ex 467	<p>Writing pads and blotting books :</p> <p>1. Covered with paper of any kind</p> <p>2. Covered with pictures on paper or made from cardboard with pictures or covered with fine materials</p>	<p>80.—</p> <p>120.—</p>
ex 469	<p>Fancy and luxury articles of paper, cardboard, wood pulp or papier mâché, even combined with common or fine materials :</p> <p>Photograph, postcard and poetry albums (autograph albums)</p>	<p>200.—</p>
ex 470	<p>Lace-paper, shaped</p> <p>Articles not specially enumerated elsewhere, of paper, cardboard, wood pulp or papier mâché :</p> <p>ex 1. Combined or not with common or fine materials :</p> <p>(b) Insulating tubes (Bergmann), even covered wholly or partly with common metals</p> <p>ex (c) Trunkmakers' works of vulcanised fibre and similar materials</p> <p>ex 2. Combined with very fine materials :</p> <p>Photograph, postcard and poetry albums (autograph albums), writing pads and blotting books</p>	<p>250.—</p> <p>100.—</p> <p>250.—</p> <p>300.—</p>
ex 472	Photographs	150.—
ex 478	Paving stones	1.25
481	Millstones, with or without hoops	6.—
ex 483	Artificial grinding and whetstones, even combined with wood, iron or other common metals : <p>1. Of emery, corundum, carborundum</p>	<p>50.—</p>
ex 489/1(a)	Heraclite slabs, Kabé plates and bricks, also slabs for building purposes and hollow bricks of similar composition	2.—
ex 491	<p>Insulating products of mixtures of asbestos hair, infusorial earth, wood shavings, etc., and articles composed thereof :</p> <p>2. Articles such as slabs, rods, cubes, bricks, tiles, pipes, pipe parts, etc.</p>	<p>4.—</p>

Numéro du tarif	Désignation des marchandises	Droit conventionnel en dinars-or
		par 100 kg.
ex 493	Articles en ambre artificiel et en imitation d'ambre, de jais ou d'écume de mer : 1. Combinés ou non avec des matières communes ou fines	600,— 800,—
	2. Combinés avec des matières très fines	
	3. Combinés avec des métaux précieux : a) Avec de l'or	2.000,—
	b) Avec de l'argent	1.000,—
ex 503	Articles de fantaisie et de luxe : 2. En majolique ou en faïence : a) Blancs ou unicolores	90,—
	b) Multicolores, avec dessins, ornés d'images, dorés, argentés, bron- zés, recouverts de glaçure	120,—
	Pipes en terre, même avec garniture argentée	100,—
ex 504	Articles non dénommés ailleurs : ex 2. En d'autres matières céramiques : ex a) Treillis à carreaux, système Stauss (treillis métallique, recou- vert de terre cuite)	15,—
ex 505/3	Pipes en terre, avec garniture argentée	100,—
ex 519	Peintures sur verre et mosaïque de verre	100,—
ex 524/1	Réflecteurs à miroir pour lampes murales :	90,—
ex 536	4. Fer profilé. <i>Note</i> : Les lattes en acier pour batteuses mécaniques suivent le régime du N° 4 b).	
ex 537	Tôles : 2. Recouvertes : a) De zinc	15,—
	b) D'étain (fer-blanc) ou de plomb	15,—
	ex 3. Imprimées, laquées	18,—
	ex 4. a) Courbées, d'une épaisseur de moins de 1 millimètre, découpées ou dressées	14,—
ex 538	Fils laminés ou étirés : 1. Non ouvrés : a) De plus de 2 mm. d'épaisseur	12,50
	b) De 1 à 2 mm. d'épaisseur inclusivement	13,50
	c) De moins de 1 jusqu'à 0,5 mm. d'épaisseur	14,50
	De moins de 0,5 mm. d'épaisseur	15,50
	ex 2. Zingués : a) De plus de 2 mm. d'épaisseur	18,—
	b) De 1 à 2 mm. d'épaisseur inclusivement	20,—
	c) De moins de 1 mm. d'épaisseur	22,—
	<i>Notes</i> : 1. Le fil de fer étiré, recuit de manière à le rendre plus mou et ayant conservé sa couleur originale ou l'ayant perdue par suite de l'oxydation, n'est pas considéré comme ouvré. 2. Le fil de fer qui, lors de sa fabrication, a été étiré à travers une solution de sulfate de cuivre et a acquis de ce fait un faible reflet cuivré, n'est pas considéré comme fil recouvert de cuivre au sens des Notes générales pour les métaux communs. Cette explication est également applicable aux articles en fil de fer.	
ex 543	Essieux, autres que ceux de chemin de fer, et parties d'essieux : ex 2. Ouvrés : a) Ordinaires	30,—

Tariff number	Description of goods	Conventional duties in gold dinars
		per 100 kg.
ex 493	Articles of artificial amber and of imitations of amber, jet and meerschäum : 1. Combined or not with common or fine materials 2. Combined with very fine materials 3. Combined with precious metals : (a) With gold (b) With silver	600.— 800.— 2,000.— 1,000.—
ex 503	Fancy and luxury articles : 2. Of majolica or faience : (a) White or of one colour (b) Of several colours, with designs, with pictorial ornamentation, gilt, silvered, bronzed or enamel coated Clay pipes, even with silver fittings	90.— 120.— 100.—
ex 504	Articles not specially enumerated elsewhere : ex 2. Of other ceramic materials : ex (a) Tile-like netting of the Stauss system (wire-netting covered with baked clay)	15.—
ex 505/3	Clay pipes, with silvered fittings	100.—
ex 519	Glass paintings and glass mosaic	100.—
ex 524/1	Reflecting mirrors for wall lamps	90.—
ex 536	4. Shaped iron. <i>Note</i> : Steel slats for thrashing machines are dutiable under 4 (b).	
ex 537	Sheets : 2. Coated : (a) With zinc (b) With tin (tinplate) or lead ex 3. Printed, lacquered ex 4. (a) Round, of less than 1 mm. in thickness, pickled or dressed	15.— 15.— 18.— 14.—
ex 538	Wire, rolled or drawn : 1. Unworked : (a) More than 2 mm. in thickness (b) Of 1 to 2 mm. inclusive in thickness (c) Less than 1 and down to 0.5 mm in thickness Less than 0.5 mm. in thickness ex 2. Zinked : (a) More than 2 mm. in thickness (b) From 1 to 2 mm. inclusive in thickness (c) Less than 1 mm. in thickness	12.50 13.50 14.50 15.50 18.— 20.— 22.—
	<i>Note</i> : 1. Drawn wire, annealed so as to make it more pliant and having retained its original colour through this process or having lost it as a consequence of oxidation, is not regarded as worked. 2. Wire which, in process of manufacture, has been drawn through a copper sulphate solution and has thereby acquired a somewhat coppery reflection, is not regarded as copper-coated wire within the meaning of the General Notes regarding common metal. This likewise applies to articles made of wire.	
ex 543	Axles, except those for railways, and parts of axles : ex 2. Worked : (a) Common	30.—

Numéro du tarif	Désignation des marchandises	Droit conventionnel en dinars-or
		par 100 kg.
ex 544	ex 1. Marteaux, même combinés avec du bois :	
	a) Pesant 1 kg. et plus	28,—
	b) Pesant jusqu'à 1 kg.	40,—
	2. Enclumes	25,—
	Etau	19,—
546	Bêches, pelles, houes, pioches, pics, râteliers et fourches, même combinés avec du bois :	
	1. Non ouvrés :	
	a) Râteliers et fourches	35,—
	b) Autres	30,—
	2. Ouvrés :	
	a) Râteliers et fourches	45,—
	b) Autres	37,—
ex 548	Forets (pleins ou creux)	30,—
	Limes et râpes, taillées ou non, même combinées avec du bois	50,—
ex 550	Lames de machines et autres, couteaux pour les métiers, l'agriculture et l'industrie, même combinés avec du bois	50,—
552/2	Parties de charrues :	
	a) Pesant 5 kg., et plus, par pièce	20,—
	b) Pesant jusqu'à 5 kg., par pièce	25,—
554	Vis et écrous de toute sorte, rivets et supports d'isolateurs, ayant en épaisseur de tige ou en diamètre intérieur :	
	1. Plus de 14 mm.	30,—
	2. Plus de 7 jusqu'à 14 mm. inclusivement	40,—
	3. 7 mm. ou moins	70,—
	Crampons genre vis pour rails, de toute sorte, crampons à glace pour fers à cheval	30,—
ex 555	Clous et chevilles, étirés, estampés ou forgés :	
	ex 1. Non ouvrés, non combinés avec d'autres matières :	
	Chevilles en fil métallique	23,—
	Clous forgés pour rails, punaises	30,—
	ex 2. Ouvrés :	
	Chevilles, bleuies	23,—
	Punaises	50,—
	<i>Note</i> : Acquittent également les droits conventionnels les chevilles en fil métallique ayant plus de 5 mm. d'épaisseur.	
556	Ferrures de fenêtres, de portes, de caisses, de meubles et de voitures, même combinées avec d'autres métaux communs ou du bois :	
	1. Non ouvrées	45,—
	2. Ouvrées	55,—
ex 559	Articles en fil métallique, non dénommés ailleurs :	
	ex 1. Ayant 1 mm. ou plus d'épaisseur :	
	ex a) Non ouvrés :	
	Cordes en fil métallique	27,—
	ex b) Ouvrés :	
	α) Cordes en fil métallique	37,—
	β) Treillis métalliques pour clôtures de jardins, à mailles hexagonales, zingués en pièces	55,—
	2. Ayant moins de 1 mm. d'épaisseur :	
	a) Non ouvrés :	
	α) Cordes en fil métallique	35,—
	β) Autres	60,—
	b) Ouvrés :	
	α) Cordes en fil métallique	50,—
	β) Autres	90,—

Tariff number	Description of goods	Conventional duties in gold dinars
		per 100 kg.
ex 544	ex 1. Hammers, combined or not with wood :	
	(a) Weighing 1 kg. and over	28.—
	(b) Weighing up to 1 kg.	40.—
	2. Anvils	25.—
	Vices	19.—
546	Spades, shovels, hoes, picks and pick-axes, rakes and pitch-forks, combined or not with wood :	
	1. Rough :	
	(a) Rakes and pitch-forks	35.—
	(b) Other than rakes and pitch-forks	30.—
	2. Worked :	
	(a) Rakes and pitch-forks	45.—
	(b) Other than rakes and pitch-forks	37.—
ex 548	Stone borers (solid and hollow borers)	30.—
	Files and rasps, cut or not, even combined with wood	50.—
ex 550	Machine knives and other knives for use in trades, agriculture and industry, even combined with wood	50.—
552/2	Parts of ploughs :	
	(a) Weighing 5 kg. and over, each	20.—
	(b) Weighing up to 5 kg., each	25.—
554	Screws and nuts, of any kind, rivets and insulator brackets, with a rod thickness or with an internal diameter :	
	1. Of more than 14 mm.	30.—
	2. Of more than 7 and up to 14 mm. inclusive	40.—
	3. Of 7 mm. or less	70.—
	Screw-shaped rail-spikes, of any kind, horse-shoe calkers	30.—
ex 555	Nails and tacks, drawn, pressed or forged :	
	ex 1. Unworked, not combined with other materials :	
	Wire tacks	23.—
	Forged nails for rails, drawing-pins	30.—
	ex 2. Worked :	
	Tacks, blued	23.—
	Drawing-pins	50.—
	<i>Note</i> : Wire tacks, more than 5 mm. in thickness, are also dutiable under the conventional tariff.	
556	Window, door, trunk, furniture and carriage fittings, combined or not with other common metals or with wood :	
	1. Unworked	45.—
	2. Worked	55.—
ex 559	Wire manufactures not elsewhere enumerated :	
	ex. 1. Of 1 mm. or more in thickness :	
	ex (a) Unworked :	
	Wire ropes	27.—
	ex (b) Worked :	
	(α) Wire ropes	37.—
	(β) Metal trellis for garden fences, with hexagonal meshes, zinked in the piece	55.—
	2. Under 1 mm. in thickness :	
	(a) Unworked :	
	(α) Wire ropes	35.—
	(β) Other	60.—
	(b) Worked :	
	(α) Wire ropes	50.—
	(β) Other	90.—

Numéro du tarif	Désignation des marchandises	Droit conventionnel en dinars-or
	<p><i>Note</i> : Les articles en fil métallique étiré et brillant suivent le régime des articles en fil métallique non ouvré.</p> <p>Les cordes en fil métallique, qu'on a enduites provisoirement de goudron ou bien recouvertes ou imprégnées de mélanges gras dans le but de les protéger pendant le transport, ne sont pas considérées comme ouvrées.</p>	par 100 kg.
ex 562	<p>Vaisselle et articles en tôle, non dénommés ailleurs :</p> <p>ex 2. En fer-blanc ou tôle noire, entièrement ou partiellement recouverts de plomb, de zinc ou d'étain, même combinés avec des matières fines :</p> <p>Bidons pour le transport du lait, en tôle noire, étamés</p> <p>Appareils pour cuire les fourrages à la vapeur</p> <p>ex 3. Colorés, vernis, laqués, oxydés, avec dessins estampés, imprimés, émaillés, même combinés avec des matières fines :</p> <p>Plombs en tôle d'acier, appareils d'éclairage et leurs parties, réchauds et poêles à pétrole, ainsi que leurs parties</p> <p>ex 5. Entièrement ou partiellement recouverts de nickel, de cuivre, d'aluminium ou de leurs alliages, même combinés avec des matières fines :</p> <p>Appareils d'éclairage et leurs parties, poêles et réchauds à pétrole et leurs parties, recouverts de cuivre ou de laiton</p> <p><i>Note</i> : Les parties isolées, telles que boutons et similaires, nickelées ou autrement travaillées, restent sans influence sur la tarification.</p>	<p>45,—</p> <p>30,—</p> <p>80,—</p> <p>130,—</p>
566	<p>Serrures, cadenas et clefs :</p> <p>1. Serrures, cadenas, même avec clefs :</p> <p>a) Non combinés avec d'autres métaux communs</p> <p>b) Combinés avec des métaux communs</p> <p>2. Clefs</p> <p><i>Note</i> : Les clefs importées avec les serrures auxquelles elles appartiennent et en nombre ne dépassant pas trois, sont taxées comme serrures. Les clefs peuvent être fabriquées en autres métaux communs ou en leurs alliages.</p>	<p>52,—</p> <p>90,—</p> <p>60,—</p>
ex 569	<p>Coffres-forts et cassettes, même combinés avec des matières communes ou fines :</p> <p>ex 3. Pesant par pièce plus de 100 kg. :</p> <p>b) Ouvrés</p> <p><i>Note</i> : Les garnitures nickelées (entrées de clefs, boutons, poignées) restent sans influence sur la tarification.</p>	<p>52,—</p>
ex 572	<p>Couteaux, canifs et rasoirs :</p> <p>ex 1. Couteaux grossiers avec manches en bois tendre, sans ressort</p> <p>ex 2. Couteaux de table avec manches en packfong ou alpaca, même ornés</p> <p>ex 3. Couteaux de table avec manches argentés</p>	<p>50,—</p> <p>250,—</p> <p>500,—</p>
ex 584	<p>Articles en fer forgé, non dénommés ailleurs, même combinés avec du bois ou de la fonte :</p> <p>ex 1. Non ouvrés :</p> <p>c) Pesant par pièce plus de 5 et jusqu'à 25 kg. inclusivement</p> <p>ex 2. Ouvrés :</p> <p>d) Pesant par pièce jusqu'à 5 kg. inclusivement</p>	<p>35,—</p> <p>70,—</p>
ex 585/2	Etuis à cigares et à cigarettes, ainsi que boîtes à tabac, nickelés	160,—
ex 586	Armatures en fer.	

Tariff number	Description of goods	Conventional duties in gold dinars
	<p><i>Note</i> : Manufactures made from bright drawn wire are dutiable as unworked wire manufactures.</p> <p>Wire ropes, with a non-permanent coating of tar or covered or impregnated with fatty mixtures for the purpose of protecting them during transportation, are not regarded as worked.</p>	per 100 kg.
ex 562	<p>Tableware and articles of sheet-iron not specially enumerated elsewhere : ex 2. Of tinplate or black sheet-iron, wholly or partly coated with lead, zinc or tin, combined or not with fine materials :</p> <p>Milk cans, of black sheet-iron, tinned 45.— Steam fodder-stewing apparatus 30.—</p> <p>ex 3. Coloured, varnished, lacquered, oxidised, with pressed, printed or enamelled designs, combined or not with fine materials : Closing seals of sheet steel, lighting apparatus and parts thereof, petroleum cookers and stoves, also parts thereof 80.—</p> <p>ex 5. Wholly or partly coated with nickel, copper or aluminium or their alloys, combined or not with fine materials :</p> <p>Lighting apparatus and parts thereof, petroleum cookers and stoves, also parts thereof, coated with copper or brass 130.—</p> <p><i>Note</i> : The tariff classification will not be affected by the fact that separate parts, such as knobs and the like, are nickelled or otherwise worked.</p>	
566	<p>Locks, padlocks, and keys :</p> <p>1. Locks, padlocks, even with keys : (a) Not combined with other base metals 52.— (b) Combined with base metals 90.—</p> <p>2. Keys 60.—</p> <p><i>Note</i> : Keys when not exceeding three in number and imported together with the locks to which they belong are dutiable as the locks. The keys may be made of other base metals or alloys thereof.</p>	
ex 569	<p>Safes and strong-boxes, even if combined with common or fine materials :</p> <p>ex 3. Weighing each more than 100 kg. : (b) Worked 52.—</p> <p><i>Note</i> : Nickelled fittings (key rings, knobs and handles) do not affect the classification.</p>	
ex 572	<p>Knives, pocket-knives and razors :</p> <p>ex 1. Coarse knives with handles of soft wood, without spring 50.— ex 2. Table-knives with handles of packfong or alpaca, even ornamented 250.—</p> <p>ex 3. Table-knives with silvered handles 500.—</p>	
ex 584	<p>Articles of wrought iron not specially enumerated elsewhere, combined or not with wood or cast-iron :</p> <p>ex 1. Unworked : (c) Weighing each more than 5 and up to 25 kg. inclusive 35.—</p> <p>ex 2. Worked : (d) Weighing each up to 5 kg. inclusive 70.—</p>	
ex 585/2 ex 586	<p>Cigar, cigarette and tobacco cases, nickelled 160.— Fittings of iron.</p>	

Numéro du tarif	Désignation des marchandises	Droit conventionnel en dinars-or
	<i>Note</i> : Les bourrages en caoutchouc, cuir ou fibre restent sans influence sur la tarification.	par 100 kg.
603	Caractères, matrices, filets, cadres, vignettes, clichés et autres accessoires d'imprimerie, même combinés avec des matières communes	50,—
ex 604	Articles en plomb non dénommés ailleurs :	
	ex 2. Ouvrés :	
	a) Combinés ou non avec des matières communes	50,—
ex 623	Articles en nickel non dénommés ailleurs :	
	ex 2. Ouvrés :	
	a) Combinés ou non avec des matières communes	330,—
	<i>Note</i> : Suivent également le régime du présent numéro les articles en alliage de chrome ou recouverts de chrome.	
626	Feuilles et fils de cuivre :	
	1. Non ouvrés :	
	a) Ayant 0,5 mm. ou moins d'épaisseur	32,—
	b) Ayant plus de 0,5 mm. d'épaisseur	27,—
	2. Ouvrés :	
	a) Ayant 0,5 mm. ou moins d'épaisseur	42,—
	b) Ayant plus de 0,5 mm. d'épaisseur	37,—
	<i>Note</i> : Les feuilles coupées à angle droit ainsi que celles laminées à froid sont considérées comme non ouvrées.	
629	Cylindres, tuyaux et parties de tuyaux en cuivre :	
	1. Non ouvrés	42,—
	2. Ouvrés	55,—
ex 630	Filés, avec âme :	
	2. En matières textiles autres que la soie	200,—
ex 631	Articles en filés sans autre matière textile, avec âme :	
	2. En matières textiles autres que la soie	300,—
632	Tissus et fonds de tamis en fil de cuivre :	
	1. Ayant en chaîne et en trame moins de 20 fils par centimètre carré .	100,—
	2. Autres	200,—
	<i>Note</i> : Les tissus métalliques pour la fabrication du papier, s'ils proviennent directement de fabriques de papier, seront taxés à un taux inférieur de 30 %.	
635	Pulvérisateurs et soufflets pour la vigne, même combinés avec des matières ordinaires ou fines	100,—
ex 637	Articles coulés en cuivre, même combinés avec du bois ou du fer :	
	ex 3. En pièces pesant 5 kg. ou moins :	
	ex b) Ouvrés :	
	Armatures	250,—
	<i>Note</i> : Lors de la tarification d'armatures, il n'est pas tenu compte des bourrages en caoutchouc, cuir ou fibre.	
ex 638	Articles de cuivre, non dénommés ailleurs :	
	ex 2. Ouvrés :	
	a) Combinés ou non avec des matières communes :	
	Garnitures ; vis ; meubles ; appareils d'éclairage et leurs parties ; poêles et réchauds à pétrole, ainsi que réchauds à alcool, et leurs parties	250,—
	<i>Note</i> : Suivent le régime du cuivre, les alliages de cuivre avec des métaux communs, à l'exception des alliages de nickel ressemblant au nickel.	

Tariff number	Description of goods	Conventional duties in gold dinars
	<i>Note</i> : Packings of rubber, leather or fibre do not affect the tariff classification.	per 100 kg.
603	Printers' type, matrices, rules, frames, vignettes, blocks and other printers' accessories, even combined with common materials	50.—
ex 604	Lead articles not enumerated elsewhere : ex 2. Worked :	
	(a) Combined or not with common materials	50.—
ex 623	Nickel articles not enumerated elsewhere : ex 2. Worked :	
	(a) Combined or not with common materials	330.—
	<i>Note</i> : Articles with chrome alloy or coating are also dutiable under this number.	
626	Copper sheets and wire : 1. Unworked :	
	(a) Of 0.5 mm. or less in thickness	32.—
	(b) More than 0.5 mm. in thickness	27.—
	2. Worked :	
	(a) Of 0.5 mm. or less in thickness	42.—
	(b) More than 0.5 mm. in thickness	37.—
	<i>Note</i> : Sheets cut to right angle, and cold-rolled, are regarded as unworked.	
629	Copper cylinders, pipes and parts of pipes : 1. Unworked	42.—
	2. Worked	55.—
ex 630	Spun round a core :	
	2. With textile materials, except silk	200.—
ex 631	Goods spun without other textile materials, with a core :	
	2. With textile materials, except silk	300.—
632	Tissues and bottoms for sieves of copper wire : 1. Having in warp and weft less than 20 threads per square cm.	100.—
	2. Other.	200.—
	<i>Note</i> : Metal gauze for paper manufacture, delivered direct from paper mills, is to enjoy a reduction of 30 % of the duty.	
635	Vine sprayers and dusters, even combined with common or fine materials	100.—
ex 637	Copper castings, even combined with wood or iron : ex. 3. Weighing each 5 kg. or less : ex (b) Worked :	
	Fittings	250.—
	<i>Note</i> : In calculating the duty on fittings, no regard is paid to packings of rubber, leather or fibre.	
ex 638	Articles of copper, not enumerated elsewhere : ex 2. Worked :	
	(a) Combined or not with common materials : Fittings ; screws ; furniture ; lighting apparatus and parts thereof ; petroleum cookers and stoves, also spirit lamps and parts thereof	250.—
	<i>Note</i> : Alloys of copper with common metals, except alloys of nickel similar to nickel, are dutiable as copper.	

Numéro du tarif	Désignation des marchandises	Droit conventionnel en dinars-or
		par 100 kg.
Ex para- graphe 1 des Notes géné- rales pour les métaux communs. ex 642	Les articles qu'on a simplement graissés pour les protéger pendant le trans- port ne sont pas considérés comme ouvrés.	
643	Filés dorés ou argentés (faux), avec âme : 2. En matières textiles autres que la soie	200,—
	Articles en filés dorés ou argentés, sans autres matières textiles, avec âme : 1. En soie 2. En autres matières textiles	1.200,— 800,—
	<i>ex Note</i> : Les épaulettes, les écharpes, les ceinturons et accessoires similaires pour uniformes, même combinés avec des matières textiles ou autres, qu'ils soient cousus ou non, suivent le régime du N° 643, avec une surtaxe de 50 %.	
ex 644	Ustensiles de table pour disposer les aliments et les boissons, anneaux de serviette, fourchettes, cuillers et porte-couteaux, en métaux communs ou leurs alliages, entièrement ou partiellement argentés	600,—
ex 645	Boutons de cols et de manchettes, attaches et épingles pour cols, fixe- cravate et épingles de cravates, en métaux communs ou leurs alliages, entièrement ou partiellement dorés ou argentés : 1. Combinés ou non avec des matières communes ou fines	700,—
ex 650	Moteurs à combustion	15,—
ex 651/2	Turbines hydrauliques avec roue motrice extérieure de plus de 1 m. 80 de diamètre	30,—
ex 653	Machines agricoles : 1. Batteuses : a) Pesant par pièce plus de 1.000 kg. b) Pesant par pièce 1.000 kg. ou moins ex 2. Semoirs et trieurs 4. a) Pressoirs à vin et à fruits ex 5. Manèges, hache-paille, concasseurs Couveuses et éleveuses	15,— 20,— 20,— 20,— 20,— 30,— 25,—
656	Machines à tricoter	
ex 658	Machines pour l'industrie, non dénommées, ainsi que leurs parties : ex 1. Nettoyeuses, époinçonneuses, décortiqueuses à grains	15,—
ex 660	2. Pompes, autres	30,—
ex 661	Appareils de pesage : 2. Ponts-basculés : a) Jusqu'à 5.000 kg. de force inclusivement b) De plus de 5.000 kg. de force 3. Balances décimales autres que les ponts-basculés 4. Balances et plateaux pour balances 5. Romaines et leurs plateaux, même avec chaînes 6. Non spécialement dénommés : Jusqu'à 50 kg. de force inclusivement De 50 kg. de force et plus	35,— 28,— 45,— 90,— 70,— 150,— 75,—
ex 662	Outils à air comprimé	30,—
663	Dynamos, alternateurs et électromoteurs : 1. Pesant par pièce plus de 3.000 kg. 2. Pesant par pièce plus de 500 et jusqu'à 3.000 kg. inclusivement 3. Pesant par pièce 500 kg. ou moins	45,— 70,— 100,—

Tariff number	Description of goods	Conventional duties in gold dinars
Ex para. 1 of General Notes on common metals.	Articles which are simply greased for protection during transit are not regarded as worked.	per 100 kg.
ex 642	Gilt or silvered threads, with core :	
	2. Of textile materials, except silk	200.—
643	Articles of gilt or silvered threads, without other textile materials, with core :	
	1. Of silk	1,200.—
	2. Of other textile materials	800.—
	<i>ex Note</i> : Epaulettes, scarves, belts and similar uniform ornamentations have been combined with textile and other materials, and whether sewn or not are dutiable under No. 643, with a surtax of 50 %.	
644	Table utensils for meat and drink, napkin rings, forks, spoons and knife-rests, of common metals or their alloys, entirely or partly silvered . .	600.—
ex 645	Collar studs, cuff links, collar clips and pins, tie clips and tie pins, of common metals or alloys thereof, entirely or partly gilt or silvered :	
	1. Combined or not with common or fine materials.	700.—
ex 650	Internal combustion engines.	15.—
ex 651/2	Hydraulic turbines with external motive wheel over 1.80 m. in diameter	30.—
ex 653	Agricultural machines :	
	1. Threshing machines :	
	(a) Weighing each more than 1,000 kg.	15.—
	(b) Weighing each 1,000 kg. or less	20.—
ex 656	ex 2. Seed drills and sorters	20.—
	4. (a) Grape and fruit presses	20.—
	ex 5. Horse-gins, chaff-cutters, pressing mills	20.—
	Incubators and brooders	30.—
656	Knitting machines	25.—
ex 658	Industrial machines not enumerated elsewhere, also parts thereof :	
	ex 1. Grain cleaning and hulling machines	15.—
ex 660	2. Pumps, other	30.—
ex 661	Weighing apparatus :	
	2. Weigh-bridges :	
	(a) Up to 5,000 kg. inclusive	35.—
	(b) More than 5,000 kg.	28.—
	3. Decimal balances other than weigh-bridges	45.—
	4. Balances and scales therefor	90.—
	5. Steel-yards and their platforms, even with chains	70.—
	6. Not enumerated elsewhere, with a capacity of :	
	Up to 50 kg. inclusive	150.—
	50 kg. and over	75.—
ex 662	Pneumatic drills	30.—
663	Dynamos, alternators and electromotors :	
	1. Weighing each more than 3,000 kg.	45.—
	2. Weighing each from 500 to 3,000 kg. inclusive.	70.—
	3. Weighing each up to 500 kg. or less	100.—

Numéro du tarif	Désignation des marchandises	Droit conventionnel en dinars-or
		par 100 kg.
664 /1	Transformateurs :	
	a) Pesant par pièce jusqu'à 1.500 kg. inclusivement	70,—
	b) Pesant par pièce plus de 1.500 kg.	45,—
ex 665	Appareils électriques :	
	ex 3. Instruments de mesure et compteurs électriques	200,—
	ex 6. Appareils de T. S. F. et leurs pièces	250,—
666	Manipulateurs et tableaux pour sonneries d'appartement ; boîtes et couvercles pour lampes de poche, même avec lentille ; sockets montés pour ampoules ; interrupteurs, appareils de sûreté et articles électrotechniques non dénommés ailleurs :	
	Interrupteurs à huile pour courant à haute tension et autres appareils de distribution, démarreurs, résistances, pesant par pièce :	
	Moins de 20 kg.	200,—
	De 20 kg. à 100 kg. inclusivement	150,—
	Plus de 100 kg. jusqu'à 500 kg. inclusivement	120,—
	Plus de 500 kg.	90,—
	Autres articles de ce numéro	200,—
ex 667	Lampes électriques :	
	ex 2. Lampes à incandescence :	
	b) Autres que pour lampes de poche	400,—
ex 669	Conducteurs de courant électrique, isolés :	
	1. Câbles pour la transmission souterraine ou sous-marine du courant électrique	50,—
	ex 2. Autres :	
	b) Recouverts par tressage d'autres filés que des filés entièrement ou partiellement en soie	200,—
	d) Guipés d'autres matières	120,—
670	Wagons :	<i>ad valorem</i>
	1. A marchandises	20 %
	2. A voyageurs	20 %
	<i>Note</i> : Les fourgons à plate-forme rentrent sous le N ^o 1.	
672	Vélocipèdes	par pièce 30,—
675	Automobiles et leurs pièces de rechange :	<i>ad valorem</i>
	1. Pour le transport des marchandises	20 %
	2. Autres	20 %
679	Voitures et traîneaux pour le transport des marchandises :	par 100 kg.
	1. Non ferrés, non peints, non laqués	45,—
	2. Ferrés :	
	Non peints, non laqués	70,—
	Peints, laqués	75,—
	3. A ressorts	90,—
ex 680	Voitures et traîneaux pour voyageurs :	
	1. Non ferrés, non peints, non laqués :	
	a) Sans ressorts	75,—
	b) A ressorts	90,—
	2. Ferrés, peints ou laqués, rembourrés ou non, recouverts ou non, avec ou sans ressorts	300,—
ex 684	Appareils automatiques à peser des personnes ou des marchandises :	
	Ayant 50 kg. de force et plus	75,—
ex 686	Instruments de musique :	par pièce
	1. Pianos	125,—
	ex 4. Harmonicas :	par 100 kg.
	b) Autres que des harmonicas à bouche	90,—

Tariff number	Description of goods	Conventional duties in gold dinars
		per 100 kg.
664/1	Transformers :	
	(a) Weighing each up to 1,500 kg. inclusive	70.—
	(b) Weighing each more than 1,500 kg.	45.—
ex 665	Electric apparatus :	
	ex 3. Electric measuring instruments and meters	200.—
	ex 6. Wireless sets and parts thereof	250.—
666	Dials and indicators for electric house bells ; cases and receptacles for electric pocket lamps, with or without lenses ; sockets for electric incandescent lamps ; switches, safety apparatus and other electro-technical articles not mentioned elsewhere :	
	High-tension oil switches and other switching apparatus, starters, resistances, weighing each :	
	Less than 20 kg.	200.—
	From 20 kg. up to 100 kg. inclusive	150.—
	Over 100 kg. up to 500 kg. inclusive	120.—
	More than 500 kg.	90.—
	Other articles under this number	200.—
ex 667	Electric lamps :	
	ex 2. Incandescent lamps :	
	(b) Other than those for pocket lamps	400.—
ex 669	Insulated electric current conductors :	
	1. Cables for underground or undersea transmission of current	50.—
	ex 2. Others :	
	(b) Wound round with textile materials, except silk or part silk	200.—
	(d) Bound round with other materials	120.—
670	Wagons :	<i>ad valorem</i>
	1. Goods wagons	20 %
	2. Passenger carriages	20 %
	<i>Note</i> : Flat wagons are dutiable under No. 1.	
672	Cycles.	each 30.—
675	Automobiles and spare parts thereof :	<i>ad valorem</i>
	1. For transport of goods	20 %
	2. Others	20 %
679	Carts and sledges for carriage of goods :	per 100 kg.
	1. Without iron-work, not painted, not lacquered	45.—
	2. Iron-worked :	
	Not painted, not lacquered	70.—
	Painted, lacquered	75.—
	3. With springs	90.—
ex 680	Passenger carts and sledges :	
	1. Without iron-work, not painted, not lacquered :	
	(a) Without springs	75.—
	(b) With springs	90.—
	2. With iron-work, painted or lacquered, upholstered or not, covered or not, with or without springs	300.—
ex 684	Automatic machines for weighing persons or goods :	
	With a capacity of 50 kg. or more	75.—
ex 686	Musical instruments :	
	1. Pianos	each 125.—
	ex 4. Harmonicas :	per 100 kg.
	(b) Other than mouth harmonicas	90.—

Numéro du tarif	Désignation des marchandises	Droit conventionnel en dinars-or
ex 700	Jouets d'enfants :	par 100 kg.
	ex 1. En bois, combinés ou non avec des matières communes	120,—
	ex 2. Combinés ou non avec des matières fines :	
	Poupées	250,—
	ex 3. Combinés ou non avec des matières très fines :	
	Poupées	300,—

ANNEXE TARIFAIRE B

(AU TARIF DOUANIER AUTRICHIEN).

Numéro du tarif	Désignation des marchandises	Droit en couronnes-or
ex 31	Farine et semoule de froment	par 100 kg. Surtaxe de 3,50 au droit pour 200 kg. de froment.
ex 33	Raisins frais de table, en emballages courants du commerce, pesant jusqu'à 15 kg.	10,—
ex 35	Fruits non spécialement dénommés, frais :	
	ex a) Fruits fins de table :	
	Pommes, pêches, coings	5,—
	Abricots	5,—
	Cerises, griottes	5,—
	Pêches et brugnons	8,—
	ex b) Autres :	
	Pommes et pêches non emballées :	
	Du 1 ^{er} juillet au 15 novembre	2,—
	Du 16 novembre au 15 décembre	3,—
	Autres	5,—
	Prunes et quetsches	exemptes
ex 36	Fruits préparés :	
	a) Prunes, séchées à l'air ou au four :	
	1 ^o Non emballées ou en emballages d'un poids brut de 50 kg. ou plus	exemptes
	2 ^o En d'autres emballages	2,50
	ex b) Autres fruits séchés à l'air ou au four, etc. :	
	ex 2. Poires, séchées à l'air ou au four, non blanchies	2,50
	Pommes, séchées à l'air ou au four, non blanchies	6,—
38	Oignons et aulx	3,—
ex 39	Légumes non spécialement dénommés et autres produits végétaux à l'usage de la cuisine, frais :	
	ex a) Légumes fins de table :	
	Pois verts (même en cosses)	5,—
	Haricots verts	3,—
	Tomates	2,—
	Laitue pommée	4,—

Tariff number	Description of goods	Conventional duties in gold dinars
ex 700	Children's toys :	per 100 kg.
	ex 1. Of wood, combined or not with common materials	120.—
	ex 2. Combined or not with fine materials :	
	Dolls	250.—
	ex 3. Combined or not with very fine materials :	
	Dolls	300.—

TARIFF ANNEX B.

(TO THE AUSTRIAN CUSTOMS TARIFF.)

Tariff number	Description of goods	Duty in gold kronen
ex 31	Wheat flour and grits	per 100 kg. Surtax of 3.50 on the duty per 200 kg. of wheat
ex 33	Grapes, fresh table, in current commercial packing, up to 15 kg. . . .	10.—
ex 35	Fruits not specially enumerated, fresh :	
	ex (a) Fine dessert fruit :	
	Apples, peaches, quinces	5.—
	Apricots	5.—
	Cherries, egriots	5.—
	Peaches and nectarines	8.—
	ex (b) Others :	
	Apples and peaches, unpacked :	
	From July 1st to November 15th	2.—
	From November 16th to December 15th	3.—
	Others	5.—
	Plums and quetsch plums	free
ex 36	Fruit, prepared :	
	(a) Plums, sun-dried or kiln-dried :	
	1. In bulk or in packages of 50 kg. gross weight and over . . .	free
	2. Otherwise packed	2.50
	ex (b) Other fruit, sun-dried or kiln-dried, etc. :	
	ex 2. Pears, sun-dried or kiln-dried, not blanched	2.50
	Apples, sun-dried or kiln-dried, not blanched	6.—
38	Onions and garlic	3.—
ex 39	Vegetables not specially enumerated elsewhere and other kitchen garden produce, fresh :	
	ex (a) Fine vegetables for table use :	
	Green peas (even in pods)	5.—
	French beans	3.—
	Tomatoes	2.—
	Headed lettuce	4.—

Numéro du tarif	Désignation des marchandises	Droit en couronnes-or
		par 100 kg.
	b) Autres :	
	Pommes de terre, à l'exception des pommes de terre hâtives	2,—
	Choux	5,—
	Tous autres	2,—
ex 40	Légumes de toute sorte (à l'exception des truffes) et autres produits végétaux à l'usage de la cuisine, séchés à l'air ou au four, ou préparés d'une autre manière simple (c'est-à-dire réduits en morceaux, passés, pressés, cuits, salés, conservés au vinaigre, mais non édulcorés) :	
	ex c) Autres :	
	Bolets séchés	10,—
ex 46	Paprica conservé en saumure ou au vinaigre	5,—
	Fleurs d'ornement (y compris les branches avec fruits d'ornement), coupées, liées en bouquets ou non, même montées sur fils métalliques :	
	a) Fraîches :	
	En provenance du banat de la Drave dans le trafic frontalier, du 16 mars au 14 décembre, pour une quantité maximum de 6 tonnes importée par les bureaux de douane spécialement autorisés	100,—
ex 48	Plantes vivantes :	
	ex b) Autres :	
	1. Plantes en fleurs :	
	En provenance du banat de la Drave dans le trafic frontalier pour une quantité maximum de 30 tonnes importée par les bureaux de douane spécialement autorisés	28,—
	3. Arbres et arbustes, à l'exception des plantes forestières	12,—
50	Houblon, farine de houblon	exempts
52	Bovidés :	
	a) Pour la boucherie, pour un nombre annuel de 10.000 têtes	9,—
		par pièce
	b) De rapport et de reproduction	70,—
	c) Jeunes bovidés	50,—
	d) Veaux	8,—
ex 55	Porcs, pesant :	
	c) Plus de 40 kg. et jusqu'à 150 kg. : pour un nombre annuel de 21.000 têtes	par 100 kg. 18,—
	d) Plus de 150 kg. (porcs gras)	par pièce exempts
ex 56	Mangalica	exempts
	Chevaux :	
	b) D'usage :	
	1. Ayant plus de deux ans :	
	a) A sang froid	130,—
	b) A sang chaud	60,—
	2. Jusqu'à deux ans :	
	a) A sang froid	75,—
	b) A sang chaud	30,—
	c) De boucherie	par 100 kg. exempts
	<i>Note</i> : On entend par chevaux de boucherie les chevaux de plus de deux ans transportés directement par chemin de fer à des abattoirs publics ou au marché de quarantaine de Vienne-Saint-Marx. Les autres chevaux, pour autant qu'ils ne rentrent pas sous le N° 56 a), suivent le régime du N° 56 b).	
58	Volailles de toutes espèces (à l'exception du gibier à plumes) :	
	a) Vivantes	8,—
	b) Abattues, même vidées	15,—

Tariff number	Description of goods	Duty in gold kronen
		per 100 kg.
	(b) Other :	
	Potatoes, with the exception of new potatoes	2.—
	Cabbages	5.—
	All others	2.—
ex 40	Vegetables of all kinds (except truffles) and other kitchen garden produce, sun-dried, kiln-dried or otherwise simply prepared (viz. reduced to pieces, mashed, pressed, cooked, salted, preserved in vinegar, but unsweetened) :	
	ex (c) Other :	
	Mushrooms, dried	10.—
ex 46	Paprika, pickled or preserved in vinegar	5.—
	Ornamental flowers (also branches with ornamental fruit) cut, loose or tied together, wired or not :	
	(a) Fresh :	
	Coming from the Banat of the Drava in frontier traffic from March 16th to December 14th, for a maximum quantity of 6 tons, imported through specially authorised Customs-houses	100.—
ex 48	Living plants :	
	ex (b) Other :	
	ex 1. Flowered plants coming from :	
	The Banat of the Drava in frontier traffic, for a maximum quantity of 30 tons imported through specially authorised Customs-houses	28.—
	3. Trees and shrubs, except forest plants	12.—
50	Hops, hop meal	free
52	Neat cattle :	
	(a) For slaughter, for an annual quantity of 10,000 head	9.—
		each
	(b) Serviceable or breeding	70.—
	(c) Young neat cattle	50.—
	(d) Calves	8.—
ex 55	Swine, weighing :	
	(c) Over 40 kg. and up to 150 kg., for an annual quantity of 21,000 head	per 100 kg. 18.—
		each
	(d) Over 150 kg. (fat swine)	free
ex 56	Mangalica	free
	Horses :	
	(b) Serviceable :	
	1. Over two years' old :	
	(a) Of cold blood breed	130.—
	(b) Of hot blood breed	60.—
	2. Not over two years' old :	
	(a) Of cold blood breed	75.—
	(b) Of hot blood breed	30.—
	(c) For slaughter	per 100 kg. free
	<i>Note</i> : The expression " horses for slaughter " refers to horses over two years' old which are transported directly by rail to public slaughter-houses or to the quarantine market of Vienne-St. Marx. Other horses, in so far as they are not classified under No. 56 (a), are dutiable under No. 56 (b).	
58	Poultry of all kinds (with the exception of feathered game) :	
	(a) Living	8.—
	(b) Dead, also cleaned	15.—

Numéro du tarif	Désignation des marchandises	Droit en couronnes-or
		par 100 kg.
ex 60	Poisson frais, à l'exception des poissons de mer et des truites : Du 1 ^{er} juillet au 31 décembre	20,—
	Autres	5,—
ex 61	Mollusques et crustacés :	
	Langoustes	250,—
	Ecrevisses d'eau douce	80,—
72	Graisse de porc, même fondue (saindoux)	30,—
	Lard, même salé	22,—
ex 75	Huiles comestibles, propres à l'usage immédiat :	
	a) 1 ^o Huile de graines de courge en fûts, outres, vessies, ainsi qu'en d'autres emballages ordinaires du commerce de 25 kg. ou plus	exempte
ex 86	Spiritueux distillés :	
	ex a) Marasquin	200,—
	ex c) Slibowitz ne contenant pas plus de 50 % d'alcool en volume	75,—
ex 87	Vin et moût, hydromel :	
	ex a) En tonneaux, d'une teneur alcoolique :	
	De 10 % au maximum en volume	30,—
	De plus de 10 % en volume, mais de 14 % au maximum en volume	35,—
	ex b) En bouteilles	80,—
ex 88	Vins mousseux originaires et en provenance de Yougoslavie	150,—
ex 91	Eaux minérales :	
	b) Eaux de table naturelles dans les récipients usuels	1,40
ex 96	Viande :	
	ex a) Fraîche, congelée (à l'exception de la viande congelée d'outre- mer), salée :	
	1. Pour une quantité annuelle de 15.000 quintaux de porcs abattus de la race Mangalica, vidés et débarrassés du lard, entiers ou en moitiés	12,—
	2. Autres viandes de porc, pour une quantité annuelle de 15.000 quintaux	26,—
	3. Viande de bœuf, pour une quantité annuelle de 2.800 quintaux	23,—
	4. Viande de veau, pour une quantité annuelle de 15.000 quintaux	20,—
	5. Abats (à l'exception des langues) d'animaux des N ^{os} 52 à 57	8,—
	6. Autres viandes	12,—
	c) Préparée (séchée, en saumure, fumée, même cuite)	105,—
	Lard à frire, pour une quantité annuelle de 500 quintaux	75,—
ex 97	Saucissons de viande :	
	ex a) Ordinaires et ex b) Fins :	
	1. Saucissons au raifort, « Knackwürste », « Extrawürste », saucissons de foie (à l'exception des saucissons de foie de volaille), boudin, saucissons pressés, saucissons de la Carniole	60,—
	2. Saucissons à cuire de toute sorte, préparés en majeure partie avec du bœuf ; saucissons de Gotha	110,—
	3. Saucisson de jambon grossièrement hâché	150,—
	4. Salami yougoslave	60,—
ex 98 a) et b)	Fromages :	
	De Trappistes	30,—
	Kackavalj	15,—
	De Sombor et de Travnik	15,—
ex 106	Conserves de fruits :	
	ex b) Jus de fruits et de baies, condensés ou édulcorés, moût condensé, marmelade :	
	Jus de pomme concentré, sans addition de sucre	2,—
	c) Marmelade de prunes (<i>lequar</i>)	2,—

Tariff number	Description of goods	Duty in gold kronen
		per 100 kg.
ex 60	Fish, fresh, with the exception of sea fish and trout : From July 1st to December 31st	20.—
	Others	5.—
ex 61	Shellfish and crustaceans : Spiny lobsters (<i>langusten</i>)	250.—
	Fresh-water crayfish	80.—
72	Hogs' fat melted down (lard)	30.—
	Bacon, salted or not	22.—
ex 75	Edible oils, fit for immediate use : (a) 1. Oil of vegetable marrow kernels, in barrels, skins and bladders and other ordinary trade packages weighing 25 kg. or upwards	free
ex 86	Distilled spirituous liquors : ex (a) Maraschino	200.—
	ex (c) Slivowitz, with an alcoholic content not exceeding 50 % by volume	75.—
ex 87	Wine and must, mead : ex (a) In barrels, with an alcoholic content : Not exceeding 10 % by volume	30.—
	Of more than 10 % but less than 14 % by volume	35.—
	ex (b) In bottles	80.—
ex 88	Sparkling wines originating in and coming from Yugoslavia	150.—
ex 91	Mineral waters : (b) Natural table waters in the usual receptacles	1.40
ex 96	Meat : ex (a) Fresh, frozen (except overseas frozen meat), salted : 1. Slaughtered swine of the Mangalica breed, gutted and freed from the bacon, whole or in halves, for an annual quantity of 15,000 quintals	12.—
	2. Other swine flesh, for an annual quantity of 15,000 quintals.	26.—
	3. Beef, for an annual quantity of 2,800 quintals	23.—
	4. Veal, for an annual quantity of 15,000 quintals	20.—
	5. Viscera (except tongues) of the animals mentioned under Nos. 52 to 57	8.—
	6. Other meat	12.—
	(c) Prepared (dried, pickled, smoked, even cooked)	105.—
	Frying bacon for an annual quantity of 500 quintals	75.—
ex 97	Meat sausages : ex (a) Ordinary and ex (b) fine : 1. Sausages containing horseradish, "Knackwürste", "Extra- würste", various liver sausages (with the exception of poultry liver sausages), black puddings, pressed sausages, Carniola sausages 2. Cooking sausages of all kinds made chiefly with beef; Gotha sausages	60.—
	3. Roughly minced ham sausages	110.—
	4. Yugoslav salami	150.—
		60.—
ex 98 (a) and (b)	Cheese : Trappist	30.—
	Kackavalj	15.—
	Sombor and Travnik	15.—
ex 106	Fruit preserves : ex (b) Juices of fruits and berries, condensed or sweetened, inspissated must, marmalade : Condensed apple juice, without admixture of sugar	2.—
	(c) Plum jam (<i>lequar</i>)	2.—

Numéro du tarif	Désignation des marchandises	Droit en couronnes-or
ex 107	Comestibles, non spécialement dénommés, et aliments de toute sorte, en récipients hermétiquement fermés, pourvu qu'ils ne soient pas soumis ailleurs à des droits plus élevés :	par 100 kg.
	ex b) Poissons :	
	Anchois roulés dans l'huile avec câpres, en récipients hermétiquement fermés	40,—
	Anchois vidés, en saumure, en récipients hermétiquement fermés	40,—
	ex c) Conserves de légumes :	
	Conserves de tomates, en récipients hermétiquement fermés	20,—
	Haricots verts, en récipients hermétiquement fermés	50,—
	Pois verts, en récipients hermétiquement fermés	55,—
ex 113	Extraits colorants et tannants :	
	a) Extrait de bois de châtaignier :	
	1. Liquide	exempt
	2. Solide	exempt
	b) Autres	exempts
ex 229	Tamis avec fond :	
	ex a) En bois tressé :	
	D'un diamètre supérieur à 40 cm.	25,—
	Autres	30,—
	ex b) En crin :	
	D'un diamètre supérieur à 40 cm.	40,—
ex 252	<i>Note</i> : Les réclames, affiches et brochures, recommandant la visite de stations touristiques ou balnéaires yougoslaves ou faisant en général de la propagande pour la venue des étrangers en Yougoslavie, quelle que soit l'étendue des annonces, sont admises en franchise de droits.	
ex 295	ex a) 2. et ex b) 2 :	
	Bois d'arbres à feuilles passé à la vapeur et non autrement ouvré	exempt
ex 297	Frises, listels, baguettes et planches rabotées :	
	a) Bruts, passés au mordant, teints, vernis, laqués ou polis	5,—
ex 302	Articles non spécialement dénommés, en bois ordinaire, même rabotés (unis ou profilés), grossièrement tournés ou grossièrement taillés, même collés, assemblés au moyen de languettes et de rainures ou autrement :	
	ex a) En bois tendre :	
	ex 1) Bruts :	
	Cure-dents taillés à la main, bruts	6,—
	Ustensiles de cuisine et de ménage simples, fabriqués à domicile, tournés ou taillés, bruts	8,—
	ex b) En bois dur :	
	ex 1) Bruts :	
	Ustensiles de cuisine et de ménage simples, fabriqués à domicile, tournés ou taillés, bruts	15,—
ex 303	Articles non spécialement dénommés, en bois fins ou plaqués de bois fins, même rabotés (unis ou profilés) :	
	Cure-dents taillés à la main, bruts	12,—
ex 389	Clous et pointes :	
	ex a) Bruts ou travaillés simplement :	
	ex 3) Autres clous non spécialement dénommés :	
	Clous forgés	14,—
	ex b) Clous pour chaussures forgés à la main	21,—
ex 509	Combinaisons chimiques organiques :	
	e) 1. Trichloréthylène et carbures chlorés d'hydrogène similaires.	2,—
	2. Tétrachlorure de carbone	2,—
ex 542	Fils soufrés	10,—
ex 554	Cyanamide calcique	exempt

Tariff number	Description of goods	Duty in gold kronen
		per 100 kg.
ex 107	Comestibles not specially enumerated elsewhere and foodstuffs of all kinds in air-tight receptacles, not elsewhere liable to higher rates of duty :	
	ex (b) Fish :	
	Rolled anchovies in oil with capers, in air-tight receptacles	40.—
	Gutted anchovies, in brine in air-tight receptacles	40.—
	ex (c) Preserved vegetables :	
	Preserved tomatoes, in air-tight receptacles	20.—
	French beans, in air-tight receptacles	50.—
	Green peas, in air-tight receptacles	55.—
ex 113	Colouring and dyeing extracts :	
	(a) Extract of chestnut wood :	
	1. Liquid	free
	2. Solid	free
	(b) Others	free
ex 229	Sieves with bottoms :	
	ex (a) Of wood shavings :	
	Of a diameter exceeding 40 cm.	25.—
	Other	30.—
	ex (b) Of horsehair :	
	Of a diameter exceeding 40 cm.	40.—
ex 252	<i>Note</i> : Advertisements, posters and pamphlets recommending a visit to Yugoslavian touring stations or bathing resorts, or generally serving as propaganda for the visit of foreigners to Yugoslavia, whatever be the space filled by the advertisement, are admitted duty free.	
ex 295	ex (a) 2. and ex (b) 2 :	
	Wood of leafy trees steamed but not otherwise worked.	free
ex 297	Friezes, fillets, reglets and planks, planed :	
	(a) Rough, stained, dyed, varnished, lacquered or polished	5.—
ex 302	Articles not specially enumerated elsewhere, of common wood, whether or not planed (smooth or profiled), roughly turned or roughly carved, also glued, tongued, grooved or otherwise joined together :	
	ex (a) Of soft wood :	
	ex (1) In the rough :	
	Toothpicks, hand cut, rough	6.—
	Kitchen and household utensils, plain, turned or carved, home made	8.—
	ex (b) Of hard wood :	
	ex (1) In the rough :	
	Kitchen and household utensils, plain, turned or carved, home made	15.—
ex 303	Articles not specially enumerated elsewhere, of fine wood or veneered with fine wood, planed or not (smooth or profiled) :	
	Toothpicks, hand cut, rough	12.—
ex 389	Nails and tacks :	
	ex (a) Rough or ordinarily worked :	
	ex (3) Other nails not specially enumerated elsewhere :	
	Forged nails	14.—
	ex (b) Forged nails for footwear	21.—
ex 509	Chemical organic combinations :	
	(e) 1. Trichlorethylene and similar chlorated hydrogen carbides	2.—
	2. Tetrachloride of carbon	2.—
ex 542	Threads dipped in sulphur	10.—
ex 554	Calcium cyanamide	free

ANNEXE C

PROTOCOLE FINAL

AU TRAITÉ DE COMMERCE ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ET LE ROYAUME DE YOUGOSLAVIE.

Lors de la signature du Traité de commerce entre la République d'Autriche et le Royaume de Yougoslavie, qui a été conclu ce jour, les plénipotentiaires soussignés ont formulé les déclarations ci-après qui font partie intégrante du traité lui-même.

AD ARTICLE IX

Le Gouvernement fédéral d'Autriche se déclare prêt à entamer immédiatement, sur la demande du Gouvernement royal yougoslave, des négociations en vue d'une nouvelle réglementation du commerce des porcs et de la viande de porc. Si ces négociations n'aboutissent pas à un accord dans un délai de deux mois, le Gouvernement royal yougoslave aura le droit de dénoncer le traité, qui cessera alors d'être valable après deux mois.

AD ANNEXES TARIFAIRES A ET B

I. AD TARIF DOUANIER DU ROYAUME DE YOUGOSLAVIE (ANNEXE A).

Ad N° 121/1 : Bières en fûts :

Le traitement de la nation la plus favorisée sera également accordé aux bières d'origine autrichienne au cas où une réduction de droits serait consentie pour des bières spéciales de tiers Etats.

Ad N° 140 : Ovomaltine :

L'ovomaltine est une farine fortifiante se composant de 60 à 70% de maltose, de 16% d'extrait de cacao, ainsi que d'œufs, de blanc de lait et de substances minérales.

Ad N° 144 : Christolax :

Le christolax est un aliment se composant de 50% d'extrait de malt chimiquement pur et d'additions d'huile.

Ad N° 214/4 : Acide carbonique liquide :

Le dédouanement a lieu d'après le poids net si la tare est marquée officiellement sur le récipient par estampage. Les récipients pourront être importés sous le régime de l'admission temporaire; le délai de réexpédition est d'un an. Le contrôle de l'identité, en ce qui concerne les récipients, est exercé par l'inscription du nombre et du poids.

Ad N° 316 : Couvertures de déchets :

Les couvertures de déchets sont des couvertures avec chaîne de matières textiles végétales et avec trame de déchets de laine de faible valeur ou de laine artificielle. Ces couvertures ne sont pas lavées et ont donc pour caractéristiques de sentir la graisse et d'être grasses au toucher.

Lors du dédouanement des couvertures de déchets avec des bordures unicolores et multicolores, les taxes additionnelles de 40% ou de 60% respectivement pour ces bordures de couleur, conformément au N° 1 des Notes générales de la catégorie V du tarif douanier, seront calculées sur le droit conventionnel de base de 120,—.

ANNEX C.

FINAL PROTOCOL

TO THE TREATY OF COMMERCE BETWEEN THE REPUBLIC OF AUSTRIA AND THE
KINGDOM OF YUGOSLAVIA.

At the moment of signing the Treaty of Commerce between the Republic of Austria and the Kingdom of Yugoslavia, concluded on this day's date, the undersigned Plenipotentiaries have made the following declarations, which shall form an integral part of the Treaty itself.

AD ARTICLE IX.

The Austrian Federal Government declares itself ready, upon the Royal Yugoslav Government's request, immediately to open negotiations with a view to new regulations concerning trade in swine and swine flesh. Should such negotiations not result in an agreement within two months, the Royal Yugoslav Government shall have the right to denounce the Treaty, which shall then cease to be in force after two months.

AD TARIFF ANNEXES A AND B.

I. AD CUSTOMS TARIFF OF THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA (ANNEX A).

Ad No. 121/1 : Beer in barrels :

Most-favoured-nation treatment shall also be granted to beer of Austrian origin, should a reduction of duty be granted in respect of special beers of a third State.

Ad No. 140 : Ovaltine :

Ovaltine is a fortifying flour consisting of 60% to 70% of maltose, 16% of cocoa extract, and eggs, annalin and mineral substances.

Ad No. 144 : Christolax :

Christolax is a foodstuff containing 50% of chemically pure malt extract, with additions of oil.

Ad No. 214/4 : Liquid carbolic acid :

Customs clearance shall be effected according to the net weight if the tare is marked officially on the containers. The containers may be imported under the regime of temporary admission. They must be re-exported within one year. In the case of containers, identity should be established by noting number and weight.

Ad No. 316 : Blankets made of cloth waste :

Blankets interwoven with a warp of vegetable textile material and with a weft of wool of small value or of artificial wool. Such blankets are not washed and they can be recognised by the fact that they smell of grease and feel greasy to the touch.

When blankets made of cloth waste with borders of one or several colours pass through the Customs, the additional colour taxes of 40% or 60% respectively, payable on blankets in accordance with the Note to Point 1 of the General Notes on Section V of the Customs tariff, shall be calculated on the conventional basic duty of 120.—.

Ad N° 317/3 : Loden :

Le loden est un tissu uni, sans dessins, unicolore (teint à la pièce ou dans la laine) ou multicolore (exclusivement mélangé), de laine naturelle cardée, qui a été foulé plus ou moins fortement et qui, à l'endroit, est lisse ou gratté (loden de poil de chameau).

Ad N° 356 : Confections :

Seront considérés comme manteaux de femmes ou de fillettes, les vêtements de dessus pour femmes d'une longueur de plus de 80 cm. Par « confections légères pour femmes », on entend les vêtements légers, les blouses, les robes, les robes de chambre, les pyjamas, les tabliers, les peignoirs.

Dans le trafic conventionnel, le droit de douane, y compris la surtaxe pour les articles de confection, sera calculé sur la base du droit conventionnel correspondant des matières utilisées.

Ad N° 434 : Ustensiles pour le dessin et la peinture :

Sont considérés comme ustensiles pour le dessin et la peinture les règles et les triangles, même gradués ou avec baguette métallique incrustée, les rouleaux, même avec garniture métallique, les palettes, les règles courbes et les équerres.

Ad N° 435 : Boîtes en bois :

Il ne sera pas tenu compte, lors du dédouanement, des noms de firmes, marques de fabriques, appellations de marchandises, en couleur, au feu imprimés, estampés ou pressés, même ornements.

Ustensiles de ménage et de cuisine :

Sous cette rubrique rentrent les lessiveuses, même avec cuve en tôle de zinc ; les pinces à linge, les tailleurs, les planches à nouilles, les plats à trancher, les plats, les cuillères à pot, les fouets à œufs, les décrottoirs, les paillasons, les porte-manteaux pour armoires.

Ad N° 441 : Pâte à papier :

Sera également dédouanée comme pâte à papier, d'après le présent numéro, la cellulose en feuilles, non percée, même roulée, destinée à servir de masse à filtrer, à condition qu'elle soit commandée par des fabriques de produits chimiques.

Ad N° 463 : Papier à lettres, autre, etc.:*

Les images ou ornements analogues figurant exclusivement sur les enveloppes ou contenants de papier à lettres, d'enveloppes ou de cartes-lettres, n'entreront pas en ligne de compte lors du dédouanement.

Le papier à lettres et les enveloppes présentant une ou plusieurs lignes ou dessins en filigrane, répartis sur toute la surface du papier, et n'ayant pas pour objet de permettre d'écrire horizontalement (c'est-à-dire des lignes ou dessins qui ne sont pas perpendiculaires au pli et séparés par des intervalles correspondant à la largeur habituelle des lignes), ne sont pas considérés comme du papier à lettres ou des enveloppes avec lignes d'ornementation ou images, et sont donc passibles du droit du N° 463. On reconnaît cette catégorie de papier à lettres et d'enveloppes en papier de ce genre au fait que les parties en filigrane se distinguent du reste du papier par une plus grande transparence. La doublure des enveloppes en papier de soie n'entre pas en ligne de compte pour le dédouanement.

Ad N° 467/2 : Sous-mains et buvards :

Seront considérés comme sous-mains recouverts de matières fines, les sous-mains qui sont bordés de matières fines, ou encore ceux qui, d'un côté, sont recouverts de matières fines ; seront considérés comme buvards recouverts de matières fines, les buvards bordés de matières fines, ou encore ceux qui sont recouverts de matières fines sur le côté extérieur de la partie supérieure ou de la partie inférieure.

Ad No. 317/3 : Loden :

Loden is a smooth woven tissue, not figured, of one colour (dyed by the piece or in the wool) or of several colours (only mixed), of natural carded wool which has been more or less strongly fulled, smooth or having a raised nap on the right side (camel's hair loden).

Ad No. 356 : Readymade garments :

" Women's and girls' mantles " shall be held to mean outer garments for women, of a length exceeding 80 cm. " Light readymade garments for women " shall be held to mean light garments, blouses, dresses, dressing-gowns, pyjamas, aprons, wrappers.

In traffic governed by the present Treaty the Customs duty, including the surtax for readymade clothing, shall be calculated on the basis of the corresponding conventional duty for used goods.

Ad No. 434 : Drawing and painting requisites :

Rulers and triangles, even when graduated or with an incrustated metallic rod, and rollers, even with metallic fittings, palettes, curved rulers and movable squares, shall be regarded as drawing and painting requisites.

Ad No. 435 : Wooden boxes :

Account shall not be taken, for Customs purposes, of the names of firms, trademarks or trade appellations, marked in colour, branded, printed, impressed or stamped, even when ornamented.

Household and kitchen utensils :

This includes washing boilers, even when they have a zinc vat ; linen hangers, cutting-boards, pastry-boards, chopping-boards, platters, ladles, egg-whisks, door scrapers, door mats, clothes-pegs for cupboards.

Ad No. 441 : Paper pulp :

Cellulose, non-perforated, in sheets, even rolled, intended to be used as a filtre, shall be also treated as paper pulp under this number, provided that it is on order by manufacturers of chemical products.

Ad No. 463 : Other letter paper, etc. :

Pictures or similar ornaments, which appear exclusively on the envelopes or containers of letter paper, envelopes or letter-cards shall not be taken into account for Customs purposes.

Notepaper and envelopes with one or more lines or designs in the watermark, spread over the whole surface of the paper and not intended to facilitate writing in a horizontal direction (that is, not perpendicular to the fold and not separated by the distance usually found between the lines) shall not be considered as notepaper or envelopes with ornamental lines or pictures and shall be dutiable under No. 463. Such goods can be recognised by the fact that the watermarked parts stand out from the rest of the paper by reason of their greater transparency. The lining of envelopes with tissue-paper shall not be taken into account for Customs purposes.

Ad No. 467/2 : Writing-pads and blotting-books :

Writing-pads covered with fine materials shall be held to mean writing-pads with borders of fine materials or those which are covered with fine materials on one side ; blotting-books covered with fine materials shall be held to mean blotting-books which have a border of fine materials or those which are covered with fine materials on the outer side of the upper or lower surface.

Ad N° 489/1 a) : Plaques en héraclite, etc. :

Les plaques en héraclite sont des plaques pour construction fabriquées d'une matière combinée avec des copeaux de bois ou d'autres fibres végétales, et contenant, en poids, plus de 50 % de mortier de ciment de magnésite (Sorell).

Pour les articles dits Kabé, l'agglutinant des copeaux de bois, etc., est composé d'un mélange de ciment Portland et d'hydrosilicates de chaux, représentant plus de 50 % du poids du produit fini.

Ad N° 534 : Articles en argent non spécialement dénommés :

Les articles en argent des N° 534/1 b) et 2 c) peuvent être dorés en partie ou sur toute la surface, ou même être plaqués d'or par n'importe quel procédé ; dans ce dernier cas, le placage d'or n'est pas considéré comme une combinaison ; aussi ces articles en argent ne seront-ils pas, de ce fait, considérés comme des articles en or et dédouanés comme tels.

Ad N° 546 : Bêches, pelles, etc. :

Ces outils ne seront pas considérés comme ouvrés parce que leur bord est arrondi.

Ad N° 584 : Articles en fer forgé :

L'ébauchage de l'acier coulé destiné à faire ressortir que l'article ne présente pas de défauts n'est pas considéré comme ouvraison. L'ébauchage consiste, pour les surfaces courbes, en un tournage grossier effectué sur le tour et, pour les surfaces planes, dans l'enlèvement sommaire de la croûte de la fonte, du laminage et du forgeage, à l'aide du ciseau de la machine à raboter. Ce travail est révélé par l'existence d'étroites rainures parallèles et rapprochées, qui sont enlevées ultérieurement par un travail supplémentaire de finissage.

Ad N° 632/Note : Tissus métalliques pour la fabrication du papier :

Les tissus métalliques pour la fabrication du papier sont fabriqués en fil de bronze phosphoreux ; ils ont au moins 150 centimètres de largeur, et les deux bouts sont cousus (non tissés), de sorte que ces articles se présentent toujours sous forme d'un tissu sans fin.

Ad N° 665/6 : Appareils de T. S. F. et leurs pièces :

Seront considérés comme pièces d'appareils de T. S. F. les casques, les condensateurs variables, les transformateurs à basse fréquence, les socles de lampes, les résistances, les condensateurs en série, les haut-parleurs, les batteries anodes, les batteries de chauffage, les lampes, les tubes amplificateurs, les variomètres, les détecteurs à galène et les galènes, les bobines, les éléments rotatifs et mobiles pour bobines, les résistances en silite, les potentiomètres, les interrupteurs d'antennes.

II. AD TARIF DOUANIER AUTRICHIEN (ANNEXE B).

Ad N° 23 :

Il est entendu que le froment d'origine yougoslave et de provenance yougoslave, pour une quantité annuelle de 500.000 quintaux, est dédouané, à son importation en Autriche, à un taux qui sera inférieur de 3,20 couronnes par 100 kg. au droit en vigueur du tarif douanier autrichien pour le froment.

La présente disposition n'entrera en vigueur que lorsque les Etats avec lesquels la République d'Autriche a conclu des traités comportant le traitement de la nation la plus favorisée, auront consenti à ce que la réduction douanière susmentionnée soit appliquée au froment d'origine yougoslave et de provenance yougoslave. Le Gouvernement fédéral d'Autriche demandera immédiatement aux Etats intéressés de formuler une déclaration en ce sens.

Si ce consentement n'est pas donné, le Gouvernement fédéral d'Autriche, sur la demande du Gouvernement royal yougoslave, entamera sans retard des négociations pour régler d'autre manière la question des importations de froment.

Ad No. 489/1 (a) : Heraclite slabs, etc. :

Heraclite slabs for building purposes are those manufactured out of material combined with wood shavings or other vegetable fibre and containing in weight more than 50 % of magnesite cement mortar (Sorell).

In the so-called Kabé material, the agglutinant of shavings, etc., is composed of a mixture of Portland cement and hydrosilicates of lime representing more than 50% of the weight of the finished product.

Ad No. 534 : Articles of silver not specially enumerated elsewhere :

Articles of silver coming under Nos. 534/1 (b) and 2 (c) may be partly gilt or gilt over the whole surface or even gold-plated by any process; in the latter place, the gold-plating will not be considered as a combination and such silver articles will not be considered or treated as gold articles for Customs purposes.

Ad No. 546 : Spades, shovels, etc. :

These tools shall not be regarded as worked by reason of the fact that their edge is rounded.

Ad No. 584 : Articles of wrought iron :

Planing of cast steel for purposes of verifying that there are no defects in it shall not be regarded as working. Planing in the case of curved surfaces shall consist in rough turning on the lathe and in the case of flat surfaces rough sheering-off of the outer cast, rolled and hammered surface by means of the chisel of the planing machine. Such work can be recognised by the existence of narrow parallel grooves, close together, which are removed later by supplementary finishing work.

Ad No. 632 : Note : Metallic gauze for the manufacture of paper :

Metallic gauze for manufacture of paper is made of phosphorous bronze wire not less than 150 cm. wide. The two ends are sewn (not woven) together, so that such articles are always in the form of an endless sheet.

Ad No. 665/6 : Wireless sets and parts thereof :

The following shall be regarded as parts of wireless sets : head phones, variable condensers, low frequency transfers, valve holders, resistances, condensers in series, loud-speakers, anode batteries, filament batteries, valves, amplifying valves, variometers, crystal detectors, and crystals, coils, coil turning appliances, moving coil adjusters, silite resistances, pretentometers, aerial switches.

II. AD AUSTRIAN CUSTOMS TARIFF (ANNEX B).

Ad No. 23 :

It is understood that wheat of Yugoslav origin and coming from Yugoslavia up to an annual quantity of 500,000 quintals shall, when imported into Austria, pay a Customs duty which shall be less by 3.20 kronen per 100 kilogrammes than the Austrian duty on wheat in force.

This provision shall come into force when the States with which the Austrian Republic has concluded treaties providing for most-favoured-nation treatment have agreed that the above-mentioned reduction in Customs duty shall be granted in respect of wheat of Yugoslav origin coming from Yugoslavia. The Austrian Federal Government shall immediately request the States concerned to make a declaration to that effect.

Should such agreement not be arrived at, the Austrian Federal Government, on the request of the Royal Yugoslav Government, shall immediately open negotiations for the purpose of regulating the system of the wheat imports in some other manner.

Ad N° 36 a) 2 : Prunes séchées à l'air ou au four, autrement emballées :

Le droit de 2,50 sera applicable aussi longtemps que le droit de sortie du Royaume de Yougoslavie, pour les prunes non étuvées, ne dépassera pas 20 paras-or par 100 kg.

Ad N° 46 : Fleurs d'ornement :

Le contingent conventionnel de 6 tonnes se répartit comme suit :

- 20.000 roses.
- 20.000 cyclamens.
- 30.000 convallaires.
- 25.000 chrysanthèmes.
- 300 bottes de lilas espagnol.

Ad N° 48 : Plantes vivantes :

Le contingent conventionnel de 30 tonnes se répartit comme suit :

- 8.000 tiges de cyclamens.
- 5.000 » d'azalées.
- 500 » de camélias.
- 500 » de lilas espagnol.
- 500 » de rhododendrons.
- 4.000 » de plantes à tubercules.
- 3.000 » d'hortensias.
- 3.000 » de roses.
- 3.000 » de bruyères.
- 2.000 » de gloxinies.

Ad N°s 52, 55 et 96.

Les deux gouvernements déclarent qu'en ce qui concerne l'utilisation des contingents bénéficiant d'avantages douaniers, ils n'ont pas l'intention d'éliminer ou de limiter l'action du commerce dans ce trafic entre les deux Etats. Il est entendu que les deux gouvernements interviendront auprès des milieux intéressés de leurs pays pour que ceux-ci concluent entre eux un accord sur l'utilisation des contingents bénéficiant d'avantages douaniers. Cet accord, qui devra tendre à assurer une évolution uniforme des prix sur les marchés autrichiens et tenir compte des besoins d'exportation de la production yougoslave, aura également pour objet d'assurer la répartition, par périodes, des quantités importées. Au cas où il ne pourrait pas être conclu d'accord de ce genre, les deux gouvernements auront à s'entendre au sujet de la répartition.

Il est entendu que le Gouvernement yougoslave, afin de permettre et de faciliter le contrôle des chiffres des contingents, prendra les mesures nécessaires pour pourvoir de bulletins de livraison les expéditions de bétail et de viande qui doivent être imputées sur les contingents bénéficiant d'avantages douaniers.

Il est convenu que le contingent douanier pour les bovidés de boucherie (N° 52 a) est un contingent par tête, alors que celui des porcs vivants (N° 55 c) donnera lieu à un décompte sur la base d'un poids moyen.

Ad N° 55 d) :

Les porcs gras de la race Mangalica sont reconnaissables à la tête relativement courte, aux yeux rapprochés, à l'épine dorsale courte et convexe et au poil crépu. Bénéficient également des avantages douaniers les croisements de cette race pour autant que les caractéristiques indiquées sont encore nettement reconnaissables.

Le fait que les animaux importés appartiennent à la race Mangalica ou aux croisements de cette dernière, visés par la disposition précédente, doit être confirmé sur un certificat spécial par le vétérinaire yougoslave compétent du lieu d'expédition, qui est chargé de délivrer les certificats de santé ; ce certificat sera produit lors du dédouanement. Le Gouvernement fédéral d'Autriche est autorisé à faire examiner ce certificat par ses services.

Ad No. 36 (a), 2 : Plums, sun-dried or kiln-dried, otherwise packed :

The duty of 2.50 shall apply as long as the export duty levied by the Kingdom of Yugoslavia on non-stewed plums does not exceed 20 gold paras per kilogramme.

Ad No. 46 : Ornamental flowers :

The conventional quota of six tons shall be allotted as follows :

- 20,000 roses.
- 20,000 cyclamens.
- 30,000 convallaria.
- 25,000 crysanthemums.
- 300 bunches of Spanish lilac.

Ad No. 48 : Living plants :

The conventional quota of 30 tons shall be allotted as follows :

- 8,000 cyclamens.
- 5,000 azaleas.
- 500 camelias.
- 500 Spanish lilacs.
- 500 rhododendrons.
- 4,000 plants with bulbs.
- 3,000 hortensias.
- 3,000 roses.
- 3,000 heather plants.
- 2,000 gloxinias.

Ad Nos. 52, 55 and 96 :

Both Governments hereby declare that so far as concerns the use made of the quotas entitled to Customs facilities, they have no intention of excluding or limiting trade in such traffic between the two States. It is understood that the Governments shall approach the circles concerned in their countries in order to bring them to conclude between themselves an agreement with regard to the use of the quotas entitled to preferential treatment. This agreement, the object of which should be to ensure a uniform fixing of prices on the Austrian markets and to take account of the export requirements of Yugoslav production, should also be calculated to ensure the allocation by time periods of the quantities imported. Should it not be found possible to conclude an agreement of this kind, the two Governments will have to conclude an agreement on the subject of allocation.

It is understood that the Yugoslav Government, in order to allow and facilitate supervision of the quota figures, shall take the necessary measures to provide delivery returns in respect of shipments of live-stock and meat to be reckoned as part of the quotas enjoying preferential treatment.

It is understood that the Customs quota for slaughtered cattle (No. 52 *(a)*) is a quota reckoned by head, whereas the quota for living swine (No. 55 *(c)*) shall be reckoned on the basis of average weight.

Ad No. 55 (d) :

Fat swine of Mangalic breed are recognisable by the comparatively short head, eyes close together, the short and much arched spinal column and the curly hair. Preferential treatment can also be claimed for swine crossed with this breed, provided that the above-mentioned characteristics are plainly recognisable.

The fact that imported animals belong to the Mangalic breed or crossed with that breed, within the meaning of the preceding clause, shall be confirmed by a special certificate issued by the competent Yugoslav veterinary surgeon at the place of shipment responsible for issuing health certificates. Such certificate shall be produced when they pass through the Customs. The Federal Government is hereby authorised to have this certificate further checked by its services.

Ad N° 75 a), 1 : Huiles de graines de courges, en fûts, etc. :

Les huiles de graines de courges bénéficieront de la franchise douanière aussi longtemps qu'elles ne seront pas frappées d'un droit de sortie dans le Royaume de Yougoslavie.

Ad N° 86 c) : Slibowitz :

Le droit de 75,— ne s'applique qu'au Slibowitz dont la teneur en alcool ne dépasse pas 50 % en volume et qui est accompagné d'un certificat d'origine de la Chambre de commerce compétente du Royaume de Yougoslavie attestant qu'il s'agit de Slibowitz naturel (non additionné d'alcool).

Ad N° 96 a), 1 :

Les porcs abattus appartenant à la race Mangalica sont reconnaissables à leur chair foncée et à l'épine dorsale relativement courte et fortement incurvée des animaux dont la charpente osseuse a atteint son plein développement. Au reste, les dispositions ad N° 55 d) sont également applicables *mutatis mutandis* aux porcs abattus.

L'importation doit s'effectuer par le bureau douanier autrichien de Vienne-Grossmarkthalle, à moins que le Gouvernement fédéral d'Autriche n'établisse certaines exceptions pour les viandes importées par des fabriques de salamis.

Ad N° 106 b) : Jus de pommes condensé :

Le droit de 2,— s'applique au jus de fruits, brun foncé, extrait de pommes, non additionné de sucre et réduit par condensation à 20% environ de substance sèche ; ce jus doit avoir le goût amer (de brûlé) que produit la cuisson à feu ouvert.

Ad N° 302 : Ustensiles de cuisine et de ménage :

Seront considérés comme ustensiles de cuisine et de ménage de ce numéro les planches de cuisine, coupes, plats, assiettes, cuillères, fourchettes, couteaux, louches, cuillères à pot, battoirs, les maillets pour la viande et le sucre, les passoires, les rouleaux à pâte, les planches à lessive, les pinces à linge, les pelles pour le nettoyage des grains, les fourches, les râtaux, les fuseaux, les bondons, les tabourets, les tire-bottes.

BEOGRAD, le 9 mars 1932.

Pour la République d'Autriche :

(L. S.) Hermann FLOENNIES, *m. p.*

Pour le Royaume de Yougoslavie :

(L. S.) Dr Albert KRAMER, *m. p.*

ANNEXE D

CONVENTION RELATIVE AUX ÉPIZOOTIES

Article premier.

Le trafic des animaux (solipèdes, ruminants et porcs), y compris la volaille, des parties d'animaux, des produits et matières premières d'origine animale et des objets qui peuvent être porteurs de germes de maladies épizootiques, en provenance du territoire de l'une des Parties contractantes à destination du territoire de l'autre Partie, pourra être limité à certaines stations d'entrée et soumis à un contrôle vétérinaire par l'Etat destinataire.

Article 2.

1. La production d'un certificat d'origine délivré par l'autorité locale et permettant d'établir avec certitude la provenance des animaux et objets en question sera exigée dans les cas où les

Ad No. 75 (a), 1 : Oil of pumpkin seeds in casks, etc. :

Customs exemption shall be maintained as long as pumpkin seeds are not subject to export duties in Yugoslavia.

Ad No. 86 (c) : Slivowitz :

The duty of 75 kronen was only applied to Slivowitz of not more than 50% volume alcoholic content, accompanied by a certificate of origin from the competent Chamber of Commerce from the Kingdom of Yugoslavia certifying that it is natural Slivowitz (without the addition of alcohol).

Ad No. 96 (a), 1 :

The fact that slaughtered swine belong to the Mangalic breed is recognisable by the dark meat and by the fact that when the animal's bones are fully developed, the spinal column is markedly arched and relatively short. In other cases, the provisions *ad No. 55 (d)* also apply *mutatis mutandis* to slaughtered swine.

Importation shall be effected by the Austrian Customs office of Vienna-Grossmarkthalle, unless the Austrian Federal Government lays down certain exceptions for meat imported by salami factories.

Ad No. 106 (b) : Condensed apple juice :

The duty of 2 kronen shall apply to the dark brown juice extracted from apples without the addition of sugar, and reduced by condensation to about 20 per cent of the dry substance ; such juice shall have the bitter (burnt) taste produced by cooking over the open fire.

Ad No. 302 : Kitchen and household utensils :

The following shall be regarded as kitchen and household utensils under this number : chopping boards, dishes, platters, plates, spoons, forks, knives, soup ladles, cooking ladles, beaters, mallets for meat and sugar, sieves, rollers, washing boards, clothes pegs, shovels for cleaning of grain, hay forks, rakes, spindles, bungs for casks, footstools, bootjacks.

BELGRADE, *March 9th, 1932.*

For the Republic of Austria :
(L. S.) Hermann PLOENNIES, *m. p.*

For the Kingdom of Yugoslavia :
(L. S.) Dr. Albert KRAMER, *m. p.*

ANNEX D.

CONVENTION ON EPIZOOTIC DISEASES.

Article 1.

Traffic in animals (solipeds, ruminants and swine), including poultry, parts of animals, products and raw materials of animal origin and articles liable to carry infection of epizootic diseases passing from the territory of one of the Contracting Parties to that of the other may be restricted to certain stations of entry and there submitted to veterinary inspection by the State into whose territory they are being conveyed.

Article 2.

1. A certificate of origin issued by the local authorities shall be produced when the animals and articles specified in Article 1 are imported from the territory of one of the two countries into

animaux et objets mentionnés à l'article premier seront importés du territoire de l'une des Parties contractantes dans le territoire de l'autre Partie ou transportés en transit à travers ce dernier territoire.

2. Le certificat d'origine, s'il s'agit d'animaux vivants, devra indiquer le nombre des animaux, contenir leur description exacte et mentionner leurs signes particuliers, ainsi que le lieu de destination. En outre, il devra porter l'attestation d'un vétérinaire officiel ou spécialement autorisé à cet effet par l'administration de l'Etat, indiquant l'état de santé des animaux en question et portant qu'il ne régnait dans la localité d'origine, à l'époque de l'expédition, aucune maladie épizootique soumise à la déclaration obligatoire (exception faite de la tuberculose) et transmissible à l'espèce animale en question.

3. S'il s'agit d'exporter des animaux susceptibles de contracter :

- a) La peste bovine ou la péripneumonie des bovidés ;
- b) La fièvre aphteuse, la dourine des chevaux, la morve, la peste porcine (pneumotérite des porcs) ou la clavelée des moutons,

il devra être, en outre, attesté que ces épizooties n'ont pas régné dans la localité d'origine ou les communes voisines :

ad a) : Pendant les six mois précédents, sauf en ce qui concerne les porcs, pour lesquels le délai est ramené à 40 jours ;

ad b) : Pendant les 40 derniers jours.

4. Pour les chevaux, les ânes, les mulets, les bardots et les bovidés, il devra être établi des certificats d'origine et des certificats de santé individuels ; des certificats d'origine et des certificats de santé collectifs suffiront pour les moutons, les chèvres, les porcs et la volaille.

5. La durée de validité des certificats attestant la santé des animaux est de dix jours. Si ce délai expire au cours du transport, il faudra, pour que les certificats aient une validité supplémentaire de dix jours, que les animaux soient examinés à nouveau par un vétérinaire officiel ou spécialement autorisé à cet effet par l'administration de l'Etat, qui devra consigner sur le certificat le résultat de cet examen.

6. Si les transports ont lieu par chemin de fer ou par bateau, il sera procédé avant l'embarquement des animaux à un examen spécial par un vétérinaire officiel ou spécialement autorisé à cet effet par l'administration de l'Etat, qui consignera sur le certificat le résultat de son examen.

7. Les certificats d'origine et de santé afférents à des parties d'animaux, à des produits et des matières premières d'origine animale, ainsi qu'à des objets pouvant être porteurs de germes de maladies épizootiques, devront contenir, outre la désignation exacte des objets, de leur lieu d'origine et de leur lieu de destination, une mention d'un vétérinaire officiel ou spécialement autorisé à cet effet par l'administration de l'Etat attestant que lesdits articles proviennent d'une localité où il ne régnait aucune maladie épizootique.

8. En ce qui concerne le bétail et la volaille abattus, ainsi que la viande fraîche et préparée (salée, séchée, fumée, saumurée ou cuite) et les produits de viande, les certificats devront attester en outre que ces articles proviennent d'animaux qui avaient été reconnus sains par un vétérinaire officiel lors de la visite réglementaire du bétail vif et abattu.

9. La viande fraîche ou conservée par un procédé de congélation sera revêtue de la même estampille officielle que le certificat d'origine et de santé.

10. En ce qui concerne la viande conservée ou préparée, le certificat devra également attester que la viande ne renferme aucune substance dont l'usage est interdit par la législation du pays de destination. Les autorités vétérinaires centrales se communiqueront mutuellement des listes de ces substances.

11. La viande fraîche ou préparée peut être importée dans n'importe quel lieu où elle doit être consommée, et elle y est assujettie aux mêmes prescriptions que la viande d'origine nationale ; les porcs abattus pourront être importés avec ou sans lard, entiers ou par moitiés.

12. Il ne sera pas nécessaire que les certificats d'origine et de santé soient visés par un consulat.

that of the other or pass in transit through that territory. This certificate must enable the origin of the animals and articles to be ascertained with certainty.

2. In cases in which it relates to live animals, this certificate shall give an exact description of the animals and their special distinguishing marks, and state the place of destination. It shall also bear the attestation of a State veterinary officer or of a veterinary surgeon having special Government authority for the purpose, to the effect that the said animals are in a healthy condition and, further, that at the time of despatch the place of origin was free from any notifiable disease communicable to animals of that species, with the exception of tuberculosis.

3. In the case of export of animals liable to :

- (a) Cattle plague or pleuro-pneumonia of cattle ;
- (b) Foot-and-mouth disease, dourine of horses, glanders, swine cholera (swine plague) or sheep-pox ;

it must further be certified that both the place of origin and neighbouring communes have been free from these diseases for the following periods :

Ad (a) : for the preceding six months, except that, in the case of pigs, this period shall be reduced to forty days ;

Ad (b) : for the preceding forty days.

4. In the case of horses, asses, mules and cattle, individual certificates of origin and health must be issued ; sheep, goats, pigs and poultry may be included in a single collective certificate.

5. The period of validity of the certificates shall be ten days. If this period expires during the journey, then, for the certificate to be valid for a further ten days, the animals must be re-examined by a State veterinary officer or by a veterinary surgeon having special Government authority for the purpose, and the result shall be noted by him on the certificate.

6. When animals are conveyed by rail or water, they shall be specially examined before entraining or embarkation by a State veterinary officer or by a veterinary surgeon having special Government authority for the purpose, and the result shall be noted on the certificate.

7. Certificates of origin and health for parts of animals, products and raw materials of animal origin and for articles liable to carry infection of epizootic diseases shall contain over and above an exact description of the articles, of their place of origin and of their place of destination, an attestation by a State veterinary officer or by a veterinary surgeon having special Government authority for the purpose to the effect that the said articles come from a place free of all epizootic diseases.

8. In the case of slaughtered live-stock and poultry and meat, both fresh and prepared (salted, dried, smoked, pickled or cooked), and all meat products, the certificates must further attest that such articles are derived from animals found to be in a healthy condition by a veterinary officer at the time of the regulation inspection of live-stock before and after slaughtering.

9. Meat, whether fresh or preserved by a refrigerating process, shall bear the same official stamp as that of the certificate of origin and health.

10. In the case of preserved or prepared meat, the certificate shall also attest that the meat contains no substance the use of which is forbidden by the legislation of the country of destination. The central veterinary authorities shall communicate lists of such substances to each other.

11. Fresh or prepared meat may be imported into any place for consumption and on arrival shall be subject to the same regulations as meat of the country itself ; slaughtered swine may be imported with or without bacon, whole or in halves.

12. The certificates of origin and health need not be visaed by a Consulate.

Article 3.

L'importation et le transit :

- a)* De viande et de produits de viande en boîtes hermétiquement fermées ;
- b)* De la laine lavée par des procédés industriels et emballée dans des sacs fermés ;
- c)* De boyaux, gosiers, estomacs et vessies secs ou salés, en caisses ou barils fermés ;
- d)* De suif et de graisse fondus ;
- e)* De peaux séchées ou salées (saumurées) ;
- f)* De cornes, d'ongles, de sabots et d'os secs ;
- g)* D'œufs ;
- h)* De lait et de produits de laiterie (fromage, beurre, etc.) ;

ne sont soumis, au point de vue vétérinaire, à aucune restriction et pourront s'effectuer sans certificat d'origine et de santé.

Article 4.

Aux certificats (laissez-passer, certificats d'origine et de santé) qui ne sont pas établis dans la langue officielle du pays de destination, il devra être joint, par un vétérinaire officiel ou spécialement autorisé à cet effet par l'administration de l'Etat, une traduction certifiée conforme dans ladite langue ou en langue française. Lorsqu'il s'agit d'animaux pour lesquels des laissez-passer individuels sont exigés, une seule attestation collective dans la langue du pays de destination ou en langue française sera cependant suffisante pour tous les animaux chargés dans un wagon ou à bord d'un bateau.

Article 5.

1. Les expéditions non conformes aux dispositions ci-dessus, ainsi que les animaux reconnus atteints ou suspects d'être atteints d'une maladie contagieuse par le vétérinaire du poste frontière et les animaux transportés ou ayant eu autrement contact avec des animaux malades ou suspects, pourront être refoulés à la station d'entrée. Le vétérinaire du poste frontière indiquera le motif du refoulement sur le certificat et signera cette déclaration.

2. Si une telle maladie n'est constatée dans le pays de destination chez des animaux importés qu'après le passage de la frontière, un procès-verbal de constatation sera dressé avec l'assistance d'un vétérinaire officiel (vétérinaire de l'Etat), et un exemplaire de ce procès-verbal sera immédiatement transmis à l'autre Partie contractante. Ces transports seront régis par les prescriptions vétérinaires applicables aux animaux d'origine nationale. Dans les cas prévus par le présent article, le délégué vétérinaire de l'autre Partie contractante devra être avisé par la voie la plus directe et sans retard.

Article 6.

Si la peste bovine se déclare sur le territoire de l'une des Parties contractantes, l'autre Partie aura le droit de restreindre ou d'interdire, aussi longtemps que persistera le danger de contagion, l'importation et le transit de ruminants et de porcs, de parties d'animaux, de produits et de matières premières d'origine animale ainsi que d'objets pouvant être porteurs de germes.

Article 7.

1. Si une épizootie soumise à la déclaration obligatoire a été importée du territoire de l'une des Parties contractantes dans le territoire de l'autre Partie par les transports d'animaux visés à l'article premier ou si l'une de ces maladies sévit d'une façon menaçante dans le territoire de l'une des Parties, l'autre Partie aura le droit de limiter ou d'interdire, tant que persistera le danger de contagion, l'importation et le transit, en provenance des régions contaminées et menacées

Article 3.

The import and transit of :

- (a) Meat and meat products in hermetically closed tins ;
- (b) Wool cleaned by industrial processes and packed in closed sacks ;
- (c) Guts, gullets, stomachs and bladders, dried or salted in closed cases or barrels ;
- (d) Melted lard and fat ;
- (e) Dried or salted (pickled) skins and hides ;
- (f) Dried horns, claws, hooves and bones ;
- (g) Eggs ;
- (h) Milk and milk products (cheese, butter, etc.) ;

shall not be subject to any veterinary restriction and may be effected without a certificate of origin and health being required.

Article 4.

The certificates (live-stock permits, certificates of origin and health) which are not made out in the official language of the country of destination must be provided, by a State veterinary officer or by a veterinary surgeon having Government authority for the purpose, with a certified translation into the said language or into French. In the case of animals for which individual permits are required, a single collective certificate in the language of the country of destination or in French shall, however, be sufficient for all the animals loaded into one wagon or on to one vessel.

Article 5.

1. Any consignments which do not conform to the above stipulations, as well as any animals which the frontier veterinary officer finds to be suffering or suspects of suffering from a contagious disease and, further, any animals conveyed together with those suffering or suspect of suffering from disease, or which may in any way have come into contact with such animals, may be refused at the station of entry. The grounds of refusal shall be noted on the certificate by the frontier veterinary officer, who shall sign the statement.

2. If one of the diseases mentioned above should first be detected among the animals after they have crossed the frontier into the country of destination, an official report of the facts shall be prepared with the assistance of an official veterinary surgeon (Government veterinary surgeon) and a copy thereof transmitted forthwith to the other Contracting Party. Such transport shall come under the veterinary regulations applicable to animals of the country. In the cases provided for by the present Article, the veterinary representative of the other Contracting Party shall be notified without delay by the speediest means possible.

Article 6.

In the event of an outbreak of cattle plague in the territory of one of the Contracting Parties, the other Party shall, so long as any danger exists, be entitled to restrict or prohibit the importation and transit of ruminants, swine, parts of animals, products and raw materials of animal origin, and any articles liable to carry infection.

Article 7.

1. If, in consequence of the transport of animals provided for in Article 1, a notifiable epizootic disease shall be carried from the territory of one of the Contracting Parties into the territory of the other Party, or if a dangerous outbreak of such disease should occur in the territory of one of the Parties, the other Party shall, so long as the danger of infection exists, be entitled to restrict or prohibit the import and transit from the infected or threatened districts (the infected administrative

(circonscriptions administratives contaminées et circonscriptions voisines), des animaux susceptibles de contracter l'épizootie, ainsi que des parties d'animaux, des produits et des matières premières d'origine animale et des autres objets qui peuvent être porteurs de germes.

2. En cas d'apparition de la péripneumonie, même si cette épizootie ne sévit pas d'une façon menaçante, la même mesure pourra être ordonnée en ce qui concerne l'importation et le transit de bovidés, de parties de bovidés, de matières premières et d'objets provenant de bovidés et pouvant être porteurs de germes.

3. Si l'épizootie en question a tendance à se propager sur un vaste territoire ou si elle revêt une forme particulièrement maligne, ces prescriptions pourront également être appliquées à d'autres régions.

4. Lorsqu'il s'agit de charbon, de fièvre charbonneuse, de fièvre éruptive des cervidés et bovidés, des prohibitions d'importation et de transit ne pourront être établies que pour les marchandises provenant des territoires contaminés ou menacés et devront être limitées à la circonscription administrative en question, ainsi qu'aux circonscriptions voisines de première instance.

5. Aucune prohibition d'importation et de transit ne pourra être prise pour cause de rage, de gale des solipèdes, des moutons et des chèvres, de phlyctène des solipèdes et des bovidés, de rouget des porcs, de choléra des volailles et de peste des poules, ainsi que de tuberculose.

6. Les prohibitions d'importation seront supprimées dès que le danger de contagion aura disparu, c'est-à-dire après l'expiration des délais prévus à l'alinéa 3 de l'article 2 et calculés à compter de l'extinction complète de la maladie.

7. La présente convention ne porte pas atteinte aux dispositions de la législation sanitaire des Parties contractantes aux termes desquelles, lorsqu'une épizootie se déclare à la frontière ou à proximité de celle-ci, la circulation entre les deux districts de première instance situés de part et d'autre de la frontière, ainsi que le transit à travers un district frontière menacé, peuvent, par mesure de défense et de protection, être soumis à des restrictions ou à des interdictions particulières. Toutefois, ces restrictions et interdictions ne s'appliqueront pas au transit par chemin de fer en wagons couverts et plombés, ni au transit par bateau dans des locaux isolés et fermés ; cependant, tout nouveau chargement, tout transbordement et tout retard du transport dans les districts frontières contaminés seront interdits.

Article 8.

1. Les Parties contractantes se concèdent réciproquement le droit d'envoyer, moyennant notification préalable, ou même de maintenir en permanence dans l'autre Etat, des délégués chargés de recueillir des renseignements sur l'organisation des marchés de bestiaux, les endroits d'embarquement, les abattoirs, les fermes d'embouche, les stations de quarantaine, etc., ainsi que sur l'application des règlements de police vétérinaire existants.

2. Les deux Parties inviteront les autorités à prêter leur appui et à fournir tous renseignements nécessaires auxdits délégués de l'autre Partie, sur leur demande, dès que ceux-ci justifieront de leur qualité par l'intermédiaire des autorités centrales.

Article 9.

1. Chacune des Parties contractantes publiera périodiquement, tous les quatorze jours, des bulletins sur la situation des épizooties et les fera parvenir directement à l'autre Partie contractante.

2. Au cas où la peste bovine ou la péripneumonie épizootique éclaterait sur le territoire de l'une des Parties contractantes, l'autorité centrale de l'autre Partie sera informée directement et sans délai, par télégramme, de l'apparition et de la propagation de l'épizootie en question.

3. En outre, les autorités des districts frontières se préviendront l'une l'autre, directement et sans délai, des épizooties qui viendraient à éclater dans les circonscriptions administratives de la frontière.

districts and neighbouring districts) of animals liable to such disease and parts of animals, products and raw materials of animal origin and other articles liable to carry infection.

2. Similar action may be taken on the occurrence of pleuro-pneumonia in respect of the importation of cattle, of parts of cattle and of raw materials and articles coming from cattle which might carry infection, even though there should be no dangerous outbreak of this disease.

3. Should the epizootic disease in question have a tendency to become widespread or should it appear in a particularly malignant form, these regulations may also be applied to other districts.

4. In the case of anthrax, symptomatic anthrax and hæmorrhagic septicæmia of cervidæ and horned cattle, prohibitions of import and transit may only be ordered in the case of goods coming from the districts infected or threatened and must be limited to the administrative districts in question and to the neighbouring administrative districts of first instance.

5. Import and transit may not be prohibited by reason of rabies, mange among solipeds, sheep and goats, vesicular exanthem among solipeds and cattle, swine erysipelas, chicken cholera and chicken plague and tuberculosis.

6. Import prohibitions shall be removed as soon as the danger of infection has disappeared, that is to say, after the expiry of the periods provided for in paragraph 3 of Article 2, as from the date of the complete disappearance of the disease.

7. The present Convention shall not affect the regulations contained in the anti-epizootic enactments of the Contracting Parties, which provide that, when a contagious disease among animals appears at the frontier or in the neighbourhood of the frontier, traffic between the frontier districts at both sides and transit through a threatened frontier district may be subjected to special restrictions and prohibitions designed to prevent and to arrest the spread of such disease. Nevertheless, such restrictions and prohibitions may not be applied to transit by rail in covered and sealed wagons or by boat in isolated and closed parts of boats; nevertheless, all reloading, transshipment and delay in the infected frontier districts shall be forbidden.

Article 8.

1. Each of the two Contracting Parties grants the other the right to send representatives into its territory, provided that previous notice is given, or even to keep them there permanently for the purpose of procuring information as to the organisation of cattle markets, places of loading cattle, slaughter-houses, fattening establishments, quarantine stations, etc., and as to the enforcement of the existing veterinary police regulations.

2. The two Contracting Parties shall instruct their authorities to give any desired assistance and necessary information on request to the above-mentioned representatives of the other Party as soon as they have established their status through the central authorities.

Article 9.

1. Each of the Contracting Parties shall publish fortnightly a periodical report on the current position in regard to epizootic diseases and shall transmit this direct to the other Contracting Party.

2. In the event of cattle plague or pleuro-pneumonia of cattle making its appearance in the territory of one Contracting Party, the Government of the other Party shall be directly informed by telegram both of the appearance and of the spread of the disease.

3. Furthermore, the authorities of the frontier districts shall notify each other directly and without delay of epizootic diseases which may break out in the frontier administrative districts.

Article 10.

1. Les wagons de chemins de fer, ainsi que les bateaux et les parties de bateaux ayant servi au transport de chevaux, d'ânes, de mulets, de bardots, de bovidés, de moutons, de chèvres, de porcs ou de volaille, de même que le matériel de l'administration des chemins de fer employé à cet usage, devront être nettoyés et désinfectés conformément aux dispositions convenues en même temps que la Convention relative aux épizooties et constituant l'annexe II de cette convention.

2. Les Parties contractantes conviennent que le nettoyage et la désinfection effectués réglementairement, conformément à l'alinéa premier, dans le ressort d'une Partie, seront également reconnus comme suffisants par l'autre Partie.

Article 11.

1. Sauf stipulations contraires énoncées ci-dessous, les dispositions de la Convention relative aux épizooties s'appliqueront également à la circulation du bétail entre les zones frontières établies par la Convention relative à la réglementation du trafic frontalier :

1^o Les animaux de labour (y compris les animaux de selle utilisés pour le transport), les animaux de trait, les animaux destinés à être châtrés, saillis, pesés ou conduits au vétérinaire, qui sont amenés du territoire de la zone frontière de l'une des Parties contractantes dans le territoire de la zone frontière de l'autre Partie contractante, devront être munis d'un laissez-passer réglementaire établi par la commune sur le territoire de laquelle se trouve l'étable des animaux. Un laissez-passer collectif pourra être établi pour plusieurs animaux de labour. Le laissez-passer doit indiquer l'objet du passage de la frontière et mentionner que les animaux proviennent de la zone frontière en question. En outre, l'autorité locale devra attester sur le laissez-passer qu'aucune épizootie, soumise à la déclaration obligatoire et transmissible à l'espèce animale en question, ne règne dans la commune d'origine au moment du passage de la frontière. Pour les juments qui sont amenées à un étalon se trouvant dans la zone frontière de l'autre Partie contractante, il convient, en outre, de produire un certificat du vétérinaire compétent attestant que l'état de santé de la jument ne laisse rien à désirer ; ce certificat est valable pendant dix jours.

2^o Les animaux de pacage qui sont conduits dans la zone frontière de l'autre Partie contractante et en sont ramenés chaque jour par des propriétaires possédant des terrains dans les deux zones ou ayant le droit, en vertu d'une servitude, de mener paître leurs animaux dans ladite zone, devront être pourvus d'une liste établie par la commune sur le territoire de laquelle se trouve l'étable de ce bétail. Cette liste indiquera le nom du propriétaire, le nom du berger, l'espèce et le nombre des animaux classés par sexe et d'après l'âge, ainsi que les signes caractéristiques des animaux. En outre, ladite commune devra attester et, en cas de passage à travers le territoire d'une autre commune, cette dernière devra également certifier qu'il ne règne sur son territoire aucune épizootie soumise à la déclaration obligatoire et transmissible à l'espèce animale en question.

3^o (1) L'apparition de cas isolés de charbon, de fièvre charbonneuse, de phlyctène, de rouget et de rage dans la commune ne fera pas obstacle à la délivrance des attestations en question pour les animaux désignés sous les N^{os} 1^o et 2^o, si ces maladies ne se déclarent pas dans des fermes dont les animaux entrent en ligne de compte pour le passage de la frontière.

(2) Les certificats communaux, attestant que le bétail est exempt de maladies, seront valables pendant trente jours pour les animaux de labour et les animaux de pacage, et pendant dix jours pour les animaux de trait, les bêtes devant être châtrées, saillies, pesées ou conduites au vétérinaire ; après l'expiration de ce délai, les certificats devront être renouvelés.

Article 10.

1. Railway wagons and vessels and parts of vessels which have been used for the transport of horses, mules, hinnies, cattle, sheep, goats, swine or poultry, and the accessory equipment belonging to the railway used for this purpose, must be cleansed and disinfected in accordance with the provisions of the Convention on Epizootic Diseases which constitutes Annex II of the said Convention.

2. The Contracting Parties agree that cleansing and disinfection duly effected in the territory of one of the Parties in accordance with the first paragraph shall be recognised as adequate by the other Party.

Article 11.

1. Unless otherwise provided hereinafter, the provisions of the Convention on Epizootic Diseases shall apply also to the movement of live-stock between the frontier zones fixed by the Convention regarding the Regulation of Frontier Traffic :

(1) Animals used for labour (including saddle horses used for transport), draught animals, animals intended to be gelded, served, weighed, or taken to the veterinary officer, brought from the territory of the frontier zone of one Contracting Party into the territory of the frontier zone of the other Contracting Party must be provided with a live-stock permit made out in the regulation manner and issued by the commune on whose territory the animals are stabled. A collective live-stock permit may be issued in the case of a number of animals for labour. The permit must indicate the reason for crossing the frontier and state that the animals belong to the frontier zone in question. In addition to this, it must bear the endorsement of the local authorities certifying that the commune of origin is free at the time when the frontier is crossed from any notifiable disease communicable to animals of that particular species. In the case of mares brought to a stallion in the frontier zone of the other Contracting Party, a certificate from the competent veterinary surgeon should further be produced to the effect that the condition of health of the mare gives rise to no remarks, such certificate to be valid for ten days.

(2) Animals driven to pasture in the frontier zone of the other Contracting Party and driven back daily by owners of lands in both zones, or having a right under servitude to take their animals to pasturage in the said zone, must be accompanied by a list drawn up by the communes on whose territory they are stabled. This list should give the name of the owner, the name of the herdsman, the species and number of animals classed by sex and age, and the distinguishing marks of the animals. Further, the said commune should certify, and should the animals pass through the territory of another commune the latter commune must also certify, that its territory is free from any notifiable disease communicable to animals of that particular species.

(3) 1. The sporadic appearance of anthrax, symptomatic anthrax, vesicular exanthem, swine erysipelas and rabies in the commune shall not prevent the issue of such certificates in respect of the animals referred to in paragraphs 1 and 2 above, provided that such diseases do not break out in farms the animals of which are to cross the frontier.

2. The period of validity of certificates from communal authorities attesting absence of disease shall be thirty days in the case of animals used for labour and animals driven to pasture, and ten days for draught animals, animals taken to be served, animals for gelding, animals taken for veterinary treatment or for weighing ; after the expiry of this period, such certificates must be renewed.

Article 12.

Si, lors de l'application de la Convention relative aux épizooties, il s'élève entre les Parties contractantes un différend, on prendra, sur la demande d'une des Parties, l'avis d'une commission mixte. Il sera tenu dûment compte de cet avis dans la décision à prendre ultérieurement. Chacune des Parties contractantes désignera deux membres de cette commission. Celle-ci aura le droit de coopter un cinquième membre si elle ne peut aboutir à un accord. Sauf décision contraire prise d'un commun accord par les membres de la commission, ce cinquième membre sera choisi, lors de la formation d'une première commission mixte, parmi les ressortissants de l'une des Parties contractantes, et, lors de la formation d'une deuxième commission, parmi ceux de l'autre Partie, et ainsi de suite, alternativement, parmi les ressortissants de l'une ou de l'autre des Parties contractantes. Dans le premier cas, la Partie contractante parmi les ressortissants de laquelle doit être choisi le cinquième membre sera désignée par le sort.

Article 13.

Les dispositions concernant le pacage sont réglées dans l'annexe III à la présente Convention relative aux épizooties.

ANNEXE I

A LA CONVENTION RELATIVE AUX ÉPIZOOTIES.

PROTOCOLE FINAL

DE LA CONVENTION RELATIVE AUX ÉPIZOOTIES.

1. Les dispositions de la présente convention ne s'appliqueront qu'aux animaux ou objets en provenance de l'une des Parties contractantes. L'admission d'animaux, de parties d'animaux, de produits et de matières premières d'origine animale ainsi que d'objets qui peuvent être porteurs de germes de maladies épizootiques, en provenance d'autres pays et devant passer par le territoire d'une Partie en vue de leur importation dans le territoire de l'autre Partie ou de leur transit à travers ce territoire, n'est pas visée par la présente convention.

2. Les dispositions de la présente convention relative aux épizooties pourront, au besoin, après entente préalable entre les deux Parties contractantes, être étendues à d'autres maladies, connues ou inconnues à l'heure actuelle, et dont on aurait des raisons de craindre la transmission.

3. 1^o Il est entendu qu'aucune autorisation préalable ne sera exigée pour l'importation d'animaux, de parties d'animaux et de produits d'origine animale, énumérés à l'article premier de la Convention relative aux épizooties, et que cette importation aura lieu conformément aux prescriptions de cette convention.

2^o Toutefois, les Parties contractantes se réservent le droit d'établir des prescriptions particulières auxquelles le pays d'exportation devra se conformer strictement pour l'importation d'animaux (à l'exception des solipèdes) qui sont destinés à un usage économique spécial (élevage, labour, production laitière, engraissement).

3^o De toute manière, les animaux, quel que soit l'usage économique auquel ils sont destinés, devront être accompagnés des certificats prévus par la Convention relative aux épizooties. S'il s'agit d'animaux destinés à un usage économique particulier, les certificats mentionneront également que les conditions particulières prévues pour ces animaux sont remplies.

4. 1^o Les animaux de boucherie qui ont été reconnus sains lors de l'importation en provenance du territoire de l'une des Parties contractantes — à condition qu'on ait satisfait également aux autres conditions énoncées dans la Convention relative aux épizooties —, ne pourront être conduits

Article 12.

If, when the Convention on Epizootic Diseases is applied, a difference arises between the Contracting Parties, then at the request of one Party an opinion from a mixed commission shall be obtained. Due account shall be taken of this opinion when the subsequent decision is taken. Each Contracting Party shall appoint two members of this commission. These shall have the right to co-opt a fifth member, should they be unable to arrive at an agreement. Failing a decision to the contrary, taken by joint agreement of the members of the commission, the fifth member shall be chosen when the mixed commission is set up from among the nationals of one of the Contracting Parties and, when a second commission is set up, from among those of the other Party, and so on alternately from among the nationals of one or other of the Contracting Parties. In the first case, the Contracting Party from whose nationals the fifth member shall be chosen shall be designated by lot.

Article 13.

The provisions concerning pasturage shall be settled in Annex III of the present Convention on Epizootic Diseases.

ANNEX I

TO THE CONVENTION ON EPIZOOTIC DISEASES.

FINAL PROTOCOL

TO THE CONVENTION ON EPIZOOTIC DISEASES.

1. The provisions of the present Convention shall only apply to arrivals from one of the Contracting Parties. The admission of animals, parts of animals, products and raw materials of animal origin and of articles liable to carry epizootic diseases, coming from other countries and having to pass through the territory of one Party for import into or transit through the territory of the other Party, lies outside the scope of the present Convention.

2. The provisions of the present Convention on Epizootic Diseases may, if necessary, after previous agreement between the two Contracting Parties, be extended to other diseases, whether at present known or unknown, which there is reason to fear might spread.

3. (1) It is understood that no previous permit shall be required for the import of animals, parts of animals and products of animal origin enumerated in Article 1 of the Convention on Epizootic Diseases and that such imports shall take place in accordance with the provisions of the said Convention.

(2) Nevertheless, the Contracting Parties reserve the right to issue special regulations which must be strictly complied with by the exporting country in the case of the import of animals (with the exception of solipeds) intended for special economic purposes (breeding, labour, milk production, fattening).

(3) In any case animals, for whatever economic purpose they may be intended, must be accompanied by the certificates provided for in the Convention on Epizootic Diseases. In the case of animals intended for a special economic use, the certificates must also make mention of the fact that the special conditions laid down for such animals have been complied with.

4. (1) Animals for slaughter which have been recognised as being in a healthy condition when imported from the territory of one of the Contracting Parties — on condition that they have also complied with the other conditions set forth in the Convention on Epizootic Diseases — when

sur le territoire de l'autre Partie contractante qu'à des abattoirs et à des marchés de bestiaux publics ayant une voie de raccordement directe. Les prescriptions concernant lesdits marchés et abattoirs leur seront applicables. La volaille vivante destinée à l'abatage pourra également être importée dans des établissements d'engraissement et d'abatage de volaille.

2^o Les autorités vétérinaires centrales des Parties contractantes se communiqueront mutuellement des listes de ces marchés de bestiaux et abattoirs, ainsi que des établissements d'engraissement et d'abatage de la volaille. De même, ils se communiqueront mutuellement les dispositions essentielles des règlements applicables auxdits marchés et abattoirs.

5. 1^o En ce qui concerne les animaux qui ne sont pas destinés à la boucherie, les mesures de précaution vétérinaires à prendre avant leur admission à la libre circulation seront limitées au minimum strictement indispensable. L'autorité vétérinaire centrale de l'Etat d'exportation sera informée en temps utile de ces mesures.

2^o Les solipèdes qui ne sont pas destinés à la boucherie seront soumis aussi rapidement que possible à un examen diagnostique qui sera effectué, aux frais de l'intéressé, soit à la frontière, soit au lieu de destination. Les solipèdes destinés au transit ne seront pas soumis à l'examen diagnostique.

6. 1^o Il est entendu que la viande fraîche destinée à être exportée dans le territoire de l'autre Partie contractante, doit provenir d'animaux qui, sans exception, ont été tués dans un abattoir soumis à un contrôle vétérinaire permanent.

2^o Par ailleurs, toutes les entreprises qui exportent des viandes à destination de l'autre Partie contractante devront remplir les conditions prévues par les règlements de police vétérinaire et sanitaire.

7. 1^o Lors de l'importation de viande et de produits de viande, les règlements de police vétérinaire actuellement en vigueur dans l'Etat d'importation seront applicables, dans les mêmes conditions qu'aux envois de toute autre provenance.

2^o Au cas où de nouvelles prescriptions seraient établies, celles-ci ne pourront avoir trait qu'à la présence d'autres organes intérieurs que ceux qui étaient exigés jusqu'à présent. Ces nouvelles prescriptions devront être communiquées en temps utile à l'autre Partie contractante.

3^o L'importation de viande de cheval n'est pas admise.

8. En ce qui concerne les produits alimentaires fabriqués avec de la viande de porc crue et destinés à être consommés à l'état cru (ni bouillis, ni rôtis), le certificat exigé par l'alinéa 8 de l'article 2 devra également attester que la viande qui a servi à la fabrication de ces produits alimentaires a été examinée pour déterminer si elle était exempte de trichines et que cet examen a donné un résultat négatif. Les saucisses qui, d'après leur composition et leur mode de fabrication, doivent être considérées comme des salamis, ne tombent pas sous le coup de cette disposition.

9. Il est entendu que, dans le Royaume de Yougoslavie, les certificats prévus à l'article 2 pour la volaille, les parties d'animaux, les produits et matières premières d'origine animale, ainsi que les objets pouvant être porteurs de germes de maladies épizootiques, seront établis par un vétérinaire officiel ou autorisé à cet effet par l'administration de l'Etat.

10. Pour les volailles expédiées dans le trafic de frontière par envois comptant moins de cinquante têtes, il suffit de produire, lors de l'importation dans le territoire de l'une des Parties contractantes, le certificat prévu à l'article 2 de la Convention relative aux épizooties. Pour le reste, les dispositions de l'article 2 précité ne leur seront pas applicables.

11. 1^o La production de certificats d'origine ne sera exigée ni pour le fumier d'étable expédié dans le trafic de frontière, ni pour les boyaux, gosiers, estomacs et vessies non séchés et non salés, expédiés par la poste, ni pour la viande fraîche et préparée de bovidés, de porcs, de chèvres et de moutons, ni enfin pour la volaille abattue importée dans le trafic de frontière, ou par la poste pour le compte de particuliers, ou comme bagage de voyageurs. Ces envois ne seront pas soumis au contrôle vétérinaire à la frontière.

2^o La viande fraîche et préparée ne pourra être importée par la poste pour le compte de particuliers et comme bagage qu'en quantité de 4 kg. au maximum.

3^o La présente restriction ne vise pas le transit.

on the territory of the other Contracting Party, may only be taken to public slaughter-houses and cattle markets having direct railway connection. They shall be subject to the regulations in force for the said markets and slaughter-houses. Live poultry for slaughter may also be imported into establishments for fattening and slaughtering poultry.

(2) The central veterinary authorities of the Contracting Parties shall communicate to each other lists of such cattle markets and slaughter-houses and of the establishments for fattening and slaughtering poultry. They shall likewise communicate to each other the essential provisions of the regulations applicable to the said markets and slaughter-houses.

5. (1) In the case of animals not intended for slaughter, the precautionary veterinary measures to be taken before trade in these animals is allowed shall be reduced to the absolute minimum. The central veterinary authority of the exporting State shall be informed of such measures in sufficient time beforehand.

(2) Solipeds not intended for slaughter shall as speedily as possible be examined for disease at the frontier or at the place of destination at the expense of the party concerned. Solipeds intended for transit shall not be so examined.

6. (1) It is understood that fresh meat intended for export to the territory of the other Contracting Party must come from animals which, without exception, have been slaughtered in a slaughter-house subject to permanent veterinary inspection.

(2) Otherwise, all firms exporting meat consigned to the other Contracting Party must comply with the conditions laid down by the veterinary and sanitary police regulations.

7. (1) In the case of the import of meat and meat products, the veterinary police regulations at present in force in the importing State shall apply under the same conditions as are applicable to consignments from any other region.

(2) Should new regulations be issued, they may only deal with the presence of internal organs other than those hitherto required. Such new regulations shall be communicated to the other Contracting Party in sufficient time beforehand.

(3) The import of horseflesh shall not be allowed.

8. In the case of food products manufactured out of raw pork and intended for consumption in the raw state (neither boiled nor roasted), the certificate required by paragraph 8 of Article 2 must also attest that the meat which was used for the manufacture of such food products has been examined for trichinosis and that the result of that examination was negative. Sausages, which by reason of their composition and method of manufacture should be regarded as salamis, do not come under this clause.

9. It is understood that in the Kingdom of Yugoslavia the certificates provided under Article 2 for poultry, parts of animals, products and raw materials of animal origin and articles which might be liable to carry epizootic diseases shall be made out by a State veterinary officer or by a veterinary surgeon having special Government authority for the purpose.

10. Consignments of poultry in the frontier traffic consisting of less than fifty birds, when imported into the territory of another Contracting Party, need only be accompanied by the certificate provided for under Article 2 of the Convention on Epizootic Diseases. Otherwise, the provisions of Article 2 above mentioned shall not apply.

11. (1) No certificates of origin shall be required for stable manure in the frontier traffic, nor for animal entrails, gullets, stomachs and bladders not dried or salted, sent by post, nor for fresh and prepared meat of cattle, swine, goats and sheep, nor for dead poultry, in the frontier traffic sent as private postal matter or brought in personally by travellers. Such consignments shall not be subject to veterinary examination at the frontier.

(2) Fresh and prepared meat may not be imported through the mails for private persons and as baggage in quantities exceeding four kilogrammes.

(3) The present restrictions shall not apply to transit traffic.

12. 1° Les animaux vivants provenant du territoire de l'une des Parties contractantes pourront être expédiés en transit direct à travers le territoire de l'autre Partie contractante, moyennant les conditions prévues à l'article 2, si le pays de destination limitrophe ou, le cas échéant, le pays de transit limitrophe, s'est déclaré prêt à accepter les envois.

2° Les Parties contractantes se communiqueront toujours, en temps utile, toutes les prohibitions et restrictions de ces pays de destination et de transit ayant trait à ce trafic.

13. La viande fraîche et préparée, la volaille abattue et les matières premières d'origine animale pourront être expédiées en transit direct, sans aucune restriction, du territoire de l'une des Parties contractantes à travers le territoire de l'autre Partie contractante, par chemin de fer, en wagons fermés et plombés, ou par bateau dans des locaux spéciaux et fermés, à condition que ces articles proviennent de l'une des Parties contractantes. Des colis de ces marchandises destinés au transit direct, s'ils ne sont pas transportés dans des wagons plombés ou dans des locaux spéciaux et fermés de bateaux, ne seront acceptés que s'ils sont munis du plomb de la douane.

14. 1° Les stations d'entrée pour le trafic prévu à l'article premier de la Convention relative aux épizooties sont les suivantes :

Dans le Royaume de Yougoslavie :

- | | |
|--------------|-------------------|
| 1. Jesenice | 4. Gornja Radgona |
| 2. Dravograd | 5. Murska Sobota. |
| 3. Maribor | |

Dans la République d'Autriche :

- | | |
|--------------|----------------|
| 1. Rosenbach | 4. Leibnitz |
| 2. Lavamünd | 5. Radkersburg |
| 3. Bleiburg | 6. Bonisdorf. |

2° Cette liste des stations d'entrée ne pourra par la suite être modifiée ou complétée que d'un commun accord.

15. On veillera à ce que le lait exporté provienne d'animaux exempts de toute maladie et soit contenu dans des récipients soigneusement nettoyés.

16. L'apparition de cas de rage chez les chiens et les chats ne fera pas obstacle à la délivrance, pour d'autres animaux domestiques, des certificats d'origine prévus à l'alinéa premier de l'article 2. En outre, l'apparition de la gale chez les moutons et les chèvres n'empêchera pas la délivrance des certificats pour les solipèdes, ni l'apparition de la gale chez les solipèdes, la délivrance des certificats pour les moutons et les chèvres. Enfin, l'apparition de cas isolés de charbon, de fièvre charbonneuse, de phlyctène chez les chevaux et les bovidés, et de rouget chez les porcs, n'empêchera pas la délivrance des certificats pour les animaux de boucherie, sauf s'ils proviennent des fermes contaminées. L'apparition de cas sporadiques de ces épizooties doit être mentionnée sur le certificat. De même, l'existence de cas sporadiques de ces épizooties au lieu de chargement ne fera pas obstacle au chargement des animaux destinés à l'exportation.

17. 1° Il ne pourra être édicté de restrictions ou d'interdictions en raison de l'apparition ou de la propagation d'une épizootie que si ces mesures sont indispensables pour préserver le cheptel indigène et, selon le développement pris par l'épizootie, pour prévenir un danger de propagation réellement menaçant.

2° Les animaux de boucherie (bovidés, moutons, chèvres, porcs, chevaux) provenant de communes non contaminées des zones frappées d'interdiction en vertu de l'article 7 seront admis, en vue de l'abatage, dans les stations de quarantaine de l'autre Etat.

3° En Autriche, ces établissements sont la station de quarantaine de Vienne-Saint-Marx et l'abattoir sanitaire de Wiener-Neustadt.

18. Les animaux, parties d'animaux, produits et matières premières d'origine animale, ainsi que les objets pouvant être porteurs de germes infectieux, pourront, sans aucune restriction, être

12. (1) Live animals coming from the territory of one of the Contracting Parties may be exported in direct transit across the territory of the other Contracting Party subject to the conditions laid down in Article 2, provided that the neighbouring country of destination or, as the case may be, the neighbouring country of transit has declared itself ready to accept such consignments.

(2) The Contracting Parties shall always communicate to each other in sufficient time beforehand all prohibitions and restrictions in force in such countries of destination and transit affecting such traffic.

13. Fresh and prepared meat, slaughtered poultry and raw materials of animal origin may be despatched without any restriction in direct transit from the territory of one of the Contracting Parties across the territory of the other Contracting Party by rail in closed and sealed railway wagons or by vessels in special parts of the vessel separated and closed off, on condition that such articles come from one of the Contracting Parties. Packages of such goods intended for direct transit, if not carried in sealed wagons or in special and closed off parts of vessels, shall only be accepted if they bear Customs seals.

14. (1) The stations of entry for the traffic provided for in Article 1 of the Convention on Epizootic Diseases shall be the following :

In the Kingdom of Yugoslavia :

- | | |
|--------------|-------------------|
| 1. Jesenice | 4. Gornja Radgona |
| 2. Dravograd | 5. Murska Sobota |
| 3. Maribor | |

In the Austrian Republic :

- | | |
|--------------|----------------|
| 1. Rosenbach | 4. Leibnitz |
| 2. Lavamünd | 5. Radkersburg |
| 3. Bleiburg | 6. Bonisdorf. |

(2) This list of stations of entry may subsequently only be altered or supplemented by mutual agreement.

15. Care shall be taken to ensure that milk exported comes from animals free from any disease and that it is contained in receptacles which have been carefully cleaned.

16. The appearance of rabies in dogs and cats shall not prevent the issue for other domestic animals of the certificates of origin referred to in Article 2, paragraph 1. Similarly, the appearance of mange amongst sheep and goats shall not prevent the issue of certificates for solipeds, nor shall the appearance of mange among solipeds prevent the issue of such certificates for sheep and goats. Finally, the sporadic appearance of anthrax, symptomatic anthrax, vesicular exanthem among horses and cattle and of erysipelas among swine shall not prevent the issue of certificates for animals for slaughter unless they come from farms which are infected. The sporadic appearance of these epizootic diseases must be mentioned on the certificate. Similarly, the existence of sporadic cases of such epizootic diseases at the place of loading shall not prevent animals intended for export being loaded.

17. (1) Restrictions or prohibitions applied on account of the outbreak or spread of an epizootic disease shall be permissible only if it is unavoidably necessary to safeguard the health of the home live-stock and regard being had to the character of the epidemic to avert a real danger of the spread of the disease.

(2) Animals for slaughter (cattle, sheep, goats, swine, horses) coming from non-infected communes of the districts closed under Article 7 shall be admitted for slaughtering in the quarantine stations of the other State.

(3) In Austria these establishments are the quarantine station of Vienna-St.-Mark and the sanitary slaughter-house of Wiener Neustadt.

18. Animals, parts of animals, products and raw materials of animal origin and articles liable to carry infection, when coming from and consigned to the territory of one Contracting Party and

expédiés en transit direct, en provenance et à destination du territoire de l'une des Parties contractantes, à travers le territoire de l'autre Partie contractante, en wagons fermés, à condition que les animaux soient sains et que les envois soient accompagnés des documents nécessaires attestant que le lieu de provenance est indemne de maladies épizootiques.

19. Les chevaux de course (y compris les trotteurs) ainsi que les chevaux envoyés à des concours hippiques et à des jeux équestres, et les animaux qui les accompagnent, pourront être munis de certificats spéciaux remplaçant les laissez-passer pour bétail. Les deux gouvernements autoriseront d'un commun accord les sociétés intéressées à délivrer ces certificats. Ceux-ci devront porter le sceau et être munis du visa de la société en question et indiquer le nom et le domicile du propriétaire du cheval, le pedigree exact du cheval, le lieu de provenance et de destination, ainsi que l'attestation d'un vétérinaire officiel portant que l'animal lui-même est en bonne santé et que l'établissement d'où il vient était indemne de maladie épizootique pendant les quarante jours précédents.

20. Les animaux incontestablement utilisés pour des représentations de cirque ou destinés à des jardins zoologiques, à des parcs de gibier et aux établissements analogues et ne rentrant pas, pour ces motifs, dans le commerce ordinaire, pourront être importés sur la simple présentation de certificats sanitaires individuels délivrés par un vétérinaire officiel, à condition que ces animaux soient acheminés par voie ferrée ou par bateau, en expédition distincte de celle des autres animaux destinés au commerce ordinaire, qu'ils soient reconnus absolument sains à l'examen vétérinaire lors du débarquement et qu'ils soient immédiatement conduits de la station de débarquement au lieu de destination.

21. Si, pour des raisons de police vétérinaire, il est nécessaire d'établir temporairement certaines restrictions, même conformément au dernier alinéa de l'article 7, les autorités compétentes des districts frontières prendront les mesures de précaution nécessaires d'un commun accord et en informeront les autorités supérieures.

22. L'examen vétérinaire effectué à la frontière ne pourra donner lieu qu'à la perception des taxes nécessaires pour couvrir les dépenses de matériel et de personnel ; ces taxes ne seront pas supérieures aux taxes perçues aux autres frontières à la même occasion.

23. Des mesures devront être prises pour éviter, en cas de transport d'animaux vivants, que les wagons de chemins de fer ou les bateaux soient surchargés. A cet effet, il convient de donner les instructions nécessaires qui devront être dûment observées dans les stations d'embarquement.

24. 1^o Si des animaux vivants (y compris la volaille) sont importés du territoire de l'une des Parties contractantes dans le territoire de l'autre Partie contractante à travers un Etat tiers, l'Etat d'importation les acceptera dans tous les cas et quel que soit l'usage économique auquel ils sont destinés.

2^o Si les animaux ainsi acceptés ne remplissent pas les conditions prescrites, il y aura lieu de prendre à leur égard les mesures prévues par les règlements de l'Etat d'importation et d'en informer directement et sans retard le délégué vétérinaire de l'autre Partie contractante.

25. 1^o Si les dispositions d'une convention relative aux épizooties en vigueur entre l'une des Parties contractantes et un Etat tiers diffèrent des arrangements convenus ci-dessus, et si l'application des dispositions de cette convention aux transports en transit de l'une des Parties contractantes à travers le territoire de l'autre Partie ne présente pas d'inconvénients d'ordre sanitaire pour le pays de transit, ce dernier ne s'opposera pas à l'application de ces dispositions.

2^o Les autorités vétérinaires centrales des Parties contractantes s'entendront à ce sujet.

26. Afin d'éviter les difficultés qui pourraient surgir lors de l'application de la Convention relative aux épizooties, les administrations vétérinaires centrales des deux Parties contractantes s'entendront directement dans les cas urgents.

passing across the territory of the other Contracting Party in closed wagons, may be forwarded in direct and unrestricted transit on condition that the animals be healthy and the consignments be accompanied by the necessary documents attesting that the place of origin is free from epizootic diseases.

19. Race-horses (including trotting-horses) and horses for horse-shows and equestrian sports, together with animals accompanying them, may be covered by special certificates in lieu of live-stock permits. The two Governments shall, by mutual agreement, authorise the clubs concerned to issue such certificates. These certificates must bear the stamp and endorsement of the club concerned, the name and address of the owner of the horse, full particulars of the horse, the name of the place from which it has come and of the place to which it is being sent, as well as the certificate of an official veterinary surgeon attesting that the particular animal is healthy and that the establishment from which it has come has been free from disease for the last forty days.

20. The importation of animals which can be proved to be intended for circus performances, zoological gardens, game parks and the like, and on that account cannot be classed with ordinary traffic, shall be allowed, subject only to the production of individual official veterinary certificates of health, and to the proviso that such animals travel by rail or boat separately from animals conveyed as ordinary traffic, that they are found to be healthy at the veterinary inspection which shall take place on detrainment, and that they are taken direct from the detrainment station to the place of destination.

21. If, for reasons of veterinary police, it is necessary temporarily to introduce certain restrictions even in conformity with the last paragraph of Article 7, the competent authorities of the frontier districts shall, by joint agreement, take the necessary precautionary measures and inform the higher authorities accordingly.

22. The veterinary examination at the frontier shall occasion no charges other than the necessary fees to cover expenses of material and staff ; such charges shall not be higher than those levied under similar circumstances at other frontiers.

23. Measures shall be taken in the case of transport of live animals to avoid railway wagons or vessels being overloaded. For this purpose, the necessary instructions should be given which should be duly complied with in stations where animals are loaded.

24. (1) In the event of live-stock (including poultry) being imported from the territory of one Contracting Party to the territory of the other Contracting Party through a third State, the importing State shall accept them in all cases for whatever economic purpose they may be intended.

(2) Should the animals thus accepted not comply with the conditions laid down, the measures provided for by the regulations of the importing State shall be taken in respect of them and the veterinary representative of the other Contracting Party shall be notified accordingly direct and without delay.

25. (1) Should the provisions of a convention on epizootic diseases, which is in force between one of the Contracting Parties and a third State, differ from the provisions agreed to above, and should the application of such a convention to transport and transit from one of the Contracting Parties across the territory of the other Party raise no difficulties for the transit country from the point of view of health, the latter shall not object to the putting into force of such provisions.

(2) The central veterinary authorities of the Contracting Parties shall agree together on this matter.

26. In order to avoid any difficulties which might arise in respect of the application of the Convention on Epizootic Diseases, the central veterinary authorities of the two Contracting Parties shall come to a direct understanding with one another in urgent cases.

ANNEXE II

A LA CONVENTION RELATIVE AUX ÉPIZOOTIES.

DISPOSITIONS RELATIVES

A LA DÉSINFECTION DES WAGONS DE CHEMIN DE FER ET DES NAVIRES.

Les wagons ayant servi au transport de chevaux, de mulets, d'ânes, de bovidés, de moutons, de chèvres, de porcs ou de volailles, ainsi que le matériel des administrations de chemin de fer employé à cet usage, devront, avant d'être remis en service, être nettoyés et désinfectés conformément aux prescriptions suivantes :

1. La désinfection proprement dite des wagons devra toujours être précédée de l'enlèvement des litières, du fumier, des plumes, des restes d'attaches, etc., et d'un nettoyage complet à l'eau chaude. S'il n'est pas possible de se procurer de l'eau chaude en quantité suffisante, il pourra être également fait usage d'eau froide utilisée sous pression ; toutefois, il y aura lieu de rincer auparavant les wagons à l'eau chaude, afin d'amollir la crasse adhérente. Le nettoyage ne sera considéré comme suffisant que lorsque toutes les souillures provenant du transport auront entièrement disparu ; on devra enlever complètement les particules de crasse ayant pénétré dans les interstices des planchers des wagons, en se servant, au besoin, d'ustensiles de fer avec pointes et bords émoussés.

2. La désinfection proprement dite devra porter, même si le wagon n'a reçu qu'un chargement partiel, sur toutes les parties du wagon ou du compartiment utilisé.

Cette désinfection devra être effectuée de la manière suivante :

a) Dans les cas ordinaires, les planchers, plafonds et parois des wagons seront lavés au moyen d'une lessive de soude portée à 50° C. au moins, et préparée avec trois kilogrammes de soude au moins par cent litres d'eau. La lessive de soude pourra être remplacée par une autre lessive reconnue comme équivalente par le gouvernement de l'Etat en question. Dans les stations pourvues des installations nécessaires, on pourra également remplacer le lavage à la lessive de soude par un traitement minutieux des planchers, plafonds et parois à la vapeur d'eau, au moyen d'appareils appropriés ; la vapeur d'eau utilisée devra accuser une pression d'au moins deux atmosphères ;

b) Si le wagon a été infecté par des animaux atteints ou fortement suspects de peste bovine, de charbon, de fièvre charbonneuse, de fièvre éruptive des cervidés et bovidés, de fièvre aphteuse, de morve, de pneumo-entérite des porcs, de peste porcine, de rouget des porcs, de choléra des volailles et de peste des poules, on emploiera l'un des deux moyens indiqués sous a) ; en outre, les planchers, plafonds et parois seront soigneusement badigeonnés avec une solution à 3% d'un mélange d'acide sulfurique et de crésyl ou avec une solution à 2% de formaldéhyde. Le mélange de crésyl et d'acide sulfurique sera préparé en mélangeant à la température ordinaire deux parties de crésyl brut (*Cresolum crudum* du Codex de l'une des Parties contractantes) et une partie d'acide sulfurique brut (*Acidum sulfuricum crudum* du Codex de l'une des Parties contractantes). Le mélange ne devra être utilisé pour faire la solution à 3% que vingt-quatre heures au plus tôt et trois mois au plus tard après sa préparation. La solution devra être employée dans les vingt-quatre heures.

Le badigeonnage pourra être également remplacé par une aspersion au moyen d'un pulvérisateur reconnu propre à cet usage par le gouvernement de l'Etat en question.

3. La procédure radicale de désinfection (2 b)) ne sera appliquée, en général, que sur l'ordre de la police vétérinaire, mais on devra toutefois y avoir recours, même sans cet

ANNEX II

TO THE CONVENTION ON EPIZOOTIC DISEASES.

REGULATIONS

REGARDING THE DISINFECTION OF RAILWAY WAGONS AND VESSELS.

Railway wagons which have been used for the transport of horses, mules, asses, cattle, sheep, goats, swine or domestic poultry, and the accessory equipment belonging to the railway administration, must, before being put to further use, be cleansed and disinfected in accordance with the following provisions :

(1) The disinfection, properly so called, of the wagons must always be preceded by the removal of the straw litter, droppings, feathers, the remains of tethering ropes, etc., and by a thorough washing down with hot water. Failing an adequate supply of hot water, a high pressure jet of cold water may be used. A preliminary washing down with hot water must, however, be effected in order to soften the dirt. The cleansing shall not be considered adequate unless all filth due to the transport of the animals has been completely removed. Dirt which has found its way into the interstices of the flooring must also be entirely removed, if necessary by means of iron implements with blunt points and edges.

(2) Disinfection properly so called must be applied to the whole of the wagon or compartment which has been used, even though the wagon was only partly loaded.

Disinfection shall be carried out as follows :

(a) In ordinary circumstances, by washing the flooring, ceiling, and walls with soda lye at a temperature of not less than 50° C., the solution consisting of at least three kg. of soda to one hundred litres of water. Any other solution recognised as equally effective by the Government of the State concerned may be used instead of the soda lye. At stations which possess the necessary equipment, washing down with soda lye may be replaced by a thorough treatment of the flooring, walls and ceilings with steam, sprayed by means of suitable apparatus. The steam employed must be under a pressure of at least two atmospheres.

(b) In the case of wagons infected with cattle suffering from, or strongly suspected of suffering from, cattle plague, anthrax or symptomatic anthrax, hæmorrhagic septicæmia of cattle and cervidæ, foot-and-mouth disease, glanders, swine plague, hog cholera, swine erysipelas, chicken cholera and fowl plague, by the application of one of the two processes described under (a) above and also by carefully coating the flooring, ceiling and walls with a 3% solution of a mixture of cresol and sulphuric acid or with a 2% solution of formaldehyde. The mixture of cresol and sulphuric acid shall be prepared by mixing at the normal temperature two parts of crude cresol (*Cresolum crudum* in the Pharmacopœia of either of the Contracting Parties) and one part of crude sulphuric acid (*Acidum sulfuricum crudum*, in the Pharmacopœia of either of the Contracting Parties). In preparing the 3% solution, the mixture must be used not earlier than twenty-four hours and not later than three months after its preparation. The solution must be used within twenty-four hours.

Instead of coating, spraying may be carried out with suitable apparatus approved by the Government of the State concerned.

(3) As a rule, the special disinfection (2, (b)) shall only be carried out under a veterinary police order ; it shall, however, be resorted to even without such order when

ordre, si les wagons ont servi au transport de fessipèdes en provenance de stations où, dans un rayon de vingt kilomètres, la fièvre aphteuse règne ou n'a pas encore été déclarée éteinte. Les autorités administratives compétentes auront le droit d'ordonner la procédure radicale de désinfection (2 b)) même dans d'autres cas, lorsqu'elles jugeront cette mesure indispensable pour empêcher la propagation des épizooties mentionnées.

4. Lorsqu'il y a lieu de soumettre les wagons pourvus d'un coffrage intérieur à la désinfection radicale (2 b)), le coffrage devra être enlevé et être nettoyé et désinfecté comme le wagon. L'enlèvement du coffrage ne sera pas obligatoire lorsque les wagons auront servi uniquement au transport de têtes de menu bétail emballées individuellement.

5. 1^o Si les wagons sont capitonnés, le capitonnage, qui devra être amovible, sera suffisamment nettoyé. Si le wagon a été infecté par des animaux atteints ou fortement suspects d'une des maladies énumérées sous 2 b), le capitonnage sera brûlé.

2^o Quant au wagon, il sera soumis au traitement indiqué aux alinéas 1 à 3. Les wagons étrangers (n'appartenant à aucune des deux Parties contractantes) dont le capitonnage n'est pas amovible, ne pourront pas recevoir de nouveau chargement.

6. 1^o Pour les wagons qui ont servi au transport de têtes de menu bétail (volailles exceptées), emballées individuellement en caisses ou en cages, et qui n'ont pas été salis par des débris de litière ou de nourriture, des excréments, etc., le lavage à l'eau chaude des parois, des planchers et des plafonds sera considéré comme désinfection suffisante, sous réserve des cas prévus aux alinéas 2 b) et 3.

2^o Les wagons utilisés pour le transport de volailles vivantes emballées ne devront être nettoyés et désinfectés, conformément aux dispositions précédentes, que lorsque ces wagons auront été souillés par des débris de litière ou de nourriture ou par des excréments.

7. 1^o Les Parties contractantes s'engagent à coller des étiquettes jaunes portant l'inscription « A désinfecter » sur les wagons utilisés pour le transport des animaux spécifiés au début du présent accord ; ces étiquettes seront apposées des deux côtés du wagon au moment du chargement ou, pour les wagons provenant d'Etats tiers, lors de l'entrée de ces wagons sur le territoire de la Partie en question. Lorsqu'il y a lieu de soumettre un wagon à la désinfection radicale (2 b) et 3), il devra, à la station où l'application de cette procédure de désinfection est rendue ou reconnue nécessaire, être pourvu d'étiquettes de couleur jaune portant, au centre, une bande verticale rouge et munies de la mention imprimée « A désinfecter à fond ». Après désinfection, les étiquettes seront enlevées et remplacées par des étiquettes de couleur blanche, portant la mention imprimée « Désinfecté le..... à..... heures, à..... » qui ne seront retirées que lors du rechargement du wagon.

2^o Lorsque les wagons utilisés pour le transport de volailles vivantes emballées devront être nettoyés et désinfectés aux termes de l'alinéa 2 du numéro 6, la station destinataire y apposera les étiquettes en question.

3^o Au cas où un wagon, au moment du passage du territoire de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie, ne porterait pas les étiquettes prescrites, l'administration qui prendra ce wagon en charge réparera cet oubli à la station frontière.

8. Si des signes extérieurs permettent de reconnaître à l'entrée sur le territoire de l'une des Parties contractantes que des wagons vides ou chargés de marchandises autres que les animaux spécifiés au début du présent accord ont servi au transport de ces animaux, mais n'ont pas été nettoyés et désinfectés conformément aux prescriptions du présent accord, ces wagons, s'ils ne sont pas refusés à l'entrée, devront être nettoyés et désinfectés conformément aux dispositions du présent accord.

9. Les présentes dispositions seront également applicables, par analogie, aux bateaux, en ce qui concerne les locaux où les animaux auront séjourné ou dans lesquels ils auront pénétré.

the wagons have been used to convey ruminants from stations within twenty kilometres of which foot-and-mouth disease is prevalent or has not yet been declared to be at an end. The competent administrative authorities retain the right to order special disinfection (2) (b)) in other cases as well, if they consider it essential to prevent the spread of the above-mentioned diseases.

(4) If thorough disinfection (2) (b)) of wagons with an internal plank lining should be required, the said lining must be removed, cleansed and disinfected in the same manner as the wagon. The internal plank lining need not be removed when the wagons have only been used to convey small animals packed separately.

(5) (1) In the case of padded wagons, the cushions, which must be removable, shall be adequately cleansed. If the wagon is infected with one of the diseases mentioned in (2) (b), or if there is good reason to suspect such infection, the cushions shall be burnt.

(2) The wagon itself shall be subjected to the treatment described under Nos. (1) to (3). Foreign wagons (*i. e.*, those belonging to neither of the two Contracting Parties) the padding of which cannot be removed may not be reloaded.

(6) (1) Wagons which have been used for the separate conveyance of small animals (except poultry) in boxes or crates and which have not been soiled with straw, fodder, droppings, etc., shall be regarded as adequately disinfected if the walls, flooring and ceiling have been washed down with hot water, except in the cases mentioned under (2) (b) and (3).

(2) Wagons used for the conveyance of live poultry in crates shall be cleansed and disinfected as provided above, only if soiled with straw, fodder or droppings.

(7) (1) The Contracting Parties undertake to mark the railway wagons used for the conveyance of animals belonging to the species mentioned above, at the time of loading, or in the case of wagons coming from a third country, at the time of entry into their territory, by affixing to each side of such wagons a yellow label bearing the words "For disinfection". If any wagon requires thorough disinfection (2) (b) and (3)), it shall be marked, at the station in which the circumstances calling for such disinfection arise or come to light, by means of yellow labels with a central vertical red line bearing the words "For thorough disinfection". Once the disinfection has been carried out, the labels shall be removed and replaced by white labels bearing the words "Disinfected on at o'clock, at", which shall not be removed until the wagon is reloaded.

(2) Wagons used for the conveyance of live poultry in crates shall be labelled at the station of destination if in need of cleansing and disinfection in accordance with No. (6), paragraph 2.

(3) If a wagon is not labelled in the prescribed manner when crossing from the territory of one of the Contracting Parties into that of the other, the omission shall be remedied at the station where the frontier is crossed by the authorities taking over the said wagon.

(8) Empty wagons or those loaded otherwise than with animals belonging to the above-mentioned species, which enter the territory of one of the Contracting Parties and which have obviously been used for the conveyance of such animals but have not been cleansed and disinfected as provided in the present Convention, shall, if not refused, be cleansed and disinfected as laid down in this Convention.

(9) The above provisions shall also apply *mutatis mutandis* to those portions of boats in which animals have been kept or through which they have passed.

ANNEXE III

A LA CONVENTION RELATIVE AUX ÉPIZOOTIES.

CONVENTION RELATIVE AU PACAGE

1. Les habitants de la zone frontière de la République d'Autriche et du Royaume de Yougoslavie pourront, chaque année, mener leur bétail sur les alpages au delà de la frontière nationale. Cette autorisation s'applique aux bovidés, aux solipèdes, aux moutons, aux chèvres et aux porcs. En ce qui concerne les porcs, il devra être prouvé qu'ils ont subi la vaccination préventive contre le rouget pendant l'année au cours de laquelle on les mène sur les alpages.

2. Les dispositions concernant le régime de l'admission temporaire seront applicables aux animaux qui franchissent la frontière en vue du pacage.

3. La montée des animaux au delà de la frontière s'effectuera en première ligne par tous les chemins qui sont ouverts au trafic frontalier général entre la République d'Autriche et le Royaume de Yougoslavie.

Les autorités administratives et douanières des districts frontières des deux Parties pourront, selon les besoins, désigner d'un commun accord d'autres chemins par lesquels s'effectuera la montée des animaux.

4. Les dispositions suivantes seront applicables au passage de la frontière lors de la montée des animaux aux alpages :

a) Le propriétaire devra produire des laissez-passer réglementaires pour le bétail ; ces pièces seront délivrées par les autorités communales du lieu d'où viennent les animaux et mentionneront qu'elles ont été établies exclusivement pour le pacage. Sur ces laissez-passer, un vétérinaire officiel ou autorisé spécialement à cet effet par l'administration de l'Etat devra en outre attester que chaque animal est sain et que, dans les communes où les animaux ont séjourné, il ne règne aucune maladie contagieuse, soumise à la déclaration obligatoire et transmissible à l'espèce animale en question.

Un laissez-passer collectif pourra être établi pour le bétail de la même espèce et du même propriétaire, qui est conduit au même pâturage.

L'apparition de cas isolés de charbon, de fièvre charbonneuse, de phlyctène, de rouget et de rage, ainsi que de la forme de la tuberculose soumise à la déclaration obligatoire, ne fera pas obstacle à la délivrance de laissez-passer si ces maladies ne règnent pas dans les fermes d'où les animaux sont conduits aux alpages. Le vétérinaire compétent indiquera également sur le laissez-passer si, et contre quelles maladies épizootiques, le bétail en question a été vacciné pendant l'année en cours.

b) Lorsque les animaux franchissent la frontière pour être conduits aux alpages, le propriétaire devra remettre aux services douaniers de frontière — bureaux ou postes des douanes — des deux Etats contractants, ainsi qu'à la commune de destination, une liste portant sa signature et indiquant les animaux destinés à être menés aux pâturages. La liste mentionnera, par tête, l'espèce, le sexe, l'âge, le cas échéant l'état de gestation, la couleur et les signes particuliers des animaux. Sur la base de cette liste et des laissez-passer pour le bétail, les autorités douanières des deux pays prendront les mesures prévues sous le N° 2.

L'accomplissement des formalités douanières, ainsi que l'examen par le vétérinaire de l'Etat dans lequel le bétail est conduit, auront lieu aux lieux de passage de la frontière et aux jours qui seront fixés d'un commun accord par les autorités administratives et douanières des districts frontières des deux Etats.

Lorsque les animaux franchissent la frontière pour être menés aux alpages, les autorités douanières des districts frontières attesteront également sur les listes l'accomplissement des formalités douanières.

ANNEX III

TO THE CONVENTION ON EPIZOOTIC DISEASES.

CONVENTION REGARDING PASTURAGE.

1. The inhabitants of the frontier zone of the Republic of Austria and of the Kingdom of Yugoslavia may every year bring their live-stock to the mountain pastures outside the national frontier. This permission shall apply to cattle, to solipeds, to sheep, goats and swine. In the case of swine, proof must be given that they have been vaccinated against swine erysipelas during the year in the course of which they are taken to the mountain pastures.

2. The provisions concerning the regime for temporary admission shall apply to animals crossing the frontier for pasturage.

3. The ascent of the animals beyond the frontier shall take place primarily by all paths open to general frontier traffic between the Republic of Austria and the Kingdom of Yugoslavia.

The administrative and Customs authorities of the frontier districts of the two Parties may, if and when required, designate by mutual agreement other paths by which the ascent of the animals can take place.

4. The following provisions shall apply when animals cross the frontier on the way to mountain pasture :

(a) The owner must produce the regulation live-stock permits for his animals ; these documents shall be issued by the communal authorities of the place from which the animals come and must state that they have been issued exclusively for pasturage. On these permits a State veterinary officer or a veterinary surgeon having special Government authority for the purpose must further certify that every animal is in a healthy condition and, furthermore, that the communes in which the animals have been are free from any notifiable infectious disease communicable to animals of that species.

A collective permit may be issued for live-stock of the same species and belonging to the same owner which is being driven to the same pasture.

The sporadic appearance of anthrax, symptomatic anthrax, vesicular exanthem, swine erysipelas and rabies and of the notifiable form of tuberculosis shall not prevent the issue of permits, provided such diseases do not break out in the farms from which the animals are driven to mountain pasture. The competent veterinary surgeon shall also indicate on the permits whether the live-stock in question has been vaccinated during the current year and, if so, against what epizootic diseases.

(b) When animals cross the frontier to be driven to mountain pasture, the owner must submit to the frontier Customs services (Customs offices or posts) of the two Contracting States, and to the commune to which the live-stock is bound, a list bearing his signature showing the animals which it is intended to drive to pasture. The list shall give, by head, species, sex, age, if necessary, state of gestation, colour and distinguishing marks of the animals. On the basis of this list and of the live-stock permits, the Customs authorities of the two countries shall take the measures provided for under No. 2.

Customs formalities and examination by the veterinary officer of the State to which the live-stock is driven shall be carried out at the places at which the frontier is crossed and on days to be fixed by mutual agreement between the administrative and Customs authorities of the frontier districts of the two States.

When animals cross a frontier to be driven to pasture, the Customs authorities of the frontier districts shall also certify on the lists that the Customs formalities have been carried out.

Les droits de douane ne seront versés ni lors de la montée ni au retour ; ils seront simplement garantis par une sûreté. Cette sûreté peut résulter d'une déclaration écrite du propriétaire lui-même, engageant sa responsabilité, ou revêtir la forme d'une autre garantie prévue par les dispositions légales. Si le propriétaire n'a pas fourni de sûretés suffisantes sous une autre forme, les autorités douanières pourront retenir un nombre correspondant d'animaux pour garantir les droits de douane et, le cas échéant, les amendes.

5. La mention du laissez-passer concernant l'état de santé des animaux est valable pendant dix jours ; si les animaux n'ont pas franchi la frontière dans ce délai, le vétérinaire compétent devra attester à nouveau l'état de santé sur le laissez-passer.

6. Si, lors de l'examen effectué pour les besoins de la police vétérinaire au moment où les animaux franchissent la frontière pour être conduits aux alpages, un seul animal est reconnu atteint ou suspect d'une maladie épizootique, les animaux de l'espèce à laquelle cette maladie est transmissible seront refoulés.

7. Si l'examen vétérinaire fait ressortir qu'il existe une menace d'épizootie au sens du N° 6 et si, pour cette raison, la montée du bétail n'est pas autorisée, on pourra, sur la demande et aux frais du propriétaire, faire appel en vue d'un nouvel examen au vétérinaire en chef de l'administration compétente de deuxième instance de l'Etat dans lequel le bétail doit être conduit. Jusqu'à l'arrivée du vétérinaire en chef, on fixera, d'accord avec le propriétaire, le lieu où les animaux devront rester sous contrôle, conformément aux prescriptions des autorités compétentes de l'Etat contractant intéressé. L'avis du vétérinaire en chef tranchera définitivement la question.

8. Le résultat de l'examen effectué pour les besoins de la police vétérinaire, lors du passage de la frontière, sera consigné sur le laissez-passer du bétail aussi bien que dans les listes.

9. Il incombe au conducteur des animaux de conserver les laissez-passer ainsi certifiés.

10. Lorsque des chèvres sont conduites aux alpages, l'administration forestière compétente, tenant compte, autant que possible, des droits de pacage appartenant aux particuliers, pourra édicter des prescriptions pour protéger les forêts.

11. Lorsqu'il aura été satisfait aux prescriptions ci-dessus, les animaux, après avoir été annoncés au préalable à la commune où se trouvent les pâturages, pourront être menés sur ces derniers.

12. Les dispositions de la législation vétérinaire concernant le bétail indigène s'appliquent également aux animaux conduits au pacage. Le propriétaire ou son représentant est notamment tenu d'informer, dans les vingt-quatre heures, de toute maladie suspecte d'être épizootique et de la mort d'un animal le maire de la commune à laquelle appartiennent les pâturages. Si une maladie épizootique se déclare parmi le bétail étranger, et si, pour cette raison, le bétail atteint ou suspect d'une maladie épizootique doit être abattu d'après les prescriptions légales, la commission sanitaire compétente consignera dans un procès-verbal toutes les circonstances dont il y aura lieu de tenir compte, le cas échéant, pour régler la question de l'indemnité. L'original ou une copie certifiée de ce procès-verbal sera transmis aux autorités administratives du pays d'origine.

Si le charbon ou la fièvre charbonneuse fait son apparition parmi les animaux de pacage, on procédera au recensement et à l'évaluation comme pour le bétail indigène.

13. On ne pourra sans autorisation administrative spéciale utiliser les animaux mâles étrangers se trouvant sur les alpages pour saillir du bétail indigène, ni des animaux mâles indigènes pour saillir du bétail étranger.

14. Avant le retour des animaux des alpages, qui s'effectuera par la même voie que la montée, neuf mois au plus tard après celle-ci, le propriétaire devra aviser les services douaniers compétents des districts frontières (N° 4 b)) des deux pays, en soumettant les laissez-passer du bétail. Le service des douanes, à l'aide des listes déposées, vérifiera l'identité des animaux, procédera aux formalités prescrites par les règlements douaniers et restituera la garantie.

Les animaux nés pendant le pacage devront être ramenés avec leurs mères dans le pays d'origine de cette dernière et ne seront pas frappés de droits de douane.

Customs duties shall not be paid either when the live-stock goes up to pasture or on return ; they shall simply be guaranteed by security. Such security may be given by a written declaration from the owner himself making himself responsible or be given in any other form of security provided for by legislation. Should the owner not have given sufficient security in another form, the Customs authorities may hold a corresponding number of animals in order to guarantee Customs duties and fines, if any.

5. The note on the permit concerning the state of health of the animals shall be valid for ten days ; if the animals have not crossed the frontier within that time, the competent veterinary officer must once more certify the state of health on the permit.

6. If, during the examination carried out under the veterinary police regulations at the moment when the animals cross the frontier to be driven to mountain pasture, one single animal is found to be suffering from or is suspected of suffering from an epizootic disease, the animals of the species to which such disease is communicable shall be rejected.

7. Should the veterinary examination bring out the fact that there is a danger of an epizootic disease within the meaning of No. 6 and if, for that reason, the ascent of the live-stock is not permitted, a fresh examination may, on application and at the expense of the owner, be requested from the chief veterinary officer of the competent Administration of Second Instance of the State into which the live-stock is to be driven. Pending the arrival of the chief veterinary officer, and by agreement with the owner, the place shall be determined at which the animals must remain under supervision in accordance with the regulations of the competent authorities of the contracting State concerned. The question should be finally settled by the chief veterinary officer.

8. The result of the veterinary police examination at the crossing of the frontier shall be noted both on the live-stock permit and on the lists.

9. The herdsman in charge of animals driven to pasture shall be responsible for keeping the permits thus certified.

10. When goats are driven to mountain pasture, the competent forestry administration, taking account as far as possible of pasture rights belonging to private persons, may issue regulations for the protection of forests.

11. When the above regulations have been complied with, the animals, after previous notice has been given, may be driven to the commune in which the pasture-land is situated.

12. The provisions of the veterinary legislation concerning the national live-stock shall also apply to animals driven to pasture. The owner or his representative shall more particularly be obliged to report any illness suspected of being epizootic and every death to the mayor of the commune to which the pasturage belongs within 24 hours. Should an epizootic disease appear among foreign live-stock, and if for that reason the live-stock suffering from an epizootic disease or suspected of it must be slaughtered according to the legal regulations, the competent veterinary commission shall put on record all the circumstances which may have to be taken into account and thereby any question of compensation. The original or a certified copy of such record shall be forwarded to the administrative authorities of the country of origin.

Should anthrax or symptomatic anthrax appear among animals at pasture, censuses shall be taken and estimates made as in the case of national live-stock.

13. Male animals from another country on mountain pasture may not be used to serve national live-stock, nor national male animals to serve foreign live-stock, without special permission from the administrative authorities.

14. Before the return from mountain pasture of the animals, which shall take place by the same route as the ascent, and not later than nine months after the latter, the owner must notify the competent Customs services of the frontier districts of both countries (No. 4 (b)), submitting the live-stock permits. The Customs services, with the assistance of the lists before them, shall verify the identity of the animals, carry out the formalities laid down in the Customs regulations and return the security.

Animals born during pasturage shall be brought back with their mothers into the country of origin of the latter and shall not be liable for Customs duty.

15. Il n'est pas permis de vendre des animaux pendant le pacage. Si les animaux ne reviennent pas du pays étranger dans un délai de neuf mois à dater de la montée ou si tous les animaux ne sont pas ramenés et que l'on ne puisse justifier ce fait, on appliquera les prescriptions des règlements douaniers des Etats contractants.

16. Il est interdit de ramener les animaux du pacage si une maladie contagieuse soumise à la déclaration obligatoire se déclare, soit chez quelques-uns seulement de ces animaux, soit dans la commune, et s'il y a lieu de craindre la propagation de la maladie épizootique. La même disposition s'applique lorsque la maladie épizootique se déclare dans un lieu que les animaux doivent traverser lors du retour. S'il est nécessaire de ramener les animaux d'urgence par suite du manque de fourrage, de conditions météorologiques défavorables, etc., ce retour pourra être autorisé, moyennant l'application des mesures que les autorités compétentes des deux Etats auront ordonnées pour empêcher la propagation de l'épizootie. Les autorités communales et les autorités douanières compétentes de l'Etat dans lequel se rendent les animaux devront également en être informées.

17. Si des animaux, avant le retour du pacage, sont morts sur le territoire de l'Etat voisin ou ont dû être abattus d'urgence, un certificat du vétérinaire ou de la commune devra être présenté dans chaque cas particulier au service douanier de frontière (N° 4 b)). A défaut d'un tel certificat, les droits de douane correspondants seront perçus pour chaque animal qui n'est pas ramené. Au cas où les droits de douane ne seraient pas acquittés, les autorités douanières pourront couvrir le montant de ces droits à l'aide du produit de la vente d'autres animaux.

18. La viande et les peaux d'animaux qui ont péri sur les alpages ou ont dû être abattus d'urgence, mais qui n'étaient pas atteints ou suspects d'une maladie épizootique, pourront être ramenés dans le pays d'origine moyennant un certificat vétérinaire ou un certificat délivré par l'autorité compétente de l'Etat intéressé ; dans ce cas, il ne sera pas perçu de droits de douane. Les services douaniers de frontière (N° 4 b)) devront être informés de ces faits, et ils en feront mention sur la liste.

19. Les produits d'origine animale et les produits de laiterie de la période de pacage, tels que le lait, le beurre, le fromage, ainsi que les poils, la laine, les sabots, les ongles et les peaux des animaux crevés ou abattus d'urgence, dont l'utilisation n'est pas interdite pour des motifs de police vétérinaire et qui n'ont pas été utilisés pour le pacage lui-même, devront être ramenés dans le pays d'origine sous le contrôle du service douanier de frontière (N° 4 b)) et bénéficieront de la franchise douanière.

Le fromage et le beurre qui sont produits pendant la période de pacage des animaux et qui proviennent de ce bétail, peuvent être importés en franchise de droits de douane, la production quotidienne étant fixée aux quantités maxima ci-après :

Beurre : 0,16 kg. par vache et 0,032 kg. par chèvre. Fromage : 0,29 kg. par vache, 0,058 kg. par chèvre et 0,029 kg. par mouton. Ces produits devront être importés lors du retour des animaux ou au plus tard quatre semaines après.

20. Les propriétaires et les conducteurs des bestiaux devront être porteurs d'une carte frontalière indiquant leur qualité de propriétaire ou de conducteur de bestiaux. Le porteur d'une telle carte frontalière sera autorisé à se rendre sur l'alpage et à y séjourner.

21. Les noms du personnel employé sur les alpages seront communiqués, avant le passage de la frontière, aux autorités administratives compétentes de l'Etat dans lequel s'effectue la montée des animaux ; ces autorités attestent sur les cartes frontalières cette qualité des intéressés. Le personnel muni de ces pièces de légitimation pourra séjourner dans les alpages pendant la période de pacage.

22. Les propriétaires qui, à cause de leurs animaux, ont affaire aux autorités du pays voisin, ne pourront se rendre dans ce dernier que par les chemins ouverts à la circulation générale ou aux habitants de la zone frontalière. En franchissant la frontière, ils sont tenus de se présenter aux autorités compétentes chargées de la surveillance de la frontière.

23. Les propriétaires d'animaux et leur personnel employé sur les alpages, qui sont porteurs de cartes frontalières (N°s 20 et 21), sont autorisés à rechercher les animaux égarés en territoire étranger, afin de les ramener au troupeau. Ils doivent au préalable se présenter dans la commune la plus

15. Animals may not be sold during pasturage. If animals do not return from the foreign country within nine months dating from ascent, or should all the animals not be brought back and no reason be adduced to justify that circumstance, the provisions of the Customs regulations of the Contracting State shall apply.

16. Animals may not be brought back from pasture if a notifiable contagious disease breaks out either among a few such animals or in the commune, and if there is reason to fear a spread of this epizootic disease. The same shall apply when the epizootic disease breaks out in a place which the animals have to pass through on their return. If it is urgently necessary to bring animals back by reason of lack of forage, unfavourable meteorological conditions, etc., such return may be authorised subject to the application of the measures which the competent authorities of the two States have ordered to prevent the spread of the epizootic disease. The competent communal and Customs authorities of the State to which the animals are to return must also be notified accordingly.

17. Should animals before returning from pasture die in the territory of the neighbouring State or have to be slaughtered there, in every individual case a veterinary certificate or a certificate from the communal authorities shall be submitted to the frontier Customs office (No. 4 (b)). Failing such a certificate, the Customs duty for which it would be liable shall be levied in respect of every animal which has not returned. Should the Customs duties not be paid, the Customs authorities may recover the amount of such duty by the sale of other animals.

18. The meat and hides of animals which have died on mountain pasture or have had to be slaughtered there, but which are not suffering from, or suspected of, epizootic disease, may be brought back into the country of origin on production of a veterinary certificate or a certificate issued by the competent authorities of the State concerned; in this case, such products shall not be liable for Customs duties. The frontier Customs services (No. 4 (b)) must be informed of the facts and will note them on the list.

19. Products of animal origin and milk products of the period of pasturage, such as milk, butter, cheese, and hair, wool, hooves, claws and hides of animals which have died or which have had to be slaughtered, the use of which is not forbidden under the veterinary police regulations and which have not been used during the pasturage itself, may be brought back into the country of origin under the supervision of the frontier Customs services (No. 4 (b)) and shall be exempt from Customs duty.

Cheese and butter which have been produced during the period of pasturage and coming from such live-stock may be imported free of Customs duty, the daily total maximum quantity of production being fixed as follows :

Butter : 0.16 kg. per cow ; 0.032 kg. per goat ; cheese : 0.29 kg. per cow ; 0.058 kg. per goat ; 0.029 kg. per sheep. Such products must be imported at the time when the animals return or not more than four weeks later.

20. The owners and herdsmen of live-stock must carry frontier cards, showing that they are the owners or herdsmen of live-stock. The holder of such a frontier card shall be authorised to proceed to the mountain pasture and to reside there.

21. The names of the persons employed on mountain pasture must be communicated before they cross the frontier to the competent administrative authorities in the State in which the ascent of the animals to mountain pasture takes place ; the said authorities shall certify on the frontier cards that they are owners or herdsmen. Persons provided with these identity documents may remain on the mountain pasture during the period of pasturage.

22. Owners of live-stock who have business with the authorities of the neighbouring State in respect of their animals may only proceed to that State by roads open to general traffic or to inhabitants of the frontier zone. When crossing the frontier, they must report to the competent authorities responsible for frontier supervision.

23. Owners of live-stock and their employees on mountain pastures holding frontier cards (Nos. 20, 21) shall be authorised to search for stray animals in foreign territory in order to bring them back to the herd. They must previously report to the authorities of the nearest commune or to

rapprochée ou au service de surveillance de la frontière le plus rapproché. Ceux-ci leur délivreront, en vue des recherches, un permis contenant une description exacte des animaux recherchés.

24. Les animaux étrangers séjournant sur les alpages ne pourront pas être réquisitionnés.

25. A l'occasion de l'examen effectué pour les besoins de la police vétérinaire lors du passage de la frontière, les propriétaires d'animaux acquitteront les mêmes taxes que celles qui sont fixées pour l'examen vétérinaire à la frontière des animaux importés d'un pays dans l'autre (trafic réciproque).

Les frais du contrôle et de la surveillance exercés aux fins de la police vétérinaire au cours du pacage seront à la charge de l'Etat ou de la commune sur le territoire duquel se trouve le pâturage.

Ces dispositions s'appliqueront *mutatis mutandis* aux animaux menés au pacage par des propriétaires possédant des terrains dans les deux pays ou ayant le droit, en vertu d'une servitude, de mener paître leurs animaux dans l'autre pays, lorsque ce bétail ne sera pas ramené chaque jour des pâturages.

ANNEXE E

CONVENTION

RELATIVE A LA RÉGLEMENTATION DU TRAFIC FRONTALIER.

Dans l'intention de régler le trafic dans les districts frontières d'une manière conforme aux besoins de la vie quotidienne des habitants des régions frontières, c'est-à-dire des ressortissants des deux Etats qui ont leur domicile dans la zone frontière des deux pays, les Parties contractantes sont convenues des dispositions suivantes :

Article premier.

1. Sera considérée comme zone frontière, une zone d'une largeur de dix kilomètres au maximum des deux côtés de la frontière douanière entre les deux Parties contractantes.

2. La liste des communes, dont les circonscriptions sont actuellement comprises dans la zone frontière, en totalité ou en partie, figure à l'annexe I.

3. Les Parties contractantes se réservent le droit de modifier ou d'élargir à certains endroits cette zone par un accord entre les autorités des deux pays, selon les besoins locaux. Toutefois, la largeur de la zone frontière ne pourra, en aucun cas, dépasser quinze kilomètres de chaque côté.

Article 2.

1. Dans le trafic réciproque à l'intérieur de la zone frontière, les marchandises et les produits du sol, originaires de la zone frontière et énumérés ci-après, sont exempts de tous droits d'entrée et de sortie, ainsi que de tout droit de timbre :

1° Foin, paille, herbes fourragères, matières de toute sorte utilisées comme litière et jonc ;

2° Fruits frais, y compris les raisins, fruits séchés au four, légumes frais, lait frais, lait caillé, sang d'animaux ;

3° Bois de chauffage, charbon, charbon de bois, charbon de tourbe ;

4° Pavés, pierres taillées ou non, à l'exclusion des dalles de moins de seize centimètres d'épaisseur, émeri en morceaux, pierraille et sable, chaux, gypse, argile, marne, ainsi que les terres ordinaires de toute espèce ;

5° Cendres broyées, engrais naturels et artificiels, résidus de levure, marc, résidus provenant de fruits et de graines oléagineuses pressés ;

the nearest frontier supervision service. Such authorities shall grant them for their search a permit containing an exact description of the animals which they are looking for.

24. Foreign live-stock on mountain pasture cannot be requisitioned.

25. Owners of live-stock when the veterinary police examination is carried out on crossing the frontier shall pay the same charges as those fixed for frontier veterinary examination of animals imported from one country to the other in the reciprocal live-stock traffic.

Expenditure on control and supervision for purposes of veterinary police during pasturage shall be chargeable to the State or commune on whose territory the pasture is situated.

These provisions shall apply *mutatis mutandis* to animals driven to pasture by owners possessing lands in both countries or having right under a servitude to graze their animals in the other country when such live-stock is not driven back daily from pasture.

ANNEX E.

CONVENTION

CONCERNING THE REGULATION OF FRONTIER TRAFFIC.

For the purpose of regulating traffic in frontier districts in a manner adapted to the requirements of the daily life of the inhabitants of the frontier districts, that is to say, the nationals of the two States who are domiciled in the frontier zone of the two countries, the Contracting Parties have agreed upon the following provisions.

Article 1.

1. The frontier zone shall be held to mean a zone not more than ten kilometres wide on both sides of the Customs frontier of the Contracting Parties.

2. The list of the communes, the whole or part of whose territory is at present included in the frontier zone, is given in Annex I.

3. The Contracting Parties reserve the right to alter or enlarge the said zone in certain places, according to local requirements, by an agreement between the authorities of the two countries. Nevertheless, the width of the frontier zone may not in any case exceed fifteen kilometres on either side of the frontier.

Article 2.

1. In reciprocal traffic within the frontier zone the goods and products of the soil, originating in the frontier zone and enumerated here below, shall be free of all import and export duties and all stamp duties :

(1) Hay, straw, vegetable forage, litter of all kinds and reeds.

(2) Fresh fruit, including grapes, dried fruit, fresh vegetables, fresh milk, curded milk, animal blood.

(3) Firewood, coal, charcoal, peat-charcoal.

(4) Paving stones, stone, hewn or not, with the exception of flooring slabs more than sixteen centimetres thick, emery in pieces, road metal and sand, lime, gypsum, clay, marl, and ordinary earth of any kind.

(5) Powdered ashes, natural and artificial fertilisers, residue of yeast, husks of grapes, etc., residue from pressed fruit and oleaginous seeds.

6° Farine, pain et pâtisserie ordinaire, en quantités de 3 kilogrammes au maximum pour chaque article ;

7° Œufs, au nombre de cinq au maximum ;

8° Viande, fromage, beurre et crème, en quantités de 1 kilogramme au maximum pour chaque article.

2. La franchise douanière n'est pas accordée si ces articles sont expédiés par la poste.

3. Les habitants de la zone frontrière pourront également importer les articles énumérés sous les Nos 1° à 5° en quantités couvrant leurs besoins pour une période prolongée, à condition qu'ils en fassent la preuve au service des douanes.

Article 3.

1. Le blé, les graines oléagineuses et le bois rond, que les habitants de la zone frontrière exportent dans la zone frontrière de l'autre Partie contractante en vue de les moudre, broyer ou couper et qui sont réimportés après leur transformation, bénéficieront de la franchise de droits de douane et de taxes (exception faite des droits de manutention de la douane) à l'entrée et à la sortie, ainsi qu'à leur retour, aux conditions prévues pour le trafic de perfectionnement, mais sans qu'il y ait lieu de déposer un cautionnement.

Il ne sera pas nécessaire d'obtenir au préalable une autorisation des administrations centrales.

2. Le transport devra s'effectuer par les mêmes voies à l'aller et au retour.

3. Les administrations des deux Parties contractantes établiront, d'un commun accord, des prescriptions plus détaillées.

Article 4.

1. Sont, en outre, exemptés de tous droits d'entrée ou de sortie, ainsi que de tout droit de timbre, les médicaments préparés que les habitants de la zone frontrière de l'une des Parties contractantes cherchent dans une pharmacie voisine de la région frontrière de l'autre Partie contractante en vertu d'une ordonnance d'un médecin ou d'un vétérinaire autorisé à exercer sa profession, ainsi que les remèdes courants dont la vente libre est autorisée dans les pharmacies et les drogueries, en quantités ne dépassant pas les besoins personnels ; sont toutefois exceptés les médicaments ou remèdes dont l'importation est interdite ou subordonnée à une autorisation spéciale.

2. Sont, en outre, exemptés de tous droits d'entrée ou de sortie, ainsi que de tout droit de timbre, les couronnes et bouquets de fleurs naturelles (fleurs, pétales et boutons), de feuilles (y compris les palmes), de mousse aquatique, d'herbes ou de branches (même avec fruits ou pommes de conifères), fraîches ou séchées, même posées sur du bois, du fil de fer, de la paille, etc., ou munies de rubans ou de nœuds de matières textiles ou de papier, ainsi que les plantes de toute sorte, même en pots. La franchise n'est accordée que si l'importation ou l'exportation a lieu à l'occasion d'une cérémonie (fête commémorative, mariage, enterrement), mais non pas lorsque ces objets sont importés ou exportés pour des usages industriels ou commerciaux.

Article 5.

1. Sont exemptés de tous droits d'entrée ou de sortie (exception faite des droits de manutention de la douane), ainsi que de tout droit de timbre, sans garantie douanière, mais à condition que soient observés les règlements douaniers en vigueur, les récipients usagés (sacs, fûts, bidons, paniers, etc.) et les moyens de transport servant au transport, entre les deux régions frontrières, des marchandises et des produits du sol énumérés à l'article 3, qu'ils soient importés remplis et ramenés vides ou inversement.

2. Si ces récipients sont soumis à l'étalonnage, il est entendu que les autorités de chaque Partie contractante reconnaîtront l'étalonnage effectué par les autorités de l'autre Partie et que les récipients portant le poinçon de l'une des Parties contractantes pourront être importés dans la région frontrière de l'autre Partie contractante ou en être exportés librement.

(6) Flour, bread and ordinary pastry, in quantities not exceeding three kilogrammes respectively.

(7) Eggs, up to a maximum number of five.

(8) Meat, cheese, butter and cream, in quantities not exceeding one kilogramme respectively.

2. Exemption from Customs duties shall not be granted if these goods are despatched by post.

3. Inhabitants of the frontier zone may also import the articles enumerated under Nos. 1 to 5 in quantities covering their requirements for a lengthy period, on condition that they furnish the Customs authorities with the necessary proof.

Article 3.

1. Wheat, oleaginous seeds and round timber exported by the inhabitants of the frontier zone for the purpose of being ground, pulverised or cut in the frontier district of the other Contracting Party and re-imported after being worked up, shall enjoy exemption from Customs duties and taxes (with the exception of fees for handling at the Customs-house) on entry and exit and on return, under the conditions laid down for the finishing traffic, without deposit of security being required.

Previous permission from the central authorities shall not be required.

2. The goods must be carried over the same route in both directions.

3. The administrations of the two Contracting Parties shall lay down more detailed regulations by mutual agreement.

Article 4.

1. Prepared medicines which the inhabitants of the frontier zone of one Contracting Party fetch from a neighbouring pharmacy of the other Contracting Party on a prescription from a doctor or veterinary surgeon authorised to exercise his profession, as well as ordinary remedies the free sale of which is authorised in pharmacies or drug stores in quantities not exceeding personal requirements, shall be exempt from all duties on import and export and from all stamp duties; an exception, however, shall be made in the case of medicines or remedies the import of which is forbidden or subject to the granting of a special permit.

2. Wreaths and bouquets of natural flowers (flowers, petals and buds), leaves (including palm leaves), water-moss, plants and branches (even when bearing fruit or fir cones), fresh or dried, even when fixed on wood, wire, straw, etc., or tied up with ribbons or knots of textile materials or paper, and plants of all kinds, even in pots, shall be exempt from all export and import duties and all stamp duties. Exemption shall only be granted if import or export takes place on the occasion of a ceremony (such as a commemorative festival, a wedding, a funeral), but shall not be granted when these objects are imported or exported for industrial or commercial purposes.

Article 5.

1. Exemption from all import and export duties (with the exception of fees for handling at the Customs-house) and of stamp duty without any security being deposited with the Customs, subject to the condition that the Customs regulations in force be observed, shall be granted in respect of used receptacles (sacks, casks, cans, baskets, etc.) and means of transport used for transporting the goods and products of the soil enumerated in Article 3, whether imported full and brought back empty, or the reverse, between the two frontier districts.

2. Should such receptacles be subject to gauging, it shall be understood that the authorities of each Contracting Party shall recognise the gauge of the authorities of the other Party, and that receptacles bearing the stamp of the one Contracting Party may be imported into the frontier zone of the other Contracting Party or exported therefrom freely.

Article 6.

1. Sont exemptés de tous droits d'entrée et de sortie (exception faite des droits de manutention de la douane) et de tout droit de timbre, les instruments et outils aratoires et forestiers et les autres instruments et outils servant à l'usage journalier, y compris les pièces ajoutées lors de réparations. Si ces instruments et outils sont transportés dans la région frontrière de l'autre Partie contractante pour y être réparés et s'ils en sont ramenés dans un délai fixé au préalable, il ne sera pas exigé d'autorisation des administrations centrales.

2. En ce qui concerne la procédure, on appliquera la disposition de l'article 3.

Article 7.

1. Sous réserve de la garantie à fournir à la douane conformément aux règlements sur l'admission temporaire, mais sans dépôt d'un cautionnement et sans autorisation préalable des administrations centrales, pourront être importés en franchise de droits de douane et de taxes (exception faite du droit de manutention de la douane) le bétail qui doit être sailli, châtré, conduit au vétérinaire ou pesé, les animaux destinés à être utilisés pour un travail temporaire, ainsi que les machines et outils agricoles devant servir à un usage temporaire, y compris les moyens de transport nécessaires à cet effet.

2. La frontière ne pourra être franchie que par les voies que les autorités des deux Parties contractantes désigneront d'un commun accord. Avant le passage de la frontière, il convient d'obtenir l'autorisation du bureau des douanes, du détachement douanier ou du poste douanier compétent. Afin de contrôler ce trafic du bétail, le propriétaire devra montrer les pièces établies par le bureau douanier de son propre pays au service des douanes de l'autre Partie contractante.

Article 8.

1. Les ressortissants des deux Parties contractantes qui ont leur domicile sur le territoire de l'une des Parties, à l'intérieur de la zone frontrière, mais qui possèdent des terrains sur le territoire de l'autre Partie, également à l'intérieur de la zone frontrière (propriétaires possédant des terrains dans les deux zones, au sens large), de même que les membres de leur famille et leurs domestiques, sont autorisés à transporter de leurs habitations à leurs terrains et *vice versa*, en franchise de tous droits d'entrée et de sortie, ainsi que de tous droits de timbre, les articles suivants :

a) Les animaux de labour et de pacage ;

Les animaux de pacage devront être ramenés chaque jour. Les dispositions de la Convention relative au pacage (annexe III à la Convention relative aux épizooties) s'appliquent aux animaux de pacage qui ne sont pas ramenés chaque jour.

b) Les instruments, outils et machines agricoles pour le travail du sol, les outils et instruments forestiers pour la production et le transport du bois, les échelas, le liber, les pulvérisateurs et soufflets pour la vigne, même avec tuyaux, de même que les substances destinées à la lutte contre les parasites agricoles, pour autant que leur utilisation est permise sur le territoire de la Partie contractante intéressée ; enfin les instruments pour la cave, à savoir jattes, cuves et tonneaux, robinets pour les tonneaux de bois, bondons en bois ou en liège, brosses pour le nettoyage des fûts, pèse-moût et pèse-vin, tuyaux et pompes pour le soutirage, marteaux et maillets pour la tonnellerie, couteaux de tonnelier, cercles pour fûts en bois ou en fer, crics, soufre pour le soufrage des fûts — tous les articles énumérés en quantités nécessaires pour l'exploitation intéressée —, y compris les moyens de transport nécessaires.

c) Les denrées alimentaires nécessaires aux ouvriers agricoles.

2. Les propriétaires possédant des terrains dans les deux zones (membres de leur famille, domestiques) et dont les terrains sont coupés par la ligne frontrière (propriétaires possédant des terrains dans les deux zones, au sens étroit) pourront encore transporter d'une partie de leur propriété

Article 6.

1. Agricultural and forestry implements and tools and other implements and tools for daily use, including pieces added in the course of repairs, shall be exempt from all import and export duties (with the exception of the fees for handling at the Customs-house) and of stamp duty. In the case of such implements and tools being brought into the frontier zone of the other Contracting Party to be repaired there and brought back within a time-limit fixed beforehand, no permit from the central administrations shall be required.

2. So far as procedure is concerned, the provisions of Article 3 shall apply.

Article 7.

1. Subject to the guarantee to be given to the Customs under the regulations on temporary admission, without deposit of security and without previously obtaining permission from the central authorities, the following shall be admitted free of Customs duties and taxes (with the exception of the fee for handling at the Customs): cattle to be served, gelded, taken to the veterinary surgeon for treatment, weighed, or used for temporary work, and agricultural machinery and implements for temporary use, including the means of transport necessary therefor.

2. The frontier may only be crossed by the routes which the authorities of the two Contracting Parties designate by joint agreement. Before the frontier is crossed, permission must previously be obtained from the Customs office, from the Customs detachment or the Customs post concerned. For purposes of supervision of such cattle traffic, the owner must produce the documents issued by the Customs office of his own country and show them to the Customs service of the other Contracting Party.

Article 8.

1. Nationals of the two Contracting Parties who are domiciled in the territory of one Party, within the frontier zone, but who own land in the territory of the other Party, also within the frontier zone (owners of land in both zones in the widest sense), and likewise members of their family and their servants, are authorised to bring from their place of residence to their land and *vice versa*, free of all import or export duties and of stamp duties, the following articles :

(a) Pack and draft animals and live-stock driven to pasture.

The live-stock driven to pasture must be driven back each day. The provisions of the Convention relating to Pasturage (Annex III of the Convention on Epizootic Diseases) shall apply to live-stock which are not driven back each day.

(b) Agricultural implements, tools, and machines for tilling the soil, forestry tools and implements for the production and transport of wood ; vine poles, dressing, pulverisers and vine sprayers including piping, and further all substances intended to combat agricultural parasites, provided that their use is allowed in the territory of the Contracting Party concerned ; and, further, cellar utensils, pails, vats, barrels, barrel taps for wooden barrels, wooden or cork bungs, brushes for cleaning barrels, oenometers for must and wine, pipes and pumps for emptying, coopers, hammers and mallets, coopers' knives, wooden and iron hoops, levers and sulphur for sulphurisation of barrels, all in sufficient quantity for the business concerned and including the means of transport necessary to move them.

(c) Foodstuffs necessary for agricultural workers.

2. Owners of land in both zones (members of their family, servants) whose lands are intersected by the frontier line (owners of land in both zones in the narrower sense of the word) may further carry from one part of their property to the other and *vice versa*, over and above the articles

à l'autre et *vice versa*, outre les objets mentionnés sous le N^o 1 a) à c), et sous les mêmes modalités que celles qui sont prévues sous le N^o 1 :

- a) Les semences nécessaires à l'exploitation agricole en question ;
- b) Les produits agricoles provenant de l'exploitation agricole en question, y compris le vin et les produits de l'élevage ; le blé peut être transporté à l'état décortiqué et le maïs à l'état égrené ;
- c) Les moyens de transport nécessaires à cet effet.

3. Les intéressés devront transporter ces articles dans la zone frontière où ils ont leur domicile permanent, à savoir, les produits agricoles jusqu'au 31 mars de l'année économique suivante et le vin jusqu'au 30 juin de l'année économique suivante.

4. Les instruments et les objets qui ne sont pas destinés à la consommation devront être ramenés dans la zone frontière propre jusqu'au 31 décembre de chaque année économique. Ils ne pourront rester dans la zone frontière de l'autre pays, même au delà de ce délai, que s'ils ont été déclarés comme objets d'inventaire lors de l'établissement du certificat délivré au propriétaire qui possède des terrains dans les deux zones frontières, et inscrits sur ce certificat.

5. Les habitants de la zone frontière qui, en vertu d'une servitude, ont le droit de mener paître leurs bestiaux de l'autre côté de la frontière, sont assimilés aux propriétaires ayant des terrains dans les deux zones frontières si le fonds servant et le fonds dominant sont situés dans la zone frontière.

6. Les dispositions de l'article 8 s'appliquent également aux églises et aux établissements autonomes ainsi qu'aux associations agricoles (*Agrargemeinschaften*) qui possèdent des terrains dans les deux zones frontières.

7. Les propriétaires possédant des terrains dans les deux zones frontières au sens large et au sens étroit (N^{os} 1 et 2 du présent article) recevront, outre la carte frontalière (article 10), une pièce de l'autorité douanière compétente du lieu de leur domicile qui attestera leur qualité de propriétaire possédant des terrains dans les deux zones frontières (membres de leur famille, domestiques) et qui sera visée par l'autorité douanière de l'autre Partie contractante. Il ne sera pas nécessaire que cette pièce soit munie d'une photographie.

8. Les avantages susmentionnés ne s'appliquent qu'aux propriétaires possédant des terrains dans les deux zones frontières qui sont actuellement propriétaires ou qui acquerront ultérieurement les terrains, soit par acte entre vifs, soit par voie de succession, de personnes dont ils sont les héritiers légaux d'après les lois de l'Etat sur le territoire duquel se trouve le siège principal de l'exploitation des propriétaires possédant des terrains dans les deux zones frontières.

Article 9.

Les dispositions de la Convention relative aux épizooties (annexe D du Traité de commerce) s'appliqueront à la circulation des animaux dans la zone frontière des deux Parties contractantes.

Article 10.

1. Les habitants de la zone frontière, pour franchir la frontière, n'ont besoin que d'une carte frontalière ; munis de cette carte, ils peuvent librement circuler dans la zone frontière de l'Etat voisin.

Tous les bureaux de douane et les postes qui en dépendent sont autorisés à laisser entrer sous le régime de l'admission temporaire les moyens de transport de toute sorte utilisés par les habitants de la zone frontière qui franchissent la frontière.

2. La carte frontalière sera munie d'une photographie et contiendra le signalement du porteur. Elle sera délivrée par l'administration du district ou ses bureaux, ou encore par le commissariat d'Etat de la police de frontière (*Staatliches Grenzpolizeikommissariat*) du lieu de domicile, et visé par l'autorité compétente de l'autre pays. La carte frontalière et le visa sont valables pendant un an et pourront être prolongés après l'expiration de ce délai.

mentioned under No. 1 (a) to (c), and subject to the same conditions as those laid down in No. 1, the following articles :

- (a) Seed necessary for sowing the lands in question ;
- (b) Agricultural products harvested on the land in question, including wine and the products of live-stock rearing ; wheat may be carried when winnowed and maize when shelled ;
- (c) The necessary means of transport.

3. The persons concerned must carry these articles into the frontier zone where they are permanently domiciled ; that is to say, agricultural produce up to March 31st of the following working year and wine up to June 30th of the following working year.

4. Implements and articles which are not intended for consumption must be brought back into the frontier zone of domicile by December 31st of each working year. They may not remain in the frontier zone of the other country beyond that time unless they have been declared as part of an inventory when the certificate of ownership of land in both zones is made out and must be entered on that certificate.

5. The inhabitants of the frontier zone who, by reason of a servitude, have a right to graze their cattle on the other side of the frontier shall be in the same position as owners of land in the two frontier zones, should the land liable to servitude and that to which the servitude is due both be situated in the frontier zone.

6. The provisions of Article 8 shall also apply to churches and autonomous establishments and agricultural associations (*Agrargemeinschaften*) owning land in the two frontier zones.

7. Owners of land in the two frontier zones in the widest and the more restricted sense (Nos. 1 and 2 of the present Article) shall receive, over and above the frontier card (Article 10), a document from the competent Customs authority of their place of domicile certifying that they are owners of land in both frontier zones (members of their families, servants), which document shall be visaed by the Customs authority of the other Party. It is not necessary for this document to bear a photograph.

8. The above privileges shall only apply to persons who are at present owners or who shall hereafter acquire land either by a transfer among living persons or by inheritance from persons whose legal heirs they are under the laws of the State in whose territory the main seat of the activities of the persons owning land on both sides of the frontier is situated.

Article 9.

The provisions of the Convention on Epizootic Diseases (Annex D of the Treaty of Commerce) shall apply to the traffic of animals in the frontier zones of both Contracting Parties.

Article 10.

1. The inhabitants of the frontier zone, in order to cross the frontier, shall only require a frontier card, which entitles them to move about freely in the frontier zone of the neighbouring State.

All Customs offices and posts under them are authorised to allow free entry, under the regime of temporary admission, of the means of transport of all kinds used by inhabitants of the frontier zone crossing the frontier.

2. The frontier card shall bear a photograph and shall give a description of the holder. It shall be issued by the district administration or its offices or by the State Frontier Police Commissariat (*Staatliches Grenzpolizeikommissariat*) at the place of domicile and visaed by the competent authority of the other country. The frontier card and the visa shall be valid for one year and may be extended after the expiry of that time-limit.

3. Une carte frontalière collective pourra être établie pour plusieurs membres d'une famille si toutes les personnes intéressées sont nettement reconnaissables sur la photographie dont cette carte est munie.

4. Les enfants de moins de douze ans n'ont pas besoin d'une carte frontalière propre pour franchir la frontière en compagnie d'une personne adulte, à condition qu'ils soient inscrits sur la carte frontalière de cette dernière.

5. Pour les membres de la famille des propriétaires possédant des terrains dans les deux zones frontières, les domestiques de ces derniers et certains ouvriers porteurs de cartes frontalières, le bureau de douane compétent, sur la demande des intéressés faisant valoir les nécessités de l'exploitation desdits terrains, pourra délivrer une pièce leur permettant de franchir la frontière pour exploiter plus facilement ces terrains. Aucune taxe ne sera perçue pour le visa de cette pièce, sur laquelle il ne sera pas exigé de photographie.

6. Nonobstant les dispositions concernant le transit, les porteurs d'une carte frontalière pourront également circuler dans la zone frontière et franchir la frontière nationale en chemin de fer.

7. Les facilités les plus larges seront accordées aux habitants de la zone frontière porteurs d'une carte frontalière pour qu'ils puissent s'adresser aux autorités compétentes de première instance dont le siège se trouve en dehors de la zone frontière; à cet effet, les intéressés devront franchir la frontière par les chemins qui seront désignés par les autorités des deux Parties contractantes.

8. En règle générale, la durée du séjour dans la zone frontière en vertu de la carte frontalière ne doit pas dépasser trois jours.

Article 11.

1. Sauf les exceptions prévues aux articles 12 et 14 de la présente convention, les habitants de la zone frontière ne pourront franchir la frontière qu'entre le lever et le coucher du soleil. Les heures de passage de la frontière, fixées dans ces limites suivant la saison, seront portées à la connaissance des intéressés, en temps voulu, par des affiches apposées dans les bureaux de douane.

2. Les bureaux de douane des deux Parties contractantes établiront, le cas échéant, des dérogations pour le passage de la frontière à l'époque des semailles, de la fenaison et des vendanges.

Article 12.

1. Dans des cas particulièrement urgents (maladie grave, accident, décès, enterrement, etc.), les services chargés de la surveillance de la frontière pourront autoriser immédiatement les habitants de la zone frontière à franchir la frontière dans l'un et l'autre sens, en vue d'un séjour de courte durée dans la région frontière de l'autre Partie contractante. Cette autorisation est accordée au moyen d'un laissez-passer conforme au modèle ci-joint et n'est valable que pour franchir la frontière une fois dans chaque sens.

2. En cas de sinistres (incendies de forêt, incendies, inondations, etc.), les équipes de sauvetage, avec leur équipement et leurs attelages, pourront franchir la frontière dans l'un et l'autre sens sans formalités particulières, même la nuit.

Article 13.

1. Les cartes frontalières, les laissez-passer, les certificats délivrés aux propriétaires possédant des terrains dans les deux zones frontières, les pièces visées à l'alinéa 5 de l'article 10, ainsi que leur visa, sont exempts de tous droits de timbre.

2. Les frais résultant de la délivrance et du visa devront être réduits au strict minimum.

Article 14.

1. Les Parties contractantes se déclarent prêtes à autoriser les médecins et les vétérinaires établis dans la zone frontière à exercer leur art dans cette zone, dans les cas urgents et notamment en cas d'accident.

3. A collective frontier card may be issued for several members of the same family should all the persons concerned be clearly recognisable on the photograph with which the said card is provided.

4. Children under twelve years of age shall not require a frontier card of their own to cross the frontier when accompanied by an adult, on condition that they are mentioned in that adult's card.

5. In the case of members of the family of owners of land in both frontier zones, their servants and individual workers holding frontier cards, the competent Customs office may, upon the request of the owners proving the necessity of working the said lands, issue a pass for crossing the frontier for the purpose of facilitating the working of the land owned in both zones. No charge shall be made for the visa of this document, for which no photograph shall be required.

6. Notwithstanding the provisions concerning transit, the holders of a frontier card may also move about in the frontier zone and cross the national frontier by rail.

7. The widest facilities shall be granted to inhabitants of the frontier zone holding a frontier card who desire to call upon the competent authorities of first instance whose seat is outside the frontier zone; for this purpose, they must cross the frontier by the roads designated by the authorities of the two Contracting Parties.

8. As a general rule, the duration of residence in the frontier zone in virtue of the frontier card should not exceed three days.

Article 11.

1. Save for the exceptions provided for in Articles 12 to 14 of the present Convention, inhabitants of the frontier zone may only cross the frontier between sunrise and sunset. The hours between which the crossing of the frontier is permitted, which shall be fixed according to the season, shall be published in good time by notices posted up in the Customs offices.

2. The Customs offices of the two Contracting Parties shall, if necessary, provide for exceptions in respect of the daily crossing of the frontier at the time of sowing, hay harvest and vintage.

Article 12.

1. In particularly urgent cases (serious illness, accident, death, burial, etc.), the services responsible for the supervision of the frontier may immediately authorise inhabitants of the frontier zone to cross the frontier in either direction for a short stay in the frontier zone of the other High Contracting Party. Such authorisation shall be granted by means of a pass, made out in accordance with the model attached, and valid only for crossing the frontier once in each direction.

2. In the case of disasters (forest fires, fires, floods, etc.), life-saving crews, together with their equipment and vehicles, may cross the frontier in both directions even at night without any special formalities.

Article 13.

1. The frontier cards, passes and certificates issued to owners of land in both frontier zones, the documents referred to in paragraph 5 of Article 10, and their visas shall not be liable for any stamp duty.

2. The cost of issue of documents and of the visa shall be reduced to the strict minimum.

Article 14.

1. The Contracting Parties declare that they are ready to authorise doctors and veterinary surgeons domiciled in the frontier zone to exercise their profession in that zone in urgent cases and particularly in cases of accident.

2. Les médecins et les vétérinaires, dans l'exercice de leur profession, pourront également franchir la frontière, au besoin même dans la nuit, en voiture, en automobile, à bicyclette, à motocyclette ou à dos d'animal, sans être obligés de se présenter au bureau de douane ; cette autorisation s'applique également au cocher ou au chauffeur de leur véhicule. Ils pourront emporter les instruments, articles de pansement et autres objets qui leur sont nécessaires dans l'exercice de leur profession pour accorder les premiers secours.

3. De même, les artisans qui sont domiciliés actuellement dans les deux zones frontières et qui y ont exercé jusqu'à présent leur profession sont autorisés à procéder, dans l'exercice de leur profession, à des réparations dans la région frontrière de l'autre Partie contractante. A cet effet, ils pourront transporter les outils et les matériaux nécessaires à travers la frontière en franchise de droits d'entrée et de sortie.

4. Les habitants des zones frontières des deux Parties contractantes qui exploitent dans la zone frontière de leur propre pays une entreprise de camionnage (même avec véhicules automobiles) sont autorisés à se livrer à cette exploitation entre des points différents de la zone frontière des deux Parties contractantes.

5. Le matériel d'exploitation et les animaux de trait nécessaires, y compris les accessoires indispensables, sont exempts de tous droits d'entrée et de sortie ; toutefois, les bureaux de douane compétents des deux pays sont autorisés à exiger une garantie douanière, sans que celle-ci puisse cependant comporter le dépôt d'un cautionnement.

6. Les propriétaires de véhicules sont tenus d'observer sur le territoire de l'autre Partie contractante les règlements sur la circulation qui y sont en vigueur.

7. Les artisans mentionnés sous les Nos 3 et 4 ne seront pas assujettis, dans l'exercice de leur profession, à des taxes professionnelles ou autres sur le territoire de l'autre Partie contractante, exception faite pour les transports de personnes et de marchandises par véhicules automobiles, qui sont soumis aux prescriptions des deux Parties contractantes concernant ce trafic.

8. Des dispositions plus détaillées concernant ce trafic seront établies d'un commun accord par les autorités des deux Parties contractantes.

9. Les médecins et les vétérinaires ainsi que les artisans mentionnés sous les Nos 3 et 4 devront être munis, en dehors de la carte frontalière, d'une pièce de l'autorité compétente du lieu de leur domicile indiquant leur profession ou attestant que, dans leur pays d'origine, ils ont le droit d'exercer la profession de médecin, de vétérinaire ou d'artisan ; cette carte sera visée, selon les mêmes modalités que la carte frontalière, par les autorités de l'autre Partie. Ces pièces devront désigner exactement les moyens de transport dont les médecins et les vétérinaires font usage dans l'exercice de leur profession.

Article 15.

1. Les cartes frontalières, les laissez-passer, les certificats délivrés aux propriétaires possédant des terrains dans les deux zones frontières, les pièces et certificats visés à l'alinéa 5 de l'article 10 et à l'article 14, après l'expiration de leur délai de validité ou l'extinction de leur validité, devront immédiatement être rendus à l'autorité qui les a délivrés.

2. Tout usage abusif des pièces d'identité susmentionnées — nonobstant les conséquences prévues à l'article 16 — sera réprimé selon les dispositions légales de celle des deux Parties contractantes sur le territoire de laquelle l'abus aura été commis.

Article 16.

1. Les avantages prévus pour le trafic frontalier ne s'appliquent pas aux personnes qui ont été condamnées dans trois cas pour infraction grave aux règlements douaniers, ou dans un cas en raison de trois infractions de cette nature.

2. Doctors and veterinary surgeons, in the exercise of their profession, may also cross the frontier, if necessary even at night, in carriages, in automobiles, on bicycles, on motor cycles or saddle animals, without being obliged to report at the Customs office ; the same applies to coachmen or drivers of their vehicles. They may take with them instruments, material for bandages and other necessary professional requisites for rendering first aid.

3. Likewise, artisans at present domiciled in the two frontier zones and who have hitherto carried on their trade there are authorised in the exercise of such trade to carry out repairs in the frontier zone of the other Contracting Party. For this purpose, they shall be entitled to take the necessary tools and materials across the frontier free of export and import duties.

4. Inhabitants of the frontier zone of the two Contracting Parties who are engaged in business as carriers in the frontier zone of their own country (even with motor vehicles) shall be authorised to carry on such business between different points of the frontier zone of the two Contracting Parties.

5. The necessary material and draught animals, including indispensable accessories, shall be exempt from all import and export duties ; nevertheless, the competent Customs officers of the two countries shall be authorised to require a Customs guarantee, without, however, requiring a deposit of security.

6. The owners of vehicles when in the territory of the other Contracting Party must observe the traffic regulations in force there.

7. The artisans mentioned under paragraphs 3 and 4 shall not, in respect of the exercise of their profession, be liable for professional or other taxes in the territory of the other Contracting Party, with the exception of transport of passengers or goods by motor vehicles which are subject to the regulations of the two Contracting Parties concerning such traffic.

8. More detailed regulations concerning such traffic shall be issued by mutual agreement between the authorities of the two Contracting Parties.

9. The doctors and veterinary surgeons and artisans mentioned in paragraphs 3 and 4 must be provided, over and above the frontier card, with a certificate from the competent authority of their place of domicile indicating their profession or certifying that in their country of origin they have the right to exercise the profession of doctor, veterinary surgeon or artisan ; this card shall be visaed in the same manner as the frontier card by the authorities of the other Party. Such documents must give an exact description of the means of transport used by the said doctors and veterinary surgeons in the exercise of their profession.

Article 15.

1. The frontier cards, passes, certificates issued to owners of land in both frontier zones, the documents and certificates referred to in paragraph 5 of Article 10 and in Article 14 shall be returned to the authority which issued them immediately upon the expiration of the period of validity of such documents or when they cease to be valid.

2. Any improper use of the above-mentioned identity documents shall, irrespective of the consequences provided for in Article 16, be punished in accordance with the legislation of the Contracting Party in whose territory the offence was committed.

Article 16.

1. The facilities provided in respect of frontier traffic shall not be extended to persons who have been three times sentenced for a serious offence against the Customs regulations or in one case for three separate offences of this kind.

2. De même, le bénéfice des avantages susmentionnés pourra être retiré aux personnes qui auront été déclarées coupables d'usage abusif des cartes et certificats mentionnés aux articles 13 et 14.

3. Les Parties contractantes se réservent le droit d'interdire dans des cas particuliers l'accès de leur territoire à certains habitants de la zone frontière pour des raisons de sécurité nationale et publique, et de suspendre entièrement ou sur certains secteurs temporairement le trafic frontalier dans des circonstances extraordinaires (par exemple en cas de mouvement dirigé contre la sécurité de l'Etat, de danger d'épizootie).

4. Au cas où le trafic frontalier serait ainsi suspendu, le gouvernement qui prendra cette mesure en informera le gouvernement de l'autre Partie contractante, autant que possible huit jours à l'avance.

5. Au cas où une Partie interdirait l'accès de son territoire à certains particuliers, l'autorité qui prendra cette mesure en informera sans retard l'autorité compétente de l'autre Partie, en indiquant autant que possible les motifs.

Article 17.

Les Parties contractantes s'informeront réciproquement du montant des sommes que, dans chaque cas, les intéressés pourront emporter dans le petit trafic frontalier. Les prescriptions en vigueur seront portées à la connaissance du public à chaque bureau de douane de frontière.

Article 18.

1. Les autorités des Parties contractantes édicteront d'un commun accord des prescriptions plus détaillées en vue d'assurer l'application et la jouissance des avantages susmentionnés dans le trafic frontalier et d'empêcher les abus.

2. Jusqu'au moment où ces prescriptions auront été définitivement arrêtées, on continuera d'appliquer les dispositions du Protocole de Gratz du 15 octobre 1922 qui ont trait à l'application et à l'exécution, dans le cadre de la présente convention, des règles relatives au trafic frontalier qui n'ont pas été modifiées par cette dernière.

Article 19.

En vue d'assurer l'interprétation et l'application uniformes des dispositions de la présente convention, des prescriptions restant en vigueur du Protocole de Gratz du 15 octobre 1922 et des accords particuliers conclus à Maribor le 22 novembre 1923 (voir article 21), les Parties contractantes, au cas où l'une d'entre elles le demanderait en invoquant la nécessité de cette mesure, se déclarent prêtes à désigner pour toute la frontière, ou pour un secteur de cette dernière, des délégués de chaque Partie contractante dont l'un sera choisi dans les services administratifs et l'autre dans les services douaniers. Ces délégués se mettront directement en rapport les uns avec les autres, étant entendu qu'ils devront se communiquer quatorze jours auparavant l'objet des négociations ; ils prendront dans les affaires litigieuses, d'un commun accord, toutes les décisions utiles dans les limites de leurs pouvoirs.

Ces décisions entreront en vigueur quatorze jours au plus tard après la réalisation de l'accord. S'il n'intervient pas d'accord ou si l'affaire en question dépasse les limites des pouvoirs des délégués, ceux-ci demanderont des instructions à leur gouvernement.

Article 20.

En ce qui concerne le tourisme, on appliquera les dispositions de la Convention relative au trafic touristique dans la zone frontière (annexe F).

2. Similarly, the above-mentioned facilities may be withdrawn from persons who have been declared guilty of an improper use of the cards and certificates mentioned in Articles 13 and 14.

3. The Contracting Parties reserve the right in special cases to forbid access to their territory to certain inhabitants of the frontier zone for reasons of national and public security or, in exceptional circumstances (for example, a movement directed against the safety of the State, danger of epizootic diseases), to suspend frontier traffic altogether or temporarily in certain sections.

4. Should frontier traffic be thus suspended, the Government that has taken the measure shall notify the Government of the other Contracting Party, if possible eight days beforehand.

5. Should one Party refuse access to its territory to individuals, the authority which has taken this measure shall immediately inform the competent authority of the other Party, giving the reason so far as possible.

Article 17.

The Contracting Parties shall notify each other of the amount of the sums of money which in each case the persons concerned may take with them in local frontier traffic. The regulations in force shall be brought to the notice of the public at each frontier Customs office.

Article 18.

1. The authorities of the Contracting Parties shall by mutual agreement issue more detailed regulations with a view to ensuring the application and enjoyment of the above-mentioned facilities in frontier traffic and for the prevention of abuses.

2. Until such regulations have been definitively issued, the provisions of the Protocol of Graz of October 15th, 1932, concerning the application and execution, within the limits of the present Convention, of rules concerning frontier traffic in so far as they are not amended by the present Convention, shall continue to be applied.

Article 19.

1. With a view to providing for the uniform interpretation and application of the provisions of the present Convention, of such provisions as remain in force of the Protocol of Graz of October 15th, 1922, and of the special Agreements concluded at Maribor on November 22nd, 1923 (see Article 21), the Contracting Parties hereby declare that should one of them make a request to that effect, stating that such a measure is necessary, they are ready to appoint for the whole frontier or for a sector of the frontier delegates of each Contracting Party, one to be chosen from among the administrative services and the other from among the Customs services. The said delegates shall get into direct touch with each other, it being understood that they must communicate the subject of the negotiations to each other fourteen days beforehand; in questions at issue, they shall by mutual agreement take all decisions within the limits of their powers which may be found suitable.

Such decisions shall come into force fourteen days at least after the agreement has been arrived at. Should they not arrive at an agreement or should the case in question exceed the limits of their powers, they shall apply to their Governments for instructions.

Article 20.

So far as concerns tourist traffic, the provisions of the Convention concerning tourist traffic in the frontier zone (Annex F) shall apply.

Article 21.

1. Les Parties contractantes conviennent que les accords particuliers suivants, conclus à Maribor le 22 novembre 1923 et concernant :

1^o Les routes, les chemins, les ponts, les bacs, la navigation et le flottage dans la zone frontière entre la République d'Autriche et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes (annexe II) ;

2^o Les usines d'électricité dans la zone frontière entre la République d'Autriche et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes (annexe III) ;

3^o La régularisation de la Mur sur le secteur frontière entre la République d'Autriche et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes (annexe IV) ;

4^o La pêche dans les eaux frontières entre la République d'Autriche et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes (annexe V) ;

5^o L'utilisation des forces hydrauliques dans la zone frontière entre la République d'Autriche et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes (annexe VI) ;

font partie intégrante du Traité de commerce.

2. Chaque Partie contractante se réserve cependant le droit de demander à tout moment la révision des accords particuliers susmentionnés ou de les dénoncer. Dans ce dernier cas, l'accord particulier dénoncé cessera d'être applicable 30 jours après la date de la dénonciation.

ANNEXE F

CONVENTION

RELATIVE AU TRAFIC TOURISTIQUE DANS LA ZONE FRONTIÈRE ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ET LE ROYAUME DE YOUGOSLAVIE.

Article premier.

Les piétons et les skieurs sont autorisés à se livrer au tourisme des deux côtés de la frontière nationale des deux Parties contractantes, aux conditions énoncées dans les articles ci-après.

Article II.

La limite de la zone ouverte au tourisme sur le territoire de la République d'Autriche suit le tracé ci-après : Du Peč (1509) vers l'ouest jusqu'au sentier qui, de la cote 1318, conduit à Seltschach et par Agoritschach jusqu'à la station d'Arnoldstein, le long de la ligne du chemin de fer vers Villach jusqu'à Müllern, puis le long de la ligne du chemin de fer jusqu'à Ledenitzen ; de ce dernier point, le tracé suit la route passant par St. Jakob, Maria-Ellend, Suetschach, Feistritz jusqu'à Weizelsdorf, puis la route passant à Ferlach, Gleinach, St. Margarethen, Abtei, Gallzien, par Miklauzhof, Sittersdorf (arrêt), Sonneck, St. Stefan, St. Michael, jusqu'à la gare de Bleiburg et le long de la ligne du chemin de fer jusqu'à la frontière commune.

La limite de la zone ouverte sur le territoire du Royaume de Yougoslavie commence au Peč (1509), puis elle se dirige vers le sud le long de la frontière entre le Royaume de Yougoslavie et le Royaume d'Italie, jusqu'à la Triglavspitze (2863) ; ensuite le long du chemin jusqu'à Aleksandrova-kuća, de là jusqu'au col 2366, puis le long de la crête Kredarica (2541) — Rjavina (2457) — cote 1369 jusqu'à la cote 831, le long du chemin de Mojstrana. Ensuite, en passant à la croix (641), par la route Dovje-Jesenice et à Zirovnica, par la cote 533 jusqu'à Begunje, de là à Trzic, Pristava, Gorice, Predvor, Kokra (538), puis par Krvavec (1853), Sv. Ambroz (1084) et la crête (751) à Stahovica ; de là par la route jusqu'à la cote 636, puis par la croix (1029) à travers la vallée de Podvolovljak à

Article 21.

1. The Contracting Parties agree that the following special Agreements concluded at Maribor on November 22nd, 1923, concerning :

(1) Roads, paths, bridges, ferries, navigation and floating or rafting in the frontier zone between the Republic of Austria and the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes (Annex II) ;

(2) Electricity works in the frontier zone between the Republic of Austria and the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes (Annex III) ;

(3) Regulation work on the Mur on the frontier section between the Republic of Austria and the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes (Annex IV) ;

(4) Fisheries in the frontier waters between the Republic of Austria and the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes (Annex V) ;

(5) Utilisation of hydraulic power in the frontier zone between the Republic of Austria and the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes (Annex VI) ;

shall form an integral part of the Treaty of Commerce.

2. Each Contracting Party reserves, however, the right at any moment to request revision of the above-mentioned special Agreements or to denounce them. In the latter case, the particular Agreement denounced shall cease to be in force thirty days after the date of denunciation.

ANNEX F.

CONVENTION

CONCERNING TOURIST TRAFFIC IN THE FRONTIER ZONE BETWEEN THE AUSTRIAN REPUBLIC
AND THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA.

Article I.

Tourist frontier traffic of passengers and skiers shall be allowed on both sides of the national frontier of the two Contracting Parties, subject to the conditions laid down in the following Articles.

Article II.

The boundary of the zone open for tourist traffic in the territory of the Austrian Republic shall follow the following line : From Peč (1509) westwards up to the path which leads from hill 1318 to Seltschach and through Agoritschach up to the railway station of Arnoldstein, then along the railway line towards Villach up to Müllern, then along the railway line up to Ledenitzen ; from there along the road through St. Jakob, Maria-Ellend, Suetschach, Feistritz up to Weizelsdorf, from there to pass Ferlach, Gleinach, St. Margarethen, Abtei, Gallzien, by Miklauzhof, Sittersdorf (stopping place), Sonneck, St. Stefan, St. Michael, up to the railway station of Bleiburg and along the railway line up to the common frontier.

The boundary of the zone open for tourist traffic in the territory of the Kingdom of Yugoslavia begins at Peč (1509) and then runs southward along the frontier between the Kingdom of Yugoslavia and the Kingdom of Italy up to Triglavspitze (2863), then along the path to Aleksandrova-kuća, from there to Pass 2366, then along the ridge of Kredarica (2541) — Rjavina (2457) — to hill 1369 up to hill 831, along the path to Mojstrana, passing by the cross (641), along the Dovje-Jesenice road and on to Zirovnica, over hill 533 to Begunje, Trzic, Pristava, Gorice, Preddvor, Kokra (538) and then farther by Kravec (1853), Sv. Ambroz (1084) and hill (751) to Stahovica ; farther along the road to hill 636, then pass the cross (1029) through the valley of Podvolovljak to Luce ; from there

Luce ; de là par la route jusqu'à la cote 462, puis sur le Travnik (1637) et de là, le long de la crête, jusqu'à l'Ursulaberg (1696) ; de ce point par le chemin passant par Gustanj, jusqu'à Prevalje et le long de la ligne de chemin de fer jusqu'à la frontière commune.

Article III.

A l'intérieur de la zone définie à l'article II, les membres des sociétés de tourisme et de ski reconnues dans les deux pays sont autorisés à stationner sur le territoire de l'Etat voisin et, notamment, à y utiliser les chemins de fer, routes, chemins, sentiers, auberges et cabanes, en vertu de leur carte de membre, sans autres titres de voyage. La carte de membre doit être munie de la photographie du titulaire, indiquer le nom, la profession et le domicile permanent de ce dernier et être présentée à toute réquisition des représentants des douanes, du fisc et des services chargés du maintien de la sécurité.

Dans les auberges et les cabanes seront déposés des registres d'étrangers sur lesquels chaque touriste ou skieur ressortissant à l'autre Partie contractante est tenu de s'inscrire en indiquant l'heure de son arrivée.

Les touristes et skieurs ne pourront, dans chaque cas, séjourner plus de trois jours sur le territoire de l'Etat voisin.

Il est interdit de faire des excursions par groupes de plus de dix personnes.

Les touristes et skieurs ne pourront emporter avec eux que leur équipement normal, à l'exclusion de toute marchandise frappée de droits de douane, de toute arme, appareil photographique et ustensile servant à l'exécution de levés topographiques. La frontière ne pourra être franchie qu'à pied, à ski, ou par l'une des lignes de chemin de fer ouvertes à ce trafic.

Article IV.

Dans les régions où la zone ouverte n'est pas limitée par un fleuve, une route ou une ligne de chemin de fer, la délimitation sera établie immédiatement d'un commun accord. Les deux Parties contractantes s'engagent à recommander aux sociétés intéressées d'informer exactement leurs membres des limites de la zone ouverte et de marquer à l'aide d'écrêteaux la limite des chemins ouverts à ce trafic.

Article V.

Les touristes et les skieurs devront se soumettre au contrôle douanier à toute réquisition.

Article VI.

Les touristes et les skieurs qui sont obligés d'emprunter des lignes de chemin de fer en dehors de la zone ouverte sont autorisés :

- a) Dans la République d'Autriche, à utiliser la ligne entre Sittersdorf et Bleiburg ;
- b) Dans le Royaume de Yougoslavie, à se rendre directement de Begunje à la gare de Lesce et de Preddvor à Kranj ainsi qu'à utiliser la ligne de Trzic à Zirovnica via Kranj.

Sur les secteurs Trzic-Zirovnica et Sittersdorf-Bleiburg, exception faite des changements de train à Kranj et à Kühnsdorf, les intéressés ne pourront pas quitter le train. Avant de monter dans le train, les touristes et les skieurs sont tenus de se présenter aux postes de gendarmerie ou aux bureaux de contrôle de la frontière de Lesce, de Trzic, de Kranj, de Prevalje, de Bleiburg, d'Eisenkappel ou de Sittersdorf.

Ils pourront accéder aux gares et aux arrêts du chemin de fer le long de la zone ouverte, sauf à la station de Gustanj.

Article VII.

Les cartes de membre des touristes et skieurs qui contreviendraient aux dispositions de la présente convention seront retirées et transmises à l'autorité compétente de l'autre Partie

along the road up to hill 462 and then along to Travnik (1637) and from there along the road to Ursulaberg (1696) ; from that point along the path leading through Gustanj to Prevalje and along the railway line up to the common frontier.

Article III.

Within the zone defined in Article II, members of tourist and skiers' societies recognised by both countries shall be allowed to remain in the territory of the neighbouring State and more particularly to use in that territory railways, roads, paths, tracks, inns and shelter huts on production of their member's card without any other travel documents. The member's card must be provided with the photograph of the holder, giving his name, profession and permanent domicile and be presented whenever required by representatives of the Customs, the currency control authorities and the services responsible for security.

Registers of foreigners must be kept in inns and shelter huts, in which every tourist or skier who is a national of the other Contracting Party must enter his name, stating the exact time of arrival.

In each individual case, tourists and skiers may not remain more than three days in the territory of the neighbouring State.

Excursions by groups of more than 10 persons are forbidden.

Tourists and skiers may only carry with them their ordinary equipment, which must not include any dutiable goods or any weapons, photographic apparatus or surveying instruments. They may only cross the frontier on foot, on skis or on one of the railway lines open for such traffic.

Article IV.

In districts where the open zone is not bounded by a river, a road or a railway line, it shall be delimited immediately by mutual agreement. The two Contracting Parties recommend to societies concerned to give their members exact information with regard to the boundaries of the open zone and to mark the limits of paths open for such traffic by notice boards.

Article V.

Tourists and skiers must submit to Customs examination whenever required to do so.

Article VI.

Tourists and skiers obliged to make use of railway lines outside the boundary shall be authorised :

- (a) In the Austrian Republic, to use the line between Sittersdorf and Bleiburg ;
- (b) In the Kingdom of Yugoslavia, to proceed direct from Begunje to the station of f Lesce and from Preddvor to Kranj, as well as to use the line Trzic to Zirovnica via Kranj.

In the sections Trzic-Zirovnica and Sittersdorf-Bleiburg, except for changing trains at Kranj and Kühnsdorf, the persons concerned may not leave the train. Before boarding the train, tourists and skiers must report to the gendarmerie posts or frontier control offices at Lesce, Trzic, Kranj, Prevalje, Bleiburg, Eisenkappel and Sittersdorf.

They may enter railway stations and stopping-places along the open zone, except at the station of Gustanj.

Article VII.

The members' cards of tourists and skiers which are not in accordance with the provisions of the present Convention shall be withdrawn and forwarded to the competent authority of the other

contractante, accompagnées d'un avis portant que l'intéressé ne sera plus autorisé à franchir la frontière en vertu des dispositions de la présente convention.

Article VIII.

Toute infraction aux dispositions de la présente convention spéciale sera punie d'après les prescriptions administratives ou douanières ou d'après les règlements sur le contrôle des changes (*Valutavorschriften*) de l'Etat sur le territoire duquel l'infraction a été commise.

Article IX.

Les Parties contractantes se communiqueront mutuellement les noms des clubs alpins et sociétés de skieurs reconnus, les dispositions en vigueur sur le contrôle des changes et, le cas échéant, les textes interdisant d'emporter certains objets d'équipement des touristes et des skieurs ou de parcourir certaines régions, chemins, sentiers, etc.

Article X.

Chacune des Parties contractantes se réserve le droit de subordonner l'autorisation de pénétrer dans la zone ouverte au tourisme au visa, par son autorité compétente, de la carte de membre mentionnée à l'article III.

Le gouvernement qui établira une telle réglementation en informera sans retard, autant que possible huit jours à l'avance, le gouvernement de l'autre Partie.

Article XI.

Les militaires ainsi que les membres des services locaux chargés de la surveillance de la frontière et du contrôle douanier des deux Parties contractantes ne bénéficieront pas des avantages de la présente convention, non plus que les personnes qui ne ressortissent pas à l'une des Parties contractantes.

Article XII.

Les Parties contractantes conviennent que les dispositions de la présente convention devront être appliquées par les deux Etats d'une façon aussi libérale que possible.

Contracting Party, accompanied by a note to the effect that the person concerned will no longer be authorised to cross the frontier under the provisions of the present Convention.

Article VIII.

Any breach of the provisions of the present special Convention shall be punished in accordance with the political, Customs or currency control regulations (*Valutavorschriften*) of the State on whose territory the offence was committed.

Article IX.

The Contracting Parties shall communicate to each other the names of recognised Alpine clubs and skiers' societies, the provisions in force with regard to foreign exchange control and, if necessary, the regulations forbidding the bringing into their territory of certain articles of tourist and ski equipment or forbidding such persons to pass through certain districts or over certain paths or tracks.

Article X.

Each Contracting Party reserves the right to grant permission to enter the zone open to tourists, subject to the obtaining of a visa from its competent authority of the member's card mentioned in Article III.

A Government issuing such regulations shall inform the Government of the other Party immediately and, if possible, eight days previously.

Article XI.

Members of the military forces and members of local services responsible for supervision of the frontier and Customs control of the two Contracting Parties shall not enjoy the advantages of the present Convention and the same shall apply to persons who are not nationals of one of the Contracting Parties.

Article XII.

The Contracting Parties agree that the provisions of the present Convention shall be applied by both sides in as liberal a manner as possible.

TURQUIE ET UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES

TRAITÉ d'amitié et de neutralité, avec trois protocoles annexes, signés à Paris, le 17 décembre 1925, et protocole relatif à l'échange des ratifications, signé à Istamboul, le 29 juin 1926.

PROTOCOLE prorogeant le Traité d'amitié et de neutralité du 17 décembre 1925, signé à Ankara, le 17 décembre 1929, et protocole relatif à l'échange des ratifications, signé à Moscou, le 28 juillet 1930.

PROTOCOLE complétant les dispositions de l'article 2 du Protocole du 17 décembre 1929 concernant la prolongation du Traité d'amitié et de neutralité entre les deux pays, et protocole de signature. Signés à Ankara, le 7 mars 1931.

PROTOCOLE prorogeant le Traité d'amitié et de neutralité du 17 décembre 1925 et les trois protocoles y annexés de la même date, ainsi que le Protocole de prolongation du 17 décembre 1929 et le Protocole du 7 mars 1931. Signé à Ankara, le 30 octobre 1931.

TURKEY AND UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS

TREATY of Friendship and Neutrality, with three annexed Protocols, signed at Paris, December 17th, 1925, and Protocol concerning the Exchange of Ratifications, signed at Istanbul, June 29th, 1926.

PROTOCOL concerning the Prolongation of the Treaty of Friendship and Neutrality of December 17th, 1925, signed at Ankara, December 17th, 1929, and Protocol regarding the Exchange of Ratifications, signed at Moscow, July 28th, 1930.

PROTOCOL completing the Provisions of Article 2 of the Protocol of December 17th, 1929, concerning the Prolongation of the Treaty of Friendship and Neutrality between the Two Countries, and Protocol of Signature. Signed at Ankara, March 7th, 1931.

PROTOCOL concerning the Prolongation of the Treaty of Friendship and Neutrality of December 17th, 1925, the three annexed Protocols of the same Date, as well as the Protocol of Prolongation of December 17th, 1929, and the Protocol of March 7th, 1931. Signed at Ankara, October 30th, 1931.

N^o 3610. — TRAITÉ¹ D'AMITIÉ ET DE NEUTRALITÉ ENTRE LA TURQUIE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES. SIGNÉ A PARIS, LE 17 DÉCEMBRE 1925.

Texte officiel français communiqué par le commissaire du peuple aux Affaires étrangères de l'Union des Républiques soviétiques socialistes et le délégué permanent de la République turque auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 15 février 1935.

LE GOUVERNEMENT DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE TURQUIE, reconnaissant comme conforme aux intérêts des deux Parties contractantes de définir les conditions précises contribuant à la consolidation des relations normales durables et de l'amitié sincère qui les unit, ont nommé à cette fin M. Georges TCHITCHERINE, commissaire du peuple aux Affaires étrangères de l'Union des Républiques soviétistes socialistes et M. Tefvik ROUCHDI Bey, ministre des Affaires étrangères de Turquie, lesquels sont tombés d'accord sur ce qui suit :

Article premier.

En cas d'action militaire contre une des Parties contractantes de la part d'une ou plusieurs tierces Puissances, l'autre Partie contractante s'engage à maintenir la neutralité envers la première.

Remarque : sous l'expression action militaire ne doivent point être comprises des manœuvres militaires vu qu'elles ne portent point de préjudice à l'autre Partie.

Article 2.

Chacune des Parties contractantes s'engage à s'abstenir de toute agression envers l'autre ; elle s'engage pareillement à ne prendre part à aucune alliance ou accord d'ordre politique avec une ou plusieurs tierces Puissances qui serait dirigée contre l'autre Partie contractante ainsi qu'à aucune alliance ou accord avec une ou plusieurs tierces Puissances qui serait dirigée contre la sécurité militaire ou navale de l'autre Partie contractante. En outre, chacune des deux Parties contractantes s'engage à ne participer à aucun acte hostile d'une ou de plusieurs tierces Puissances, dirigé contre l'autre Partie contractante.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Istamboul, le 29 juin 1926.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 3610. — TREATY ² OF FRIENDSHIP AND NEUTRALITY BETWEEN TURKEY AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS. SIGNED AT PARIS, DECEMBER 17TH, 1925.

French official text communicated by the People's Commissary for Foreign Affairs of the Union of Soviet Socialist Republics and by the Permanent Delegate of the Turkish Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place February 15th, 1935.

THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS and THE GOVERNMENT OF THE TURKISH REPUBLIC, recognising that it is in the interest of the two Contracting Parties to define the exact conditions which would contribute to strengthen the permanent normal relations and sincere friendship which unite them, have appointed for that purpose M. Georges TCHITCHERINE, People's Commissar for Foreign Affairs of the Union of Soviet Socialist Republics, and M. Tevfik ROUCHDI Bey, Minister for Foreign Affairs of Turkey, who have agreed on the following provisions :

Article 1.

In the case of military action being taken against either Contracting Party by one or more other Powers, the other Contracting Party undertakes to maintain neutrality as towards the first Contracting Party.

Note : The expression " military action " shall not be held to include military manœuvres, since they do not cause any prejudice to the other Party.

Article 2.

Each Contracting Party undertakes to abstain from any aggression against the other ; it likewise undertakes not to participate in any alliance or agreement of a political character with one or more other Powers directed against the other Contracting Party, or in any alliance or agreement with one or more other Powers directed against the military or naval security of the other Contracting Party. Furthermore, each of the two Contracting Parties undertakes not to participate in any hostile act by one or more other Powers directed against the other Contracting Party.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Istanbul, June 29th, 1926.

Article 3.

Le présent traité entre en vigueur dès le moment de sa ratification et aura une durée de trois ans. Ultérieurement le traité sera considéré comme prolongé automatiquement pour la durée d'une année si une des Parties contractantes ne prévient point de son désir d'y mettre fin six mois avant le terme de sa durée.

Fait à Paris, le 17 décembre 1925.

(L. S.) (Signé) Georges TCHITCHERINE.

(L. S.) (Signé) Dr T. RÜŞTÜ.

PROTOCOLE I

Il est entendu en tout cas que chacune des Parties contractantes conserve une complète liberté d'action en ce qui concerne ses relations de toute sorte avec des tierces Puissances en dehors des limites des engagements dont les conditions sont établies dans le présent traité.

Fait à Paris, le 17 décembre 1925.

(L. S.) (Signé) Georges TCHITCHERINE.

(L. S.) (Signé) Dr T. RÜŞTÜ.

PROTOCOLE II

Les deux Parties contractantes se sont entendues qu'il faut considérer que sous l'expression « d'ordre politique » mentionnée dans l'article 2 du traité, daté de ce jour, doivent aussi être compris tous les accords financiers ou économiques entre des Puissances qui seraient dirigés contre l'autre Partie contractante.

Fait à Paris, le 17 décembre 1925.

(L. S.) (Signé) Georges TCHITCHERINE.

(L. S.) (Signé) Dr T. RÜŞTÜ.

PROTOCOLE III

Les deux Parties contractantes s'engagent également à entreprendre des négociations pour établir les modalités de règlement des différends qui pourraient survenir entre elles et qui ne pourraient être réglés par la voie ordinaire diplomatique.

Fait à Paris, le 17 décembre 1925.

(L. S.) (Signé) Georges TCHITCHERINE.

(L. S.) (Signé) Dr T. RÜŞTÜ.

Copie certifiée conforme :

Ankara, le 19 février 1935.

Le Chef du Protocole :

Şevket Keçeci.

Article 3.

The present Treaty shall come into force as soon as it is ratified and shall remain in force for three years. After that period the Treaty shall be regarded as extended automatically for a period of one year, unless one of the Contracting Parties notifies its desire to terminate the Treaty six months before its expiry.

Done at Paris on the 17th day of December, 1925.

(L. S.) (*Signed*) Georges TCHITCHERINE.

(L. S.) (*Signed*) Dr. T. RÜŞTÜ.

PROTOCOL I.

It is in any case understood that each Contracting Party retains full freedom of action as regards its relations of all kinds with other Powers outside the limits of the undertakings the conditions of which are laid down in the present Treaty.

Done at Paris on the 17th day of December, 1925.

(L. S.) (*Signed*) Georges TCHITCHERINE.

(L. S.) (*Signed*) Dr. T. RÜŞTÜ.

PROTOCOL II.

The two Contracting Parties agree that the expression "of a political character" as used in Article 2 of the Treaty of to-day's date should include all such financial or economic agreements between Powers as are directed against the other Contracting Party.

Done at Paris on the 17th day of December, 1925.

(L. S.) (*Signed*) Georges TCHITCHERINE.

(L. S.) (*Signed*) Dr. T. RÜŞTÜ.

PROTOCOL III

The two Contracting Parties also undertake to enter into negotiations to determine the methods of settling disputes which may arise between them and which it may not be possible to settle through the ordinary diplomatic channels.

Done at Paris, the 17th day of December, 1925.

(L. S.) (*Signed*) Georges TCHITCHERINE.

(L. S.) (*Signed*) Dr. T. RÜŞTÜ.

PROTOCOLE

RELATIF A L'ÉCHANGE DES RATIFICATIONS, SIGNÉ A ISTAMBOUL, LE 29 JUIN 1926.

Texte officiel français communiqué par le commissaire du peuple aux Affaires étrangères de l'Union des Républiques soviétiques socialistes. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 15 février 1935.

Les soussignés, dûment autorisés, ont échangé ce jour les instruments de ratification du Traité entre l'Union des Républiques soviétiques socialistes et la République turque conclu et signé à Paris en date du 17 décembre 1925 et ratifié par le Comité exécutif central de l'Union des Républiques soviétiques socialistes en date du 8 janvier 1926 et par la Grande Assemblée nationale de Turquie en date du 11 février 1926.

Son Excellence Tevfik ROUCHDI Bey, ministre des Affaires étrangères de la République turque, déclare qu'il est chargé par le Gouvernement turc de confirmer, au nom de ce gouvernement, qu'au moment de la signature du Traité de Paris susmentionné, le Gouvernement turc, fidèle aux principes établis d'un commun accord par le Traité de Moscou du 16 mars 1921, n'avait pas d'engagements internationaux quelconques contraires au susdit Traité de Paris inspiré par les mêmes principes ; il déclare également au nom du Gouvernement turc que ce gouvernement n'a pas pris de tels engagements pendant la période allant du 17 décembre 1925 jusqu'à ce jour et que ce gouvernement confirme que pendant toute la durée du susdit Traité de Paris il ne prendra pas de tels engagements. En même temps, le Gouvernement turc exprime la certitude de ce que les relations amicales entre la République turque et l'Union des Républiques soviétiques socialistes iront en s'affermissant constamment.

Monsieur Jacques SOURITZ, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de l'Union des Républiques soviétiques socialistes en Turquie déclare qu'il est chargé par le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes de confirmer, au nom de ce gouvernement, qu'au moment de la signature du Traité de Paris susmentionné, le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, fidèle aux principes établis d'un commun accord par le Traité de Moscou du 16 mars 1921, n'avait pas d'engagements internationaux quelconques contraires au susdit Traité de Paris inspiré par les mêmes principes ; il déclare également au nom du Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes que ce gouvernement n'a pas pris de tels engagements pendant la période allant du 17 décembre 1925 jusqu'à ce jour et que ce gouvernement confirme que pendant toute la durée du susdit Traité de Paris il ne prendra pas de tels engagements. En même temps, le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes exprime la certitude de ce que les relations amicales entre l'Union des Républiques soviétiques socialistes et la République turque iront en s'affermissant constamment.

En foi de quoi les soussignés ont dressé le présent protocole.

Fait à Stamboul en double exemplaire le 29 juin mil neuf cent vingt-six.

*Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire
de l'Union des Républiques soviétiques socialistes en Turquie :*
(Signé) J. SOURITZ.

Ministre des Affaires étrangères de la République turque :
(Signé) T. ROUCHDI.

PROTOCOL

CONCERNING THE EXCHANGE OF RATIFICATIONS, SIGNED AT ISTANBUL, JUNE 29TH, 1926.

French official text communicated by the People's Commissary for Foreign Affairs of the Union of Soviet Socialist Republics. The registration of this Protocol took place February 15th, 1935.

The undersigned, duly authorised, have on to-day's date exchanged the instruments of ratification of the Treaty between the Union of Soviet Socialist Republics and the Turkish Republic, concluded and signed at Paris on December 17th, 1925, and ratified by the Central Executive Committee of the Union of Soviet Socialist Republics on January 8th, 1926, and by the Grand National Assembly of Turkey on February 11th, 1926.

His Excellency Tevfik ROUCHDI Bey, Minister for Foreign Affairs of the Turkish Republic, declares that he is instructed by the Turkish Government to confirm, in the name of that Government, the fact that at the moment of signature of the above-mentioned Treaty of Paris the Turkish Government, faithful to the principles laid down by common agreement in the Treaty of Moscow of March 16th, 1921, had entered into no international undertakings whatsoever contrary to the said Treaty of Paris, which was inspired by the same principles as the above-mentioned Treaty; he also declares in the name of the Turkish Government that that Government had not entered into any such undertakings during the period between December 17th, 1925, and this date, and that the said Government confirms the fact that for the whole duration of the said Treaty of Paris it will not enter into any such undertakings. At the same time, the Turkish Government declares that it is convinced that the friendly relations between the Turkish Government and the Union of Soviet Socialist Republics will continue to become closer and closer.

Monsieur Jacques SOURITZ, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the Union of Soviet Socialist Republics in Turkey, declares that he is instructed by the Government of the Union of Soviet Socialist Republics to confirm, in the name of that Government, the fact that at the moment of signature of the above-mentioned Treaty of Paris, the Government of the Union of Soviet Socialist Republics, faithful to the principles laid down by common agreement in the Treaty of Moscow of March 16th, 1921, had entered into no international undertakings whatsoever contrary to the said Treaty of Paris, which was inspired by the same principles as the above-mentioned Treaty; he also declares in the name of the Government of the Union of Soviet Socialist Republics that that Government had not entered into any such undertakings during the period between December 17th, 1925, and this date, and that the said Government confirms the fact that for the whole duration of the said Treaty of Paris it will not enter into any such undertakings. At the same time, the Government of the Union of Soviet Socialist Republics declares that it is convinced that the friendly relations between the Government of the Union of Soviet Socialist Republics and Turkey will continue to become closer and closer.

In faith whereof the undersigned have drawn up the present Protocol.

Done at Istanbul, in duplicate, the 29th day of June, one thousand nine hundred and twenty-six.

(Signed) J. SOURITZ,

*Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary
of the Union of Soviet Socialist Republics in Turkey.*

(Signed) T. ROUCHDI,

Minister for Foreign Affairs of the Republic of Turkey.

PROTOCOLE ¹

PROROGÉANT LE TRAITÉ D'AMITIÉ ET DE NEUTRALITÉ DU 17 DÉCEMBRE 1925 ENTRE LA TURQUIE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES. SIGNÉ A ANKARA, LE 17 DÉCEMBRE 1929.

Texte officiel français communiqué par le commissaire du peuple aux Affaires étrangères de l'Union des Républiques soviétiques socialistes et le délégué permanent de la République turque auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 15 février 1935.

LE GOUVERNEMENT DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE reconnaissant conforme à leurs intérêts mutuels et au désir dont ils sont animés de maintenir et de consolider davantage leurs relations normales durables et de sincère amitié, ont décidé de prolonger la durée de validité du Traité d'amitié et de neutralité signé à Paris le 17 décembre 1925 et ils ont nommé à cet effet,

d'une part,

Monsieur KARAKHAN, commissaire adjoint du peuple pour les Affaires étrangères de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, et
Monsieur SOURITZ, ambassadeur en Turquie de l'Union des Républiques soviétistes socialistes ;

et d'autre part,

D^r Tevfik RÜŞTÜ-Bey, ministre des Affaires étrangères de la République turque ;

Lesquels ont arrêté les termes du protocole ci-dessous :

PROTOCOLE

Article premier.

Le Traité d'amitié et de neutralité conclu entre l'Union des Républiques soviétistes socialistes et la République turque à Paris le 17 décembre 1925 est prolongé pour la durée de deux ans à dater de son expiration. Si toutefois une des Parties contractantes ne prévient pas l'autre, six mois avant le terme des deux années, de son désir d'y mettre fin, le traité sera considéré comme prolongé automatiquement pour une nouvelle période d'une année.

Article 2.

Chacune des deux Parties déclare qu'entre elle et d'autres Etats se trouvant dans le voisinage immédiat de terre ou de mer de l'autre Partie, il n'existe aucun engagement en dehors des actes déjà livrés à la publicité.

Chacune des deux Parties s'engage à ne pas entamer, sans en référer à l'autre Partie, des négociations tendant à la conclusion d'accords politiques avec les Etats se trouvant dans le voisinage immédiat de terre ou de mer de ladite Partie et de ne conclure de tels accords qu'avec le consentement de celle-ci, étant bien entendu que les actes ayant pour but d'établir ou de maintenir les relations normales avec ces Etats et destinés à être livrés à la publicité restent en dehors de l'engagement ci-dessus stipulé.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Moscou, le 28 juillet 1930.

PROTOCOL ¹

CONCERNING THE PROLONGATION OF THE TREATY OF FRIENDSHIP AND NEUTRALITY OF DECEMBER 17TH, 1925, BETWEEN TURKEY AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS. SIGNED AT ANKARA, DECEMBER 17TH, 1929.

French official text communicated by the People's Commissary for Foreign Affairs of the Union of Soviet Socialist Republics and by the Permanent Delegate of the Turkish Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Protocol took place February 15th, 1935.

THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS and THE GOVERNMENT OF THE TURKISH REPUBLIC, recognising that it is in the interest of both Governments, and in accordance with their desire, to maintain and further strengthen their permanent normal relations of sincere friendship, have decided to extend the duration of validity of the Treaty of Friendship and Neutrality signed at Paris on December 17th, 1925, and have appointed for that purpose :

Of the one part :

Monsieur KARAKHAN, Assistant People's Commissar for Foreign Affairs of the Union of Soviet Socialist Republics, and
Monsieur SOURITZ, Ambassador of the Union of Soviet Socialist Republics in Turkey ;

and of the other part :

Dr. Tevfik RÜŞTÜ Bey, Minister for Foreign Affairs of the Turkish Republic ;

Who have drawn up the terms of the following Protocol :

PROTOCOL.

Article 1.

The Treaty of Friendship and Neutrality concluded between the Union of Soviet Socialist Republics and the Turkish Republic at Paris on December 17th, 1925, is hereby extended for a period of two years dating from its expiry. Should, however, one of the Contracting Parties not notify the other Party six months before the expiry of the period of two years of its desire to terminate the said Treaty, the Treaty shall be regarded as automatically extended for a fresh period of one year.

Article 2.

Each of the two Parties declares that no agreement other than those already made public exists between itself and other States in the immediate neighbourhood by land or sea of the other Party.

Each of the two Parties undertakes not to institute, without referring to the other Party, any negotiations for the conclusion of political agreements with States in the immediate neighbourhood by land or sea of the said Party, and only to conclude such agreements with the consent of the latter, it being understood that acts for the purpose of establishing or maintaining normal relations with the said States and intended to be made public shall not be affected by the above undertaking.

¹ The exchange of ratifications took place at Moscow, July 28th, 1930.

Article 3.

Le présent protocole qui sera annexé au Traité d'amitié et de neutralité soviéto-turc et qui en fera partie intégrante est valable pour la durée de validité du traité prolongé conformément aux dispositions contenues dans l'article premier ci-dessus.

Il entrera en vigueur dès sa ratification qui sera notifiée par les deux Parties contractantes.

Fait à Ankara, en deux exemplaires, le 17 décembre 1929.

Copie certifiée conforme :
Ankara, le 19 février 1935.

(L. S.) (Signé) L. KARAKHAN.
(L. S.) (Signé) J. SOURITZ.
(L. S.) (Signé) Dr T. RÜŞTÜ.

Le Chef du Protocole :
Şevket Keçeci.

PROTOCOLE

RELATIF A L'ÉCHANGE DES RATIFICATIONS. SIGNÉ A MOSCOU, LE 28 JUILLET 1930.

Les soussignés, dûment autorisés, ont échangé ce jour les instruments de ratification du protocole entre l'Union des Républiques soviétistes socialistes et la République turque conclue et signé à Ankara en date du 17 décembre 1929.

Monsieur LÉON KARAKHAN, commissaire adjoint aux Affaires étrangères déclare qu'il est chargé par le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes de confirmer, au nom de ce gouvernement qu'ainsi qu'il était au moment de la signature du Protocole d'Ankara en date du 17 décembre 1929, le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes n'a pas pris d'engagements quelconques contraires aux principes du protocole susmentionné pendant la période allant du 17 décembre 1929 jusqu'à ce jour. Il est naturel qu'il ne prendra pas de tels engagements pendant la durée du susdit protocole. En même temps, le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes exprime la certitude de ce que les relations amicales entre l'Union des Républiques soviétistes socialistes et la République turque iront en s'affermissant constamment.

Monsieur HÜSEYİN RAGİP Bey, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République turque à Moscou, déclare qu'il est chargé par le Gouvernement turc de confirmer, au nom de ce gouvernement qu'ainsi qu'il était au moment de la signature du Protocole d'Ankara en date du 17 décembre 1929, le Gouvernement turc n'a pas pris d'engagements quelconques contraires aux principes du protocole susmentionné pendant la période allant du 17 décembre 1929 jusqu'à ce jour. Il est naturel qu'il ne prendra pas de tels engagements pendant la durée du susdit protocole. En même temps, le Gouvernement turc exprime la certitude de ce que les relations amicales entre la République turque et l'Union des Républiques soviétistes socialistes iront en s'affermissant constamment.

En foi de quoi les soussignés ont dressé le présent protocole.

Fait à Moscou en double exemplaire, le 28 juillet 1930.

Copie certifiée conforme :
Ankara, le 19 février 1935.

(Signé) L. KARAKHAN.
(Signé) Hüseyn RAGİP.

Le Chef du Protocole :
Şevket Keçeci.

Article 3.

The present Protocol, which shall be annexed to the Soviet-Turkish Treaty of Friendship and Neutrality and which shall form an integral part thereof, shall remain in force for the period of the validity of the Treaty extended in accordance with the provisions contained in Article 1 above.

It shall come into force as soon as it is ratified, such ratification to be notified by the two Contracting Parties.

Done at Ankara, in duplicate, the 17th day of December, 1929.

(L. S.) (*Signed*) L. KARAKHAN.

(L. S.) (*Signed*) J. SOURITZ.

(L. S.) (*Signed*) Dr. T. RÜŞTÜ.

PROTOCOL

REGARDING THE EXCHANGE OF RATIFICATIONS. SIGNED AT MOSCOW, JULY 28TH, 1930.

The undersigned, duly authorized, have on to-day's date exchanged the instruments of ratification of the Protocol between the Union of Soviet Socialist Republics and the Turkish Republic, concluded and signed at Ankara on December 17th, 1929.

Monsieur Léon KARAKHAN, Assistant Commissar for Foreign Affairs, declares that he is instructed by the Government of the Union of Soviet Socialist Republics to confirm in the name of that Government that, as was the case at the time of signature of the Ankara Protocol of December 17th, 1929, the Government of the Union of Soviet Socialist Republics has not entered into any undertakings whatsoever contrary to the principles of the above-mentioned Protocol during the period from December 17th, 1929, to the present date. It will naturally not enter into any such undertakings during the continuance in force of the said Protocol. At the same time, the Government of the Union of Soviet Socialist Republics declares that it is convinced that the friendly relations between the Union of Soviet Socialist Republics and the Turkish Republic will continue to become closer and closer.

Monsieur Hüseyin RAGIP Bey, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the Turkish Republic at Moscow, declares that he is instructed by the Turkish Government to confirm in the name of that Government that, as was the case at the time of signature of the Ankara Protocol of December 17th, 1929, the Turkish Government has not entered into any undertakings whatsoever contrary to the principles of the above-mentioned Protocol during the period from December 17th, 1929, to the present date. It will naturally not enter into any such undertakings during the continuance in force of the said Protocol. At the same time, the Turkish Government declares that it is convinced that the friendly relations between the Turkish Republic and the Union of Soviet Socialist Republics will continue to become closer and closer.

In faith whereof the undersigned have drawn up the present Protocol.

Done at Moscow, in duplicate, the 28th day of July, 1930.

(*Signed*) L. KARAKHAN.

(*Signed*) Hüseyin RAGIP.

PROTOCOLE ¹

COMPLÉTANT LES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 2 DU PROTOCOLE DU 17 DÉCEMBRE 1929 CONCERNANT LA PROLONGATION DU TRAITÉ D'AMITIÉ ET DE NEUTRALITÉ ENTRE LA TURQUIE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES. SIGNÉ A ANKARA, LE 7 MARS 1931.

Texte officiel français communiqué par le commissaire du peuple aux Affaires étrangères de l'Union des Républiques soviétiques socialistes et le délégué permanent de la République turque auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 15 février 1935.

Les deux Hautes Parties contractantes, partant des principes essentiels renfermés dans le Traité du 17 décembre 1925 et dans le Protocole du 17 décembre 1929, aspirant à la consolidation des relations pacifiques et amicales entre elles, étant fermement convaincues que la seule garantie solide de la paix durable est la réduction effective de tous les genres d'armements existants et témoignant leur aspiration inébranlable à poursuivre également à l'avenir leurs efforts visant la réalisation de la réduction universelle des armements, jugèrent désirable, pour donner la nouvelle preuve de la confiance réciproque si heureusement établie entre les deux pays, de compléter l'article 2 du Protocole du 17 décembre 1929 par l'engagement réciproque ci-dessous:

Chacune des Hautes Parties contractantes ne procédera pas à la mise en chantier d'une unité navale de combat quelconque destinée à renforcer sa flotte de guerre dans la mer Noire ou dans les mers contiguës ou à la commande d'une telle unité dans les chantiers à l'étranger, ou à n'importe quelle autre mesure qui aurait pour effet d'augmenter la composition actuelle de sa flotte de guerre dans les mers susdites, sans en avoir prévenu la seconde Partie contractante 6 mois d'avance.

Le présent protocole complémentaire sera ratifié et dès ce moment il deviendra partie intégrante du Protocole du 17 décembre 1929.

Fait à Ankara, le 7 mars 1931.

(L. S.) (Signé) J. SOURITZ.

Copie certifiée conforme :
Ankara, le 19 février 1935.

(L. S.) (Signé) Dr T. RÜŞTÜ.

Le Chef du Protocole :
Şevket Keçeci.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la République turque auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 3 mai 1935.

Au moment de procéder à la signature du protocole à cette date entre la République turque et l'U. R. S. S., concernant les armements navals les deux Parties contractantes sont d'accord que sous l'expression « la composition actuelle de la flotte » se trouvant dans ledit protocole

¹ Ce protocole a été ratifié par le Comité central exécutif de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, le 23 mai 1931, et la ratification a été communiquée au Gouvernement turc par une note du représentant diplomatique de l'Union des Républiques soviétiques socialistes à Ankara, en date du 29 mai 1931.

Il a été ratifié par le Parlement turc le 22 juillet 1931, et le Gouvernement turc a demandé qu'il soit considéré comme étant entré en vigueur à cette date.

PROTOCOL ¹

COMPLETING THE PROVISIONS OF ARTICLE 2 OF THE PROTOCOL OF DECEMBER 17TH, 1929, CONCERNING THE PROLONGATION OF THE TREATY OF FRIENDSHIP AND NEUTRALITY BETWEEN TURKEY AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS. SIGNED AT ANKARA, MARCH 7TH, 1931.

French official text communicated by the People's Commissary for Foreign Affairs of the Union of Soviet Socialist Republics and by the Permanent Delegate of the Turkish Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Protocol took place February 15th, 1935.

The two High Contracting Parties, basing their action on the essential principles contained in the Treaty of December 17th, 1925, and in the Protocol of December 17th, 1929, being desirous of strengthening the peaceful and friendly relations between them, being firmly convinced that the only reliable guarantee of permanent peace is the effective reduction of all kinds of existing armaments and manifesting their inflexible desire to pursue in the future also their efforts to bring about a universal reduction of armaments, have considered it desirable, in order to give a fresh proof of the mutual confidence so happily established between the two countries, to supplement Article 2 of the Protocol of December 17th, 1929, by the following reciprocal undertaking :

Neither of the High Contracting Parties shall proceed to lay down any naval fighting unit whatsoever for the purpose of strengthening its fleet in the Black Sea or in neighbouring seas, or to place orders for any such unit in foreign shipyards, or to take any other measure the effect of which would be to increase the present strength of its war fleet in the above-mentioned seas, without having notified the second Contracting Party six months previously.

The present supplementary Protocol shall be ratified and shall become from this moment an integral part of the Protocol of December 17th, 1929.

Done at Ankara, the 7th day of March, 1931.

(L. S.) (Signed) J. SOURITZ.

(L. S.) (Signed) Dr. T. RÜSTÜ.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Turkish Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Protocol took place May 3rd, 1935.

In proceeding to sign the Protocol of to-day's date between the Turkish Republic and the Union of Soviet Socialist Republics concerning naval armaments, the two Contracting Parties are agreed that the expression " the present strength of its war fleet " contained in the said Protocol shall

¹ This Protocol was ratified by the Central Executive Committee of the Union of Soviet Socialist Republics on May 23rd, 1931, and the ratification was communicated to the Turkish Government by a note from the Diplomatic Representative of the Union of Soviet Socialist Republics at Ankara dated May 29th, 1931.

It was ratified by the Turkish Parliament on July 22nd, 1931, and the Turkish Government asked that it should be considered as having entered into force on that date.

on entend également les navires de guerre mis en chantier ou commandés par les deux Parties contractantes pour la Mer Noire et les mers contiguës jusqu'au moment de la conclusion de ce protocole.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des deux Parties contractantes ont signé le présent protocole et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Ankara, le 7 mars 1931.

(Signé) Dr T. RÜŞTÜ.

(Signé) J. SOURITZ.

Copie certifiée conforme :
Ankara, le 19 février 1935.

Le Chef du Protocole :
Şevket Keçeci.

PROTOCOLE ¹

PROROGÉANT LE TRAITÉ D'AMITIÉ ET DE NEUTRALITÉ DU 17 DÉCEMBRE 1925 ET LES TROIS PROTOCOLES Y ANNEXÉS DE LA MÊME DATE, AINSI QUE LE PROTOCOLE DE PROLONGATION DU 17 DÉCEMBRE 1929 ET LE PROTOCOLE DU 7 MARS 1931. SIGNÉ A ANKARA, LE 30 OCTOBRE 1931.

Texte officiel français communiqué par le commissaire du peuple aux Affaires étrangères de l'Union des Républiques soviétiques socialistes et le délégué permanent de la République turque auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 15 février 1935.

LE GOUVERNEMENT DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE, estimant conforme à leurs intérêts mutuels et au désir dont ils sont animés de maintenir et de consolider davantage leurs relations normales durables et de sincère amitié, ont décidé de prolonger la durée de validité du Traité d'amitié et de neutralité signé à Paris le 17 décembre 1925 et des trois protocoles y annexés portant la même date ainsi que celle du Protocole de prolongation du 17 décembre 1929 et du Protocole naval du 7 mars 1931 signés à Ankara et ils ont nommé à cet effet :

d'une part,

Monsieur LITVINOFF, commissaire du peuple pour les Affaires étrangères de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, et

Monsieur SOURITZ, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de l'Union des Républiques soviétiques socialistes en Turquie,

et d'autre part,

Le Dr Tevfik RÜŞTÜ Bey, ministre des Affaires étrangères de la République turque, et Hüseyin RAGIP Bey, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Turquie dans l'Union des Républiques soviétiques socialistes,

¹ Ce protocole a été ratifié par le Comité central exécutif de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, le 3 janvier 1932.

Il a été ratifié par le Parlement turc le 25 juin 1932. Cette ratification a été communiquée à l'Union des Républiques soviétiques socialistes par une note du 21 juillet 1932, et, dans sa réponse de la même date, l'Union des Républiques soviétiques socialistes a informé le Gouvernement turc de la ratification du protocole par le Comité central exécutif, demandant que le protocole soit considéré comme étant entré en vigueur le 21 juillet 1932.

be deemed to include vessels of war which have been laid down, or for which orders have been placed, by the two Contracting Parties for the Black Sea or neighbouring seas up to the moment of the conclusion of this Protocol.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the two Contracting Parties have signed the present Protocol and have affixed their seals thereto.

Done at Ankara, the 7th day of March, 1931.

(Signed) Dr. T. RÜŞTÜ.

(Signed) J. SOURITZ.

PROTOCOL¹

CONCERNING THE PROLONGATION OF THE TREATY OF FRIENDSHIP AND NEUTRALITY OF DECEMBER 17TH, 1925, THE THREE ANNEXED PROTOCOLS OF THE SAME DATE, AS WELL AS THE PROTOCOL OF PROLONGATION OF DECEMBER 17TH, 1929, AND THE PROTOCOL OF MARCH 7TH, 1931. SIGNED AT ANKARA ON OCTOBER 30TH, 1931.

French official text communicated by the People's Commissary for Foreign Affairs of the Union of Soviet Socialist Republics and by the Permanent Delegate of the Turkish Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Protocol took place February 15th, 1935.

THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS and THE GOVERNMENT OF THE TURKISH REPUBLIC, being of opinion that it is in the interest of both Governments, and in accordance with their desire, to maintain and further strengthen their permanent normal relations of sincere friendship, have decided to extend the duration of validity of the Treaty of Friendship and Neutrality signed at Paris on December 17th, 1925, and of the three Protocols annexed thereto bearing the same date, together with the duration of validity of the Protocol of Extension of December 17th, 1929, and of the Naval Protocol of March 7th, 1931, signed at Ankara, and have appointed for that purpose :

Of the one part :

Monsieur LITVINOFF, People's Commissary for Foreign Affairs of the Union of Soviet Socialist Republics, and

Monsieur SOURITZ, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the Union of Soviet Socialist Republics in Turkey ;

and of the other part :

Dr. Tefvîk RÜŞTÜ Bey, Minister for Foreign Affairs of the Turkish Republic, and Hüseyin RAGIP Bey, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of Turkey in the Union of Soviet Socialist Republics ;

¹ This Protocol was ratified by the Central Executive Committee of the Union of Soviet Socialist Republics on January 3rd, 1932.

It was ratified by the Turkish Parliament on June 25th, 1932. This ratification was communicated to the Union of Soviet Socialist Republics by a note dated July 21st, 1932, and, in its reply of the same date, the Union of Soviet Socialist Republics informed the Turkish Government of the ratification of the Protocol by the Central Executive Committee, asking that the Protocol should be considered as having entered into force on July 21st, 1932.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les dispositions suivantes :

Article premier.

La validité du Traité d'amitié et de neutralité conclu à Paris le 17 décembre 1925 et des trois protocoles y annexés portant la même date ainsi que celle du Protocole de prolongation du 17 décembre 1929 et du Protocole naval du 7 mars 1931 signés à Ankara sont prolongées pour la durée de cinq ans à partir de la date de leur expiration.

Toutefois si une des Parties contractantes ne prévient pas l'autre six mois avant le terme de cinq ans de son désir d'y mettre fin, le traité ainsi que les protocoles susmentionnés seront considérés comme automatiquement renouvelés pour une nouvelle période d'une année.

Article 2.

Le présent protocole entrera en vigueur dès sa ratification qui sera notifiée par chacune des deux Parties à l'autre Partie contractante.

Fait à Ankara, en deux exemplaires, le 30 octobre 1931.

(L. S.) (Signé) Maxime LITVINOFF.

(L. S.) (Signé) J. SOURITZ.

(L. S.) (Signé) Dr RÜSTÜ.

(L. S.) (Signé) Hüseyin RAGIP.

Copie certifiée conforme :
Ankara, le 19 février 1935.

Le Chef du Protocole :
Şevket Keçeci.

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

The validity of the Treaty of Friendship and Neutrality concluded at Paris on December 17th, 1925, and of the three Protocols annexed thereto bearing the same date, together with the validity of the Protocol of Extension of December 17th, 1929, and of the Naval Protocol of March 7th, 1931, signed at Ankara, are hereby extended for a period of five years as from their date of expiry.

Nevertheless, should one of the Contracting Parties not notify the other six months before the end of the period of five years of its intention to terminate the said Treaty, the Treaty and the above-mentioned Protocols shall be regarded as automatically renewed for a further period of one year.

Article 2.

The present Protocol shall come into force as soon as it is ratified, such ratification to be notified by each of the two Parties to the other Contracting Party.

Done at Ankara, in duplicate, the 30th day of October, 1931.

(L. S.) (*Signed*) Maxime LITVINOFF.

(L. S.) (*Signed*) J. SOURITZ.

(L. S.) (*Signed*) Dr. RÜSTÜ.

(L. S.) (*Signed*) Hüseyin RAGIP.

N° 3611.

**AFGHANISTAN ET
UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTIQUES SOCIALISTES**

Traité de neutralité et de non-agres-
sion. Signé à Kaboul, le 24 juin
1931.

**AFGHANISTAN
AND UNION OF SOVIET
SOCIALIST REPUBLICS**

Treaty of Neutrality and Non-
Aggression. Signed at Kabul,
June 24th, 1931.

TEXTE RUSSE. — RUSSIAN TEXT.

№ 3611. — ДОГОВОР¹ О НЕЙТРАЛИТЕТЕ И ВЗАИМНОМ НЕНАПАДЕНИИ МЕЖДУ СОЮЗОМ СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК И АФГАНИСТАНОМ. ПОДПИСАННЫЙ В ГОРОДЕ КАБУЛЕ, 24-го ИЮНЯ 1931 ГОДА.

Textes officiels russe et persan communiqués par le commissaire du peuple aux Affaires étrangères de l'Union des Républiques soviétiques socialistes. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 15 février 1935.

Russian and Persian official texts communicated by the People's Commissary for Foreign Affairs of the Union of Soviet Socialist Republics. The registration of this Treaty took place February 15th, 1935.

ЦЕНТРАЛЬНЫЙ ИСПОЛНИТЕЛЬНЫЙ КОМИТЕТ Союза советских социалистических республик и Его Величество Король Афганистана, в целях упрочения дружественных и добрососедских отношений, счастливо существующих между обоими странами на базе договора, подписанного в Москве 28 февраля 1921 г., и уверенные в том, что отношения эти будут и впредь неизменно развиваться, служа высоким целям всеобщего мира, решили заключить настоящий договор, проникнутый теми же началами, как и договор, заключенный в Пагмане 31 августа 1926 г., и назначили с этой целью :

Центральный исполнительный комитет Союза советских социалистических республик :
полномочного представителя Союза советских социалистических республик
в Афганистане гр. Леонида Николаевича Старка и

Его Величество Король Афганистана :

министра иностранных дел Афганистана г. Файв-Мухаммед-Хана,

которые, после пред'явления своих полномочий, признанных правильными, согласились о нижеследующем :

Статья 1.

В случае войны или военных действий между одной из договаривающихся сторон и одной или несколькими третьими державами, другая договаривающаяся сторона обязуется соблюдать нейтралитет по отношению к первой.

Статья 2.

Каждая из договаривающихся сторон обязуется воздерживаться от всякого нападения на другую и на территории, находящиеся в ее владении, не предпринимать

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Kaboul, le 15 octobre 1931.

¹ The exchange of ratifications took place at Kabul, October 15th, 1931.

таких шагов и не допускать с чьей бы то ни было стороны таких действий, которые причинили бы другой договаривающейся стороне политический или военный ущерб. Равным образом, каждая договаривающаяся сторона обязуется не принимать участия ни в союзах или соглашениях военного или политического характера с одной или несколькими державами, которые были бы направлены против другой договаривающейся стороны, ни в финансовом или экономическом бойкоте или блокаде, направленных против другой договаривающейся стороны. Кроме того, в случае, если линия поведения третьей державы или третьих держав по отношению к одной из договаривающихся сторон будет носить враждебный характер, другая договаривающаяся сторона обязуется не только не поддерживать такую линию поведения, но обязана на своей территории противодействовать ей и вытекающим из нее враждебным действиям и начинаниям.

Статья 3.

Высокие договаривающиеся стороны, исходя из взаимного признания государственного суверенитета обязуются воздерживаться от всякого вооруженного или невооруженного вмешательства во внутренние дела другой договаривающейся стороны и будут категорически воздерживаться от содействия и участия в какой-либо интервенции со стороны одной или нескольких третьих держав, которые предприняли бы шаги против другой договаривающейся стороны. Договаривающиеся стороны не допустят и будут препятствовать на своей территории организации и деятельности группировок, а также будут препятствовать и деятельности отдельных лиц, которые вредили бы другой договаривающейся стороне, или же подготавливали бы ниспровержение государственного строя другой договаривающейся стороны, или же покушались бы на целостность ее территории, или же производили бы мобилизацию или вербовку вооруженных сил против другой договаривающейся стороны. Подобным же образом, обе стороны не будут разрешать и не допустят пропуска и провоза через свою территорию вооруженных сил, оружия, огнестрельных припасов военного снаряжения и всякого рода военных материалов, направленных против другой договаривающейся стороны.

Статья 4.

Согласно изложенному выше в настоящем договоре, каждая из высоких договаривающихся сторон заявляет, что она не имела и не имеет никаких тайных или явных обязательств в отношении одного или нескольких государств, которые противоречили бы настоящему договору, и что в течение всего срока действия этого договора она не вступит в такие договоры и соглашения, которые противоречили бы настоящему договору.

Статья 5.

Равным образом, каждая из договаривающихся сторон заявляет, что между нею и другими государствами, находящимися в непосредственном соседстве, сухопутном или морском, с другой стороны, не существует никаких обязательств, кроме актов уже преданных гласности.

Статья 6.

Вне пределов обязательств, условия которых установлены в настоящем договоре, каждая из договаривающихся сторон сохраняет полную свободу действий для предпринятия шагов к установлению всякого рода отношений и союзов с третьими державами.

Статья 7.

Договаривающиеся стороны признают, что разрешение всех могущих возникнуть между ними споров или конфликтов, какого бы характера и какого бы происхождения они не были, должно всегда искиваться только в мирных средствах. В развитие настоящей статьи между договаривающимися сторонами могут быть заключены соответствующие соглашения.

Статья 8.

Настоящий договор заключен на срок в пять лет и вступает в силу с момента его ратификации, которая должна состояться не позднее чем через два месяца со дня его подписания. Обмен ратификационными грамотами произойдет в г. Кабуле в месячный срок после ратификации договора.

По истечении пятилетнего срока настоящий договор будет автоматически продолжать свое действие из года в год, с правом каждой из договаривающихся сторон прекратить его действие, предупредив о том за шесть месяцев. В случае предусмотренного настоящей статьей предупреждения о денонсации договора договаривающиеся стороны вступят одновременно в переговоры о форме возобновления настоящего договора.

Статья 9.

Настоящий договор составлен на русском и персидском языках. При толковании его оба текста считаются аутентичными.

Учинено в Кабуле, 24 июня 1931 г.

(подп.) Файз-Мухаммед Хан.
М. П.

(подп.) Леонид Старк.
М. П.

N° 36II.

TEXTE PERSAN. — PERSIAN TEXT.

معاهده

راجع به بی طرفی و عدم تجاوز متقابلہ فیما بین اتحاد جماہیر اجتماعی شوروی و دولت علیہ افغانستان

قومیتہ مرکزی اجرائیہ اتحاد جماہیر اجتماعی شوروی و اعلیٰ حضرت شاہ افغانستان بمقصد تحکیم مناسبات دوستانہ و ہمجواریانہ کہ خوشبختانہ بین ہر دو حکومت باساس معاہدہ کہ در مسکو بتاریخ ۲۸ فیورال ۱۹۲۱ - امضا شدہ برقرار است و متقین بودہ کہ این مناسبات در آتیہ بلا تغیر ترقی خواہد کرد؛ نظر بمقاصد عالی صلح عمومی برای انعماد معاہدہ ہذا کہ براساس معاہدہ پغمان منعقدہ ۳۱ ماہ اگست بودہ میباشد تصمیم فرمودہ باین غرض تعین کردند قومیتہ اجرائیہ مرکزی اتحاد جماہیر اجتماعی شوروی - آقای ستارک سفیر کبیر اتحاد جماہیر اجتماعی شوروی در افغانستان را اعلیٰ حضرت شاہ افغانستان آقای فیض محمد خان وزیر امور خارجہ دولت علیہ افغانستان را کہ بعد از ارائہ اختیارنامہ ہای خود، کہ صحیح شناختہ شدہ بمواد ذیل موافقت نمودند.

مادہ اول

در صورت جنگ یا عملیات جنگی بین یکی از طرفین متعہدین و یکی یا چند دولت ثالث طرف متعہدہ دیگر متعہد است کہ بہ نسبت طرف اول بی طرفی را رعایت کند.

ماده دوم

هر یکی از طرفین متعاهدین تعهد میکنند که از هر گونه تعرض بطرف دیگر خودداری نماید و نیز در داخل خاک خود که در تصرف آن میباشد چنین اقداماتی نکند و همچو عملیات هر طرف را که بدولت متعاهد دیگر ضرر سیاسی یا حربی برساند در خاک خود مانع شود، خصوصاً هر کدام از طرفین متعاهدین تعهد میکنند که بایکی یا چند دول ثالث در هیچ کدام اتحاد یا اتفاق سیاسی و حربی که بر خلاف طرف متعاهد دیگر باشد و همچنین در هیچ کدام بایکوت یا محاصره مالی یا اقتصادی که بر علیه طرف متعاهد دیگر متوجه بشوند شرکت نخواهد ورزید، علاوه بر آن در صورتیکه اگر خط مشی دولت ثالث یا دول ثالث نسبت به یکی از طرفین متعاهدین در اقدامات خود خصمانه باشد طرف متعاهد دیگر متعهد است که نه فقط به همچنین خط مشی دشمنانه مساعدت نکند بلکه متعهد است در خاک خود به مشی مذکور و به عملیات و اقدامات خصمانه که از آن تولید میشود مخالفت کند.

ماده سوم

طرفین علیتین متعاهدین اعتراف متقابل بحقوق حاکمیت و تمامیت ملکیت همدیگر ننوده متعهداند که از هر گونه مداخلت مسلح یا غیر مسلح در امور داخلی طرف متعاهد دیگر خودداری نمایند و نیز به یک دولت یا چند دولت ثالث که بر علیه دولت عاقد دیگر اقدام بمداخلت نماید قطعاً شرکت و مساعدت نکند و طرفین متعاهدین در خاک خود تأسیس و فعالیت دستجات و نیز بکار روائی اشخاص علیحده که به ضرر طرف متعهد دیگر باشد و یا برای خلع اصول دولتی طرف متعاهد دیگر اقدامات ورزند و یا عملیات برخلاف سالمیت تمامیت ملکیت طرف متعاهد دیگر به نمایند و یا تحشیدات و جمع آوری قوای مسلح بر علیه طرف متعاهد دیگر نکنند اجازه نمیدهند و ایشانرا ممنوع از عملیات میدارند، کذا لک طرفین تمام قوای مسلح و اسلحه و اسباب ناریه و جباخانه و تجهیزات حربی و هر نوع مواد حربی را که بر خلاف طرف متعاهد دیگر متوجه باشند از خاک خود عبور آنرا روا نمیدارند و همچنین از خاک خود اجازه گذراندن نخواهد داد.

ماده چهارم

بقرار مذكوره فوق معاهده هذا هر يك از دولتين عليتین اظهار میدارد که هیچگونه تعهدات سری یا علنی نسبت به یکی یا چند دولت دیگر که مخالف معاهده هذا باشد نداشت و ندارد و هم در تمام مدت عمل این معاهده طرف مذکور داخل همچو معاهدات و موافقت نخواهد شد که به معاهده هذا مخالف باشد.

ماده پنجم

همچنین هر یکی از طرفین متعاهدین اظهار میدارد که بین او و دول دیگر که در همجواری متصل بری یا بحری با طرف متعاهد دیگر باشند هیچ نوع تعهدات غیر از آنکه اعلان شده موجود نیست.

ماده ششم

خارج از تعهداتی که شرایط آن در معاهده هذا قرار یافته هر یکی از طرفین متعاهدین برای اقدام با استقرار هر گونه مناسبات و اتحادات با دول ثالث بکلی حابنر عملیات آزاد میباشد.

ماده هفتم

طرفین متعاهدین اعتراف مینمایند که فیصله و حل تمام مباحثات و اختلافات که بین ایشان بوقوع میتواند رسید هر خاصیت و ماخذی داشته باشد بایست همواره فقط بذرایع صلحجویانه اجرا نمود، برای توسعه ماده هذا بین طرفین متعاهدین میتواند موافقه حسب اقتضای حال انعقاد نمود.

ماده هشتم

معاهده هذا برای عرصه پنج سال منعقد گردیده و از موقع تصدیق آن که نبایست دیرتر از دو ماه از روز امضا باشد عمل قانونی خود را حاصل خواهد کرد، تبادل اسناد مصدقه در کابل در حین يك ماه بعد از تصدیق معاهده در معرض اجرا خواهد آمد. بعد از انقضای پنج سال معاهده هذا سال بسال خود بخود

بعل خود ادامه خواهد داد و هر یکی از طرفین متعاهدین حق فسخ معاهده را دارد در صورتیکه شش ماه قبل تر اطلاع بدهد. در موقعیکه یکی از طرفین راجع به فسخ معاهده اطلاع بدهد طرفین متعاهدین در همان حال داخل مذاکرات راجع به شکل تجدید معاهده هذا خواهند شد.

ماده نهم

معاهده هذا بدو نسخه بزبانهای روسی و فارسی تحریر شده هر دو متن

حق مساوی دارند.
مثنوید ستارک

فیض محمد وزیر امور خارجه

در کابل در تاریخ ۲۴ ماه جون سنه ۱۹۳۱ - تحریر شده.

¹ TRADUCTION.

N^o 36II. — TRAITÉ DE NEUTRALITÉ ET DE NON-AGRESSION ENTRE L'AFGHANISTAN ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES. SIGNÉ A KABOUL, LE 24 JUIN 1931.

LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES et SA MAJESTÉ LE ROI D'AFGHANISTAN, désireux de renforcer les relations d'amitié et de bon voisinage existant heureusement entre les deux pays sur la base du Traité signé à Moscou le 28 février 1921, et convaincus que ces relations continueront à se développer à l'avenir, contribuant ainsi aux buts élevés de la paix universelle, ont décidé de conclure le présent traité,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 36II. — TREATY OF NEUTRALITY AND NON-AGGRESSION BETWEEN AFGHANISTAN AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS. SIGNED AT KABUL, JUNE 24TH, 1931.

THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS and HIS MAJESTY THE KING OF AFGHANISTAN, being desirous of strengthening the friendly and good neighbourly relations happily existing between the two countries on the basis of the Treaty signed at Moscow on February 28ths 1921, and being convinced that these relations will continue to develop in future, thus contributing to the lofty aims of world peace, have,

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

qui s'inspire des mêmes principes que le Traité signé à Pagman le 31 août 1926, et ont désigné à cet effet :

LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES :

Léonide Nicolaevitch STARK, ministre plénipotentiaire de l'Union des Républiques soviétiques socialistes en Afghanistan ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'AFGHANISTAN :

Son Excellence FAÏZ-MOHAMMED-KHAN, ministre des Affaires étrangères d'Afghanistan ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

En cas de guerre ou d'hostilités entre l'une des Parties contractantes et une ou plusieurs tierces Puissances, l'autre Partie contractante s'engage à observer la neutralité à l'égard de la première.

Article 2.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à s'abstenir de toute agression contre l'autre Partie et contre les territoires se trouvant en sa possession, à n'entreprendre ni tolérer de la part de qui que ce soit aucun acte pouvant causer à l'autre Partie contractante un préjudice politique ou militaire. De même, chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à ne participer à aucune alliance ni entente de caractère militaire ou politique, avec une ou plusieurs Puissances, qui serait dirigée contre l'autre Partie contractante, ni à un boycottage ou blocus financier ou économique dirigé contre cette Partie. En outre, au cas où l'attitude adoptée par une ou plusieurs tierces Puissances à l'égard de l'une des Parties contractantes présenterait un caractère hostile, l'autre Partie contractante s'engage non seulement à ne pas favoriser cette attitude mais aussi à s'opposer, sur son territoire, à une telle attitude et aux actes et initiatives hostiles qui en découlent.

Article 3.

Les Hautes Parties contractantes, ayant reconnu réciproquement leur souveraineté, s'en-

decided to conclude the present Treaty, which is inspired by the same principles as the Treaty concluded at Pagman on August 31st, 1926, and have appointed for this purpose :

THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS :

Léonide Nicolaevitch STARK, Minister Plenipotentiary of the Union of Soviet Socialist Republics in Afghanistan ;

HIS MAJESTY THE KING OF AFGHANISTAN :

His Excellency FAÏZ-MOHAMMED-KHAN, Minister for Foreign Affairs of Afghanistan ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

In case of war or of hostilities between either of the Contracting Parties and one or more third Powers, the other Contracting Party undertakes to observe neutrality with regard to the former.

Article 2.

Each of the High Contracting Parties undertakes to abstain from any aggression against the other Party or against territories in its possession, and not to undertake or to tolerate on the part of anybody whatsoever any act which might inflict political or military damage on the other Contracting Party. Similarly, each Contracting Party undertakes not to be a party to any alliances or agreements of a military or political character with one or more Powers which might be directed against the other Contracting Party or in any financial or economic boycott or blockade directed against the other Contracting Party. Furthermore, in the event of a hostile attitude being adopted by one or more third parties towards either of the Contracting Parties, the other Contracting Party undertakes not only not to encourage such attitude but is under an obligation in its territory to oppose it together with any hostile acts and undertakings arising therefrom.

Article 3.

The High Contracting Parties, having recognised each other's sovereignty, undertake

gagent à s'abstenir de toute immixtion armée ou non armée dans les affaires intérieures de l'autre Partie ; elles s'abstiendront d'une manière absolue de tout concours ou participation à une intervention quelconque de la part d'une ou plusieurs tierces Puissances qui auraient entrepris une action contre l'autre Partie contractante. Les Parties contractantes ne toléreront pas et empêcheront, sur leur territoire, l'organisation et l'activité de groupements ou l'activité de particuliers qui seraient nuisibles à l'autre Partie contractante ou qui prépareraient le renversement de son régime ou tenteraient à l'intégrité de son territoire ou procéderaient contre elle à la mobilisation ou au recrutement de forces armées. De même, les deux Parties n'autoriseront ni ne toléreront le passage et le transport, à travers leur territoire, de forces armées, armes, munitions, équipements de guerre et tous autres matériels de guerre, destinés à servir contre l'autre Partie contractante.

Article 4.

En accord avec les dispositions ci-dessus du présent traité, chacune des hautes Parties contractantes déclare qu'elle n'a eu et qu'elle n'a aucun engagement secret ou public, envers un ou plusieurs Etats, qui serait incompatible avec le présent traité et que, pendant toute la durée du présent traité, elle ne contractera aucun traité ni accord qui seraient incompatibles avec le présent traité.

Article 5.

De même, chacune des Parties contractantes déclare qu'il n'existe entre elle et les autres Etats se trouvant dans le voisinage immédiat, terrestre ou maritime, de l'autre Partie aucun autre engagement que ceux découlant d'actes déjà rendus publics.

Article 6.

En dehors des limites des engagements dont les conditions sont fixées par le présent traité, chacune des Parties contractantes conserve sa pleine liberté d'action en ce qui concerne les démarches à faire en vue d'établir toutes sortes de relations et d'alliances avec des pays tiers.

to abstain from any armed or unarmed intervention in the internal affairs of the other Contracting Party and shall categorically abstain from giving assistance to and taking part in any intervention whatsoever on the part of one or more third Powers which might take action against the other Contracting Party. The Contracting Parties shall not tolerate and shall prevent in their territory the organisation and activities of groups of persons and the activities of private persons that might be prejudicial to the other Contracting Party or prepare the overthrow of its form of government or make an attempt on the integrity of its territory or proceed to the mobilisation or recruitment of armed forces to be used against it. Similarly, neither Party shall authorise or permit the passage and transport through their territories of armed forces, arms, ammunition, implements of war and any kind of war material directed against the other Contracting Party.

Article 4.

In accordance with the above provisions of the present Treaty, each of the High Contracting Parties declares that it has not had and has not at present any secret or public obligations in relation to one or more States which would be incompatible with the present Treaty and that, during the entire period of validity of this Treaty, it will not enter into any treaties and agreements which are incompatible with the present Treaty.

Article 5.

Similarly, each of the Contracting Parties declares that no obligations exist between itself and other States in the immediate neighbourhood of the land or sea frontiers of the other Party except such as arise out of instruments which have already been made public.

Article 6.

Beyond the limits of the undertakings the conditions of which are laid down in the present Treaty, each of the Contracting Parties retains entire freedom of action as regards steps to be taken to establish all kinds of relations and alliances with third Powers.

Article 7.

Les Parties contractantes conviennent que la solution de tous les différends ou conflits qui pourraient surgir entre elles, quel qu'en soit le caractère ou l'origine, doit être toujours recherchée uniquement par des moyens pacifiques. Les Parties contractantes peuvent conclure entre elles des accords spéciaux ayant pour objet de développer les dispositions du présent article.

Article 8.

Le présent traité est conclu pour une durée de cinq ans et entrera en vigueur au moment de sa ratification, qui devra avoir lieu au plus tard deux mois à partir de la date de la signature. L'échange des instruments de ratification aura lieu à Kaboul dans le délai d'un mois à partir de la ratification du traité.

A l'expiration de la période de cinq ans, le présent traité sera renouvelé par tacite reconduction d'année en année, chacune des Parties contractantes ayant le droit d'en faire cesser l'application avec un préavis de six mois. Au cas où il serait fait usage du préavis de dénonciation prévu au présent article, les Parties contractantes entameront en même temps des négociations en vue de son renouvellement.

Article 9.

Le présent traité est établi en langues russe et persane. Pour l'interprétation du traité, les deux textes font également foi.

Fait à Kaboul, le 24 juin 1931.

(*Signé*) Léonide STARK.
(*Signé*) FAÏZ-MOHAMMED-KHAN.

Article 7.

The Contracting Parties recognise that the settlement of all disputes or conflicts which may arise between them of whatever character or origin must always be sought solely by pacific means. With a view to amplifying the provisions of this Article, special agreements may be concluded between the Contracting Parties.

Article 8.

The present Treaty is concluded for a period of five years and shall come into force at the moment of its ratification, which shall take place not later than two months after the date of signature. The exchange of the instruments of ratification shall take place at Kabul within one month after ratification of the Treaty.

On the expiry of the period of five years, the present Treaty shall be automatically prolonged from year to year, each Contracting Party being entitled to denounce it at six months' notice. In case of denunciation of the Treaty as provided for in this Article, the Contracting Parties shall at the same time enter into negotiations regarding the renewal of the present Treaty.

Article 9.

The present Treaty is drawn up in the Russian and Persian languages. In respect of its interpretation, both texts are regarded as authentic.

Done at Kabul, the 24th day of June, 1931.

(*Signed*) FAÏZ-MOHAMMED-KHAN.
(*Signed*) Léonide STARK.

N° 3612.

**ALLEMAGNE ET
UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTIQUES SOCIALISTES**

Protocole prorogeant le Traité du
24 avril 1926 et la Convention de
conciliation du 25 janvier 1929.
Signé à Moscou, le 24 juin 1931.

**GERMANY
AND UNION OF SOVIET
SOCIALIST REPUBLICS**

Protocol concerning the Prolonga-
tion of the Treaty of April 24th,
1926, and the Convention of Con-
ciliation of January 25th, 1929.
Signed at Moscow, June 24th,
1931.

TEXTE RUSSE. — RUSSIAN TEXT.

№ 3612. — ПРОТОКОЛ ¹ О ПРОДЛЕНИИ ЗАКЛЮЧЕННЫХ МЕЖДУ СОЮЗОМ СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК И ГЕРМАНИЕЙ ДОГОВОРА ОТ 24 АПРЕЛЯ 1926 ГОДА И КОНВЕНЦИИ О СОГЛАСИТЕЛЬНОЙ ПРОЦЕДУРЕ ОТ 25 ЯНВАРЯ 1929 ГОДА, ПОДПИСАННЫЙ В ГОРОДЕ МОСКВЕ, 24-го ИЮНЯ 1931 ГОДА.

Textes officiels allemand et russe communiqués par le commissaire du peuple aux Affaires étrangères de l'Union des Républiques soviétiques socialistes. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 15 février 1935.

Правительство Союза Советских Социалистических Республик и Германское Правительство, желая продлить существующие между ними дружественные отношения, содействовать дальнейшему развитию взаимного сотрудничества, отвечающего интересам обеих сторон, и одновременно способствовать делу укрепления всеобщего мира, согласились продлить подписанный в Берлине 24 апреля 1926 ² года Договор и подписанную в Москве 25 января 1929 ³ года Конвенцию о Согласительной Процедуре. Для этой цели Уполномоченные обеих сторон, а именно :

от имени Союза Советских Социалистических Республик :

Николай Николаевич Крестинский, член Центрального Исполнительного Комитета Союза Советских Социалистических Республик, Заместитель Народного Комиссара по Иностранным делам ;

от имени Германии :

д-р Герберт фон Дирксен, Германский Посол в Союзе Советских Социалистических Республик,

по взаимном пред'явлении своих полномочий, найденных составленными в должной и надлежащей форме, согласились о нижеследующих постановлениях :

Статья 1.

Заключенный 24 апреля 1926 года между Союзом Советских Социалистических Республик и Германией Договор, включая приложенные к нему ноты от того же числа, считается продленным со дня истечения срока его действия. Каждая из Договаривающихся Сторон имеет право в любое время, но не ранее чем 30 июня 1933 года, с предупреждением за один год, денонсировать этот Договор.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Moscou, le 5 mai 1933.

² Vol. LIII, page 387, de ce recueil.

³ Vol. XC, page 219 ; et vol. CLVI, page 207, de ce recueil.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 3612. — PROTOKOLL¹ ÜBER DIE VERLÄNGERUNG DES VERTRAGES VOM 24. APRIL 1926 UND DES ABKOMMENS ÜBER EIN SCHLICHTUNGSVERFAHREN VOM 25. JANUAR 1929 ZWISCHEN DER UNION DER SOZIALISTISCHEN SOWJETREPUBLIKEN UND DEM DEUTSCHEN REICH. GEZEICHNET IN MOSKAU, AM 24. JUNI 1931.

German and Russian official texts communicated by the People's Commissary for Foreign Affairs of the Union of Soviet Socialist Republics. The registration of this Protocol took place February 15th, 1935.

DIE REGIERUNG DER UNION DER SOZIALISTISCHEN SOWJETREPUBLIKEN und DIE DEUTSCHE REGIERUNG sind in dem Wunsche, die zwischen ihnen bestehenden freundschaftlichen Beziehungen fortzusetzen, die im Interesse ihrer beiden Länder liegende Zusammenarbeit weiter zu pflegen und zugleich zur Sicherung des allgemeinen Friedens beizutragen, übereingekommen, den in Berlin am 24. April 1926² unterzeichneten Vertrag und das in Moskau am 25. Januar 1929³ unterzeichnete Abkommen über ein Schlichtungsverfahren zu verlängern.

Zu diesem Zwecke haben die beiderseitigen Bevollmächtigten, nämlich :

FÜR DIE UNION DER SOZIALISTISCHEN SOWJETREPUBLIKEN :

Herr Nikolai Nikolajewitsch KRESTINSKI, Mitglied des Zentral-Exekutiv-Komitees der Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken, Stellvertretender Volkskommissar für Auswärtige Angelegenheiten ;

FÜR DAS DEUTSCHE REICH :

der Deutsche Botschafter in der Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken, Dr. Herbert VON DIRKSEN ;

nach gegenseitiger Vorlegung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten nachstehende Bestimmungen vereinbart :

Artikel 1.

Der zwischen der Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken und dem Deutschen Reich am 24. April 1926 abgeschlossene Vertrag einschliesslich des ihm beigefügten Notenwechsels vom gleichen Tage wird vom Tage des Ablaufs seiner Geltungsdauer an verlängert. Jeder der Vertragsschliessenden Teile ist berechtigt, den Vertrag jederzeit mit einjähriger Frist, jedoch frühestens am 30. Juni 1933, zu kündigen.

¹ The exchange of ratifications took place at Moscow, May 5th, 1933.

² Vol. LIII, page 387, of this Series.

³ Vol. XC, page 219 ; and Vol. CLVI, page 207, of this Series.

Статья 2.

Во изменение статьи 9 Конвенции о Согласительной Процедуре от 25 января 1929 года, срок действия этой Конвенции считается продленным таким образом, что впредь эта Конвенция может быть денонсирована лишь одновременно с Договором от 24 апреля 1926 года, согласно постановлений статьи 1 настоящего Протокола.

Статья 3.

Настоящий Протокол подлежит ратификации. Обмен ратификационными грамотами должен иметь место в Москве.

Статья 4.

Настоящий Протокол составлен в двух экземплярах, на русском и немецком языках. Оба текста имеют одинаковую силу.

В удостоверение сего упомянутые выше Уполномоченные подписали настоящий Протокол и приложили к нему свои печати.

Учинено в Москве 24 июня 1931 года.

(М. П.) (подп.) Н. Крестинский.

(М. П.) (подп.) фон Дирксен.

Artikel 2.

In Abänderung des Artikel 9 des Abkommens über ein Schlichtungsverfahren vom 25. Januar 1929 wird die Geltungsdauer dieses Abkommens in der Weise verlängert, dass es in Zukunft nur gleichzeitig mit dem Verträge vom 24. April 1926 nach Massgabe der Bestimmungen des Artikel 1 dieses Protokolls gekündigt werden kann.

Artikel 3.

Dieses Protokoll soll ratifiziert werden. Der Austausch der Ratifikationsurkunden soll in Moskau stattfinden.

Artikel 4.

Dieses Protokoll ist in zwei Exemplaren in russischer und deutscher Sprache ausgefertigt. Beide Texte haben gleiche Geltung.

Zu Urkund dessen haben die obengenannten Bevollmächtigten dieses Protokoll unterzeichnet und mit ihrem Siegel versehen.

Ausgefertigt in Moskau am 24. Juni 1931.

(L. S.) (gez.) N. KRESTINSKI.

(L. S.) (gez.) VON DIRKSEN.

¹ TRADUCTION.

N^o 3612. — PROTOCOLE PROROGÉANT LE TRAITÉ DU 24 AVRIL 1926
ET LA CONVENTION DE CONCILIATION DU 25 JANVIER 1929
ENTRE LE REICH ALLEMAND ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTIQUES SOCIALISTES. SIGNÉ A MOSCOU, LE 24 JUIN 1931.

LE GOUVERNEMENT DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES et LE GOUVERNEMENT ALLEMAND, désireux de prolonger les relations amicales qui existent entre eux, de continuer leur collaboration conforme aux intérêts de leurs pays respectifs et de contribuer en même temps à renforcer la paix mondiale, sont convenus de proroger le Traité signé à Berlin le 24 avril 1926 et la Convention visant la procédure de conciliation, signée à Moscou le 25 janvier 1929.

A cet effet, ils ont désigné pour leurs plénipotentiaires respectifs :

POUR L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES :

Monsieur Nicolas Nicolaïevitch KRESTINSKI, membre du Comité exécutif central de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, adjoint au Commissaire du peuple aux Affaires étrangères ;

POUR LE REICH ALLEMAND :

Le Dr Herbert VON DIRKSEN, ambassadeur d'Allemagne dans l'Union des Républiques soviétiques socialistes ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Le Traité conclu le 24 avril 1926 entre l'Union des Républiques soviétiques socialistes et l'Allemagne, y compris les notes y annexées échangées le même jour, est prorogé à partir du jour d'expiration de sa validité. Chacune des Parties contractantes a le droit à tout moment, mais pas avant le 30 juin 1933, de dénoncer ledit traité avec un préavis d'un an.

Article 2.

Par modification de l'article 9 de la Convention de conciliation du 25 janvier 1929, la durée de cette convention est prolongée de telle manière qu'à l'avenir cette convention ne pourra être dénoncée qu'en même temps que le Traité du 24 avril 1926, conformément aux dispositions de l'article premier du présent protocole.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3612. — PROTOCOL CONCERNING THE PROLONGATION OF THE TREATY OF APRIL 24TH, 1926, AND THE CONVENTION OF CONCILIATION OF JANUARY 25TH, 1929, BETWEEN GERMANY AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS. SIGNED AT MOSCOW, JUNE 24TH, 1931.

THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS and THE GERMAN GOVERNMENT, being desirous of continuing the friendly relations existing between them, as well as their mutual co-operation in the interest of both countries, and at the same time of contributing to the consolidation of world peace, have agreed to prolong the Treaty of April 24th, 1926, signed at Berlin, and the Convention of Conciliation signed at Moscow on January 25th, 1929.

For this purpose, they have appointed as their Plenipotentiaries :

FOR THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS :

Nikolai Nikolaievitch KRESTINSKI, Member of the Central Executive Committee of the Union of Soviet Socialist Republics, Deputy People's Commissar for Foreign Affairs ;

FOR GERMANY :

Dr. Herbert VON DIRKSEN, German Ambassador in the Union of Soviet Socialist Republics ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

The Treaty concluded on April 24th, 1926, between the Union of Soviet Socialist Republics and Germany, including the notes of the same date, annexed thereto, shall be regarded as prolonged from the date of the expiry of its validity. Each of the Contracting Parties shall be entitled at any time, but not earlier than June 30th, 1933, to denounce this Treaty at one year's notice.

Article 2.

In modification of Article 9 of the Convention of Conciliation of January 25th, 1929, the period of validity of the Convention shall be regarded as prolonged in such a manner that it may in future only be denounced at the same time as the Treaty of April 24th, 1926, in accordance with the provisions of Article 1 of the present Protocol.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 3.

Le présent protocole est sujet à ratification. L'échange des instruments de ratification aura lieu à Moscou.

Article 4.

Le présent protocole est établi en deux exemplaires, en langues russe et allemande. Les deux textes font également foi.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susmentionnés ont signé le présent protocole et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Moscou, le 24 juin 1931.

(L. S.) (Signé) N. KRESTINSKI.

(L. S.) (Signé) VON DIRKSEN.

Article 3.

The present Protocol shall be subject to ratification. The exchange of the instruments of ratification shall take place at Moscow.

Article 4.

The present Protocol is drawn up in duplicate in the Russian and German languages. Both texts are equally authentic.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Protocol and have thereto affixed their seals.

Done at Moscow, the 24th day of June, 1931.

(L. S.) (*Signed*) N. KRESTINSKI.

(L. S.) (*Signed*) VON DIRKSEN.

N° 3613.

**FINLANDE ET
UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTIQUES SOCIALISTES**

Traité de non-agression et de règlement pacifique des conflits, et protocole de signature. Signés à Helsinki, le 21 janvier 1932.

**FINLAND
AND UNION OF SOVIET
SOCIALIST REPUBLICS**

Treaty of Non-Aggression and Pacific Settlement of Disputes, and Protocol of Signature. Signed at Helsinki, January 21st, 1932.

N^o 3613. — TRAITÉ ¹ DE NON-AGRESSION ET DE RÈGLEMENT PACIFIQUE DES CONFLITS ENTRE LA FINLANDE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES. SIGNÉ A HELSINKI, LE 21 JANVIER 1932.

Texte officiel français communiqué par le commissaire du peuple aux Affaires étrangères de l'Union des Républiques soviétiques socialistes. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 15 février 1935.

LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES, d'une part, et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE, d'autre part ;

Animés du désir de contribuer à maintenir la paix générale ;

Convaincus que l'établissement des engagements sousmentionnés et le règlement pacifique de tout conflit possible entre l'Union des Républiques soviétistes socialistes et la République de Finlande, correspond aux intérêts des deux Hautes Parties et contribuera au développement des rapports amicaux et de bon voisinage entre les deux pays ;

Déclarant qu'aucun des engagements internationaux qu'ils ont précédemment assumés ne fait obstacle au développement pacifique de leurs relations mutuelles et ne se trouve en contradiction avec le présent traité ;

Désireux de confirmer et de compléter le Pacte ² général de renonciation à la guerre du 27 août 1928 ;

Ont résolu de conclure le présent traité et ont désigné pour ce but :

LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES :

Monsieur Jean MAISKY, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ; et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

Monsieur le Baron A. S. YRJÖ-KOSKINEN, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels plénipotentiaires, après avoir échangé leurs pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

I. Les Hautes Parties contractantes garantissent mutuellement l'inviolabilité des frontières existantes entre l'Union des Républiques soviétistes socialistes et la République de Finlande,

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Moscou, le 9 août 1932.

Ce traité a été prorogé par un Protocole signé à Moscou le 7 avril 1934, enregistré sous le N^o 3584 (voir vol. CLV, page 325, de ce recueil).

² Vol. XCIV, page 57 ; vol. CXXXIV, page 411 ; et vol. CLII, page 298, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 3613. — TREATY ² OF NON-AGGRESSION AND PACIFIC SETTLEMENT OF DISPUTES BETWEEN FINLAND AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS. SIGNED AT HELSINKI, JANUARY 21ST, 1932.

French official text communicated by the People's Commissary for Foreign Affairs of the Union of Soviet Socialist Republics. The registration of this Treaty took place February 15th, 1935.

THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS, of the one part, and

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND, of the other part,

Actuated by the desire to contribute to the maintenance of general peace ;

Being convinced that the conclusion of the undertakings mentioned below and the pacific settlement of any dispute whatsoever between the Union of Soviet Socialist Republics and the Republic of Finland is in the interests of both High Contracting Parties and will contribute towards the development of friendly and neighbourly relations between the two countries ;

Declaring that none of the international obligations which they have hitherto assumed debars the pacific development of their mutual relations or is incompatible with the present Treaty ;

Being desirous of confirming and completing the General Pact ³ of August 27th, 1928, for the Renunciation of War ;

Have resolved to conclude the present Treaty and have for that purpose appointed :

THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS :

Monsieur Jean MAISKY, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ; and

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

Baron A. S. YRJÖ-KOSKINEN, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

1. The High Contracting Parties mutually guarantee the inviolability of the existing frontiers between the Union of Soviet Socialist Republics and the Republic of Finland, as fixed by the

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Moscow, August 9th, 1932.

This Treaty was renewed by a Protocol signed at Moscow, April 7th, 1934, registered under No. 3584 (see Vol. CLV, page 325, of this Series).

³ Vol. XCIV, page 57 ; Vol. CXXXIV, page 411 ; and Vol. CLII, page 298, of this Series.

fixées par le Traité¹ de paix, conclu à Dorpat le 14 octobre 1920, qui reste la base inébranlable de leurs relations, et s'engagent réciproquement de s'abstenir de toute agression l'une contre l'autre.

2. Sera considéré comme agression tout acte de violence portant atteinte à l'intégrité et à l'inviolabilité du territoire ou à l'indépendance politique de l'autre Haute Partie contractante, même s'il était commis sans déclaration de guerre et en évitant ses symptômes.

Protocole à l'article premier.

Conformément aux dispositions de l'article 4 du présent traité, l'Accord² en date du 1^{er} juin 1922 concernant les mesures assurant l'inviolabilité des frontières, n'est pas touché par les dispositions du présent traité et continue à rester ultérieurement en pleine vigueur.

Article 2.

1. Si l'une des Hautes Parties contractantes est l'objet d'une agression de la part d'une ou de plusieurs tierces Puissances, l'autre Haute Partie contractante s'engage à garder la neutralité pendant toute la durée du conflit.

2. Si l'une des Hautes Parties contractantes se livre à une agression contre une tierce Puissance, l'autre Haute Partie contractante pourra, sans préavis, dénoncer le présent traité.

Article 3.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à ne participer à aucun traité, accord ou convention, ouvertement hostile à l'autre Partie et contraire, formellement ou en substance, au présent traité.

Article 4.

Les obligations mentionnées dans les articles précédents du présent traité ne peuvent en aucun cas porter atteinte ou modifier les droits et les obligations internationales résultant pour les Hautes Parties contractantes des accords conclus ou des engagements assumés avant l'entrée en vigueur du présent traité, autant qu'ils ne contiennent pas des éléments d'agression dans le sens du présent traité.

Article 5.

Les Hautes Parties contractantes déclarent qu'elles s'efforceront toujours de résoudre dans un esprit de justice tous les litiges, de quelque nature ou origine qu'ils soient, qui viendraient à s'élever entre elles, et qu'elles auront recours, aux fins de leur règlement, exclusivement aux moyens pacifiques. A cette fin, les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre tous les différends qui viendraient à s'élever entre elles après la signature du présent traité et qui n'auraient pu être réglés par des procédés diplomatiques ordinaires dans un délai raisonnable, à une procédure de conciliation dans une commission mixte de conciliation, dont les droits, la composition et le fonctionnement seront fixés par une convention spéciale supplémentaire qui fera partie intégrante du présent traité, et que les Hautes Parties contractantes s'engagent à conclure dans le délai le plus court possible, et en tout cas avant la ratification du présent traité. La procédure de conciliation sera appliquée aussi dans les cas où le différend porterait sur l'application ou l'interprétation d'une convention conclue entre les Hautes Parties contractantes et particulièrement sur la question de savoir si l'engagement mutuel de non-agression a été violé ou non.

¹ Vol. III, page 6, de ce recueil.

² Vol. XVI, page 317, de ce recueil.

Treaty¹ of Peace concluded at Dorpat on October 14th, 1920, which shall remain the firm foundation of their relations, and reciprocally undertake to refrain from any act of aggression directed against each other.

2. Any act of violence attacking the integrity and inviolability of the territory or the political independence of the other High Contracting Party shall be regarded as an act of aggression, even if it is committed without declaration of war and avoids warlike manifestations.

Protocol to Article 1.

In conformity with the provisions of Article 4 of the present Treaty, the Agreement² of June 1st, 1922, regarding measures ensuring the inviolability of the frontiers shall not be affected by the provisions of the present Treaty and shall continue to remain fully in force.

Article 2.

1. Should either High Contracting Party be the object of aggression on the part of one or more third Powers, the other High Contracting Party undertakes to maintain neutrality throughout the duration of the conflict.

2. Should either High Contracting Party resort to aggression against a third Power, the other High Contracting Party may denounce the present Treaty without notice.

Article 3.

Each of the High Contracting Parties undertakes not to become a party to any treaty, agreement or convention which is openly hostile to the other Party or contrary, whether formally or in substance, to the present Treaty.

Article 4.

The obligations mentioned in the preceding Articles of the present Treaty may in no case affect or modify the international rights or obligations of the High Contracting Parties under agreements concluded or undertakings assumed before the coming into force of the present Treaty, in so far as such agreements contain no elements of aggression within the meaning of the present Treaty.

Article 5.

The High Contracting Parties declare that they will always endeavour to settle in a spirit of justice any disputes of whatever nature or origin which may arise between them, and will resort exclusively to pacific means of settling such disputes. For this purpose, the High Contracting Parties undertake to submit any disputes which may arise between them after the signature of the present Treaty, and which it may not have been possible to settle through diplomatic proceedings within a reasonable time, to a procedure of conciliation before a joint conciliation commission whose powers, composition and working shall be fixed by a special supplementary Convention, which shall form an integral part of the present Treaty and which the High Contracting Parties undertake to conclude as soon as possible and in any event before the present Treaty is ratified. Conciliation procedure shall also be applied in the event of any dispute as to the application or interpretation of a Convention concluded between the High Contracting Parties, and particularly the question whether the mutual undertaking as to non-aggression has or has not been violated.

¹ Vol. III, page 6, of this Series.

² Vol. XVI, page 317, of this Series.

Article 6.

Le présent traité doit être ratifié et les instruments de ratification en seront échangés à Moscou.

Article 7.

Le présent traité entrera en vigueur au moment de l'échange des instruments de ratification.

Article 8.

Le présent traité est conclu pour trois ans. S'il n'est pas dénoncé par l'une des Hautes Parties contractantes avec un préavis de six mois au moins avant l'expiration de cette période, il sera considéré comme prolongé automatiquement pour une nouvelle période de deux ans.

Article 9.

Le présent traité est établi en double expédition et en français dans la ville de Helsinki, le 21 janvier 1932.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent traité et l'ont revêtu de leurs cachets.

(L. S.) (Signé) J. MAISKY.

(L. S.) (Signé) A. S. YRJÖ-KOSKINEN.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

1. Au moment de procéder à la signature du Traité de non-agression et de règlement pacifique des conflits conclu entre l'Union des Républiques soviétistes socialistes et la République de Finlande en date de ce jour, les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre les mesures nécessaires en vue de sa ratification dans le délai le plus court possible et de procéder à l'échange des instruments de ratification aussitôt que possible et en tout cas dans un délai de trente jours après que la ratification par les organes compétents de l'Union des Républiques soviétistes socialistes et de la République de Finlande aura eu lieu.

2. Les Hautes Parties contractantes déclarent que la dénonciation éventuelle avant terme ou l'extinction du présent traité ne peut ni abolir ni restreindre les engagements découlant du Pacte de renonciation à la guerre signé à Paris en date du 27 août 1928.

HELSINKI, le 21 janvier 1932.

(Signé) A. S. YRJÖ-KOSKINEN.

(Signé) J. MAISKY.

Article 6.

The present Treaty shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Moscow.

Article 7.

The present Treaty shall come into force on the exchange of the instruments of ratification.

Article 8.

The present Treaty is concluded for three years. If it is not denounced by either of the High Contracting Parties after previous notice of not less than six months before the expiry of that period, it shall be deemed to be automatically renewed for a further period of two years.

Article 9.

The present Treaty is drawn up in duplicate in French, in the town of Helsingfors, the 21st day of January, 1932.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

(L. S.) (*Signed*) J. MAISKY.

(L. S.) (*Signed*) A. S. YRJÖ-KOSKINEN.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

1. In signing the present Treaty on Non-Aggression and the Pacific Settlement of Disputes, concluded between the Union of Soviet Socialist Republics and the Republic of Finland on to-day's date, the High Contracting Parties agree to take the necessary steps to ratify it within the shortest possible period and to exchange the instruments of ratification as soon as possible and in any event within thirty days after its ratification by the competent bodies of the Union of Soviet Socialist Republics and the Republic of Finland.

2. The High Contracting Parties declare that subsequent denunciation of the present Treaty before its termination or annulment shall neither cancel nor restrict the undertakings arising from the Pact for the Renunciation of War signed at Paris on August 27th, 1928.

HELSINGFORS, *January 21st*, 1932.

(*Signed*) A. S. YRJÖ-KOSKINEN.

(*Signed*) J. MAISKY.

N° 3614.

**FINLANDE ET
UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTIQUES SOCIALISTES**

**Convention de conciliation. Signée
à Helsinki, le 22 avril 1932.**

**FINLAND
AND UNION OF SOVIET
SOCIALIST REPUBLICS**

**Convention of Conciliation. Signed
at Helsinki, April 22nd, 1932.**

N° 3614. — CONVENTION ¹ DE CONCILIATION ENTRE LA FINLANDE
ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES.
SIGNÉE A HELSINKI, LE 22 AVRIL 1932.

*Texte officiel français communiqué par le commissaire du peuple aux Affaires étrangères de
l'Union des Républiques soviétiques socialistes. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le
15 février 1935.*

Conformément aux dispositions de l'article 5 du Traité ² de non-agression et de règlement pacifique des conflits conclu le 21 janvier 1932 entre l'Union des Républiques soviétistes socialistes et la Finlande,

LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES et
LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE

Ont résolu de conclure une convention de conciliation et ont désigné pour ce but :

LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES :

Monsieur Jean MAISKY, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ; et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

Monsieur le baron A. S. YRJÖ-KOSKINEN, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels plénipotentiaires, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent mutuellement à soumettre, conformément aux dispositions de la présente convention, à une commission de conciliation, aux fins d'un arrangement amiable, tous les différends, de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient à s'élever entre elles découlant des faits survenus après la signature du Traité de non-agression et de règlement pacifique des conflits entre l'Union des Républiques soviétistes socialistes et la Finlande, et qui, dans un délai raisonnable, n'auraient pu être réglés par la voie diplomatique. Cette obligation concerne notamment aussi les différends éventuels relatifs à l'interprétation et à l'application des conventions conclues ou à conclure entre les Hautes Parties contractantes.

Article 2.

La commission de conciliation prévue à l'article premier se composera de quatre membres, dont chacune des Hautes Parties contractantes désignera deux parmi ses citoyens pour chaque session de la commission.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Moscou, le 9 août 1932.

² Voir page 393 de ce volume.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 3614. — CONVENTION ² OF CONCILIATION BETWEEN FINLAND AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS. SIGNED AT HELSINKI, APRIL 22ND, 1932.

French official text communicated by the People's Commissary for Foreign Affairs of the Union of Soviet Socialist Republics. The registration of this Convention took place February 15th, 1935.

In accordance with the provisions of Article 5 of the Pact ³ of Non-Aggression and Pacific Settlement of Disputes concluded on January 21st, 1932, between the Union of Soviet Socialist Republics and Finland,

THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS and
THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND

Have decided to conclude a Conciliation Convention and have appointed for that purpose :

THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS :

Monsieur Jean MAISKY, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ; and

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

Baron A. S. YRJÖ-KOSKINEN, Minister for Foreign Affairs ;

Which Plenipotentiaries, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The High Contracting Parties mutually undertake to submit to a Conciliation Commission for amicable settlement, in accordance with the provisions of the present Convention, all disputes of whatsoever nature which may arise between them on account of circumstances occurring after the signature of the Pact of Non-Aggression and Pacific Settlement of Disputes between the Union of Soviet Socialist Republics and Finland and which cannot be settled within a reasonable time through the diplomatic channel. This undertaking also refers in particular to any possible differences regarding the interpretation and enforcement of conventions which have been or may hereafter be concluded between the High Contracting Parties.

Article 2.

The Conciliation Commission provided for in Article 1 shall consist of four members, of whom each of the High Contracting Parties shall appoint two from among its nationals for each session of the Commission.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Moscow, August 9th, 1932.

³ See page 393 of this volume.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura le droit de recourir à l'aide d'experts nommés par elle, qui pourront siéger à la commission avec voix consultative. Chacune des Hautes Parties contractantes pourra aussi, d'un commun accord des deux Parties de la commission, faire entendre devant la commission les personnes dont elle considérera les dépositions comme utiles.

La présidence lors de chaque session sera exercée par l'un des membres de la commission, citoyen du pays sur le territoire duquel la commission siège.

Article 3.

La commission de la conciliation aura pour tâche d'élucider les questions litigieuses dont elle aura été saisie, de recueillir à cet effet toutes les informations nécessaires et de formuler des propositions, en vue du règlement des différends, qu'elle jugera équitables et sur lesquelles elle recommandera aux Hautes Parties contractantes de convenir par la voie diplomatique.

Si la commission de conciliation au cours d'une session n'arrive pas à formuler une proposition commune concernant une question dont elle aura été saisie, et si ensuite les Hautes Parties contractantes ne peuvent dans un délai raisonnable, se mettre d'accord sur le règlement de l'affaire, il est convenu que le différend pourra, sur la requête de l'une des Hautes Parties contractantes, être soumis de nouveau à la procédure de conciliation.

Article 4.

La commission de conciliation se réunira sur la requête de l'une des Hautes Parties contractantes, présentée à l'autre par la voie diplomatique, à une date à fixer d'un commun accord par les Hautes Parties contractantes.

La réunion de la commission devra avoir lieu dans un délai maximum d'un mois après la réception de ladite requête.

En règle générale, les réunions de la commission ne devront pas avoir lieu plus souvent qu'une fois par an, sauf en cas d'urgence. En ce cas le gouvernement ayant proposé une session urgente aura à indiquer à l'autre gouvernement les circonstances motivant cette demande.

La durée d'une session ne devra normalement pas excéder quinze jours, à moins que les Hautes Parties contractantes, d'un commun accord, n'en décident autrement.

Les sessions de la commission auront lieu à tour de rôle à Moscou et à Helsinki. La première session aura lieu à Moscou.

Article 5.

Quinze jours au plus tard avant la réunion de la commission de conciliation, chacune des Hautes Parties contractantes remettra à l'autre par la voie diplomatique une liste des questions qu'elle désirera soumettre à l'examen de la commission lors de cette session.

Article 6.

Si les Hautes Parties contractantes, d'un commun accord, n'en décident autrement, la commission de conciliation réglera elle-même sa procédure.

Article 7.

Le quorum n'est atteint que si tous les membres de la commission de conciliation, dûment convoqués, sont présents.

Au cas où un membre serait empêché de prendre part aux travaux de la commission, la Haute Partie contractante intéressée nommera son remplaçant dans un délai maximum de trente jours après la constatation de l'empêchement.

Les décisions de la commission seront prises d'un accord commun de tous ses membres.

Either High Contracting Party shall be entitled to have recourse to experts appointed by itself, who may sit on the Commission in an advisory capacity. Either High Contracting Party may also, if both Parties on the Commission agree, arrange for persons, whose evidence it may consider useful, to be heard.

Each session shall be presided over by one of the members of the Commission who is a national of the country in whose territory the Commission is sitting.

Article 3.

It shall be the duty of the Conciliation Commission to clear up the questions at issue which have been submitted to it, to collect all necessary information for that purpose and to make such proposals for the settlement of disputes as it may consider equitable, and it shall recommend the High Contracting Parties to accept such proposals through the diplomatic channel.

Should the Conciliation Commission, during a session, fail to agree on a joint proposal concerning a question submitted to it, and should the High Contracting Parties subsequently fail to reach an agreement for the settlement of the dispute within a reasonable time, it is understood that the dispute may, on the request of either High Contracting Party, be again submitted to a procedure of conciliation.

Article 4.

The Conciliation Commission shall meet at the request of either High Contracting Party communicated to the other through the diplomatic channel, on a date to be fixed by mutual agreement between the High Contracting Parties.

The Commission shall meet not later than one month after the receipt of the said application.

As a general rule, the Commission shall not meet oftener than once a year, except in urgent cases. In such event, the Government which has proposed the holding of one urgent session shall inform the other Government of the circumstances giving rise to such application.

The session shall not normally last longer than fifteen days, unless the High Contracting Parties jointly decide otherwise.

The Commission shall sit alternately at Moscow and Helsinki. The first meeting shall be held at Moscow.

Article 5.

Not less than fifteen days before the meeting of the Conciliation Commission, each High Contracting Party shall communicate to the other, through the diplomatic channel, a list of the questions which it desires to have examined by the Commission at that session.

Article 6.

Unless the High Contracting Parties jointly decide otherwise, the Conciliation Commission shall itself determine its procedure.

Article 7.

The Commission of Conciliation shall be deemed to form a quorum only if all the members duly convened are present.

Should any member be unable to attend the proceedings of the Commission, the High Contracting Party concerned shall appoint a substitute for him within not more than thirty days after his inability to attend has been ascertained.

The decisions of the Commission shall be taken by the unanimous agreement of its members.

Article 8.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à faciliter l'accomplissement des tâches de la commission de conciliation et notamment à lui fournir, dans une mesure aussi large que possible, toutes les informations et tous les documents utiles.

Article 9.

La commission de conciliation présentera un rapport sur les différends qui lui auront été soumis. Ce rapport devra être fourni avant la fin de la session au cours de laquelle les différends auront été examinés, à moins que les Hautes Parties contractantes ne décident d'un commun accord, de prolonger ce délai.

Le rapport contiendra un projet de règlement de chaque différend qui aura été soumis à la commission, si ce projet est accepté par tous les membres de la commission.

En cas que la commission ne pourrait tomber d'accord sur un projet commun, les propositions des deux Parties de la commission seront insérées dans le rapport.

Article 10.

Le rapport de la commission de conciliation sera signé par tous les membres de la commission. Il devra être immédiatement porté à la connaissance de chacune des Hautes Parties contractantes.

Article 11.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à porter à la connaissance de l'autre, dans un délai raisonnable n'excédant toutefois par la durée de trois mois, si elle accepte les propositions communes de la commission insérées dans son rapport.

Article 12.

Le rapport de la commission de conciliation ne pourra être rendu public partiellement ou intégralement qu'avec le consentement des deux Hautes Parties contractantes.

Article 13.

L'indemnité des membres de la commission de conciliation, ainsi que celle des experts et des autres personnes employées par chacune des Hautes Parties contractantes, est à la charge de la Partie respective.

Tous les autres frais résultant de l'activité de la commission seront supportés par moitié par chacune des Parties.

Article 14.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à s'abstenir, durant le cours de la procédure de conciliation, de toutes mesures dépendant d'elles qui pourraient préjuger des propositions de la commission de conciliation au sujet des questions qui lui seraient soumises.

Article 15.

La présente convention fait partie intégrante du Traité de non-agression et de règlement pacifique des conflits conclu le 21 janvier 1932 entre l'Union des Républiques soviétistes socialistes et la Finlande et sera considérée comme ratifiée par le fait même de la ratification du traité précité.

Article 8.

The High Contracting Parties undertake to assist the Conciliation Commission in carrying out its tasks, and more particularly to supply it, as far as is possible, with all necessary information and documents.

Article 9.

The Conciliation Commission shall draw up a report on the disputes which have been submitted to it. This report shall be supplied before the end of the session during which the questions at issue have been examined, unless the High Contracting Parties decide by mutual agreement to extend that time-limit.

The report shall contain proposals for the settlement of every question at issue submitted to the Commission, if such proposals have been accepted by all the members of the Commission.

Should the Commission fail to agree on joint proposals, the report shall contain the proposals of both parties on the Commission.

Article 10.

The Conciliation Commission's report shall be signed by all its members. It shall be communicated at once to each High Contracting Party.

Article 11.

Each High Contracting Party undertakes to inform the other, within a reasonable time-limit, which shall in no case exceed three months, whether it accepts the Commission's joint proposals contained in its report.

Article 12.

The Conciliation Commission's report may not be published, either in full or in part, without the consent of both High Contracting Parties.

Article 13.

The emoluments of members of the Conciliation Commission and of the experts or other persons employed by each High Contracting Party shall be paid by the Party concerned.

All other expenses arising out of the working of the Commission shall be paid in equal shares by each Party.

Article 14.

While the conciliation procedure is in progress, the High Contracting Parties undertake to refrain from any steps in their power which might have a prejudicial effect on the Conciliation Commission's proposals regarding the questions submitted to it.

Article 15.

The present Convention shall constitute an integral part of the Pact of Non-Aggression and Pacific Settlement of Disputes concluded on January 21st, 1932, between the Union of Soviet Socialist Republics and Finland and shall be regarded as ratified by the actual fact of the ratification of the aforesaid Pact.

Elle entrera en vigueur simultanément avec ledit traité de non-agression et demeurera en vigueur aussi longtemps que celui-ci.

Article 16.

La présente convention est établie en français, en double expédition dans la ville de Helsinki, le 22 avril 1932.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé cette convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

(L. S.) (*Signé*) A. S. YRJÖ-KOSKINEN.

(L. S.) (*Signé*) J. MAISKY.

It shall come into force simultaneously with the said Pact of Non-Aggression and shall remain in force for the same period as that Pact.

Article 16.

The present Convention is drawn up in French, in duplicate, at Helsinki, the 22nd day of April, 1932.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed this Convention and have thereto affixed their seals.

(L. S.) (*Signed*) A. S. YRJÖ-KOSKINEN.

(L. S.) (*Signed*) J. MAISKY.

N° 3615.

**FRANCE ET
UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTIQUES SOCIALISTES**

**Pacte de non-agression. Signé à
Paris, le 29 novembre 1932.**

**FRANCE
AND UNION OF SOVIET
SOCIALIST REPUBLICS**

**Pact of Non-Aggression. Signed at
Paris, November 29th, 1932.**

ТЕХТЕ РУССЕ. — RUSSIAN TEXT.

№ 3615. — ДОГОВОР¹ О НЕНАПАДЕНИИ, МЕЖДУ ФРАНЦУЗСКОЙ РЕСПУБЛИКОЙ И СОЮЗОМ СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК, ПОДПИСАННЫЙ В ГОРОДЕ ПАРИЖЕ, 29-го НОЯБРЯ 1932 ГОДА.

French and Russian official texts communicated by the People's Commissary for Foreign Affairs of the Union of Soviet Socialist Republics. The registration of this Pact took place February 15th, 1935.

ЦЕНТРАЛЬНЫЙ ИСПОЛНИТЕЛЬНЫЙ КОМИТЕТ СОЮЗА СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК И ПРЕЗИДЕНТ ФРАНЦУЗСКОЙ РЕСПУБЛИКИ, воодушевленные волей к упрочению мира, убежденные, что в интересах обоих Высоких Договаривающихся Сторон лежит улучшение и развитие отношений между обоими странами, верные принятым ими на себя ранее международным обязательствам, из которых по их заявлению ни одно не препятствует мирному развитию их взаимных отношений и не находится в противоречии с настоящим Договором, желая подтвердить и уточнить в своих соответствующих отношениях Генеральный пакт отказа от войны от 27-го августа 1928² года, решили заключить Договор в этих целях и назначили своих уполномоченных, именно :

ЦЕНТРАЛЬНЫЙ ИСПОЛНИТЕЛЬНЫЙ КОМИТЕТ СОЮЗА СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК :

Г. Валериана Довгалевского, Чрезвычайного и Полномочного Посла Союза Советских Социалистических Республик при Президенте Французской Республики,

Президент Французской Республики :

Г. Эдуарда Эррио, Депутата, Председателя Совета, Министра Иностранных Дел,

Которые, после обмена своих полномочий, найденных составленными в должной форме и надлежащем порядке, условились о нижеследующих постановлениях :

Статья первая.

Каждая из высоких Договаривающихся Сторон обязуется перед другою не прибегать ни в каком случае против нее, ни отдельно, ни совместно с одной или несколькими

¹ The exchange of ratifications took place at Moscow, February 15th, 1933.

² Vol. XCIV, page 57 ; Vol. CXXXIV, page 411 ; and Vol. CLII, page 298, of this Series.

N^o 3615. — PACTE¹ DE NON-AGRESSION ENTRE LA FRANCE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES. SIGNÉ A PARIS, LE 29 NOVEMBRE 1932.

Textes officiels français et russe communiqués par le commissaire du peuple aux Affaires étrangères de l'Union des Républiques soviétiques socialistes. L'enregistrement de ce pacte a eu lieu le 15 février 1935.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE et LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES,

Animés de la volonté de consolider la paix,

Convaincus qu'il est dans l'intérêt des deux Hautes Parties contractantes d'améliorer et de développer les relations entre les deux pays,

Respectueux des engagements internationaux qu'ils ont précédemment assumés, et dont ils déclarent qu'aucun ne fait obstacle au développement pacifique de leurs relations mutuelles et ne se trouve en contradiction avec le présent traité,

Désireux de confirmer et de préciser, en ce qui concerne leurs rapports respectifs, le Pacte² général de renonciation à la guerre du 27 août 1928,

Ont résolu de conclure un traité à ces fins et ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. Edouard HERRIOT, député, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères ;

LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES :

M. Valerien DOVGALEVSKY, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de l'Union des Républiques soviétiques socialistes près le président de la République française ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage vis-à-vis de l'autre à ne recourir en aucun cas contre elle, soit isolément, soit conjointement avec une ou plusieurs tierces Puissances, ni à la

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Moscou, le 15 février 1933.

² Vol. XCIV, page 57 ; vol. CXXXIV, page 411 ; et vol. CLII, page 298, de ce recueil.

третьими Державами, ни к войне, ни к какому-либо нападению на суше, на море или в воздухе и уважать неприкосновенность территорий, находящихся под ее суверенитетом, или тех, в отношении которых ею приняты на себя внешнее представительство и контроль администрации.

Статья II.

Если одна из Высоких Договаривающихся Сторон явится предметом нападения со стороны одной или нескольких третьих Держав, то другая Высокая Договаривающаяся Сторона обязуется не оказывать в течение конфликта, ни прямо, ни косвенно, помощи и поддержки нападающему или нападающим.

Если одна из Высоких Договаривающихся Сторон прибегнет к нападению против третьей Державы, то другая Высокая Договаривающаяся Сторона будет иметь возможность денонсировать без предупреждения настоящий Договор.

Статья III.

Обязательства, изложенные выше в статьях I и II, не могут никаким образом ограничить или изменить права и обязанности, вытекающие для каждой из Высоких Договаривающихся Сторон из соглашений, заключенных ею ранее вступления в силу настоящего Договора, причем каждая из Сторон заявляет настоящим, что она не связана никаким соглашением, налагающим на нее обязательство участвовать в нападении, предпринятом третьим государством.

Статья IV.

Каждая из Высоких Договаривающихся Сторон обязуется, в течение действия настоящего Договора, не участвовать ни в каком международном соглашении, которое имело бы практическим последствием запрещение покупки у другой Стороны, или продажи ей товаров, или предоставления ей кредитов, и не принимать никакой меры, которая имела бы последствием исключение другой Стороны из всякого участия в ее внешней торговле.

Статья V.

Каждая из Высоких Договаривающихся Сторон обязуется уважать во всех отношениях суверенитет или господство другой Стороны на совокупности ее территорий, определенных в статье I настоящего Договора, никаким образом не вмешиваться в ее внутренние дела, в частности воздерживаться от всякого действия, клонящегося к возбуждению или поощрению какой-либо агитации, пропаганды или попытки интервенции, имеющей целью нарушение территориальной целостности другой Стороны, или изменение силой политического или социального строя всех, или части, ее территорий.

Каждая из Высоких Договаривающихся Сторон обязуется в частности не создавать, не поддерживать, не снабжать, не субсидировать и не допускать на своей территории ни военных организаций, имеющих целью вооруженную борьбу против другой Стороны, ни организаций, присваивающих себе роль правительства или представителя всех, или части, ее территорий.

Статья VI.

Высокие Договаривающиеся Стороны, признав уже в Генеральном пакте отказа от войны от 27 августа 1928 г., что урегулирование и разрешение всех споров или

guerre, ni à aucune agression par terre, sur mer ou dans les airs et à respecter l'inviolabilité des territoires placés sous sa souveraineté ou dont elle assume la représentation extérieure et contrôle l'administration.

Article II.

Si l'une des Hautes Parties contractantes est l'objet d'une agression de la part d'une ou de plusieurs tierces Puissances, l'autre Haute Partie contractante s'engage à ne prêter ni directement, ni indirectement aide ou assistance à l'agresseur ou aux agresseurs pendant la durée du conflit.

Si l'une des Hautes Parties contractantes se livre à une agression contre une tierce Puissance, l'autre Haute Partie contractante pourra sans préavis dénoncer le présent traité.

Article III.

Les engagements énoncés aux articles I et II ci-dessus ne peuvent en aucune façon limiter ou modifier les droits et obligations découlant pour chacune des Hautes Parties contractantes des accords conclus par elle avant l'entrée en vigueur du présent traité, chaque Partie déclarant d'ailleurs par les présentes n'être liée par aucun accord comportant l'obligation pour elle de participer à une agression entreprise par un Etat tiers.

Article IV.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage, pour la durée du présent traité, à ne participer à aucune entente internationale ayant pratiquement pour effet d'interdire l'achat ou la vente de marchandises ou l'octroi de crédits à l'autre Partie et à ne prendre aucune mesure ayant pour effet d'exclure celle-ci de toute participation à son commerce extérieur.

Article V.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à respecter à tous égards la souveraineté ou l'autorité de l'autre Partie sur l'intégralité de ses territoires tels qu'ils sont définis à l'article premier du présent traité, à ne s'immiscer en aucune façon dans ses affaires intérieures, à s'abstenir notamment d'une action quelconque tendant à susciter ou à favoriser toute agitation, propagande ou tentative d'intervention ayant pour but de porter atteinte à son intégrité territoriale ou de transformer par la force le régime politique ou social de tout ou partie de ses territoires.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage en particulier à ne créer, protéger, équiper, subventionner ou admettre sur son territoire ni des organisations militaires ayant pour objet la lutte armée contre l'autre Partie, ni des organisations s'arrogeant le rôle de gouvernement ou représentant le tout ou partie de ses territoires.

Article VI.

Les Hautes Parties contractantes, ayant déjà reconnu, dans le Pacte général de renonciation à la guerre du 27 août 1928, que le règlement ou la solution de tous les différends ou conflits, quelle

конфликтов, каковы бы ни были их характер или происхождение, могущих возникнуть между ними, должно всегда отыскиваться лишь мирными средствами, подтверждают это постановление, и, для придания ему действия, прилагают к настоящему Договору Конвенцию о согласительной процедуре.

Статья VII.

Настоящий Договор, коего русский и французский тексты будут иметь одинаковую силу, будет ратификован, и его ратификации будут обменены в Москве.

Он вступит в действие начиная со сказанного обмена и будет оставаться в силе впредь до истечения годовичного срока со дня, когда одна из Высоких Договаривающихся Сторон известит другую о своем намерении его денонсировать. Это извещение не может однако иметь места прежде истечения двухлетнего срока, считая со дня вступления в силу настоящего Договора.

В удостоверение чего, Уполномоченные подписали настоящий Договор и приложили к нему свои печати.

Совершено в Париже, в двух экземплярах, 29 ноября 1932 года.

(М. П.) (подп.) В. Довгалеvский.

(М. П.) (подп.) Е. HERRIOT.

que soit leur nature ou leur origine, qui pourront surgir entre elles, ne devra jamais être recherché que par des moyens pacifiques, confirment cette disposition et, pour lui donner effet, annexent au présent traité une convention relative à la procédure de conciliation.

Article VII.

Le présent traité, dont les textes français et russe feront également foi, sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Moscou. Il prendra effet à dater dudit échange et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai d'une année à partir du jour où l'une des Hautes Parties contractantes aura notifié à l'autre son intention de le dénoncer. Cette notification ne pourra toutefois avoir lieu avant l'expiration d'un délai de deux années à compter du jour de l'entrée en vigueur du présent traité.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent traité, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Paris, en double expédition, le 29 novembre 1932.

(L. S.) (*Signé*) E. HERRIOT.

(L. S.) (*Signé*) V. DOVGALEVSKY.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3615. — PACT OF NON-AGGRESSION BETWEEN FRANCE AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS. SIGNED AT PARIS, NOVEMBER 29TH, 1932.

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC and THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS,

Animated by the desire to consolidate peace,

Convinced that it is in the interests of both High Contracting Parties to improve and develop relations between the two countries,

Mindful of the international undertakings which they have previously assumed and none of which, they declare, constitutes an obstacle to the pacific development of their mutual relations or is inconsistent with the present Treaty,

Desirous of confirming and defining, so far as concerns their respective relations, the general Pact of August 27th, 1928, for the renunciation of war,

Have resolved to conclude a Treaty with this object and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

M. Edouard HERRIOT, Deputy, President of the Council, Minister for Foreign Affairs ;

THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS :

M. Valerien DOVGALEVSKY, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the Union of Soviet Socialist Republics accredited to the President of the French Republic ;

Who, having exchanged their powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article I.

Each of the High Contracting Parties undertakes with regard to the other not to resort in any case, whether alone or jointly with one or more third Powers, either to war or to any aggression by land, sea or air against that other Party, and to respect the inviolability of the territories which are placed under that Party's sovereignty or which it represents in external relations or for whose administration it is responsible.

Article II.

Should either High Contracting Party be the object of aggression by one or more third Powers, the other High Contracting Party undertakes not to give aid or assistance, either directly or indirectly, to the aggressor or aggressors during the period of the conflict.

Should either High Contracting Party resort to aggression against a third Power, the other High Contracting Party may denounce the present Treaty without notice.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article III.

The undertakings set forth in Articles I and II above shall in no way limit or modify the rights or obligations of each Contracting Party under agreements concluded by it before the coming into force of the present Treaty, each Party hereby declaring further that it is not bound by any agreement involving an obligation for it to participate in aggression by a third State.

Article IV.

Each of the High Contracting Parties undertakes, for the duration of the present Treaty, not to become a party to any international agreement of which the effect in practice would be to prevent the purchase of goods from or the sale of goods or the granting of credits to the other Party, and not to take any measure which would result in the exclusion of the other Party from any participation in its foreign trade.

Article V.

Each of the High Contracting Parties undertakes to respect in every connection the sovereignty or authority of the other Party over the whole of that Party's territories as defined in Article I of the present Treaty, not to interfere in any way in its internal affairs, and to abstain more particularly from action of any kind calculated to promote or encourage agitation, propaganda or attempted intervention designed to prejudice its territorial integrity or to transform by force the political or social regime of all or part of its territories.

Each of the High Contracting Parties undertakes in particular not to create, protect, equip, subsidise or admit in its territory either military organisations for the purpose of armed combat with the other Party or organisations assuming the rôle of government or representing all or part of its territories.

Article VI.

The High Contracting Parties having already recognised, in the general Pact of August 27th, 1928, for the renunciation of war, that the settlement or solution of all disputes or conflicts, of whatever nature or of whatever origin they may be, which may arise among them, shall never be sought except by pacific means, confirm that provision, and, in order to give effect to it, annex to the present Treaty a Convention relating to conciliation procedure.

Article VII.

The present Treaty, of which the French and Russian texts shall both be authentic, shall be ratified, and the ratifications thereof shall be exchanged at Moscow. It shall enter into effect on the date of the said exchange, and shall remain in force for the period of one year as from the date on which either High Contracting Party shall have notified the other of its intention to denounce it. Such notification may not, however, be given before the expiry of a period of two years from the date of the entry into force of the present Treaty.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Paris, in duplicate, the 29th day of November, 1932.

(L. S.) (Signed) E. HERRIOT.

(L. S.) (Signed) V. DOVGALEVSKY.

N° 3616.

**FRANCE ET
UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTIQUES SOCIALISTES**

Convention relative à la procédure
de conciliation. Signée à Paris, le
29 novembre 1932.

**FRANCE
AND UNION OF SOVIET
SOCIALIST REPUBLICS**

Convention relating to Conciliation
Procedure. Signed at Paris, No-
vember 29th, 1932.

TEXTE RUSSE. — RUSSIAN TEXT.

№ 3616. — КОНВЕНЦИЯ¹ О СОГЛАСИТЕЛЬНОЙ ПРОЦЕДУРЕ МЕЖДУ СОЮЗОМ СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК И ФРАНЦУЗСКОЙ РЕСПУБЛИКОЙ, ПОДПИСАННЫЙ В ГОРОДЕ ПАРИЖЕ, 29-го НОЯБРЯ 1932 ГОДА.

French and Russian official texts communicated by the People's Commissary for Foreign Affairs of the Union of Soviet Socialist Republics. The registration of this Convention took place February 15th, 1935.

ЦЕНТРАЛЬНЫЙ ИСПОЛНИТЕЛЬНЫЙ КОМИТЕТ СОЮЗА СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК и ПРЕЗИДЕНТ ФРАНЦУЗСКОЙ РЕСПУБЛИКИ,
согласно постановлениям статьи VI Договора² о ненападении, подписанного сего дня,
решили заключить Согласительную Конвенцию и для этой цели назначили своих уполномоченных, именно :

ЦЕНТРАЛЬНЫЙ ИСПОЛНИТЕЛЬНЫЙ КОМИТЕТ СОЮЗА СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК:
Г. Валериана Довгалевского, Чрезвычайного и Полномочного Посла Союза Советских Социалистических Республик при Президенте Французской Республики, и

Президент Французской Республики :

Г. Эдуарда Эррио, Депутата, Председателя Совета, Министра Иностранных Дел,

Которые, после обмена своих полномочий, найденных составленными в должной форме и надлежащем порядке, условились о нижеследующих постановлениях :

Статья первая.

Все споры, каков бы ни был их характер, между Францией и Союзом Советских Социалистических Республик, касающиеся фактов, которые возникли бы после вступления в силу настоящей Конвенции, и не могущие быть улаженными дипломатическим путем, будут переданы, в целях полюбовного улажения, Согласительной Комиссии.

Статья II.

Согласительная Комиссия состоит из четырех членов, а именно двух французских граждан и двух граждан Союза Советских Социалистических Республик, назначенных, для каждой сессии, их соответствующими Правительствами.

¹ The exchange of ratifications took place at Moscow, February 15th, 1933.

² See page 411 of this volume.

N^o 3616. — CONVENTION¹ ENTRE LA FRANCE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES RELATIVE A LA PROCÉDURE DE CONCILIATION. SIGNÉE A PARIS, LE 29 NOVEMBRE 1932.

Textes officiels français et russe communiqués par le commissaire du peuple aux Affaires étrangères de l'Union des Républiques soviétiques socialistes. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 15 février 1935.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE et LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES,

Conformément aux dispositions de l'article VI du Traité² de non-agression signé ce jour,

Ont résolu de conclure une convention de conciliation et ont désigné à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. Edouard HERRIOT, député, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères ;

LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES :

M. Valerien DOVGALEVSKY, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de l'Union des Républiques soviétiques socialistes près le président de la République française ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Tous différends entre la France et l'Union des Républiques soviétiques socialistes, de quelque nature qu'ils soient, relatifs à des faits qui viendraient à se produire après la mise en vigueur de la présente convention et qui n'auraient pu être réglés par la voie diplomatique, seront soumis, aux fins d'un arrangement amiable, à une commission de conciliation.

Article II.

La commission de conciliation est composée de quatre membres, savoir deux ressortissants français et deux ressortissants de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, nommés, pour chaque session, par leurs gouvernements respectifs.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Moscou, le 15 février 1933.

² Voir page 411 de ce volume.

Она избирает, на каждой сессии, своего Председателя из числа своих членов, граждан страны, на территории которой она заседает.

Каждая из Высоких Договаривающихся Сторон может кроме того назначать экспертов, призванных участвовать в работах Комиссии с совещательным голосом.

Члены Комиссии могут требовать, по общему соглашению, заслушания всякого лица, показание которого они считают полезным.

Статья III.

Комиссия собирается один раз в год, в день, установленный по общему соглашению обоих Высоких Договаривающихся Сторон.

Эти последние могут условиться об отложении сессии на следующий год.

Они могут, напротив, в спешных случаях, решить, по общему согласию, собрать Комиссию на чрезвычайную сессию.

Высокая Договаривающаяся Сторона, которая будет просить об этом собрании, должна будет указать другой Высокой Договаривающейся Стороне то спешное обстоятельство, которым вызывается эта просьба.

Не позднее чем за пятнадцать дней перед собранием Комиссии, каждая из Высоких Договаривающихся Сторон передает другой, дипломатическим путем, список вопросов, которые она желает передать на рассмотрение Комиссии.

Продолжительность каждой сессии не превышает пятнадцати дней, кроме случаев ее продления, принятого обоими Правительствами.

Комиссия собирается поочередно в Париже и в Москве, причем первое собрание должно иметь место в Москве.

Статья IV.

Заседания Комиссии действительны лишь в присутствии всех ее членов.

Ее решения должны быть приняты единогласно.

Статья V.

Комиссия сама определяет свою процедуру.

Статья VI.

Комиссия обязана изучать спорные вопросы, внесенные в нее обоими Правительствами, и рекомендовать им толкование, которое она признает юридически обоснованным, или соглашение, которое она находит справедливым.

С этой целью она представляет каждой из Высоких Договаривающихся Сторон, перед концом каждой сессии, доклад, сопровождаемый проектом урегулирования каждого из споров, переданных ей в течение сказанной сессии.

Этот доклад может быть опубликован, полностью или частично, лишь с согласия обоих Высоких Договаривающихся Сторон.

Если в течение сессии Комиссии не удастся выработать единогласное предложение по какому-либо вопросу порядка дня, то этот вопрос может, по требованию одной из Сторон, быть снова передан в Комиссию в течение чрезвычайной сессии, открываемой не позднее чем через четыре месяца после закрытия предыдущей.

Каждая из обоих Высоких Договаривающихся Сторон обязуется извещать другую, в трехмесячный срок, принимает ли она предложения, представленные Комиссией.

Elle choisit, lors de chaque session, son président parmi ceux de ses membres ressortissants du pays sur le territoire duquel elle siège.

Chacune des Hautes Parties contractantes peut en outre désigner des experts, appelés à prendre part aux travaux de la commission avec voix consultative.

Les membres de la commission ont la faculté de demander, d'un commun accord, l'audition de toute personne dont ils considèrent la déposition comme utile.

Article III.

La commission se réunit une fois par an, à une date fixée d'un commun accord par les deux Hautes Parties contractantes.

Celles-ci peuvent au contraire, en cas d'urgence, décider d'un commun accord de réunir la commission en session extraordinaire.

La Haute Partie contractante qui demandera cette réunion aura à indiquer à l'autre Haute Partie contractante la circonstance urgente donnant lieu à cette demande.

Quinze jours au plus tard avant la réunion de la commission, chacune des Hautes Parties contractantes remet à l'autre, par la voie diplomatique, la liste des questions qu'elle désire soumettre à l'examen de la commission.

La durée de chaque session n'excède pas quinze jours, sauf prolongation acceptée par les deux gouvernements.

La commission se réunit alternativement à Paris et à Moscou, la première réunion devant avoir lieu à Moscou.

Article IV.

La commission ne peut délibérer valablement que si tous les membres sont présents. Ses décisions doivent être prises à l'unanimité.

Article V.

La commission règle elle-même sa procédure.

Article VI.

La commission est chargée d'étudier les questions litigieuses dont elle est saisie par les deux gouvernements et de leur recommander l'interprétation qu'elle juge fondée en droit ou l'arrangement qu'elle estime équitable.

A cet effet, elle présente à chacune des Hautes Parties contractantes, avant la fin de la session, un rapport, accompagné d'un projet de règlement relatif à chacun des différends qui lui ont été soumis au cours de ladite session.

Ce rapport ne peut être rendu public, en totalité ou en partie, que du consentement des deux Hautes Parties contractantes.

Si, au cours d'une session, la commission ne parvient pas à formuler une proposition unanime au sujet d'une des questions à l'ordre du jour, cette question peut être, à la requête d'une des Parties, soumise de nouveau à la commission au cours d'une session extraordinaire, ouverte quatre mois au plus tard après la clôture de la précédente.

Chacune des deux Hautes Parties contractantes s'engage à faire connaître à l'autre, dans un délai de trois mois, si elle accepte les propositions présentées par la commission.

Статья VII.

Обе Высокие Договаривающиеся Стороны обязуются облегчать работы Комиссии, в частности доставляя ей в возможно широкой мере все полезные документы и сведения.

Они обязуются равным образом воздерживаться, во время согласительной процедуры, от всех мер, зависящих от них, которые могли бы казаться предпрещающими предложения Комиссии, и насколько возможно принимать по этому предмету все действительные охранительные меры.

Статья VIII.

Настоящая Конвенция, приложенная к Договору о ненападении, заключенному сего дня между Президентом Французской Республики и Центральным Исполнительным Комитетом Союза Советских Социалистических Республик, будет ратификована в тех же условиях. Она вступит в действие начиная с того же дня и будет оставаться в силе в течение того же времени.

В удостоверение чего Уполномоченные подписали настоящую Конвенцию и приложили к ней свои печати.

Совершено в Париже, в двух экземплярах, 29 ноября 1932 года.

(М. П.) (подп.) В. Довгалецкий.

(М. П.) (подп.) Е. НЕРРИОТ.

Article VII.

Les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la commission, notamment en lui fournissant, dans la plus large mesure possible, tous documents et informations utiles.

Elles s'engagent également à s'abstenir, durant le cours de la procédure de conciliation, de toutes mesures dépendant d'elles qui paraîtraient préjuger les propositions de la commission et à prendre autant que possible à ce sujet toutes mesures conservatoires efficaces.

Article VIII.

La présente convention, annexée au Traité de non-agression conclu ce jour entre le président de la République française et le Comité central exécutif de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, sera ratifiée dans les mêmes conditions. Elle prendra effet à partir de la même date et demeurera en vigueur pendant la même durée.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs sceaux.

Fait à Paris, en double expédition, le 29 novembre 1932.

(L. S.) (*Signé*) E. HERRIOT.

(L. S.) (*Signé*) V. DOVGALEVSKY.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3616. — CONVENTION BETWEEN FRANCE AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS RELATING TO CONCILIATION PROCEDURE. SIGNED AT PARIS, NOVEMBER 29TH, 1932.

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC and THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS,

In conformity with the provisions of Article VI of the Treaty of Non-Aggression, signed this day,

Have resolved to conclude a Conciliation Convention and have with that object appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

M. Edouard HERRIOT, Deputy, President of the Council, Minister for Foreign Affairs ;

THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS :

M. Valerien DOVGALEVSKY, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the Union of Soviet Socialist Republics accredited to the President of the French Republic ;

Who, having exchanged their powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

All disputes of whatever kind between France and the Union of Soviet Socialist Republics, relating to facts which occur after the entry into force of the present Convention and which it may not have been possible to settle through the diplomatic channel, shall be submitted, with a view to amicable settlement, to a Conciliation Commission.

Article II.

The Conciliation Commission shall be composed of four members, that is to say, two French nationals and two nationals of the Union of Soviet Socialist Republics, appointed for each session by their respective Governments.

It shall choose its President, for each session, from among those of its members who are nationals of the country in whose territory it is sitting.

Each of the High Contracting Parties may also appoint experts, who shall take part in the Commission's work in an advisory capacity.

The members of the Commission shall have the right to demand jointly that any person shall be heard whose evidence they regard as useful.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article III.

The Commission shall meet once a year on a date fixed jointly by the two High Contracting Parties.

The latter may, however, in case of urgency, decide jointly to convene an extraordinary session of the Commission.

The High Contracting Party who demands such a meeting shall be required to inform the other High Contracting Party of the urgent circumstance occasioning such request.

Fifteen days at latest before the meeting of the Commission, each High Contracting Party shall deliver to the other, through the diplomatic channel, a list of the questions which it desires to submit to the Commission for examination.

The duration of each session shall not exceed fifteen days, unless an extension is agreed to by the two Governments.

The Commission shall meet alternately at Paris and at Moscow, the first meeting being held at Moscow.

Article IV.

The Commission shall not have power to take a valid decision unless all the members are present. Its decisions shall be taken unanimously.

Article V.

The Commission shall determine its own procedure.

Article VI.

It shall be the duty of the Commission to study any disputes referred to it by the two Governments and to recommend to the latter such interpretation as it may consider sound in law or such arrangement as it may deem equitable.

With this object it shall submit to each of the High Contracting Parties, before the close of the session, a report accompanied by a draft settlement with reference to each of the disputes referred to it during the said session.

This report may not be made public, either wholly or in part, except with the consent of both High Contracting Parties.

If, during a session, the Commission does not succeed in making a unanimous proposal concerning one of the questions on the agenda, that question may, at the request of one of the Parties, be submitted to the Commission again at an extraordinary session, opened four months at latest after the close of the previous session.

Each of the two High Contracting Parties undertakes to inform the other, within a period of three months, whether it accepts the proposals submitted by the Commission.

Article VII.

The two High Contracting Parties undertake to facilitate the work of the Commission, in particular by supplying it to the utmost possible extent with all necessary documents and information.

They further undertake to abstain, during the course of the conciliation procedure, from any measures in their power which might appear to prejudge the Commission's proposals and, as far as possible, to take effective conservatory measures with reference thereto.

Article VIII.

The present Convention, annexed to the Treaty of Non-Aggression concluded this day between the President of the French Republic and the Central Executive Committee of the Union of Soviet Socialist Republics, shall be ratified under the same conditions. It shall take effect on the same date and shall remain in force for the same period.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Paris, in duplicate, the 29th day of November, 1932.

(L. S.) (*Signed*) E. HERRIOT.

(L. S.) (*Signed*) V. DOVGALEVSKY.

N° 3617.

**POLOGNE ET
UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTIQUES SOCIALISTES**

Protocole prorogeant jusqu'au 31 décembre 1945 le Pacte de non-agression du 25 juillet 1932, et protocole final. Signés à Moscou, le 5 mai 1934.

**POLAND
AND UNION OF SOVIET
SOCIALIST REPUBLICS**

Protocol renewing until December 31st, 1945, the Pact of Non-Aggression of July 25th, 1932, and Final Protocol. Signed at Moscow, May 5th, 1934.

TEXTE RUSSE. — RUSSIAN TEXT.

№ 3617. — ПРОТОКОЛ ¹ О ПРОДЛЕНИИ ДО 31-го ДЕКАБРЯ 1945 ГОДА СРОКА ДЕЙСТВИЯ ДОГОВОРА О НЕНАПАДЕНИИ, ЗАКЛЮЧЕННОГО 25-го ИЮЛЯ 1932 ГОДА МЕЖДУ СОЮЗОМ СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК И ПОЛЬСКОЙ РЕСПУБЛИКОЙ, И ЗАКЛЮЧИТЕЛЬНЫЙ ПРОТОКОЛ, ПОДПИСАННЫЕ В ГОРОДЕ МОСКВЕ, 5-го МАЯ 1934 ГОДА.

Textes officiels russe et polonais communiqués par le commissaire du peuple aux Affaires étrangères de l'Union des Républiques soviétiques socialistes. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 15 février 1935.

ЦЕНТРАЛЬНЫЙ ИСПОЛНИТЕЛЬНЫЙ КОМИТЕТ СОЮЗА СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК И

Президент Польской Республики,

руководимые стремлением обеспечить возможно более прочную базу для развития отношений между их странами,

желая дать друг другу новое доказательство неизменности и прочности счастливо установившихся между ними мирных и дружественных отношений и

воодушевленные желанием содействовать укреплению всеобщего мира, а также стабильности и мирному развитию междугосударственных отношений в Восточной Европе, и

констатируя, что заключение 25 июля 1932 ² года в Москве Договора между Союзом Советских Социалистических Республик и Польской Республикой оказало благотворное воздействие на развитие их отношений и на разрешение указанных задач,

решили подписать настоящий Протокол и для этой цели назначили своих Уполномоченных, а именно :

ЦЕНТРАЛЬНЫЙ ИСПОЛНИТЕЛЬНЫЙ КОМИТЕТ СОЮЗА СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК :

Максима Максимовича Литвинова, Члена Центрального Исполнительного Комитета Союза Советских Социалистических Республик, Народного Комиссара по Иностранным Делах,

Президент Польской Республики :

Юлиуса Лукаевича, Чрезвычайного и Полномочного Посла Польской Республики в Москве,

которые, по взаимном пред'явлении своих полномочий, найденных составленными в должном и надлежащем виде,

согласились о нижеследующем :

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 16 juin 1934.

² Vol. CXXXVI, page 41, de ce recueil.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

N^o 3617. — PROTOKÓŁ¹ W SPRAWIE PRZEDŁUŻENIA DO DNIA 31. GRUDNIA 1945 r. TERMINU WAŻNOŚCI PAKTU NIEAGRESJI ZAWARTEGO DNIA 25-GO LIPCA 1932 r. MIĘDZY ZWIĄZKIEM SOCJALISTYCZNYCH REPUBLIK RAD A RZECZĄPOSPOLITĄ POLSKĄ, ORAZ PROTOKÓŁ KOŃCOWY, POSPISANE W MOSKWIE DNIA 5-GO MAJA 1934.

Russian and Polish official texts communicated by the People's Commissary for Foreign Affairs of the Union of Soviet Socialist Republics. The registration of this Protocol took place February 15th, 1935.

CENTRALNY KOMITET WYKONAWCZY ZWIĄZKU SOCJALISTYCZNYCH REPUBLIK RAD i

PREZYDENT RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ,
powodowani dążeniem do oparcia rozwoju stosunków pomiędzy ich krajami na możliwie najtrwalszych podstawach,
pragnąc dać sobie nawzajem nowe świadectwo niezmienności i trwałości pokojowych i przyjaznych stosunków, które szczęśliwie ustaliły się pomiędzy nimi, i
ożywieni chęcią przyczynienia się do umocnienia powszechnego pokoju, a także do utrwalenia i pokojowego rozwoju międzypaństwowych stosunków w Europie Wschodniej, i

konstatując, że zawarcie dnia 25 lipca 1932² roku w Moskwie Paktu między Związkiem Socjalistycznych Republik Rad a Rzeczpospolitą Polską wywarło korzystny wpływ na rozwój ich wzajemnych stosunków i urzeczywistnienie wskazanych powyżej zadań, —

postanowili podpisać niniejszy Protokół i wyznaczili w tym celu swych Pełnomocników, a mianowicie :

CENTRALNY KOMITET WYKONAWCZY ZWIĄZKU SOCJALISTYCZNYCH REPUBLIK RAD :

Maksyma Maksymowicza LITWINOWA, Członka Centralnego Komitetu Wykonawczego Związku Socjalistycznych Republik Rad, Komisarza Ludowego Spraw Zagranicznych;

PREZYDENT RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ :

Pana Juljusza ŁUKASIEWICZA, Ambasadora Nadzwyczajnego i Pełnomocnego Rzeczypospolitej Polskiej w Moskwie,

którzy, po wzajemnem okazaniu sobie swych pełnomocnictw, uznanych za dobre i w należytej formie wystawione,

zgodzili się na następujące :

¹ The exchange of ratifications took place at Warsaw, June 16th, 1934.

² Vol. CXXXVI, page 41, of this Series.

Статья 1.

Во изменение срока и порядка прекращения силы Договора о ненападении, заключенного в Москве 25 июля 1932 года между Союзом Советских Социалистических Республик и Польской Республикой, предусмотренных в статье 7., Обе Договаривающиеся Стороны постановляют, что этот Договор останется в силе до 31 декабря 1945 года.

Каждая из Договаривающихся Сторон будет иметь право отказаться от Договора, с предупреждением о том за шесть месяцев до истечения установленного выше срока. Если Договор не будет денонсирован ни одной из Договаривающихся Сторон, срок его действия пролонгируется автоматически на два года; равным образом Договор будет считаться продленным каждый раз на дальнейшие два года, если не последует отказа от него одной из Договаривающихся Сторон в порядке, предусмотренном в настоящей статье.

Статья 2.

Настоящий Протокол составлен в двух экземплярах, каждый на русском и польском языках, причем оба текста имеют одинаковую силу.

Настоящий Протокол будет ратифицирован в возможно короткий срок, и ратификационные грамоты будут обменены между Договаривающимися Сторонами в городе Варшаве.

Настоящий Протокол вступит в силу со дня обмена ратификационными грамотами.

В удостоверение чего, поименованные выше Уполномоченные подписали настоящий Протокол и приложили к нему свои печати.

Учинено в городе Москве, в двух экземплярах, на русском и польском языках, « 5 » мая 1934 года.

(М. П.) (подп.) М. Литвинов.

(М. П.) (подп.) Юл. Лукасевич.

ЗАКЛЮЧИТЕЛЬНЫЙ ПРОТОКОЛ.

Подвергнув новому рассмотрению, в связи с подписанием сего числа Протокола о продлении Договора о ненападении между Союзом Советских Социалистических Республик и Польской Республикой от 25 июля 1932 года, все постановления Мирного Договора, заключенного в Риге 18 марта 1921¹ года и составляющего дальше основу их взаимоотношений, каждая из Договаривающихся Сторон констатирует, что у нее нет никаких обязательств и что она не связана никакими заявлениями, которые противоречили бы постановлениям названного Мирного Договора и специально его статьи 3.

Соответственно этому Правительство Союза Советских Социалистических Республик подтверждает, что нота Народного Комиссара Г. В. Чичерина от 28 сентября 1926² года Литовскому Правительству не может истолковываться таким образом, будто бы этой нотой имелось в виду вмешательство Советского Правительства в урегулирование упомянутых в ней территориальных вопросов.

Учинено в городе Москве, в двух экземплярах, на русском и польском языках, « 5 » мая 1934 года.

(подп.) М. Литвинов.

(подп.) Юл. Лукасевич.

¹ Vol. VI, page 51, de ce recueil.

² Vol. LX, page 149, de ce recueil.

Artykuł 1.

Uchylając postanowienia artykułu 7 Paktu Nieagresji, zawartego między Związkiem Socjalistycznych Republik Rad a Rzeczpospolitą Polską w Moskwie dnia 25 lipca 1932 roku, dotyczące terminu ważności Paktu i sposobu jego wypowiedzenia, Umawiające się Strony postanawiają, że Pakt ten pozostanie w mocy do dnia 31 grudnia 1945 roku.

Każda z Umawiających się Stron będzie miała prawo odstąpić od Paktu, uprzedzając o tem na sześć miesięcy przed upływem ustalonego wyżej terminu. Jeżeli żadna z Umawiających się Stron nie wymowi Paktu, będzie on automatycznie przedłużony na dwa lata; podobnie będzie się uważało Pakt za przedłużony za każdym razem na dalsze dwa lata, jeżeli żadna z Umawiających się Stron nie odstąpi od niego w trybie przewidzianym w niniejszym artykule.

Artykuł 2.

Protokół niniejszy sporządzony został w dwóch egzemplarzach, każdy w języku rosyjskim i polskim, przyczem oba teksty są jednakowo miarodajne.

Protokół niniejszy będzie ratyfikowany w możliwie bliskim czasie i dokumenty ratyfikacyjne zostaną wymienione pomiędzy Umawiającymi się Stronami w Warszawie.

Protokół niniejszy wejdzie w życie z dniem wymiany dokumentów ratyfikacyjnych.

Na dowód czego wyżej wymienieni Pełnomocnicy podpisali niniejszy Protokół i opatrzyli go swemi pieczęciami.

Sporządzono w Moskwie, w dwóch egzemplarzach, w języku rosyjskim i polskim, dnia 5 maja 1934 roku.

(L. S.) (*Signé*) M. LITWINOFF.

(L. S.) (*Signé*) J. ŁUKASIEWICZ.

PROTOKÓŁ KOŃCOWY.

W związku z podpisaniem w dniu dzisiejszym Protokołu przedłużenia terminu ważności Paktu Nieagresji między Związkiem Socjalistycznych Republik Rad a Rzeczpospolitą Polską z dnia 25 lipca 1932 roku, po ponownem zbadaniu wszystkich postanowień Traktatu Pokoju, zawartego w Rydze w dniu 18 marca 1921¹ roku, stanowiącego nadal podstawę ich wzajemnych stosunków, każda z Umawiających się Stron konstatuje, iż nie ma żadnych zobowiązań i nie jest związana żadnymi oświadczeniami, które byłyby sprzeczne z postanowieniami wymienionego Traktatu Pokoju i specjalnie jego artykułu 3.

W myśl powyższego Rząd Związku Socjalistycznych Republik Rad stwierdza, iż nota Komisarza Ludowego J. W. Cziczeryna z dnia 28 września 1926² roku, skierowana do rządu litewskiego, nie może być interpretowana w ten sposób, jakoby nota ta miała mieć na celu mieszanie się Rządu Związkowego do uregulowania spraw terytorjalnych, wymienionych w niej.

Sporządzono w Moskwie, w dwóch egzemplarzach w języku rosyjskim i polskim, dnia 5 maja 1934 roku.

(*Signé*) M. LITWINOFF.

(*Signé*) J. ŁUKASIEWICZ.

¹ Vol. VI, page 51, of this Series.

² Vol. LX, page 149, of this Series.

¹ TRADUCTION.

N^o 3617. — PROTOCOLE PROROGÉANT JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1945 LE PACTE DE NON-AGRESSION DU 25 JUILLET 1932 ENTRE LA POLOGNE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES. SIGNÉ A MOSCOU, LE 5 MAI 1934.

LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE,

Animés du désir de donner une base toujours plus solide au développement des relations entre leurs pays ;

Désireux de se donner réciproquement un nouveau témoignage du caractère inébranlable et de la solidité des relations pacifiques et amicales heureusement établies entre eux ;

Animés du désir de collaborer au renforcement de la paix mondiale ainsi qu'à la stabilité et au développement pacifique des relations entre Etats en Europe orientale ;

Constatant que la conclusion, le 25 juillet 1932, à Moscou, du Traité entre l'Union des Républiques soviétiques socialistes et la République de Pologne a eu une influence bienfaisante sur le développement de leurs relations et sur la solution des problèmes mentionnés plus haut ;

Ont décidé de signer le présent protocole et ont désigné à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES :

Maxime Maximovitch LITVINOFF, membre du Comité central exécutif de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, commissaire du peuple aux Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

M. Juljusz LUKASIEWICZ, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Pologne à Moscou ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Modifiant les dispositions de l'article 7 relatives à la date à laquelle cessera d'être en vigueur le Traité de non-agression conclu à Moscou le 25 juillet 1932 entre l'Union des Républiques soviétiques socialistes et la République de Pologne ainsi qu'aux modalités de sa dénonciation, les deux Parties contractantes décident que ledit traité restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1945.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura le droit de dénoncer le traité en notifiant son intention à ce sujet six mois avant l'expiration du délai fixé ci-dessus. Si le traité n'est dénoncé par aucune des Parties contractantes, il sera renouvelé automatiquement pour une nouvelle période de deux ans ; de même, le traité sera considéré comme renouvelé chaque fois pour une nouvelle période de deux ans s'il n'est pas dénoncé par une des Parties contractantes de la manière prévue au présent article.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3617. — PROTOCOL RENEWING UNTIL DECEMBER 31ST, 1945, THE PACT OF NON-AGGRESSION OF JULY 25TH, 1932, BETWEEN POLAND AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS. SIGNED AT MOSCOW, MAY 5TH, 1934.

THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS and THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND ;

Being desirous of providing as firm a basis as possible for the development of the relations between their countries ;

Being desirous of giving each other fresh proof of the unchangeable character and solidity of the pacific and friendly relations happily established between them ;

Moved by the desire to contribute to the consolidation of world peace and to the stability and peaceful development of international relations in Eastern Europe ;

Noting that the conclusion on July 25th, 1932, at Moscow of the Treaty between the Union of Soviet Socialist Republics and the Republic of Poland has had a beneficial influence on the development of their relations and on the solution of the above-mentioned problems ;

Have decided to sign the present Protocol and have for this purpose appointed as their Plenipotentiaries :

THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS :

Maxime Maximovitch LITVINOFF, Member of the Central Executive Committee of the Union of Soviet Socialist Republics, People's Commissary for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND :

M. Juljusz LUKASIEWICZ, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the Republic of Poland at Moscow ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article I.

In modification of the provisions of Article 7 of the Treaty of Non-Aggression concluded at Moscow on July 25th, 1932, between the Union of Soviet Socialist Republics and the Republic of Poland concerning the date and manner in which that Treaty shall cease to have effect, the two Contracting Parties decide that it shall remain in force until December 31st, 1945.

Each of the High Contracting Parties shall be entitled to denounce the Treaty by giving notice to that effect six months before the expiry of the above-mentioned period. If the Treaty is not denounced by either of the Contracting Parties, its period of validity shall be automatically prolonged for two years ; similarly, the Treaty shall be regarded as prolonged on each occasion for a further period of two years, if it is not denounced by either of the Contracting Parties in the manner provided for in the present Article.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 2.

Le présent protocole est établi en deux exemplaires, chacun en langues russe et polonaise, les deux textes faisant également foi.

Le présent protocole sera ratifié dans le plus bref délai possible, et les instruments de ratification seront échangés entre les Parties contractantes à Varsovie.

Le présent protocole entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susmentionnés ont signé le présent protocole et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Moscou en deux exemplaires, en langues russe et polonaise, le 5 mai 1934.

(L. S.) (*Signé*) M. LITVINOFF.

(L. S.) (*Signé*) J. LUKASIEWICZ.

PROTOCOLE FINAL

A l'occasion de la signature, à la date de ce jour, du protocole prorogeant le Traité de non-agression signé le 25 juin 1932 entre l'Union des Républiques soviétiques socialistes et la République de Pologne, après avoir examiné à nouveau toutes les dispositions du Traité de paix signé à Riga le 18 mars 1921 qui constitue la base de leurs relations réciproques, chacune des Hautes Parties contractantes constate qu'elle n'a aucun engagement et qu'elle n'est liée par aucune déclaration qui serait en contradiction avec les dispositions dudit traité de paix et en particulier de son article 3.

En conséquence, le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes confirme que la note adressée le 28 septembre 1926 au Gouvernement lithuanien par le commissaire du peuple G. V. Tchitcherine ne saurait être interprétée comme signifiant que, par cette note, le Gouvernement soviétique aurait en vue de s'immiscer dans le règlement des questions territoriales qui y sont mentionnées.

Fait à Moscou, en deux exemplaires, en langues russe et polonaise, le 5 mai 1934.

(*Signé*) M. LITVINOFF.

(*Signé*) J. LUKASIEWICZ.

Article 2.

The present Protocol is drawn up in duplicate, each copy being in the Russian and Polish languages and both texts being equally authentic.

The present Protocol shall be ratified as soon as possible, and the instruments of ratification shall be exchanged between the Contracting Parties at Warsaw.

The present Protocol shall come into force on the date of the exchange of the instruments of ratification.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Protocol and have thereto affixed their seals.

Done at Moscow in duplicate, in the Russian and Polish languages, the 5th day of May, 1934.

(L. S.) (Signed) M. LITVINOFF.

(L. S.) (Signed) J. LUKASIEWICZ.

FINAL PROTOCOL.

In connection with the signature on this date of the Protocol prolonging the Treaty of Non-Aggression between the Union of Soviet Socialist Republics and the Republic of Poland of July 25th, 1932, each of the High Contracting Parties, having again examined all the provisions of the Peace Treaty concluded at Riga on March 18th, 1921, which constitutes the basis of their mutual relations, declares that it has no obligations and is not bound by any declarations inconsistent with the provisions of the said Peace Treaty and in particular of Article 3 thereof.

Consequently, the Government of the Union of Soviet Socialist Republics confirms that the note from the People's Commissary, G. V. Chicherin, of September 28th, 1926, to the Lithuanian Government cannot be interpreted to mean that that note implied any intention on the part of the Soviet Socialist Government to interfere in the settlement of the territorial questions mentioned therein.

Done at Moscow in duplicate, in the Russian and Polish languages, the 5th day of May, 1934.

(Signed) M. LITVINOFF.

(Signed) J. LUKASIEWICZ.

N° 3618.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET LITHUANIE**

Traité additionnel au Traité d'extradition du 9 avril 1924. Signé à Washington, le 17 mai 1934.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND LITHUANIA**

Supplementary Treaty to the Extradition Treaty of April 9th, 1924. Signed at Washington, May 17th, 1934.

No. 3618. — SUPPLEMENTARY TREATY¹ TO THE EXTRADITION TREATY OF APRIL 9TH, 1924, BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND LITHUANIA. SIGNED AT WASHINGTON, MAY 17TH, 1934.

English official text communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne. The registration of this Treaty took place February 18th, 1935.

The UNITED STATES OF AMERICA and the REPUBLIC OF LITHUANIA, desiring to promote the cause of justice by enlarging the list of crimes on account of which extradition may be granted under the Treaty² concluded between the United States of America and the Republic of Lithuania on April 9th, 1924, have resolved to conclude a Supplementary Treaty for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries, to wit :

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Cordell HULL, Secretary of State of the United States of America ; and

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA :

Mikas BAGDONAS, Chargé d'Affaires *ad interim* of the Republic of Lithuania at Washington ;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, which were found to be in due and proper form, have agreed to and concluded the following Articles :

Article I.

The following crimes are added to the list of crimes numbered 1 to 24 in Article II of the said Treaty of April 9th, 1924, on account of which extradition may be granted, that is to say :

25. Crimes and offenses against the bankruptcy laws.
26. Crimes and offenses, or attempted crimes or offenses, against the laws relating to the traffic in narcotic drugs.

Article II.

The present Treaty shall be considered as an integral part of the said Extradition Treaty of April 9th, 1924, and Article II of the last-mentioned Treaty shall be read as if the list of crimes therein contained had originally comprised the additional crimes specified and numbered 25 and 26 in the first Article of the present Treaty.

¹ The exchange of ratifications took place at Washington, January 8th, 1935.

² Vol. LI, page 191, of this Series.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 3618. — TRAITÉ ADDITIONNEL ² AU TRAITÉ D'EXTRADITION DU 9 AVRIL 1924 ENTRE LES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA LITHUANIE. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 17 MAI 1934.

Texte officiel anglais communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 18 février 1935.

LES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE et LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE, désireux de servir la cause de la justice en augmentant la liste des crimes et délits pour lesquels l'extradition peut être accordée en vertu du Traité³ conclu entre les Etats-Unis d'Amérique et la République de Lithuanie le 9 avril 1924, ont résolu de conclure un traité additionnel à cet effet et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

Cordell HULL, secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique ; et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE :

Mikas BAGDONAS, chargé d'Affaires *a. i.* de la République de Lithuanie à Washington ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les crimes et délits énumérés ci-après sont ajoutés à la liste des crimes et délits pour lesquels l'extradition peut être accordée et qui sont numérotés de 1 à 24 dans l'article II du Traité du 9 avril 1924 susmentionné :

25. Crimes et délits contre les lois sur les faillites.

26. Crimes et délits, ou tentatives de crimes et délits, contre les lois relatives au trafic des stupéfiants.

Article II.

Le présent traité sera considéré comme faisant partie intégrante du traité d'extradition, susmentionné, du 9 avril 1924, et l'article II de ce dernier traité sera interprété comme si la liste des crimes et délits qu'il contient comprenait à l'origine les crimes et délits additionnels indiqués sous les numéros 25 et 26 de l'article premier du présent traité.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 8 janvier 1935.

³ Vol. LI, page 191, de ce recueil.

The present Treaty shall be ratified by the High Contracting Parties in accordance with their respective constitutional methods, and shall take effect on the date of the exchange of ratifications which shall take place at Washington as soon as possible.

In witness whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have hereunto affixed their seals.

Done, in duplicate, at Washington this seventeenth day of May, one thousand nine hundred and thirty-four.

(Seal) Cordell HULL.

(Seal) Mikas BAGDONAS.

Certified to be a true and complete textual copy
of the original Supplementary Treaty
in the sole language in which it was signed.

For the Secretary of State
of the United States of America :

P. F. Allen,
*Acting Chief Clerk
and Administrative Assistant.*

Le présent traité sera ratifié par les Hautes Parties contractantes, conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives, et entrera en vigueur à la date de l'échange des ratifications, qui aura lieu à Washington dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires susmentionnés ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Washington, le dix-sept mai mil neuf cent trente-quatre.

(Sceau) Cordell HULL.

(Sceau) Mikas BAGDONAS.

